






PURCHASED FOR THE
UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY
FROM THE
CANADA COUNCIL SPECIAL GRANT
FOR
FRENCH HISTORY



Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

(92)

INVENTAIRE-SOMMAIRE
DES
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES
DE
VAUCLUSE

PAR
L. DUHAMEL
ARCHIVISTE DU DÉPARTEMENT

Séries C et D



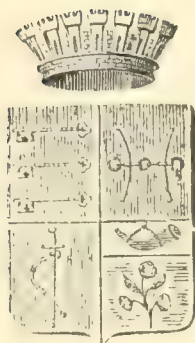
AVIGNON
FRANÇOIS SEGUIN, IMPRIMEUR-ÉDITEUR
13, rue Bouquerie, 13

—
1913

INVENTAIRE-SOMMAIRE
DES
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES
DE
VAUCLUSE

PAR
L. DUHAMEL
ARCHIVISTE DU DÉPARTEMENT

Séries C et D



AVIGNON
FRANÇOIS SEGUIN, IMPRIMEUR-ÉDITEUR
13, rue Bouquière, 13

—
1913



Département de Vaucluse

INVENTAIRE SOMMAIRE

DES

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES ANTÉRIEURES A 1790.

SÉRIE C.

(Administrations provinciales. — Intendances, subdélégations et autres divisions administratives ou financières, élections, bureaux des finances, États provinciaux, Principautés, Régences.)

ÉTATS DU COMTAT-VENAISSIN.

C. 1. (Registre.) — In-4°, 163 feuillets, papier.

1686-1784. — Livre des séances du Conseil Papal séant à Carpentras. — Délibération du conseil au sujet de l'investiture du moulin de Bouigas à l'Isle (7 décembre 1686), f° 4). — Lettre du cardinal Cibo à Jean Rasponi, recteur du Comtat-Venaissin, au sujet de la tenue du conseil papal dans le palais de la Rectorie à Carpentras (10 décembre 1686, f° 6). — Lettre de Balthazar Cenci, vice-légat d'Avignon, au secrétaire de la Chambre Apostolique, sur le même objet (1^{er} janvier 1687, f° 6). — Procès-verbal de l'assemblée du conseil sous la présidence de Jean Raspony, recteur du Comtat-Venaissin (1^{er} février 1687, f° 9). — Rôle remis par le secrétaire de la Chambre Apostolique, au conseil papal, des procès pendants entre ladite Chambre et les particuliers (26 avril 1687, f° 14). — Délibérations du conseil papal : du 14 juin 1687, au sujet des lieux et habitants exempts de péage, spécifiant qu'ils seront obligés de fournir des attestations signées des consuls des lieux où ils auront chargé leurs marchandises, fruits ou denrées, conformément à l'ordonnance de Charles de Conti, vice-légat d'Avignon, du 2 décembre 1600 (14 juin 1687, f° 19); — au sujet de l'exemption des droits du péage que la Chambre Apostolique perçoit à Monteux en faveur des habitants de Carpentras, excepté ceux qui achètent pour les étrangers ou les marchands qui revendent en gros aux étrangers (5 juillet 1687, f° 20); — prescrivant de recher-

cher si les juifs de la carrière de Carpentras sont exempts de péage comme les autres habitants (5 juillet 1687, f° 21). — Inventaire des livres des reconnaissances de la Chambre Apostolique (f° 29). — État des procès contre les mainmortes (14 février 1688, f° 32). — Délibérations du conseil papal : au sujet de la seigneurie de Lagnes, réservée à la Chambre Apostolique (25 mai 1688, f° 38); — au sujet d'une demande de concession d'eau faite par le sieur Alexandre Martin, prêtre et curé de St-Didier (15 avril 1689, f° 46); — au sujet des funérailles du pape Innocent XI « différées pendant le temps que le roi très crestien occupait cet État » (décembre 1689, f° 52); — au sujet des funérailles du pape Alexandre VIII (16 février 1691, f° 54); — au sujet des péages à percevoir à Mornas, Piolenc et Lapalud (22 juin 1691, f° 56). — Tarif desdits péages (f° 57). — Procès-verbal et description des réparations à faire au palais de la Rectorie à Carpentras et rapport d'estime desdites réparations (7 septembre 1691, f° 59). — Devis de nouvelles réparations à faire audit palais (15 juillet 1697, f° 67). — Devis de réparations à faire audit palais (2 janvier 1698, f° 71). — Rapport sur les travaux exécutés audit palais rectorial par le sieur Nicolas Jean (14 octobre 1698, f° 82). — Délibération du conseil papal au sujet des funérailles du pape Innocent XII (10 octobre 1700, f° 85). — Inventaire des clefs, fers et autres ustensiles se trouvant dans les prisons papales de la ville de Carpentras (7 janvier 1701, f° 87). — Devis des réparations à faire auxdites prisons (17 juin 1704, f° 92). — Exposé au sujet des réparations à faire au palais rectorial et prix-fait desdites réparations (26 juillet 1707, f° 103). — Délibérations du conseil papal : au sujet des

funérailles du pape Clément XI (7 avril 1721, f° 109) ; — du pape Innocent XIII (16 mars 1724, f° 116). — Réjouissances pour la naissance du dauphin de France (6 novembre 1729, f° 122). — Funérailles du pape Benoît XIII (3 mars 1730, f° 123). — Réjouissances à l'occasion de l'élection du pape Clément XII (f° 126). — Funérailles du pape Clément XII (15 février 1740, f° 128). — Réjouissances : à l'occasion de l'élection et de l'intronisation du pape Benoît XIV (23 août 1740, f° 134) ; à l'occasion du rétablissement de la santé de Louis XV, roi de France, qui avait été « très dangereusement malade à l'armée du Rhin » (15 novembre 1744, f° 136) ; — à l'occasion de la signature de la paix entre les rois de France, d'Espagne, d'Angleterre, de Sardaigne et les Hollandais (26 mai 1749, f° 137) ; — pour la naissance du duc de Bourgogne, premier né du dauphin de France (24 octobre 1751, f° 139) ; — pour le rétablissement de la santé du pape Benoît XIV (27 janvier 1757, f° 140). — Funérailles du pape Benoît XIV (11 mai 1758, f° 141). — Réjouissances : à l'occasion de l'intronisation du pape Clément XIII (20 juillet 1758, f° 145) ; — à l'occasion de la paix entre le roi de France, l'empereur, le roi d'Espagne, le roi d'Angleterre et le roi de Prusse (8 septembre 1763, f° 147) ; — pour la « réintégration » du Comté-Venaissin au St-Siège (1^{er} mai 1744, f° 150). — Funérailles du pape Clément XIII (7 mai 1774, f° 152). — Réjouissances à l'occasion de l'élection de Clément XIV (13 juillet 1774, f° 156) ; — cérémonie de ses funérailles (18 novembre 1774, f° 158). — Réjouissances pour l'élection de Pie VI (24 février 1775, f° 159) ; — pour l'avènement de Louis XVI, roi de France et de Navarre (9 juillet 1775, f° 160) ; — pour la naissance du dauphin (25 novembre 1781, f° 161) ; — pour la signature de la paix entre le roi de France, le roi d'Espagne, le roi d'Angleterre et les États des Provinces-Unies d'Amérique (14 février 1784, f° 162), etc.

C. 2. (Registre.) — In-f°, 272 feuillets, papier.

1702. — Répertoire général des archives du pays depuis 1400 jusques à 1700, par ordre alphabétique de matières et par ordre chronologique de délibérations. — Analyse des délibérations des États du Comtat-Venaissin concernant : les abbés de la jeunesse (f° 1) ; — les accords et transactions (f° 2) ; — les ajournements (f° 16) ; — les ambassades et les ambassadeurs (f° 19) ; — les archives (f° 24) ; — les armoiries (f° 28) ; — les arrivées (f° 28) ; — les assemblées (f° 30) ; — le droit d'aubaine (f° 35) ; — les banalités (f° 44) ; — les bénéfices (f° 46) ; — les bénéficiers (f° 46) ; — Benoît XII (f° 47) ; — le bétail (f° 47) ; — les bohémien (f° 48) ; — les bulles (f° 50) ; — le cadastre (f° 53) ; — les capitaux (f° 54) ; — la carte géographique du

Comtat-Venaissin (f° 57) ; — la cavalerie et les cavaliers (f° 58) ; — la Chambre Apostolique et ses officiers (f° 67) ; — la chasse (f° 80) ; — les châtelains (f° 85) ; — les chemins (f° 86) ; — les chirurgiens (f° 88) ; — les collèges (f° 90) ; — les conseillers (f° 106) ; — la contagion (f° 106) ; — les coltes (f° 119) ; — les crimes et procédures criminelles (f° 122) ; — la défense du pays (f° 129) ; — les dépenses (f° 131) ; — les diettes (f° 154) ; — les dons gratuits (f° 160) ; — les douanes (f° 165) ; — les duels (f° 170) ; — les eaux (f° 171) ; — les écus d'or (f° 174) ; — les élus (f° 179) ; — les emprunts (f° 183) ; — les États (f° 188) ; les évêques (f° 189) ; — la foraine (f° 201) ; — les fortifications (f° 206) ; — la garde du pays (f° 208) ; — le général d'armes (f° 212) ; — les grains (f° 214) ; — la guerre (f° 221) ; — l'hérésie (f° 226) ; — les hommages (f° 226) ; — les hôpitaux (f° 227) ; — les impositions (f° 233) ; — les inféodations (f° 234) ; — les insinuations (f° 236) ; — les judicatures (f° 237) ; — les juges (f° 237) ; — les juifs (f° 238) ; — les juridictions (f° 246) ; — la justice (f° 248) ; — les légats (f° 249) ; — les lettres (f° 251) ; — les lettres de naturalité (f° 252) ; — les ligues (f° 259) ; — les lods (f° 260), etc.

C. 3. (Registre.) — In-folio, 478 feuillets papier.

1702. — Répertoire général des archives du pays depuis 1400 jusques à 1700 par ordre alphabétique de matières et par ordre chronologique de délibérations. — Analyse des délibérations des États du Comtat-Venaissin concernant : les mandats de dépenses (f° 253) ; — les marchands (f° 253) ; — les mémoires (f° 254) ; — les mesures (f° 278) ; — la milice (f° 278) ; — la monnaie (f° 279) ; — les notaires (f° 285) ; — les officiers du pays (f° 289) ; — la paix (f° 297) ; — les patats (f° 301) ; — les péages (f° 302) ; — les pensions (f° 305) ; — les ponts (f° 309) ; — les préséances (f° 312) ; — les prisonniers (f° 314) ; — les privilèges du pays (f° 314) ; — les procédures et les procès (f° 320) ; — les quarantaines (f° 330) ; — les rancs (f° 337) ; — les recettes (f° 338) ; — le recteur (f° 340) ; — les règlements (f° 349) ; — les représailles (f° 362) ; — les réunions du Comtat-Venaissin à la France (f° 363) ; — les saufs-conduits (f° 369) ; — le sel (f° 372) ; — les signatures des notaires (f° 385) ; — les soldats (f° 389) ; — le tabac (f° 401) ; — les tabelles (f° 401) ; — les tailles (f° 402) ; — les taxes (f° 416) ; — le trentain (f° 422) ; — les vagabonds (f° 423) ; — les vaisseaux (f° 425) ; — les vice-légats (f° 443) ; — le viguier (f° 451) ; — le vingtain (f° 451) ; — l'Université d'Avignon (f° 452). — Table générale (f° 454). — Inventaire des livres et papiers existant aux archives du pays (f° 459), etc.

C. 4. (Registre.) — In-f°, 45 feuillets, papier.

1764. — Inventaire des titres, papiers et documents de la province du Comtat, commencé le 26 avril 1762, et dressé par le sieur Étienne Curel, avocat au Parlement de Provence, notaire apostolique de la ville de Carpentras, à la réquisition des élus des trois États de la province. — Inventaire des pièces concernant les privilèges du pays au sujet des juridictions (f° 1) ; — des privilèges des habitants du Comtat au sujet de la chasse et de la pêche (f° 10) ; — des instructions données aux mandataires des États du Comtat, pour la question des sels (f° 12) ; — des privilèges des habitants du Comtat comme régnicoles de France, et, comme tels, exempts du droit de traite foraine (f° 12) ; — des titres établissant que la sortie des blés hors la province ne peut être défendue qu'à la réquisition du pays (f° 17) ; — des titres établissant que les Florentins et les étrangers ne peuvent être juges dans le Comtat-Venaissin (f° 18) ; — de diverses bulles des papes Jean XXIII et Alexandre VI, concernant les affaires du pays (f° 19) ; — des titres portant que les Chartreux, moines et chevaliers de Malte devront payer les tailles du pays (f° 24) ; — des bulles défendant l'aliénation des terres du Saint-Siège (f° 25) ; — des bulles concernant les envabisseurs des terres du Saint-Siège (f° 26) ; — de divers titres concernant Avignon, les statuts, les collèges du Roure et de St-Nicolas (f° 29) ; — des titres contre les juifs (f° 30) ; — des titres concernant les guerres soutenues par le pays contre les hérétiques et ennemis de l'Église (f° 37) ; — les livres des délibérations du pays (f° 44), etc.

C. 5. (Registre.) — In-f°, 99 feuillets, papier.

1790. — Inventaire des papiers, titres et documents concernant le Comté-Venaissin, remis par le sieur de Villario, secrétaire, au sieur Ravoux, archiviste, le 30 mai de l'année 1790, contenant : l'énumération des registres des délibérations des États du pays (f° 4) ; — des cadastres des communautés (f° 8) ; — des registres des recettes et dépenses (f° 9). — Inventaire des titres concernant : les routes (f° 24) ; — les chemins (f° 35) ; — les passages de troupes (f° 40) ; — les canaux (f° 48) ; — les devis des ouvrages à exécuter aux ponts (f° 67) ; — des mémoires relatifs au tabac, à son prix et son poids dans le Comtat (f° 71) ; — des titres relatifs aux poudres et salpêtres (f° 80) ; — des réparations à faire aux bords du Rhône (f° 91) ; — des tribunaux (f° 97).

C. 6. (Registre.) — In-f°, 70 feuillets, papier.

1406-1407. — Délibérations des États du Comtat. — Convocation à Carpentras, dans la grande salle de la Rectorie, par Exemio Dahe, docteur-ès-droits, lieutenant d'Antoine de Luna, recteur du Comtat-Venaissin, des élus du pays (f° 1). — Exposition, par ledit lieutenant, des dettes du pays et du traité passé entre les élus et la communauté de Caromb au sujet des arrérages dus par cette communauté. — Délibération des élus du pays, assemblés dans le couvent des Freres Prêcheurs, pour la convocation des trois États, pour le 14 juin 1406 « attendu que tout ce qui touche à tous doit être ratifié par tous, *quia quod omnes tangit, ab omnibus est rotificandum* » (f° 3). — État des représentants du clergé, de la noblesse et des communautés présents à cette assemblée : pour le clergé : les évêques de Carpentras, d'Avignon, d'Orange, d'Apt, de Cavaillon, de Vaison et de Saint-Paul-Trois-Châteaux ; — pour les vassaux de la judicature de Carpentras : les coseigneurs de Venasque, de Méthamis, de Mazan, de St-Didier, les seigneurs de Bédoin, de Baumes, de Loriol, de Crillon, de Modène, de Caromb, du Barroux, de St-Hippolyte, de Durban, de Malaucène, les coseigneurs d'Entrechaux, de Puyméras, de St-Romain-en-Viennois, d'Entraigues, de Vedènes, de Caderousse, de Sérignan, de St-Roman-de-Malegarde, de Vacqueyras, d'Aubignan ; — pour les vassaux de la judicature de l'Isle : les seigneurs du Thor, de Châteauneuf, de Robion, de Maubec, les coseigneurs de St-Saturnin-d'Avignon, de Caumont, des Taillades, de Ménerbes, de St-Saturnin-d'Apt, de Croagnes, de Lagnes, de Velleron. — pour les vassaux de la judicature de Valréas : les coseigneurs de Valréas, de Roussel, des Aubres, de Valouse, d'Eyroles, de la Garde-Paréol, de Rochegude, de Derboux, de Buisson, de la Bastide près de Mornas, de la Motte, de la Bastide des Reynauds, de Pierrelatte, de Solérieu ; — pour les communautés de la judicature de Carpentras : Carpentras, Pernes, Roque-sur-Pernes, le Beucet, Venasque, Malemort, Blauvac, Méthamis, Villes, Mormoiron, Mazan, Bédoin, Crillon, Modène, Caromb, le Barroux, Malaucène, le Crestet, Entrechaux, Faucon, Puyméras, St-Romain-en-Viennois, Monteux, Entraigues, Vedènes, Pont-de-Sorgues, Caderousse, Sérignan, Camaret, Travailan, Rasteau, Cairanne, St-Roman-de-Malegarde, Buisson, Villedieu, Sablet, Séguret, Vacqueyras, Baumes, Aubignan, Sarrians, Loriol ; — pour les communautés de la judicature de l'Isle : l'Isle, Velleron, le Thor, Thouzon, Châteauneuf, Caumont, Cavaillon, Taillades, Robion, Maubec, Oppède, Ménerbes, Bonnioux, St-Saturnin-d'Apt, Cabrières, Lagnes, Saumanes ; — pour les communautés de la judicature de Valréas : Valréas, Bollène, Mor-

nas, Visan, Piolenc, Ste-Cécile, Rochebude, la Garde-Paréol, Buisson, Pierrelatte, la Mothe, Richerenches, Bolboton, Rousset, St-Pantaléon, les Aubres, les Piles, Valouse, Eyroles, — Nomination, par les États, de procureurs pour proroger le paiement des dettes du pays et pour examiner les arrérages (f° 9). — Relation faite par Jacques Borrelli, bachelier ès-droits, de son voyage à Montpellier (11 août 1406) (f° 12). — Convocation des trois États pour prendre des mesures contre les bandes armées qui ravagent le Comtat (17 octobre 1406) (f° 13). — Délibération des États sur une ambassade à envoyer au Pape venant de Nice à Marseille et sur les mesures à prendre contre les bandes armées de Cliensayes (*Cliensayo*) qui ravagent le pays. — Élection d'Étienne Bruni, docteur ès-droits, pour la judicature de Carpentras, de noble Jean Bourguignon, pour la judicature de l'Isle, de Pierre Dauphin de Bollène, pour la judicature de Valréas, comme ambassadeurs (18 novembre 1406) (f° 17). — Convocation par Guillaume de Leuse, lieutenant du recteur, des élus du pays, pour entendre les propositions de l'évêque de Maguelone, gouverneur du Comtat-Venaissin (*ad audiendum intentionem domini Magalonensis episcopi, gubernatoris Comitatus Venaissini*) au sujet d'un prêt de deux cents écus d'or que le seigneur de Cliensayes réclamait à la ville d'Avignon et au Comtat-Venaissin pour payer les bandes armées de Cliensayes qui ravageaient le pays, et au sujet du secours en hommes et en argent que réclame le comte de Valentinois à la ville d'Avignon et au Comtat-Venaissin pour résister aux bandes armées du Dauphin, qui sont au-delà du Rhône et qui prétendent traverser le Valentinois (13 avril 1407) (f° 18). — Dépenses extraordinaires pour les États (f° 43). — Dépenses des lettres et du sceau : 10 sous à Pierre Peyrony, sergent, pour avoir porté une lettre à Visan, pour le départ des bandes de Cliensayes, de Sérignan (f° 47) ; — 1 florin 10 sous à Raymond de Gresi, pour porter les lettres de convocation des trois États (f° 47) ; — 10 sous à Jean Ayglaud, pour porter des lettres à Pernes, à Mazan et à Bédoin, pour consulter pour envoyer une ambassade au Pape devant venir de Nice à Marseille (17 novembre 1406) (f° 47). — Dépenses de l'ambassade envoyée vers le Pape à Marseille : 45 florins à Bérenger de Simiane, pour les dépenses de l'ambassade qu'il fit au Pape avec quelques autres ; 22 florins 12 sous à Pierre Delphini pour quinze jours qu'il passa à ladite ambassade, etc.

C. 7. (Registre.) — In-f°, 94 feuillets, papier.

1409-1410. — Délibérations des États du Comtat. — Réunion, le 4 juillet 1409, des États-Généraux en présence de Roderic de Luna, chevalier, recteur du Comtat-Venaissin. — Exposition faite par ledit recteur des causes de la convo-

cation : pour remédier à l'état de l'Église troublée par le schisme et fléchir la clémence divine, il lui paraît bon de prescrire des processions par tous les lieux du Comtat-Venaissin ; les États devront rester fidèles à leur souverain naturel ; des ennemis, tels que le seigneur d'Entremont, Amédée de Veyrin et plusieurs autres, menacent le pays, il prie les États de prendre les mesures nécessaires, pour son gouvernement et sa défense ; ils devront envoyer une ambassade au Pape. Le pays étant endetté de seize ou dix-sept mille florins, ils devront remédier à cette dette ; ils devront, pour le gouvernement du pays, élire des hommes sages et honnêtes, de façon que, pour la moindre cause, il ne soit pas nécessaire de convoquer les États. Le Recteur expose enfin que, depuis dix mois environ, il entretient, pour l'honneur du Pape et du sien, et pour la défense du pays, des bandes armées qui ont coûté de lourdes dépenses, et qu'il ne peut plus les supporter si les États ne lui viennent en aide (f° 6). — Délibérations des États au sujet de ces propositions (f° 7). Élection faite par les États des membres du clergé, de la noblesse et des communautés des judicatures de Carpentras, de l'Isle et de Valréas pour examiner les propositions du Recteur (f° 7). — Rapports des élus des États sur ces propositions (f° 8). — Confirmation, par les États, du rapport des élus, et délibérations desdits États concernant les dettes et les obligations du Pays (f° 10) ; — la nomination et les attributions des élus (f° 11). — Délibération des élus du pays concernant : les dettes (9 octobre 1409, f° 12) ; — 1000 florins au Recteur concédés par les États (22 novembre 1409, f° 12, f° 13) ; — une demande de Roderic de Luna, d'une subvention de 40 florins pour 25 hommes armés de lances, équipés pour la défense du pays ; — pour 40 florins à accorder au seigneur de Châteauneuf qui avait servi le Recteur pendant un mois environ et 20 florins au coseigneur de Malaucène, neveu de Bernardon de Serres (16 décembre 1409, f° 14) ; — pour la commission à obtenir du cardinal de Tourroye, légat du Pape, en faveur du recteur, prévôt, officiers et trésorier de Carpentras pour lever les tailles, impositions, vingtaines souquets et autres revenus dus au pays (6 avril 1410, f° 15). — Bulle d'Alexandre V au cardinal de Tourroye, cardinal-prêtre du titre de Sainte-Suzanne, le nommant légat du Saint-Siège dans la cité d'Avignon et le Comtat-Venaissin (10 juillet 1409, f° 15). — Présentation aux élus du Comtat de lettres du cardinal de Saluces et du camérier du pape Alexandre V, au sujet de la nomination du cardinal de Tourroye comme légat du pape à Avignon et dans le Comtat-Venaissin (8 avril 1410) (f° 33). — Énumération des représentants du clergé, des feudataires et des communautés ayant assisté à la réunion des États du pays (f° 38). — États des dettes des États du pays pour l'année 1409 : 2000 florins à Antoine et Simon Héliotis, pour un prêt par

eux fait : 306 francs à Henri de Rovillasse, marchand d'Avignon ; 2,500 florins à Marguerite de Saluces (f° 42). — Dépenses des lettres et du sceau pour l'année 1409 : 17 gros à Raymond de Grésis, sergent, pour port des lettres de convocation des trois États dans les communautés de la judicature de l'Isle (f° 65) ; — 17 gros à Jean Borelli pour port de lettres de convocation des États dans les communautés de la judicature de Carpentras (f° 65) ; 9 florins à noble Jean Rigaud de Vernis, écuyer du Recteur, pour son voyage en Provence, et jusqu'à Marseille pour savoir s'il y avait des bandes armées dans la région (18 décembre 1409) (f° 68) ; 1 florin 4 sous à Berenger Santelli pour être allé à Salon, où on disait qu'il se trouvait une troupe d'arbalétriers (22 décembre 1409, f° 68) ; — 4 gros à Amance Ablardi, de Sainte-Cécile, pour être allé à Avignon avertir le recteur que des bandes armées devaient passer par le Pont-St-Esprit (10 février 1410, f° 69) ; — 12 sous à Pierre de Roi, du Pont-St-Esprit, qui avait apporté la nouvelle de l'entrée du cardinal de Tourroye audit lieu (11 avril 1410) (f° 71) ; — 2 florins à Jean Labrosse pour avoir porté des lettres des élus et des syndics de Carpentras au cardinal de Tourroye, au Pont-St-Esprit (14 avril 1410) (f° 72). — Dépenses extraordinaires : 1 florin à Gonzalve de Hérédia, écuyer du recteur, pour une mission secrète à lui confiée par ledit recteur (22 octobre 1409, f° 77) ; — 2 florins à Amalvinus de Pestichat, de Châteauneuf-du-Pape (*Castri novi domini nostri Papæ*) envoyé par le recteur à Montélimar pour surveiller des bandes armées (22 octobre 1409) (f° 72) ; — 3 florins 18 sous à Étienne Mathieu, pour 16 jours qu'il a passés à Lyon pour s'assurer si les bandes armées qui venaient de Lombardie passeraient par le Comtat-Venaissin (26 novembre 1409) (f° 77). — Dépenses pour les élus et les officiers des États : à Jean Mercorii, élu du clergé : 3 jours passés à Avignon pour préparer le traité entre ladite ville et le Comtat pour l'expulsion des bandes du seigneur de Galcourt ; 4 jours en la même ville pour préparer l'expulsion des bandes du capitaine Boyredon. — Dépense de 10 florins donnés à Antoine Laugier pour être allé vers le cardinal de Tourroye, au Pont-St-Esprit (f° 82). — Dépenses pour le traitement du secrétaire des États, etc.

C. 8. (Registre.) — In-folio, 212 feuillets, papier.

1415-1416. — Délibérations des États du Comtat.

— Procès-verbal de la tenue des États du Comtat, le 14 octobre 1415, en présence de Pons de Auvilar, licencié ès-lois, prévôt de l'église de Valence, lieutenant de Jean de Poitiers, évêque et comte de Valence et Die, recteur du Comtat-Venaissin. Il expose aux États qu'ils ont été réunis pour porter

remède aux dettes du pays, pour entendre une lettre du Recteur les informant que des bandes armées sont au-delà du Rhône menaçant de passer ce fleuve et de ravager le Comtat-Venaissin et le comté de Valentinois, et disant qu'il est urgent de former une ligue entre les deux Comtés pour organiser la résistance (f° 1). — État des représentants du clergé, des feudataires et des communautés présents aux États (f° 3-7). — Nomination par les États d'un fleur de comptes (17 octobre 1415, f° 7). — Élection de Siffrein Isonis comme trésorier des États (17 octobre 1415, f° 7). — Autorisation donnée par les États au recteur, de prendre les mesures nécessaires à la défense du pays, contre l'invasion des bandes armées se trouvant au-delà du Rhône (f° 9). — Convocation des États du pays le 16 février 1416, par Jean de Poitiers, recteur du Comtat-Venaissin (f° 14). — État des représentants du clergé, des feudataires et des communautés (f° 15). — Exposition par le recteur aux États de la mauvaise situation financière du Pays, exposé aux usuriers, il leur demande de prendre des mesures pour arracher le pays aux usuriers, ajoutant que s'il restait deux ans en leurs mains, il serait complètement ruiné : *Quod si patria stet sic in usuris per duos annos, tota patria erit destructa et veniet ad perditionem et nunquam evadere poterit a dictis usuris* (f° 20). — Délibérations des trois États, en présence de Jean de Poitiers, recteur, demandant au recteur de faire établir, dans le plus bref délai, les états des cotes, afin que chaque État connaisse ses charges, de contraindre tous les habitants du pays à s'acquitter de leurs dettes, afin que l'égalité règne entre tous et que tous supportent les charges en commun, « *ad finem ut æqualitas in omnibus servetur et omnia communiter supportentur* » (f° 27) ; — autorisant le trésorier du pays à payer au recteur 100 écus d'or pour les démarches et les dépenses qu'il a faites pour la défense du pays et pour empêcher Jean de Barqueriis et le bâtard de Grignan, « *bastardum de Greynhano* », de traverser le Rhône avec leurs bandes armées et d'entrer dans le Comtat (f° 22) ; — autorisant le même trésorier à payer à la ville de Carpentras 100 francs, pour les dépenses par elle faites pour poursuivre l'abolition du péage établi par la principauté d'Orange à Gigondas, au préjudice des marchands du Comtat (f° 22). — Convocation des États du pays à Carpentras le 2 août 1416. — État des représentants du clergé, des feudataires et des communautés (f° 28). — Délibérations des États : concernant les dettes du pays (f° 33) ; — la vente du château de Lagnes (f° 34) ; — le paiement de 50 florins au recteur (f° 37) ; un emprunt de 1,100 florins d'or fait par le trésorier du pays à Antoine Malleti, marchand de Marseille, remboursable en un an (20 novembre 1416) (f° 38). — Compte d'une taille de 10,000 florins

imposée sur le Comtat, en l'année 1416 (f° 49). — Répartition de ladite taille entre le clergé, les feudataires et les communautés (f° 49) ; — l'évêque de Carpentras et son clergé y contribue pour 833 florins 8 sous, celui de Vaison pour 312 florins 12 sous, celui de Cavaillon pour 447 florins 22 sous, celui d'Apt, pour 108 florins 8 sous, celui d'Avignon pour 38 florins 12 sous, celui de St-Paul-Trois-Châteaux pour 108 florins 8 sous, celui d'Orange pour 229 florins 4 sous ; la part des feudataires de la judicature de Carpentras s'élève à 625 florins 4 sous ; de la judicature de l'île à 297 florins 12 sous 6 deniers ; de la judicature de Valréas à 156 florins 2 sous ; la part des communautés de la judicature de Carpentras s'élève à 595 florins 12 sous ; de la judicature de l'île à 499 florins 1 sou 9 deniers, de la judicature de Valréas à 1,009 florins 19 sous. — État des dettes du Comtat-Venaissin envers divers particuliers (f° 97) ; — 1,160 florins à Marquet de Cabareto ; — 320 florins à Marguerite de Saluces, restant d'un prêt de 2,500 florins ; — 2,000 florins prêtés en 1400 par Pierre de Mévouillon ; — 15 florins à Poldon de Passis, changeur ; — 2,400 florins à Jean de Bellon ; — 1,000 florins à 13 florins pour cent à Bertrand de Châtillon (*Bertrando de Castellione*) ; — 600 florins à 20 florins pour cent, à Pierre Palmerii ; — 2,000 florins à 25 florins pour cent à Jean Mantelli ; — 1,500 florins à 16 florins 16 sous pour cent à Siffrein Colin ; — 1,000 florins à 15 florins d'or pour cent à Jean Retronchini ; — 1,000 florins à 18 florins pour cent à Mathieu et Guillaume Cogorde ; — 6,000 florins à 16 florins 16 sous pour cent à Bernard de l'Oratoire ; — 644 florins à 10 florins pour cent, à Romaine de Vesc, femme de Guillaume de Forcalquier, chevalier, seigneur de Viens (f° 128) ; — 40 florins à Pierre de Jaley, bénéficiaire de Carpentras (f° 139) ; — 858 florins à Jean Valois, d'Arles (f° 142). — Dépenses extraordinaires par Siffrein Isonis, trésorier : 8 florins 14 sous à Jacques Lepot, sergent de la cour du petit sceau de Montpellier, pour les écritures faites à ladite cour (23 décembre 1415) f° 163) ; — 1 florin 6 sous à Bérenger Sancelhi pour son voyage à Albon et châteaux voisins pour surveiller les bandes armées de Guillaume de Mévouillon, dont Barthélemy Giraudi avait signalé l'arrivée (10 mars 1415) (f° 164) ; — 100 écus payés au Recteur, d'après la délibération des États (23 mai 1416, f° 166) ; — 9 gros à Jean Besançon, sergent, pour être allé inventorier les biens d'Étienne Brenié à Lagnes (6 juin 1416, f° 166) ; — 1 florin à Jean de Salières, de Carpentras, envoyé vers Guillaume de Mévouillon (30 décembre 1416, f° 171). — Dépenses des lettres et du sceau (f° 174) ; 2 florins 12 sous à Raymond de Grèze, sergent, pour le port des lettres, pour la convocation des États dans la judicature de Carpentras (4 février 1416) (f° 174). — Dépenses payées par le trésorier à diverses personnes, pour l'examen des lieux, des répa-

rations et des travaux (f° 179). — Dépenses pour le paiement de ceux qui sont employés par les États (f° 189), etc.

C. 9. (Registre.) — In-f°, 178 feuillets, papier.

1417-1418. — Délibérations des États du Comtat. — Procès-verbal de réunion des trois États du Comtat, convoqués pour le 26 janvier 1417, par Jean de Poitiers, évêque et comte de Valence et de Die (f° 1). Le recteur expose les affaires devant être traitées par les États : le roi de Sicile a mandé au sénéchal de Provence que des bandes armées, au nombre de 5,000 cavaliers, menaçaient d'entrer en Provence et qu'il était nécessaire de fortifier les villes et les châteaux, de les munir de troupes ; que ces bandes sont celles du duc de Bourgogne et qu'il s'informe des dispositions du Comtat-Venaissin ; qu'au moins, cette province veille à la garde de ses châteaux, afin d'éviter que, par sa faute, la Provence ne souffre pas trop de dommages. Le recteur ajoute que, dans le Comtat, il y a divers lieux dépeuplés qui ne pourront se défendre, s'ils sont envahis par ces bandes et qu'il lui semble urgent de les pourvoir d'une bonne garde ou de détruire ceux qu'on ne pourra défendre. — Délibération des États de se retirer au couvent des Frères Prêcheurs, pour discuter les résolutions à prendre (f° 2). — Énumération des représentants du clergé, des feudataires et des communautés aux États du pays (f° 3). — Délibération des États : prescrivant d'armer 50 cavaliers armés de lances (*lancea in manu*) et 100 hommes de pied, lanciers et arbalétriers (*lancearii et balistarii*) pour la défense du pays, ce nombre devant suffire, vu sa pauvreté (*attenta patriæ paupertate*), et demandant au camérier de prendre la dépense sur les fonds de la Chambre Apostolique ; que la ville d'Avignon contribue à ladite défense par un certain nombre de cavaliers et de fantassins, que les communautés de Pernes et de Bollène y contribuent également, d'après les conventions passées entre elle et les États, déclarant qu'au cas où ledit camérier, la ville d'Avignon et lesdites communautés ne contribueraient pas à la défense et où les trois États l'entreprendraient seuls, elle serait ruineuse, inutile et insupportable (*onerosa, infructuosa et insupportabilis*) (f° 8). — Les États demandent que, si le camérier et la ville d'Avignon contribuent aux dépenses, elles soient garanties aux trois États, sur les biens de la Chambre Apostolique ; que, pour la contribution qui les concerne, elle soit établie sous forme de cote, sur les trois États, ainsi qu'il fut pratiqué pour la défense d'Oppède ; que la comtesse d'Aulin et les autres feudataires et vassaux du Comtat-Venaissin absents des États soient requis de contribuer, pour leur part, à ladite dépense ; ils laissent au Recteur la désignation du chef qui commandera ces forces ; quant à la

destruction des châteaux et des lieux qui ne peuvent être défendus, les États n'entendent y contribuer en rien. Ils demandent au recteur de forcer les seigneurs de la Palud, de Cairanne, de Montoux et autres lieux, ainsi que tous les barons et vassaux du Comtat de contribuer à cette défense (f° 9).

— Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : — pour l'envoi d'ambassadeurs au concile de Constance (16 juillet 1417); — pour l'envoi d'une ambassade au pape Martin V à Constance (27 novembre 1417, f° 22). — Répartition d'une taille de 6,000 florins votée par les États du pays le 28 janvier 1417 (f° 25 à 72). — Etat des dettes du pays (f° 74); — 5000 florins à Milan de Sûrrete à 10 florins pour cent; — 1333 florins à Pierre de Mévouillon (f° 78); — 4,000 florins à 10 florins pour cent à Mermet Rauquesii (f° 81); — à Bertrand de Châtillon 1,000 florins à 13 florins pour cent (f° 83); à noble Jean Retronchini, 1,000 florins à 15 florins pour cent (f° 87); — à Jean Valesii d'Arles 1414 florins 12 sous (f° 108); à Jean Teste 1036 florins à 12 florins pour cent (f° 112). — Dépenses des lettres et du sceau : 10 sous à Michel Bédossii, crieur; — 100 florins d'or au recteur (1^{er} mars 1417, f° 131); — 50 florins à Jean de Poitiers, recteur, à lui accordés par les États pour avoir conclu une transaction avec Ricci de Aimanata (19 avril 1417, f° 132); — 8 gros, à Joseph de Gordes, de Salon, juif, pour le port d'une lettre adressée aux États par les juifs de Salon (14 octobre 1417, f° 135); — 2 florins à Raymond Gauthier, sergent de Carpentras, pour le port de quatre lettres dans la judicature de Carpentras (28 novembre 1417, f° 135); — 14 jours de dépense à Pierre Dulfini pour ambassade à Constance vers le pape Martin V; — 92 florins d'or en parpaillots de 24 pour un franc (*nonaginta duos florenos in parpalliolis computando viginti quatuor pro uno franco*), à Antoine Laugier, mandataire de Pierre Dulfini, pour son voyage à Constance (11 décembre 1417, f° 158); — 54 florins à Geoffroy de Venasque, seigneur de Modène, pour 15 jours de son ambassade près du pape Martin V (18 août 1418, f° 166); — 41 florins à Guillaume de Baux pour les jours employés par lui aux affaires du pays (21 avril 1418, f° 171), etc.

C. 10. (Registre.) — In-f°, 111 feuillets, papier.

1423-1426. — Délibérations des États du Comtat. — Réunion des États par devant noble Geoffroy de Venasque, seigneur de Modène, régent du Comtat-Venaissin, à la Rectorie de Carpentras (13 octobre 1423, f° 3). — Exposition par ledit régent, en l'absence de Jean de Poitiers, recteur, de l'objet de la convocation des États : certains ennemis du pays ont le projet de ravager le Comtat, si on ne les arrête pas; la

ville d'Avignon a obtenu pour elle et pour le Comtat-Venaissin, des lettres apostoliques par lesquelles les envahisseurs de ladite ville et du Comtat sont maudits, et excommuniés jusqu'à la troisième génération; il est urgent de publier ces lettres chez les voisins du Comtat et partout où il sera nécessaire. Les États ont à se prononcer sur les frais de publication. Il se commet dans le Comtat de nombreuses et graves usures auxquelles les États doivent remédier; le cardinal de Foix étant, à la cour de Rome, le protecteur et le défenseur du pays, les États jugeront s'il est utile de lui faire un présent; un certain nombre de barons lèvent et font lever, dans le Comtat, de nouveaux péages et de nouvelles impositions dont se plaignent, avec raison, les marchands qui dirigent leurs marchandises par d'autres voies, ce qui porte un grand préjudice au pays, abus auquel les États devront pourvoir (f° 5). — Délibérations des États sur cette exposition : un délégué du clergé, un de la noblesse, un de chaque judicature seront envoyés vers le cardinal de Foix et le camérier qui se trouvent à Avignon, pour le supplier d'écrire au Pape pour lui représenter la pauvreté du pays; en ce qui touche la défense du pays, elle doit être assurée par le seigneur (f° 6). — Accord entre les trois judicatures de Carpentras, de l'Isle et de Valréas au sujet de la répartition des dettes du pays (15 octobre 1423, f° 9). — Dépenses faites par le trésorier de la judicature de Carpentras et devant être remboursées par les trois États du Comtat (f° 13). — Convention entre les trois judicatures au sujet du paiement de 1,000 florins dus à Bernard de Braconio (24 février 1424, f° 25). — Etat des représentants du clergé, des feudataires et des communautés (17 mars 1424, f° 28). — Délibérations du conseil des communautés de la judicature de Carpentras au sujet de la répartition des tailles (3 avril 1424, f° 32). — Etat des sommes dues à la judicature de Carpentras par un certain nombre de communautés pour arrérages de tailles (f° 37). — Délibération de la judicature de Carpentras établissant une taille de 8,000 florins pour acquitter ses dettes (8 avril 1424, f° 38). — Nomination d'auditeur des comptes de la judicature (f° 39). — Accord entre les trois États du Comtat et Antoine Adoli, au sujet des sommes qui lui étaient dues (3 août 1425, f° 45). — Convocation du conseil des communautés de la judicature de Carpentras, du mandement du camérier par devant le juge de Carpentras, au sujet des dettes de ladite judicature (26 septembre 1425, f° 47). — Etat de répartition et de paiement de la taille de 8,000 florins imposés sur la judicature de Carpentras pour le paiement de ses dettes (f° 61). — Etat des dettes de la judicature de Carpentras dressé le 8 avril 1424 (f° 87). — Dépenses extraordinaires de la judicature de Carpentras acquittées par Giraud Chadorassi, trésorier des communautés de ladite judicature (f° 102). — Dépenses pour

le traitement des officiers de la judicature de Carpentras (f° 108), etc.

C. 11. (Registre.) — In-f°, 162 feuillets, papier.

1426-1428. — Délibérations des États du Comtat. — État des représentants du clergé, des feudataires et des communautés des trois judicatures de Carpentras, de l'Isle et de Valréas composant les États du Comtat (16 avril 1525, f° 2). — Exposition aux États assemblés par le recteur Jean de Poitiers, évêque de Valence et de Die, de l'objet de la convocation : des bandes armées réunies en grand nombre vont faire la guerre au Comtat-Venaissin et à la ville d'Avignon contre lesquels ils prétendent avoir de justes griefs ; des ambassadeurs ont été envoyés à Rome pour informer du fait le Pape et les cardinaux ; il paraît toutefois urgent au recteur que les trois États procèdent à la défense en organisant des gens d'armes en assez grand nombre, commandés par un capitaine d'une grande autorité, afin que les ennemis de la patrie ne puissent l'envahir et la dévaster « *non valeant patriam discurrere et vastare* » ; il lui semble de même que les trois États doivent envoyer une ambassade solennelle au Pape et aux cardinaux pour leur apprendre ces événements, pour les supplier d'y pourvoir et pour leur demander de donner au pays un grand et puissant protecteur (14 avril 1425, f° 5). — Les États délibèrent qu'il n'est nul besoin de réunir des hommes d'armes et des capitaines pour les conduire ; quand il y aura nécessité de défendre le pays, le susdit recteur devra requérir les seigneurs ecclésiastiques, barons, nobles et communautés du Venaissin de fournir les chevauchées, ainsi que cela a lieu de coutume, et que ledit recteur force à y contribuer les prélats, barons et vassaux, ainsi que la comtesse d'Avellin, Boussicaut, le seigneur de Sérignan et tous les autres seigneurs du Comtat ; que, pour l'ambassade à envoyer au Pape, ils choisissent Bernard, évêque de Cavaillon, et noble Guillaume de Baux, de l'Isle, qui s'engagent à porter au Pape les doléances du pays ; ils attribuent à ces ambassadeurs : 300 florins à l'évêque de Cavaillon pour son aller, son séjour, ses négociations et son retour, et 150 florins à Guillaume de Baux ; ils ordonnent aux dits ambassadeurs de se rendre à Avignon, près du cardinal de Foix et du Conseil de ladite ville, pour conférer avec eux sur la dite ambassade et sur la défense du pays ; lesdits ambassadeurs devront supplier le cardinal de Foix que, pour la sécurité du pays, il leur accorde et fasse écrire au duc de Savoie et au comte de Foix pour les protéger contre les incursions et les invasions dont pourront être menacés le Comtat Venaissin et la ville d'Avignon ; ils élisent pour la rédaction des instructions à remettre aux ambassadeurs : pour le clergé,

l'évêque de Vaison et Valentin Angeli ; pour les nobles, noble Geoffroi de Venasque et noble Bertrand de Vassadel ; pour la judicature de Carpentras, Alaman, Riveti et Ricavas de St-Roman ; pour la judicature de l'Isle, noble Jean de Cucuron, de Cavaillon, et noble Guy de Guérande ; pour la judicature de Valréas, Jacques Chambaud, de Valréas (16 avril 1625, f° 6). — Répartition de la cote imposée pour la dite ambassade sur les communautés de la judicature de Carpentras (f° 8) et de Valréas (f° 11). — Quittance de 500 florins donnée par Bertrand, évêque de Cavaillon, et Guillaume de Baux, ambassadeurs au Pape, désignés par les trois États du Comtat, à Giraud Chadorani, collecteur des sommes imposées pour la dite ambassade (14 juin 1625, f° 12). — Convocation des États du Comtat, sur l'ordre de François de Conzié, archevêque de Narbonne, camérier et légat du Pape, par Rostaing Bondilloni, licencié ès-lois, lieutenant de Jacques de Camplo, évêque de Carpentras et recteur du Comtat Venaissin (19 octobre 1425, f° 16). — État des représentants du clergé, de la noblesse, et des communautés, formant l'assemblée des États (f° 16). — Lecture aux États assemblés d'une lettre du légat à eux adressée et leur annonçant l'envoi de Pierre Alaman, chevalier, son neveu, et d'Antoine Deprès, licencié ès-lois, pour les entretenir en son nom d'affaires concernant le pays (27 octobre 1425, f° 18). — État de répartition d'une taille de 1800 florins sur les communautés du Comtat Venaissin (22 octobre 1425, f° 20). — Convocation des trois États du Comtat Venaissin, par-devant Pierre de Cotini, évêque de Montauban, recteur du Comtat Venaissin (4 avril 1426, f° 31). — Exposition par ledit recteur de l'objet de la convocation : le seigneur Boussicaut menace la ville d'Avignon et le Comtat Venaissin, prétendant qu'à l'instance de l'abbé de Montmajour, il a été excommunié par le Pape ou par son envoyé, et demandant d'être relevé de cette excommunication, sans quoi il fera la guerre. En exécution de ses menaces, il a envoyé un docteur avec quelques-uns de ses associés et un notaire au camérier, à qui ledit docteur a réclamé l'absolution de Boussicaut, sans quoi il avait charge de défier la ville d'Avignon et le Comtat Venaissin comme il les a effectivement défiés. Le recteur fait connaître aux États qu'au cas où ledit Boussicaut réaliserait ses menaces, la ville d'Avignon est disposée à se défendre, et il demande aux États de se joindre à elle (4 avril 1426, f° 33). — Les États délibèrent que, si la défense du pays est nécessaire, elle se fera par chevauchées, comme il est de coutume, ce que le recteur accepte, pourvu que les dites chevauchées lui soient fournies en armes avec chevaux, arbalètes et lances ; le dit recteur leur demande de faire bonne garde de jour et de nuit, dans leurs châteaux et villes, de rentrer les récoltes, foin, pailles, bestiaux, et autres provisions qui se trouvent

au delors desdits châteaux et d'acheter les armes et harnais utiles à leur défense (9 avril 1425, f^o 33). — Dépenses : de 4 florins et demi payés par Giraud Chadorani, trésorier, pour la réparation d'une selle de Guillaume Sureti, coseigneur de Lagnes, qui alla à Châteauneuf vers Boucieaut (*apud castrum novum ad dominum Bussicaudum*) au nom des Trois États pour connaître ses volontés (12 avril 1425, f^o 34) ; — de 5 florins 12 sous au même de Sureti, coseigneur de Lagnes, pour ses dépenses à propos du traité avec le dit Boucieaut (12 avril 1426, f^o 34). — Conseil des états du pays, en présence de Pierre Cottini, recteur, qui leur annonce que, par une lettre du pape, il est envoyé vers les rois d'Espagne et de Navarre et leur demande de veiller sur les affaires du Comtat et de satisfaire aux réclamations de Berton Buzaffi, auquel il est dû une certaine somme qu'il réclame, menaçant, à défaut de paiement, d'envoyer des hommes d'armes dans le Comtat (11 septembre 1426, f^o 35). — Etat des représentants du clergé, de la noblesse et des communautés convoqués par le recteur, pour le 25 novembre 1426, f^o 38). — Communication par Pons Trenquier et noble Pierre Urtice, ambassadeurs, envoyés aux États par François de Conzié, archevêque de Narbonne, camérier du pape et légat d'Avignon, par laquelle ils annoncent leur arrivée aux dits États pour les entretenir de faits intéressant le bien et la paix de la patrie (26 novembre 1426, f^o 41). — Les dits ambassadeurs exposent aux États qu'un certain nombre de bandes armées, réunies dans le royaume, sur l'instance de quelques seigneurs, menacent de faire la guerre au Comtat-Venaissin, à la ville d'Avignon et même à la Provence ; que la ville d'Avignon a envoyé, à ce sujet, des ambassadeurs à Charles, frère du roi Louis de Provence, à Aix, où ils ont conclu certains traités qu'ils ont rapportés au dit Camérier et au conseil de la ville d'Avignon ; que pour cette défense, si elle est nécessaire, ils espèrent faire une ligue dans laquelle seront réunis la Provence, la cité d'Avignon, le Dauphiné, le Comtat-Venaissin, le comté de Valence ; que, si cette confédération a lieu, on devra établir des articles pour la contribution de chacun des confédérés (26 novembre 1426, f^o 41). — Les États déclarent que, vu l'absence d'un grand nombre de représentants du clergé, des feudataires et des communautés, ils ne peuvent prendre aucune résolution, que les absents seront convoqués et qu'il sera pris des résolutions devant contenter le camérier du pape et le conseil d'Avignon, et que des envoyés des États iront les excuser près d'eux (f^o 42). — Réunion du conseil des États pour répondre aux demandes du camérier et des syndics et conseil d'Avignon (3 décembre 1426, f^o 42). — Réponse des États à la proposition faite par les ambassadeurs du camérier et du conseil d'Avignon sur la formation d'une confédération avec les provinces voisines. Les Trois États n'ayant pas été appel

le patriarche de Jérusalem (1427, fol. 41), Rodolphe de Fougères, gouverneur du Dauphiné, Philippe d'Acqui, seigneur de Provence, et le comte de Savoie, la grande confiance ne les touche pas; c'est au pape et au camérier de la conclure et ils s'en remettent entièrement à sa sagesse. La ville conclue par le dit camérier, avec ceux qu'il jugera convenable, pour résister aux ennemis, la défense devra se faire par cavaliers et fantassins, arbalétriers et hommes d'armes, pourvus de payement du pape, du comte et de ses vassaux. Il est dit que les États de la ville s'assembleront à la ville d'Avignon pour conférer avec l'archevêque de Narbonne, le comte de Provence, l'État des hommes d'armes, cavaliers et fantassins, la ville des Trois-Églises de plain et Venaissin, pour opposer à tout des Boucicaud, ennemis d'Avignon et du Comtat-Venaissin, maîtres de la ville de Vaison, qu'ils ont pris d'assaut le jour de la Sainte-Lucie: « *definientes civitatem Fasionensem, quam cum scalis interceperunt die festi sanctæ Lucie proximè, preterita in aurora cel circa, ut auctor* » (fol. 42, v. 14-15). — États de répartition des dépenses des hommes d'armes et des chevauchées sur le clergé, les feudataires et les communautés (f° 46-75). — État des fantassins loués dans la judicature de Carpentras (f° 75) et de l'Isle (f° 78). — Assemblée des élus du pays par Cottini, receveur, qui leur expose que les fantassins qui gardaient les passages de Vaison se sont retirés faute de paiement de leur solde, et que, par suite, le Comtat-Venaissin est gravement exposé à ce que les ennemis, maîtres de Vaison, n'en sortent, ne ravagent le pays ou ne s'emparent d'autres places; c'est pourquoi il les prie, de la part du camérier, de se pourvoir de cavaliers et de fantassins qui investissent ladite ville de Vaison, attendu que la ville d'Avignon fait son devoir en tenant le siège de Livron, où se trouve le seigneur Boucicaud avec ses hommes et sa famille: « *attento quod civitas Avinionensis facit suum debitum tenendo obsidium in loco de Livrono, ubi est dominus Bussicaudus cum armigeris et familiâ* » (25 avril 1427, f° 80). — Délibération des élus ordonnant de lever les hommes d'armes, fantassins, arbalétriers et cavaliers nécessaires pour la défense du pays (26 avril 1427, f° 80). — Dépenses pour la levée

de Narbonne, légat du pape, pour être exemptés de la taxe de 26 florins qu'ils auraient dû payer pour trois arbalétriers à envoyer au siège de Livron, et ordonnance dudit archevêque défendant de les molester (9 décembre 1427, f° 101). — Convocation des États par Pierre Cotini, évêque de Montauban, recteur du Comtat-Venaissin (9 août 1427, f° 110). — État des représentants du clergé, des feudataires et des communautés des judicatures de Carpentras, L'Isle et Valréas (f° 111). — Le recteur expose aux États qu'il les a fait convoquer pour veiller à la sûreté du pays et pour éviter les malheurs qui le menacent, s'il n'était pourvu à sa défense. Le sieur de Saleneuve a fait à la ville d'Avignon et au Comtat-Venaissin certaines demandes, auxquelles la ville d'Avignon a répondu en passant un accord avec les mandataires du dit Saleneuve; les États doivent aviser en ce qui concerne le Comtat-Venaissin (9 août 1427, f° 114). — Demandes adressées à la ville d'Avignon et au comté de Venisse par le sieur de Saleneuve (f° 114). — Conventions passées entre la dite ville d'Avignon et le dit sieur de Saleneuve (17 avril 1427, f° 115). — Délibérations des États refusant de traiter avec ledit Saleneuve qui n'a jamais été à la solde du Comtat-Venaissin (10 août 1427, f° 116). — Protestation du recteur contre cette délibération déclarant que la ville d'Avignon agit sagement, mais que les États sont mal inspirés et que, s'il arrive quelque malheur, il ne veut pas qu'il lui soit imputé, « *si sinistrum eveniat, non imputetur ei, sed eisdem tribus statibus* » (f° 117). — Réclamation d'Astorgue de Petra, chevalier, seigneur des lieux de Baumes, Bédoin et Loriol, disant qu'il fut capitaine dans la guerre contre Boucicaut, qu'il a fait de grosses dépenses dans cette guerre, et demandant aux États le paiement d'une indemnité; en considération des grands services qu'il a rendus au siège de Vaison, les États lui accordent 200 florins (14 août 1427, f° 118). — Répartition d'une taille de 400 florins pour le paiement des 200 florins accordés à Astorgue de Petra et 200 autres florins accordés au recteur (f° 131). — Quittances des dites sommes par les dits recteur et Astorgue de Petra (11 septembre 1427, f° 143). — Convocation des États par Pierre Cottini, recteur, « attendu la multitude d'hommes d'armes réunis à Pierrelatte pour faire la guerre : *quo t locus de Petralapta est stabilitus multitudine gentium armorum copiosa et multi armigeri ibidem congregati pro guerra inhibenda* » (1^{er} mai 1428, f° 150). — État des représentants du clergé, des feudataires et des communautés (f° 151). — Exposition faite par le recteur aux États : la dette du pays envers Jean Roletti a été cédée à Berton Buzaffi; le Venaissin est menacé de grands maux, à propos de cette dette, car de nombreuses troupes sont réunies dans le royaume et elles menacent le pays; le sieur de Saleneuve, avec lequel la ville d'Avignon a traité, menace également le Comté-Venaissin; le seigneur d'Entremonts, « *dominus Interfontium* », prétend avoir certains droits sur le Thor et

une réclamation à faire au Comtat; le sieur de la Roque prétend avoir des droits sur les biens de la comtesse d'Avelin, et en même temps, le prince d'Orange prétend avoir des droits sur ces biens, et comme il n'y a pas à douter que les diverses réclamations ne se fassent par la « voie du fer et non par celle de la justice, « *viâ ferri et non viâ justitiæ*, » les Trois États doivent aviser (1^{er} mai 1428, f° 154). — Délibération des États : pour les dettes du pays à Jean Roletti, ils s'en rapportent à leurs précédentes délibérations; le sieur de Saleneuve n'a jamais été appelé avec ses hommes d'armes à servir le pays et s'il fut mandé par la ville d'Avignon et le sénéchal de Provence, cet engagement ne concerne en rien le Comtat-Venaissin : quant aux autres réclamations des sieurs de la Roque, d'Entremont et du prince d'Orange, cela ne regarde en rien les États (2 mai 1428, f° 154); — quant à la défense du pays, réclamée par le recteur, les États délibèrent qu'ils sont prêts à y contribuer par des chevauchées et que, si quelqu'un des réclamants veut déclarer la guerre à la ville d'Avignon et au Comtat-Venaissin, le recteur prenne la charge de traiter avec ladite ville. — Réponse du recteur qui ne veut point prendre cette charge et demande aux États de nommer des délégués pour l'assister. — Nomination par les États de Jacques Butheti pour la judicature de Carpentras, Guillaume de Baux, pour la judicature de L'Isle, Philippe de Doms, pour la judicature de Valréas, auxquels ils donnent, ainsi qu'au recteur, pleins pouvoirs de traiter avec les procureurs du sieur de Saleneuve au mieux des intérêts du pays et avec la ville d'Avignon si la défense est nécessaire (2 mai 1428, f° 155). — Réunion des États auxquels le recteur expose de nouveau les dangers menaçant le pays. Les États refusent de contribuer à la dépense, qui appartient au Pape et non à eux, qui ne peuvent nommer des capitaines ou lever des gens de guerre; ils sont prêts à contribuer par des chevauchées si le recteur veut assumer la charge de la défense. Il ne leur paraît pas nécessaire d'amener des gens de guerre dans le pays, car ils le ruineront plutôt que de le défendre. Ils prient le recteur de résider continuellement à Carpentras (21 janvier 1429, f° 151). — Réponse du recteur demandant une nouvelle délibération. — Délibération des élus du pays promettant de contribuer pour la défense, en armant 25 hommes, dont les frais seront supportés, les deux tiers, par la ville d'Avignon et l'autre tiers, par le Comtat. S'il est utile d'avoir plus de 25 hommes, ils sont prêts à recourir aux chevauchées. Ils supplient le légat et le recteur d'écrire au Pape de consacrer à la défense du pays les revenus de l'évêché d'Avignon, devenu vacant (f° 152). etc.

C. 12. (Registre.) — In-folio, 65 feuillets, papier.

1432-1433. — Délibérations des États du Comtat. — Convocation des États par Jean de Poitiers, évêque et comte de Valence et de Die, recteur du Comtat-Venaissin, du mandement d'Alphonse Carillo, légat (2 décembre 1432). — Le recteur expose que les États ont été convoqués pour élire des conseillers devant siéger près du légat, afin que les affaires soient mieux traitées (2 décembre 1432, f° 2). — État des représentants du clergé, des feudataires et des communautés aux États (f° 4). — Nomination par les États, de Pierre Alfanti, licencié ès-lois de l'Ile, pour le clergé ; de noble Jean Retronchini, co-seigneur de Mazan, pour les nobles ; — de Jean Hugues, licencié ès-lois, de Carpentras, pour la judicature de Carpentras ; — de noble Guillaume de Baux, pour la judicature de l'Ile, et de Pierre Dalfini, pour la judicature de Valréas, pour se présenter comme conseillers d'Alphonse, cardinal diacre de Saint-Eustache et vicaire général d'Avignon et du Comtat-Venaissin et du recteur, toutes les fois qu'ils en seront requis ; lesdits conseillers n'auront aucun pouvoir concernant les tailles, collectes, obligations, traités ou autres impositions ou charges quelconques, et ne pourront les imposer ou les conserver sans le vote des Trois États. — Les États n'entendent point que, grâce à cette élection, il soit porté atteinte aux libertés et aux coutumes du pays, et qu'on en tire conséquence pour tenir les États ailleurs qu'à Carpentras, où ils se sont assemblés de tout temps. De même ils n'entendent préjudicier en rien à l'honneur et fidélité due au Pape et à l'Eglise (3 décembre 1432, f° 7). — Assemblée du conseil des Trois États convoqués par Jean de Poitiers, recteur (16 mars 1433, f° 11). — Ledit recteur expose que certains élus des Trois États ont pu prêter, sans porter atteinte à l'obéissance qu'ils doivent au pape et au concile, serment d'obéissance à Alphonse Carillo, cardinal diacre de Saint-Eustache, comme vicaire-général institué par le concile de Bâle, gardant toujours l'obéissance et l'honneur dus au pape Eugène IV, auxquels ils n'entendaient en rien préjudicier ; — il notifie aux États le traité de paix et de concorde projeté entre le Comtat-Venaissin et le comte de Foix, qu'il croyait alors venir à bonne fin et qui a été rompu, comment il s'était mis en route pour le conclure et comment il a été contremandé ; — il expose qu'un certain abbé est venu le trouver de la part du cardinal et du comte de Foix, qu'il le reçut en lui faisant fête, que celui-ci avait voulu lui faire connaître sa qualité et lui remettre des lettres desdits seigneurs, ce qu'il avait refusé d'entendre, soupçonnant qu'elles étaient contraires au bien du pays ; — il demande aux États de faire bonne garde dans les villes et dans les châteaux, de jour et de

nuît, de réparer les remparts, les fossés, les passages, les balistes, les bombardes, l'artillerie et tout ce qui est nécessaire à la défense, de façon à ce que si les ennemis essayent d'envahir le Comtat, ils puissent se défendre (18 mars 1433, f° 11). — État des représentants du clergé, de la noblesse et des communautés (f° 12). — Délibération des Trois États sur l'exposition à eux faite par le recteur. — Noble Guillaume de Baux, au nom des États, répond que, pour la défense du pays, lesdits États ordonnent que les villes et châteaux fassent bonne garde nuit et jour, qu'on les repare et que par des lettres severes et rigoureuses, « *rigorosas et formidabiles* », on procède à cette garde et à ces réparations ; ils ordonnent qu'au cas où la défense ne serait pas suffisante, le recteur prescrira aux barons, nobles et communautés du Comtat d'y contribuer par des chevauchées ; ils donnent, à leurs élus, le pouvoir de choisir un ambassadeur, qui pourra être envoyé, si cela est nécessaire, au concile de Bâle pour réclamer les secours nécessaires pour la défense du pays (18 mars 1433, f° 16). — Conseil des Trois États convoqué par Jean de Poitiers, évêque de Valence et de Die, recteur du Comtat-Venaissin (3 mai 1433, f° 18). — Exposition du recteur aux États : des hommes d'armes en grand nombre, fantassins, cavaliers et arbalétriers se trouvent au-delà du Rhône, ils ont des embarcations pour traverser le fleuve et entrer dans le Comtat ; la ville d'Avignon a réuni des hommes d'armes pour sa défense ; il demande aux États de pourvoir à la défense du Comtat-Venaissin, qui importe beaucoup plus que celle d'Avignon, le pays étant plus vaste et plus ouvert et contenant beaucoup de châteaux mal défendus et mal pourvus d'hommes et de munitions ; — il expose que des événements peuvent se produire de jour en jour, qui ne lui permettent pas de convoquer les États et qu'il est bon qu'ils nomment des délégués avec lesquels ils puissent conférer des affaires du pays et qui aient des pouvoirs assez étendus pour pouvoir traiter les affaires et même accepter un traité de paix s'il était proposé sans l'intervention des États (f° 18). — État des représentants, du clergé, des feudataires et des communautés (f° 19). — Délibération des États sur l'exposition du recteur ; ils votent une somme de 1,000 florins pour la défense du pays ; ils refusent de désigner des élus pour assister le recteur, s'engageant à se rendre aux convocations dudit recteur toutes les fois qu'il les appellera (4 mai 1433, f° 23). — État de la cote de 1,000 florins établie pour la défense du pays (f° 25). — Convocation des États du Comtat par Roger de Foix, évêque d'Aire (*Aidurensis episcopi*), recteur du Comtat-Venaissin (23 août 1433, f° 38). — Exposé du Recteur au sujet de la nomination du cardinal de Foix comme légat d'Avignon (23 août 1433, f° 39). — Conseil des élus des communautés de la judicature de Carpentras, tenu par-devant Roger de Foix, évêque d'Aire et recteur du Comtat-Venaissin (11 mars 1435, f° 43). — Exposé du rec-

teur au sujet des dettes du pays, et particulièrement des sommes dues à Berton Buzuti, marchand d'Avignon, et à Olivier Luneti f° 11. — Vote d'une taille de 10 florins pour l'acquittement de ces dettes f° 15. — État de répartition de ladite taille entre les judicatures 12 mars 1435, f° 46). — Assemblée des barons et vassaux convoqués par le recteur du Comtat 11 février 1434 f° 54). — Le recteur expose que les Trois États ont voté, de leur propre mouvement, un don gratuit à Pierre, évêque d'Albano, cardinal de Foix, et légat d'Avignon et du Comtat-Venaissin, pour l'aider à supporter les frais des gens d'armes qui l'accompagnèrent pour prendre possession de son vicariat ; les états du clergé et des communautés ont mis toute diligence à acquitter les cotes sur ce imposées, mais l'état des nobles n'a pas encore réparti la cote et il les réunit pour leur demander la cause de ce retard. — Les représentants des nobles répondent qu'ils sont prêts à acquitter les cotes imposées pour le paiement des dettes du pays et que, quant aux autres, ils refusent de supporter aucunes charges de tailles ou de subsides, attendu que leur condition ne doit pas être plus mauvaise que celle des barons et nobles du royaume de France, du Dauphiné et de la Provence, qui sont complètement francs et quittes, de telles charges devant être supportées par les communautés et le populaire, « *sed talia onera debent supportare eorum homines universitatum et populares* ». — Protestation du recteur, surtout en ce qui concerne le don gratuit au cardinal de Foix, accepté par les Trois États. — Nomination par l'assemblée des nobles de Geoffroy de Vénasque, Bertrand de Vassadel, Jean Barrier, Bérenger de Vénasque et Alamand Rivete, comme mandataires pour l'acquit des dettes du pays et présentation au recteur de nouveaux articles concernant le don gratuit (f° 55). — Protestation par Astorgue de Pétra, chevalier, seigneur des lieux de Caromb, Baumes et Bedoin ; Guillaume Sineti, chevalier, seigneur des lieux de Vaucluse et de Lagnes, et noble seigneur Louis de Simiane, seigneur de Châteauneuf ; Geoffroy de Vénasque, seigneur de Modène ; Bertrand de Vassadel, seigneur de Vacqueyras, et autres présents, affirmant les droits d'exemption de toutes charges de tailles et de subsides en faveur des nobles, et demandant au recteur de garder leurs droits, franchises et privilèges (f° 56). — Répartition d'une nouvelle taille pour acquitter les dettes du pays envers Jean Rauleti (28 mai 1435, f° 59). — État des représentants du clergé, de la noblesse et des communautés, devant assister aux États (25 août 1436, f° 62), etc.

C. 13. (Registre.) — In-folio, 156 feuillets, papier.

1440-1442. — Délibérations des États du Comtat. — Conseil tenu à Carpentras par-devant Jacques Bucheti, lieu-

tenant de Roger de Foix, évêque d'Aire, recteur du Comtat-Venaissin, du mandement de Pierre de Foix, cardinal-évêque d'Albano, et légat d'Avignon (19 janvier 1440, f° 1). — Exposition du lieutenant du recteur à l'assemblée, au sujet des réparations à faire aux châteaux-forts du Comtat-Venaissin. — Noms des communautés représentées dans ledit conseil et des délégués de ces communautés (f° 2). — Délégation par les États aux élus, pour traiter des réparations à faire dans chaque judicature (f° 3). — Conditions auxquelles devront être faites lesdites réparations arrêtées par les élus des communautés des trois judicatures (f° 2). — État des cotes imposées sur chaque communauté pour la contribution auxdites réparations (f° 7). — Taxe des dépenses des agents des États venus à Avignon vers le cardinal de Foix (f° 21). — Ordonnance du cardinal de Foix, légat d'Avignon et du Comtat-Venaissin, concernant les réparations des lieux fortifiés des trois judicatures du Comtat (f° 34). — Délibération des communautés de la judicature de Carpentras, au sujet des réparations à faire aux fortifications des lieux de la judicature et de la répartition de la somme de 600 florins, votée par ladite judicature (f° 48). — État de répartition sur chaque communauté de la judicature de Carpentras, de ladite somme de 600 florins (f° 49). — Délibération des Trois États du Comtat-Venaissin, convoqués pour le 15 octobre 1441, par Guillaume, abbé de Lezat, au pays de Foix, sur l'ordre du cardinal de Foix, légat d'Avignon (f° 63). — État des représentants du clergé, des vassaux et des communautés ayant assisté aux délibérations des États pour les trois judicatures de Carpentras, de L'Isle et de Valréas (f° 64). — Convocation des Trois États du Comtat, en présence de Pierre, cardinal de Foix, pour l'examen de statuts, pour la réforme de la justice (16 octobre 1441, f° 66), et copie desdits statuts (f° 72). — Convocation des communautés de la judicature de Carpentras, pour la répartition d'une taille concédée au cardinal de Foix (13 novembre 1441, f° 102) ; — répartition de ladite taille (f° 103). — Convocation des Trois États du Comtat-Venaissin, par mandement du cardinal de Foix (14 mai 1442, f° 111). — État des représentants du clergé, des vassaux et des communautés des trois judicatures (f° 111). — Exposition faite aux États par le cardinal de Foix au sujet des réclamations faites au pays, par les héritiers de Boucicaut, et des gens de guerre se trouvant sur la rive droite du Rhône (f° 114) ; — délibération des États nommant des délégués pour conférer avec le légat au sujet de ces réclamations et pour établir les tailles nécessaires pour la défense du pays (f° 115). — Convocation des États du Comtat-Venaissin par le cardinal de Foix (2 juillet 1442, f° 119). — État des représentants du clergé, des vassaux et des communautés (f° 119). — Exposé fait par le cardinal de Foix, des nouvelles réclamations des héritiers de Boucicaut et de la nécessité de fournir les subsides

nécessaires à la défense du pays (f. 122). — Convocation des États pour le 3 décembre 1445, par Guillaume, abbé de Lezat, sur l'ordre du cardinal de Foix (f. 128). — État des représentants du clergé, des vassaux et des communautés (f. 148). — Exposé fait aux États assemblés au sujet des secours à accorder aux malheureux, afin qu'ils ne meurent pas de faim, « *pro relevatione pauperum et indigentium ne fame pereant* » ; au sujet des réparations et des travaux à exécuter aux châteaux du pays ; d'une taille de 3.000 florins à imposer sur Avignon et le Comtat-Venaissin (f. 149). — Supplique adressée aux États par Siffrein de la Roche, Jean Morelli et Guillaume Boneœur, notaires, pour être remboursés des dépenses par eux faites pour les États : 4 florins pour 4 lettres écrites le 18 décembre 1425, pour l'arrivée de Pierre Cotini, évêque de Montauban, recteur du Comtat-Venaissin (f. 131) ; — 10 florins en décembre 1426, pour la convocation des États à propos de la prise de Vaison ; — 3 florins dépenses en 1427, jusqu'à la fête de S. Jean, époque à laquelle les lieux de Vaison, de Pernes, de Bollène et autres que tenait Boneœur furent remis au pouvoir de N. S. Père le Pape (f. 134) ; 4 florins pour convoquer les États, pour rendre hommage à Marc Condolmerio, évêque d'Avignon, et pour lui prêter serment d'obéissance comme vicaire apostolique (1431, f. 134) ; — 4 florins pour la convocation des États, la guerre s'étant allumée à propos de l'obéissance à Marc Condolmerio (f. 134) ; — 4 florins pour des lettres écrites pour le serment d'obéissance à prêter à Jean de Poitiers, envoyé comme recteur par le cardinal de Saint-Eustache (Alphonse Cariglio) (f. 134) ; — 4 florins pour la convocation des États à propos du changement de l'évêque de Valence et de la guerre faite par le cardinal de Foix (f. 134) ; — 6 florins pour diverses lettres écrites pour l'appel et l'envoi de gens de guerre, lors de la nomination de l'évêque d'Aire (Roger de Foix), le cardinal de Foix étant sous les murs d'Avignon (f. 134) ; — 10 florins pour cinquante lettres écrites pour recruter des cavaliers, pour répondre aux menaces des gens d'armes assemblés sur les bords du Rhône, « *prope Rodanum* » (f. 134) ; — 4 florins pour la convocation des États pour le choix d'ambassadeur à envoyer à Bâle (f. 135) ; — 15 florins pour la confection de la convention passée avec les héritiers de Boucicaut, devant être portée à Florence au Pape (f. 132) ; — 5 florins pour quatre copies de ladite convention, une pour le cardinal de Foix, une à la ville d'Avignon, une à Bertrand d'Alansou, une aux archives des États (f. 135) ; — 25 florins pour des lettres adressées aux collecteurs pour des dons faits au cardinal et aux recteurs (f. 135). — Délibération des élus des États sur les dettes du pays (5 février 1442, f. 141). — Délibération des États du Comtat, convoqués le 15 février 1443 à la Rectorie de Carpentras, sur les dettes du pays (f. 143). — Délibération des élus des États sur les demandes de paiement

faites par Valentin Clément, notaire des États (f. 143). — Taxe des honoraires des clercs et des notaires, servants des États, pour l'année 1443 : 1 florin pour ceux qui venant une fois en deux en deux, six sous par jour pour ceux des États de l'Isle qui habiteront Carpentras (f. 143) etc.

C. 14. (Registre.) — In-folio, 100 pages, papier.

1443-1445. — Délibération des États du Comtat. — Convocation des États du Comtat-Venaissin par don Roger de Foix, abbé de Lezat, régent du Comtat (7 avril 1443, f. 3). — Réunion des États, le 8 avril 1443, dressés le rôle de la Rectorie et noms des représentants du clergé, des vassaux et des communautés des judicatures de Carpentras, l'Isle et de Valréas (f. 3). — Exposé fait par Roger de Foix du traité passé avec les héritiers de Boucicaut (f. 7). — Délibération des États s'engageant à fournir dix mille écus si le Pape, la ville d'Avignon et le collège d'Annecy veulent fournir la même somme pour l'acquit des dettes du pays envers les Boucicaut (f. 12). — Convocation des Trois États du Comtat pour le 10 mars 1443 (f. 16). — État des représentants du clergé, des vassaux et des communautés (f. 16). — Exposé fait par Roger de Foix au sujet d'un don de 12 florins au cardinal de Foix, en récompense des soins et des dépenses qu'il avait faites pour négocier le traité avec les Boucicaut, et des dépenses faites pour garder le pays contre des bandes armées existant dans le royaume de France et qui menacent de passer le Rhône pour envahir le Comtat (f. 21). — État des sommes à payer par les États à diverses personnes employées aux affaires du pays : 100 florins à Mathieu de Ricci, en remboursement de la même somme par lui prêtée pour l'ambassade conduite par le seigneur de Modène au Pape (f. 22) ; — 12 florins à l'évêque de Cavillon, pour un voyage par lui fait auprès du légat par l'ordre des États (f. 23) ; — 6 florins à Guillaume Burgondonis, pour la rédaction des instructions à donner à l'ambassade envoyée vers le Pape (f. 23). — Convocation des États par-devant le cardinal de Foix (2 septembre 1443, f. 26). — Exposé fait aux États par le cardinal de Foix, pour la défense du pays contre les bandes de routiers qui dévastaient les bords du Rhône et pour lesquelles il a été obligé de payer 4000 écus d'or (f. 30). — Délibération des États de payer audit cardinal, pour ses dépenses et pour ses peines, 6.000 florins de 24 sous pièce et vote d'une taille pour cet objet (f. 33). — Établissement de cette taille sur chacune des communautés du pays (f. 34) ; — le clergé y contribue pour 960 florins, les barons et les nobles pour 480 florins, la judicature de Carpentras pour 2.736 florins, la judicature de l'Isle pour 1.048 florins 19 sous, et la judicature de Valréas pour 775 florins 5 sous (f. 36). — Assem-

blée des États par-devant Georges de Foix, abbé de Lézat (9 novembre 1443, f° 37). — État des représentants du clergé, des vassaux et des communautés de chaque judicature (f° 37). — Exposé fait par le régent du Comtat, au nom du cardinal de Foix, concernant la garde et la défense du pays ; — le vote d'une taille pour la constitution d'une réserve destinée à la réparation des défenses en cas de nécessité, vu le grand désir, le goût et la volonté des routiers pour traverser le pays : « *attentis magnis desideriis, affectionibus et voluntatibus quas habent roterii in dicta patria transire* » ; — l'approbation d'une convention passée avec les héritiers de Boucicaud (f° 42). — Texte de ladite convention (f° 44). — Délibérations des États : prescrivant de lever une taille de 4,000 florins devant être déposée dans le trésor pour servir, en cas de nécessité, à la défense du pays (f° 46) ; — votant des remerciements au cardinal de Foix, pour la diligence qu'il a apportée à la défense du pays ; — demandant que, lors de la levée des chevauchées, « *cavalcata* », on indique le nombre de gens de pied et de cheval que chaque État et chaque judicature doit fournir ; — demandant la fortification de tous les lieux défensifs du Comtat et que les gens du pays, « *gentes patriæ Venaissini* », soient préférés pour cette défense aux étrangers (f° 48). — Convocation des États par le régent du Comtat, sur l'ordre du cardinal de Foix (3 août 1444, f° 57). — État des représentants du clergé, des vassaux et des communautés de chaque judicature (f° 57). — Exposé fait aux États par le régent du Comtat, concernant : la défense du pays et le paiement de 4,000 écus d'or à Joachim Roael et à ses routiers, qui menaçaient d'envahir le Comtat ; — l'ambassade du seigneur de Modène vers le Pape, au sujet du traité avec les Boucicaud (f° 61). — Délibérations des États : votant une somme de 4,000 florins pour la défense du pays ; — une taille de 1,000 florins, dont 100 florins seront offerts à l'abbé de Foix, « *domino abbati Fuxi* » protecteur du pays ; — 200 florins à Guillaume Le Bastart, qui s'est employé pour la défense du Comtat ; — 260 florins à Guillaume Cogorde, d'Avignon, tant pour remboursement de ce qui lui est dû que pour ses peines (f° 65) ; demandant que les étrangers qui cultivent les terres dans le Comtat soient soumis aux mêmes charges que les autres (f° 66) ; — laissant à la charge de Geoffroy de Venasque, envoyé en ambassade près du Pape et qui en avait rapporté une bulle d'exemption en faveur des nobles, les frais de publication de cette bulle (f° 67) ; — demandant qu'aucun officier du Pape ne compareisse dans les conseils des États, si ce n'est pour un fait personnel (f° 67) ; — fixant le nombre des élus et leurs pouvoirs (f° 67) ; — désignant Bertrand d'Alanson pour se rendre à Avignon, près du légat, pour obtenir la confirmation de ses délibérations (f° 68). — Relation par ledit d'Alanson de la réception à lui faite par le cardinal-légat, et réponses faites

aux délibérations des États (f° 70). — Répartition des tailles votées par les États, en ce qui concerne les communautés de la judicature de Carpentras (f° 73). — Convocation des États par Georges de Foix, abbé de Lézat, régent du Comtat (24 novembre 1444, f° 77). — État des représentants du clergé, des vassaux et des trois judicatures (f° 77). — Exposé fait par le régent aux États au sujet du gouvernement du Comtat et de la cité d'Avignon, que le pape Eugène IV a donnée au dauphin de Viennois, fils du roi de France (f° 80). — Mémoire adressé au Pape par les États du Comtat à ce sujet (f° 85). — Vidimus des bulles du pape Eugène IV, du 20 novembre 1444, assurant les États qu'il n'a jamais eu la pensée d'aliéner les terres de l'Eglise (f° 96). — Convocation à Carpentras, sur l'ordre du régent du Comtat, des représentants des trois judicatures et liste des communautés (4 novembre 1445, f° 101). — Exposé du régent au sujet des dettes des communautés et délibération desdits représentants au sujet desdites dettes (f° 105). — Conseil tenu à Carpentras par un certain nombre de membres des États appelés par le régent (25 juillet 1446, f° 113). — Exposé du régent sur le mauvais état financier du pays et sur la nécessité de pourvoir aux dépenses et au paiement des dettes (f° 113). — Demande des membres des États présents pour reporter leurs délibérations au 16 août prochain (f° 114). — Nouveau conseil tenu à Carpentras, dans le palais de la Rectorie, par une partie des représentants des États, par-devant l'abbé de Lézat, régent (17 août 1445, f° 114). — Mémoire adressé par les représentants des États au cardinal-légat, concernant l'administration de la justice, les usures commises par les Juifs, le commerce qui se trouve entre les mains des Juifs au détriment des chrétiens, l'exportation des grains hors du Comtat (f° 115). — État de répartition d'une taille de 700 florins sur les nobles et vassaux du Comtat (f° 117). — Convocation des États du Comtat (19 octobre 1446). — État des représentants du clergé, des vassaux et des communautés des trois judicatures (f° 118). — Exposé fait par le cardinal de Foix aux États, leur faisant connaître qu'il y a près de trois ans qu'il ne les a visités, que si quelques-uns ont eu à souffrir de la justice et qu'ils n'aient pu se rendre à Avignon, ils lui exposent leurs plaintes ; qu'il s'étonne que le pays marche à sa ruine, comme on le lui a annoncé, que, sur sa demande, quelques-uns lui ont fait connaître que la cause en était au « gouffre de l'usure des Juifs, » « *voragine nequissimorum Judeorum* », d'autres, aux frais de justice, d'autres, à la paresse, d'autres, aux charges qui se multiplient ; qu'il est décidé à rechercher, de concert avec les États, un remède à ces maux (f° 121). — Délibération des États, accordant une somme de 3,000 florins de 24 sous pièce au cardinal de Foix, et nommant Louis de Poitiers, prévôt de Valence, pour présenter au cardinal, en leurs noms, un projet de statuts pour

le bien du pays (f° 122). — Copie desdits statuts concernant l'administration de la justice, les usures des Juifs, l'interdiction auxdits Juifs d'acheter les récoltes, si ce n'est pour leur provision ; d'exercer la médecine, si ce n'est après examen (f° 124). — Mémoire adressé par les États au régent du Comtat et au cardinal, concernant l'administration de la justice (f° 133). — Conseil tenu à Carpentras par une partie des États du Comtat (9 janvier 1447, f° 134). — État des représentants du clergé, des vassaux et des communautés assistant à ce conseil (f° 134). — État des frais de voyage de Jean Morelli, notaire, envoyé à Montpellier : 6 deniers pour un domestique ; 4 gros pour un diner à Tarascon ; 2 gros pour passer le Rhône ; 1 gros pour la nourriture d'un cheval à Lunel (f° 134). — Répartition d'une taille de 3,000 florins donnés au cardinal (f° 139 à 160). — Vidimus d'une bulle de Nicolas V, concernant l'exemption des tailles et des subsides en faveur des nobles du Comtat (10 août 1453, f° 161), etc.

C. 15. (Registre.) — In-folio, 220 feuillets, papier.

1530-1537. — Délibérations des États du Comtat. — Délibération des élus des États nommant des procureurs pour demander au sieur Alphan, au nom des États, de cesser ses poursuites contre le pays (10 octobre 1530, f° 1. — Assemblée des élus des États par-devant Gratien Isnard, lieutenant de Girard de Corneilhan, docteur-ès-droits, recteur du Comtat (26 septembre 1531, f° 10). — État des représentants du clergé des vassaux et des communautés ayant assisté à ladite assemblée (f° 11). — Délibération des États pour envoyer un mandataire vers le Pape pour lui représenter « comment le pays du Conté est ung pays de liberté et que ne sont atenus à payer aucune tailhe et que les prédécesseurs de Nostre Saint Père les a toujours tenez à telle liberté » pour lui demander l'abolition d'une taille d'un demi-ducats pour cent imposés par Jean Alphan et la confirmation des libertés du pays (26 septembre 1531, f° 15). — Assemblée des États du Comtat dans l'église Saint-Siffrein à Carpentras (16 janvier 1533, f° 23). — Exposition faite aux États réunis par le recteur du Comtat, de la situation du pays (f° 24). — Délibération des États de demander au Pape la confirmation de nouveaux statuts concernant l'administration de la justice et texte desdits statuts (f° 29). — Bref de Clément VII, abolissant la taille d'un demi-ducats pour cent (25 janvier 1532, f° 34). — Délibérations des États du Comtat (2 septembre 1533, f° 40) : au sujet de l'arrivée de Calixte de Amodeis, commissaire du Pape ; sur l'arrivée prochaine du Pape ; sur l'envoi des seigneurs d'Oppède, de Mazan, des Issarts et de Caumont vers le roi de France, en ce moment à Avignon, pour lui demander le libre passage des grains

destinés au Comtat à travers le royaume (f° 41). — sur les dépenses à faire pour les troupes du duc d'Albanie (f° 42). — Assemblée des élus du pays (22 septembre 1533, f° 47). — Délibération d'envoyer des ambassadeurs au Pape et de lui demander l'expulsion des Juifs et la confirmation des privilèges du Comtat (f° 47). — Assemblée des trois États du Comtat-Venaissin (7 décembre 1534, f° 48). — Délibération : d'envoyer un ambassadeur au Pape pour demander la révocation des privilèges accordés aux Juifs (f° 48). — Assemblée des élus (11 janvier 1534, f° 50) : pour l'établissement d'une taille pour l'envoi d'un délégué à Avignon vers le légat : — sur les dépenses faites pour les troupes ayant traversé le Comtat lorsque le Pape et le roi de France se sont rencontrés à Marseille (f° 52). — Assemblée des trois États du Comtat (2 août 1535, f° 57). — Délibérations au sujet des prétendus privilèges obtenus par les Juifs (f° 57). — Élections par les États, d'Amédée, de Paul et de François Chaissi, pour ambassadeurs vers le Pape, pour lui demander la révocation des privilèges accordés aux Juifs ; de Bernard du Plan, comme procureur du pays ; de noble Pierre Moricelli, marchand de Carpentras, comme trésorier du pays (f° 58). — Teneur des privilèges accordés aux Juifs (f° 59). — Protestation des élus de la judicature de Carpentras contre ces privilèges (f° 65). — Assemblée des trois États du Comtat (25 juillet 1537, f° 68). — Délibérations concernant la vérification des comptes de trésorier, l'assiette d'une taille de 2,000 florins, le mode de convocation des États (f° 71). — Instructions données par les États à leurs envoyés vers le Pape pour réclamer l'expulsion des Juifs (f° 74). — Instructions données par les États à André Seguin, leur envoyé près du Pape, concernant l'exemption d'une imposition de 900 ducats, la révocation des privilèges accordés aux Juifs (f° 97). — Assemblée des États du Comtat (5 novembre 1537, f° 101). — Délibérations : concernant un subside de 9,000 ducats à accorder au Pape, l'obtention de lettres de naturalité de la part du roi de France, les dépenses faites par le notaire et secrétaire des États, sur les dépenses occasionnées par le passage des gens de guerre (f° 102). — Brouillard des délibérations des États (1531-1537, f° 112-220), etc.

C. 16. (Registre.) — In-folio, 266 feuillets, papier.

1543-1566. — Délibérations des États du Comtat. — État des représentants du clergé, des barons, des communautés des judicatures de Carpentras, L'Isle et Valréas ayant assisté aux délibérations des États (20 octobre 1543). — Clergé : les évêques de Carpentras, de Cavaillon, de Vaison, l'archevêque d'Avignon, les évêques d'Orange, de Saint-Paul-Trois-Châteaux et d'Apt ; — barons : les barons de Sérignan, du Bar-

roux, de Saulc, du Thor, d'Oppède. — vassaux : les vassaux de la judicature de Carpentras, les coseigneurs de Venauc, de Mazan, de Maderet, de Méthamis, de Blaygues, de Villes, de Bédoin, de Crillon, du Baucet, de Saint-Pierre-de-Vassols, de Saint-Jean-de-Vassols, de Modène, les seigneurs de Caromb, du Barroux, de Beaumont, de Brantes, de Crestet, d'Entrechaux, de Baumettes, de Puyméras, de Saint-Romain-en-Viennois, de Rasteau, de Roaix, de Saint-Romain-de-la-legarde, de Vacqueyras, de Camaret, de Sérignan, de Caderousse, d'Arriens, de Velleron, de Saint-Saturnin, de Baumes, d'Aubignan, de Loriol, de Serres, de Javon, de Roque-sur-Pernes, de Flassan, de Buisson, de la Roque-Henri; — vassaux de la judicature de L'Isle : les seigneurs du Thor, de Châteauneuf, de Caumont, des Taillades, de la Roquette, de Robion, de Maubec, d'Oppède, de Gignac, de Saint-Saturnin, de Cabrières, de Lagnes, de Vaucluse, de la Tour de Sabran, de Velleron, de Saumanes et des Mians; — vassaux de la judicature de Valréas : les coseigneurs de Rousset, les seigneurs des Aubres, des Pilles, d'Eyrolles, de Valouse, de Rochegude, de la Garde-Paréol, de Derboux, de la Bastide-des-Reynauds, de Buisson, de la Mothe, de la Bastide-des-Ilons, de Bouchet, de Richerenches, de Bolbotoin, d'Uchaux, de Piolen. — Communautés de la judicature de Carpentras : Pernes, la Roque-sur-Pernes, le Baucet, Saint-Didier, Malemort, Méthamis, Villes, Mormoiron, Mazan, Bédoin, Crillon, Modène, Caromb, le Barroux, Malaucène, Beaumont, Vaison, le Crestet, Faucon, Puyméras, Saint-Roman, Villedieu, Buisson, Roaix, Monteux, Entraigues, Vedène, Saint-Saturnin, Pont-de-Sorgues, Caderousse, Sérignan, Camaret, Cairanne, Rasteau, Saint-Romain, Séguret, Sablet, Vacqueyras, Baumes, Aubignan, Flassan, Sarrians. — Communautés de la judicature de L'Isle : L'Isle, le Thor, Châteauneuf, Caumont, les Taillades, Robion, Maubec, Oppède, Ménerbe, Bonnieux, Saint-Saturnin, Cabrières, Lagnes, Saumane, Velleron, Vaucluse. — Communautés de la judicature de Valréas : Valréas, Visan, Bollène, Rousset, les Aubres, les Pilles, Grillon, Sainte-Cécile, Rochegude, Bouchet, Lapalud, Mornas, Piolen, Richerenches, Solérieu, Valouse. — Délibérations des représentants du clergé : suppliant le vice légat et le recteur de faire observer les privilèges et les indultes apostoliques concédés aux Chrétiens contre les Juifs (f° 5); concernant le syndicat des officiers du Comtat et d'Avignon demandant que le recteur exerce ses fonctions dans tout le Comtat et que les Comtadins ne puissent être appelés hors du Comtat (f° 6); — au sujet de l'abolition de la traite foraine, de l'abolition des péages du Pont de Sorgues et de St-Saturnin; de l'observation des privilèges du pays (f° 7). — Délibération des représentants de la noblesse : demandant qu'il soit fait dépense aux officiers de délivrer d'autres lettres aux Juifs contre les Chrétiens

que des lettres de gagière (f° 9); demandant l'abolition du syndicat et son remplacement par quatre commissaires (f° 9) qu'il soit nommé un délégué pour s'occuper de la traite foraine (f° 10). — Délibérations des représentants des communautés : demandant qu'il soit défendu aux Juifs d'user directement ou indirectement d'aucun ordre d'incarcération ou d'aucun arrêt contre les Chrétiens et qu'il soit interdit aux notaires de recevoir aucunes obligations personnelles en faveur des Juifs contre les Chrétiens (f° 12); remerciant le légat du bien qu'il fait journellement aux pays (f° 13) au sujet de la traite foraine, des attributions du trésorier des péages de Pont de Sorgues et de St-Saturnin, des nouveaux edits et statuts faits à Avignon au grand préjudice des Comtadins (f° 15); du syndicat et des dépenses supportées par les communautés à cause des gens de guerre dans et venant de Perpignan (f° 15). — Enregistrement des remontrances faites aux États par le cardinal Sadolet, évêque de Carpentras, au sujet des condamnations encourues par un certain nombre de communautés (f° 17). — Élection de nobles Pierre Moricelli, de Carpentras, de noble Barthélemy de Carie, de Pernes et de Jean Guillaume, de Mazan comme auditeurs des comptes (21 octobre 1543, f° 21). — Assemblée des élus des États, à Avignon, en présence d'Alexandre Campeggi, évêque de Bologne et vice-légat d'Avignon et lui apportant les délibérations des États demandant qu'il soit pourvu à des réformes dans l'administration du pays (f° 25). — Réponses des vices-légats aux demandes des états concernant les syndicats, l'administration de la justice, l'appel des habitants hors du Comtat (f° 26). — Assemblée des élus (18 novembre 1543) nommant Jean du Gay, Jean Durand et noble Jean Gautier pour se rendre de nouveau près du vice-légat, les réponses faites aux demandes des États n'étant pas satisfaisantes (f° 27). — Assemblée des élus (29 novembre 1543) au sujet du passage prochain d'Alexandre Farnèse, légat d'Avignon, délégué par le pape pour traiter de la paix entre l'empereur et le roi, et conclusion d'envoyer vers lui deux ou trois délégués qui l'assurent de l'obéissance du pays et lui demandent sa protection (f° 28). — Élection de Gaucher des Isnards, de noble Antoine de Poncis et de noble François d'Orléans, seigneur de Bédoin, pour se rendre à Lyon, près du légat, et lui exposer les besoins du pays (f° 28). — Délibérations des élus concernant l'observation des privilèges des Chrétiens contre les Juifs, le syndicat des officiers, les contributions perçues sur les communautés, les nouveaux statuts d'Avignon, l'observation des statuts et privilèges du Comtat-Venaissin (f° 29). — Assemblée des élus (15 janvier 1544) et délibération au sujet des lettres du roi de France, demandant du blé pour la nourriture de ses troupes, qu'ils ne peuvent lui fournir, vu la pauvreté et la stérilité des récoltes de la présente année, de crainte que les habitants ne meurent de faim et ne soulèvent quel-

ques troubles « *ne predicti Comitatus periret anno nec in aliquot scandalum incideret* » (f° 30). — Relation du voyage fait à Lyon près du légat par les envoyés des États (f° 31). — Assemblée des élus (28 janvier 1544) et délibérations : au sujet du syndicat des officiers ; — de 8 000 salmées de blé demandées par le roi de France pour l'approvisionnement de ses troupes (f° 32). — Assemblée des États du Comtat dans la maison commune de Carpentras (*in como communitalis*) (9 mars 1544, f° 39). — Délibérations : au sujet d'un subside d'un ducat par feu demandé par la Chambre Apostolique ; — d'envoyer un délégué vers le pape et le légat, au sujet du blé réclamé par le roi de France pour son armée de Provence (f° 39) ; — de l'imposition d'une taille de 1 000 florins, destinés à l'acquit des dettes du pays (f° 44). — Assemblée des élus (9 juillet 1544), et délibérations concernant : le passage des gens d'armes gascous que le vice-légat a prié d'écarter du Comtat (f° 51) ; — le paiement des dettes contractées par des envoyés des États : 71 florins 2 gros à Blanc Mermet, hôte de la Campana, à Avignon, pour dépenses faites dans son hôtel (f° 52) ; — 19 florins 6 gros à Pierre Gaudibois, de Cavaillon, pour dépenses faites par les envoyés des États à leur retour de Perpignan (f° 52) ; — 4 écus à Nicolas de Brancas, d'Avignon, pour services rendus au pays. — Assemblée des élus (9 août 1544), et délibérations d'envoyer le viguier de Malaucène, Bertrand André, noble François Gasqui et le procureur du pays vers le cardinal-légat, le recteur et le vice-légat, pour leur exposer la situation malheureuse du pays qui, grâce au mépris de ses coutumes et privilèges, est entièrement privé de ses revenus, si bien qu'on craint qu'un grand nombre d'habitants ne meurent de faim, vu la cherté des grains, « *ex quo et dubium est ne plures jam pereant, at tanta caritate granorum* » (f° 54). — Taxe, par les élus, des dépenses faites pour les gens d'armes qui ont passé dans le Comtat-Venaissin depuis l'an 1542 jusqu'au 4 mars 1544 : la charge de blé, 5 florins, la charge de vin, 3 florins, le mouton vif, 2 florins, le mouton mort, 1 florin 8 sous, le quintal de bœuf, 4 florins 2 gros, le quintal de lard, 8 florins 4 gros, le poulet 1 gros 12 deniers, la poule 2 gros 42 deniers, la livre de fromage d'Auvergne 1 gros 12 deniers, la livre de fromage commun 1 gros, les œufs, la pièce, 3 deniers, la charge d'avoine, 3 florins, le quintal de foin, 5 gros, pour un homme d'armes à quatre chevaux par jour, 3 florins 4 gros, pour un archer allant à deux chevaux, 1 florin 8 gros, pour un homme à cheval, 10 gros, pour un cheval-léger, 1 florin 8 gros, pour un homme à pied, 5 gros (f° 57). — État des dépenses et dommages supportés par le Comtat-Venaissin pour « la gendarmerie du Roy allant et venant tant à Perpignan que retournant de la les montz, despuys l'an 1542 fins à l'an 1544 et le 4 mars » (f° 58). — Judicature de Carpen-

tras : 1 500 florins pour la dépense de 1 000 salmes pour la ville de Carpentras à mener pendant 15 jours ; 300 florins pour le voyage de quatre chevaliers à Lyon vers le légat d'Avignon (f° 59) ; — 1 800 florins pour la dépense de 30 hommes d'armes et 60 archers de la compagnie de M. Daudet pendant 3 jours supportée par la ville de Malaucène (f° 61) ; — 300 florins 33 gros pour le logement à Entraigues, pendant 2 jours, de la compagnie de M. de Censac (f° 60) ; — 1 200 florins 10 gros pour 16 hommes d'armes de la compagnie de M. de Montpensier logés pendant 21 jours à Carpentras ; — 27 florins pour reste de la dépense « des cent gentilzhommes du roy qui ont demeuré six jours en nombre de cent et quarante-neuf chevaux » ; — 45 florins 10 gros pour 100 chevreaux qui dînèrent à Calerousse ; — 4 florins pour le dîner de 15 capitaines des Suisses audit lieu (f° 64) ; — 60 florins 8 gros pour 3 hommes d'armes et 4 archers de la compagnie de Montpensier, ayant demeuré 10 jours à Sablé ; — 60 florins 8 gros pour des vivres fournis, entre autres, pendant 5 jours et demi à 3 enseignes et gens des bandes suisses d'Alsace ; — 1 400 florins 10 gros pour 15 hommes d'armes et 24 archers de la compagnie de M. de Maugiron au Pont de Sorgues ; — 700 florins pour 10 hommes d'armes, compris les archers de la compagnie de M. de Montpensier ; — 700 florins pour 120 chevaux des 100 gentilshommes du roi ayant demeuré 7 jours à Sarrans (f° 69) ; — 150 florins 20 gros pour 250 hommes à cheval de la compagnie de M. de Censac ayant demeuré 2 jours à La Roche-sur-Pernes (f° 81) ; — 678 florins 4 gros pour 10 hommes d'armes et 17 archers de la compagnie de M. d'Annebaud, ayant séjourné 11 jours à Mormoiron (f° 88) ; — 3 florins pour une collation donnée à 50 Suisses par la communauté de Barrois ; — 4 florins pour une collation donnée audit lieu à 4 enseignes d'aveuturiers ; — 2 florins pour une collation donnée audit lieu à 3 enseignes italiens (f° 94) ; — 1 284 florins 4 gros pour 17 hommes d'armes et 1 archer de la compagnie de M. de Montpensier, ayant demeuré 22 jours à Malaucène (f° 95) ; — 806 florins 8 gros pour 6 hommes d'armes et 17 archers de la compagnie de M. de Montpensier, ayant demeuré 12 jours à Vaison (f° 100) ; — 466 florins 8 gros pour une bande de gens à pied de M. de Villiers, au nombre de 400 hommes, ayant demeuré 1 jour à Saint-Sauveur ; — 32 florins 4 gros pour 40 aventuriers de la bande de M. de Carses, ayant demeuré 2 jours audit lieu ; — 200 florins pour 10 hommes à cheval de la compagnie du seigneur Mauro, ayant demeuré 4 jours audit lieu ; — 60 florins pour cent hommes à cheval de la compagnie du seigneur Francheseo Bernardin ayant séjourné deux jours audit lieu ; — 8 florins pour 100 hommes de la bande de M. de Serviers, ayant demeuré 1 jour audit lieu (f° 102). — Judicature de L'Isle : 100 florins ; — 19 400 florins 8 gros sont

dépensés par la ville de L'Isle : — 344 florins 4 gros pour le logement de la compagnie de M. Dacier, au nombre de 50 hommes d'armes et de 100 archers, ayant séjourné pendant 1 jour ; — 15,000 florins pour avoir logé les bandes italiennes du seigneur Jean Paulo, au nombre de 4,000 hommes et 600 chevaux, ayant demeuré pendant 8 jours ; — 2,680 florins 8 gros pour 200 cheveu-légers de la compagnie de M. de Termes, ayant séjourné pendant 8 jours ; — 69 florins 2 gros pour avoir fourni à Lagnes 1,063 écrevisses, 43 anguilles salées, 2 barils de sardines, 56 livres de fromage, 2,000 pains, 8 charges de vin ; — 58 florins pour avoir porté à l'étape de Caumont, pour la bande de M. de Maugiron et de M. Dacier, 800 pains, 7 barreaux de vin, 5 moutons, 1 bœuf, 25 livres de fromage, 15 quintaux 6 charges d'avoine, 12 livres de chandelles ; — 32 florins, 6 gros 12 deniers pour le logement de 300 hommes de pied de la bande du capitaine Guerre et 400 chevaux de l'artillerie ; — 334 florins pour 100 hommes d'armes écossais logés pendant 1 jour (f° 111). — La ville de Cavaillon a dépensé 333 florins 4 gros pour avoir logé la compagnie de M. de Nevers pendant 1 jour ; 300 florins pour avoir logé la compagnie du seigneur Jean Paulo pendant 9 jours ; 1,333 florins 4 gros pour avoir logé la compagnie du prince de Melphe pendant 4 jours ; 402 florins 3 gros pour le logement de 100 cheveu-légers de la compagnie de M. de Termes (f° 113). — La ville du Thor a dépensé : 1,333 florins 4 gros pour 200 cheveu-légers de la compagnie du seigneur Francesco Bernardin, ayant séjourné 4 jours ; 116 florins pour 35 hommes d'armes des Écossais logés pendant 1 jour ; 250 florins pour 100 cheveu-légers du seigneur Mauro, logés pendant 3 jours ; 250 florins pour la moitié de la bande du seigneur Francesco Bernardin, au nombre de 100 chevaux, logée pendant 3 jours ; 250 florins pour la moitié de la bande de M. de Termes, au nombre de 100 chevaux, logée pendant 3 jours (f° 116) ; — la ville de Châteauneuf de *Mosson Grand* a dépensé 1,875 florins pour avoir logé 10 enseignes d'italiens et la bande du seigneur Jean Paulo, au nombre de 4,000, pendant 1 jour ; 620 florins 4 gros pour vivres en pain, chair, vin, foin, avoine, fourrage fournis à la bande de M. de Montravel, à la bande de M. de Brissac, à la bande du capitaine Théodore et à la bande de M. de Nevers ; 250 florins pour la bande du seigneur Mauro, logée pendant 1 jour ; 93 florins 4 gros pour 25 hommes d'armes de la compagnie de M. de Nevers, logée pendant 1 jour (f° 118) ; — la ville de Caumont a dépensé : 666 florins 8 gros pour 800 chevaux de la bande de M. de Nevers, ayant logé pendant 1 jour et demi ; 966 florins 8 gros pour 160 chevaux de la compagnie de M. de Censac, ayant logé pendant 3 jours ; 666 florins 8 gros pour 700 chevaux, pour une dinée et 200 chevaux pour 1 jour, de la compagnie

du seigneur Mauro ; 601 florins 9 gros pour « mesnaige » que leur ont dérobé ladite gendarmerie au temps de ladite étape (f° 119). — La ville de Lagnes a dépensé : 166 florins 8 gros pour 100 cheveu-légers de la compagnie de M. de Censac, logée pendant 2 jours ; 100 florins pour 10 hommes d'armes et 20 archers de la compagnie de M. Dacier, logés pendant 1 jour ; 15 florins pour avoir logé la compagnie de M. de Crussol, au nombre de 50 hommes d'armes ; 833 florins 4 gros pour avoir logé pendant 1 jour la bande de M. de Mornin, au nombre de 2,000 hommes (f° 127). — Judicature de Valréas : la ville de Valréas a dépensé : 2,375 florins pour 22 hommes d'armes et 1 archer de la compagnie de M. d'Estampes, logée pendant 29 jours ; 61 florins pour 3 quintaux de fromage, 1 quintaux 37 livres de lard, enlevés par les gendarmes en les portant à Caumont (f° 134). — La ville de Bollène a dépensé : 30 florins pour dépenses faites au logis du Dauphin par certains gendarmes allant et venant ; 333 florins 4 gros pour 400 hommes à cheval de la compagnie de M. de Montravel ; 105 florins pour 20 hommes à cheval de la compagnie de M. de Montpensier, pour 1 jour ; 67 florins pour la dinée des tourriers de M. de Montpensier et pour vivres transportés à N.-D. des Plans ; 750 florins pour 60 gentils-hommes de la maison du roi, logés pendant 3 jours ; 460 florins pour 39 hommes d'armes et 60 archers de la compagnie de Montravel, au retour de Perpignan, qui ont logé pendant 2 jours ; 204 florins 6 gros pour la compagnie de M. Dacier, logée pendant 1 jour (f° 135). — La ville de Visan a dépensé : 63 florins pour 11 hommes de la compagnie de M. d'Estampes, logés pendant 29 jours ; 8 florins pour des dommages causés par des Gascons ; 5 florins pour 12 hommes de pied (f° 137). — La ville de Mornas a dépensé : 773 florins 4 gros pour 8 hommes d'armes, compris les archers de la compagnie de M. d'Estampes, logés pendant 29 jours ; 266 florins 8 gros pour 800 hommes de la garde de M. le Dauphin, logés pendant 1 jour (f° 138). — La ville de Sainte-Cécile a dépensé : 95 florins pour 5 hommes d'armes et 11 archers de la compagnie de M. d'Estampes, logés pendant 9 jours ; 23 florins 6 gros pour 900 pains, 3 charges de vin, 30 livres de fromages donnés à la compagnie de M. de Servières (f° 139). — La ville de La Palud a dépensé : 340 florins 8 gros pour 77 hommes à cheval et 18 hommes de pied de la compagnie des gentils-hommes du roi ; 15 florins pour 12 archers de la garde du roi, logés pendant 1 jour ; 27 florins 8 gros pour 46 hommes à cheval et 41 hommes à pied conduisant les pavillons du roi, logés pendant un repas ; 157 florins 6 gros pour 120 hommes à cheval de la compagnie de M. de Montravel, logés pendant 1 jour et demi ; 5 florins pour 6 hommes à cheval de M. d'Orléans (f° 141). — Dépenses pour passages de troupes à Grillon, Roussel, Rochegude,

Les Pilles, Aubres, Valouse, Eyroles, Bouchet, Richerenches, La Motte (f° 112). — État des dépenses supportées par le Comtat-Venaissin à l'occasion du passage et du séjour des compagnies de MM. La Mole, Meyrargues, Guille, chevalier de Buoux, et de M. de Sault, depuis 1544 jusqu'en 1552 (f°s 165-220). — État des dépenses fournies aux gens de guerre en l'année 1558 (f°s 221-266) etc.

C. 17. (Registre). — In-4°, 29 feuillets, papier.

1577. — Délibérations des États du Comtat. — Délibérations des représentants du clergé du Comtat-Venaissin sur les propositions faites dans l'assemblée des Trois-États du Comtat, du 24 mai 1577, au sujet de la répartition des tailles, de la reddition des comptes, du nombre de gens de guerre devant exister dans le pays ; de la conservation des statuts ; de l'établissement de deux greniers à sel pour l'approvisionnement de la province, le sel étant pris à Peccais et à Berre ; de l'exemption pour le pays des nouveaux péages établis tant dans la principauté d'Orange qu'ailleurs, demandant que les habitants du Comtat ne puissent être appelés hors de la province pour une somme moindre de 100 florins ; demandant qu'il soit défendu d'acheter les grains au-delà de la provision de la famille et que, dans chaque judicature, de Carpentras, de l'Isle et de Valréas, il soit nommé un homme probe et capable pour acheter des grains, de l'avoine et du foin au nom du pays et pour le conserver pour être distribués aux habitants en cas de besoin (f° 1-5). — Propositions faites aux États du pays par Siffrein Guillermin, docteur ès-droits, procureur général des trois États, dans l'assemblée du 24 mai 1577 : le pays doit remercier Dieu de ne pas l'avoir laissé « *abandonner es rebellions et en ses perverses et reprovées opinions de ceste prétendue nouvelle religion* » (f° 14) ; il doit reconnaître « *l'heur et la félicité que Dieu nous a fait par la protection, aide et faveur de Monseigneur Illustrissime et Révérendissime Cardinal de Bourbon, nostre légat, prince du sang estant tousjours auprès du Roy et pouvant intercéder beaucoup du bien pour le pays en ceste court* » (f° 14). — Le procureur général rappelle aux États tout ce qui a été fait par les élus depuis l'assemblée du mois d'avril 1563, ce qu'ils ont à faire pour payer les dettes du pays et pour rétablir l'union entre les communautés (f° 16). — Réponse des représentants du clergé aux propositions du procureur général (f° 16). — Réponse des vassaux qu'ils n'ont jamais été appelés aux cotisations et qu'ils ne sont point tenus aux tailles et aux impositions (f° 17). — Réponse de « Messieurs du Tiers État » votant une taille de 10,000 écus pour les dettes du pays et pour subvenir aux frais de la guerre défensive et offensive « comme il sera ad-

visé par les supérieurs de l'Estate » (f° 17). — Ratification par les États des obligations prises par les communautés au sujet des deniers (f° 18). — Continuation par les États des comptes des comptes (f° 19). — Délibérations des États concernant l'observation des statuts, libertés et privilèges (f° 22) ; la réforme desdits statuts et des abus qui se commettent dans l'administration de la justice (f° 23). — Les impositions sur le sel et la prohibition très préjudiciable aux habitants du Comtat de ne pouvoir se servir du sel de Berre « qui est beaucoup à meilleur compte que le sel de Peccais » (f° 41). — Les nouveaux péages établis dans la principauté d'Orange (f° 26) ; — le déboisement des bois et des forêts (f° 27) — l'exécution de la bulle du pape Pie V, ordonnant l'expulsion et « l'extermination » des juifs (f° 30) ; — la défense de faire des magasins de blé hors du Comtat et de n'en acheter que pour la provision de l'année (f° 33) ; — la main levée et institution des biens donnés par feu l'écuyer Castillon au sieur Raymond Melhuret, vicaire général du Comtat et à ses fils (f° 35), etc.

C. 18. (Registre). — In-4°, 18 feuillets, papier.

1578. — Délibérations des États du Comtat. — Nomination des représentants du clergé, vassaux, consuls et députés des communautés du Comtat-Venaissin ayant assisté aux États tenus à Carpentras le 30 novembre 1578 (f° 1). — Délibérations prises par les trois États sur les propositions par Siffrein Guillermin, procureur général (f° 4). — Ratification par les États du traité de paix passé à Nîmes entre le cardinal d'Armagnac, légat d'Avignon, de l'avis et consentement du sieur Montagut, général de la guerre pour le Pape et du recteur du Comtat « avec ceux de la dicte religion prétendue réformée de ce pays, leurs alliez, confédérés et associez du Languedoc, Dauphiné et Provence » (f° 11). — Exposition du procureur général des États que « pour ce que soit faite la restitution « des lieux de Menerbe et Lilles entre les mains des ministres de Nostre Saint Père, suivant les promesses faites « auxdits de la dite religion prétendue, fault avoir et trouver grandes sommes de deniers » il est urgent que les États avisent à trouver ces sommes. — Délibération du Tiers-État de demander au Pape de fournir une partie des sommes demandées et de le supplier, en cas de refus, d'y faire contribuer les deux autres États (f° 6). — Demande du procureur général aux États de payer la somme de 18 ou 20,000 écus empruntée et payée pour la guerre. — Délibérations : des représentants du clergé de vérifier ces dettes et impositions payées par les vassaux regrettant les pertes et dommages du pays dont ils ont senti et sentent une bonne part et s'en remettant, pour le

paiement, à ceux que cela touche; des représentants des communautés prescrivant de faire une répartition des dépenses et fournitures faites par les communes depuis l'an 1550 et d'imposer des tailles pour le paiement des dettes contractées (f° 7). — Exposition faite par le procureur général que, « pour l'entreprise du camp de Ménerbes et durant icelluy et après pour les forts y dressés et maintenus par Monseigneur le Recteur, le seigneur Dominique Grimaldi, pour serrer et bloquer ceux qui sont encores dedans », il s'est fait de grandes dépenses, auxquelles le pays devra contribuer pour un sixain et demande aux États d'aviser aux moyens de payer cette somme. — Délibérations des États représentant la noblesse exposant « que hors de l'entreprise contre Menerbe, « Sa Sainteté y entra pour ung tiers et le roi pour le reste, tout ainsy qu'il en fust convenu avec M. le maréchal de Retz, « gouverneur en Provence, et que le pays ne adhéra à ladite « entreprinse sinon sous l'espérance de ne desbourser qu'un « sixain, tellement que desmorant aux mêmes termes, ils se « promettent que Sa Sainteté ne les voudroit charger de plus « que pour hors et que si le Roy n'a forny ce qu'il avoit promis, Sa dite Sainteté les voudra prendre pour elle » (f° 8). — Délibération des États de supplier le cardinal d'Armagnac de maintenir le pays en ses anciennes libertés et privilèges (f° 10). — Délibération des États au sujet du sel, qui revient à un si grand prix aux habitants du pays » et qu'on leur interdit de prendre ailleurs que dans les greniers d'Avignon et de Mornas (f° 11). — Délégation des États à Messieurs de Caderousse et Velleron pour remercier en leur nom le cardinal d'Armagnac de la protection qu'il accorde au pays, « le suppliant vouloir estre tousjours bon protecteur dudit pays envers Nostre Saint Père et Sa Majesté, luy offrant leurs cœurs, vies et biens » (f° 11). — Remerciements adressés par les représentants des vassaux et des communautés au recteur « pour avoir si longtemps et si fidèlement gardé les forts de Ménerbes et monstéré par effaict grande amitié et affection au service de Dieu, de Nostre Saint Père et du pays » (f° 12). — Délibération des États de supplier le Pape et le cardinal d'Armagnac, que puisque un traité de paix est accordé à ceux de la religion prétendue réformée, leurs biens soient rendus à ceux « que nous appellons recatholizés » (f° 13). — Délibération des États au sujet des obligations à passer pour les sommes prêtées pour le recouvrement de Ménerbes (f° 15), etc.

C. 19. (Registre.) — In-f°, 208 feuillets, papier.

1581-1583 Délibérations des États du Comtat — Délibération du Tiers-État et nomination de délégués pour

réclamer que les représentants du clergé et les vassaux contribuent, comme par le passé, chacun pour sa cote, au paiement des dettes faites pour la conservation de tout l'État, s'élevant à 80,000 écus environ, et que toutes les terres et biens qui ne sont en taille contribuent audit paiement (2 août 1581, f° 1). — Protestation des communautés de Bédouin, Bonnieux, Caderousse, Mormoiron, Oppède, Villes, Caromb, qu'elles ne veulent point contribuer à l'emprunt de 12,000 écus fait pour le recouvrement du lieu de Cairanne (f° 3). — Délibération des États de rembourser aux communautés de Sérignan, d'Aubignan, de Sarrians et de Lagnes les dépenses faites par les compagnies à cheval de M. de Tavannes, ayant logé auxdits lieux, venant de France et allant en Provence pour le recouvrement de Tallart (f° 4). — Procuration donnée par Rostang de Calart, seigneur de Caderousse, Thomas des Astouauds, seigneur de Velleron, élus des vassaux du Comtat; Charles de Saint-Sixt, seigneur de Sarrians; Eymard de Vassadel, seigneur de Vacqueyras; Jacques Sadolet, seigneur de Blauvac; François de Vincent, seigneur de Savoillan; Gaspard de Castronovo, co-seigneur de Velleron et seigneur d'Entraigues; Truffemont des Raymonds, seigneur de Durban; Allemand de Choizellet, seigneur de Roaix; François de Raxi, seigneur de Flassan; Pierre Guyon, recteur du collège du Roure d'Avignon, pour la baronnie de Richerenches; Christophe de Luquet, procureur du baron de Barri, seigneur de Puyméras; Jean du Ser, procureur d'Antoine de La Falèche, co-seigneur de Lagnes; Honoré Agard, procureur de Pierre de Girards, seigneur d'Aubres, comme vassaux du Comtat, en faveur de Gilles Benoit, docteur en droits d'Avignon, pour assister, en leur nom, à l'ouverture des archives du pays (25 août 1581, f° 6). — Exposition faite par le recteur aux élus qu'en vertu d'un traité passé avec M. le duc du Maine, pour la restitution des Piles, le sieur de Lesdiguières demande au pays 10,000 livres, et qu'aussi le duc du Maine a écrit au cardinal, l'informant qu'il a promis 1,000 écus à Blacon pour lever le péage qu'il a imposé sur le Rhône. — Délibération des élus, déclarant qu'un procès est intenté aux deux États du clergé et des vassaux, pour les faire contribuer aux frais de la guerre et que, si la somme de 2,000 écus est accordée, ces deux États doivent y contribuer pour leur part (9 octobre 1581, f° 18). — Délibération des élus sur la réclamation des colonels Pompée Catilina, Ludovico Manazi et Corsini des arrérages des « capsoldes », tant pour eux que pour les autres colonels et capitaines (f° 19). — Délibérations des élus : sur la demande du colonel Ludovico Manari étant en garnison aux lieux de Ménerbes, Cabrières et La Tour de Sabran, en paiement de « fastigaiges » de ses soldats (f° 21); — sur une demande en exemption de la taille de la communauté de Caumont, vu « les ruines que le fleuve

de Durance a apportées et journellement apporte audit lieu de Caulmons et son terroir, emporte et mange jusques à la quantité de huitz centz sommées cinq exminées et demie de terre » (10 octobre 1581, f° 25). — Supplique adressée au cardinal d'Armagnac, co-légat, par les représentants des communautés, au sujet de l'établissement d'une taille de 20,000 écus, de la sortie des grains qu'il défend (f° 25). — Supplique adressée audit co-légat, pour le prier d'intercéder près de M. le duc du Maine, pour que le lieu de Tulette soit démantelé et ouvert pour obvier au mal et danger pouvant venir dudit lieu (f° 25). — Supplique audit co-légat, pour que les élus et officiers du pays, consuls, syndics et députés des communautés allant par les villes et lieux du Comtat pour les affaires du pays et des communes ne soient point molestés en leurs personnes (f° 25). — Ordonnance du cardinal d'Armagnac, co-légat d'Avignon, portant que les communautés pourront payer leurs dettes en grains au taux de 16 florins et demi la saumée pour le bon blé annone délivré sur les lieux ; 15 florins et demi la saumée, le blé commun et marchand (16 octobre 1581, f° 27). — Comptes rendus par noble Antoine Rostagni, trésorier du pays, portant parmi les recettes ; 1,069 florins, 9 gros, 13 deniers pour reliquat de la taille de 11,000 florins pour le recouvrement de Ménerbes ; 200 florins pour le prix d'une certaine quantité de foin que le pays avait à Oppède et qui fut vendue au colonel Ludovic Manari, gouverneur de Ménerbes ; 1,200 écus sol valant 6,000 florins pour l'emprunt fait pour la composition et le recouvrement du lieu de Cairanne ; — parmi les dépenses : 1,247 florins 9 sous à la commune de L'Isle, pour la dépense de 60 chevaux des troupes de M. le vicomte de Tavannes ; 1,367 florins 1 sou 12 deniers à la commune de Sainte-Géode, pour fourrages extraordinaires de foin et d'avoine à quelques salades de la cavalerie légère ; 9,860 florins pour fastigaiges et capasolde des capitaines et soldats, tant de pied que de cheval (f° 28). — Sommation du sieur Antoine Monterentio, commissaire-général au fait de la guerre au pays du Comtat, aux représentants des communautés pour être payé des sommes à lui dues depuis le 16 mars 1578 jusques à la fin du siège de Ménerbes (20 novembre 1581, f° 30). — Délibération des élus d'envoyer le sieur Quintin Taisson à Cavaillon, sur l'avis des consuls dudit lieu que le sieur Jean Vincentio Vitelli, gouverneur-général pour la guerre, remplaçant le sieur Malvezi, doit arriver en cette ville accompagné de 120 chevaux et environ 300 hommes de pied, et que « la costume est que venant un général nouveau entrant au pays, ledit pays le desfrie avec a compagnie jusques à ce qu'il soit au lieu ou il doit « fère sa résidence » (7 décembre 1581, f° 32). — Rôle des vassaux présents aux assemblées des élus : M. Jacques Sacrat, évêque de Carpentras ; Rostan Cadard, seigneur de Cades-

cousse, baron du Thor ; Hugues des Avenards, seigneur de Vellefran, fils de l'avenard, baron de Lezard, seigneur de Vénopier et de Métray, député ; Jacques de Rostagni, seigneur de Carpentras ; Louis de Lencelle, seigneur de Fontaine, procureur de M. le duc de Brailhan, pour les communes et places qu'il tient au Comtat ; Jacques Seguin, seigneur de Blauvac ; Jean Guiramand, seigneur d'Entrechaux ; Louis de Savary, seigneur de Cantelept, François de Vignerot, sieur de Savallon, François de Cavaillon, ardent de Valan, oncle et procureur de l'abbé de Valençay, seigneur de Fontenay, François d'Orléans, seigneur de Fontaine, Henri de Rovillasse, seigneur du Barroux ; Gilles de Fontaine, seigneur de Caderousse ; Heleyne des Isnards, seigneur de la Roche-Henri ; Jeanne de Lapis, seigneur de la Roche-Henri. — Députation faite, par le corps des vassaux, de M. de Caderousse au Pape, pour défendre leurs droits dans le procès qu'ils ont contre ceux du Tiers-Etat (février 1582, f° 37). — Acquit par le sieur Gaudiberti, notaire, consul de Malaucène, à noble Antoine Rostagni, trésorier-général du pays, de 200 florins pour remboursement de pareille somme que le VIII^e avait fournie pour le recouvrement de Cairanne (2 avril 1582, f° 47). — Acquit par le colonel Pompe Catilina, de 240 écus sol 28 sous 8 deniers, pour le rapable de ses soldates pour sa quote-part de 1,400 écus aux colonels et capitaines délégués pour la garde du pays (20 avril 1582, f° 47). — Relation faite aux États, par Sébastien de Seguin, sieur de la Roche, disant avoir été envoyé à Grenoble par M. le duc du Maine, pour le supplier de comprendre le pays dans l'édit de pacification (20 avril 1582, f° 50). — Assemblée des Trois États du Comtat-Venaissin au Pont de Salettes, le 10 mai 1582, par mandement du cardinal d'Armagnac et du duc du Comtat (1582). — Délibérations des États : de remercier le Pape de sa sollicitude pour le pays ; — de supplier Sa Sainteté de soulager le pays des garnisons de cavalerie ou d'une partie au moins ; — de supplier Sa Sainteté d'exempter le pays des fournitures de foin et d'avoine et autres fastigaiges en argent, et de ne lui imposer que le logement seulement ; — de réformer, augmenter ou supprimer les taxes du pays ; — de faire observer et punir les peines des pays peccés ; — Délibération des États de supplier le cardinal de ne pas empêcher qu'on ne chassât artilles à Avignon contre les habitants du Comtat pour une somme arrentée de 100 écus, — qu'ils ne passent être arrêtés et emprisonnés audit Avignon, s'ils ne sont expressément sommés aux contributions des comtes d'Avignon (f° 69). — Supplique des États au co-légat, demandant que nul ne puisse être enlevé ni débaillé militaire public avant avoir été payé, — qu'il ne soit fils de gens de bien, de « bon vie, conversation loyale, sans crime exminé et mis en « mariage suivant l'estat » — Rôle du co-légat approu-

avant cette supplique (f° 70). — Supplique des États au sujet de l'exécution de l'article 24, de l'accord passé entre les catholiques et ceux de la religion prétendue réformée, au sujet des procès intervenants entre ceux de l'une et l'autre religion (f° 73). — Délibération des États sur le déboisement des montagnes, et sur le gast et dépopulation des bois et montagnes qui sont esté faicts pour le passé et se continuent pour ce que en plusieurs aultres assemblées d'Estats précédentes a esté conclud de défendre et prohiber ladicte dépopulation revenant au grand domaige de tout le pays, advise-
ront Messieurs de ladicte assemblée de renover les précédentes conclusions et adviser et ordonner que l'observation d'icelle se fasse (f° 75). — Supplique des États demandant de renouveler la défense par tout le territoire du Comtat, de ne chasser les pigeons aux filets et à l'arquebuse que plus près de cinq cents pas du pigeonier, et de ne chasser aux pendrix et aux cailles, au chien ou au sifflet, depuis le Carême prenant jusques à la Madeleine et que les blés soient coupés; rescrit conforme du co-légat (f° 78). — Délibération des États demandant l'exécution du règlement qui interdit aux gardes de ville de prendre le titre de gouverneurs (f° 79). — Nomination par les vassaux du Comtat, de Thomas de Passis, chevalier de l'ordre du roi, seigneur d'Aubignan et Loriol, comme leur élu (f° 80). — Délibérations des États : sur la demande de la communauté de Lagnes, d'être remboursée des dépenses par elle faites pour le passage de la compagnie de M. le vicomte de Tavannes (5 juillet 1583, f° 94); — sur une demande en paiement de la dépense faite par MM. de Cadrousse, d'Aubignan et de Velleron, mandataires du pays, chez le sieur Jacques Dubois, hôte du logis des Deux Faucons à Avignon (6 juillet 1582, f° 95). — Approbation par les élus du pays du projet de construction d'un fort à Ménerbes pour plus facilement et avec moindre nombre de soldats icelluy garder (23 juillet 1582, f° 96). — Délibérations des élus : au sujet du logement de la compagnie du sieur Francesco Périfaldo (18 octobre 1582, f° 98); — au sujet du fort à construire à Ménerbes (f° 100); — sur la demande en remboursement de dépenses faites par les communautés de Sérignan, d'Aubignan et autres pour les fournitures faites aux troupes de M. de Tavannes (19 octobre 1582, f° 101); — sur la demande de la communauté d'Entreechaux, exposant « qu'ilz sont esté surprins par les huguenotz entrans et venans par le chasteau, lesquelz les ont saccagés et ruynés tout à plat et si leur ont bruslé et déchiré toutz ses papiers et mesmes les parcelles des contributions et dépenses par eulx faites durant la guerre » (f° 101); — au sujet des journées et vacations demandées par l'avocat de la ville de Carpentras et M. Curty, avant l'entrée aux derniers États tenus au Pont de Sorgues (28 octobre 1582, f° 107); — sur la plainte faite par ceux de

Mazan, ann d'être déchargés de la compagnie de cavalerie (f° 119). — Acquit par la commune de Villes pour une somme de 100 florins par elle dépensée pour le recouvrement de Cairanne (9 février 1583, f° 124). — Assemblée des élus à Avignon sur l'ordre et mandement du cardinal d'Armagnac, au sujet de la garde des villes et lieux du Comtat-Venaissin, auxquels il est exposé par l'évêque de Toulon, lieutenant-général du cardinal d'Armagnac, « qu'il avait heu advertissement de plusieurs seigneurs des provinces circonvoysines et mesmes de Sa Majesté que les ennemis huguenotz ne cessoient de entreprendre sur cest estat, se fesantz entendre d'avoir intelligence sur plusieurs des principales villes dudiet estat en intention d'en surprendre une ou plusieurs sans hy espargner aucune chose de leurs moyens et que mon dict seigneur en avoit de particuliers avis » (11 mars 1583, f° 128). — Le cardinal d'Armagnac ajoute qu'il « s'estoit faict entendre que les huguenotz entreprenoient de redresser la guerre sur le pais et Contat et qu'ilz avoient intelligence sur Bollène, Caderousse, Mornas et Veyson, et d'autre cousté ung nommé Jehan de Lambesc machinoit quelque traison par intelligence que lesdits huguenotz disent avoir sur Ménerbe, Venasque et Baulme, et que en la ville d'Uzès s'estoit commencé quelque insolence en l'église » (f° 129). — Délibération des élus déclarant « qu'il est très bon et très expédiant et nécessaire de se bien garder tant de nuit que de jour et mesmes attendu que a faulte de bonne garde sont esté surprins certains lieux de cest estat comme Ménerbes, Camaret, Entreechaux, Cayrane et autres »; ils décident de supplier le cardinal d'Armagnac et le recteur, de faire garder tous les lieux par les soldats et les habitants du pays (f° 132). — Délibérations des élus : sur l'enrôlement de gens d'armes tant à cheval qu'à pied, pour la défense du pays (f° 132); — sur les fastigages demandés par le colonel Ludovico Manari, étant à Ménerbe (f° 132); — sur les abus commis par les Juifs, tant du Comtat que d'Avignon (f° 133); — sur le logement de la compagnie de cavalerie du seigneur Périfaldo (f° 134); — sur la construction du fort de Ménerbe (f° 134); — sur la demande faite par la commune de Robion et la requête de la commune de Venasque, demandant d'être déchargée des soldats qui y séjournent (f° 140). — Examen des comptes du pays rendus par noble Antoine Rostagni, trésorier-général (23 avril 1583, f° 149). — Délibérations des élus : sur le recouvrement des tailles (f° 158); — sur la demande de la communauté du Beaucet, d'être déchargée de soldats qui tiennent garnison au château, « disant ne pouvoir plus supporter telle charge » (f° 160). — Assemblée des vassaux du Comtat-Venaissin (22 juillet 1583, f° 164). — Délibération desdits vassaux au sujet : des tailles (f° 165); — de la députation à envoyer à Rome (f° 166); — sur la réforme des statuts du pays

(^o 167) ; — sur le titre de gouverneur que s'attribuent les commandants des villes pour en tirer salaire (^o 169) ; — sur la garde des châteaux (^o 169) ; — sur le prix du blé (^o 171) ; — Délibérations des élus du pays : sur la réforme des statuts (^o 175) ; — sur le rachat réclamé par le colonel Brun, commandant de Ménétré (^o 178) ; — sur les arrérages des pensions dues à Jacques de Gardane, docteur, d'Avignon (^o 185) ; — sur les étrennes demandées par les gens du cardinal d'Armagnac au pays (^o 189) ; — sur les demandes en exemption de tailles par diverses communautés du pays ; — sur le remboursement des dettes, etc.

G. 30. — Registre. — In-4, 16 feuillets parier.

1594. — Délibérations des États du Comtat. — Délibérations des États Généraux du Comtat-Venaissin convoqués dans la salle haute de la Rectorie pour le 25 mai 1594. — Discours d'ouverture desdits États prononcé par Esprit Allemand, docteur ès droits, seigneur de Châteauneuf-Redortier et procureur général du pays (^o 1). — Licencie du cardinal Aquaviva, légat d'Avignon, pour l'assemblée desdits États (^o 3). — Proposition du procureur général aux États de supplier le Pape et le Légat de les conserver pour ses sujets et de les placer sous sa protection et délibération conforme des représentants du clergé, des vassaux et du Tiers-État (^o 4). — Proposition du procureur général pour poursuivre la confirmation des nouveaux statuts du pays à Rome et délibérations des représentants du clergé de confier au légat le soin de ladite confirmation, des vassaux demandant d'étudier lesdits statuts avant de se prononcer et des représentants du Tiers-État confiant aux élus du pays le soin d'obtenir cette confirmation. Rescrit du cardinal légat approuvant lesdites délibérations (2 juin 1594, ^o 4). — Délibérations des États : au sujet : des cartels dressés à Avignon contre les habitants du Comtat et demandant qu'ils ne puissent être décernés si ce n'est contre ceux qui se trouveront expressément obligés et nommés aux obligations (^o 5) ; — des causes de discussions générales des biens des gens du Comtat et assis dans le pays et demandant qu'elles ne puissent être commencées à Avignon (^o 6) ; — des autorisations des tailles et demandant qu'elles soient données par le recteur (^o 8) ; — du règlement fait aux États de 1577 sur les insinuations de donations faites entre vifs et demandant que toutes donations excédant 100 florins, qu'elles soient mutuelles ou réciproques ou faites au contrat de mariage, soient nulles si elles ne sont insinuées (^o 9) ; — des procès criminels et demandant que ceux qui seront déclarés innocents soient relaxés sans dépens, avec dommages et intérêts contre leurs

accusateurs (^o 9) ; — de l'administration du pays, exposant que, d'après les statuts, privilèges et coutumes anciennes, il est spécifié que chaque paroisse, ville ou bourg, pourvue de magistrats suffisants et de littérature, doctrine, probité et mœurs telles qu'il conviendrait à ceux qui doivent gouverner et défendre tout ce qui est personnel aux habitants de ladite paroisse ou ville ou bourg, qu'il faut pour le doctorat en une Université (^o 12). — Délibérations des États au sujet des « excessives despenses lesquelles le général et particulier du pays ont supporté et sont contrainctz supporter encores tant aux affaires négociâulx que sur tant de marchandises et habits désordonnez de toutes sortes de gens », demandant au légat d'interposer son autorité (^o 16). — Délibération au sujet du salaire des élus. Les vassaux exposent que « d'autant que se fait une infinité de despense superflue et non nécessaire pour le trop grand nombre des esleuz des Troys Estats », il leur semble utile de ne députer qu'un chef et deux adjoints de chaque état, « lesquelz seront nommez respectivement chascun de leur dict estat ; et des dictz deux adjoints, l'ung résidera en Avignon et l'autre à Carpentras ou aux environs ». Les représentants du Tiers-État exposent « que de tout temps depuis que ce pays est réuni au Saint Siège Apostolique, les affaires de l'estat sont esté conduitz » et gouvernez par mesme et plus grand nombre d'esleuz que « sont aujourd'uy que par ce moyen le pays est toujours conservé très-fidèlement à l'obéissance de ce Saint Siège Apostolique et que leur administration a esté très-faible et bonne. Messieurs du Tiers Etat qui ne désirent rien plus » que l'universel bien du pays désirent par mesme moyen « retrancher les despens du pays en tant que leur est possible, mais non pas le nombre de leurs calculz pour le congnoistre et juger très important, très utile et très nécessaire à tout l'estat, lequel nombre, des à présent et en tout temps » de besoing conferment et approuvent de nouveau, souz le « mesme pouvoir qu'il a eu tousjours par cy-devant. » — Proposition de ne payer aux dits élus que la dépense qu'ils feront au logis et pour tout louage de chevaux, 12 sous par jour et seulement pour les vacations qu'ils feront à Avignon, à Orange et à huit lieues autour de Carpentras. Chaque état devra fournir la dépense de ses élus. Le Tiers-État ne voulant plus fournir pour le premier et le second Etat (^o 14). — Délibération au sujet de la dépense à faire pour les procureurs, trésorier et secrétaire général du pays et de tous ceux ayant charges générales ; avis des représentants du clergé que le procureur général ait pour toutes prétentions et vacations une somme de 100 deniers et 4 francs par jour de déplacement, que le trésorier reçoive 80 deniers et un franc par jour de déplacement et que le secrétaire ait 50 deniers et un franc par jour de déplacement ; avis des vassaux que le procureur reçoive

80 écus de 60 écus pièce, chaque année, et 4 livres tournois pour chaque vacation hors de sa maison pour les affaires du pays, que le trésorier reçoive semblable somme de 80 écus et un écu par jour de déplacement, que le secrétaire reçoive 60 écus et un écu par jour de déplacement; — avis des représentants du Tiers-État de donner 90 écus de 60 sous pièce au procureur et 4 livres par vacation, 80 écus au secrétaire, « d'autant qu'une grande partie de la peyne desdictes affaires de l'État tombe sur luy et qu'il en prend autant de travail que les deux autres ensemble à écrire » (f° 15). — Délibération des États au sujet de la surtaxe des marchandises, soie, laine, lin, cuirs et autres marchandises. Les représentants du clergé déclarent que « semble fort à propos que les marchandises que sont trop chères soient taxées et le prix d'icelles abaissé à proportions de celles qui sont à bon marché ». Les vassaux « trouvent bon de rabaisser le prix de toutes marchandises et autres choses qui sont trop hautes, à la proportion de celles qui sont à bon compte ». Les représentants du Tiers-État déclarent que « pour remédier à ces désordres, il est bon de supplier de fere tel règlement que toutes choses soient ordonnées et réglées, mesmes les journées des travailleurs » (f° 17). — Délibérations des États : sur la superfluité et désordre des habits « qui apporte grande despence, émulation et appauvrissement des maisons » (f° 18); — au sujet du transport des blés (f° 19); — au sujet des papiers et documents du pays et portant qu'au bout de chaque année, les papiers soient remis sous inventaire dans un livre et « rangés dans les archives dudict pays qui sont dans la maison de ville de Carpentras, desquels ledict secretaire a la clef » (f° 20); — au sujet du déboisement des montagnes et suppliant le légat de « fere défendre, sous grandes peynes, la dépopulation et essars des montagnes pour le grandissime dégast et ruine que cela aporte au plat pays. Les dicts seigneurs vassaux supplient très humblement mon dict seigneur illustrissime légat vouloir ordonner peynes grosses contre les contrevenantz et députer sur ce commissaires pour l'exécution d'icelles, attendu que s'il n'y est promptement pourvu, le plat pays s'en va en ruine » (f° 21); — au sujet de la chasse suppliant le légat de défendre « de ne chasser aux pigeons soit aux filletz ny autrement en quelque sorte de chasse ou instrumentz que ce soit partout le terroir de ce pays, soyt aussy desfendu ne chasser la perdrix à la tonne, à la granade, au peirol, au feu, à la las-ade, à l'appel et à l'appariade » (f° 21); — au sujet du syndicat et demandant que tous juges, magistrats, élus consuls, procureurs, trésoriers, secrétaires et autres exerçant charges publiques fassent leur syndicat et ne puissent être reçus à un autre office ou construire le leur au bout de trois ans, s'ils ne sont déclarés non coupables par le recteur (f° 22); — au

sujet des monnaies et de la suppression de la monnaie de Carpentras, qui n'a point de cours hors du pays. Le Tiers-État supplie le légat de faire frapper monnaie bonne et telle qu'elle ne puisse être refusée des voisins et que les bons sous et autre monnaie bonne des provinces voisines soit reçue à Avignon et par tout le pays (f° 22); — au sujet des Chartreux, Cèlestins et Jésuites et de tous ceux qui prétendent être exempts des charges et tailles générales et particulières et demandant qu'ils soient astreints au paiement desdites charges et qu'on y joigne les commandeurs de Malte, les ordres mendiants et autres (f° 23); — au sujet de la tenue des États Généraux du pays « et d'autant que l'assemblée générale des Estats est tant nécessaire pour la réformation de toute chose publique et retranchement des abus, adviseront Messieurs de supplier mondict Illustrissime Seigneur pour fere que telle asssemblée se face une fois, tous les ans, au lendemain de Quasimodo ». Les représentants du clergé demandent que ces assemblées aient lieu tous les trois ans, les vassaux tous les ans, et ceux du Tiers-État demandent que les États Généraux se tiennent de deux en deux ans et plus tôt si cela est possible (f° 23). — Représentations particulières des évêques au nom du clergé au sujet : des dépenses; — des délibérations prises par les élus qui devront être signées par un élu de chaque État, sous peine de nullité; — de la réparation des églises ruinées par les huguenots; — des portions congrues et de la fourniture des habits et ornements nécessaires; — des dîmes des agneaux, des olives, du safran, du chanvre; — du maintien des privilèges et franchises des ecclésiastiques (f° 26). — Représentations faites par les barons et feudataires au sujet : des abus commis par les avocats et notaires tant civils que criminels; — des discussions générales de biens; — des cotisations dues par certaines communautés; — de la comptabilité du trésorier qui devrait être annuelle; — des abus commis par les commissaires députés à l'estime du dommage fait par les armées étrangères ayant passé par le pays; — de la députation des personnes qu'il sera nécessaire d'employer pour les affaires du pays; — des emprunts faits par le pays; — de l'exaction des tailles (f° 29). — Remontrances et requêtes des gentilshommes et communautés du Tiers-État au sujet des dépenses qu'ils ont supportées depuis fort longtemps et que « le général dudict pays estoit obligé de supporter »; des dépenses de plus de 100,000 écus supportées pour les vivres, munitions et fournitures faites par ledit Tiers-État, tant au camp devant Entraigues, qu'à Malaucène et qu'ailleurs; — de la nomination et du paiement des élus; — des dépenses faites pour les commandements et gardes des châteaux (f° 33), etc.

C. 21. (Registre.) — In-f°, 191 feuillets, papier.

1595-1596. — Délibérations des États du Comtat. — Liste des élus des trois États du pays : les évêques de Carpentras, de Cavaillon et de Vaison pour le clergé ; Rostan Cadard d'Ancézune, chevalier de l'ordre du Roi, baron du Thor, seigneur de Caderousse et autres places, François d'Orléans, seigneur de Bédoin, adjoint à M. de Caderousse, pour les vassaux ; les deux premiers consuls de Carpentras, le premier consul de l'Isle, le premier consul de Valréas, le premier consul de Cavaillon, le premier consul de Pernes, le premier consul de Bollène, pour le Tiers-État (1). — Assemblée des élus des États (2 mai 1595) et délibérations des dits élus : approuvant l'accord passé entre le pays du Comté Venaissin et les sieurs Thomas et Étienne Reyer, de Carpentras, pour une somme de 4,000 écus payés au duc de Lesdiguières (2 mai 1595, f° 2) ; — au sujet de l'arrivée de Jean-François Aldobrandini, venant d'Espagne à Marseille, et d'une députation à lui envoyer pour assurer Sa Sainteté de l'obéissance du pays ; députation de M. de Blauvac (5 mai 1595, f° 10) ; — au sujet des assemblées et réglant que, pour éviter les pertes de temps, soit par les élus ordinaires, soit par ceux qui ont des affaires au pays, les élus tiendront bureau deux fois la semaine, dans la salle de la maison de ville, tous les samedis et jeudis, après-dîner, de une heure à cinq, pour y traiter les affaires venues à leur connaissance (22 mai 1595, f° 13). — Assemblée des élus du Tiers-État (29 mai 1594) et délibérations : au sujet des poursuites pour la séparation des biens féodaux, des biens allodiaux des vassaux ; du refus des membres du clergé de contribuer aux dépenses des tailles imposées pour le paiement de la contribution à M. de Lesdiguières (f° 16) ; — au sujet de la poursuite intentée contre la ville d'Avignon, pour la faire contribuer aux dépenses de la guerre (f° 18) ; — au sujet des représentations à faire au légat, sur la demande des consuls de Valréas, pour que les Italiens mariés et habitant Valréas paient le capage comme les autres habitants (28 mai 1595, f° 18). — Assemblée des élus des trois États (29 mai 1595, f° 19), et délibérations : pour la députation de M. de Blauvac, vers le duc d'Épernon, en Provence, pour lui représenter les traités faits pour assurer le repos du pays (f° 19) ; — pour l'imposition d'une taille de 8,000 écus, pour les dettes du pays (29 mai 1595, f° 21) ; — pour la dépense à faire pour le voyage de M. de Blauvac, vers le duc d'Épernon, et au sujet d'un ordre du légat portant que, pour ce voyage, la ville d'Avignon devra fournir un homme à cheval (3 juin 1595, f° 21) ; — au sujet du logement des compagnies de cheval légers du capitaine Grotfredi, à Valréas et à Vaison (30 juin 1595, f° 28). — Délibéra-

tion de prier l'évêque de Carpentras, qui se trouve à Rome, de demander que les représailles ne soient établies que par le Roi même, que la contribution que le pays fait aux Espagnols soit abolie, et copies de lettres adressées à ce sujet à l'évêque de Carpentras et au cardinal Aldobrandini (6 juin 1595, f° 36). — Mémoires remis aux sieurs de Bédoin et à Anthelion, députés, près de M. de Lesdiguières (f° 33). — Règlement sur le logement de la cavalerie aux lieux de Valréas, Vaison, Bollène, La Palud, Saintes-Cécile, Caranne, Baston, Vaison, Villedieu, Sablet, Séguret, Sarrians (12 juillet 1595, f° 40). — Lettre des élus des États au cardinal Aldobrandini, en faveur de l'avocat fiscal de Sa Sainteté, dans le Comtat Venaissin (26 juillet 1595, f° 43). — Imposition d'une taille pour payer les 5,000 écus que le pays doit à M. de Galille (5 août 1595, f° 52). — Assemblée générale des élus des trois États (7 septembre 1595, f° 5) et délibérations : au sujet des pouvoirs à accorder à l'assemblée ordinaire des élus et décidant que les élus ordinaires signeront les dépenses et parcelles présentées à l'assemblée générale et qu'ils signeront seulement en leur assemblée, qui se tiendra deux fois par semaine, le lundi et le jeudi après dîner (7 septembre 1595, f° 57) ; — au sujet du passage du duc d'Épernon par le Comtat (7 septembre 1595, f° 58) ; — portant que les élus ordinaires et le procureur du pays ne pourront recevoir l'intimation d'aucune ordonnance ou commandement fait au préjudice des privilèges et coutumes du pays sans l'assemblée générale (8 septembre 1595, f° 62). — Passage du duc d'Épernon, le 22 septembre 1595, au Pont de Sorgues, où il a logé avec environ 300 chevaux, le reste de ses troupes étant logé aux granges de « la Trévouse », de Gromelles et autres voisines, et à Saint-Sturpin et à Morières. « Lendemain matin sabmedy, le dic^t seigneur duc d'Épernon est parti pour aller coucher à Notre-Dame des Plans et lieux voisins, hors du Comtat, tirant le chemin de Lion » (f° 69). — Proposition faite aux élus des États par le cardinal d'Aquaviva, de demeurer la moitié de l'année à Carpentras et d'obtenir de Sa Sainteté que tous ses successeurs y seraient obligés et, en son absence, d'y mettre un vice-légat avec la même autorité que le vice-légat d'Avignon, pourvu que le pays fasse bâtir en ladite ville, un palais convenable, pour la construction duquel il ferait donner les maisons de la Rectorie et de la Trésorerie ; délibération des élus déclarant qu'ils ne peuvent se prononcer qu'après consultation de l'assemblée générale (5 octobre 1595, f° 80). — Passage du duc d'Épernon, venant du Dauphiné, et s'en retournant en Provence, par les routes de Vaison, Caranne, avec ses troupes, autres gens d'armes, les habitants de Carpentras, Mazan et Jonpierre, qui ils ont mis deux jours et demi, vivants à discrétion et faisant beaucoup de désordre, de là, ils se dirigent vers l'Île et Cavaillon, et le lendemain 14

octobre, ils passent la Durance à Malemort (f° 81). — Prescription, du mandement du Recteur et à l'instance de l'avocat général, à son de trompe et à haute voix, par tous les carrefours et lieux accoutumés de la présente ville « à tous les habitants de Carpentras de faire des feux de joie » pour la réception du roy de France (Henri III^e de nom) faicte par Notre Saint-Pere » (13 octobre 1595, f° 84). — Lettre des élus du pays à M. de Lesdiguières, au sujet du traité passé entre lui et les députés du pays pour les représailles (22 octobre 1594, f° 89). — Députation de M. de Caderousse et du seigneur de Bédouin, son adjoint, pour complimenter, au nom du pays, le duc de Guise, qui va lieutenant du Roi en Provence, qui arrivera vendredi prochain (9 novembre 1595, f° 100). — Délibération de ne députer, que le procureur du pays au devant du duc de Guise, pour faire les compliments nécessaires, lui représenter la situation du pays et « en tant qu'il pourra, éviter le passage de sa gendarmerie en icelluy. Et lors que le dict seigneur duc sera dans le pays ou à l'entrée d'icelluy, ou bien en Avignon, est conclud de luy présenter le pays et faire tout ce qui conviendra, si toutefois aussy Monseigneur le légat le trouvera bon » (9 novembre 1595, f° 101). — Lettres des élus des États : au sieur de Pillès, gentilhomme ordinaire de la chambre du Roy, mestre de camp de la cavalerie étrangère, lui demandant sa protection pour le pays (19 novembre 1595, f° 106) ; — au duc de Montmorency, connétable de France, pour accréditer ledit sieur de Pillès, comme mandataire (19 novembre 1595, f° 107) ; — au sieur Olivier Levesque, agent du pays à Rome, envoyant des lettres à l'évêque de Carpentras et au Pape, pour obtenir son autorisation de députer au Roi, pour faire cesser les dommages causés au pays par les huguenots (20 novembre 1595, f° 108) ; — à l'évêque de Carpentras sur le même sujet (19 novembre 1595, f° 108) ; — au Pape sur le même sujet (20 novembre 1595, f° 110). — Mémoire des trois États du Comté Venaissin au Pape, pour obtenir la cessation de la contribution que le pays fait au gouverneur, des représailles, des impositions et péages établis sur le pays et même sur la principauté d'Orange, pendant les troubles, la confirmation des lettres de naturalité, la cessation des arrestations et extraditions qui font les officiers du Roi des sujets du Saint-Siège, contre tout droit, « à la seule et moyndre plainte que fasse un huguenot » ; pour être déchargés des passages de gendarmerie, « et que soit ordonné par le Roy ne passer que quand sera de nécessité et avec le moins de foudres et despences que se pourra pour les grandes ruines que le pays en supporte » ; pour obtenir du Roi l'établissement d'un grenier à sel, tel que bon semblera au pays, pour son approvisionnement (20 novembre 1595, f° 112). — Délibération des élus des États au

sujet du passage du duc de Guise pour lui demander la révocation de la permission par lui donnée au sieur de Chabert, d'Orange, d'exercer les représailles contre la communauté de Camaret (1^{er} décembre 1595, f° 115). — Lettre des élus des États du Comtat à M. de Montbrun, au sujet des contraventions commises par les sujets du Pape et du Roi (1^{er} décembre 1595, f° 117). — Lettre du duc de Guise aux élus et procureur général des États, leur annonçant qu'il a révoqué les représailles accordées au sieur de Chabert, contre la communauté de Camaret (Riez, 13 décembre 1595, f° 122). — Révocation de la dite permission (Riez, 12 décembre 1595, f° 122). — Délibération des élus à la suite d'une lettre de M. de Pillès, les formant qu'il a parlé au Roi de faire cesser la contribution du pays, et qu'il l'a trouvé fort disposé à demander au légat l'autorisation de s'adresser au Roi pour cet objet (6 février 1596, f° 136). — Délibération des élus, « d'autant qu'il n'est raisonnable que les charges de l'État soient supportées par les ungs, et les autres qui en reçoivent les commodités en soyent affranchis », de faire un nouveau tarif pour l'exaction des tailles (6 février 1596, f° 139). — Démission de M. de la Roche Séguin de la charge de procureur du pays, ayant été nommé lieutenant général du recteur du Comtat (8 février 1596, f° 141). — Délibération des élus des États qu'au cas où le légat voudrait empêcher de faire l'assemblée nécessaire pour pourvoir à la charge du procureur du pays, ce qui serait déroger aux privilèges du pays, on devra en recourir à Sa Sainteté (8 février 1596, f° 142). — Mémoire des élus des États à Sa Sainteté, lui exposant la misère du pays, le suppliant de lui permettre au pays de députer au Roi, pour obtenir le déchargement de la contribution de 500 écus, par mois, que le pays fait au gouverneur d'Orange, d'être soulagé des menaces de représailles et des indignités que le pays souffre sous ce nom, la suppliant encore de décharger le pays de la dépense de la cavalerie (28 février 1596, f° 150). — Lettre des élus des États à M. de Pillès, gentilhomme ordinaire de la chambre du Roi et colonel de la cavalerie étrangère de France, lui mandant qu'il leur est défendu de lui adresser personnes ou mémoires jusqu'à la nomination d'un légat au Roi (5 mars 1596, f° 156). — Délibération des élus des États : au sujet du passage du duc d'Épernon, avec sa gendarmerie, s'en retournant en France (25 avril 1596, f° 160) ; — au sujet d'une déclaration du général des armées demandant que la provision d'avoine pour la cavalerie soit portée au pont de Sorgues et non à Avignon (29 avril, f° 163). — Procès verbaux : de vérification des territoires de Villes, et communautés limitrophes sur leur demande d'être exemptées d'une partie des tailles imposées au pays par suite « des impétueuses descentes des eaux venantz des montaignes voisines dépeuplées et ruinées par les essarts et

tailles qui s'y sont faitz » (11 avril 1596, f° 168) ; — des vérifications des territoires du Thor et surtout de la partie appelée le Trenten (23 janvier 1596, f° 178).

C. 22. (Registre.) — In-folio, 117 feuillets, papier.

1596-1597. — Délibérations des États du Comtat. — Assemblée des élus ordinaires des États à Carpentras, dans la maison de Pierre Viani, docteur en théologie et vicarie général de l'évêché : François d'Orléans, seigneur de Bédoin, élu des vassaux, Honoré de Bunis, docteur ès-droits, et noble Quentin de Blachety, consuls de Carpentras, premiers élus du Tiers-État, et Esprit Allemand, docteur ès-droits, seigneur de Châteauneuf, représentant le procureur général (7 mai 1596, f° 1). — Délibérations de l'Assemblée des élus : sur une lettre du cardinal Aquaviva, légat d'Avignon, les informant du passage de la gendarmerie du duc d'Épernon, retournant en France et décidant d'écrire aux trois judicatures pour les avertir de retirer des granges ce qui s'y trouvera, avec le moins de bruit et le plus modestement possible (7 mai 1596, f° 2) ; — au sujet du remplacement de M. de la Roche dans l'office du lieutenant du Recteur (9 mai 1596, f° 2) ; — au sujet de la levée de la taille pour la contribution à la guerre contre les huguenots (17 mai 1596, f° 5) ; — au sujet de la réunion des élus tous les lundis à sept heures du matin pour expédier les affaires ordinaires du pays (17 mai 1596, f° 6) ; — au sujet d'une lettre du légat d'Avignon, relative au passage des troupes du duc d'Épernon, et décidant d'envoyer le secrétaire des États à Avignon pour représenter au cardinal légat « les désordres et inconvénients, ravaiges et dommages qu'advieront au pays, si les troupes n'ont lieu de retraite pour loger et vivre, d'autant que, logeant à discrétion par les granges, et n'y treuvant de munitions ruyneront tout, tailleront les blés et fairont une infinité de ravaiges » (20 mai 1596, f° 71) ; — au sujet d'une lettre à adresser à M. de Lesdiguières, relativement à la contribution de 500 écus par mois pour l'entretien de la compagnie de M. de Blacons, réclamés par son fils, et copie de ladite lettre (24 mai 1596, f° 9) ; — au sujet du passage des troupes du duc d'Épernon (27 mai 1596, f° 11) ; — au sujet de la députation donnée au sieur Quentin, consul de Carpentras, pour se rendre près du duc d'Épernon à Rognac, pour lui représenter que, puisqu'il doit passer avec des troupes par le pays, il passe par les chemins les plus courts : la première couchée aux granges de Cavaillon ; la seconde, aux terroirs de Morières et de St-Saturnin et la troisième aux granges d'Orange, de Notre-Dame des Plans et de Mondragon (30 mai 1596, f° 12). — Compte des vivres fournis aux troupes du duc d'Épernon lors de leur passage à travers le Comtat-Venaissin, les 4, 5 et 6 juin 1596, f° 16). —

Délibérations de l'Assemblée générale des élus : au sujet des bruits de contagion à Grenoble et en Savoie (17 juin 1596, f° 18) ; — au sujet des instructions à donner à M. de Caderousse, allant vers le Roi, pour les affaires du pays, et au cardinal de Florence, allant comme légat du Pape à la cour de France (17 juin 1596, f° 19) ; — au sujet d'une somme de 500 écus de 60 sous pièce, à payer à M. de Caderousse, pour son voyage à la cour (18 juin 1596, f° 20) ; — au sujet de la demande de la communauté de Caumont, d'être déchargée des trois quarts des dix cens à laquelle elle a été contrainte dans la répartition des 40,000 écus pour les dettes du pays (20 juin 1596, f° 30) ; — au sujet de la somme à payer à chacun des élus, procureur, trésorier et secrétaire du pays, par jour qu'ils vaqueront pour les affaires du pays : 12 livres à chacun des évêques et à chacun de leurs vicaires, 10 livres à M. de Caderousse, par jour, attendu sa qualité, 6 livres à M. de Bédoin, élu adjoint pour les vassaux, 6 livres au premier consul de Carpentras (20 juin 1596, f° 34) ; — au sujet des expéditions des lettres patentes, faites aux parlements et cours de France et attribuant au roi ces mots : « Notre pays où noz subjectz du pays de la Comté Venaissin », et décidant de supplier le légat d'en écrire à Sa Majesté (21 juin 1596, f° 36) ; — au sujet des dommages que la Durance a causés au terroir de Caumont et de la nomination de commissaires pour les vérifier (21 juin 1596, f° 37) ; — au sujet d'une députation à envoyer vers l'archevêque d'Avignon, pour le féliciter de ce que Notre Saint-Père lui a donné le chapeau de cardinal (21 juin 1596, f° 39). — Au sujet d'une lettre de créance au Roi pour M. de Caderousse (22 juin 1596, f° 45). — Mémoire remis à M. de Caderousse, chevalier de l'Ordre du roi, député des trois États du Comté Venaissin, pour aller à la cour de France avec Monseigneur le cardinal de Florence, légat, pour traiter des affaires du pays (22 juin 1596, f° 46) ; — au sujet de la mort de l'évêque de Carpentras et d'une lettre à adresser au cardinal Aldobrandini (13 juillet 1596, f° 49) ; — au sujet de la prohibition faite de chasser aux terroirs de Bédoin, Crillon, Caromb, le Barroux, et d'une députation à faire au cardinal légat, pour lui rappeler les privilèges et libertés du pays (10 août 1596, f° 57). — Intimation faite au lieutenant du gouverneur d'Orange, de l'ordonnance du Roi, portant abolition de la contribution que le pays faisait au sieur de Blacon, à Orange et des représailles (22 août 1596, f° 60). — Relation, faite par M. de Caderousse, de tout ce qu'il a fait et négocié près du Roi, en qualité de député du pays (5 octobre 1596, f° 76). — Délibérations des États : d'envoyer au Pape pour la négociation de M. de Caderousse, auprès du Roi, d'envoyer à Sa Sainteté les copies de ses mémoires et des lettres qu'il a apportées afin de lui montrer l'état du pays et de le supplier de le décharger de la gendarmerie (5 octobre 1596, f° 76).

fo 77); — de supplier le cardinal-légat de pourvoir à la charge de lieutenant du Recteur, un originaire du Comtat ou d'Avignon, et pour trois ans (5 octobre 1596, fo 78); — au sujet de l'enregistrement des lettres royales, portant abolition de la contribution pour la guerre des huguenots et la cessation des représailles contre le pays (6 octobre 1596, fo 80); — au sujet de la contribution de guerre, payée par le Comtat Venaissin, au sieur de Blacons, gouverneur d'Orange (17 octobre 1596, fo 87). — Assemblée des élus des trois États à Avignon, « au logis de la Mulle », où M. de Caderousse est logé, et délibération desdits élus au sujet du départ du légat, et pour le charger de renouveler au Pape l'assurance de la fidélité du pays et de lui demander de soulager ledit pays de la gendarmerie; — demandant au légat de modérer, avant son départ, son mandement sur le transport du blé d'un lieu à un autre, et lui réclamant de fixer la quotité pour laquelle la ville d'Avignon doit contribuer aux dépenses de la trêve et de la cavalerie; — demandant de faire payer au sieur de Tulle, 750 écus de 60 sous pièce pour les dégâts par lui soufferts aux granges de la baronnie de Sérignan, au premier passage de M. le duc d'Épernon (7 novembre 1596, fo 89). — Accord entre les élus des États du pays et Antoine de Tulle, citoyen d'Avignon, l'un des anciens rentiers des granges de la baronnie de Sérignan, au sujet des dommages à lui causés par le passage des troupes du duc d'Épernon (8 novembre 1596, fo 92). — Mémoires remis par les élus des États, à l'évêque de Carpentras, pour être présentés au Pape, demandant que la ville d'Avignon et son archevêché contribuent, pour le passé et pour l'avenir, aux dépenses de la guerre et de la trêve; que la gendarmerie, et notamment les cheveau-légers et une partie de l'infanterie, soient retirés du pays; qu'il soit désigné une personne digne et capable, pour exercer les fonctions de lieutenant du Recteur (5 décembre 1596, fo 99). — Procès-verbal dressé par les délégués des élus des États des dégâts occasionnés dans la communauté de Caumont, par les inondations de la Durance, et des limites de ladite communauté (19 décembre 1596, fo 105). — Relation par le procureur du pays du voyage qu'il a fait à Grenoble, pour l'enregistrement des lettres royales sur l'abolition de la contribution de 500 écus par mois que faisait le pays à M. de Lesdiguières, suivant la trêve d'Orange, et sur la cessation des représailles (22 février 1597, fo 122). — Délibération des élus des États sur la requête à eux présentée par le sieur Alexandre Gavellin, seigneur de Beaulieu, et jadis des Piles, pour être remboursé des dommages et intérêts par lui soufferts au temps des dernières guerres, au château des Piles, pris par le capitaine Guitard, et rasé après la paix faite avec le duc du Maine, sur l'ordre des députés du pays, pour la conservation du repos de la province (24 février 1597, fo 126). — Mémoires adressés au

cardinal-légat, au sujet de l'entérinement par le Parlement de Grenoble des lettres royales sur l'abolition de la contribution payée par le pays et sur la cessation des représailles (14 avril 1597, fo 134). — Délibération des seigneurs vassaux qu'à l'avenir ils s'assureront de l'exécution de leurs délibérations antérieures (19 avril 1597, fo 140), etc.

C. 23. (Registre.) — In-folio, 154 feuillets, papier.

1597-1598. — Délibérations des États du Comtat — Liste des élus des trois États des évêques de Carpentras, de Cavaillon et de Vaison, pour le clergé; Rostang Cadard d'Ancézune, baron du Thor, seigneur de Caderousse et autres places François d'Orléans, seigneur de Bédoin, élu adjoint, pour les vassaux; les deux premiers consuls de Carpentras, le premier consul de L'Ile, le premier consul de Valréas, le premier consul de Cavaillon, le premier consul de Pernes et le premier consul de Bollène, pour le Tiers-État; Pierre André, docteur ès-droits, procureur général du pays et Chevalier, secrétaire général (fo 1). — Assemblée des élus ordinaires et procureur général du Comté Venaissin et délibérations: au sujet de la demande de la commune de Vénasque en remboursement des fournitures faites au commandant et aux soldats extraordinaires (8 mai 1597, fo 2); — au sujet de la reddition des comptes d'Antoine Rostagni, trésorier du pays (8 mai 1597, fo 2); — au sujet de la reddition des comptes de noble Quentin Taisson de Blachet, trésorier de la trêve, « le « sieur de Lesdiguières, en l'année mil cinq centz huicte « neuf, au commencement du mois de febvrier, vint du « Daulfiné avec ses troupes se jeter à main armée dans le « présent pays de la Comté Venaissin, ou il envahit plusieurs « places d'iceluy, se doubtant des plus grands progrès pour le « sourtir de la province et rechapier (aux despens du pays) les « places de Nostre Saint Père qu'il avoit occupées estant « treuvé très necessère chasser son ennemi plus tost avec l'ar- « gent qu'avec force, se faist tresve générale et de durée « entre noz supérieurs de ce temps là, et lui, et ce jusques « que la paix générale feust en France. Cependant et durant » le dict temps, oultre trente-cinq mille escus pour une foy » qui lui sont esté payés par le dict Comté pour le dict re- » couvrement des places, feust accordé (entre aultres articles) » que le dict pays du Comté payeroit, chascun moys, cinq- « centz escus à Monseigneur le duc de Montmorency, pair et « connétable de France, pour l'entretenement de la compa- « nie de chevaulx légiers du sieur de Blaçon, lors gouverneur » d'Orange » (14 octobre 1597, fo 7); — au sujet de la nouvelle que les huguenots veulent attaquer le pays et de l'envoi de MM. de Sobiras et Galteri à Avignon, pour recevoir les instructions nécessaires (20 mai 1597, fo 12). — Rapport fait

par les commissaires des États sur une demande en réduction de taille faite par la communauté de Buisson, pour les pluies et pour le débordement de l'Egues (2 juin 1597, f° 15). — Députation des sieurs de St-Didier et Galteri, pour se rendre près du chef des huguenots qui, au nombre de 1400 arquebusiers et quelques chevaux ont passé de Languedoc dans le Comté par le port de Codolet, se sont jetés sur les granges de Caderousse, pour aller en Dauphiné pour leur demander de vider le pays au plus tôt (15 juin 1597, f° 23). — Assemblée générale des élus des trois États (18 juin 1597, f° 23) et délibérations : approuvant ce qui a été fait depuis la dernière assemblée générale (f° 24); — au sujet de la poursuite devant le Parlement de Grenoble de l'entérinement des lettres du Roi, pour la cessation de représailles (18 juin 1597, f° 24); — au sujet de l'arrivée à Cavaillon d'Horace Capponi, évêque de Carpentras et députation de l'évêque de Vaison, de celle de Blauvac, des consuls de Carpentras et du procureur général du pays, pour aller le recevoir (18 juin 1597, f° 27). — Lettre du cardinal Aquaviva à François Bordini, vice-légat d'Avignon, au sujet de la contribution de la ville d'Avignon aux dépenses de la trêve et de la cavalerie, (24 mai 1597, f° 29). — Procès-verbal de l'entrée d'Horace Capponi, évêque de Carpentras, dans la dite ville (24 juin 1597, f° 31). — Lettre des élus des États au vice-légat d'Avignon, au sujet de la contribution de la dite ville aux dépenses de la trêve et de la cavalerie (7 juillet 1597, f° 34). — Délibérations : d'écrire à Sa Sainteté pour lui demander de réduire les deux compagnies de cheveu-légers en une seule de cinquante « maîtres » et de convertir celle qui sera licenciée en une compagnie de pied de cent hommes (8 juillet 1597, f° 38); — d'écrire à Sa Sainteté et au cardinal Aldobrandini et au légat, au sujet de la contribution de la ville d'Avignon à la trêve (8 juillet 1597, f° 41); — d'écrire à Sa Sainteté pour la supplier d'ordonner que les Jésuites paient la quotité des tailles, imposées sur les terres qu'ils ont acquises ou qu'ils acquerront, et pour lui demander de leur défendre de ne plus rien acquérir (8 juillet 1597, f° 42); — et de ne point leur permettre les unions des meilleurs bénéfices, tels que les prieurés de Pernes, de Visan, de Caderousse, de Blauvac, de Métamis et autres (8 juillet 1597, f° 42); — au sujet de la réparation du pont des Vaches (9 juillet 1597, f° 44); — au sujet de la confirmation du sieur Olivier Lévesque comme agent du pays, à Rome (8 juillet 1597, f° 45); — au sujet du départ de la cavalerie du pays (31 juillet 1597, f° 53); — au sujet d'une lettre du duc de Lesdiguières, se plaignant des courses que ceux de Berre font en Dauphiné, en passant et en repassant par le Comté Venaissin (25 août 1597, f° 60). — Délibération d'envoyer le secrétaire du pays à Berre, pour représenter au gouverneur les défenses que fait Son Altesse Sérénissime étant en Provence, à ceux de son parti de pas-

ser ou repasser dans les terres de Sa Sainteté pour attaquer ses ennemis (26 août 1597, f° 61). — Relation du voyage du secrétaire du pays près du sieur Alexandre Guérini, gouverneur de Berre (27 août 1597, f° 62). — Permission accordée par les élus pour le passage des troupes que le sieur de Maseran mène de Languedoc en Dauphiné au duc de Lesdiguières (27 août 1597, f° 64). — Assemblée générale des élus des trois États et procureur général du pays, et délibérations : au sujet de la peste existant à Grenoble, et pour ne laisser entrer aucun étranger sans bulletin (4 septembre 1597, f° 68; — au sujet de la demande faite par le pays au Roi par M. de Caderousse, pour avoir le sel pour la provision du pays, de telle saline que le pays voudra, et sur la réponse du Roi de prendre information de ses fermiers (4 septembre 1597, f° 69); — au sujet des exécutions pour les dettes des civils que font les courriers d'Avignon, aux jours de dimanche et de fêtes, au grand scandale du peuple (5 septembre 1597, f° 70); — sur l'instance à faire près de Sa Sainteté, du cardinal Aldobrandini et du cardinal Aquaviva, légat, pour que le pays soit dégagé d'une des compagnies de cheveu-légers, et pour que le pays ne soit tenu de ne fournir l'avoine qu'aux maîtres effectifs (5 septembre 1597, f° 70). — Délibérations : portant que les élus ordinaires et procureur des trois États, pourront faire les dépêches nécessaires sur les affaires traitées par les assemblées générales, et écrire les lettres les concernant, tant à Rome qu'en France et autre part, et qu'ils pourront traiter toutes les affaires qui n'auront pas grande importance (5 septembre 1597, f° 71); — pour la remise de tous les papiers du pays dans les archives, et pour que le secrétaire ne conserve que les papiers qui lui sont nécessaires (5 septembre 1597, f° 71); — au sujet des instructions à donner à M. de Pilles, en France, sur les lettres de naturalité et traite foraine et autres chefs contenus aux mémoires de M. de Caderousse (5 septembre 1597, f° 71); — au sujet du passage des troupes du sieur de Maseran, venant de Languedoc et allant en Dauphiné, au nombre de 300 hommes commandés par le sieur Veroti, et des menaces faites par ledit Maseran, cantonné aux granges de Camaret, de séjourner dans le Comtat, vu la mauvaise réception à lui faite à Caderousse et l'assassinat de deux de ses laquais (1597, f° 73). — Délibération d'envoyer le secrétaire du pays à Avignon (f° 73); relation des voyages dudit secrétaire à Avignon, à Camaret et à Violès, près du sieur de Maseran (13 septembre 1597, f° 73). — Députation par les élus des États du sieur Jean Argensi, pour aller publier par les villes et lieux de la judicature de Valréas, l'ordonnance du Recteur relative à la conservation de la santé, vu les nouvelles de la peste à Grenoble (11 septembre 1597, f° 77). — Délibération d'envoyer à Rome pour être déchargés d'une des deux compagnies de cavalerie, et pour l'affaire des

Jésuites (12 septembre 1597, f° 77). — Lettre des élus et procureur général des trois États, au cardinal-légat, le suppliant d'obtenir de Sa Sainteté, la réforme d'une des compagnies de cavalerie, et que les Jésuites d'Avignon aient à se contenter des bénéfices qu'ils ont, et qu'ils paient les tailles comme les autres (12 septembre 1597, f° 80). — Députation du sieur Pierre de Laffont, chirurgien, pour aller à Villes visiter un mort et des malades qui s'y trouvent, entre autres un soldat venant de l'armée du Dauphiné et soupçonné de contagion (18 septembre 1597, f° 82). — Mémoires adressés à M. de Pilles par les élus du pays, contenant des représentations au Roi de France, touchant les représailles, la trêve et la paix de Nîmes, les lettres de naturalité, le droit d'aubaine, la franchise de la traite foraine données par ses prédécesseurs pour la cessation de tous nouveaux péages, et pour que ceux du Comté qui ont offices et bénéfices dans les provinces du royaume, en puissent jouir sans empêchement, et pour qu'ils puissent faire porter les fruits des terres qu'ils ont dans le royaume sans payer les impositions (11 octobre 1597, f° 86). — Lettre de M. de Pilles, au sujet de ces mémoires (f° 88). — Lettre de élus du pays au cardinal Aldobrandini, concernant les difficultés que le pays a avec la ville d'Avignon, pour la contribution aux dépenses de guerre et pour le supplier de faire obtenir par Sa Sainteté les privilèges accordés par les Papes au pays (21 novembre 1597, f° 101). — Lettre au cardinal d'Aquaviva, légat d'Avignon, au même sujet (21 novembre 1597, f° 102). — Lettre des élus des États à M. de Pilles, l'informant de l'envoi des articles de la paix de Nîmes, des lettres de tous du Parlement de Grenoble, sur l'entérinement des lettres du Roi, pour la cessation des représailles, et d'une lettre de M. de Caderousse, pour lui faire rendre les lettres de naturalité (21 novembre 1597, f° 103). — Délibérations des élus des États : de demander au Recteur de se soumettre au syndicat, suivant le bref du pape Clément VIII, du 15 mai 1592, ordonnant que tous officiers du pays seront soumis audit syndicat en sortant de charge (29 janvier 1598, f° 108) ; — d'écrire à l'agent du pays, à Rome, au sujet de la nouvelle que les Jésuites sont assurés d'avoir le prieuré de Pernes, et lettre à ce sujet (29 janvier 1598, f° 109). — Lettre des élus du pays au cardinal Aquaviva, légat d'Avignon, au sujet du refus de M. de Valouze, de payer les arrérages de la taille, si on ne lui donne le titre de seigneur de Valouze, bien que la Chambre Apostolique n'ait pas voulu lui donner l'investiture de ladite terre, comme étant hérétique (29 janvier 1598, f° 110). — Lettre des élus des États au cardinal de St Georges, concernant la contribution de treize pour cent, que doit faire la ville d'Avignon, aux dépenses faites par le pays (31 janvier 1598, f° 111). — Lettre des élus des États au cardina-

Aquaviva, pour empêcher l'union du prieuré de Pernes aux Jésuites (31 janvier 1598, f° 112). — Procès-verbal de l'ouverture du bref du Pape conférant à Horace Capponi, évêque de Carpentras, les fonctions de Recteur du Comtat (14 février 1598, f° 114). — Rapport aux élus des États par M. de Pilles venant de la cour de France, contenant que les articles concernant la cessation des représailles seront vérifiés et observés par le Parlement de Grenoble, que les lettres de naturalité seront confirmées, que tous les nouveaux péages seront abolis et que les gens du Comtat pourront jouir des bénéfices ou offices qu'ils possèdent dans le royaume ; vote de remerciements à M. de Pilles pour tout ce qu'il a fait pour le pays (2 mars 1598, f° 119). — Délibérations des élus des États : concernant la réparation du pont des Vaches (5 mars 1598, f° 125) ; — portant qu'à l'arrivée des personnages venant pour gouverner le pays, au nom de Sa Sainteté, légats, vice-légats, général et recteur, le procureur se transportera auprès d'eux, pour les supplier de lui donner jour pour assembler les élus, pour entendre la publication de leurs brefs (5 mars 1598, f° 126) ; — portant résolution de poursuivre le syndicat de M. Leopardi, précédent recteur (6 mars 1598, f° 130). — Mandement d'Horace Capponi, recteur du Comtat, au sujet de la contagion (18 avril 1598, f° 142). — Lettres concédées par Jean-François Bordini au sieur Jacques Gaud, fils de Marcel, de Tavernes, en Provence, inventeur de trois outils agricoles, l'un pour labourer, l'autre pour épargner le charroi, le troisième, pour battre et fouler les grains, « à la façon de Provence, Languedoc et autres lieux », défendant de contrefaire les dits outils, pendant quinze ans, à peine de confiscation et de 100 écus d'amende (28 mars 1598, f° 147), etc.

C. 24. (Registre.) — In-f°, 106 feuillets, papier.

1599-1600. — Délibérations des États du Comtat. — Liste des élus des États : l'évêque de Carpentras, l'évêque de Cavaillon, l'évêque de Vaison pour le clergé ; Rostang Cadard d'Ancezone, seigneur et baron du Thor, Caderousse et autres places, et François d'Orléans, seigneur de Bedoin, adjoint, élus de la noblesse ; les deux premiers consuls de Carpentras, le premier consul de L'Ile, le premier consul de Valréas, le premier consul de Cavaillon, le premier consul de Pernes, le premier consul de Bollène, élus du Tiers-État, Pierre André, docteur ès droits, procureur général, Antoine Chevallier, secrétaire général, Antoine Rostagni, trésorier général. — Délibération des élus : sur l'avis de MM. les barons du Thor et de Châteauneuf, ambassadeurs du pays à Rome, que Sa Sainteté a député les cardinaux de Saint-Marcel et Borghèse en la cause du pays contre la ville d'Avignon et lettre de remerciement aux susdits ambassadeurs (6 mai 1599,

fo 1). — Lettres des élus des États aux cardinaux de Marcel et Borghèse au même sujet (22 juin 1599, fo 5). — Reddition de comptes de noble Antoine Rostagni, trésorier général du pays (22 juillet 1599, fo 12). — Délibérations des élus : au sujet du logement de la cavalerie aux lieux de Bonnieux, Oppède, Maubec, Lagnes, Robion, Saumane, le Thor, Châteauneuf, Monteux (22 juillet 1599, fo 18) ; — au sujet de l'ouverture d'une lettre du sieur César Brissio, agent du pays à Rome, par laquelle il informe les élus de l'heureuse issue du procès entre le pays et Avignon, de l'intention du Saint-Père, d'écrire au Roi pour faire avoir au peuple le sel qu'il désire ; de l'accord à intervenir avec les Jésuites pour l'établissement d'un collège à Carpentras, de chaperons à accorder aux consuls de Carpentras (16 août 1599, fo 19). — Assemblée des élus des États, au sujet du retour du président de Châteauneuf, l'un des ambassadeurs du pays à Rome et pour entendre le compte rendu de son ambassade (2 septembre 1599). — En ce qui concerne la contribution d'Avignon et de son archevêché aux dépenses de la trêve et pour l'entretien de la cavalerie, Sa Sainteté ordonne, par un bref au vice-légat, de faire contribuer non seulement Avignon, mais Pernes, Bédarrides et Châteauneuf (fo 21) ; — sur le fait de la seigneurie de Valouse, Sa Sainteté a fait écrire au vice-légat d'intimer au sieur de Valouse de se défaire de cette seigneurie et juridiction, ne voulant pas d'hérétique pour vassal (fo 21) ; — sur la demande d'être exonéré du don de 1,000 écus à chaque légat à son entrée en légation, Sa Sainteté a promis de soulager le pays d'une partie de cette redevance, lors de la nomination de nouveaux légats (fo 21) ; — sur la demande de révocation des unions faites aux Jésuites des meilleurs bénéfices, le fait a été traité avec le Père général et les Jésuites devront contribuer pour leurs biens ecclésiastiques avec le clergé et, pour les biens temporels, pour les dettes et tailles ; quant aux unions, Sa Sainteté est résolue de les conserver pour beaucoup de considérations (fo 22) ; sur la liberté de prendre du sel de Berre ou de Peccais, Sa Sainteté en a écrit au Roi de France (fo 22). — Députation du président de Châteauneuf pour présenter au vice-légat le bref contre la ville d'Avignon (2 septembre 1595, fo 22). — Vote par les élus des États d'une somme de 1,000 écus d'or, en or d'Italie, en faveur du président de Châteauneuf, ambassadeur à Rome en reconnaissance de la bonne issue de son ambassade, attendu « que c'est un coup d'État et la terminaison « entière d'ung différent qu'il a esté commencé depuis cent « ans ou environ et auquel jusques à présent ne s'estoit peu « mettre fin » (3 septembre 1599, fo 23). — Délibération de faire présent au baron du Thor, autre ambassadeur du pays à Rome, d'un bassin avec son bocal d'argent de la valeur de 150 écus de 60 sous pièce (21 septembre 1599, fo 24) ; — de faire un présent de deux chandeliers d'argent, de la valeur de

40 écus d'or d'Italie, au secrétaire du cardinal Aldobrandini (21 septembre 1599, fo 25). — de donner six tonneaux de vin de trois saumées pièce, au cardinal Aldobrandini, et aux autres quatre cardinaux de la congrégation, deux tonneaux à chacun (2 septembre 1599, fo 26). — Lettres des élus des États au cardinal Aldobrandini et à son secrétaire, pour le remerciement des bons offices rendus par eux au pays, lors de l'ambassade du baron du Thor et de M. de Châteauneuf (20 septembre 1599, fo 33). — Délibération des élus des États, d'adresser un mémoire à Sa Sainteté, contre le vice-légat sur sa déclaration au sujet du bief obtenu par le pays contre la ville d'Avignon (26 octobre 1599, fo 37). — Mémoire remis au baron d'Oyse, par les élus des trois États du Comté Venaissin, pour s'informer près du secrétaire du Roi au sujet de la confirmation des lettres de naturalité accordées au pays par le Roi, par l'entremise du baron de Caderousse (26 octobre 1599, fo 40). — Devis des réparations à faire au pont des Vaches (2 novembre 1599, fo 41). — Assemblée des élus des trois États dans laquelle le procureur général fait connaître que le vice-légat d'Avignon a rendu une sentence par laquelle la ville est condamnée à rembourser au pays sa part de fournitures faites pour la cavalerie et pour la trêve (4 janvier 1600, fo 4). — Délibérations : au sujet d'une requête adressée par la plus grande partie des avocats de la ville de Carpentras, demandant de supplier Sa Sainteté de pourvoir de personnes dignes, suffisantes et capables l'office de lieutenant du Recteur, faute de quoi tous les habitants de cet état se ruinent pour être contraints d'aller plaider à Avignon (4 janvier 1600, fo 47) ; — au sujet de la nomination des députés des trois États pour la vérification des dépenses faites par le pays, en l'année 1594, pour les égaliser sur chacun desdits États (7 janvier 1600, fo 53). — Délivrance de la construction du pont de St Saturnin lez-Avignon (14 janvier 1600, fo 60). — Délibération des élus des trois États, de donner au sieur Tulle, commis de M. Le Mercier, receveur des finances, la somme de 300 écus de 60 sous pièce, pour le droit de finance dû pour la confirmation des lettres de naturalité (5 février 1600, fo 74). — Députation par les élus, du procureur général et du secrétaire, pour aller à Cavaillon voir, au nom du pays, l'évêque d'Ancone, Charles Conti, nouveau vice-légat d'Avignon (18 mars 1600, fo 83). — Délibérations : de faire publier un monitoire par toutes les villes et lieux du pays, pour recouvrer les écritures du pays détenues par plusieurs personnes (22 mars 1600, fo 84) ; — au sujet des emprunts que les élus ordinaires ne pourront faire sans l'assentiment de l'assemblée générale (22 mars 1600, fo 84) ; — au sujet d'un don de 1400 écus de 60 sous pièce, à faire à M. de Caderousse, tant pour les dépenses en cour de France comme ambassadeur du pays, pour obtenir des lettres de naturalité,

que pour les autres dépenses de son voyage (22 mars 1600, f° 85). — Députation des auditeurs des comptes (23 mars 1600, f° 90). — Délibération des élus des trois États de se rendre à Avignon « pour congratuler et féliciter Monseigneur l'illustrissime évesque d'Ancone, vice-légat d'Avignon, arrivé dimanche dernier » (23 mars 1600, f° 91). — Assemblée, le même jour, des élus des États au Palais apostolique, pour souhaiter la bienvenue au vice-légat « dans la chambre joignant la salle de la Mirande. » — Assemblée des élus (24 mars 1600) dans le Palais apostolique « et chambre joignant la salle des légats », pour discuter les représentations et mémoires adressés au vice-légat (f° 92). — Résumé fait par les élus des États des privilèges accordés par les Papes aux habitants du Comté Venaissin, et contenant : que les habitants ne puissent être cités en instance hors du Comtat et de leurs juges ordinaires ; ledit privilège confirmé par Clément VI, Urbain V, Jean XXIII et Sixte IV ; que l'an 1500 et le XIV des calendes de janvier, le pape Jules II, ayant confirmé les privilèges accordés par ses prédécesseurs, a ordonné que le Comtat sera, à l'avenir, gouverné par un seul Recteur, député par le St-Père seulement, et que le gouvernement du Comtat sera entièrement distinct et séparé du gouvernement d'Avignon : que le même Recteur résidera à Carpentras, et qu'il créera et instituera tous les autres officiers du Comtat (f° 93). — Délibération des élus des États portant qu'à l'avenir on ne pourra donner aucune récompense ni faire aucun don à aucune personne pour services rendus ou à rendre au pays, et que lorsqu'on fera une députation pour affaires importantes, on traitera de la rétribution à accorder à celui qui en sera chargé (24 mars 1600, f° 96). — Compte de la dépense de M. de Caderousse, député des États à la cour de France, pour la poursuite des provisions obtenues du Roi en faveur du pays (f° 97). — Délibération des élus des États, d'envoyer une députation à Charles de Conti, vice-légat, pour le prier de révoquer, comme portant atteinte aux privilèges du pays, la criée faite de son mandement à tous juges, capitaines, viguiers, châtelains, bailes, consuls et syndics ; que, s'il survient des excès importants dans leurs villes et lieux, ils lui en donnent avis, et qu'ils lui signalent les étrangers habitants lesdites villes (24 avril 1600, f° 101). — Autorisation par l'assemblée générale des élus aux élus ordinaires, d'envoyer qui bon leur semblera à Paris, pour réclamer des lettres du Roi pour l'entérinement des lettres de naturalité aux parlements (26 avril 1600, f° 102), etc.

C. 1. (Registre). — In-4, 467 feuillets, papier.

1605-1631. — Livre des actes et contrats, concernant les affaires du pays du Comtat Venaissin. — Ratification par

les élus des États, de la vente d'une pension de 600 écus en faveur du sieur Nicolas de Tertulle, seigneur de Bagnols (16 janvier 1605, f° 2). — Achat du pays par Catherine de Thommassis, veuve en secondes noces de noble Jehan de Guilhermi, d'une pension annuelle de 102 écus sol de 60 sous pièce (30 novembre 1605, f° 10). — Quittance par Étienne Rostagni, trésorier général du pays, en faveur des fermiers de la ferme de sel du Dauphiné, pour une somme de 137 florins par eux payée (11 octobre 1606, f° 21). — Achat d'une pension de 60 écus à prendre sur le pays, par noble Antoine de Lopis, seigneur de Montmirail (3 avril 1607, f° 22). — Prix-fait passé entre les élus des États et le sieur Jacques Faret, tailleur de pierres d'Avignon, pour la confection de cinq armoiries sur pierre de St-Didier ; sur l'une, les armoiries du pape Paul V, avec la mitre et les deux clefs, de dix pans de hauteur, de largeur, à proportion et d'un pan et demi d'épaisseur ; sur les autres, les armoiries du cardinal de St-George, légat d'Avignon, « avec son chapeau et ses floetz, et la croix de légat », celles du cardinal Borghèse, celles de Pierre-François Montorio, évêque de Nicastro, vice-légat et gouverneur général en la légation d'Avignon, et celle du pays, de semblable longueur et largeur, lesquelles armoiries devront être, par ledit Faret, scellées à la tour des remparts de Carpentras dite la Tour d'Orange, en dehors, dans l'ordre suivant : celles du Pape, au dessus, celle du cardinal-légat, au dessous, du côté droit, celle du cardinal Borghèse, à main gauche au droit de celles du légat et au dessous, celles du vice-légat, à main droite, et celles du pays à main gauche devant celles du vice-légat. Le tout devra être terminé dans l'espace de trois mois, pour le prix de 400 florins (28 avril 1607, f° 32). — Achats : d'une pension annuelle de 65 écus sur le pays, par Antoine de Lopis, seigneur de Montmirail (16 juin 1607, f° 35) ; — d'une pension annuelle de 45 écus, 30 sous sur le pays, par Esprit de Botin (8 février 1608, f° 49) ; — d'une pension de 19 écus trente sous sur le pays, pour la chapelle de St-Claude, fondée en l'église de Notre-Dame des Prés de Carpentras (8 février 1608 f° 65). — Ratification par les élus des États de ventes de pensions sur le pays, en faveur du monastère Ste-Claire d'Avignon, d'Antoine de Lopis, seigneur de Montmirail, de l'Aumône générale de Marie de Merles, de Marie de Payan et d'Hercule Bastide (14 mars 1608, f° 76). — Vente par Laurent Mattenon et Vincent Palle, marchands de St-Étienne en Forez, aux élus du Tiers-État, du Comtat Venaissin, de 1100 arquebuses, 470 mousquets, du plus grand et plus long calibre et de la culasse la plus renforcée qu'il se pourra, 500 fers de piques, au prix de 18 écus de cinq florins pièce la douzaine d'arquebuses, 36 écus, chaque douzaine de mousquets, 4 francs et demi, chaque douzaine de fers de piques (12 octobre 1612, f° 97). — Achat d'une

pension annuelle de 26 écus sur le pays, par Jean de Patris, écuyer coseigneur de Vénasque et de Saint-Didier (23 avril 1613, f° 109). — Rachat d'une pension de 60 écus sur le pays, par François de Raphaëlis, sieur de la Roque (9 avril 1614, f° 125). — Prix-fait pardevant le marquis de Malatesta, « *général au fait des armes* » dans le Comté Venaissin, entre le pays et Hippolyte Jullini, sellier d'Avignon, pour la fourniture de 467 banderolles, couvertes de cuir de mouton rouge, pour les mousquets, et 1054 banderolles pour des arquebuses, achetés par le pays, au prix de 8 écus de 5 florins pièce, la douzaine (19 avril 1614, f° 130). — Achat d'une pension de 120 écus, sur le Tiers-État du Comtat-Venaissin, par messire Claude de Thézan, coseigneur de Vénasque (15 novembre 1614, f° 147). — Contrat d'association entre les sieurs Jérôme Bataillon, de Cavaillon, et Guillaume Mercier, du même lieu, pour la fourniture de l'avoine et pinatelle à fournir à la cavalerie italienne, en garnison dans le pays (14 août 1614, f° 169). — Estimation de deux pensions de 50 écus chacune, dues par le pays à Antoine de Lopis, seigneur de Montmirail, par François de Raymond de Modène, citoyen de Carpentras, conseiller du roi en ses conseils d'État et privé et gouverneur de Fougère (7 juin 1618, f° 186). — Quittance par Étienne Rostagni au sieur Antoine Biliotti, seigneur de la Garde-Paréol, d'une somme de 334 florins 1 sou 2 deniers pour la cote de la dite coseigneurie, somme versée par noble Torquat de Fortia, seigneur de Cayrol, citoyen d'Avignon, son beau-fils (28 mai 1619, f° 214). — Quittance d'une somme de 715 florins en faveur de Paul de Fortia, seigneur des Pilles, baron de Baumes, conseiller d'État et du roi, gouverneur de Berre, Château d'If et Isles de Marseille, pour la cote de sa seigneurie des Pilles (23 mai 1619, f° 217). — Achat d'une pension de 175 écus sur le pays, par Claude de Thézan, coseigneur de Vénasque et St-Didier, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi (17 août 1619, f° 218). — Autre achat par le même d'une pension de 120 écus sur le pays (12 février 1629, f° 267). — Quittance du trésorier du Comtat-Venaissin pour les communautés de Bédarrides, Châteauneuf-Calcernier, Entraigues (4 avril 1630, f° 315-324). — Achats : d'une pension sur le pays de 180 écus par André de Cappelis, de Pernes (17 avril 1630, f° 319) ; — d'une pension sur le pays de 12 écus par Jeanne de Bolbi (13 mai 1630, f° 342) ; — d'une pension de 72 écus, par Paul d'Allemand, seigneur de St-Amant (15 mai 1630, f° 354) ; — d'une pension de 30 écus sur le pays, par Louis de Benoît, docteur-ès-droits d'Avignon (28 mai 1630, f° 360) ; — d'une pension de 30 écus par André de Capellis (29 octobre 1631, f° 404).

C. 26. (Registre.) — In-f°, 58 feuillets, papier.

1617-1618. — Délibérations des États du Comtat. — Liste des élus des Trois États du Com-

tat : les évêques de Carpentras, de Cavaillon et de Vaison pour le clergé, Rostang d'Ancézune, seigneur et baron du Thor, Caderousse et autres places, pour les vassaux, les deux premiers consuls de Carpentras, le premier consul de l'Isle, le premier consul de Valréas, le premier consul de Pernes, le premier consul de Cavaillon, le premier consul de Bollène pour le tiers-état ; Alcibiade Verot, docteur-ès-droits, procureur général, Pierre Esbérard, secrétaire général, noble Étienne Rostagni, trésorier général. — Lettre des élus des États au cardinal Borghèse pour le remercier d'avoir intercédé à Rome pour la diminution de la garnison (9 mai 1617, f° 4). — Délibérations des élus des États au sujet de la foraine (10 juillet 1617, f° 13) ; — au sujet de la suppression de la compagnie de l'infanterie italienne du capitaine Francesco de la Tourre et d'une lettre à adresser à ce sujet au cardinal-légat (26 juillet 1617, f° 14) ; — au sujet d'une assignation du fermier général des droits forains et domaniaux du roi en Provence et en Languedoc, pour comparaître au conseil privé, et d'une députation à accorder à M. de Modène, « gentilhomme fort qualifié de ce pays, qui se treuve à la cour de France », pour le prier de prendre la défense des franchises et privilèges du pays, et au sieur Esbérard, secrétaire, pour assister ledit sieur de Modène (26 juillet 1617, f° 15) ; — d'adresser une lettre à M. de Luynes « le congratulant de sa bonne fortune et le priant de vouloir favoriser cest Estat de l'honneur de son crédit envers le Roy et messieurs du conseil » (26 juillet 1617, f° 15) ; — de payer au sieur Angelo Piani, agent du pays à Rome, 150 écus de 50 sous, pour ses peines (27 juillet 1617, f° 16) ; — au sujet de l'office de trésorier général qui devra se charger de recouvrer toutes les tailles imposées, et d'une demande de noble Étienne Rostagni d'un traitement annuel de 200 fr., vu ses nouvelles attributions (27 juillet 1617, f° 21) ; — au sujet de la désignation des lieux suivants pour la garnison de la cavalerie italienne, Caromb, Bedoin, Malemort, le Thor, Châteauneuf Messire-Giraud, Lami, Luynes, Montoux, Aubignan, Séguret (28 juillet 1617, f° 26). — Inventaire des pièces reçues par le sieur Esbérard, pour emporter dans son voyage à Paris pour le fait de la foraine : les lettres de Charles IX, celles d'Henri III sur le privilège de naturalité ; des copies des privilèges accordés par Louis XIII, les arrêts en parchemin de vérification de lettres patentes des rois Charles IX et Henri IV aux cours de Montpellier et d'Aix ; des arrêts du Parlement de Toulouse, du Parlement du Dauphiné et de la Chambre des Comptes de Provence (2 août 1617, f° 30). — Mémoires : du sieur Esbérard, secrétaire des États, au sujet du procès intenté au pays, par les fermiers de la foraine en Provence et en Languedoc (7 août 1617, f° 33) ; — à M. de Luynes (28 juillet 1617, f° 34). — Délibéra-

tion des élus des États sur la plainte de plusieurs marchands que les fermiers de la foraine exigent des habitants du pays, les droits de foraine, malgré les défenses faites par le Parlement de Provence et décident de nommer des délégués pour informer sur les dites exigences (1^{er} septembre 1618 f^o 45). — Note par le secrétaire général des États, de son retour de Paris, d'où il est parti le 31 mars 1618 pour arriver à Carpentras le 17 avril (f^o 47). — Mention de la mort de M. Verot, procureur général du pays, arrivée le 22 août 1618 (f^o 47), etc.

C. 27. (Registre.) — In-f^o, 395 feuillets, papier.

1633-1640 — Délibérations des États du Comtat. — Assemblée des vassaux du Comtat-Venaissin dans le grand réfectoire du couvent des Dominicains de Carpentras, composée de Jean-Vincent Cadard d'Ancézune, colonel de la cavalerie française, baron et seigneur du Thor, Caderousse et autres places, seigneur de Cabrières et coseigneur de Lagnes et de la Garde-Paréol, élu des vassaux ; Paul de Fortia, seigneur des Pilles, baron de Baumes et autres places, gouverneur du château d'If, Berre et Isles de Marseille, colonel de la cavalerie légère et étrangère en France, de Vénasque, de Thézan, de Causans ; MM. de Mazan, de Bédoin, de Crillon, de la Roque-Henri, de Vacqueyras, d'Aubignan, de Durban, de Lafare, de Caumont et autres, (12 janvier 1633, f^o 1). — Délibération : de la dite assemblée nommant Paul de Fortia, seigneur des Pilles, Baumes et autres places, pour député élu des vassaux, (13 janvier 1633, f^o 8) ; — au sujet d'une somme de 500 écus à envoyer au sieur de Propiac, député du pays, à Rome, (15 mars 1633, f^o 1). — Assemblée des élus des trois États et délibérations de ladite assemblée : au sujet d'une supplique à adresser au vice-légat pour faire cesser l'exaction qui se fait au terroir de Sorgues, dans le chemin public allant de Carpentras à la Traille (15 mars 1633, f^o 15) ; — au sujet d'un mémoire présenté de la part des Juifs, exposant qu'ils ne peuvent trouver acheteurs pour les biens qu'ils font saisir sur leurs débiteurs chrétiens et demandant de les détenir jusqu'à ce qu'ils aient trouvé acheteurs pour les leur remettre et aussi que les débiteurs chrétiens auxquels, en vertu des bulles des Papes, le serment est déferé sur le paiement des usures au-dessus de douze pour cent, aient à démontrer la dite usure non point par serment, mais par preuves suffisantes. — Délibérations des élus des États : de supplier le vice-légat de repousser cette requête et de faire observer les bulles du Pape en faveur des chrétiens (15 mars 1633, f^o 17) ; — au sujet de la nomination des auditeurs des comptes (16 mars 1633, f^o 22) ; — au sujet d'un article du bail à ferme de la foraine de Provence par lequel on a compris les habitants du Comtat dans la dite

foraine contre les privilèges et exemptions dudit pays (17 mars 1633, f^o 24) ; — au sujet d'une lettre adressée aux États par le cardinal Antoine Barberini, légat d'Avignon, leur affirmant, à son entrée en la dite légation, la bonne volonté qu'il a pour le bien du pays et des remerciements à lui adresser, (30 mars 1633, f^o 27) ; — au sujet d'une lettre à écrire à M. Joseph de Suarès, nommé à l'évêché de Vaison, étant à Rome, pour le supplier de favoriser le pays de son crédit pour les affaires dont M. de Propiac est chargé, (4 août 1663, f^o 38) ; — au sujet de la redevance de 1,100 écus que le vice-légat d'Avignon exige depuis quelques années du fermier du sel, au profit de la Chambre, (19 août 1633, f^o 45) ; — au sujet du logement de la cavalerie et de la désignation des lieux de garnison, qui sont : Vaison, Malaucène, Puyméras, Bollène, Camaret, Piolenc, Cavaillon, Faucon, Sérignan (19 août 1633, f^o 51) ; — au sujet du retour de MM. de Propiac et Galteri, députés à Rome et à Paris, pour les affaires du pays, le dit sieur Galteri marquant que le roi est parti pour la Lorraine avec le Conseil et Mgr le Nonce « depuis le seize de ce mois, et qu'on ne pense pas qu'il revienne jusqu'à la fin de novembre prochain ; éludées par ce moyen les affaires accrochées » (29 août 1633, f^o 52) ; — au sujet des lettres reçues de Rome en réponse à celles que le pays avait envoyées pour « complimenter Monseigneur Mazarini, auditeur général de Monseigneur le cardinal Anthoine, nostre « légat, et à Monseigneur Suarès, évêque de Vaison » (2 septembre 1633, f^o 53). — Assemblée ordinaire des élus des États parmi lesquels figurent : le sieur Villardi vicaire et official général du cardinal Bichi, évêque de Carpentras, élu ordinaire du clergé ; messire François de Tertulle, seigneur de La Roque-Henri, élu adjoint des vassaux, Jean et Mathieu de Beneditti, consuls de Carpentras, élus ordinaires du Tiers-État, et Sébastien de Raffélis, procureur général du pays (31 octobre 1633, f^o 54). — Délibérations de la dite assemblée : au sujet du rappel du sieur de Propiac, député du pays à Rome (18 décembre 1655, f^o 55) ; — au sujet du paiement de 20 florins au sieur Bramereau, imprimeur à Avignon, pour 200 exemplaires d'une requête concernant les exactions des tailles (18 décembre 1655, f^o 55) ; — au sujet de l'abolition des étrennes que les communautés donnaient aux seigneurs en leurs visites (19 février 1634, f^o 56) ; — au sujet d'une lettre du sieur Galteri, député du pays à la Cour de France, sur la foraine, et donnant avis d'un arrêt sur le point d'être rendu par lequel les habitants d'Avignon et Comtat-Venaissin, seraient exempts des droits forains et domaniaux pour les marchandises et denrées portées par terre de Provence et de Dauphiné audit Avignon et Comtat pour y être consommées seulement, comme aussi des denrées sortant dudit Avignon et Comtat pour être portées en Provence et Principauté

d'Orange, excepté pour Marseille, les marchandises portées par eau à Avignon et dans le Comtat devant payer les mêmes droits qu'auparavant ; protestation des élus contre cet arrêt comme préjudiciable aux arrêts précédemment obtenus, (19 février 1634, f° 57) ; — au sujet de la réponse envoyée par le Cardinal Bichi aux félicitations à lui adressées pour sa promotion au cardinalat et d'une lettre de M. des Pilles, élu de noblesse, annonçant qu'il a fait le compliment au nom du pays audit cardinal (13 mars 1634, f° 58) ; — au sujet de la vente du sel et des négociations pendantes à la cour de France pour cet objet (6 avril 1634, f° 59) ; — au sujet de la reddition des comptes de noble Cathelin Chaboty, trésorier général du pays du Comtat-Venaissin (8 avril 1634, f° 75) ; — au sujet de l'établissement d'un ordre et règlement perpétuel sur les journées des gens qui travaillent à la terre pour éviter tous les abus (27 avril 1634, f° 75) ; — au sujet de la nouvelle « très agréable que tout ce pays a receu que « Monseigneur Mazarin, cy-devant auditeur de Monseigneur « Éminentissime Cardinal Anthoine, nostre légat, ayt été « pourveu de la vice-légation d'Avignon, et sur les remer- « ciements et congratulations très affectueuses que le dict « pays doit rendre sur ce subject » (20 juin 1634, f° 84). — Enregistrement des lettres de provision d'Alexandre Pelicani comme gouverneur général au fait des armes à Avignon et dans le Comtat-Venaissin (1^{er} avril 1633, f° 85). — Députation de M. de la Roque, élu adjoint des vassaux, et du procureur général pour aller à la rencontre du cardinal Bichi revenant de la nonciature de France, (24 septembre 1634, f° 98) ; — des mêmes pour et au nom des trois États du pays aller à la rencontre de Monseigneur Mazarin venant vice-légat à Avignon (24 septembre 1634, f° 99). — Délibérations des élus des trois États : au sujet de la vérification des arrêts donnés au Conseil privé du Roi sur l'exemption de la traite foraine en faveur des habitants du pays (30 septembre 1633, f° 100) ; — au sujet du passage de 600 hommes à pied du régiment des gens du Roi descendants du Dauphiné pour aller en Provence, auxquels on assigne pour logements les lieux de Sorgues et d'Entraigues (12 octobre 1634, f° 10). — Assemblée à Avignon des représentants des trois États du pays pour faire le compliment à Jules Mazarin vice-légat d'Avignon, (21 octobre 1634, f° 102). — Compliment adressé au dit vice-légat, par les représentants des États réunis dans la maison du gouverneur général des armes où se trouvait le vice légat. « Ont fait le compliment et ont témoigné à mon dict seigneur illustrissime vice légat l'aise et le contentement que toute la province reçoit de son heureuse arrivée et deputation en la dite vice-légation » (23 octobre 1634, f° 103). — Compliment fait par les élus du pays au cardinal de Bichi sur son heureuse arrivée à Car-

pentras (23 novembre 1634). — Relation par M. de Propiac de tout ce qu'il a fait et négocié en cour de Rome, où il avoit été député pour les affaires du pays (23 novembre 1634, f° 106). — Commission au secrétaire des États du pays pour aller vérifier les arrêts obtenus pour l'exemption de la traite foraine et domineale en la Cour des Comptes de Dauphiné (23 novembre 1634, f° 106). — Députation du seigneur des Pilles, élu de la noblesse, pour et au nom des trois États du pays, aller à Avignon rendre les devoirs de la province (6 février 1635, f° 111). — Délibérations des élus des États : pour poursuivre en cour de Rome l'abolition de l'office d'archiviste d'Avignon, (22 avril 1634, f° 128) ; — au sujet de la capture et de l'emprisonnement d'un nommé Séguin détenu aux prisons d'Avignon, « accusé d'avoir commis tout « plein de larcins et voleries dans le terroir de Sablet et ses « environs, mesme qu'on dict estre le chef d'une bande de « voleurs », et demandant que, pour purger la province de semblables malfaiteurs et libertins, Séguin et ses complices soient exemplairement punis (22 avril 1635, f° 130) ; — pour l'observation des articles des États-Généraux de 1594, sur la chasse des pigeons des colombiers (22 avril 1635, f° 133) ; — pour que la chasse des perdrix et lièvres soit prohibée par tout le pays aux mois d'avril, mars et juin de chaque année sous grosses peines et pour que les criées faites en exécution des dits États-Généraux de 1524 pour la chasse de la perdrix, soient réitérées (22 avril 1635, f° 133) ; — pour l'observation des défenses faites au sujet de la dépopulation des bois et montagnes (22 avril 1635, f° 133) ; — au sujet du règlement publié de par le province-légat le 26 janvier 1635, concernant les quartiers réservés pour la chasse en certains lieux du territoire de Carpentras, Aubignan, Sarrians, Monteux et Lorient, pour une année seulement, et demandant que ce règlement soit observé jusqu'à une délibération contraire du pays (25 avril 1635, f° 137). — Délibération qui est défendu par tout le pays de chasser aux perdrix, à la lassade, à l'appel sive chanterelles, durant toute l'année, et aux lapins avec le furet, durant les mois d'avril, mai et juin, encore moins chasser à la tirette au temps des fruits, sous peine, outre la confiscation des armes ou instruments de chasse, de 4 écus pour la première fois, de 10 écus pour la seconde, et de 25 écus et du fouet pour la troisième (25 avril 1635, f° 137) ; — au sujet de la nomination d'un trésorier général du pays, en remplacement du sieur Catelin Chaboty, décédé (25 avril 1635, f° 138) ; — au sujet du passage par le pays de 600 chevaux de troupe du roi (7 juillet 1635, f° 142) ; — au sujet de la défense de la sortie des grains, attendu la mauvaise récolte de la présente année (8 août 1635, f° 149) ; — au sujet de l'agrandissement du quartier réservé pour la chasse depuis le pont de Serres, le long de la rivière de Lauzon jusqu'au pont

de Mazan et de là, tirant toujours le long de la dite rivière, jusqu'au valat de Bramefau, et du dit valat, le long des limites du terroir de Carpentras et de Mazan, et de là aux limites du terroir de Carpentras et de Mazan (18 août 1635, f° 153). — Assemblée des vassaux et feudataires du Comtat-Venaissin et état par judicature des vassaux ou de leurs représentants (28 janvier 1636, f° 157). — Délibérations : de la dite assemblée députant François de Berton, seigneur de Crillon et autres places et baron de St-Jean-de-Vassols, pour élu de la noblesse pour trois ans, « avec les honneurs, charge, pouvoir et prééminences accoustumées » ; élisant François d'Orléans, seigneur de Bédoin, pour élu adjoint, et Pierre-François Tonduti, seigneur de St-Léger, docteur ès-droits et avocat à Avignon, pour avocat et acteur du dit second état (28 janvier 1636, f° 163). — Assemblée ordinaire des élus des États et délibération au sujet de la députation de François de Berton, seigneur de Crillon et baron de St-Jean-de-Vassols, élu de la noblesse, à la rencontre, aux frontières du pays, de Jules Mazarin, nonce extraordinaire de Sa Sainteté en France et vice-légat d'Avignon, revenant de la cour de France (14 mars 1636, f° 165). — Assemblée des élus des trois États à Avignon, pour rendre les devoirs du pays à Jules Mazarin, vice-légat d'Avignon, à son retour de France (7 avril 1636, f° 139). — Procès-verbal de la réception des élus des États par Jules Mazarin et du compliment à lui rendu en corps par les élus du pays (8 avril 1636, f° 180). — Délibérations : au sujet de la demande faite aux élus par les marchands de l'Isle, en la cause qu'ils ont à dire pour la restitution des sommes exigées par les commis de la foraine sur leurs marchandises, malgré l'exemption de paiement des droits forains accordée au pays (21 avril 1636, f° 191) ; — au sujet des vacations et journées des élus du Tiers-État, qui seront payés, à l'avenir, à raison de 4 livres par jour (22 avril 1636, f° 200) ; — députant le sieur Jacques Courtois, sur l'avis donné par le vice-légat et le gouverneur des armes d'Avignon, qu'ils ont assigné le logement à Ste-Cécile à une compagnie de 50 chevaux du chevalier de Crillon des troupes du Roi (4 avril 1636, f° 200) ; — au sujet du logement de la cavalerie pour l'année 1637, au Thor, à Châteauneuf-Mousseu-Giraud l'Amy, Lagnes, Monteux, Aubignan, Séguret, Mazan, Baumes et Cairanne (29 août 1636, f° 208) ; — au sujet du droit de douane exigé à Tulette, St-Maurice et autres lieux du royaume enclavés dans le Comtat sur les marchandises, denrées et fruits (4 février 1637, f° 213) ; — au sujet de la confirmation de la réserve de la chasse dans les terroirs de Carpentras et lieux circonvoisins, et de la défense de chasser dans tout le pays pendant quatre mois de l'année (4 février 1637, f° 218) ; — au sujet des honneurs à rendre au cardinal Bichi le jour de son départ (6 février 1637, f° 220). — Mémoire et suppliques des élus des trois États

du pays, remis au cardinal Bichi allant à Rome, pour être présentés à Sa Sainteté et demandant : de procurer un prix certain pour le sel ; de faire déclarer qu'il ne soit permis aux Juifs de prendre aucuns arrentements de biens de chrétiens ; qu'en vertu de cessions, les dits Juifs ne puissent faire saisir au corps aucun chrétien débiteur ; qu'ils ne puissent jouir d'aucune exemption pour les dettes communes ; qu'ils n'aient point le privilège d'aller dormir chez eux, tous les soirs, lorsqu'ils se trouvent emprisonnés pour dettes ; que les sauf-conduits ne leur soient donnés qu'une fois l'an et pour un mois seulement, demandant la suppression de l'office d'archiviste ; demandant qu'il soit écrit au nonce en France pour obtenir la confirmation du privilège accordé aux gentilshommes du pays, par concordat du Saint-Siège avec le roi, pour l'exemption des tailles sur les fiefs nobles qu'ils possèdent dans le Dauphiné (6 février 1637, f° 221). — Délibérations des élus des États : au sujet de la publication par le vice-légat, à Avignon, d'un règlement sur la chasse et de la disposition des statuts, portant que les habitants du Comtat ne pourront être emprisonnés dans la dite ville comme étrangers (19 février 1637, f° 226). — Lettres des élus des trois États du Comtat : au cardinal-légat au sujet de la réserve de la chasse (1^{er} avril 1637, f° 232) ; — au cardinal Bichi sur le même objet (1^{er} avril 1637, f° 233) ; — au sujet de la nouvelle du décès de M. de Crillon, élu de la noblesse du pays, arrivée environ les deux heures du matin du présent jour (5 mai) ; — de la députation du procureur général pour aller à Pernes porter les compliments de condoléance du pays à Mme de Crillon, et de l'envoi de 24 torches de cire jaune avec autant d'armoiries du pays pour les funérailles (6 mai 1637, f° 237) ; — au sujet du coucher, dans les hôtelleries de Lisle, de 400 hommes de pied, du régiment du Dauphiné venant d'Apt pour aller à Mondragon (22 mai 1637, f° 241) ; — au sujet de la prochaine arrivée de Frédéric Sforza, nouveau vice-légat d'Avignon, et de Mgr de Kermans, recteur du Comtat (28 mai 1637, f° 250). — Procès-verbal du compliment fait par les représentants du pays en corps à Ludovic Sforza, nouveau vice-légat (16 juin 1637, f° 254) ; — au sujet des privilèges du pays, concernant les syndicats des juges, avocats, procureurs fiscaux et greffiers criminels (16 juin 1637, f° 256). — Délibérations des élus des États portant qu'à l'avenir, le pays ne mettra plus de flambeaux aux funérailles des élus de messieurs les vassaux, d'autant que les honneurs ne se rendent pas aux autres élus des deux autres États (16 juin 1637, f° 256) ; — au sujet de la nouvelle de la contagion dans la ville de Lyon et quelques villes de Bourgogne (9 juin 1637, f° 259) ; — décidant de faire toute espèce d'instances pour la révocation des lettres de tolérance accordées à Abraham de Monteux, juif, ses enfants et compagnons, par le cardinal camerlingue, pour

établir et continuer une banque de prêt sur gages aux chrétiens, à raison de dix-huit pour cent « et par ainsin les dictz « juifs possèdent aujourd'huy les joyaulx et choses plus précieuses des dictz chrétiens, dont il arrive que ce pauvre pays « est épuisé et appauvri par les excès des usures multipliées « des dictz juifs, lesquelles, jointes à la pauvreté de ces peuples « et les misérables récoltes des fruits continuées depuis plusieurs années, rendent nos maux toutz les jours plus pressés » (26 juillet 1637, f° 260) ; — au sujet du logement de la cavalerie à Mormoiron, Villedieu, Villes, Valréas, Visan, Grillon, Vaison, Malaucène et Puyméras (21 août 1637, f° 269) ; — au sujet de la prochaine arrivée de Son Éminence le cardinal Bichi et des honneurs à lui rendre (3 novembre 1637, f° 274). — Assemblée des vassaux et nomination de Louis de Seytres, seigneur de Caumont, comme élu de la noblesse (31 mars 1639, f° 302). — Déclaration des vassaux décidant qu'en cas de mort de l'élu de la noblesse, l'élu adjoint sera obligé de convoquer l'assemblée un mois après au plus tard, pour procéder à une nouvelle élection (11 avril 1639, f° 306). — Délibérations des élus des États : concernant la confirmation de la réserve et défense de la chasse (12 avril 1639, f° 312) ; — pour supplier le vice-légat de n'accorder aucun passage ni séjour aux Bohémiens dans le pays (12 avril 1639, f° 312) ; — au sujet du règlement sur le fait des injures et coups de poing, et demandant au vice-légat de déclarer qu'excepté les avocats gentilshommes ou en faisant la profession et notaires, toutes personnes soient comprises dans le règlement des injures, et quant au règlement des coups de poing, que les seules personnes de condition susdites en soient exemptées « et que nonobstant y aye effusion de sang ou meurtrissures « causées par les dictz coups de poings les délinquantz ne « puissent estre condamnés à aultres peines qu'à celles qui « sont contenues dans ledict règlement, ou seroit que par le « dire et deposition des tesmoins il appareust telles meurtrissures ou blessures fussent faictes avec les bastons, pierres ou aultres instrumentz que la main, auquel règlement « des coups de poings seront semblablement comprins les « susditz sieurs avocats, gentilshommes ou en faisant la profession et notaires, s'il escherra qu'ils donnent souffletz ou « coups de poings à hommes ou femmes d'inférieure condition à eulx » (12 avril 1639, f° 314). — Mention du départ du cardinal Bichi pour Rome (19 mai 1639, f° 315). — Délibérations des élus : pour députer le procureur général pour aller à Avignon porter les compliments des trois États à Frédéric Sforza, vice-légat, sur sa nomination de nonce extraordinaire en France, pour porter les draps bénits à Mgr le Dauphin (12 mai 1639, f° 316) ; — au sujet de la tolérance accordée à Abraham de Monteux et autres juifs du Comtat, de tenir banque et de prêter à dix-huit pour cent « d'où s'en suit

une ruine presque universelle dans le pays » (5 septembre 1639, f° 327) ; — au sujet du compliment fait par les élus en corps à Frédéric Sforza, vice-légat d'Avignon, à son retour de France (5 septembre 1639, f° 328) ; — au sujet de l'envoi au cardinal Bichi, à Rome, de deux tonneaux du meilleur vin, pour l'honneur que le pays reçoit d'être favorisé de sa protection, et d'un présent de vaisselle d'argent jusqu'à la somme de 200 écus de 60 sous pièce à Frédéric Sforza, vice-légat d'Avignon, pour les bienfaits dont il a comblé le pays lors de sa nomination en France et surtout pour la cessation de paiement des droits de douane à Saint Maurice, Tuilette et autres lieux (6 septembre 1639, f° 332). — Délibération des élus des États du pays au sujet de l'arrivée prochaine du Roi à Lyon (16 septembre 1639, f° 333). — Lettres : du sieur de Caumont au procureur général au sujet de l'arrivée du roi à Vigny (14 septembre 1639, f° 335) ; — des élus des États aux évêques de Cavaillon et de Vaison sur le même sujet (16 septembre 1639, f° 335). — Députation du sieur de Caumont, élu de la noblesse, et du sieur Galteri, procureur général du pays, pour aller rendre les devoirs du pays au roi arrivant à Lyon ou à Grenoble, au nom des trois États (19 septembre 1639, f° 336). — Lettres de créance des élus des États : au roi, arrivé à Grenoble (23 septembre 1639, f° 338) ; — au cardinal de Richelieu et au nonce en France (23 septembre 1639, f° 339). — Compte rendu par le sieur Galteri, procureur général des trois États, de son voyage à Grenoble vers le roi, avec M. de Caumont, délégué du pays (9 octobre 1639, f° 335). — Délibérations des élus des États : au sujet de la reddition des comptes du trésorier (29 mars 1640, f° 347) ; — au sujet du mal contagieux qui s'était déclaré à Cavaillon (14 avril 1640, f° 358) ; — pour supplier le vice-légat que les juifs ne puissent donner et prêter à gages à plus de sept pour cent (23 avril 1640, f° 362). — Députation du sieur de Montrou, consul de Bollène pour donner le logement à un régiment de 400 hommes s'en allant en Provence aux plaines de Châteauneuf-du-Pape pour les cavaliers, et à la grange de Lers pour les officiers (23 mai 1640, f° 373). — Désignation des lieux de L'Isle, Pernes, Maubec, Caromb, Bedoin, Malemort, le Thor, Châteauneuf et Lagnes, pour le logement de la cavalerie (17 août 1640, f° 384), etc.

C. 28. (Registre.) — In-f°, 1,129 feuillets, papier.

1640-1643. — Délibérations des États du Comtat. — Assemblée des élus ordinaires du pays (22 décembre 1640) et délibérations : au sujet des honneurs à rendre par les représentants du pays aux obsèques du sieur Firmin, secrétaire général du pays (22 décembre 1640, f° 2) ; — au sujet de la vente du sel (16 janvier 1641, f° 4) ; — au sujet de l'offre faite

par la communauté de Bédarrides de faire construire un pont dans le terroir, sur la Sorgue, pourvu que les habitants soient exempts des droits de péage exigés sur le pont de Sorgues (25 février 1641, f° 19) ; — au sujet d'une députation à envoyer complimenter M. de Grimaldi s'en allant nonce en France et désignation de M. de Caumont (19 avril 1641, f° 31) ; — au sujet du paiement des gardes placés le long du Rhône, pour empêcher d'entrer dans le Comtat, les gens du Languedoc où existe la contagion (22 avril 1641, f° 38) ; — au sujet de l'empêchement pour les habitants de Ste-Cécile de battre le tambour aux jours de réjouissances publiques (23 avril 1641, f° 45) ; — au sujet d'un arrêt rendu par le Parlement de Provence, le 28 novembre 1641, portant que toutes les marchandises, denrées et autres choses portées de Provence dans le Comtat ou du Comtat en Provence, par terre ou par eau, ne paieront aucun droit de traite foraine ou domaniale (16 décembre 1641, f° 66) ; — au sujet de la députation du sieur de Caumont, élu de la noblesse et du sieur Galteri, procureur général du pays pour aller complimenter le roi à Lyon (9 février 1642, f° 68). — Assemblée des vassaux et nomination de Paul de Fortia, seigneur des Piles, baron de Baumes et autres places, comme élu de la noblesse pour trois ans (31 mars 1642, f° 70). — Délibération de la dite assemblée des vassaux, déclarant qu'il ne pourra être admis dans l'assemblée, à la place de ceux qui ne pourront y assister, que des personnes du second état hors du père, du fils ou du frère de celui qui sera subrogé (31 mars 1642, f° 72). — Reddition des comptes de noble Nicolas Allant, trésorier général du pays du Comtat-Venaissin (3 avril 1642, f° 73). — Assemblée des élus des Trois États et délibérations au sujet de la vente des clés des archives du pays (14 avril 1642, f° 80) ; — au sujet du retour de Rome de Frédéric Sforza, vice-légat d'Avignon, et des honneurs à lui rendre (20 janvier 1642, f° 88). — Assemblée des élus des Trois États du pays pour assister à la lecture du bref de Sa Sainteté nommant Guy Balde Gallo, recteur du Comtat Venaissin (10 février 1643, f° 90) ; — demandant que les Juifs ne puissent tenir à ferme aucun bien dans le pays (29 avril 1643, f° 100) ; — déclarant d'envoyer une lettre de condoléance à la reine au sujet de la mort de Louis XIII (15 juin 1643, f° 106) ; — au sujet d'un don gratuit de 45.000 écus au Pape, pour la levée de troupes pour s'opposer aux entreprises des ducs de Florence, de Parme et de Modène et de la République de Venise contre les États du St-Siège (27 décembre 1643, f° 117) ; — au sujet des archives du pays et prescrivant d'en faire un inventaire raisonné (27 octobre 1643, f° 124). — Lettres des élus des États : au Pape, aux cardinaux François et Antoine Barberini et Bichi au sujet d'un don gratuit de 45.000 écus (27 octobre 1643, f° 122) ; — pour prier M. de Pilles, élu des vassaux étant en

cour de France d'obtenir du roi la confirmation des privilèges, droits et exemptions accordés aux habitants du pays par les rois Très Chrétiens (4 janvier, 1642, f° 127). — Bref du Pape Urbain VIII aux élus des États du pays, pour le remercier du don gratuit de 45.000 écus (5 décembre 1643, f° 131). — Ordonnance de Frédéric Sforza, vice-légat d'Avignon pour l'envoi de la dite somme (17 novembre 1643, f° 132). — Délibérations des élus des États : au sujet du refus du Parlement d'Aix de donner hypothèque sur les terres du royaume en vertu des contrats passés par les notaires du pays (12 janvier 1644, f° 134) ; — de la lecture du bref nommant Jean Cosme de Keermans prêtre, prévôt de l'église cathédrale d'Orange comme recteur du Comté-Venaissin (12 avril 1644, f° 142) ; — réclamant que la bulle défendant aux Juifs de prendre des biens à ferme soit observée (12 avril 1644, f° 143) ; — au sujet de la fabrication à la monnaie d'Orange, de petits doubles ressemblant aux petits doubles qui se fabriquent à Avignon, et de la requête à adresser au vice-légat pour faire cesser cet abus (26 avril 1644, f° 155). — Assemblée des élus des États dans laquelle Paul de Fortia, élu des vassaux, rend compte des négociations qu'il a poursuivies à la Cour de France pour la confirmation des privilèges du pays (13 juillet 1644, f° 159). — Délibérations des élus : pour faire payer deux douzaines de torches avec les écussons du pays mises à la chapelle ardente pour les funérailles du Pape Urbain VIII (19 août 1644, f° 166) ; — au sujet de la grande quantité de patats fabriqués à la monnaie d'Avignon (27 septembre 1644, f° 168) ; — au sujet de l'élévation au cardinalat de Frédéric Sforza, vice-légat d'Avignon (14 mars 1645, f° 176) ; — au sujet des droits de douane de Valence et de Lyon qu'on exige sur les denrées et marchandises transportées d'un lieu à l'autre du Comtat et passant par les terres du Roi (25 avril 1644, f° 187) ; — au sujet des mesures à prendre pour le logement du régiment de M. de Gordes allant de Provence en Picardie (1^{er} mai 1645, f° 199). — Assemblée des vassaux du Comtat et élection du sieur Splantian de Montmorenci, seigneur d'Entraigues, comme élu de la noblesse (9 mai 1645, f° 199). — Assemblée des élus des Trois États du Comtat et délibérations : au sujet de la lecture du bref de Charles de Conti, vice-légat d'Avignon (28 mai 1645, f° 204) ; — au sujet de la mort de Splantian de Montmorenci, seigneur d'Entraigues, élu des vassaux et de l'achat de vingt-quatre flambeaux avec les armes et écussons du pays pour ses obsèques (16 juillet 1645, f° 206). — Assemblée des élus des États à Avignon pour rendre hommage à Laurent Corsi récemment nommé vice-légat d'Avignon (31 juillet 1645, f° 208). — Délibérations des élus du pays : pour la modération d'un règlement du vice-légat commandant aux magistrats, officiers et consuls de lui rendre compte de toutes les affaires importantes et des excès com-

mis dans l'État, de ne recevoir aucun habitant sans le lui faire savoir, ni de souffrir qu'aucun étranger réside huit jours dans leurs villes sans lui en donner connaissance (5 août 1645, f° 211) ; — pour la délégation de noble Nicolas Alfant pour veiller au logement de 200 hommes du régiment de Mazarin à Piolene (28 août 1645, f° 219) — demandant au vice-légat de faire un règlement pour chasser « les Egyptiens » et d'interdire le pays « à telle racaille de gens et de se saisir de leurs personnes » (8 septembre 1645, f° 220) — **Assemblée des vassaux et élection de Charles de Montmorency, seigneur de Haillier et d'Entraigues comme élu de la noblesse** (15 décembre 1645, f° 226) ; — au sujet de la fabrique de nouveaux patats à Avignon (18 janvier 1646, f° 232) ; — au sujet de l'arrivée à Carpentras du duc de Lesdiguières et des honneurs à lui rendre (26 mars 1636, f° 234) et mention de l'arrivée dudit duc à Carpentras (28 mars, f° 234) ; — au sujet d'un ordre du vice-légat défendant aux Juifs de résider hors des juiveries de Carpentras, l'Isle et Cavaillon et de prendre aucun arrentement du chrétien (26 avril 1646, f° 242) ; — au sujet des honneurs à rendre par les élus des États à François et Antoine Barberini, cardinaux arrivés à Avignon (19 décembre 1646, f° 257) ; — au sujet des réparations du chemin de Carpentras à Avignon (26 avril 1647, f° 265) ; — au sujet de la circulation des patats (16 août 1647, f° 278) ; — au sujet du refus fait par les regrattiers de recevoir la monnaie d'or au cours du pays (21 avril 1648, f° 285). — **Assemblée des vassaux et élection de Claude de Vincens des Astouauds, seigneur de Causans et co-seigneur de Mazan, comme élu de la noblesse** (10 novembre 1648, f° 294) ; — **Délibérations** : suppliant le vice-légat de ne plus accorder de saufs-conduits aux Juifs (26 avril 1649, f° 313) ; — au sujet du décès de François de la Salle de Lopis et de l'achat de 12 flambeaux avec les armes du pays pour ses obsèques (26 mai 1649, f° 323), — au sujet des saufs-conduits accordés par le vice-légat aux Juifs, ce qui leur permet de ne pas payer leurs dettes (21 avril 1650, f° 342) ; — demandant au vice-légat un règlement portant qu'aucun chasseur ne puisse aller à la chasse, hors de son terroir, sous peine de 10 écus et de confiscation de l'arquebuse et de la chasse (21 avril 1650, f° 353) ; — demandant au vice-légat d'ordonner qu'à l'avenir les Juifs ne pourront passer aucunes obligations qu'en présence de deux témoins sachant écrire, sous peine de nullité (19 août 1650, f° 361) ; — demandant l'interdiction du transport des blés à l'étranger (13 mars 1651, f° 366) ; — au sujet de la députation de l'évêque de Cavaillon à Rome pour les affaires du pays (26 avril 1651, f° 384). — **Assemblée des vassaux du pays et élection de Jean de Vassadel, seigneur de Vacqueyras, comme élu de la noblesse** (15 janvier 1652, f° 403). — **Délibérations des élus du pays** : demandant qu'à l'avenir personne ne soit

admis comme notaire s'il ne possède un fonds de 600 livres ou une caution sûre (17 août 1652, f° 415) ; — pour l'observation du règlement de François Sforza sur le bétail qu'on trouve dépassant sur les terres cultivées (17 août 1652, f° 417) ; — pour supplier le vice-légat de rendre une ordonnance portant que l'article des statuts d'Avignon concernant l'emprisonnement des étrangers ne sera pas appliqué aux habitants du Comtat (17 août 1652, f° 421) ; — pour députer le secrétaire pour faire enregistrer les lettres de naturalité nouvellement obtenues du Roi aux cours du Parlement de Provence, Dauphiné et à Montpellier (11 octobre 1652, f° 429). — **Assemblée des élus des trois États pour la lecture du bref de Mario Butti, nouveau recteur du Comtat-Venaissin** (4 octobre 1652, f° 430). — **Délibérations** : au sujet du droit de douane qu'on exige sur les marchandises et denrées transportées d'un lieu à l'autre et passant par les terres du Royaume (26 février 1653, f° 441) ; — demandant la publication de l'ordonnance du vice-légat portant que la monnaie d'or et d'argent s'emploiera à raison de deux sous par écu de trois livres pièce plus qu'en France (22 avril 1653, f° 445) ; — demandant au vice-légat d'ordonner que nul ne pourra être reçu notaire dans le pays qu'il n'ait 500 écus en fonds de terre ou capitaux de pension (22 avril 1653, f° 454) ; — au sujet d'une ordonnance du vice-légat portant règlement de la vente des blés sans que le pays le lui ait demandé (22 août 1653, f° 460). — **Assemblée des élus du pays à Avignon pour rendre les devoirs du pays à Dominique de Marini, archevêque, nouveau vice-légat** (2 octobre 1653, f° 464). **Délibérations** : des élus des États, demandant au vice-légat que, lors du passage des gens de guerre par le pays, il en fesse avorter, suivant la coutume, le progéniture, et que les élus pourvoient au nécessaire (20 avril 1654, f° 474) ; — au sujet de l'arrivée d'Augustin Franciotti, nouveau vice-légat, et des honneurs à lui rendre (1^{er} juin 1654, f° 482) ; — décidant qu'à l'avenir les porteurs de lettres auront cinq sous par lieue (9 juin 1654, f° 483) ; — au sujet de l'offre faite par le fermier du sel du Languedoc, de fournir au pays du sel de Peccais à raison de six livres par minot, grosse monnaie du pays (11 juillet 1654, f° 484). — **Assemblée des élus des États à Avignon, pour rendre les honneurs à Jean-Nicolas Conte, nouveau vice-légat d'Avignon** (29 octobre 1656, f° 499). — **Délibérations des élus des États** : pour envoyer une adresse de félicitation à Alexandre VII pour son exaltation au pontificat (1^{er} janvier 1656, f° 506) ; — pour demander au vice-légat l'expulsion des Egyptiens du pays (1^{er} janvier 1656, f° 508) ; — pour supplier le vice-légat de confirmer l'ordonnance du cardinal de Conti, de l'année 1604, défendant aux juges, commissaires, avocats et leurs substituts de faire cavalcade sinon pour de graves délits, tels qu'assassinats, vols et autres sem-

blables (25 août 1656, f° 519) ; — pour le maintien du privilège accordé par Léon X aux habitants du Comtat de pouvoir chasser par tout le pays (26 août 1656, f° 523) ; — demandant que, conformément aux bulles des Papes, les Juifs ne puissent trafiquer d'étoffes neuves, mais seulement des vieux habits (26 août 1656, f° 524) ; — au sujet de la construction du pont de Bédarrides (12 janvier 1657, f° 539). — Assemblée des seigneurs vassaux du Comtat, et délibération de cette assemblée, nommant le sieur Paul de Cambis, seigneur de la Falèche, comme élu de la noblesse (17 février 1657, f° 548). — Délibérations des élus des États : pour supplier le vice-légat d'accorder à la commune de Bédarrides de construire un pont sur la Sorgue (26 avril 1657, f° 555) ; — pour suppléer le vice-légat d'obliger les vassaux à établir leurs juges à Carpentras et non à Avignon et d'établir aussi leurs greffiers à Carpentras (26 avril 1657, f° 556) ; — pour la dépense de trente-six flambeaux blancs avec les armoiries et écussons du pays pour honorer les funérailles, dans l'église de Carpentras du cardinal Bichi, décédé à Rome (29 juin 1657, f° 564). — Publication des brefs : de Joseph-Marie Lomellini, gouverneur des armes de Sa Sainteté dans le Comtat Venaissin (6 juillet 1657, f° 566) ; — de César Salvani, recteur dudit Comtat (28 juillet 1657, f° 571). — Délibérations des élus des États : au sujet de la nomination à la charge de lieutenant du recteur (25 avril 1657, f° 585) ; — pour poursuivre la modification du règlement public concernant les duels, portant que les pères seront responsables pour leurs enfants comme s'ils étaient coupables et subiront les mêmes peines (25 avril 1658, f° 587) ; — pour écrire au cardinal Légat d'Avignon, une lettre de félicitations pour son élévation à cette dignité (26 avril 1658, f° 594). — Lettre des élus des États au Pape Alexandre VII, au sujet de la canonisation de St François de Salle, évêque de Genève (26 avril 1658, f° 597). — Lettres des élus des États du pays à Louis XIV, roi de France, venant à Lyon, et au cardinal Mazarin (10 novembre 1658, f° 622). — Assemblée à Avignon des élus des États pour rendre leurs devoirs à Gaspard Lascaris, nouveau vice-légat (9 février 1659, f° 628). — Compte rendu par le sieur de La Falèche et le procureur général du pays de leur voyage à Lyon vers le roi de France et du bon accueil qu'ils en ont reçu « les ayant préférés à messieurs les députés de la ville d'Avignon » (17 avril 1659, f° 644). — Lettres : de Louis XIV, roi de France, étant à Lyon, aux élus des États du Comté Venaissin (27 novembre 1658, f° 652) ; — du cardinal Mazarin aux dits élus (27 novembre 1658, f° 652). — Nomination par les élus des États de Jean-Baptiste Lantiani, docteur en droits, comme trésorier général du pays (18 avril 1658, f° 661). — Accord entre les élus des États et la communauté d'Entraigues pour le remboursement par elle demandé

pour les frais de fournitures faites au passage du régiment de cavalerie de M. de St-André de Montbrun (19 août 1659, f° 685). — Délibération des élus des États déléguant M. de la Falèche et le procureur général pour aller présenter au roi à Arles les devoirs du pays et lettres des élus au roi et au cardinal Mazarin (29 décembre 1660, f° 7000). — Relation du voyage des délégués des États vers le Roi, qui leur dit : « Je fais autant d'estime de vous autres comme de mes propres sujets » (21 janvier 1660, f° 703). — Délibération des élus des États sur ce qu'ils ont appris que le Roi est arrivé hier entre midi et une heure à Avignon, la Reine, sa mère, sur les trois heures ainsi que M. le duc d'Anjou, son frère, Mademoiselle d'Orléans, sa cousine ; et le cardinal Mazarin, que le roi et le cardinal étaient logés au Palais apostolique, la Reine et Monsieur au palais de l'archevêché et Mademoiselle en la maison de M. de Crillon et relations des dits délégués sur leur réception (20 mars 1660, f° 715). — Au folio 720 on lit : « Nota que Sa Majesté a séjourné audit « Avignon avec toute sa cour jusques au jedy premier « d'Avril, année susdicte mil six cents soixante, d'où party « entre les neuf à dix heures du matin à cheval il print la « route du Languedoc ayant entendu la messe et disné à la « Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. » — Délibérations des élus et des États : au sujet du péage que le sieur de Mondragon exige des bois et marchandises qui passent audit lieu (23 avril 1660, f° 729) ; — au sujet de la défense faite par le baron de Sérignan de chasser sur ses terres (23 avril 1660, f° 743) ; — au sujet de l'établissement d'une maîtrise de chirurgie dans chaque judicature (23 avril 1660, f° 743). — Lettres : de Louis XIV (30 janvier 1660, et du cardinal Mazarin (21 mars 1660) aux élus des États (f° 744). — Assemblée des seigneurs vassaux du Comtat (30 avril 1660, f° 745). — Élection de Paul Aldonce de Thézan, seigneur de Méta-mis, Venasque, St-Didier, marquis de St-Gervais pour élu des vassaux (30 avril 1660, f° 754). — Délibérations des élus des États au sujet d'un règlement du vice-légat déclarant les petits patats noirs à deux clefs faux et contrefaits ainsi que tous les patats étrangers (25 juillet 1660, f° 785). — Mémoires adressés à Rome pour la révocation de la dite ordonnance (f° 791). — Délibération des élus des États au sujet de l'exécution, par l'ordre du vice-légat, d'une ordonnance contre les duels contenant que les pères seraient responsables pour leurs enfants et soumis aux mêmes peines (20 août 1660, f° 804). — Députation par les élus du pays des sieurs de Sobiras et Galteri pour assister à la conférence des monnaies et principalement des doubles (5 octobre 1660, f° 825). — Assemblée des seigneurs vassaux du pays et députation de M. de La Fare pour assister aux assemblées ordinaires, attendu l'absence de M. de Venasque qui se trouve à Rome

et de M. de Roaix qui ne réside à Carpentras (4 février 1661, f° 834). — Délibérations des élus du pays : au sujet de la suspension des ordonnances du vice-légat concernant les duels et la fabrique des nouveaux doubles (21 avril 1661, f° 845) ; — demandant que le même style soit observé aux cours des trois judicatures dans les saisies des meubles et immeubles suivant le projet à en dresser (21 avril 1661, f° 853) ; — établissant l'imposition d'une taille de 10,000 écus (22 avril 1661, f° 858) ; — décidant sur la réquisition des consuls de Lapalud, de demander la construction d'un pont appelé de La Pierre (22 avril 1661, f° 863) ; — décidant d'établir une maîtrise de chirurgie à Carpentras, l'Isle et Valréas et qu'il n'y aura que ceux qui y seront reçus qui pourront exercer l'art de la chirurgie dans le pays (22 avril 1661, f° 864) ; — décidant d'honorer les funérailles de M. Louis de Fortia, évêque de Carpentras de vingt-quatre flambeaux blancs de 2 livres pièce, avec les armoiries et écussons du pays (26 avril 1661, f° 867). — Assemblée des seigneurs vassaux (12 juillet 1661, f° 871). — Délibérations de l'assemblée des vassaux : insistant pour le règlement de l'usage du port des armes (12 juillet 1661, f° 874) ; — demandant qu'il soit pourvu à l'abus commis par plusieurs personnes se qualifiant de nobles dans leurs contrats au préjudice de la vraie noblesse, quoique qu'elles soient de basse extraction (12 juillet 1661, f° 874). — Délibérations des élus des États : au sujet de l'arrêt du Parlement de Grenoble en faveurs des fermiers de la foraine au préjudice des privilèges du pays (19 août 1661, f° 888) ; — au sujet d'un voyage fait à Avignon par les députés des élus pour traiter du salaire de l'archiviste (8 septembre 1661, f° 891) ; — pour la mise à exécution des délibérations prises pour faire payer les tailles aux ecclésiastiques (25 avril 1662, f° 935). — Relation par le premier consul de Carpentras, député au vice-légat, au sujet d'une ordonnance relative à la nomination du procureur du pays (22 juillet 1662, f° 956). — Mémoires et instructions envoyées à Rome par les élus des États au sujet de la création et de l'élection du procureur général du pays (f° 981). — Députation par les élus des États au vice-légat à Avignon de MM. Vilari et Thomassi sur l'ordre qu'il a reçu de Sa Majesté Très Chrétienne que toute la garnison italienne se trouvant dans cet état et à Avignon ait à sortir dans les vingt-quatre heures et que la personne du vice-légat réponde de celle de la duchesse Césarie de Créqui, et pour lui demander les ordres nécessaires pour les maintenir dans les devoirs et obéissance qu'ils doivent à leur souverain (1^{er} octobre 1662, f° 986). — Lettre des élus des États au vice-légat (1^{er} octobre 1662, f° 988). — Lettre de vice-légat aux élus des États (2 octobre 1662, f° 989). — Députation par les élus des États, de M. de Thomassi, pour témoigner, en leur nom,

au vice-légat, le déplaisir du pays, de ce qu'il a été arrêté et gardé dans le Palais Apostolique d'Avignon (8 octobre 1662, f° 996). — Lettre des élus des États au vice-légat au sujet de son arrestation (8 octobre 1662, f° 996). — Lettre des élus des États au vice-légat au sujet de son arrestation (8 octobre 1662, f° 998). — Députation du marquis de St-Gervais au duc de Mercœur, pair de France, gouverneur et lieutenant général pour le roi en Languedoc, et du sieur de Thomassis au duc de Mercœur, pair de France, gouverneur et lieutenant pour le roi en Provence pour les assurer de leur obéissance (8 octobre 1662, f° 999). — Députation, par les élus des États, de l'évêque de Cavaillon au Pape, pour lui représenter l'état des affaires du pays et lui témoigner la fidélité de ses sujets et lui demander ses ordres et commandements (11 octobre 1662, f° 1002) ; — par les mêmes élus, de M. de Thézan de Venasque au roi, pour lui présenter les respects du pays et l'obéissance que ledit pays lui doit et qu'il lui a vouée de tout temps (11 octobre 1662, f° 1002). — Vote par les élus des États de la somme de 1,200 écus pour la dépense des seigneurs députés (11 octobre 1662, f° 1003). — Lettres des élus des États : au Pape, pour lui annoncer la députation de l'évêque de Cavaillon (11 octobre 1662, f° 1008) ; — au cardinal légat pour le même objet (11 octobre 1662, f° 1008) ; — au Pape pour l'entretenir des affaires du pays (11 octobre 1662, f° 1009) ; — au Roi pour lui annoncer la députation de M. de Venasque (11 octobre 1662, f° 1010). — Mémoires et instructions données à M. le marquis de Venasque, député du Comté Venaissin en cour de France (11 octobre 1662, f° 1011). — Relation des députés au prince de Conti et au duc de Mercœur (15 octobre 1662, f° 1012). — Relation du marquis de Venasque de sa députation au Roi (8 janvier 1663, f° 1027). — Lettre du roi de France aux élus des États (22 novembre 1662, f° 1030). — Opposition faite par le duc de Villars, pair de France, à la députation de l'évêque de Cavaillon au Pape (28 février 1663, f° 1038). — Lettre de l'évêque de Cavaillon aux élus des États leur annonçant son départ pour Rome (2 mars 1663, f° 1041). — Lettre du duc de Villars aux élus des États leur disant combien il importe qu'il ne soit donné suite à la députation de l'évêque de Cavaillon à Rome (7 avril 1663, f° 1042). — Lettre de M. de Brienne au duc de Villars au sujet de la même députation de l'évêque de Cavaillon, portant que le Roi a approuvé l'opposition qu'il a faite au départ de l'évêque de Cavaillon et que Sa Majesté trouve bon qu'il tâche que ce voyage soit retardé le plus possible (30 mars 1663, f° 1043). — Délibération des élus des États, d'envoyer copie de la lettre de M. Brienne à l'évêque de Cavaillon (8 avril 1663, f° 1045). — Délibération des élus des États d'écrire à l'évêque de Cavaillon à Rome, pour demander que le vice-légat ne puisse

passer l'acte de la ferme du sel sans l'approbation du pays et qu'il ne fasse fabriquer aucune monnaie et surtout de petits doubles sans la participation du pays (18 avril 1663, f° 1067). — Assemblée des seigneurs vassaux (28 avril 1663, f° 1076). — Élection de M. de Fortia, seigneur de Durban et de Cadérousse, pour élu de la noblesse et de M. de Longchamp comme adjoint (28 avril 1663, f° 1087). — Délibérations des élus des États : au sujet d'une lettre de M. de Montdevergues, se trouvant en cour de France, à M. de Pérussis disant que M. de Lionne, secrétaire du roi lui avait dit que le pays du Comtat se comportait mal et que Sa Majesté en était très mal satisfaite (14 mai 1663, f° 1090) ; — pour écrire au roi et M. de Lionne pour envoyer un gentilhomme en poste porter les lettres de députation au roi de M. de Florens (14 mai 1663, f° 1100). — Lettres de créance au Roi et à M. de Lionne pour ledit sieur de Florens (31 mars 1663, f° 1109). — Lettre de M. de Mercœur au même sujet (31 mars 1663, f° 1110). — Relation de l'arrivée de l'évêque de Cavaillon à Rome (17 juin 1663, f° 1111). — Mémoire envoyé à l'évêque de Cavaillon à Rome (f° 1113). — Rôle des documents envoyés à l'évêque de Cavaillon, à Rome (f° 1129) etc.

C. 29. (Registre.) — In-4°, 1346 feuillets, papier.

1663-1672. — Délibérations des États du Comtat. — Assemblée des Trois États du Comtat-Venaissin et enregistrement de l'ordre donné par les commissaires au Parlement de Provence pour la convocation de l'Assemblée générale des États pour prêter serment de fidélité au Roi, ensuite de la réunion du pays à la couronne (31 juillet 1663, f° 1). — Relation par M. de Florens, député au Roi de tout ce qu'il a fait et négocié en la cour de France (31 juillet 1663, f° 3). — Lettres : de Louis XIV assurant les élus de la noblesse et du Tiers État du Comtat-Venaissin, de sa protection (20 juin 1663, f° 5) ; — de M. de Lionne pour le même objet (20 juin 1663, f° 5). — Publication de l'arrêt de réunion du Comtat-Venaissin et prestation de serment par les élus des Trois États à la couronne de France (31 juillet 1663, f° 7). — Prestation de serment au Roi de France par les vassaux du Comtat-Venaissin (f° 8). — Députation du sieur Paul-Charles de Vérot comme procureur général du pays (1^{er} août 1663, f° 9). — Députation des sieurs de Durban, de la Foresterie et de Vérot, procureur général, vers M. de Mercœur, gouverneur de Provence pour le remercier des faveurs qu'il a accordés au pays (1^{er} août 1663, f° 10). — Députation de M. de Durban, élu de la noblesse, et du sieur de Soubiras vers le Roi pour l'assurer de l'obéissance et fidélité des États (1^{er} août 1663, f° 12). — Extrait de l'arrêt du Parlement de Provence, portant réunion d'Avignon et du Comtat-Venais-

sin à la couronne de France (26 juillet 1663, f° 15). — Relation à l'assemblée des élus des États par M. de Durban et de Soubiras de leur délégation vers le duc de Mercœur (16 août 1663, f° 21). — Lettre du duc de Mercœur aux élus des États les assurant de sa protection (6 août 1663). — Mémoires et instructions données à M. de Durban, élu de la noblesse, et à M. de Soubiras, députés à Sa Majesté Très Chrétienne, par l'assemblée générale des Trois États du Comté-Venaissin (16 août 1663, f° 22). — Lettres de créance données aux députés des États du Comtat au Roi (16 août 1663), et à M. de Lionne (16 août 1663), et à M. de Colbert (16 août 1663, f° 31). — Lettre de Louis XIV aux élus du Comtat-Venaissin leur annonçant la nomination du comte de Mérinville, chevalier de ses ordres et son lieutenant général au gouvernement de Provence, comme gouverneur du pays (7 août 1663, f° 41). — Lettre du comte de Mérinville aux élus des États (1^{er} septembre 1663, f° 42). — Députation du sieur de Florens vers M. de Mérinville pour l'assurer de la fidélité et obéissance du pays (31 août 1663, f° 42). — Arrivée et réception du comte de Mérinville à Carpentras (13 septembre 1663, f° 49). — Assemblée des élus des États du Comtat pour entendre la lecture des lettres patentes du Roi, du 5 août 1663, nommant le comte de Mérinville gouverneur d'Avignon et du Comtat-Venaissin (14 septembre 1663, f° 51). — Députation par les États du Comtat au premier président du Parlement de Provence à Aix, du sieur de la Foresterie pour lui représenter le préjudice que porte au pays le règlement fait à Avignon pour l'administration de la justice pour le Comtat-Venaissin et la dite ville d'Avignon (17 septembre 1663, f° 52). — Lettre du comte de Mérinville aux élus des États du Comtat-Venaissin au sujet du règlement concernant la justice (26 septembre 1663, f° 67). — Assemblée ordinaire des élus des États pour entendre la lecture d'une lettre des députés des États au Roi rendant compte d'une entrevue qu'ils ont eue avec Sa Majesté (7 octobre 1663, f° 65). — Lettre des élus des États à leurs députés pour obtenir du Roi d'être déchargés des fastigages (23 octobre 1663, f° 76). — Lettre du comte de Mérinville aux élus des États leur annonçant l'exemption du paiement des fastigages (29 octobre 1663, f° 87). — Lettre des élus des États au Roi et à M. de Lionne au sujet de cette exemption et des faveurs à eux accordées. (6 novembre 1663, f° 88). — Délibérations des élus des États : au sujet de l'arrêt du Parlement de Provence sur l'administration de la justice dans le Comtat-Venaissin et la ville d'Avignon (29 novembre 1663, f° 93) ; — au sujet de l'arrêt de la Cour des Comptes de Provence portant défense à toutes les communautés et à la ville d'Avignon d'imposer aucune taille sans la permission de la dite cour (4 décembre 1664, f° 98) ; — au sujet d'une lettre du comte de Mérinville informant

les élus des États que le Roi a déchargé le pays de « l'ustancille » qu'il payait (8 décembre 1663, f° 101). — Lettre de M. de Lionne au comte de Méruville lui annonçant que le Roi veut que tous ses sujets du Comtat soient déchargés des fastigages tant anciens que nouveaux (31 décembre 1663, f° 111). — Délibérations des élus des Trois-États : d'offrir au comte de Méruville une « vesselle d'argent jusques à la valeur de quinze cents escus de trois livres pièce » (7 janvier 1664, f° 112) ; — au sujet de l'envoi fait par le Roi du sieur Jacquinot pour recouvrer tous les droits ou revenus fixes ou casuels dont Sa Sainteté jouissait dans la ville d'Avignon et le Comtat-Vernaissin et pour régir et administrer les biens temporels des évêchés de Carpentras, Cavaillon et le prieuré de la Tour-de-Sabran (9 janvier 1664, f° 124). — Lettre des élus des Trois États au comte de Méruville pour lui témoigner leur reconnaissance de son intervention en leur faveur près du Roi (janvier 1664, f° 125). — Lettre de M. d'Oppède aux élus des États leur annonçant que le Roi a accordé aux notaires apostoliques d'Avignon et du Comtat que leurs contrats donneront hypothèques sur tous les biens situés en France, de même que ceux qui sont pris par des notaires royaux avec le même pouvoir (4 février 1664, f° 130). — Présentation par le sieur trésorier du pays au comte de Méruville de la vesselle à lui offerte et lettre de remerciement du dit comte (18 février 1664, f° 134). — Assemblée des élus des États et lecture d'une lettre des députés du pays près du Roi annonçant la conclusion de la paix entre le Pape et le Roi (3 mars 1664, f° 136). — Relation par les députés des États au Roi de leur négociation (24 avril 1664, f° 153). — Lettre de Louis XIV aux élus des États les assurant de sa protection (14 mars 1664, f° 155). — Délibérations des élus des États : au sujet d'une protestation de la communauté de Sorgues prétendant être indemnisée des fournitures par elle faite au passage des troupes du Roi (24 avril 1664, f° 162) ; — au sujet de la députation du sieur de Thomassis comme procureur du pays (24 avril 1664, f° 165) ; — au sujet de la députation du procureur général du pays pour aller au devant de Mgr Lascaris, vice-légat d'Avignon et Salvani, recteur du Comtat, rentrant dans le pays (5 août 1664, f° 174). — Assemblée des élus des États à Avignon pour entendre lecture d'une lettre du comte de Méruville du 17 août 1664 leur annonçant qu'il a reçu une lettre du Roi l'informant que le traité avec Sa Sainteté était conclu, que le Pape avait envoyé la bulle d'amnistie ordonnant de remettre la ville d'Avignon et le Comtat-Vernaissin à ses ministres (19 août 1664, f° 178). — « Du mercredy vingtiesme du dit mois d'aoust, sur les onze heures du matin, Monseigneur Illustrissime et Reverendissime Gaspar de Lascaris de Castellar, vice-légat, est entré dans Avignon, dans une litière, malade de febvres,

« suyvy de grande multitude de monde de condition en carrosses et arrivé au Palays a esté mis au liet » (f° 180). — Députation des élus des États au cardinal légat venant de Paris et délibération que tous les élus iront le prendre à l'entrée du pays, qu'ils indemniseront lui et sa famille de toute dépense tant qu'il sera dans le pays, et qu'ils lui offriront une bourse avec 1000 écus d'or d'Italie (21 août 1664, f° 182). — Relation des honneurs rendus par les élus des États à Gaspar Lascaris, vice-légat d'Avignon (21 août 1664, f° 184). — « M. V. Salvani, recteur du Comtat a son retour dans le pays (21 août 1664, f° 185). — Serment de fidélité prêté au Pape entre les mains de Mgr Ravizza, auditeur du cardinal légat par les élus des États du Comtat (24 août 1664, f° 192). — Délibération des élus des États au sujet des fermiers du Roi qui exigeaient les droits de domaine de Lyon et de Valence et aussi la foraine sur les denrées et autres marchandises qu'on transporte du Comtat dans le Dauphiné ou autres provinces (25 août 1664). — Lettre des élus des États au cardinal Chigi, légat d'Avignon, au sujet de sa prochaine arrivée (25 août 1664, f° 196). — Relation de l'arrivée et de la réception à Carpentras du cardinal Chigi, légat à latere du Pape (4 septembre 1664, f° 199). — Relation de la visite faite par les élus du pays au cardinal légat et de l'offre qu'ils lui font d'une bourse en velours rouge cramoisi contenant 1000 écus d'or d'Italie, qu'il refuse, assurant qu'il est content et satisfait d'avoir les cœurs des habitants sans toucher à leurs bourses (6 septembre 1664, f° 203). — Relation de l'entrée du cardinal Chigi, légat, dans la ville d'Avignon (6 septembre 1664, f° 207). — Remontrances et instances des élus des États audit légat (13 septembre 1664, f° 212). — Relation du sacre comme évêque, dans l'église des Jésuites d'Avignon, de Mgr Visconti, nonce du Pape en Espagne (14 septembre 1664, f° 220) ; — du départ de Mgr Chigi, légat, allant à Cavaillon (14 septembre 1664, f° 220) ; — de la visite faite à Alexandre Colonna, nouveau vice-légat, par les élus des États (15 septembre 1664, f° 221). — Délibérations des élus des États : au sujet du règlement du vice-légat prescrivant aux juges, consuls et autres officiers de lui donner connaissance de tous les excès et événements importants arrivés en leurs villes et communautés et de tous les étrangers qui séjournent plus de huit jours, avec défense de les recevoir comme habitants sans son autorisation (20 septembre 1664, f° 223). — de l'enregistrement d'une ordonnance d'Alexandre Colonna, vice-légat d'Avignon, du 27 septembre 1664, portant que la compagnie des cheu-légers ayant été rétablie au nombre de soixante-maitres, le pays devra leur payer l'avoine et pignatelle et les logements comme de coutume (7 octobre 1664, f° 227). — au sujet de la nomination de Faruile de Montemarie, commerecteur du Comtat-Vernaissin (11 octobre 1664, f° 230).

— au sujet de l'interdiction à demander au vice-légat du commerce avec la Provence, à cause de danger de peste (11 octobre 1664, f° 242). — Assemblée des députés des seigneurs vassaux et délibération portant que, dans les assemblées générales des Trois-États, on opérera par corps et non par pluralité des voix (5 octobre 1664, f° 250). — Députation par les élus des États de MM. l'Évêque de Vaison, de Crillon et Malessagne, au Pape pour lui rendre les devoirs du pays et l'assurer de sa fidélité (6 novembre 1664, f° 260). — Députation de l'évêque de Vaison et du procureur des États au vice-légat pour, en sa personne, rendre les devoirs du pays et témoignage de sa fidélité au Pape (6 novembre 1663, f° 270). — Information par le sieur Barralier, consul de Valréas, sur les droits de douane et de foraine qu'on exige sur les denrées et marchandises portées d'un lieu à l'autre du pays (10 novembre 1664, f° 272). — Délibération des élus des États de députer au vice-légat le sieur procureur du pays pour en sa personne renouveler la fidélité du Comtat au Pape « attendu les affaires présentes du temps et désordre de la ville d'Avignon » (22 décembre 1664, f° 288). — Délibérations des élus des États : au sujet de l'intimation faite au pays en la personne du consul de Bollène par un huissier de Montpellier de l'ouvrage fait pour contenir le Rhône dans son lit pour qu'il n'abandonne pas le Pont-St-Esprit (13 janvier 1665, f° 292) ; — au sujet d'une lettre du cardinal légat approuvant la députation des élus du pays au Pape (20 janvier 1665, f° 294). — Mémoires et remontrances adressées par les élus du pays au Pape (13 avril 1665, f° 339). — Requête présentée aux élus des États par les communautés de Valouse et d'Eyrolles pour obtenir le déchargement de leurs arrérages, vu leur pauvreté (18 avril 1665, f° 350). — Lettre du vice-légat d'Avignon aux élus des États leur annonçant que, ensuite des prières à lui faites, il n'a voulu faire aucune « serrade » des grains sans avoir leur avis (30 juin 1665, f° 384). — Lettre aux élus des États de l'évêque de Vaison, député à Sa Sainteté, par laquelle il leur annonce la cassation des fastigages (18 juillet 1665, f° 392). — Délibérations des élus des États : députant le procureur général du pays pour aller à Cavaillon à la rencontre de Mgr Lomellini, nouveau vice-légat d'Avignon (17 août 1665, f° 398) ; — au sujet d'une ordonnance du vice-légat déclarant que les privilèges de l'Université d'Avignon prévalent contre les privilèges du Comtat-Venaissin (2 septembre 1665, f° 420) ; — enregistrant une lettre de Mgr Gaspar Lascaris de Castelar informant les élus des États de sa nomination comme évêque de Carpentras (13 octobre 1665, f° 435) ; — au sujet d'un règlement du vice-légat concernant l'exhibition des titres et le paiement des lods dus à la Chambre Apostolique (14 décembre 1665, f° 460) ; au sujet de l'arrivée à Carpentras de Gaspar

Lascaris de Castelar, évêque dudit lieu (7 janvier 1666, f° 464) ; — au sujet des droits de douane et de foraine qu'on exige sur les marchandises du pays aux ports de Durance, contre les privilèges accordés au pays par les rois de France (8 avril 1666, f° 476). — Assemblée des vassaux (28 avril 1666, f° 509). — Élection de Claude de Passis, seigneur d'Aubignan et de Lorient comme élu de la noblesse et de M. de Bus, coseigneur de Venasque, comme adjoint (28 avril 1666, f° 521). — Relation par le procureur général des États de son voyage à Aix, au sujet de la douane et de la foraine exigée aux ports de Durance (16 mai 1666, f° 524). — Délibérations des élus des États : approuvant les termes d'une lettre au cardinal légat pour le remercier d'avoir déclaré que les officiers de cavalerie sont compris au nombre des soixante hommes pour lesquels on paie le fastigage (12 mai 1666, f° 538) ; — suppliant le vice-légat de modifier son règlement du 24 octobre 1666 relatif aux « stupres » portant que ceux qui, sous promesse de mariage, auront « stupré » quelque fille, outre les peines portées par les dispositions du droit, seront condamnés à cinq ans de galère et ceux qui n'auront fait la dite promesse à 300 écus d'amende (8 décembre 1666, f° 582) ; — au sujet de l'appel à interjecter sur le refus fait par le vice-légat de modifier ledit règlement (14 décembre 1666, f° 586) ; — au sujet du droit de domaniale établi par le Roi, qu'on exige au bureau de Tulette, St-Maurice et autres lieux pour les marchandises et denrées transportées de ce pays dans le Royaume et du Royaume dans le Comtat-Venaissin (19 février 1667, f° 589) ; — au sujet de la députation de M. de Passis, seigneur d'Aubignan, pour aller féliciter, au nom du pays, le duc de Mercœur, gouverneur de Provence, de son élévation au cardinalat (20 mars 1667, f° 596) ; — enregistrant une lettre du duc de Mercœur, cardinal de Vendôme, du 24 mars 1667, aux élus du pays, en réponse à leurs félicitations pour son élévation au cardinalat (30 mars 1667, f° 599) ; — au sujet de l'exemption des tailles faites au pays en faveur de M. de Rousset, attendu qu'il a douze enfants (20 avril 1667, f° 615) ; — sur la réforme de l'ordre du vice-légat par lequel il règle, à un certain nombre, les journées des consuls (20 avril 1665, f° 615) ; — portant élection de François de Thomassis comme procureur général du pays (20 avril 1667, f° 625). — Députation par les élus du Tiers-État du pays, du sieur Bartonquin au vice-légat pour lui demander la liberté de la chasse (22 avril 1667, f° 628). — Arrêt du Conseil d'État du roi de France, interdisant dans le royaume, l'entrée des étoffes de soie et autres marchandises des manufactures d'Avignon et du Comtat-Venaissin (28 avril 1667, f° 633). — Députation du sieur de Thomassis, procureur général au vice-légat à Avignon au sujet dudit arrêt (28 mai 1667, f° 634). — Délibération des élus des États, de

mettre 24 flambeaux avec les armes du pays, aux funérailles du Pape Alexandre VII, qui doivent se faire à Carpentras (28 mai 1667, f° 636). — Ordonnance du vice-légat pour la liberté de la chasse (2 juin 1667, f° 639). — Relation des funérailles du pape Alexandre VII (20 juin 1667, f° 644). — Députation par les élus des États du seigneur d'Aubignan élu de la noblesse, pour aller à Lyon rendre les devoirs du pays à l'abbé Rospigliosy, neveu de Sa Sainteté (10 août 1667, f° 655). — Délibérations des élus des États : au sujet d'un règlement du vice-légat d'Avignon modifiant celui du cardinal Barberini, légat, sur les injures verbales et réelles et déclarant qu'il n'y a pas lieu de l'appliquer lorsque le querellant et le querelleur « ne sont pas de la même condition, comme lors et quand un gentilhomme, docteur, marchand, bourgeois, donnera soufflets, coups de poings à de paysans » (16 décembre 1667, f° 671) ; — au sujet d'une lettre de félicitations à adresser à M. le cardinal Rospigliosy nommé légat d'Avignon (25 février 1668, f° 686) ; — approuvant la députation de M. de Thomassis à Rome pour les affaires du pays faites par le consul de Carpentras (7 mars 1668, f° 689) ; — pour écrire à M. de Thomassis, à Rome, de poursuivre la confirmation des privilèges du pays et pour le charger d'obtenir le rétablissement de trois greniers à sel dans le pays et pour que les élus du pays soient appelés aux contrats passés avec les fermiers dudit sel (18 avril 1668, f° 713). — Instructions données à M. de Thomassis, procureur général du pays, député en cour de Rome, au sujet des affaires du sel, de la confirmation des privilèges du pays et des exactions que les fermiers du Roi font sur les marchandises et denrées transportées d'un lieu à un autre du Comtat (19 avril 1668, f° 729). — Délibérations des élus des États : enregistrant une lettre du légat, les assurant de sa protection (17 juin 1668, f° 734) ; — au sujet de l'assistance de l'élu de la noblesse ou de son adjoint aux assemblées ordinaires du pays et portant qu'ils y assisteront à leurs frais ou à ceux du corps de la noblesse mais non à ceux du pays (17 août 1668, f° 745). — Remontrances par les élus des États au vice-légat au sujet de son règlement concernant les possesseurs de biens situés aux lieux du domaine de la Chambre Apostolique et le paiement des demi-lods (16 octobre 1668, f° 764) ; — au sujet d'une lettre du vice-légat d'Avignon aux élus des États portant que les fastigages des soldats réformés seront payés par la Révérende Chambre en grosse monnaie (19 janvier 1669, f° 800) ; — au sujet d'une résolution prise par la Congrégation d'Avignon à Rome d'écrire au nonce en France de faire les instances nécessaires au sujet du droit qu'on exige à Tulette sur les marchandises du Comtat (27 février 1669, f° 826) ; — au sujet de la défense faite par le baron de Sérignan de chasser dans les bois et terres de

ladite baronnie (8 avril 1669, f° 842). — Règlement sur la circulation faite du côté de la Bégude de Gault sur les marchandises et fruits transportés d'un lieu à l'autre de Comtat passant sur les terres du royaume (8 avril 1669, f° 843). — Assemblée des seigneurs vassaux et élection de Jean Joseph de Thomasse, seigneur de la Bate comme élu de la noblesse, et de M. de La Garde comme adjoint (30 mai 1669, f° 858). — Remontrance de l'écuyer de Mgr Lomellini, vice-légat d'Avignon à Carpentras (14 juillet 1669, f° 875). — Délibération des députés des vassaux suppliant le vice-légat de révoquer l'autorisation des statuts des habitants d'Aubignan servant la peine des contrevenants à la Chambre Apostolique au préjudice du seigneur dudit lieu et en cas de refus de se pourvoir à Rome (6 août 1669, f° 884). — Mépartement fait en l'année 1612, de ce que chaque communauté des pays doit payer en avoine et en argent pour la cavalerie entretenue dans le pays (f° 894). — Ordonnance de Laurent Lomellini, vice-légat d'Avignon, rappelant le règlement de F. Sforza de l'an 1658, pour les réparations à faire au chemin d'Avignon à Carpentras (10 août 1669, f° 917). — Ligne et délivrance des réparations à faire sur le chemin d'Entraigues (13 septembre 1669, f° 926). — Délibérations des élus des États pour faire mettre vingt-quatre flambeaux, avec les armes du pays, aux funérailles de Clément IX devant se faire à Carpentras (3 janvier 1670, f° 968) ; — au sujet des remboursements et dédommagements réclamés par la communauté de Sorgues pour ce qu'elle a souffert lors du passage des troupes du Roi et aux années 1660 et 1661 (28 février 1670, f° 981) ; — au sujet d'une ordonnance du vice-légat pour le curage des fossés situés dans les tènements des granges de M. de Servièrès de la Roque et de Beauchamps (29 mars 1670, f° 996) ; — au sujet d'une instance à introduire près du vice-légat, pour la révocation du commandement fait, de l'autorité du juge de la Chambre Apostolique, aux notaires de faire des attestations de tous les actes où il y a transport, cession et rémission des biens sis dans le Comtat (20 avril 1670, f° 1012). — Ratification par les élus des États du rapport fait sur la liquidation des dommages soufferts par la communauté de Sorgues lors du passage des troupes du Roi dans le Comtat (21 avril 1670, f° 1015) ; — au sujet de la lettre écrite par les élus des États au cardinal légat sur l'exaltation de N.S. Père le Pape Clément X (21 juin 1670, f° 1028) ; — députant le procureur général du pays pour aller à la rencontre de M. Azzo Arioste, archevêque d'Avignon et provicelégat (13 juillet 1670, f° 1039) ; — députant ledit procureur général pour aller rendre les devoirs du pays à Horace Mathei, nouveau vice-légat (10 juillet 1676, f° 1042) ; — au sujet d'un mémoire à adresser au cardinal légat, le bruit courant que le sieur Pertuis d'Avignon est allé à Rome pour

faire des propositions très pernicieuses au pays, particulièrement pour le fait du sel, et teneur dudit mémoire (30 juillet 1670, f° 1061). — au sujet de l'arrivée à Carpentras d'Horace Mathei, vice-légat (30 août 1670, f° 1060); — au sujet d'une lettre du vice-légat trouvant juste que le pays prenne part aux frais et dépenx pour l'envoi de courriers tant à Rome qu'à Paris pour les affaires du commerce (23 août 1670, f° 1072). — enregistrant la lettre du cardinal légat en réponse à celle que les élus des États avaient écrite au sujet de l'exaltation de Clément X (30 août 1670, f° 1087); — au sujet des dépenses faites par le marquis de Velleron à tous les habitants de Pernes d'entrer dans les bois, pâturages, prés, vignes, vergers et terrains appartenant audit marquisat (19 septembre 1670, f° 1097); — au sujet de l'ordre publié à Carpentras, du mandement du vice-légat, portant défense à tous poudriers, salpêtriers et autres de sortir poudre ni salpêtre de la ville d'Avignon et autres lieux de cet Etat, sans sa permission (8 novembre 1670, f° 1106); — au sujet du règlement du vice-légat défendant aux communautés toute députation à Rome et à Paris sans la permission du cardinal légat (16 janvier 1671, f° 1115). — Délibérations des députés des vassaux, qu'à l'avenir, les seigneurs de Beauchamps, de Jorquerettes, Massilian, de Longchamps et Gualteri, coseigneurs de Lagarde l'aréal seront cotisés pour leurs fiefs, aux tailles du pays (10 mars 1671, f° 1129); — au sujet du règlement du vice-légat permettant la liberté de la chasse (10 mars 1671, f° 1133); — au sujet des devoirs à rendre par le pays à Mgr Azzo Arioste, nouveau vice légat (9 avril 1671, f° 1134). — Délibérations des élus des États suppliant le cardinal légat de permettre de lui envoyer une députation pour l'entretenir d'affaires importantes concernant le pays (21 avril 1671, f° 1152). — Lettre au cardinal légat de la part des élus des États au même sujet (22 avril 1671, f° 1159); — au sujet de la poursuite du marquis de Venasque, seigneur de Mélamis agissant contre les habitants dudit lieu ayant fait des essars et dépeuplé la montagne contre les prescriptions des États-Généraux de 1594 (10 juin 1671, f° 1172); — au sujet de la députation du procureur général du pays au vice-légat pour lui représenter les griefs du pays contre le règlement concernant les petits patats (22 juin 1671, f° 1182); — député M. de Thomassis à Rome pour la poursuite des affaires du pays et lui adjugeant 15 pistoles par mois, 15 pistoles pour aller et 15 pistoles pour retourner (22 août 1671, f° 1205); — au sujet des devoirs à rendre à Pierre Bargellini, nouveau vice-légat (3 septembre 1671, f° 1207); — mémoires et instructions données à M. Thomassis député du pays à Rome (10 septembre 1671, f° 1212); — concernant l'appel fait au pape par le procureur général du décret du vice-légat en la cause du pays contre la ville

d'Avignon pour la contribution des dépenses de la dite ville pour faire cesser l'interdiction du commerce (19 novembre 1671, f° 1231); — pour la députation du pays au vice-légat pour lui demander la serrade des grains (4 janvier 1672, f° 1245). — Députation du procureur général du pays pour aller rendre les devoirs à l'archevêque d'Avignon nommé vice-légat (23 février 1672, f° 1258). — Compliment du pays à Azzo Ariosto archevêque d'Avignon, nouveau vice-légat (2 mars 1672, f° 1261). — Règlement du vice-légat d'Avignon pour l'abolition des petits patats noirs à deux clefs, faux et contrefaits dont le pays est infesté (17 mars 1672, f° 1310). — Relation de ce que le procureur général du pays a fait près du vice-légat au sujet du règlement concernant les patats faux (13 avril 1672, f° 1314). — Nouveau règlement du vice-légat concernant le même objet (8 avril 1672) etc.

C. 30. (Registre.) — In-folio, 487 feuillets, papier.

1672-1677. — Délibérations des États du Comtat. — Assemblée générale des élus des Trois États du Comtat. — Assemblée générale des élus des Trois États et délibérations; au sujet des mémoriaux présentés à la Congrégation d'Avignon, l'un pour la confirmation des privilèges du pays, l'autre au sujet du règlement portant défense de faire aucune députation sans la permission du vice-légat et la troisième au sujet de la poudre et du salpêtre (20 avril 1672, f° 10); — au sujet d'une députation à envoyer au vice-légat pour le supplier de révoquer ou de suspendre l'exécution, jusques à ce que le pays ait porté ses raisons à Rome, du règlement par lui fait au sujet des petits patats faux et contrefaits (20 avril 1672, f° 21); — au sujet de la poursuite criminelle exercée contre les consuls de Cavaillon pour n'avoir pas donné avis au vice-légat de quelques excès arrivés en ladite ville (20 avril 1672, f° 23); — au sujet d'une requête à adresser au vice-légat pour que les trois judicatures du pays ne soient données qu'à des personnes ayant au moins trente ans et cinq ans de pratique (20 avril 1672, f° 24). — Enregistrement des principales raisons faisant réclamer par les élus des États la révocation des édits et règlements sur les petits patats, par le vice-légat d'Avignon les 17 mars et 8 avril 1672, f° 29). — Députation du procureur général au vice-légat pour savoir de lui s'il a reçu quelque ordre de Rome concernant les règlements des députations, du salpêtre et de la poudre et des petits patats (19 juin 1672, f° 44). — Rescrit de la Congrégation d'Avignon au sujet des mémoriaux à elle présentés par le pays pour l'exhibition des titres, la conservation des juridictions, des magistrats et juges ordinaires, le règlement du vice-légat Colonna de 1664, portant que les magistrats et consuls seront obligés de donner avis des excès commis dans

les communautés ; que les judicatures ne soient données qu'à des personnes de trente ans et de cinq ans de pratique (11 juillet 1672, f° 49). — Députation du procureur général du pays pour aller à la rencontre de Marcel Durazzo, nouveau vice-légat (10 août 1672, f° 52). — Assemblée des vassaux (1^{er} septembre 1672, f° 64). — Délibérations de ladite assemblée concernant : la poursuite des délibérations prises touchant la chasse, le droit de vote par corps dans les assemblées générales (f° 72) ; — la nomination de Cosme de Sade, seigneur de Mazan, pour élu de la noblesse, et de César de Cheylus, coseigneur de Venasque et St-Didier, pour adjoint (f° 75). — Députation du marquis de Venasque et de M. de Lafare pour assister aux assemblées ordinaires du pays (f° 76). — Délibération des députés des seigneurs vassaux portant que ceux qui ne sont pas cotisés pour les tailles du pays seront tenus de remettre la valeur et l'état de leurs fiefs pour être cotisés pour les tailles du pays, seront tenus de remettre la valeur et l'état de leurs fiefs pour être cotisés par l'assemblée des députés, et que jusqu'alors, ils seront privés d'entrer aux assemblées et d'y avoir voix active ou passive (1^{er} septembre 1672, f° 78). — Assemblée à Avignon des élus des États et procureur général du pays pour l'arrivée, en cette ville de Marcel Durazzo, nouveau vice-légat (6 septembre 1672, f° 79). — Relation de la réception desdits élus par le vice-légat (7 septembre 1672, f° 80). — Relation de l'arrivée à Carpentras de Marcel Durazzo, vice-légat (13 octobre 1672, f° 85). — Députation du procureur général du pays à la rencontre de l'abbé Cibo, nouveau recteur du Comtat, arrivé à Avignon (23 novembre 1672, f° 95). — Publication du bref dudit recteur (28 novembre 1672, f° 98). — Délibération des élus des États députant M. de Thomassis à Avignon près du vice-légat au sujet des règlements sur les petits patats (28 novembre 1672, f° 99) ; et relation dudit député du résultat de son voyage (1^{er} décembre 1672, f° 100). — Délibérations des élus des États au sujet de l'ordre reçu du cardinal légat par le vice-légat de révoquer les règlements concernant l'interdiction aux communautés de députer à Avignon, Carpentras et autres villes, et la vente du salpêtre et de la poudre (20 janvier 1673, f° 110). — Compte rendu par M. de Thomassis de tout ce qu'il a négocié en cour de Rome pour les affaires du pays (17 avril 1673, f° 125). — Délibération des élus du pays de supplier le cardinal légat d'ordonner qu'on ne pourra faire inhibition aux communautés de faire autoriser leurs délibérations à d'autres qu'au vice-légat et que les dites communautés les pourront faire autoriser par le Recteur (17 avril 1673, f° 133) ; — concluant d'obtenir la prohibition de la chasse (18 avril 1673, f° 135) ; — de supplier le vice-légat d'ordonner que les fermiers du sel ne le fassent payer aux regratiers plus que le prix établi et de faire visiter les

mesures pour savoir si elles sont justes (18 avril 1673, f° 135). — au sujet de la députation du procureur général du pays pour aller rendre les premiers devoirs du pays à Hyacinthe Labelli, archevêque d'Avignon, nouveau vice-légat, pour l'informer que les regratiers du sel refusent d'en vendre à d'autres qu'aux chefs de famille, par ordre des fermiers (15 juin 1673). — enregistrant une lettre du vice-légat aux élus leur annonçant qu'il a donné des ordres pour faire distribuer du sel à tous les habitants, à moins qu'ils ne soient incommodes (25 août 1673, f° 157) ; — députant le procureur général du pays, pour rendre les premiers devoirs à Charles d'Anguisciola, nouveau vice-légat d'Avignon (1^{er} août 1673, f° 161). — enregistrant l'ordonnance de Marcel Durazzo, vice-légat (1673), concernant la liberté de vendre le salpêtre et la poudre (18 août 1673, f° 177) ; — décidant qu'à l'avenir, l'assemblée générale nommera et députera les auditeurs des comptes selon l'ancienne coutume (23 avril 1674, f° 211). — demandant de demander la prohibition de la chasse (23 avril 1674, f° 214) ; — députant le procureur général du pays au vice-légat pour le supplier de modérer le règlement portant que ceux qui maltraiteront, par eux ou par personnes interposées, les avocats, procureurs, greffiers, vice-greffiers, notaires ou témoins, encourront les peines portées par la bulle d'Alexandre VI, bien que la mort et la mutilation ne s'ensuivent (24 avril 1674, f° 214). — députant le procureur général au vice-légat sur les vexations que les fermiers du sel font aux habitants de Valréas (12 septembre 1674, f° 245) ; — députant le procureur général au vice-légat au sujet du paiement de la solde des cavaliers réformés (20 février 1675, f° 267) ; — pour obtenir la prohibition de la chasse (3 avril 1675, f° 294) ; — au sujet de l'observation et du règlement de François Sforza, vice-légat, concernant les discussions (3 avril 1675, f° 298) ; — enregistrant une lettre des élus des États au cardinal légat le suppliant de faire que le pays ne soit obligé de payer l'avoine et piznette des cavaliers que pour cinquante-huit portions, conformément au répartition de l'année 1612, et de modérer le règlement fait par le vice-légat contre ceux qui maltraitent « *in otium litis* » (8 mai 1675, f° 319) ; — enregistrement d'une lettre des élus des États aux consuls de Monteux, Entraigues, Vedènes et Sorgues, pour des réparations à exécuter au chemin de Carpentras à Avignon (1^{er} juin 1675, f° 324). — Reddition des comptes du trésorier des deniers provenant du corps des vassaux (25 octobre 1675, f° 353). — Arrivée à Carpentras du cardinal Marescotti (12 décembre 1675, f° 370). — Approbation donnée à la communauté de Mazan en la cause qu'elle a en cour de Rome contre un de ses créanciers prétendant exiger la pension que la communauté lui fait en grosse monnaie, bien qu'elle lui ait toujours été payée en tiers patats (3 février 1676, f° 374). — Délibérations des élus des États :

au sujet de l'imposition d'une taille de 8 000 écus (20 avril 1676, f° 388) ; — au sujet du paiement des pensions en écus d'or, en patals et en grosse monnaie (20 avril 1676, f° 400) ; — décidant de faire mettre vingt-quatre flambeaux avec les armoiries du pays, aux funérailles de Clément X qui se feront dans la cathédrale de Carpentras (8 août 1676, f° 415). — Mention de la mort d'Anguisciola, vice-légat d'Avignon (17 août 1676, f° 416). — Délibérations des élus des États : au sujet d'une lettre de félicitations à adresser au pape Innocent XI pour son exaltation (22 décembre 1676, f° 438) ; — députant le procureur général vers Mgr Nicolini, vice-légat d'Avignon, pour savoir le jour auquel les élus pourront lui rendre les devoirs du pays (4 mars 1677, f° 445) ; — élisant le sieur Floret, François comme secrétaire général des États du pays (21 avril 1677, f° 472) ; — réclamant la prohibition de la chasse (21 avril 1677, f° 482), etc.

C. 31. (Registre.) — In-f°, 716 feuillets, papier.

1677-1687. — Délibérations des États du Comtat. — Délibérations de l'assemblée ordinaire des États : au sujet de l'arrivée du vice-légat à Carpentras (27 avril 1677, f° 2) ; — pour le paiement des fastigages (6 mai 1677, f° 7) ; — pour la lecture des lettres du sieur Mazzini, agent du pays à Rome (25 mai 1677, f° 12) ; — pour la lecture et l'enregistrement d'une lettre du cardinal Cibo nommé légat d'Avignon du 24 février 1677 (5 juin 1677, f° 21) ; — pour l'envoi d'un mémoire contenant les griefs du pays au sujet de la députation en cour de Rome (1^{er} juillet 1677, f° 22). — Délivrance de l'avoine et pignatelle pour la cavalerie italienne (24 août 1677, f° 37). — Arrivée à Carpentras du vice-légat d'Avignon (3 septembre 1677, f° 49). — Délibérations de l'assemblée ordinaire des États : au sujet de la réduction des pensions (2 novembre 1677, f° 59) ; — au sujet du refus fait par les avocats d'Avignon de laisser plaider, dans cette ville, les avocats de Carpentras, qui ayant été reçus docteur de l'Université d'Avignon devraient être les membres du même corps (14 décembre 1677, f° 76) ; — au sujet de la reddition des comptes de noble Jean-Baptiste-Lantiany, docteur-ès-droits et trésorier général des Trois États du Comtat (27 mars 1678, f° 84) ; — pour la prohibition de la chasse (22 avril 1678, f° 98) ; — pour le paiement des fastigages (28 avril 1678, f° 112) ; — au sujet de l'arrivée à Carpentras, le 13 mai 1678, du vice-légat d'Avignon (f° 112) ; — pour la délivrance de l'avoine et pignatelle aux officiers de la cavalerie entretenue dans le pays, pour le service du Pape (17 juillet 1678, f° 124) ; — au sujet d'un règlement du vice-légat pour la vente des grains (30 août 1678, f° 138). — Rapport sur la reddition des comptes de noble Jean Baptiste Lan-

tiany, trésorier général des Trois-États (12 décembre 1678, f° 154). — Assemblée générale des vassaux feudataires (12 décembre 1678, f° 156). — Délibération de l'assemblée des élus du pays au sujet d'un voyage fait à Avignon par le procureur général des États pour exposer au vice-légat l'état des affaires du pays (28 janvier 1679, f° 169). — Assemblée générale des élus des Trois États du Comtat, consuls et députés des communautés (17 avril 1679, f° 176). — Délibérations de l'assemblée au sujet de la prohibition de la chasse, de la députation d'un nouvel agent en cour de Rome, des droits de douane, exigés par les commis du Roi aux lieux de Tulette et de St-Maurice (f° 186). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays, au sujet : de l'arrivée à Carpentras du vice-légat d'Avignon (21 juillet 1679, f° 196) ; — de la fourniture de l'avoine aux cavaliers (10 août 1679, f° 208) ; — de la reddition des comptes de Jean-Baptiste Lantiany, trésorier général du pays (7 septembre 1679, f° 219) ; — de la prohibition de la chasse (9 octobre 1679, f° 229) ; — au sujet du paiement des dettes du pays (15 juillet 1680, f° 245) ; — pour la prohibition de l'accaparement des blés (31 août 1680, f° 259) ; — au sujet des réclamations de la ville de Valréas et lieux circonvoisins contre les fermiers du Roi pour les droits perçus sur les marchandises (4 décembre 1680, f° 264). — Assemblée générale des élus des Trois États, consuls et députés des communautés (21 avril 1681, f° 289). — Délivrance de l'avoine et pignatelle à la cavalerie italienne entretenue dans le Comtat pour le service du Pape (5 juillet 1681, f° 315). — Assemblée générale des élus des Trois États (20 avril 1682, f° 353). — Lettre du cardinal Cibo, légat d'Avignon, aux élus des Trois États du Comtat-Venaissin concernant les affaires du pays (22 avril 1682, f° 376). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays au sujet de la contribution du pays au paiement des dépenses des courriers envoyés à Rome (15 juin 1682, f° 396) ; — au sujet du voyage du procureur général du pays à Avignon près du vice-légat pour lui exposer les affaires du pays et du paiement des frais occasionnés (4 septembre 1682, f° 419). — Assemblée générale des vassaux feudataires (16 mars 1683, f° 445). — Députation des auditeurs des comptes pour l'année 1684 (f° 463). — Lettre des élus des États au cardinal légat au sujet de la nomination du sieur Chaulardi comme lieutenant de recteur du Comtat (25 avril 1683, f° 489). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays, au sujet de la taille générale (2 décembre 1683, f° 515) ; — de la reddition des comptes du trésorier général du pays (20 février 1684, f° 524) ; — au sujet de l'achat d'une maison pour pouvoir loger les archives du pays (20 avril 1684, f° 502) ; — au sujet d'une lettre adressée aux élus du pays par le sieur Calvet, agent de la ville d'Avignon à Rome, concernant les pensions faites par le pays (19 mars 1685, f° 579). — Assem-

blée générale des élus et procureur général du pays (25 avril 1685, f° 590). — Délibérations : au sujet des privilèges du pays (25 avril 1685, f° 605) ; — au sujet de la députation des auditeurs des comptes pour l'année 1686 (f° 609) ; — pour la prohibition de la chasse (f° 610) ; — au sujet du paiement de l'avoine et pignatelle à la cavalerie italienne (f° 626). — Assemblée des élus des États à Avignon pour faire le compliment à Balthazar Cenci, nouveau vice-légat (20 décembre 1685, f° 643). — Mention de l'arrivée dudit vice-légat à Carpentras, le 22 janvier 1686 (f° 645). — Rapport sur l'audition des comptes de Jean-Baptiste Lantiany, trésorier général du pays (1686) f° 649). — Articles du bâtiment que l'Assemblée générale du pays a conclu de faire en la maison acquise pour y loger les archives du pays (f° 683). — Délivrance desdits ouvrages (4 juin 1686, f° 690), etc.

G. 32. (Registre.) — In-f°, 745 feuillets, papier.

1687-1700. — Délibérations des États du Comtat-Venaissin. — Reddition des comptes de Jean-Baptiste Lantiany, trésorier-général des trois États du pays (18 avril 1687, f° 1). — Assemblée générale des élus et procureur général des trois États du Comtat (21 avril 1687, f° 5). — Délibérations de ladite assemblée au sujet de la prohibition de la chasse pendant les trois mois destinés, dans l'année, suivant la coutume, dans les vignes et semis, pour la conservation des fruits et des espèces d'animaux (18 avril 1687, f° 9) ; — pour la rédaction d'un inventaire des archives du pays (22 avril 1687, f° 13) ; — pour la désignation de Malaucène au lieu de Venasque et de Caderousse au lieu de Mazan pour assister aux assemblées générales (27 mai 1687, f° 18). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de la fourniture de l'avoine et pignatelle destinée à la cavalerie italienne (22 août 1687, f° 25) ; — pour une convention passée entre Barthélemy Bérenger, prix-facteur de la réparation de la maison des archives indiquant l'époque à laquelle il aura terminé son travail (27 octobre 1687, f° 32) ; — pour la construction de placards dans ladite maison pour y déposer les archives (27 octobre 1687, f° 33). — Ordonnance de Balthazar-Cenci, vice-légat d'Avignon, concernant les émoluments que le secrétaire de la Chambre Apostolique doit recevoir pour les actes d'investiture (30 mars 1688, f° 51). — Délibérations au sujet du salaire attribué aux députés pour faire l'inventaire des archives du pays, portant que, ledit inventaire étant achevé, il en sera donné un extrait à chacun des trois corps et à chaque judicature, aux dépens du pays (21 avril 1688, f° 63) ; — pour informer le légat et le vice-légat et autres des vexations que souffre la ville de Valréas et cinq villages de sa judicature, de la part des fermiers des douanes et foraine et pour leur de-

mander de les faire cesser (21 avril 1688, f° 64). — au sujet d'une requête présentée à l'assemblée générale des élus du pays par la communauté de Châteauneuf-de-Gadagne, pour la supplier de demander au légat de révoquer le privilège accordé au duc de Gadagne de défendre la chasse dans le terroir de Châteauneuf (21 avril 1688, f° 68) ; — portant que les papiers concernant le tiers-état seront mis à part, sous la surveillance des élus des trois judicatures (21 avril 1688, f° 72). — Députation du procureur-général au vice-légat d'Avignon, auquel un hoqueton a commandé de la part du Roi de congédier et de mettre hors l'État la soldatesque entretenue pour le service du Pape pour l'assurer de l'inviolable fidélité du pays au St-Père (28 octobre 1688, f° 81). — Députation du procureur-général du pays à l'intendant de Provence, arrivé à Avignon pour lui faire compliment de la part du pays et recevoir ses ordres (6 octobre 1688, f° 83). — Assemblée générale des élus du Comtat-Venaissin, pour assister à la publication de l'arrêt donné à Aix pour la réunion du pays à la couronne de France et pour prêter serment de fidélité et d'hommage au roi de France (11 octobre 1688, f° 84). — Protestation par le procureur général du pays sur ce que le Parlement d'Aix avait député un commissaire pour assister à l'assemblée générale des États contre les privilèges du pays (11 octobre 1688, f° 86). — Délibération de l'assemblée générale des États de députer au roi, pour l'assurer de l'inviolable fidélité du pays et pour le supplier de conserver le Comtat-Venaissin dans la jouissance de ses privilèges (f° 87). — Teneur du serment de fidélité prêté au roi par les élus des trois États du Comtat-Venaissin (13 octobre 1688, f° 90). — Teneur de l'arrêt du Parlement de Provence portant réunion de la ville d'Avignon et du Comtat-Venaissin au domaine de la couronne (28 octobre 1688, f° 91). — Lettres de créance pour M. le marquis de Venasque et M. de Villeneuve, députés au roi (18 octobre 1688, f° 95). — Délibération de l'assemblée ordinaire du pays pour l'envoi à Aix du procureur général pour informer l'intendant des instructions données aux députés au Roi et le supplier d'en écrire à la cour (3 janvier 1689, f° 99). — Relation à l'assemblée ordinaire du pays, par le procureur général, du résultat de ses voyages à Aix (3 janvier 1689, f° 99). — Permission accordée par le roi de France aux élus du Comtat de tenir leurs assemblées générales ou particulières sans l'assistance du Parlement de Provence (6 janvier 1689, f° 102). — Permission accordée par le comte de Grignan, lieutenant-général du roi en Provence, aux habitants des granges du Comtat de tenir des armes pour se défendre des voleurs (18 janvier 1689, f° 105). — Délibération de l'assemblée ordinaire du pays au sujet de l'ordre du comte de Grignan portant que tous les habitants du Comtat seront désarmés, sauf les gentilshommes, de provoquer une assem-

blée du tiers-état pour obtenir un adoucissement à cet ordre (12 mars 1689, f° 106). — Assemblée générale des élus des trois États (19 avril 1689, f° 112). — Relation par MM. de Venasque et de Villeneuve, députés au roi, de leur voyage à la cour (19 avril 1689, f° 113). — Lettres : de Louis XIV, roi de France, aux trois États du Comtat-Venaissin pour leur annoncer le départ de la cour de MM. de Venasque et de Villeneuve, en les assurant qu'ils ont bien rempli leur mission (25 mars 1689, f° 114) ; — de M. de Colbert aux mêmes pour les assurer de sa protection (25 mars 1689, f° 114). — Remontrances faites au roi par les députés des États du pays et réponse faites à ces remontrances (f° 115) : portant que le procureur fera toutes les remontrances nécessaires pour que le lieu de Bonnieux et autres du Comtat aient un passage libre du Comtat au Comtat sans payer aucuns droits (19 avril 1689, f° 127) ; — portant que la dépense faite par plusieurs villes et lieux du Comtat pour le logement des gens de guerre sera payée sur le corps du pays (19 avril 1689, f° 128) ; — diminuant de 100 livres la taille de la communauté de Caderousse, attendu le dommage causé à son terroir par le Rhône (19 avril 1689, f° 128) ; — pour faire imprimer les bulles des papes et autres privilèges du pays, afin d'en distribuer un exemplaire à chaque ville et lieux du pays (19 avril 1689, f° 130). — Assemblée générale des vassaux feudataires du Roi dans le Comtat-Venaissin (20 juin 1689, f° 134), et nomination de M. Jean-Joseph de Fougasse, seigneur de La Bastie des Reynauds et d'Entrechaux comme élu de la noblesse (f° 140). — Nomination des conseillers pour traiter et conclure sur les intérêts du pays (f° 141). — Délibération de l'assemblée des élus du Comtat au sujet du procès entre les représentants des trois États et ceux du clergé, ceux-ci prétendant être exempts des dépenses des gens de guerre (19 août 1689, f° 149). — Lettre écrite par les élus du Comtat-Venaissin à Balthazar Cenci, vice-légat, lui témoignant la joie qu'ils ont de rentrer sous la domination du St-Siège et leur plaisir de son retour (30 octobre 1689, f° 154). — Réponse du vice-légat d'Avignon (5 novembre 1689, f° 155). — Assemblée des délégués des États du Comtat à Avignon, dans la maison de M. Cosme de Sade, pour de là aller rendre les devoirs du pays à Balthazar Cenci, vice-légat d'Avignon (8 novembre 1689, f° 156). — Assemblée générale des élus des trois États du Comtat, pour assister à la lecture du bref de Philippe Onofrii, nouveau recteur du Comtat-Venaissin (14 novembre 1689, f° 157). — Délibérations de la même assemblée : au sujet du droit de barre qu'on exige des passants sur le pont de Lagnes (17 novembre 1689, f° 162) ; — pour une députation à envoyer au Pape pour l'assurer de l'inviolable fidélité du pays revenu sous sa domination (15 novembre 1689, f° 164). — Députation de MM. l'évêque de Cavaillon pour le clergé, de

la Bastie, élu de la noblesse, pour le tiers-état (15 novembre 1689, f° 169). — Délibérations sur la demande des consuls de Cavaillon et de Caumont que le pays supporte la dépense faite par les cavaliers du vice-légat accompagnant les « chaînes » des forçats passant par le pays (15 novembre 1689, f° 173) ; — sur les honneurs à rendre au pape défunt lors des funérailles qui doivent avoir lieu dans la cathédrale de Carpentras (25 novembre 1689, f° 175). — Lettre des États du Comtat à Alexandre VIII sur son exaltation et au prince Ottoboni, son neveu (28 novembre 1689, f° 176). — Lettre de félicitation par les États du pays au cardinal Ottoboni pour sa nomination à la légation d'Avignon (25 février 1690, f° 178). — Réponse du cardinal Ottoboni à cette lettre (18 mars 1690, f° 179). — Délibérations de l'assemblée générale des élus du pays : portant de ne pas faire l'inventaire des papiers du pays, mais de les ranger dans le placard de la salle des archives (19 avril 1690, f° 190) ; — au sujet de la dépense faite par plusieurs communautés pour le logement des gens de guerre et sur la dépense faite à Carpentras par l'équipage de M. le comte de Grignan (19 avril 1690 f° 191) ; — pour la désignation des communes de Méthamis et de Mazan pour assister aux assemblées générales aux lieux de Mormoiron et de Monteux (27 avril 1690, f° 194). — Délibération portant que lors de la tenue des assemblées générales auxquelles les consuls des communautés adjointes assisteront, la carrière des juifs de Carpentras paiera aux valets de Mgr l'évêque de Vaison et à ceux de l'élu de la noblesse, faisant en tout 24 livres, et qu'aux assemblées où n'assisteront que les élus, il ne leur sera payé que la moitié (8 mai 1690, f° 198). — Nomination de M. Rollerli comme député du tiers-état au Pape, en remplacement de M. des Armands (22 mai 1690, f° 201). — Lettre écrite par les élus du pays au légat pour lui annoncer la députation du sieur Rollerli (24 mai 1690, f° 202). — Délibération de l'assemblée générale des élus au sujet de l'arrivée du cardinal Durazzo, évêque de Carpentras, en cette ville (18 août 1690, f° 210). — Mémoire à présenter au Pape pour le supplier d'ordonner que les clercs contribuent aux tailles du pays (18 août 1690, f° 214). — Assemblée des élus et procureur-général des trois États du Comté-Venaissin pour faire le compliment au cardinal Durazzo, évêque de Carpentras (4 septembre 1690, f° 215). — Instructions données aux députés du pays à Rome, MM. Rollerli et de la Bastie, pour être présentées au pape Alexandre VIII (22 mai 1690, f° 217). — Lettres des élus des trois États du Comtat : au pape Alexandre VIII (15 octobre 1690, f° 220) ; — au cardinal Ottoboni, légat d'Avignon (18 octobre 1690, f° 221) ; — à Mgr Scotti, auditeur du cardinal Ottoboni, 18 octobre 1690, f° 221). — Relation des députés du pays à Rome sur tout ce qu'ils ont

fait et négocié pour les affaires du pays (6 mars 1691, f° 223). — Mémoire présenté au pape : au sujet du rétablissement du « pedon » établi par les officiers du pape et qui allait d'Avignon à Gênes, porteur des lettres, procédures et autres papiers du pays ; — demandant, pour la communauté de Bédarrides, la permission de construire un pont sur la rivière de Sorgues, et pour qu'il soit permis de faire un faubourg hors et proche la ville de Carpentras (octobre 1691, f° 228). — Lettres de remerciements des élus des États au marquis Cenci et au marquis Anguisciola, pour les services qu'ils ont rendus aux députés du pays (19 mars 1691, f° 232). — Assemblée générale des élus des trois États (23 avril 1691), et délibérations : pour obtenir la prohibition de la chasse (f° 242) ; — pour faire dresser une carte géographique de tout le pays (f° 246). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : pour l'envoi d'une députation à Mgr Fieschi, nouveau vice-légat, pour savoir le jour qu'il lui conviendra de recevoir les élus du pays (5 août 1691, f° 250) ; — pour le logement de la cavalerie (17 août 1691, f° 258). — Assemblée générale des élus et procureur-général du pays à Avignon, pour faire compliment à Mgr Fieschi, archevêque et nouveau vice-légat (22 août 1691, f° 260). — Mention de l'arrivée à Carpentras du vice-légat d'Avignon (20 novembre 1691, f° 266). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de l'ordonnance du vice-légat défendant de transporter hors de Carpentras et son terroir aucuns grains sans sa permission (25 février 1692, f° 266) ; — au sujet des devoirs à rendre à Mgr Delphini, nouveau vice-légat (21 avril 1692, f° 271) ; — pour poursuivre contre la communauté de Sorgues, la cessation du droit de barre qu'on exige sur le pont dudit lieu (21 avril 1692, f° 279) ; — au sujet de la contribution du pays demandée par la communauté de Robion, pour changer le lit de la rivière du Caulon à cause de ses inondations fréquentes (21 avril 1692, f° 282). — Lettre des élus des États au cardinal de Spada au sujet de l'établissement d'un dépôt d'archives où les notaires seraient obligés de remettre copie de tous leurs actes et s'opposant à cette création (9 mars 1692, f° 292). — Délibération de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet du change des patats pour la monnaie du roi (16 mai 1692, f° 293) ; — pour supplier le vice-légat d'Avignon de faire fabriquer de petites espèces de monnaies d'argent pour remplacer les patats et de régler le change à un patat par sou (25 juillet 1692, f° 298) ; — au sujet d'un ordre du vice-légat défendant de transporter les grains hors des lieux et leurs terroirs sans sa permission (13 septembre 1692, f° 310). — Assemblée des vassaux et nomination de Joseph-Antoine de Grillet pour élu de la noblesse du Comtat (6 octobre 1692, f° 313). — Députation au vice-légat du procureur du pays, pour demander la modération du règlement enjoignant à

tous les notaires et greffiers de remettre à la fin de l'année, aux mains des juges les rôles de tous les procès criminels (31 octobre 1692, f° 321). — Lettre des élus des États au cardinal légat pour lui demander d'envoyer une députation à Rome (1^{er} février 1693, f° 338). — Mémoire contre l'érection d'un dépôt d'archives publiques dans le Comtat-Venaissin (f° 343). — Assemblée générale des élus : pour la prohibition de la chasse (21 avril 1693, f° 361) ; — pour la désignation des communautés de Monteux et de Vacqueyras pour assister aux assemblées générales à la place de Malaucène et de Mazan (21 avril 1693, f° 371) ; — au sujet de la perte faite par le trésorier à cause de la diminution des monnaies (22 juin 1693, f° 384) ; — au sujet des droits exigés en passant de Bonnieux à Ménétréol, sur une langue de terre de Provence (21 août 1693, f° 401) ; — pour que les règlements du vice-légat concernant la réparation des ponts et des chemins soient exécutés (3 janvier 1694, f° 404) ; — pour la prohibition de la chasse (23 avril 1694, f° 416) ; — au sujet de remerciements à adresser au Pape pour les sommes qu'il a fait distribuer aux pauvres honnêtes du pays par l'intermédiaire du vice-légat (23 avril 1694, f° 427) ; — au sujet du défrichement de la montagne de Caromb appelée Le Pati, contre les règlements du vice-légat (f° 427) ; — concernant un livret d'arithmétique pour réduire toutes sommes de monnaies du roi en monnaie courante, à raison de soixante-deux sous l'écu du roi, en grosse monnaie du pays, fort curieux et utile au public, fait par un des habitants de la dite communauté (21 avril 1694, f° 428). — Lettre du cardinal Spada au vice-légat, lui annonçant que le pape a destiné les émoluments du grand sceau pour être distribués aux pauvres du Comtat-Venaissin (16 juin 1694, f° 435). — Lettre de Marc Delphin, vice-légat d'Avignon, aux élus du Comtat, les informant des instances faites près de lui pour obtenir la liberté de sortir des grains hors du Comtat et leur demandant leur sentiment à ce sujet ; délibération des élus de s'en remettre à la prudence du vice-légat (21 août 1694, f° 444). — Délibération des élus suppliant le vice-légat de faire un règlement contre ceux qui dérobent des fruits et contre ceux qui les achèteront, sous des peines rigoureuses, et aussi de renouveler les règlements contre les Bohémiens (19 octobre 1694, f° 447). — Délibérations des élus : au sujet de la demande des Célestins et des Chartreux, au pape qu'il soit dérogé à la bulle de Sixte IV leur défendant d'acheter des fiefs et des pensions et d'acquérir des possessions dans le Comtat-Venaissin (17 novembre 1694, f° 453) ; — au sujet de la prétention émise par les intendants du roi de faire payer la capitation à tous ceux, tant séculiers qu'ecclésiastiques qui possèdent des fiefs dans le royaume de France, quoiqu'ils soient sujets de Sa Sainteté et habitant dans le Comtat (2 mars 1695, f° 472). — Délibérations des élus des États du

Comtat : pour la réparation des chemins et pour la punition des voleurs (20 avril 1695, f° 479) ; — au sujet du privilège obtenu par M. de Costebelle, viguier d'Avignon, que la juridiction de sa charge s'étendrait à tous les habitants du Comtat pour les causes intentées devant ledit viguier (20 avril 1695, f° 485) ; — au sujet des réparations à faire au placard contenant les archives du pays (7 mai 1695, f° 489). — Assemblée générale des vassaux feudataires du pape (17 octobre 1695, f° 502) ; et délibérations de cette assemblée nommant Paul de Seytre, seigneur de Caumont, comme élu de la noblesse (f° 520). — Assemblée des élus des États pour rendre les devoirs du pays, à Laurent Fieschi, nouveau vice-légat d'Avignon (2 mars 1696, f° 24). — Délibérations pour obtenir la prohibition de la chasse (27 avril 1696, f° 536). — Assemblée des élus à Avignon pour rendre les devoirs du pays à M. Gualteri, nouveau vice-légat (25 juin 1696, f° 49). — Délibération de faire faire de nouvelles clefs aux caisses des archives (10 juillet 1690, f° 555). — Mémoire des élus du pays au pape, le suppliant d'ordonner que l'office du vice-recteur soit triennal et que cet office, ainsi que celui de juge de la Chambre Apostolique, ne soit pas dans la même famille (10 septembre 1696, f° 566). — Mention de l'arrivée à Carpentras de Mgr Gualteri, vice-légat d'Avignon (22 septembre 1696, f° 567). — Délibérations des élus du pays pour obtenir la prohibition de la chasse (23 avril 1697, f° 582) ; — au sujet du transport du tabac dans les pays étrangers, passant sur les terres du Roi et y payant de gros droits, quoique le débit de ce tabac ne se fasse point dans le royaume et que les habitants ne paient rien pour les autres marchandises, et concluant de supplier le cardinal Spada d'écrire au nonce de France pour faire cesser cette exaction (23 avril 1697, f° 585) ; — au sujet de la répartition du local des archives (23 avril 1697, f° 587) ; — au sujet de l'augmentation du change des patats pour la monnaie du Roi (23 avril 1697, f° 588) ; — demandant que les notaires ne puissent pas forcer les parties à prendre des extraits des contrats perpétuels après trois ans (23 avril 1697, f° 594) ; — pour obliger l'entrepreneur de la maison des archives du pays à réparer à ses dépens la muraille de la dite maison (14 août 1697, f° 617) ; — au sujet du péage exigé à Avignon sur les marchandises pendant la foire de Beaucaire (23 août 1697, f° 611). — Publication du bref de Flavius Barbarossa, nouveau recteur du Comtat-Venaissin (4 janvier 1698, f° 616). — Délibérations des élus du pays : au sujet du droit d'aubaine auquel on veut assujettir les habitants d'Avignon et du Comtat-Venaissin, malgré leurs privilèges de regnicoles (4 janvier 1698, f° 617) ; — sur l'avis de la fabrication de nouvelles monnaies au coin du pape et demandant qu'elle ne soit pas permise, à cause du préjudice que cela causerait au pays (4 janvier 1698, f° 618) ; — pour obtenir la prohibition de la

chasse (f° 629) ; — pour dresser un inventaire de tous les papiers des archives du pays avec une table pour chaque livre, et députation de l'évêque de Carpentras, de M. de Caumont et du sieur d'Inguimberty pour surveiller ce travail (23 avril 1698, f° 634) ; — pour poursuivre l'entrepreneur de la maison des archives pour la réparation de la muraille qui menace ruine (23 avril 1698, f° 636). — Lettre du vice-légat aux élus du pays au sujet du droit d'aubaine en France, auquel on veut assujettir les habitants du pays (4 juillet 1698, f° 643). — Délibération de l'assemblée ordinaire du pays sur la nouvelle que le Roi, à la sollicitation du nonce, a déclaré les habitants d'Avignon et du Comtat regnicoles et jouissant des mêmes libertés et privilèges que les Français naturels et exprimant toute la gratitude du pays au cardinal Spada et au nonce (6 juillet 1698, f° 645). — Assemblée des élus et procureur général des trois États du Comtat Venaissin (22 août 1698, f° 645) ; et délibération de la dite assemblée portant que, « pour marque de souvenir éternel », il sera fait « une inscription sur un marbre en lettres d'or, et de la faire « mettre sur la porte de la maison dudit pays aux fins que « tout le public, à l'advenir puisse le lire et sçavoir les bénéfices que cet État a reçus de Sa Majesté » (22 août 1698, f° 646). — Lettre de remerciements des élus du pays à Delfini, nonce en France, pour avoir obtenu l'exemption du droit d'aubaine, en faveur des habitants du pays (22 avril 1698, f° 648). — Assemblée des feudataires de Sa Sainteté et nomination du sieur François Balthazar de Boutin, seigneur de Valouse, comme élu des vassaux (22 octobre 1698, f° 657). — Délibérations : au sujet d'un ordre du vice-légat de ne point transporter les grains hors du Comtat sans la réquisition des élus du pays (29 octobre 1698, f° 665) ; — pour protester contre le double droit qu'on exige, depuis quelque temps, des habitants du Comtat portant denrées et marchandises en Provence « quoique le Comtat soit une partie de la « dite Provence » (29 octobre 1698, f° 681) ; — au sujet du contrôle du sel aux portes d'Avignon et de l'obligation de tous ceux qui le font contrôler de payer deux patats contre la coutume (22 octobre 1698, f° 689) ; — pour la confection d'une table par lettres alphabétiques de toutes les matières contenues dans les livres des conclusions des Trois États du pays (f° 689) ; — pour supplier le vice-légat de décharger les communautés du pays, des frais qu'elles supportent pour les soldats du Roi qu'on tient dans certains lieux du Comtat pour empêcher la communication des huguenots de France avec ceux de la principauté d'Orange (20 mai 1698, f° 691) ; — pour faire graver l'inscription à mettre sur la porte de la maison du pays en mémoire de la confirmation des privilèges du Comtat par le Roi et pour en donner le prix fait, moyennant vingt écus, monnaie courante, au sieur Guigue, sculpteur, qui « a

« promis de faite bien et deubement sur une pierre de St-Didier
 « avec son cadre autour et les lettres de l'inscription noires »
 (7 août 1699, f° 693) ; — Délibération des élus, sur l'avis de
 l'arrivée à Avignon du cardinal Delfini, nonce en France,
 pour aller lui rendre les devoirs du pays (8 décembre
 1699, f° 703). — Assemblée ordinaire du pays à Avi-
 gnon pour rendre les devoirs à Delfini, cardinal nonce en
 France (19 février 1700, f° 705). — Députation du pro-
 cureur général au vice-légat pour le féliciter au nom du pays
 de ce qu'il a été nommé nonce en France (31 mars 1700, f°
 707). — Députation de l'abbé Massei, comme agent en cour
 de Rome (14 avril 1700, f° 721. — Délibérations de rembourser
 aux communautés ce qu'elles ont payé aux soldats qu'on tient
 dans le pays pour empêcher la communication des huguenots
 de France avec ceux de la principauté d'Orange (14 avril 1700,
 f° 724) ; — que, quand il s'agira de faire visite, au nom du
 pays, à des seigneurs passant par ledit pays, l'assemblée ordi-
 naire ne pourra la faire s'il faut sortir de Carpentras, sans
 la participation des autres élus (14 avril 1700, f° 727). —
 Assemblée des élus du pays tenue à Avignon, pour rendre
 les devoirs du pays à Mgr Sanvitali, nouveau vice-légat
 (26 août 1700, f° 741). — Délibérations des élus au sujet des
 funérailles du pape Innocent XII qu'on doit faire en l'église
 St-Siffrein et portant que le pays y fournira 24 flambeaux cire
 jaune, d'environ 3 livres chacun, avec les écussons et armoi-
 ries du pays (8 novembre 1700, f° 743) ; — au sujet de la
 nouvelle que le duc de Bourgogne et le duc de Berry devaient
 passer par Avignon à leur retour de leur voyage d'accompa-
 gnement du Roi d'Espagne et députant le seigneur de Valouse,
 élu de la noblesse et le sieur Firmin, procureur général, pour
 aller au devant des princes jusqu'à quatre ou cinq journées,
 pour les assurer des respects et devoirs du pays (21 décembre
 1700, f° 744), etc.

C. 33. (Registre.) — In-folio, 809 feuillets, papier.

1701-1710. — Délibérations des États du Comtat-
 Venaissin. — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays :
 au sujet de la députation à envoyer au devant des princes,
 petits-fils du Roi de France (4 janvier 1701, f° 1). — Assem-
 blée des élus et procureur-général du pays (19 janvier 1701,
 f° 4), et délibérations de la dite assemblée de faire des présents
 aux ducs de Bourgogne et de Berry jusqu'à concurrence de
 2,000 écus ; — de faire frapper 180 médailles, pesant en tout
 200 pistoles « sur lesquelles il y aura, savoir : l'image de
 « M. le duc de Bourgogne et les armes du pays avec l'ins-
 « cription *Munus Comitatus Venaissini*, à cent des dites
 « médailles et aux quatre-vingts restant l'image de Mgr le duc
 « de Berri avec les armes du dit pays et la même inscription,

« qu'on leur offrira sur deux soucoupes vermeil dans des
 « bourses » (26 janvier 1701, f° 7). — au sujet de l'arrivée des
 princes de Montpellier (25 février 1701) et de l'accueil
 qu'ils ont fait aux députés du Comtat qui s'y étaient rendus
 (3 mars 1701, f° 8) ; — au sujet de la convocation de l'assem-
 blée des élus à Cavaillon au jour de l'arrivée des princes en
 cette ville (3 mars 1701, f° 9) ; — au sujet de l'exposé fait par
 le procureur-général que la ville d'Avignon doit offrir aux
 princes 150 médailles, cent au duc de Bourgogne et cinquante
 au duc de Berry, et que la somme allouée par le pays ne
 suffit pas et décidant d'offrir le même nombre de médailles et
 d'emprunter, pour cet objet, 1,050 livres grosse monnaie
 (3 mars 1701, f° 9) ; — au sujet de la convocation des élus
 du pays à Cavaillon pour le 25 mars 1701, pour y faire les
 compliments et les présents du pays aux princes (11 mars
 1701, f° 14). — au sujet d'une lettre du vice-légat d'Avignon,
 du 18 mars 1701, informant le procureur du pays qu'il a été
 impossible de loger, dans Cavaillon, les princes et leur suite,
 et qu'il ne voit aucune nécessité à ce que les élus se rendent
 à Cavaillon et déclarant que la pensée des élus était de con-
 tenter le vice-légat et de rendre aux princes les mêmes de-
 voirs qu'on rendit autrefois à la reine venant de Marseille et
 passant par Cavaillon (21 mars 1701, f° 12). — Assemblée des
 élus et procureur-général des Trois-États du Comtat-Venaissin
 à Cavaillon, pour rendre les devoirs du pays aux ducs de
 Bourgogne et de Berry et récit de l'arrivée des princes à Ca-
 vaillon et de la visite des élus des trois États. « Ensuite le
 « dit sieur Valladier, tenant en présence de mes dits seigneurs
 « les princes deux soucoupes d'argent en mains, avec une
 « bourse de velours cramoisi sur chacune, dans l'une desquelles
 « bourses il y avait cent médailles, et dans l'autre soixante,
 « toutes du poids d'un louis d'or et demy représentant, d'un
 « côté, les effigies des deux princes, et de l'autre côté, une
 « Diane avec cette légende : *Ludovico, Burgundiae duci Ca-*
 « *rolo Bituricensium duci, Ludovici magni ex Serenis-*
 « *simo Delphino nepotibus e comitatu fratris regna sua*
 « *Hispaniarum potentis feliciter redeuntibus* ; et à l'exer-
 « gue : *Provincia Venaissina MDCCI* » (22 mars 1701, f° 15).
 — Assemblée générale des élus et procureur-général des trois
 États du Comtat (19 avril 1701, f° 23), et délibération au sujet
 de l'inventaire de tous les papiers et documents existant dans
 les archives qui est terminé, et décidant qu'il sera remis aux
 archives et que des copies en seront faites pour être remises
 une à chacun des évêques de Carpentras, de Cavaillon et de
 Vaison, une au sieur de Valouse, une aux consuls de Carpen-
 tras, une à chacun des consuls de L'Isle, Valréas, Pernes,
 Cavaillon et Bollène (19 avril 1701, f° 23). — Assemblée
 générale des élus des trois États du Comtat-Venaissin
 (23 juin 1701, f° 42). — Délibérations de l'assemblée ordi-

naire du Comtat-Venaissin : au sujet de la redevance de l'avoine et pignatelle (20 août 1701, f° 61). — Assemblée des vassaux du Comtat-Venaissin (24 octobre 1701, f° 65). — Élections de Joseph Mathias, marquis de Castellane, de Lauris, chevalier, seigneur de Vacqueiras, comme élu de la noblesse (24 octobre 1701, f° 72). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du Comtat-Venaissin : au sujet de la nomination des procureurs des États (27 novembre 1701, f° 76) ; — de l'aliénation des donations (15 février 1702, f° 82) ; — de la reddition des comptes de Thomas Valadier, trésorier-général du pays (10 avril 1702, f° 85). — Assemblée des élus et procureur-général du pays (20 avril 1702, f° 90), et délibérations : pour la nomination du sieur Gabriel de Benoît pour acteur du pays à Avignon (20 avril 1702, f° 96) ; — au sujet de la défense faite par l'intendant Arnoux, seigneur de Rochegude de chasser dans le territoire du dit lieu qui est partie en Dauphiné et partie dans le Comtat (20 avril 1702, f° 98) ; — au sujet de la mauvaise qualité du sel débité dans le grenier à sel d'Avignon (20 avril 1702, f° 103) ; — de la publication du bref de François-Marie Abbaty, nouveau recteur (3 juin 1702, f° 109). — Délibérations de l'assemblée générale du Comtat-Venaissin : au sujet de la fourniture de l'avoine et pignatelle (18 août 1702, f° 114) ; — au sujet de la protection de la chasse des pigeons et pigeonniers aux lieux de Mormoiron, Flassan, Villes et autres (16 janvier 1703, fol. 129) ; — au sujet de la publication d'un règlement du vice-légat interdisant de transporter hors du Comtat aucune poudre et aux marchands poudriers ou salpêtriers de vendre aucune espèce de poudre tant aux habitants du Comtat qu'aux étrangers sans sa permission (15 février 1703, f° 132) ; — au sujet de l'arrestation à Bédarrides de Pierre Junni pour avoir chassé aux lapins avec furets et panneaux (10 mars 1703, f° 137). — Assemblée générale des élus et procureur général des États du Comtat (26 avril 1703, f° 148). — Délibération au sujet de l'entrée « des rebelles de France sur le fait de la religion catholique » dans le Comtat et du danger de guerre qui en résulte et décidant de repousser les dits rebelles (26 avril 1703, f° 151) ; — de la prohibition de la chasse (26 avril 1703, f° 157) ; — Délibération de l'assemblée ordinaire du Comtat-Venaissin au sujet de la prochaine arrivée du nouveau vice-légat d'Avignon (11 juin 1703, f° 169). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du Comtat-Venaissin au sujet de la fourniture de l'avoine et pignatelle (17 août 1703, f° 173) ; — du rétablissement du libre commerce du Comtat sans payer les douanes et foraines lorsqu'on passe sur les terres du royaume (17 août 1703, f° 183) ; — au sujet de la chasse au lieu de Bédarrides (27 février 1704 f° 193). — Assemblée des élus et procureur général des États du Comtat-Venaissin (22 avril 1704, f° 200) ; et délibération au sujet d'une supplique à envoyer à Mgr Massei, agent

du pays en cour de Rome pour demander au Pape de faire accorder la liberté du commerce du haut et bas Comtat (22 avril 1704, f° 204) ; — au sujet d'une demande de plusieurs communautés d'être remboursées par le pays des sommes par elles payées aux cavaliers du vice-légat escortant les trésors du Roi passant par le pays et par les communautés de Cavaillon et de Caumont (22 avril 1704, f° 217) ; — au sujet d'une lettre du vice-légat d'Avignon au sieur d'Andre, procureur du pays, au sujet de contestations survenues avec les officiers royaux pour la limite du Comtat et pour la Durance et lui demandant de faire extraire des archives du pays tout ce qui concerne les cotisations générales des villes et lieux du Comtat et le paiement de la taille pour les lieux de Caumont et de Cavaillon (5 mai 1704, f° 221) ; — au sujet de la nomination de l'acteur du pays à Avignon (2 juillet 1704, f° 232) ; — au sujet de l'avoine et pignatelle pour l'entretien de la cavalerie italienne (22 août 1704, f° 240) ; — au sujet de la présentation d'un mémorial à Sa Sainteté pour la supplier de conserver les habitants du pays dans la prérogative dont ils ont joui de tout temps d'acquérir la qualité de noble par le grade du doctorat (13 septembre 1704, f° 249). — Assemblée générale des vassaux feudataires du Pape dans le Comtat-Venaissin (23 octobre 1704, f° 252). — Élection de Gaspard-François de Sade, marquis de Mazan et seigneur de Saumane, capitaine de la ville et château de Vaison, comme élu de la noblesse (23 octobre 1704, f° 252). — Assemblée générale des élus des trois États du Comtat-Venaissin et des consuls et députés des communautés adjointes aux élus du Tiers-État (23 avril 1705, f° 267). — Délibérations de la dite assemblée : au sujet du prix du sel (23 avril 1705, f° 278) ; — au sujet de la liberté du commerce du haut au bas Comtat, sans payer aucun droit aux fermiers du Roi (23 avril 1705, f° 269) ; — au sujet de la prohibition de la chasse (24 avril 1705, f° 279). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du Comtat-Venaissin au sujet du paiement en monnaie de roi des arrérages d'une pension de 14 écus d'or, coing du Roi de France, au sieur de Cartier, seigneur de Lagnes (15 juin 1705, f° 282) ; — au sujet d'un procès concernant les limites de Vedènes et d'Avignon (3 octobre 1705, f° 300). — Assemblée générale des élus des États du Comtat-Venaissin (22 avril 1706, f° 312). — Délibération de la dite assemblée : au sujet d'un droit de péage sur les marchandises, denrées et sel exigé des habitants de Bollène passant dans la principauté d'Orange, bien que les dits habitants en soient exempts, « le dit Bollène étant de la val de Buire » (22 avril 1705, f° 314) ; — au sujet des contestations entre la communauté de Caumont et les cavaliers du vice-légat conduisant les chaînes de forçats (23 avril 1706 f° 316). — Assemblée des élus des États à Avignon pour rendre les honneurs à Mgr Gonteri, nouveau vice-

légat (17 août 1706), f° 335). — Arrivée à Carpentras de Mgr Gonteri, archevêque et vice-légat d'Avignon (6 septembre 1706, f° 349). — Assemblée des élus des États à Avignon pour rendre les devoirs du pays à Mgr Doria, nouveau vice-légat (17 novembre 1706, f° 350). — Délibération de l'assemblée du pays au sujet de l'arrivée à Avignon de l'abbé Guinigi, nouveau recteur du Comtat-Venaissin (18 mars 1707, f° 354). — Assemblée des élus des trois États du Comtat à Carpentras pour rendre les honneurs à Bernardin Guinigi, nouveau recteur (31 mars 1707, f° 355). — Assemblée générale des élus et procureur général des États du Comtat (26 1707, f° 367). — Délibérations de la dite assemblée au sujet du salaire attribué aux porteurs de lettres du pays (26 avril 1707, f° 371) ; — pour la prohibition de la chasse (26 374) ; — au sujet des droits de maîtrise qu'on exige des artisans, au détriment du public (26 avril 1707, f° 384) ; — au sujet de l'élection de noble François de Villeneuve comme procureur général des trois États pour trois ans (27 avril 1707, f° 384) ; — au sujet du taux trop élevé auquel les marchands achetant de la soie font prendre à l'argent augmentant de leur volonté les louis d'or de cinq sous et les écus de deux sous au dessus de la valeur ordinaire (28 avril 1707, f° 385). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays au sujet de la suppression d'un droit de péage perçu aux portes d'Avignon sur les marchandises et denrées des habitants du Comtat, venant dans cette ville (12 mai 1707, f° 387) ; — au sujet d'un règlement du vice-légat défendant à toute personne de transporter hors du Comtat aucune quantité de poudre excédant deux onces et aux poudriers, salpêtriers, marchands, revendeurs et autres de vendre ni débiter aucune quantité de poudre aux habitants et aux étrangers sans la permission du vice-légat demandant la liberté de la vente et de la poudre (12 1707, f° 389). — Arrivée à Carpentras de Mgr Sinibaldi Doria, vice-légat d'Avignon (18 septembre 1707, f° 407). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du Comtat-Venaissin au sujet de la prohibition de la chasse dans la partie du territoire de Roche-gude appartenant au Comtat (13 novembre 1707, f° 409). — Assemblée générale des vassaux feudataires du Pape (14 novembre 1707, f° 410). — Élection de Pierre-Balthazar de Fogasse, chevalier, seigneur de la Bastie, des Reynauds et d'Entrechaux, comme élu de la noblesse (14 novembre 1707 f° 418). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays au sujet de l'emplacement du magasin d'avoine à Avignon (26 novembre 1707 f° 420) ; — au sujet de la réparation du Pont des Vaches à Monteux, qui est creusé « de telle sorte que les chaises roulant et autres semblables voitures ne peuvent plus passer » (26 novembre 1707, f° 424) ; — au sujet d'une réclamation du sieur Chastel, imprimeur à Avignon, pour l'imprimerie de deux règlements du vice-légat (26 novembre 1707, f° 430).

— Assemblée générale des élus et procureur général du pays (26 avril 1708, f° 436). — Délibérations de la dite assemblée : au sujet de la prohibition de la chasse (28 avril 1708, f° 444) ; — au sujet de l'établissement d'un péage à St-Saturnin pour la réparation d'un pont (28 avril 1708, f° 445) ; — pour le paiement des sommes accordées aux cavaliers accompagnant la chaîne des torcats (28 avril 1708, f° 448). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de la ferme du tabac (11 juin 1708, f° 462) ; — pour écrire à M. Masson, agent du pays en cour de Rome, de présenter à Sa Sainteté un mémoire la suppliant de ne point permettre l'établissement d'une ferme des tabacs à cause du grand préjudice qu'elle causerait aux habitants du pays (18 juin 1708, f° 465). — Assemblée générale des élus et procureur général des États (9 août 1708, f° 468). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de la levée des gens de guerre (4 juillet 1708, f° 474) ; — au sujet de l'habillement des soldats levés pour le service du Pape (8 juillet 1708, f° 478). — Lettres des élus des États du Comtat au Pape et au cardinal Paulucci, au sujet de l'entreprise des Allemands sur les terres du Saint-Siège et d'une levée de 2000 hommes de troupes (22 juin 1708, f° 480). — Assemblée des élus et procureur général des États du Comtat (17 août 1708, f° 485). — Délibérations au sujet du départ des troupes pour le service du Pape et supplique adressée au vice-légat à ce sujet (11 septembre 1708, f° 497). — Arrivée de Mgr Sinibaldi Doria, vice-légat d'Avignon à Carpentras (15 septembre 1708, f° 502). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays au sujet du prompt départ des troupes, d'une lettre du vice-légat informant que les galères du Pape sont arrivées à Marseille où on a déjà arrêté les barques de transport et fait les provisions nécessaires, et d'une demande faite au comte de Grignan pour avoir les étapes et pour savoir si les troupes pourraient s'embarquer à la tour de Boue, ou s'il faut les envoyer à Marseille (10 octobre 1708, f° 510). — au sujet des dispositions à prendre pour le départ des troupes du Comtat (15 octobre 1708, f° 518) ; — au sujet du compte-rendu par le procureur général du pays du refus des officiers des troupes de partir si leurs appointements n'étaient pas payés (16 octobre 1708, f° 522) ; — au sujet du départ des troupes (26 octobre 1708, f° 526) ; — au sujet du paiement des commissaires envoyés par le vice-légat pour constater les extorsions commises par les troupes (18 novembre 1708, f° 535) ; — au sujet du remboursement réclamé par le trésorier de la ville de L'Isle, des sommes dépensées à l'occasion de la levée des troupes (7 février 1709, f° 547) ; — au sujet d'une demande au vice-légat pour le prier d'obtenir de l'intendant de Provence la permission de sortir de cette province les blés que les habitants y ont achetés (18 mars 1709, f° 553). — Lettre de Sinibaldi Doria, vice-légat d'Avignon à M.

de Villeneuve, procureur général du pays au sujet de la sortie des blés de Provence (20 mars 1709, f° 554). — Lettre des élus des États au vice-légat lui demandant d'obtenir de l'intendant de Provence la sortie des blés achetés à Saull et autres localités pour les habitants du Comtat (10 avril 1709, f° 557). — Réponse du vice-légat (11 avril 1709, f° 558). — Assemblée générale des élus et procureur général des trois États du Comtat-Venaissin (22 avril 1709, f° 564). Ouverture du bref du pape Clément XI aux élus du Comtat, les remerciant de la levée de 2000 hommes pour la défense du St-Siège (11 août 1709, f° 567). — Délibérations des élus des États : au sujet de la disette des grains (22 avril 1709, f° 575). — demandant la suspension des rentes perpétuelles en grains, vu la destruction des semis (22 avril 1709, f° 586). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays au sujet d'une demande de blé à adresser à Rome, vu l'extrême misère du pays (26 avril 1709, f° 591) ; — au sujet du compte-rendu fait par M. de Villeneuve, procureur du pays, de son voyage à Avignon et de la promesse d'accorder une ordonnance générale pour proroger le paiement des rentes perpétuelles jusqu'à la récolte prochaine (30 avril 1709, f° 594) ; — au sujet d'une lettre à adresser au pape Clément XI (9 mai 1709, f° 600) ; — au cardinal Paulucci (f° 601) ; — à Mgr Massei, camérier d'honneur du Pape à Rome (f° 601) ; — au sujet de l'envoi à Rome du sieur Firmin comme courrier extraordinaire du pays (12 mai 1709, f° 603) ; — au sujet d'une lettre de change de 1250 livres à prendre à Avignon, pour être remise au sieur Firmin pour les frais de son voyage à Rome (17 mai 1709, f° 604) ; — au sujet d'une lettre du cardinal Paulucci annonçant l'envoi gratis pour le soulagement du pays de mille mesures de blé (10 juin 1709, f° 604). — Lettre des élus des États au vice-légat d'Avignon lui demandant de les informer lors de l'arrivée des blés envoyés de Rome (12 juin 1709, f° 608). — Réponse du vice-légat aux élus du pays leur déclarant qu'il exécutera les ordres qu'il a reçus du cardinal Paulucci (15 juin 1709, f° 608) ; — au sujet de l'envoi et l'arrivée du blé destiné au pays à Port-de-Bouc (25 juin 1709, f° 618) ; — au sujet de la distribution des dits blés entre le Comtat et la ville d'Avignon (1^{er} juillet 1709, f° 614). — Assemblée générale des élus et procureur général des trois États du Comtat-Venaissin (6 août 1709, f° 627). — Délibérations : au sujet de 1400 charges d'avoine que le pays doit fournir à la compagnie des chevaux-légers et demandant que, pour cette année, elles soient fournies en argent : « la disette des blés obligeant un grand nombre de personnes d'avoir recours au pain d'avoine, il est incon- testablement juste et nécessaire de la réserver pour leur propre usage préférablement aux chevaux » (6 août 1709, f° 636) ; — au sujet de l'achat de blés pour la subsistance du pays (6 août 1709, f° 638) ; — au sujet de la délivrance de

l'avoine (6 août 1709, f° 654). — Lettre de M. de Villeneuve au vice-légat au sujet de remboursement des frais occasionnés au pays par les enrôlements de troupes en 1708 (22 août 1709, f° 670). — Délibérations : au sujet de l'abonnement de l'avoine à fournir aux chevaux-légers (2 septembre 1709, f° 674) ; — au sujet du remboursement de 5,000 livres que le pays a fournies pour la ville d'Avignon (1^{er} octobre 1709, f° 689) ; — pour la distribution du sel à Avignon (7 décembre 1709, f° 702) ; — au sujet du paiement en huile et de l'ajournement de leur paiement en nature « jusqu'à ce qu'il y ait, dans ce pays, de nouveaux oliviers en état de fournir des récoltes d'olives comme par le passé, attendu que la rigueur du froid de l'hiver dernier a fait mourir tous les oliviers » (10 janvier 1710, f° 708). — Ordonnance de Sinibaldi Doria, vice-légat d'Avignon, déclarant que les rentes en huiles seront payées en argent sur le pied de 4 livres monnaie de France l'émine, et de 20 écus la charge, jusqu'à ce qu'il y ait des oliviers en état de porter des récoltes (20 février 1710, f° 717). — Mention de la mort de Mgr Laurent Buti, évêque de Carpentras (22 avril 1710, f° 733). — Assemblée générale des élus des trois États du Comtat (23 avril 1710, f° 734). — Délibérations pour faire restituer aux communautés les armes qu'elles avaient fournies pour les troupes levées pour le service du St-Siège (23 avril 1710, f° 747) ; — au sujet du paiement de l'avoine à la compagnie des chevaux-légers (8 janvier 1710, f° 761) ; — au sujet du refus fait à Avignon de livrer du sel aux habitants du Comtat (16 septembre 1710, f° 785) ; — au sujet du paiement des soldats pour saisir les malfaiteurs (17 octobre 1710, f° 792). — Assemblée générale des vassaux du pape (29 octobre 1710 f° 797). Élection de Jean-Baptiste Henri de Forbin, Meynier, Castellane, Pontevès, baron d'Oppède, marquis de la Verdière, seigneur de la Fare et autres places, comme élu de la noblesse (29 octobre 1710, f° 803) ; — etc.

C. 34. (Registre.) — In-f°, 618 feuillets, papier.

1711-1719. — Délibérations des États du Comtat Venaissin. — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays sur le projet du vice-légat de faire un règlement portant que chaque habitant du Comtat sera tenu de donner tous les ans, au mois de janvier, une déclaration du nombre de personnes qui composent sa famille et le nombre des bestiaux qu'il possède pour régler la quantité de sel à lui expédier (15 janvier 1711, f° 2) ; — pour engager le vice-légat à renoncer audit règlement (23 janvier 1711, f° 3) ; — approuvant un mémoire rédigé sur le même sujet, (28 janvier 1711 f° 4) ; — au sujet d'un projet d'établir trois professeurs en médecine en plus à Avignon et de taxer, pour leur paiement, les villes principa-

les à 20 écus, les communautés, à 10 écus et les autres à 5 écus, et pour s'opposer à cet établissement (13 mars 1711, f° 10). — Assemblée générale des élus des États du Comtat (23 avril, f° 18). — Délibérations de cette assemblée : au sujet de la prohibition de la chasse (23 avril 1711, f° 24) ; — sur la députation des auditeurs des comptes des trésoriers (f° 25) ; — au sujet de la répartition des sommes empruntées pour la levée des troupes (23 avril 1711, f° 28) ; — au sujet de l'exposé fait par le procureur général que, le baron d'Oppède ayant obtenu du Roi la permission de prendre « l'eau de la Durance et de « la faire passer partout où il voudra, il aurait le dessein, « sous l'agrément qu'il a de Monseigneur le vice-légat, de « prendre l'eau de la rivière de la Durance, du côté de Mé- « rindol en Provence et de la faire passer à travers tout le « Comtat par un canal navigable ; mais qu'avant de com- « mencer l'entreprise, le dit seigneur baron souhaite que la « province prenne une juste information sur la possibilité et « l'utilité de ce canal par des gens experts tels qu'il lui « plaira ». — Nomination d'une députation composée de MM. de Lantiany, premier consul de Carpentras, Fayard, de L'Isle, Darut, consul de Valréas, et Mignard, d'Avignon, pour se porter sur les lieux où l'on prétend « faire le canal « et pour examiner s'il est de possible et facile exécution et « de quelle utilité il pourra être au général et au particulier « du pays » (23 avril 1711, f° 30) ; — au sujet d'un procès avec Mme la duchesse de Gadagne, prétendant que, la terre de Châteauneuf de Gadagne étant un fief impérial, elle est exempte du paiement des tailles (23 avril 1711, f° 31) ; — au sujet d'une demande faite par les communautés de Sarrians, Aubignan, Séguret, Velleron, Venasque, Sorgues, Entraigues, St-Saturnin et Caumont de pouvoir envoyer à l'assemblée générale, tous les ans, à leurs dépens, un consul ou député et refusant d'augmenter le nombre des consuls et députés composant l'assemblée générale, « non seulement parce que l'usage et la coutume y sont contraires depuis des siècles entiers, mais parce que ce serait brescher à l'établissement et manquer de respect aux ordres de nos seigneurs supérieurs qui entrent dans cette assemblée (24 avril 1711, f° 36). — Délibération de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet du règlement demandé par les fermiers royaux pour le sel (11 mai 1711, f° 41). — Arrivée à Carpentras de Mgr François-Marie Abbaty, évêque de la dite ville (31 mai 1711, f° 42). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de l'établissement à Avignon de nouveaux professeurs en médecine payés par les communautés du Comtat (7 juillet 1711, f° 48) ; — au sujet du paiement de l'avoine et pignatelle (21 août 1711, f° 57). — Assemblée générale des élus des États à Avignon pour rendre les devoirs du pays à Mgr Salvati, nouveau vice-légat (28 septembre 1711, f° 76). — Teneur

du rescrit obtenu contre les professeurs en médecine d'Avignon, déclarant que les communautés ne seront point tenues à contribuer à leur traitement (30 septembre 1711, f° 87). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays au sujet de la taxe des droits de l'archiviste (5 décembre 1711, f° 96) ; — mémoire au sujet des droits perçus par le dit archiviste d'Avignon (f° 101) ; — au sujet du refus de Madame de Gadagne de payer les tailles (6 avril 1712, f° 118) ; — au sujet de la reddition des comptes du trésorier général du pays (22 avril 1712, f° 123). — Assemblée générale des élus des États du Comtat (25 avril 1712, f° 128). Délibérations : pour obtenir la prohibition de la chasse (26 avril 1712, f° 136) ; — pour la vérification des taxes et parcelles du trésorier général (26 avril 1712, f° 138) ; — pour des réparations à faire à la maison des archives (26 avril 1712, f° 139) ; — au sujet du droit de péage exigé aux portes d'Avignon sur les marchandises, denrées et autres choses que les habitants du Comtat portent en la dite ville (26 avril 1712, f° 139). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet du péage exigé sur les marchandises aux portes d'Avignon (6 mai 1712, f° 150) ; — au sujet de la taxe des droits de l'archiviste d'Avignon (6 mai 1712, f° 152). — Arrivée à Carpentras de Mgr Salvati, vice-légat d'Avignon (10 mai 1712, f° 150). — Ordonnance de Salvati, vice-légat d'Avignon, concernant les vols d'olives ou de plants d'oliviers (23 mai 1712, f° 159). — Lettre du sieur de La Batie au sujet des excès commis par les cheval-légers de la garnison du vice-légat (1^{er} septembre 1712, f° 176). — Délibération de l'assemblée ordinaire du pays au sujet de la nomination de l'abbé de Codebo, comme recteur du Comtat (31 octobre 1712, f° 181). — Assemblée générale des élus et procureur général des États du Comtat pour assister à la lecture du bref d'Alexandre de Codebo, nouveau recteur (4 janvier 1713, f° 184). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet du paiement d'une pension de 1800 écus dus par les États du pays à noble Thomas Poyol (18 février 1710, f° 187) ; — au sujet des prétentions de la duchesse de Gadagne de ne pas payer les tailles (5 avril 1713, f° 188) ; — pour la reddition des comptes du trésorier général du pays (5 avril 1713, f° 192). — Assemblée générale des élus des États du pays (24 avril 1713, f° 195). — Délibérations de la dite assemblée : au sujet des exactions commises par les cavaliers dans les communautés où ils passent (24 avril 1713, f° 196) ; — pour la prohibition de la chasse (25 avril 1713, f° 201) ; — pour les réparations des chemins (25 avril 1713, f° 206). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de la proposition faite par la communauté de Bédarrides de construire un pont sur la Sorgue et de l'opposition, faite à ce sujet, par la communauté de Sorgues (15 mai 1713, f° 215) ; — pour accorder la permission à M. de Valouse de faire faire quelques

médailles de plomb ou d'étain sur les coings que le pays fit battre pour les médailles affectées aux princes de France (3 juin 1713, f° 227) ; — au sujet du receveur de l'avoine à Sorgues (1 août 1713, f° 244) ; — au sujet du logement de la cavalerie à Valréas, Visan, Grillon, Malaucène, Vaison, Puymeras, Bollène, Piolenc et Camaret (12 août 1713, f° 250) ; — au sujet des difficultés éprouvées à Sorgues par les cavaliers pour recevoir l'avoine (6 octobre 1713, f° 262) ; — au sujet de « l'incendie qui a brûlé la nuit passée la maison de « cette ville et une partie de celle du pays attenantes ensemble et les papiers du général du pays, dont on n'a pu sauver « que quelques restes tout enflammés et à demy brûlés et qui « paraissent n'être que de ceux des sacs des comptes des trésoriers du pays, qu'on ne sait point encore comment le feu « s'est pris à la dite maison de ville, mais qu'il était si grand, « si violent et si universellement allumé par toute la maison « de ville que, si le bon Dieu n'avait absolument retenu tous « ses vents pendant le temps de ce fatal incendie, il est « certain qu'on n'aurait pas pu éviter que tout ce quartier là n'eût été brûlé et peut-être même une bonne partie de la ville » (22 novembre 1713, f° 272) ; — au sujet du même incendie et des causes qui ont pu produire ce désastre (25 novembre 1713, f° 274. — Assemblée générale des vassaux feudataires du Comtat-Venaissin (31 janvier 1714, f° 282. — Élection de Joseph de Cambis, seigneur de Velleron, de Cairanne et de Sorgues, colonel général de l'infanterie de Sa Sainteté dans cet État, comme élu de la noblesse (31 janvier 1714, f° 289). — Délibération de l'assemblée ordinaire du pays au sujet de la réponse faite par M. Massis, agent du pays à Rome, auquel on avait fait connaître l'incendie des archives du pays (3 février 1714, f° 297). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (23 avril 1714, f° 306). Délibérations : au sujet des comptes du trésorier (24 avril 1714, f° 312) ; — pour le paiement de l'avoine et pignatelle (24 avril 1714, f° 313) ; — pour l'achat de livrées pour habiller les valets dont on se sert lors des assemblées et visites que le pays fait aux seigneurs supérieurs « pour donner quelque « sorte de distinction à ceux qui représentent cet illustre « corps. L'assemblée décide de faire faire six habits de livrée de drap bleu, doublé de rouge avec des galons de soie « veloutée qu'on mettra aux poches, manches et coutures des « justes corps de la manière que M. le marquis de Velleron « le trouvera à propos. et d'acheter six paires de bas rouges, « six chapeaux noirs bordés d'un galon d'or ou d'argent pour « en habiller les six valets » (24 avril 1714, f° 315) ; — au sujet de la conservation des bois et décidant qu'il sera fait défense à toute personne, de quelque condition qu'elle soit, de dégrader et de défricher les bois ; que de tous les bois restant dans le pays, il en sera mis une moitié en réserve, dans la-

quelle il sera défendu, sous peine de 100 livres pour ceux qui auront du bien, et du carcan pour les autres, de couper le moindre bois ; l'autre moitié restant à la disposition des communautés ou particuliers ayant droit de dépaissance ; spécifiant, en outre, que, pour les garrigues, on aura la liberté d'en chauffer les fours, à condition que, dans les communautés où ils peuvent brûler sans ces bois et où il y aura une grande étendue de garrigues, il en sera mis la moitié en réserve (24 avril 1714, f° 315) ; — au sujet de la conservation des terrains bordant les rivières, traversant ou divisant le Comtat, le Rhône, la Durance, l'Ouvèze, l'Egues et décidant de supplier le vice-légat de faire un règlement portant qu'on ne puisse couper les bois croissant naturellement ou plantés par les intéressés aux bords des rivières et dans les crémens, sous peine de 100 écus d'amende ou du carcan pour la première fois, de 300 écus ou du fouet pour la seconde fois, et de 1000 écus ou la galère et autres à l'arbitre du vice-légat pour la troisième, et que, sous les mêmes peines, on ne puisse défricher les crémens qu'en laissant au moins 200 pas pour le Rhône et la Durance et 100 pas pour l'Egues et l'Ouvèze (24 avril 1714, f° 316). — Supplique adressée au vice-légat au sujet de la fourniture de l'avoine à la compagnie des chevaliers légers d'Avignon (mai 1714, f° 335). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de la diminution des patats (19 mai 1714, f° 343) ; — au sujet de l'avis donné par le procureur général « que la maladie qui a fait tant de ravages sur le bétail en Italie commence d'attaquer les bestiaux « de nos voisins, surtout dans la vallée de Saull, et qu'il serait « bon de faire imprimer la recette des remèdes dont on se « sert pour prévenir le mal » (11 juin 1714, f° 351) ; — au sujet de l'ordonnance du vice-légat d'Avignon fixant à 201 livres grosse monnaie la redevance à payer par le pays pour l'avoine et pignatelle de chaque cheval-léger, au nombre de soixante en tout, et décidant que les communautés du Comtat paieront, pour cet objet, la somme de 12.060 livres grosse monnaie (7 août 1714, f° 359) ; — au sujet de la reddition des comptes du trésorier général (16 avril 1715, f° 372). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (24 avril 1715, f° 378). — Délibérations : au sujet de la prohibition de la chasse (24 avril 1715, f° 378) ; — au sujet du remplacement du trésorier et du secrétaire général des trois États (24 avril 1715, f° 385) ; — au sujet de la réunion de la Principauté d'Orange au Dauphiné et demandant la conservation des droits et privilèges dont les sujets de Sa Sainteté ont toujours joui, du temps des princes d'Orange, pour le commerce et libre passage des denrées et marchandises d'un lieu à l'autre (24 avril 1715, f° 390) ; — au sujet d'une lettre à adresser au cardinal Albany à Rome pour lui demander sa protection (5 avril 1715, f° 394). — Délibérations de l'assemblée

générale du pays : au sujet de la réparation des chemins (29 avril 1715, f° 401) ; — au sujet de l'avis donné par le procureur du pays de la mort de Louis XIV, roi de France, et de la demande de témoigner à Louis XV, nouveau roi, ainsi qu'au d'Orléans, régent, la douleur du pays de la mort d'un si grand monarque (9 novembre 1715, f° 406) ; — au sujet de la fabrique de tabac, établie à Bollène, et des entraves mises à l'expédition de ses produits par les officiers du Roi (17 décembre 1715, f° 408). — Assemblée générale des élus et procureur des États (23 avril 1716, f° 422). — Délibérations : au sujet de la conservation des bois (23 avril 1716, f° 430) ; — pour la conservation des oliviers (23 avril 1716, f° 430) ; — au sujet de la mauvaise qualité du sel débité à Avignon aux habitants du Comtat (23 avril 1716, f° 433) ; — pour demander à Louis XV, roi de France, la confirmation, des lettres de naturalité accordées aux habitants du pays par ses prédécesseurs (24 avril 1716, f° 434). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet d'une ordonnance à demander au vice-légat sur le trop grand nombre de chevaux et de mulets qu'on attèle aux charrettes (10 mai 1716, f° 443). — Instructions données au marquis de Velleron, élu des vassaux du Comtat, député par l'assemblée générale dudit pays, pour féliciter Louis XV, roi de France, à son avènement, à la couronne (f° 448). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays pour assister à la lecture du bref nommant Octavien Gasparini recteur du Comtat-Venaissin (25 juin 1716, f° 455). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de la mort du sieur Valadier, trésorier, et décidant que le pays fournira 6 flambeaux de cire blanche avec l'écusson et armes du pays à ses funérailles (21 juillet 1716, f° 459) ; — au sujet de l'obtention d'un rescrit pour faire ajouter foi en justice au livre sommaire des actes du pays rédigé avant l'incendie des archives en 1713 (2 septembre 1716, f° 464) ; — au sujet du retour du marquis de Velleron, envoyé à la cour de France pour obtenir la confirmation des privilèges du pays (1^{er} décembre 1716, f° 469). — Assemblée générale des élus et procureur général des États (22 avril 1717, f° 486). — Délibérations : au sujet des emprunts faits et employés aux frais de la députation du marquis de Velleron à la Cour de France (22 avril 1717, f° 486) ; — au sujet du canal qu'on projette de faire à travers le Comtat (22 avril 1717, f° 487). — Assemblée générale des élus et procureur général des États à Avignon pour rendre les devoirs du pays à Mgr de Gonteri, nouveau vice-légat (26 avril 1717, f° 494). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet du canal projeté à travers le Comtat (7 juin 1718, f° 518) ; — au sujet de la dépense nécessaire pour faire enregistrer à la Cour des Comptes de Paris, les lettres patentes de confirmation des privilèges royaux accordés au pays (19 juillet 1717, f° 524). — Assem-

blée générale des vassaux feudataires du pape (22 novembre 1717, f° 533). — Confirmation du marquis de Velleron comme élu de la noblesse (22 novembre 1717, f° 533). — Délibérations de l'assemblée ordinaire : au sujet de la foi à ajouter en justice au livre sommaire des actes et document du pays (23 novembre 1717, f° 535) ; — au sujet des prétentions de la duchesse de Gadagne de ne pas payer les tailles (29 novembre 1717, f° 537). — Assemblée générale des élus et procureur général des États du Comtat (25 avril 1718, f° 551). Délibérations : au sujet des privilèges obtenus par le marquis de Velleron, de Louis XV, roi de France, en faveur du pays (25 avril 1718, f° 557) ; — au sujet de la construction d'un pont à Bédarrides (26 avril 1718, f° 559) ; — au sujet des abus commis dans les exemptions des personnes ecclésiastiques (26 avril 1718, f° 564). — Délibérations de l'assemblée générale du pays : au sujet de l'enregistrement des lettres royales à la Cour des Comptes (13 juillet 1718, f° 577) ; — au sujet de la fourniture de l'avoine aux cheveau-légers (24 septembre 1718, f° 580) ; — au sujet de la reddition des comptes du trésorier (19 avril 1719, f° 589). — Assemblée générale des élus et procureur-général des États du Comtat-Venaissin (20 avril 1719, f° 592). Délibérations : au sujet de la prohibition de la chasse (20 avril 1719, f° 595) ; — demandant la prohibition de la chasse à la chouette « pour éviter les divers « préjudices qu'elle cause à tout le public, non seulement « parce qu'on détruit par là jusque à l'espèce des petits oiseaux qu'il est utile de conserver, mais encore parce qu'on « croit que les insectes qui sont en si grand nombre et qui « gâtent les blés et autres fruits de la campagne seraient détruits, pour la plus grosse partie, par les petits oiseaux qui « les mangent, si la chasse de la chouette ne détruisait ces « petits oiseaux » (20 avril 1719, f° 601). — Assemblée générale des élus et procureur-général des États à Avignon, pour rendre les devoirs à Mgr Reynier Delci, nouveau vice-légat d'Avignon (13 septembre 1719, f° 617), etc.

C. 35. (Registre.) — In-f°, 817 feuillets, papier.

1720-1736. — Délibérations des États du Comtat. — Assemblée générale des vassaux feudataires du pape (23 mars 1720, f° 1). — Délibérations de la dite assemblée : au sujet du paiement de 10 écus au couvent des RR. PP. Prêcheurs, 3 écus aux commis des consuls de Carpentras et 5 écus au secrétaire (23 mars 1720, f° 2) ; — pour l'élection de Louis de Raymond, marquis de Modène, comme élu de la noblesse (23 mars 1720, f° 5). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (25 avril 1720, f° 11). — Délibérations : pour la prohibition de la chasse (25 avril 1720, f° 18) ; — pour demander la cessation des abus concernant le sel (25 avril

ARCHIVES DE VAUCLUSE.

1720, f° 21). — Délibérations de l'assemblée générale du pays : au sujet de l'augmentation des monnaies (13 août 1720, f° 34) ; — au sujet de l'avis donné par le vice-légat qu'il a fait mettre sept corps de garde le long de la Durance pour empêcher que les habitants de Marseille affligés du mal contagieux et autres habitants de la basse Provence puissent pénétrer dans le Comtat, et de la demande d'une contribution pour le traitement de ces gens (19 août 1720, f° 37) ; — au sujet de l'avis donné par les consuls d'Avignon que le duc de Roquelaure a envoyé aux villes du Languedoc, où il commande, l'ordre de ne laisser pénétrer aucune personne du Comtat et d'Avignon si elle n'est munie d'un certificat émanant des consuls d'Avignon et pour demander la modération de ces ordres (1^{er} septembre 1720, f° 41) ; — au sujet d'un projet concerté entre l'intendant de Provence et le vice-légat, pour que l'intendant fasse garder, par un corps de troupe, la frontière sur les bords de la Durance, depuis Embrun jusqu'à la Tour de Sabran, et le vice-légat depuis la Tour de Sabran jusqu'à Avignon, et pour l'établissement au pont de Bompas d'une « barrière » où les Provençaux munis de certificats de santé, pourraient venir une fois la semaine commercer avec les habitants du Comtat sans pouvoir toutefois pénétrer ailleurs que dans la dite barrière ; « on recevra l'argent des Provençaux dans du vin » « naigre, et le tout se passera en présence des officiers et « soldats préposés pour garder la dite barrière et empêcher « la communication des personnes » (10 septembre 1720, f° 44) ; — au sujet de la contribution à la dépense de la garde de la frontière de Provence, fixée par le vice-légat à un tiers pour la ville d'Avignon et aux deux tiers pour le Comtat (21 septembre 1720, f° 46) ; — au sujet du récit fait par le procureur du pays d'une conférence ayant eu lieu aux Célestins du Pontet, près Sorgues, entre le vice-légat et l'évêque de Carpentras, et dans laquelle, dans les craintes que le mal contagieux ne soit dans la ville d'Apt, on a résolu de faire garder les confins de la haute Provence avec le Comtat par une troupe de quatre-vingts hommes (2 octobre 1720, f° 51) ; — au sujet d'une demande faite par l'intendant de Provence pour établir une ligne jusqu'au Rhône (12 novembre 1720, f° 53). — Assemblée générale des élus et procureur-général du pays (28 novembre 1720, f° 57). — Délibérations : au sujet du paiement des gardes établis sur les frontières du pays du côté de la Durance et des mesures à prendre pour « préserver entièrement cet État de la contagion par une bonne « garde et pour se défendre contre cette maladie autant que « la prudence humaine peut le permettre » (28 novembre 1720, f° 59) ; — au sujet des communications entre le moulin de Lagnes et les gens de Gordes, qui viennent journellement y moultre leurs blés (28 novembre 1720, f° 64). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet d'un

ordre du vice-légat d'Avignon d'envoyer la liste des officiers pour commander les gardes, pour éviter que les personnes et les marchandises suspectes venant de Provence où la contagion s'étend toujours, pénétrant dans le pays (6 décembre 1720, f° 89) ; — au sujet des dépenses que le pays supporte pour l'entretien des troupes gardant la frontière de Provence et de la pénurie d'argent et du projet d'emprunter la vaisselle d'argent inutile aux églises (8 janvier 1721, f° 73) ; — au sujet de l'établissement de nouvelles lignes pour préserver le pays de la contagion, séparant les communautés de Métamis, Venasque, St-Didier, Lagnes, Ménerbes, Oppède, Maubec, Cabrières et Robion du Comtat (8 février 1721, f° 78) ; — au sujet de la solde des troupes gardant les frontières (22 mars 1721, f° 91). — Assemblée générale des élus et procureur du pays (22 avril 1721, f° 98). — Délibérations : au sujet de la députation des auditeurs des comptes du trésorier (22 avril 1721, f° 103) ; — au sujet de la prohibition de la chasse (22 avril 1721, f° 104) ; — au sujet d'une demande de la communauté de Bonnieux, séparée du pays par les lignes établies, et l'exemptant des dépenses faites ou à faire par le pays pour la garde (22 avril 1721, f° 110). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet des moyens à prendre pour soutenir et entretenir la garde du pays pendant tout le temps qu'elle sera nécessaire (6 mai 1721, f° 116) ; — au sujet d'une lettre de félicitations à adresser au pape Innocent XIII pour son exaltation (25 juin 1721, f° 127) ; — au sujet de la lettre des élus des États au cardinal Spinola, secrétaire d'État, au même sujet (25 juin 1721, f° 128) ; — au sujet d'un mémoire de la ville d'Avignon pour être exemptée d'une partie des frais de garde de la ligne établie pour préserver le pays de la contagion (13 avril 1721, f° 135). — Mémoire de la ville d'Avignon (f° 135). — Réponse des élus du pays (f° 139) au sujet d'un avis donné par le procureur qu'une somme de 60,188 livres restant de l'emprunt fait pour paiement de la garde, il est urgent de mettre cette somme en sûreté, « à cause que la dite garde a été retirée par ordre de « Son Excellence, attendu que non seulement la France a « fait retirer les troupes qui formaient la ligne avec celle de « l'État, mais encore parce que la contagion affligeant le lieu « de Bédarrides et la ville d'Avignon, cette ligne était encore « plus inutile. » (22 septembre 1721, f° 148) ; — au sujet de la proposition faite au marquis d'Urban de faire porter de France à Caderousse tout le sel nécessaire pour la province, dont les habitants ne peuvent plus aller en prendre dans la ville d'Avignon à cause de la peste qui l'afflige, et qu'on délivrera le sel au prix ordinaire, pourvu que le pays en fasse la réquisition (16 novembre 1721, f° 150) ; — au sujet de la circulaire du vice-légat permettant aux habitants de Bédarrides de commercer avec les lieux sains, attendu qu'il n'y a pas eu de

décès depuis le 6 novembre, et lui remontrant le danger d'accorder à cette localité la liberté de commerce (23 mars 1722, f° 155). — Assemblée générale des élus et procureur-général des États du Comtat (20 avril 1722, f° 161). — Délibérations : au sujet des exigences du receveur du grenier à sel d'Avignon, qui demande 19 sous et un denier de chaque minot de sel au dessus du taux (22 avril 1722, f° 172) ; — au sujet d'une lettre de l'abbé Pieracini, agent du pays à Rome, rendant compte des réponses faites par la cour de Sa Sainteté au mémorial qu'il a présenté (13 juillet 1722, f° 179). — Assemblée générale des vassaux feudataires de Sa Sainteté (10 avril 1723, f° 193). — Election de Louis de Passis de Seguins, marquis d'Aubignan et de Loriol, baron de Malijay et de Montfort, comme élu de la noblesse (10 avril 1723, f° 197). — Assemblée générale des élus et procureur-général des États (22 avril 1723, f° 203). — Délibérations de la dite assemblée : au sujet des fournitures faites par le pays au sujet de la ligne établie contre la contagion (22 avril 1723, f° 209) ; — au sujet des rabais demandés par la communauté de Caderousse, ayant représenté que le Rhône a emporté une partie du territoire du dit lieu (24 avril 1723, f° 212) ; — au sujet de la demande faite par un certain nombre d'habitants du pays, possesseurs de billets de banque, qui veulent présenter un placet à Sa Majesté pour être remboursés, et qui demandent l'appui du pays (24 avril 1723, f° 213). — Mention de l'arrivée à Carpentras de Mgr Reynier Delci, vice-légat d'Avignon (11 mai 1723, f° 214). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet du règlement des comptes du pays avec la ville d'Avignon pour les dépenses de gardes contre la peste (15 juin 1723, f° 217) ; — au sujet de la mort de M. de Beauvillard, archiviste, et de la taxe des droits et émoluments de la charge d'archiviste (26 juin 1723, f° 223). — Assemblée générale des élus et procureur-général des trois États (27 avril 1724, f° 242). — Délibérations de la dite assemblée : au sujet de la prohibition de la chasse (27 avril 1724, f° 245) ; — au sujet de l'exécution du règlement du vice-légat d'Avignon défendant de tenir des chèvres (27 avril 1724, f° 247) ; — au sujet des prix excessifs des marchandises et du salaire des ouvriers et des journaliers, et demandant que, par suite des diminutions survenues sur les espèces d'or et d'argent, qui n'ont point fait baisser le prix des marchandises, et sur le taux des salaires des ouvriers et journaliers (27 avril 1724, f° 247) ; — au sujet des difficultés soulevées pour les distributions du sel au grenier d'Avignon (f° 251). — Compte-rendu à l'assemblée ordinaire du pays par le procureur, des réponses à lui faites par le vice-légat au sujet de l'abaissement des prix des marchandises et du règlement concernant les chèvres (16 mars 1724, f° 254). — Lettre des élus des États au cardinal Paulucci, secrétaire d'État, au

sujet de l'exaltation au pontificat du pape Benoît XIII (22 juin 1724, f° 260). — Mémoire des officiers de la compagnie des chevan-légers, entretenue dans le Comtat au service de Sa Sainteté, au sujet du paiement de l'avoine et pignatelle et réponse des élus des États audit mémoire (9 août 1724, f° 264). — Lettre du cardinal Paulucci, secrétaire d'État aux élus du pape Benoît XIII (25 juillet 1724, f° 271). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de l'enregistrement des privilèges royaux accordés à la province, au Parlement de Provence et à la Cour des Comptes (17 août 1724, f° 272) ; — au sujet d'une supplique adressée au vice-légat d'Avignon par les communautés d'Oppède, Ménerbes, Maubec et Cabrières, pour être déchargées des frais occasionnés pour la dépense des gardes pour la peste, attendu qu'elles avaient été tenues en dehors des lignes établies et supplant à ce qu'elle soit admise (20 janvier 1725, f° 277). — Assemblée générale des élus et procureur-général du pays (26 avril 1725, f° 287). — Délibérations de la dite assemblée : au sujet de la cotisation aux tailles et aux impositions du pays du lieu de La Fare, qui est érigé en communauté réglée « faisant des consuls et tenant des conseils » (17 avril 1725, f° 293) ; — au sujet de l'impression, aux frais du pays, des privilèges accordés à la province par les rois de France et de l'envoi d'un exemplaire à chaque communauté (27 avril 1725, f° 295) — pour faire cesser le droit de barre que la communauté de Sorgues fait exiger des passants sur le pont sur un moulin (27 avril 1725, f° 295). — Rôle des livres et papiers du pays qui étaient chez le sieur Floret, ancien secrétaire du dit pays, et qui ont été remis dans les archives (f° 297). — Enregistrement des privilèges accordés par les rois de France au Comtat-Venaissin et confirmés par lettres patentes de Louis XV (f° 298). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet d'une demande faite par la communauté de Valréas, pour faire présenter au nom du pays un nouveau mémoire au Pape, au sujet de la liberté de passage du haut et bas Comtat (8 novembre 1725, f° 322). — Assemblée générale des vassaux feudataires du Pape (9 avril 1726, f° 325). — Elections de François de Fortia, marquis d'Urban et de Caderousse, comme élu de la noblesse (9 avril 1726, f° 328). — Assemblée générale des élus et procureur-général du pays (25 avril 1726, f° 332). — Délibérations de la dite assemblée : au sujet de la prohibition de la chasse (25 avril 1726, f° 334) ; — au sujet des plaintes de la communauté de Lapalud pour le refus de lui livrer à Avignon le sel nécessaire à sa consommation (25 avril 1726, f° 335) ; — au sujet de la demande des consuls de Carpentras de faire abattre aux dépens de la communauté, la maison du pays attenante à l'Hôtel de Ville, pour la réédifier dans le même style que celui de l'Hôtel de Ville (25 avril 1726, f° 339). — Délibérations de l'assemblée

ordinaire du pays : au sujet de la nomination du cardinal Coscia, comme chargé des affaires du pays (3 août 1726, f° 345); — au sujet des difficultés opposées par les distributeurs du grenier à sel d'Avignon aux habitants du Comtat, auxquels on en donne une si petite quantité et avec tant de difficultés que la longueur de leur séjour au grenier à sel et la multiplicité de leurs voyages cause de grands dommages (25 janvier 1728, f° 356). — Assemblée générale des élus et procureur général des États (22 avril 1728, f° 361). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays, au sujet de l'érection d'un collège des notaires (17 août 1728, f° 372). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays ; au sujet de la culture du tabac (10 décembre 1728). — Assemblée générale des vassaux feudataires du Comtat-Venaissin (22 février 1729, f° 386). — Election de Jean-Joseph-François de Tertulle, marquis de Pluvinel et de la Roque, comme élu de la noblesse (22 février 1729, f° 391). — Assemblée générale des élus et procureur général des États (25 avril 1729). — Délibérations : au sujet de la reddition des comptes du trésorier général (25 avril 1729, f° 401); — au sujet du péage du pont de Sorgues (25 avril 1729, f° 403). — Rôle des papiers du pays qui se trouvaient chez la veuve de Jean-François Laugier, secrétaire, et qui ont été remis aux archives, le 23 juin 1739, f° 409. — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (20 avril 1730, folio 415). — Délibérations : de remplacer par vingt-quatre flambeaux de cire blanche de deux livres pièce, avec les armes du pays, les vingt-quatre flambeaux de cire jaune que la province fournit aux funérailles des papes, « la fumée des vingt-quatre flambeaux de cire jaune incommodant beaucoup les assistants » (20 avril 1729, f° 420); — au sujet d'un secours demandé par la communauté de Grillon ravagée par la grêle (20 avril 1729, f° 421). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : prescrivant des recherches dans les archives du pays, au sujet des cérémonies usitées pour l'arrivée ou le passage de quelque princesse de France (12 mai 1730, f° 424); — au sujet de l'arrivée à Carpentras de la princesse de Conti (20 mai 1730, f° 425); — au sujet de l'exaltation du pape Clément XII (20 décembre 1730, f° 432). — Assemblée générale des élus et procureur général des États (19 avril 1731, f° 439). — Délibérations : au sujet de la prohibition de la chasse (19 avril 1731, f° 440); — au sujet de la supplique présentée par les agrégés du collège des notaires de Carpentras nouvellement érigé en vertu d'un chirographe du pape Benoît XIII du 10 septembre 1728 (f° 445). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de la remise dans l'arsenal d'Avignon des fusils qui avaient été donnés aux gardes à l'époque de la peste (14 juin 1731, f° 445). — Assemblée générale des élus et procureur général des États à Avignon, pour rendre les devoirs du pays

à Monseigneur Philippe Bondelmonti, nouveau vice-légat (8 octobre 1731, f° 446). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet du paiement des cheveau-légers accompagnant les chaînes des forçats (28 novembre 1731, f° 468). — Assemblée générale des vassaux feudataires du Pape dans le Comtat-Venaissin (21 mars 1732, f° 475). — Election de Joseph-Pierre-François de Tonduti, marquis de Malijay, seigneur de St-Léger, comme élu de la noblesse (21 mars 1732, f° 478). — Assemblée générale des élus et procureur des États (21 avril 1732, f° 487). — Délibérations : au sujet d'un projet proposé pour faire lever une carte géographique de la Provence (21 avril 1732, f° 490); — au sujet de l'exposé fait par le marquis de Villeneuve, procureur général des États, des réponses faites aux demandes des États par le vice-légat, pour les honoraires de l'archiviste d'Avignon, pour la distribution du sel, pour le procès de Gadagne (8 mai 1732, f° 496); — au sujet d'un projet de convention à établir pour la prohibition du tabac dans le Comtat (8 juin 1732, f° 499). — Assemblée générale des élus et procureur général et délibérations au sujet du projet de la prohibition de la plantation du tabac (14 juin 1732, f° 501). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet du remplacement, dans l'arsenal d'Avignon, de fusils égarés lors de l'armement des gardes des lignes sur la Durance (4 août 1732, f° 510); — au sujet de la reddition des comptes du trésorier général (11 septembre 1732, f° 514); — au sujet d'une lettre du cardinal Banchieri, demandant de faire suspendre la levée de la carte du Comtat, jusqu'à ce que la cour de Rome soit informée de l'auteur de cette carte et déclarant que la dernière assemblée générale, en conséquence du projet qui lui fut présenté et de la proposition qui y fut faite pour faire lever la dite carte de la part d'un Père Jésuite d'Avignon, sur le prix de deux mille livres, crut bien faire de préférer M. d'Alleman, non seulement par ce qu'il a déjà levé d'autres cartes géographiques, mais encore parce qu'il se contenta de quinze cents livres (31 octobre 1732, f° 520). — Certificat du sieur de Brantes pour les sommes fournies par le pays, pour le paiement des troupes de la ligne en 1720 et 1721 (f° 523). — Délibération de l'assemblée générale du pays, au sujet de l'interdiction du commerce avec la province du Languedoc (4 janvier 1733, f° 532). — Délibération au sujet de l'interdiction du commerce avec le Comtat, prononcée par la cour de France et réclamant l'intervention de la cour de Rome pour « la cessation d'un mal qui ne nous laisse aucune ressource » (10 janvier 1733, f° 534). — Lettre du 29 décembre 1732 du Directeur général des fermes royales, prohibant la sortie du royaume pour Avignon et le Comtat-Venaissin de toutes denrées, graines et bestiaux, ainsi qu'il est défendu pour les pays étrangers (f° 536). — Lettres des élus des États

au cardinal Banchieri au même sujet (10 janvier 1733, f° 538). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays, au sujet de la réponse du cardinal Banchieri au courrier extraordinaire envoyé à Rome, qu'il a ordonné au vice-légat de traiter avec les ministres royaux et qu'on en fera de même avec l'ambassadeur de France à Rome (20 février 1733, f° 545). — Délibérations : au sujet de la vérification et taxe des parcelles du trésorier général (28 mars 1733, f° 550) ; — au sujet d'une lettre de l'abbé Marini, agent du pays à Rome, sur l'interdiction du commerce du pays avec le royaume, et disant que les projets faits par les Français ont paru si éloignés de la justice et de l'équité que la cour de Rome en a été assez scandalisée, et que, pour s'exprimer avec modestie, on a reconnu que les Français n'ont pas même gardé les règles de la civilité, prétendant d'enseigner au Pape la manière de conduire une affaire (22 avril 1733, f° 553). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de la plantation du tabac (24 avril 1733, f° 556) ; — au sujet de l'interdiction du commerce avec les provinces voisines (24 avril 1733, f° 559). — Mémoire pour les habitants d'Avignon et du Comtat-Venaissin, au sujet de l'interdiction du commerce (f° 562) ; — au sujet de la vente du tabac (7 mars 1733, f° 573) ; — au sujet de la valeur des écus d'or (16 mars 1733, f° 574) ; — au sujet de la nomination de l'abbé Horace Fabretti, comme agent du pays à Rome, en remplacement de l'abbé Marini, démissionnaire (6 juillet 1733, f° 584) ; — au sujet d'une lettre de M. de Malijai, élu de la noblesse et député à Paris, pour la liberté du commerce du Comtat pendant la foire de Beaucaire et d'une lettre du 11 juillet 1733, du contrôleur général aux fermiers généraux pour le même objet (20 juillet 1733, f° 587) ; — au sujet de la communication faite par le procureur d'un mémoire pour la suppression des plantations de tabac et de la fabrication des toiles peintes (21 juillet 1733, f° 599) ; — au sujet de la reddition des comptes du trésorier général (11 septembre 1733, f° 605). — Assemblée générale des élus et procureur général des États (30 septembre 1733, f° 608). — Délibérations : au sujet de l'interdiction de la chasse dans le territoire d'Aubignan (12 octobre 1733, f° 609) ; — au sujet de l'établissement de bureaux de tabac dans le pays (19 décembre 1733, f° 613). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de la réparation du pont sur la Sorgue, sur le chemin d'Avignon à Carpentras (4 janvier 1734, f° 616) ; — au sujet du rejet par la Congrégation de Rome du mémoire présenté par le marquis d'Aubignan (28 janvier 1734, f° 619) ; — demandant la prohibition de la chasse dans une partie de la terre d'Aubignan ; — au sujet de négociation à la cour de France de M. de Malijay, pour la suppression de la plantation du tabac (1^{er} février 1734, f° 621) ; — au sujet du péage ou droit de barre que la communauté de Sorgues exige sur le pont

construit proche le dit lieu (9 février 1734, f° 626). — au sujet de la distribution de 230,000 livres accordées au pays (11 mars 1733, f° 628). — Assemblée générale des élus et procureur général des États (12 avril 1634, f° 631). — Délibérations : au sujet de la répartition de 700,000 livres, que les fermiers royaux sont obligés de payer annuellement au pays (11 avril 1734, f° 635) ; — au sujet de l'arrêt des comptes entre le pays et le marquis de Malinay (14 avril 1734, f° 639). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de la vente du tabac (21 avril 1734, f° 641) ; — au sujet de la vente des toiles peintes (19 mai 1734, f° 655). — au sujet de la levée des soldats dans le Comtat-Venaissin (21 juillet 1734, f° 665) ; — au sujet de la reddition des comptes du trésorier général (10 septembre 1734, f° 675) ; — au sujet des députations à envoyer en cour de Rome (1^{er} janvier 1735, f° 680) ; — au sujet de la répartition entre la ville d'Avignon et le Comtat d'une somme annuelle de 230,000 livres payées par les fermiers royaux (19 février 1735, f° 709). — Assemblée générale des élus et procureur général (2 mars 1735, f° 715). — Élection de Louis-François-Gabriel de Merles, seigneur de Beauchamp, comme élu de la noblesse (2 mars 1735, f° 718). — Lettre du vice-légat d'Avignon à Mgr Cervini, recteur du Comtat, au sujet de la répartition de l'indemnité allouée au Comtat et résolution de la Congrégation d'Avignon (10 mars 1735, f° 720). — Ordonnance de Mgr Bondelmonte, vice-légat d'Avignon, pour la répartition d'une somme de 76,500 livres aux communautés du Comtat (24 mars 1735, f° 729). — Assemblée générale des élus et procureur général des États (18 avril 1735, f° 734). — Délibérations : pour la répartition des auditeurs des comptes (19 avril 1735, f° 737) ; — au sujet de la plainte de plusieurs communautés sur ce qu'on n'ouvre le grenier à son d'Avignon qu'une fois par jour, contrairement à l'usage de l'ouvrir le matin et l'après midi (19 avril 1735, f° 739) ; — pour demander au vice-légat de renouveler les défenses faites contre les Bohémiens, « attendu qu'étant chassés de France, ils se réfugient tous dans cette province, où ils font de grands désordres » (19 avril 1735, f° 740). — Délibérations de l'assemblée ordinaire : au sujet de la réparation du chemin d'Aix à Bonnieux (16 mai 1735, f° 750) ; — au sujet des dommages causés par la prohibition de la plantation du tabac (27 mai 1735, f° 756). — Mention de la mort de Mgr François-Marie Abbati, évêque de Carpentras, qui laisse tous ses biens à la maison de charité, laquelle mort est arrivée le 22 avril 1735, sur les deux heures du matin (f° 772). — Mention de la nomination par le pape Clément XII, à l'évêché de Carpentras, de Malachie d'Inguibert, archevêque de Théodosie, qui arriva le 12 juin 1735 au château de St-Félix et qui séjourna jusqu'au dimanche 3 juillet, où il fit son entrée incognito dans la ville de Carpentras (f° 772). — Reddition des comptes du

Trésorier général des trois États (13 septembre 1735, f° 782). — Délibérations de l'assemblée ordinaire : au sujet de la réparation du pont des Vaches à Montoux (30 janvier 1736, f° 787) ; — au sujet d'un mémoire concernant la répartition des 230,000 livres accordées au pays (f° 787). — Assemblée générale des élus et procureur général des États (19 avril 1736, f° 815) ; etc.

C. 36. (Registre.) — In-f°, 577 feuillets, papier.

1736-1744. — Délibérations des États du Comtat. — Délibérations de l'assemblée générale des élus des États : au sujet de la députation des auditeurs des comptes (23 avril 1736, f° 1) ; — au sujet de la répartition des 230,000 livres allouées au pays (23 avril 1736, f° 3) ; — au sujet d'un projet présenté par le sieur Thibaud, architecte et ingénieur de N. S. P. le Pape, en la légation d'Avignon, pour rendre la rivière de la Sorgue navigable (23 avril 1736, f° 4) ; — au sujet du travail entrepris par « Joseph Forneri, de cette ville « qui travaille à une histoire de cette province et qui a déjà « fort avancé l'ouvrage, ayant, à cet effet, entretenu commerce « avec divers savants et notamment avec l'illustre Muratori, « et entrepris divers voyages à Aix pour y conférer avec M. le « président de Mazaugue et y voir diverses pièces et chartes, « ce qui l'a engagé à beaucoup de dépenses ; a jugé à propos « d'entrer dans l'humble dessein de l'auteur et de lui en « marquer de la reconnaissance et de le mettre en état de « pouvoir faire les frais de l'impression, et pour cela elle a « résolu de lui donner une somme de six cents livres au « commencement de l'impression, et autres six cents livres « lorsque l'impression sera achevée ; bien entendu que ces « sommes ne seront délivrées qu'après que l'ouvrage aura été « jugé, par nos dits seigneurs illustrissimes et révérendissimes « évêques, être digne de l'impression » (23 avril 1736, f° 5) ; — au sujet des abus commis au grenier à sel d'Avignon (23 avril 1736, f° 7). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de l'offre faite au vice-légat, par un armurier de St-Étienne, de fournir des fusils avec des baïonnettes, pour 12 livres 5 sous chacun, pris à St-Étienne « bonne marchandise et de calibre » (12 mai 1736, f° 15) ; — au sujet d'une indemnité réclamée par le marquis d'Ancézune pour les terres de son domaine de Frigoulet, plantées de tabac, avant le concordat passé avec le royaume, et refus de cette indemnité (2 juin 1736, f° 18) ; — au sujet des réclamations des communautés de Valréas, Bollène, Lapalud, Piolenc, Mornas et Rochegude, pour les indemnités qui leur sont dues par suite de la suppression de la culture du tabac (2 juin 1736, f° 20) ; — au sujet du projet de rendre la rivière de la Sorgue navigable (17 janvier 1735, f° 29). — Assemblée générale des élus et pro-

curateur-général des États (24 avril 1737, f° 37). — Délibérations : au sujet du projet du sieur Thibaud pour rendre la Sorgue navigable, et concluant à ne pas appuyer ce projet ni son exécution (25 avril 1737, f° 37) ; — au sujet des difficultés soulevées au grenier à sel d'Avignon pour fournir du sel au pays (27 avril 1737, f° 39). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de l'approvisionnement des blés (19 août 1737, f° 49) ; — au sujet de la reddition des comptes de noble Alexandre-Joseph Charpaud, docteur ès droits, trésorier-général aux trois États (11 septembre 1737, f° 54) ; — au sujet de secours à accorder aux communautés d'Entraiques et de Caumont, qui manquent de grains et d'argent, et qui sont les plus endettées et les plus obérées de tout le Comtat (16 janvier 1738, f° 63) ; — au sujet des difficultés soulevées pour la répartition des 230,000 livres attribuées au pays (15 février 1738, f° 70). — Assemblée générale des vassaux du Comtat (12 mars 1738, f° 71). — Élection de Jacques de Gautier de Girenton, chevalier, marquis de Châteauneuf-Rousset, co-seigneur de Loriol, comme élu de la noblesse (12 mars 1738, f° 75). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet des plaintes des communautés pour la déplantation du tabac (17 mars 1738, 77) ; — au sujet de l'arrivée à Carpentras de Mgr Guiccioli, recteur du Comtat, et de la lecture de son bref (7 avril 1738, f° 84). — Assemblée générale des élus et procureur-général des États (21 avril 1738, f° 85). — Assemblée des élus pour assister à la lecture du bref d'Alexandre Guiccioli, recteur du Comtat (23 avril 1738, f° 94). — Délibérations de l'assemblée ordinaire des élus du pays : au sujet des déclarations faites par diverses communautés sur l'indemnité allouée au pays pour la prohibition de la plantation du tabac (21 novembre 1738, f° 100) ; — au sujet d'un mémoire des dites communautés demandant qu'on leur alloue la moitié de l'indemnité accordée au pays (28 janvier 1739, f° 119) ; — au sujet du procès avec la communauté de Sorgues pour le péage qu'elle exige des passants sur le pont construit sur le canal de la Sorgue (17 mars 1739, f° 125). — Assemblée générale des élus et procureur-général des États (16 avril 1739, f° 126). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet d'un procès avec la commune de Sorgues (6 mai 1739, f° 138) ; — au sujet des prétentions de la brigade de la ville de Carpentras de visiter toutes les charrettes, voitures et personnes qui entrent dans cette ville, et d'arrêter, sans l'intervention d'aucun commissaire, les personnes qu'elle croit suspectes d'avoir du tabac et des toiles peintes et d'empêcher les tailleurs d'exercer leur métier sur les dites indiennes (14 juillet 1739, f° 149) ; — au sujet de la vente de la vieille maison consulaire et du choix, dans le nouvel Hôtel-de-Ville, d'une salle dans laquelle le corps du pays puisse faire ses assemblées (24 juillet 1739, f° 159) ; — au sujet de l'arrivée

à Avignon de Mgr Lercari, nouveau vice-légat (23 septembre, f° 161). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays à Avignon, pour rendre les devoirs du pays à Mgr Lercari, nouveau vice-légat (1^{er} octobre 1739, f° 162). — Assemblée générale des élus et procureur général des États (26 avril 1739, f° 175). — Délibérations : au sujet de l'envoi à l'agent du pays à Rome, d'un mémoire sur le mauvais état des chemins ; « in-
« formés que tous les chemins papaux de cette province et
« ceux qui aboutissent aux provinces voisines de France, qui
« sont la Provence, le Languedoc, le Dauphiné et la Princi-
«auté d'Orange, sont en très mauvais état, et demandent de
« si grandes réparations que Messieurs les intendants des dites
« provinces de France font journellement des plaintes à ce sujet
« et menacent d'interdire tout commerce avec cette province,
« si on ne répare incessamment les dits chemins » (26 avril 1740, f° 180) ; — au sujet du refus du paiement des tailles par l'héritier du comte et de la comtesse de Brancas, qui en avaient été déclarés exempts comme ayant eu douze enfants (26 avril 1740, f° 182) ; — au sujet d'une plainte de la communauté de Grillon relative aux difficultés apportées à la jouissance de l'eau de la rivière du Lez, qu'elle possède pour l'usage de son moulin (27 avril 1740, f° 184). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet des difficultés soulevées aux habitants du Comtat au grenier à sel d'Avignon (14 juin 1730, f° 195) ; — au sujet de l'exaltation du pape Benoît XIII (28 août 1740, f° 200). — Réjouissances à Carpentras au même sujet (8 septembre 1740, f° 202). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet d'un mémoire présenté au pape, pour obtenir la permission de donner les trois quarts du revenu de la ferme générale aux corps et communautés du pays et d'employer le restant aux réparations des chemins (24 septembre 1740, f° 216) ; — au sujet de la préparation des chemins publics qui sont en très mauvais état (4 novembre 1740, f° 221). — Assemblée extraordinaire des élus et procureur général des États (22 novembre 1740, f° 227). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de la mort de M. de Villeneuve, ancien procureur général du pays, demandant d'honorer ses funérailles de six flambeaux de cire blanche, portés par six hommes couverts d'un manteau noir (15 décembre 1740, f° 238) ; — au sujet d'une réclamation d'indemnité faite par les communautés de Caderousse, Lapalud, Mornas et autres dont le territoire était ravagé par les inondations du Rhône, et en exposant que, si le Rhône ravage leur territoire, ce fleuve leur apporte aussi l'avantage du commerce (1^{er} février 1741, f° 239) ; — au sujet de la réparation des chemins (3 mars 1741). — Ordonnance de Nicolas Lercari, vice-légat d'Avignon, pour la réparation des grands chemins publics et consulaires de la province du Comtat, sur les devis, plans et articles qui ont été et seront dressés par M. d'Alleman, propose à cet effet (21 février 1741, f° 240).

— Devis des ouvrages à faire pour réparer le chemin tendant de Carpentras à Monteux, de Monteux à la Croix de Beauchamps, du pont des Vaches à Entraigues et d'Entraigues jusqu'aux limites du Comté d'Avignon (7 février 1741, f° 244). — Assemblée générale des vassaux du Comtat-Venaissin (8 mars 1741, f° 255). — Élection de Louis-Joseph-François de Lauris, de Castellane de Vassadel, marquis d'Ampus, seigneur de Vacqueiras et autres places, comme élu de la noblesse (8 mars 1741, f° 259). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de la réparation des chemins (17 mars 1741, f° 261). — Ordonnance de Nicolas Lercari, vice-légat d'Avignon, pour la réparation des chemins, spécifiant que les grands chemins publics appelés papaux ou consulaires, allant d'une ville à l'autre ou d'un lieu à un autre, auront la largeur de trois cannes et demie ; que les chemins qui traversent les différents quartiers des terroirs ou qui en font la séparation auront deux cannes et demie, et que les chemins vicinaux auront dix pas de largeur (20 mars 1741, f° 265). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (20 avril 1741, f° 276). — Délibérations : au sujet de la répartition du produit de la ferme générale du tabac et des toiles peintes (20 avril 1741, f° 287) ; — au sujet de la contribution du pays à l'augmentation des bâtiments de l'hôpital des insensés à Avignon, à condition qu'il servira pour toute la province (20 avril 1741, f° 284). — Dédicace adressé par Joseph Forneri, auteur de *l'Histoire ecclésiastique et civile du Comtat-Venaissin et de la ville d'Avignon* aux États (20 avril 1741, f° 290). — Délibérations de l'assemblée générale des élus : demandant l'exclusion de tous les cabaretiers, des emplois de consuls et conseillers des communautés (25 avril 1741, f° 296). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de la participation du pays à la reconstruction de l'hôpital des Insensés à Avignon (4 mai 1741, f° 297) ; — au sujet des réparations à faire aux chemins (31 mai 1741, f° 300) ; — au sujet de la répartition des trois quarts des sommes retirées par le trésorier du pays du fermier du tabac (8 juin 1741, f° 301) ; — au sujet du versement entre les mains du sieur Manne, recteur de la Compagnie des Pénitents Noirs de la Miséricorde, d'une somme de 12,000 livres, pour la contribution du pays à la construction de l'hôpital des Insensés à Avignon (19 août 1741, f° 313) ; — au sujet de la reddition des comptes du sieur Chaspaud, trésorier général du pays (17 octobre 1741, f° 321) ; — au sujet de la part à payer par M. de Beauchamps, pour les réparations des chemins de Carpentras à Avignon, depuis le pont de la Sorguette, terroir de Monteux, jusqu'au pont des Vaches (22 novembre 1741, f° 327) ; — au sujet de la répartition des trois quarts du produit de la ferme du tabac et toiles peintes, la quatrième portion étant réservée pour la réparation des chemins (12 décembre 1741, f° 340). — Répartition par les soins de l'élu de la noblesse Louis-Joseph-François de

Lauris de Castellane, marquis d'Ampus, seigneur de Vaqueyras et autres places, élu des vassaux, et de ses conseillers aux seigneurs vassaux, de la somme de 2500 livres à eux allouée sur la ferme du tabac et des toiles peintes (18 décembre 1741, f° 343). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet d'une lettre de MM. les marquis de Blauvac, de Malijay et de Beauchamps, faisant connaître que la ville d'Avignon a député son premier consul « pour faire compliment » à don Philippe second infant d'Espagne à son passage à « St-Remy », et demandant aux États d'envoyer une députation, ce que ceux-ci refusent n'ayant pas trouvé trace « qu'il y ait eu aucune députation pour faire compliment aux princes qui ont passé hors du Comtat » (29 mars 1742, f° 351). — Assemblée générale des élus et procureur général des États (26 avril 1742, f° 354). — Délibérations au sujet d'un pont construit sur le chemin de La Palud et d'une réclamation de M. de Malijay (26 avril 1742, f° 361); — au sujet de la réparation des chemins (26 avril 1742, f° 367). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de la réparation du chemin de la poste dans les territoires de Mornas, Piolenc, Lapalud (15 juin 1742, f° 374); — au sujet du péage établi par la communauté de Sorgues sur le pont du dit lieu (10 septembre 1742, f° 382); — au sujet de la répartition des sommes provenant de la ferme du tabac (18 septembre 1742, f° 388). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet du péage exigé par les communes de Sorgues sur le pont du dit lieu (27 octobre 1742, f° 401); — au sujet de la réparation des chemins (22 novembre 1742, f° 416); — approuvant le prix-fait pour la construction du pont de Sainte-Barbe au terroir de Lapalud (6 décembre 1742, f° 421); — au sujet du prix-fait du pont de la Sorguette donné aux sieurs Vignon et Jacques Chapus, de Montoux, (7 janvier 1743, f° 426); — au sujet des réparations à faire aux grands chemins tendant au vallon appelé la Combe de Lourmarin et de là en Provence (1^{er} avril 1743, f° 427). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (25 avril 1743, f° 441). — Délibérations : au sujet de la députation des auditeurs des comptes (25 avril 1743, f° 444); — au sujet des réparations des chemins (26 avril 1743, f° 447); — au sujet du péage exigé par la communauté de Sorgues, sur le pont construit au dit lieu (27 avril 1743, f° 453). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de la réparation du chemin tendant de Carpentras à Caromb (27 avril 1743, f° 460); — au sujet des prix-faits de réparations à faire au chemin tendant de Bonnieux à la Combe de Lourmarin (15 mai 1743, f° 468); — au sujet d'une somme de 6000 livres accordée à la communauté de Caderousse pour des réparations à faire le long du Rhône (27 mai 1743, f° 481); — au sujet de la réparation du pont des Vaches, dont une partie s'était écroulée (7 août 1743, f° 490); — au sujet du prix-fait de la muraille à

construire à la croix de la mission, qui est sur le chemin de Notre-Dame-de-Santé (27 août 1743, f° 497); — au sujet de la répartition des trois quarts des sommes provenant de la ferme du tabac (2 septembre 1743, f° 500). — Répartition d'une somme de 2000 livres provenant de la dite ferme entre les vassaux du Comtat (12 septembre 1743, f° 506). — Prix-fait de la muraille à construire au bord du chemin tendant de la porte Mazan à celle de Notre-Dame, à Carpentras (23 septembre 1743, f° 516). — Délivrance des chemins de la Durance à Cavaillon (2 août 1743, f° 523). — Prix-fait des réparations du chemin tendant de la ville de Cavaillon au bac de Malemort, sur la Durance (25 octobre 1743, f° 529). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet du péage de Sorgues (7 novembre 1743, f° 541); — au sujet des réparations à faire au chemin allant de Bonnieux à la Combe de Lourmarin (21 janvier 1744, f° 549); — au sujet de l'office d'archiviste de la légation d'Avignon (21 février 1744, f° 557). — Assemblée des vassaux du Comtat (3 mars 1744, f° 557). — Élection de Jacques-Jean-Baptiste de Tonduti, chevalier, comte de Malijay, seigneur de St-Léger, comme élu de la noblesse (3 mars 1744, f° 567), etc.

C. 37. (Registre.) — In-folio, 862 feuillets papier.

1744-1753 — Délibérations des États du Comtat. — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet des réparations des chemins (13 avril 1744, f° 1); — au sujet du livre de M. Bonnet, avocat, intitulé : « *Les Statuts du Comté-Venaissin en latin et en français avec des annotations légales* », et de son impression (17 avril 1744, f° 3). — Assemblée générale des élus et procureur général des trois États du Comtat-Venaissin (23 avril 1744, f° 9). — Délibérations de la dite assemblée : au sujet de la députation des auditeurs des comptes (23 avril 1744, f° 12); — décidant de prendre les trois quarts des 95 mille livres que le pays reçoit annuellement des fermiers généraux du tabac et toiles peintes pour acquitter les charges annuelles ordinaires et extraordinaires du général du pays (23 avril 1744, f° 14); — nommant les trois grands vicaires des évêchés, les sieurs Robert, Casal et Sibour, avocats, pour examiner si la traduction en français du texte latin des Statuts du Comtat-Venaissin a été exactement et fidèlement faite (24 avril 1744, f° 22). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de la réparation des chemins (16 mai 1744, f° 25); — au sujet des honneurs à rendre à Mgr d'Aquaviva, vice-légat d'Avignon (8 juin 1744, f° 33). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays à Avignon, pour rendre les devoirs de la province à Mgr Pascal d'Aquaviva, nouveau vice-légat (18 juin 1745, f° 36). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : approuvant le prix-fait des réparations du chemin de la ville de Cavaillon à Caumont (11 février 1745

f° 65) ; — approuvant le prix-fait pour la réparation de la muraille de la porte de Mazan (5 avril 1745, f° 81). — Assemblée générale des élus et procureur général des États du pays (20 avril 1745, f° 87). — Délibérations de la dite assemblée : nommant les auditeurs des comptes (21 avril 1745, f° 90) ; — nommant le sieur Fulvio Celestin, agent du pays, en cour de Rome (20 avril 1745, f° 94) ; — au sujet d'un règlement à faire pour les chemins (1^{er} juin 1743, f° 110) ; — approuvant le prix-fait de 60 cannes de mur à reconstruire de la porte de Mazan à celle de Notre-Dame (30 septembre 1745, f° 122) ; — au sujet de l'arrivée à Carpentras de Mgr Gaspard de Ste-Croix, patrice de Ravenne, recteur du Comtat-Venaissin (8 novembre 1745, f° 128). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de la réparation à faire au chemin tendant de la porte de Notre-Dame à celle de Mazan (29 novembre 1744, f° 139) ; — au sujet des dommages causés par les pluies au chemin tendant de Bonnieux à Lourmarin (20 janvier 1746, f° 146) ; — au sujet de l'ouvrage du sieur Bonnet, sur les Statuts du Comtat et d'un mémoire par lui adressé au Pape pour l'impression de cet ouvrage (15 mars 1746, f° 156). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (21 avril 1746, f° 164). — Délibérations de la dite assemblée : au sujet de l'attribution d'une partie des sommes payées par les fermiers généraux du tabac et des toiles peintes pour subvenir aux dépenses ordinaires du pays (21 avril 1746, f° 169) ; — au sujet d'une somme de 10 écus, monnaie de France, à accorder aux musiciens et symphonistes (22 avril 1746, f° 176). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : approuvant les comptes de noble Alexandre-Joseph Chapaud, trésorier général (13 juin 1746, f° 178) ; — au sujet de la répartition d'une somme de 3,500 livres adjugée aux seigneurs vassaux (21 juin 1746, f° 186) ; — au sujet de la répartition des sommes provenant de la ferme du tabac et des toiles peintes faites par le vice-légat d'Avignon, entre les communautés du Comtat (20 juin 1746, f° 194) ; — au sujet d'un mémoire adressé par la communauté de Sarrians au Pape, pour que les consuls de la dite communauté assistent aux délibérations des élus (12 août 1746, f° 198). — Avis du sieur Rolerii sur la traduction en français des Statuts du Comtat, faite par le sieur Bonnet (30 août 1736, f° 206). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet des réparations à faire au chemin de Bonnieux (25 octobre 1746, f° 214) ; — au sujet d'un ordre du vice-légat aux communautés et aux États d'avoir à livrer la somme de 20,000 livres, à prendre sur les revenus de la ferme du tabac et de la prohibition des toiles peintes, pour achat d'avoine pour les quatorze escadrons de cavalerie et de dragons des troupes de France commandées par le marquis d'Argouges, qui ont pris leur logement dans le Comtat-Venaissin (5 mars 1747, f° 240). — Assemblée générale des vassaux feudataires du Pape (20 mars 1747, f° 244). — Élections par les

dits vassaux d'Antoine-Joseph Bernard de Raymond-Mormoron, comme élu de la noblesse (20 mars 1747, f° 248). — Lettre de Pascal d'Aquaviva, vice-légat d'Avignon, au sieur Forneri, syndic général de la province du Comtat, lui faisant connaître que, malgré ses instances, le maréchal de Belle-Isle n'a pas voulu consentir à retirer les troupes qui logent dans le Comtat et lui envoie une ordonnance qu'il a prise « pour éviter la ruine totale des États du St-Siege » (26 mars 1747, f° 251). — Ordonnance du dit vice-légat, pour fournir par la ville d'Avignon et les communautés du Comtat, les foin et avoines nécessaires à l'entretien des dites troupes (26 mars 1747, f° 252). — Assemblée générale des élus et procureur général des États du pays (20 avril 1747, f° 264). — Délibérations : au sujet d'un mémoire remis à l'élu de la noblesse par les officiers généraux des troupes qui se trouvent logées dans le Comtat-Venaissin, exposant que « lorsque les officiers généraux commandent une troupe dans un pays, il est d'usage qu'en reconnaissance des attentions qu'ils ont pour les contenir dans une bonne discipline, ce même pays leur fait la galanterie de rations de fourrages qui sont journellement nécessaires pour la subsistance de leurs équipages » (21 avril 1747, f° 206) ; — au sujet d'un mémoire de la communauté de Monteux à la Sacrée Congrégation d'Avignon, demandant le droit de séance aux assemblées générales des élus des États (21 avril 1747, f° 267). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet des fournitures d'avoines et de fourrages aux troupes logées dans le pays (26 avril 1747, f° 276) ; — au sujet des prétentions de la communauté de Monteux d'assister aux assemblées générales et mémoire à ce sujet (19 mai 1747, f° 287) ; — au sujet d'une lettre de Pascal d'Aquaviva, vice-légat d'Avignon, relative à la fourniture de 2,000 rations par jour, pour la subsistance des troupes logées dans le Comtat (26 mai 1747, f° 294) ; — au sujet d'une lettre du vice-légat, proposant d'obliger les quatre carrières des juifs d'Avignon et du Comtat à avancer, à titre de prêt, sans intérêts, la somme de 80,000 livres, pour subvenir aux paiements des foin et avoines envoyés à l'armée du maréchal de Belle-Isle en Provence, « attendu que les juifs n'ont souffert aucune incommodité ni aucune dépense, soit pour le logement des troupes, transport des denrées, corvées et autres, comme l'ont souffert les communautés et les particuliers » (23 juillet 1747, f° 304). — Au folio 306, on lit : « Depart des troupes : — Le dimanche trentiesme jour du mois de juillet, les régiments de Gramont et de Fouquet, cavalerie et les dragons royaux qui étoient cantonnés dans le Comtat, depuis le huitième février dernier, sont partis pour Orange, et de là suivant la grande route, se doivent rendre à Gap, pour joindre l'armée de M. le duc de Belle-Isle pour entrer en Piedmont. » — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet d'un emprunt de 30,000 livres contracté pour subvenir aux dépenses

des troupes du maréchal de Belle-Isle, lors de leur séjour dans le Comtat (21 août 1747, f° 311). — Lettre du duc de Belle-Isle au vice-légat d'Avignon, l'assurant que c'est à regret qu'il a fait séjourner des troupes dans le Comtat-Venaissin, et que les dépenses qu'elles ont occasionnées seront remboursées au pays (Nice, 22 juillet 1747, f° 313). — Lettre de Pascal Aquaviva, vice-légat d'Avignon, adressant aux élus des États des mémoires des juifs des carrières d'Avignon et de Carpentras contre le projet de leur emprunter 80 000 livres, pour payer les dépenses occasionnées par les troupes du duc de Belle-Isle, cantonnées dans le Comtat (10 août 1747, f° 314). — Mémoire des élus en réponse aux juifs des dites carrières (21 août 1747, f° 318). — Lettre de Pascal Aquaviva, vice-légat, au procureur général de la province, lui adressant une ordonnance portant que la province fera l'emprunt de 50,000 livres, projeté aux frais et dépens des juifs (29 août 1747, f° 323). — Délibération de l'assemblée ordinaire remontrant au vice-légat « que les juifs « ne possèdent que de biens immeubles et leurs richesses ne « consistent principalement qu'en argent et en bijoux, il leur « est très difficile de les enlever ou de les faire passer dans une pro- « vince étrangère. Il est à craindre que quelques précautions « que l'on prenne, la province ne reste seule chargée à l'avenir « des emprunts qu'elle fera pour les juifs, attendu les banque- « routes frauduleuses qu'il leur est facile de faire, comme il est « déficieux à plusieurs de leur carrières d'en faire réellement « plusieurs fois » (4 septembre 1747, f° 326). — Ordonnance de Pascal Aquaviva, vice-légat d'Avignon portant que sur les 50,000 livres à emprunter, la ville d'Avignon en empruntera 25,000 et la province du Comtat 25,000, et que pour leur sûreté, soit pour les fonds, soit pour les intérêts, les bailons des carrières d'Avignon, de Carpentras, de L'Isle et de Cavaillon, s'engageront, dans trois jours, à payer les intérêts de la dite somme sous peine d'y être contraints « *more fiscalium debito- rum* » et par toutes voies exécutives à l'arbitre du dit vice-légat (29 août 1747, f° 328). — Délibération de l'assemblée ordinaire du pays pour s'adresser au Pape, pour obtenir du blé pour le soulagement du peuple de la province, « attendu que « les récoltes les plus abondantes ne suffisent pas pour nourrir « les peuples de cette province et que, par surcroît, la récolte de cette année a été très médiocre » (9 septembre 1747, f° 330). — Obligations faites en faveur des trois États du Comtat, par les carrières des juifs d'Avignon, Carpentras, L'Isle et Cavaillon, pour le paiement des intérêts de l'emprunt de 50,000 livres contracté par la province (24 octobre 1749, f° 332). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (25 avril 1748, f° 354). — Délibérations des élus du pays : au sujet d'une supplique à eux adressée par la Compagnie de la Miséricorde de la ville d'Avignon, chargée du soin et de la surveillance des Insensés, lui accordant 12,000 livres pour les soins des Insensés

de la province (26 avril 1748, f° 367) ; — nommant le sieur Floret, secrétaire général à vie, à cause des bons offices, de la droiture et du zèle qu'il a montré dans les affaires du pays (26 avril 1748, f° 372). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : pour demander des secours en blé au Pape, « vu l'extrême nécessité où cette province se trouve réduite « par le défaut de la récolte des grains et par la cherté qui a « été faite d'en laisser entrer dans le Comtat des provinces « voisines » (9 septembre 1748, f° 372). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : pour demander des secours en blé au Pape ; — au sujet d'une lettre du 3 mars 1749, de Pascal d'Aquaviva, vice-légat, au trésorier général des États, lui exposant qu'en suite des dépenses que la Chambre a été obligée de faire à l'occasion du séjour que le prince Édouard a fait dans le Palais Apostolique, il réclama une somme de 25,000 livres en prêt (6 mars 1749, f° 396). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (21 avril 1749, f° 408). — Délibérations de la dite assemblée : au sujet du projet de former à Avignon un corps des marchands dans le commerce de la soie qui aurait inspection sur tous les ouvrages et manufactures des soies des villes et villages du Comtat (25 avril 1749, f° 415). Au f° 423 on lit : Réjouissances pour la paix. Les vingt-six et vingt sept du présent mois de mars 1749, festes de Pentecoste, la ville d'Avignon par ordre de Mgr Illustrissime et Excellentissime vice-légat à fait des réjouissances et illuminations pour la paix, et, à ces fins, les trois États ont donné des fanaux ou armoiries de Nostre Saint-Père le Pape et du Roi de France aux seigneurs élus et autres officiers pour faire des illuminations plus éclatantes ». — Lettre du syndic général des États au cardinal Valentin, secrétaire d'État et camerlingue, et à M. Justiniani, secrétaire de la congrégation d'Avignon à Rome, au sujet de la formation d'un nouveau corps des marchands d'Avignon (2 juin 1749, f° 424). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet du projet de réforme de la compagnie des gardes de Sa Sainteté composée, soit en officiers, soit en soldats, des gens du pays et portant le nom de compagnie avignonnaise et pour demander que ce projet ne soit pas réalisé (20 juin 1749, f° 426). — au sujet de la réparation du grand pont sur la Sorgue, près d'Entraigues (30 juin 1749, f° 431) ; — du prix-fait de la réparation du pont de la Peyre, près d'Entraigues, sur le chemin tendant à Avignon (4 août 1749, f° 442) ; — de l'érection d'une maîtrise des orfèvres de la province (24 octobre 1749, f° 460) ; — au sujet de la suppression de toutes les maîtrises « nuisibles au public soit parce que plusieurs ouvriers habiles n'ont pas l'argent et les sommes nécessaires pour s'y faire agréger, ce qui en rebute plusieurs, soit parce qu'un petit nombre d'ouvriers composant pour lors, tout le corps de leur maîtrise, les ouvrages en deviennent beaucoup plus chers » (24 octobre 1749, f° 460) ; — au sujet d'une lettre de

Pascal d'Aquaviva, vice-légat d'Avignon, pour l'établissement d'une maréchaussée, rendue nécessaire « par rapport aux différents assassins qui se commettent en cet état et le peu de sûreté qu'il y a même dans les chemins publics, les particuliers qui voyagent y étant fréquemment arrêtés et même volés » ce qui ne provient que du grand nombre de brigands qui se sont retirés dans cet Etat dans l'espoir d'y trouver un asile » (10 novembre 1749, f° 519) ; — pour prier le nonce en cour de France d'accorder satisfaction pour obtenir le remboursement des sommes et fournitures avancées par le pays aux troupes françaises payées en 1745 (16 novembre 1749, f° 520) ; — Lettre du nonce du Pape au même sujet (16 novembre 1749, f° 521) ; — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet des réparations à faire aux chemins par lesquels devaient passer les infantes et notamment du chemin consulaire allant de Piolenc aux limites de la Principauté d'Orange (21 novembre 1749, f° 522) ; — au sujet de la coupe et du transport hors du pays du bois de chênes blancs (21 janvier 1750, f° 523) ; — Lettre du nonce du Pape en France, du 21 novembre 1750, et de M. le marquis d'Austhane, trésorier général des armées du Roi, aux élus, au sujet du remboursement des sommes avancées pour les troupes de France cantonnées dans le Comtat (f° 524) ; — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays au sujet du pont de la Pierre existant sur la grande Sorgue et tout près du Ben d'Entraigues et de son élargissement (24 février 1750, f° 525) ; — Assemblée générale des vassaux (12 mars 1750, f° 497) ; — Élection de Joseph-Philippe de Montégu, marquis d'Entraigues pour élu de la noblesse (12 mars 1750, f° 526) ; — Mémoire de Joseph-Louis Dominique de Cardès, marquis de Velleron, colonel général de l'infanterie d'Avignon et du Comtat-Venaissin pour le Pape au sujet de l'exemption du paiement des tailles par les vassaux du Pape dans le Comtat-Venaissin, à propos d'une réclamation à lui faite par la communauté de Velleron (11 mai 1750, f° 509) ; — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays au sujet des réparations du Pont de la Fuste existant sur une partie de la Sorgue dans le grand chemin de Carpentras à Avignon entre le grand pont de la Pierre et le cabaret appelé de Blegiers (16 avril 1750, f° 513) ; — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (23 avril 1750, f° 516) ; — Délibérations de la dite assemblée au sujet du remboursement des sommes dues au pays par la cour de France pour les fournitures faites aux troupes françaises (23 avril 1750, f° 522) ; — au sujet d'une lettre du vice-légat, du 10 novembre 1749, pour l'établissement, dans le Comtat Venaissin, d'une maréchaussée (23 avril 1750, f° 523) ; — au sujet de l'abolition des maîtrises (23 avril 1750, f° 525) ; — au sujet des acquisitions de biens faites par les corps religieux (23 avril 1750, f° 527) ; — au sujet de l'interdiction de la chasse faite par ma-

dame d'Acqueria, dame de Rochezude, tant dans la partie du dit lieu appartenant au Dauphiné que dans celle du Comtat (24 avril 1750, f° 529) ; — au sujet des réparations à faire aux chemins de la province (24 avril 1750, f° 530) ; — au sujet d'un règlement pour l'entretien des chemins (24 avril 1750, f° 531) ; — au sujet d'une demande de réduction (60) par les recteurs de l'œuvre de la Miséricorde d'Avignon pour les soins à donner aux Indes du Comtat (24 avril 1750, f° 532) ; — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays au sujet de l'acquisition de deux arpents dans les limites des communautés de Lapidol, Bégiers, Mignas, Piolenc, Séguret, Velleron, La Fuste, Carpentras et Jodeland (24 avril 1750, f° 533) ; — au sujet d'une demande de réduction (60) par le sieur Louis-François Manne, chevalier de l'ordre de St-Jean de Latran, recteur de la Compagnie des Pénitents de la Miséricorde d'Avignon (4 mai 1750, f° 536) ; — au sujet de l'établissement d'une maréchaussée (4 mai 1750, f° 537) ; — au sujet d'une demande de réduction (60) par le sieur Louis-François Manne, chevalier de l'ordre de St-Jean de Latran, recteur de la Compagnie des Pénitents de la Miséricorde d'Avignon (4 mai 1750, f° 538) ; — au sujet d'une demande de réduction (60) par le sieur Louis-François Manne, chevalier de l'ordre de St-Jean de Latran, recteur de la Compagnie des Pénitents de la Miséricorde d'Avignon (4 mai 1750, f° 539) ; — adressant des réflexions au vice-légat au sujet de l'établissement d'une maréchaussée et du respect, dans cet établissement, des juridictions, droits et privilèges du pays (10 juin 1750, f° 541) ; — au sujet de la réfection du pont de la Fuste existant sur un bras de la Sorgue et maintenant ruiné (10 juin 1750, f° 542) ; — au sujet d'une lettre du vice-légat informant les élus qu'il leur soumettra le règlement relatif à la maréchaussée (27 juillet 1750, f° 543) ; — enregistrant le projet de la demande de réduction (60) pour la construction du pont appelé de la Fuste, terroir d'Entraigues, et sur le canal de la Fuste d'Avignon (27 juillet 1750, f° 544) ; — au sujet de l'envoi du règlement de la maréchaussée (10 juillet 1750, f° 545) ; — enregistrant une lettre du vice-légat du 23 juillet 1751, f° 567 ; — enregistrant les réflexions des élus sur le projet de règlement de la maréchaussée (5 août 1750, f° 569) ; — au sujet de l'extension de la bulle du pape Sixte IV, interdisant les acquisitions de biens aux communautés ecclésiastiques (7 septembre 1750, f° 571) ; — au sujet du règlement concernant la maréchaussée (25 septembre 1750, f° 600) ; — au sujet d'une lettre du vice-légat annonçant qu'une somme de 50 000 livres vient d'être versée pour le remboursement des sommes dues au pays pour les dépenses des troupes françaises (15 novembre 1750, f° 610) ; — enregistrant une lettre du Nonce près S. M. Très Chrétienne au même sujet (25 novembre 1750, f° 615) ; — au sujet de l'armement de la maréchaussée (2 décembre 1750, f° 626) ; — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (13 mai 1750, f° 636) ; — Délibérations de la dite assemblée : au sujet des réparations des chemins (13 mai 1750, f° 637) ; — au

sujet de la suppression de la maîtrise des orfèvres de Carpentras (14 mai 1751, f° 641); — portant nomination du sieur Jean-Jacques-Marc-Siffrein Devillario, notaire, comme secrétaire co adjuteur du sieur Floret (15 mai 1751, f° 642). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de l'ordre venu de la secrétairerie d'État à la demande de la province, pour que les corps religieux étrangers et du pays ne puissent plus faire des acquisitions dans le Comtat (29 mai 1751, f° 643); — au sujet de la revue de la maréchaussée devant avoir lieu à Avignon, l'avant-veille de la Fête-Dieu et nommant le marquis de Montegu, élu et le sieur de La Plane pour assister à cette revue au nom du pays (29 mai 1751, f° 646); — enregistrant un mémoire adressé au sieur Célestini, agent du pays, à Rome, au sujet de la défense à faire à tous les corps religieux d'acquiescer dans le Comtat (f° 657); — au sujet de la réparation du pont des Vaches (1^{er} août 1750, f° 669); — enregistrant le prix-fait du dit pont, en faveur d'Étienne-Jean-Joseph et Jean-Antoine Perrin frères et Jérôme Simon, maçons, de Sorgues (20 septembre 1750, f° 686); — au sujet des jouissances à faire pour la naissance du duc de Bourgogne et décidant de fournir des fanaux, chandelles et armoiries, pour une somme de 104 livres (22 octobre 1751, f° 695); — au sujet de la réparation des chemins (3 décembre 1751, f° 706). — Assemblée générale des vassaux (4 mars 1752, f° 717). — Répartition d'une somme de 7,800 livres entre les vassaux et communautés (f° 718). — Répartition des sommes provenant des trois quarts de la ferme du tabac et toiles peintes (26 février 1752, f° 721). — Ordonnance du vice-légat, répartissant entre la ville d'Avignon et le Comtat-Venaissin la somme de 60,000 livres, remboursée pour les avances faites pour l'entretien des troupes françaises (5 avril 1752, f° 726). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (20 avril 1752, f° 729). — Délibérations de la dite assemblée, au sujet de la réparation des chemins d'Avignon à Apt (21 avril 1752, f° 739). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : enregistrant le prix-fait des réparations au chemin de La Motte (7 juillet 1752, f° 750); — enregistrant un mémoire sur la demande des officiers de la compagnie des cheval-légers d'Avignon, pour l'augmentation du prix de l'avoine (21 août 1752, f° 757). — Relevé par le secrétaire de la cour épiscopale de Carpentras, dans les registres du sextier appartenant à la mense épiscopale, du prix de l'avoine, depuis l'année 1714 jusqu'à l'année 1752 (f° 768). — Délibération de l'assemblée ordinaire du pays au sujet du remboursement des sommes avancées pour les troupes françaises (27 décembre 1752, f° 783). — Assemblée générale des vassaux du Comtat-Venaissin (15 mars 1753, f° 795). — Mémoires pour la communauté de Velleron, au sujet du paiement des tailles par Joseph-Louis-Dominique de Cambis, seigneur du dit lieu (5 mars 1752, f° 806). — Assemblée générale des élus et

procureur général du pays (25 mars 1753, f° 832). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de la revue de la maréchaussée (24 mai 1753, f° 851); — pour la réparation de la descente du chemin d'Aubignan, au quartier de la Rode, sur une longueur de 140 cannes (13 juin 1753, f° 859), etc.

C. 38. (Registre.) — In-folio, 1092 feuillets, papier.

1753-1762. — Délibérations des États du Comtat. — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de la réparation des chemins (15 juin 1753, f° 1); — au sujet d'un mémoire sur les chemins servant aux grandes routes de Lyon en Provence et en Languedoc dans les États du Comtat-Venaissin et d'Avignon (f° 5); au sujet — de la réparation de la montée du chemin de Vacqueyras (18 juin 1753, f° 8). — Concordat entre le St-Siège et la cour de France pour la restitution des déserteurs des troupes du Roi se réfugiant dans l'État d'Avignon et le Comtat-Venaissin et concernant l'engagement des sujets des dits États dans les troupes de Sa Majesté (5 décembre 1752, f° 9). — Délibérations de l'assemblée ordinaire : au sujet du droit de préséance entre la ville d'Avignon et le Comtat-Venaissin (10 juillet 1753, f° 19); — au sujet des décès et des obsèques de noble Alexandre-Joseph Charpaud, trésorier général des trois États du Comtat (15 juillet 1753, f° 23); — au sujet du paiement des ingénieurs de France venus pour réparer les routes (13 août 1753, f° 27). — Acquit du sieur Marcel Tournilhon, ingénieur géographe des ponts et chaussées, d'une somme de 522 livres 14 sous 4 deniers, pour la levée des plans des chemins du Comtat (5 novembre 1753, f° 27). — Délibérations de l'assemblée ordinaire : au sujet des plaintes portées contre les entrepreneurs de la coupe des bois pour la marine de France, prétendant prendre de force et non de gré à gré les chênes qu'ils trouvent à leur convenance (5 novembre 1753, f° 30); — au sujet de la réduction faite par Joseph-Louis-Xavier Fornery, cohéritier pour une moitié des biens de noble Joseph-Alexandre Charpaud, son oncle, en faveur des trois États du Comtat-Venaissin (4 décembre 1753, f° 33); — pour l'arrivée de Thomas Galli, recteur du Comtat-Venaissin (26 décembre 1753, f° 35). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (16 janvier 1754, f° 36). — Délibérations de l'assemblée ordinaire : au sujet d'une demande de M. le marquis de Rouillet, ministre et secrétaire d'État du Roi, de deux mille arbres de chêne comme propres pour le service de la marine et déclarant que, si on les enlève, il ne restera plus que les inutiles et que la disette et l'épuisement de la province en bois seraient consommés (4 janvier 1754, f° 39). — au sujet de la pension que les juifs supportent pour l'emprunt de 25,000 livres, pour subvenir à l'entretien des troupes de France (1^{er} avril 1754, f° 49); — approuvant

le prix-fait des réparations des chemins tendant de Carpentras à Pernes (1^{er} avril 1754, f° 54) ; — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (25 avril 1754, f° 53). — Délibérations : pour la vérification des parcelles du trésorier (26 avril 1754, f° 57) ; — au sujet des prétentions des consuls d'Avignon, pour la préséance sur les trois ordres composant les États de la province (26 avril 1754, f° 56) ; — au sujet de la coupe de chênes blancs que les entrepreneurs de la marine de France prétendent faire dans la province (26 avril 1754, f° 61). — Délibérations de l'assemblée ordinaire : au sujet du paiement de la maréchaulsée (15 mai 1754, f° 64) ; — pour la reddition des comptes de noble Joseph-Louis-Xavier Fornery, docteur ès droits, trésorier général des trois États du Comtat-Venaissin (28 mai 1754, f° 69). — S'opposant à l'établissement à Avignon, autorisé par une ordonnance du 18 janvier 1755 d'une maîtrise des imprimeurs et libraires (29 mai 1754, f° 75) ; — au sujet d'un privilège exclusif et privatif, pour l'établissement d'une raffinerie de savon accordée au sieur Bastide par le vice-légat d'Avignon, et enregistrant le dit privilège (24 juin 1754, f° 81). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays pour rendre les devoirs de la province à Mgr Paul Passionei, nouveau vice-légat (12 août 1754, f° 95). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de la réparation du chemin de Carpentras à Cavaillon (3 septembre 1754, f° 100) ; — au sujet du projet du sieur de Rolland, ingénieur en chef des ponts et chaussées du Dauphiné, pour le rétablissement de la grande route, depuis les limites du Dauphiné en suivant le Comtat jusqu'au territoire d'Avignon (28 septembre 1754, f° 102) ; — approuvant le prix-fait du chemin d'Aubignan (2 novembre 1754, f° 111) ; — approuvant le prix-fait du chemin tendant de Carpentras à L'Isle (4 décembre 1754, f° 119) ; — au sujet du paiement de l'avoine pour les chevaux de la compagnie des chevan-légers entretenus en la ville d'Avignon (4 décembre 1754, f° 128) ; — au sujet d'un mémoire présenté à la Sacrée Congrégation, à Rome, par les communautés de Bedarides, Gigognan et Châteauneuf, pour avoir part aux sommes touchées par la province, à raison de la suppression du tabac et des toiles peintes (5 décembre 1754, f° 132) ; — concernant les alignements et élargissements des chemins de la grande route de Lyon, en Provence dans la partie du Comtat-Venaissin (5 janvier 1755, f° 141) ; — concernant le privilège exclusif et privatif pour l'établissement « d'une raffinerie de savon » dans le Comtat-Venaissin, accordé au sieur Bastide (26 février 1755, f° 145). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (17 avril 1755). — Délibérations de la dite assemblée, s'opposant à l'érection d'une maîtrise des marchands libraires et imprimeurs de la ville d'Avignon (17 avril, f° 161) ; — s'opposant à la concession du privilège exclusif de la raffinerie de savon faite au sieur Bastide (17 avril 1755, f° 161) ; — décidant,

sur un mémoire du sieur Fornery, auteur de *l'Histoire ecclésiastique et civile du Comté Venaissin et de la ville d'Avignon*, d'attribuer à l'auteur une somme de 600 livres à compte de celle qui lui a été adjugée par l'assemblée générale du 21 avril 1754 « en le priant de ne rien oublier pour que son ouvrage « soit imprimé le plutôt qu'il le pourra » (17 avril 1755, f° 11). — concernant le projet d'un établissement d'invalides pour la maréchaulsée (17 avril 1755, f° 164). — Délibérations de l'assemblée ordinaire : concernant la répartition des sommes provenant de la ferme du tabac et de la prohibition des toiles peintes (13 juin 1755, f° 176) ; — concernant l'arrivée à Carpentras de Mgr Fortunat, marquis Savini, patrice de Camerino, nouveau recteur (24 juin 1755, f° 177) ; — concernant les augmentations à faire au chemin de Carpentras à L'Isle et à Cavaillon et les indemnités dues aux prix-facteurs (4 juillet 1755, f° 188). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays pour rendre les devoirs à Mgr Fortunat Savini, patrice de Camerino, nouveau recteur (7 juillet 1755, f° 191). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : enregistrant le texte du bref du pape Paul V, du 17 juin 1755, permettant aux États de s'assembler toutes les fois que les affaires le requièrent sans la permission de personne (24 juillet 1755, f° 194) ; — concernant les alignements et élargissements de la grande route de Lyon en Provence à travers le Comtat (20 septembre 1755, f° 201) ; — concernant une lettre des officiers de la compagnie avignonnaise à Rome demandant que l'agent du pays et celui de la ville d'Avignon agissent pour que la dite compagnie ne soit remplie que des habitants de la province et de la ville d'Avignon (28 octobre 1755, f° 212) ; — concernant le bruit d'un impôt qu'on devrait mettre sur les cartes à jouer dans la province et à Avignon (24 janvier 1756, f° 219) ; — concernant un mémoire à adresser au vice-légat sur les privilèges du pays et notamment sur celui de ne pouvoir être jugés en première instance hors de la province pour quel que cause que ce soit (24 janvier 1756, f° 219) ; — enregistrant la bulle du pape Paul III sur les privilèges du pays, du 19 juin 1750 (f° 248) ; — concernant la demande d'un entrepôt de sel dans la ville de Carpentras (17 février 1756, f° 266) ; — concernant la fourniture de l'avoine pour la campagne des chevan-légers d'Avignon (13 mars 1756, f° 274). — Assemblée générale des vassaux du Comtat Venaissin (30 mars 1756, f° 281). — Election de Paul de Segnins de Pazzis, chevalier, marquis d'Aubignan, comme élu de la noblesse (29 mars 1756, f° 301). — Assemblée générale des élus et procureur général des États (31 avril 1756, f° 307). — Délibérations de la dite assemblée : au sujet de la grande route demandée par la cour de France de Lyon en Provence, passant par le Comtat-Venaissin (26 avril 1756, f° 344) ; — au sujet de la vente des soies et cocons (27 avril 1756, f° 346) ; — concernant les privilèges de la province (27 avril 1756,

fo 318) ; — au sujet des réparations à faire au chemin de Vaison aux Baronnie du Dauphiné, ruiné par les inondations (27 avril 1756, fo 320) ; — au sujet d'un mémoire présenté par les orfèvres du Comtat au sujet des préjudices à eux causés par la maîtrise établie à Carpentras (27 avril 1756, fo 321). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet du règlement du vice-légat sur les juridictions (2 juin 1756, fo 338 ; — concernant l'arrivée à Avignon des ingénieurs de France demandant l'exécution des projets de la grande route de Lyon en Provence (16 août 1756, fo 352) ; — concernant le règlement édicté par le vice-légat d'Avignon sur les cartes à jouer (4 octobre 1756, fo 360) ; — enregistrant le règlement de Paul Passionei, vice-légat d'Avignon, du 9 septembre 1756, sur les cartes à jouer (fo 363) ; — concernant la vente du tabac (29 novembre 1756, fo 366) ; — enregistrant le prix-fait du pont à faire sur le torrent appelé de Sainte Catherine dans le terroir de la ville de Vaison (11 décembre 1756, fo 371) ; — concernant les réjouissances à faire pour le rétablissement de la santé du pape Benoît XIV (27 janvier 1757, fo 379). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (21 avril 1757, fo 386). — Délibérations de l'assemblée ordinaire : au sujet de l'impôt sur les cartes à jouer (22 avril 1757, fo 395) ; pour la nomination de Mgr d'Artaud à l'évêché de Cavaillon (29 mai 1757, fo 407) ; — concernant un ordre du vice-légat d'enlever les fusils à ceux qui seraient pris en contravention du règlement sur la chasse (10 août 1757, fo 422). — Mention de la mort de Mgr Dom Malachie d'Inguibert, évêque de Carpentras, et des cérémonies ayant eu lieu à ses funérailles (6 septembre 1757, fo 427). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet d'un mémoire de la carrière des juifs de Carpentras demandant de participer au remboursement des sommes que la cour de France a déjà fait payer pour l'indemnité de l'entretien des troupes françaises (30 décembre 1757, fo 442) ; — enregistrant un mémoire des carrières des juifs du Comtat, demandant à être déchargées du paiement des intérêts de la somme de 50,000 livres empruntée par les États, proportionnellement aux remboursements faits par la Cour de France (16 janvier 1758, fo 451) ; — concernant la réparation des chemins (4 avril 1758, fo 468) ; — concernant la construction de la grande route dans le territoire de Châteauneuf (4 avril 1758, fo 470). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (27 avril 1758, fo 503). — Délibérations de cette assemblée : concernant le maintien du privilège des habitants du Comtat de ne point être cités en dehors des limites de la province (28 avril 1758, fo 517) ; — concernant la grande route de Lyon en Provence (28 avril 1758, fo 519) ; — concernant l'érection de la maîtrise des orfèvres de Carpentras (28 avril 1758, fo 521) ; — concernant les plaintes portées contre la manchaussée (4 avril 1758, fo 533) ; — concernant les abus introduits dans le débit du sel à Avignon (29 avril 1758, fo 536).

— Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet du tirage de la soie et de la vente des cocons (25 juin 1758, fo 543) ; — enregistrant le règlement de Paul Passionei, vice-légat d'Avignon, du 12 juin 1758, concernant le tirage de la soie et les courtiers et les courtières (fo 544). — Arrivée à Carpentras de Mgr Charles de Manzoni, patrice de Lugo, nouveau recteur (23 juillet 1758, fo 554). — Délibération de l'assemblée ordinaire du pays, pour adresser des félicitations au cardinal Charles de Rezzonico, noble vénitien, évêque de Padoue, créé pape sous le nom de Clément XIII (28 juillet 1758, fo 554). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays pour rendre les devoirs à Charles de Manzoni, nouveau recteur (8 août 1758, fo 558). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : enregistrant un règlement d'Annibal Doria, vice-légat d'Avignon, du 17 août 1758, abolissant tous les droits de maîtrise des arts mécaniques, fo 575) ; — enregistrant un mémoire concernant l'office ou greffe de la rectorie de Carpentras et celui de la cour ordinaire (1^{er} septembre 1758, fo 583) ; — concernant les opérations et les élargissements des chemins (18 septembre 1750, fo 589) ; concernant les réparations à faire au pont de la Pierre (28 septembre 1758, fo 599) ; — enregistrant le devis des ouvrages des terrasses et chaussées à faire pour le redressement et le rétablissement de la route de Lyon en Provence et Languedoc depuis le territoire de Mondragon jusqu'au pont de la Pierre au territoire de Bollène (28 septembre 1758, fo 604) ; — concernant des travaux et des achats de terrains pour la même route depuis le territoire de La Motte jusqu'à la croix des Trois-Ormeaux (16 novembre 1758, fo 626) ; — concernant les approvisionnements de blé à faire pour mettre la province à l'abri de la disette (16 décembre 1750, fo 638) ; — concernant les anciens chemins des territoires de La Motte et de Bollène (4 janvier 1759, fo 644) ; — concernant la répartition des sommes provenant de l'indemnité accordée pour l'interdiction de la culture du tabac et de la fabrication des toiles peintes (1^{er} février 1759, fo 664). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (20 février 1759, fo 668). — Délibérations : au sujet de la répartition des trois quarts des sommes provenant de la ferme du tabac (20 février 1759, fo 669) ; — pour la répartition de 7956 livres faisant partie de 9600 livres adjudgées au corps des vassaux du Comtat (20 février 1759, fo 672). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays concernant l'interdiction aux communautés religieuses d'acquérir des immeubles dans le pays (20 février 1759, fo 677) ; — enregistrant un mémoire du procureur général syndic sur le même objet (20 février 1759, fo 679) ; — concernant l'achat de terrains à M. le duc de Crillon pour l'élargissement du chemin de Pernes à L'Isle (6 mars 1759, fo 684) ; — concernant la fabrication d'un nouveau sceau d'argent « et d'une gravure d'habile ouvrier d'une grandeur moyenne pour servir dans tous les besoins du pays » le sceau

de l'assemblée du pays » ayant été égaré dans la dépouille du chevalier de la Plane, second consul (6 mars 1759, f° 681) ; — enregistrant des lettres de M. de Trudaine au sujet de la construction de la grande route de Lyon en Provence, dans l'étendue du Comtat-Venaissin (8 mai 1759, f° 689). — Assemblée générale des vassaux du Comtat (3 avril 1759, f° 703). — Élection de Louis-Gabriel de Beauchamps, de Merles, marquis de Beauchamps, comme élu de la noblesse, en remplacement du marquis d'Aubignan (3 avril 1759, f° 717). — Arrivée à Carpentras de Mgr Joseph de Vignoli, évêque de ladite ville (14 avril 1759, f° 740). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (26 avril 1759, f° 741). — Délibérations de ladite assemblée : au sujet de la réparation des chemins de la province (27 avril 1759, f° 754) ; — concernant l'impôt sur les cartes à jouer (27 avril 1759, f° 756). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : concernant un mémoire présenté par les Juifs au marquis de Beauchamps, élu, au sujet de la discussion entre la province et les Juifs pour le remboursement des sommes dues au Comtat par la cour de France (11 juin 1759, f° 767) ; — concernant les réparations à faire au chemin de Loriol (11 juin 1759, f° 774) ; — concernant le différent entre la province et les Juifs (4 août 1759, f° 784) ; — concernant les observations à faire sur le règlement du vice-légat pour l'impôt des cartes à jouer (13 octobre 1759, f° 788) ; — concernant les réparations à faire à la grande route d'Orange, endommagée par la rivière de Mède (25 novembre 1759, f° 805) ; — concernant les réparations du chemin de Pernes à L'Isle, depuis l'embranchement de St-Antoine jusqu'au bout de la rampe du pont de Notre-Dame, à L'Isle (16 janvier 1760, f° 818) ; — concernant l'offre faite par la cour de France, de payer en contributions de rente au cinq pour cent, sur la province de Bretagne, ce qu'elle doit à la province et à la ville d'Avignon (21 janvier 1760, f° 829) ; — approuvant le prix-fait du pont des Capucins sur la route de Carpentras à Sault (3 mars 1760, f° 846). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays pour rendre les devoirs du pays à Mgr François-Marie de Manzi, archevêque et vice-légat d'Avignon, par interim (14 mars 1760, f° 851). — Délibération de l'assemblée ordinaire du pays, concernant le remboursement dû par la cour de France (1^{er} avril 1760, f° 866). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (21 avril 1760, f° 877). — Délibérations de ladite assemblée : pour la vérification et la taxe des parcelles du trésorier (23 avril 1760, f° 885) ; — concernant les mesures à prendre pour que les mainmortes, surtout étrangères, ne fassent pas des acquisitions dans la province (23 avril 1760, f° 896) ; — concernant la maîtrise des orfèvres de Carpentras (23 avril 1760, f° 896) ; concernant la revue de la maréchaussée (2 juin 1760, f° 920) ; — concer-

nant les droits sur les soieries transportées de la province en France (23 avril 1760, f° 925). — Mémoire au sujet des plaintes du fermier général sur les difficultés apportées aux visites de l'impôt du tabac (f° 928). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : concernant la construction de la grande route de Lyon en Provence, dans la traversée du Comtat (16 juin 1760, f° 935) ; — concernant un péage de 4 sous par bêtes chargées de pierres de Caromb (20 juillet 1760, f° 945) ; — concernant le manuscrit de l'histoire de la province qu'il s'agit de retirer des mains de l'éditeur à Paris pour être examiné et pour que l'assemblée prenne une délibération à ce sujet (20 juillet 1760, f° 946) ; — concernant les sommes dues à la province par la cour de France et qu'elle veut payer en pensions sur la province de Bretagne (4 août 1760, f° 953) ; — concernant l'impôt sur les cartes à jouer et le projet de les fabriquer alternativement et pendant dix ans à Avignon et à Carpentras (22 août 1760, f° 954) ; — enregistrant un mémoire au sujet de l'impôt sur les cartes à jouer (2 septembre 1760, f° 961) ; — enregistrant les mémoires du sieur Constantin adressés à la ville d'Avignon et aux États du Comtat au sujet du paiement des fournitures faites aux troupes de France (f° 968) ; — approuvant le prix-fait des réparations d'une partie de chemin allant de Carpentras à Vaison (20 novembre 1760, f° 977) ; — concernant les sommes à retirer des contrats sur la province de Bretagne (21 novembre 1760, f° 1000) ; — concernant les réparations à faire au chemin de Carpentras à Sault (2 décembre 1760, f° 1009) ; — concernant un projet d'inspection sur la fabrication des étoffes dans le haut Comtat (5 janvier 1761, f° 1020) ; — concernant le péage exigé par la communauté de Caromb (23 janvier 1761, f° 1023) ; — concernant la réparation d'un pont sur le chemin d'Avignon, au territoire de Monteux (28 février 1761, f° 1038) ; — concernant la grâce accordée au sieur Loubaud, avocat, de Valréas, pour exercer la judicature dudit lieu pendant dix ans (28 février 1761, f° 1047) ; — concernant l'impôt sur les cartes à jouer (4 mars 1761, f° 1055) ; — enregistrant le rapport d'arpentage et l'estimation des terrains pris aux propriétaires pour le chemin de Carpentras à L'Isle (2 avril 1761, f° 1081). — Arrivée de Mgr Grégoire Salviati, vice-légat, à Carpentras (14 avril 1761, f° 1089), etc.

C 39. (Registre.) — In-f°, 752 feuillets, papier.

1761-1766. — Délibérations des États du Comtat-Venaissin. — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (23 avril 1761, f° 1). — Délibérations de ladite assemblée : pour la nomination des auditeurs des comptes du trésorier général (24 avril 1761, f° 5) ; — au sujet de la prétention des fermiers généraux de France de mettre des gardes

aux portes des villes et lieux du Comtat-Venaissin pour y visiter ceux qui y entreraient, et ce, sans l'intervention d'aucun officier de justice (24 avril 1761, f° 6) ; — au sujet de l'impôt sur les cartes à jouer (25 avril 1761, f° 7) ; — au sujet de l'impôt sur le sel (25 avril 1761, f° 9) ; — au sujet d'un péage de 4 sous par bête de charge et de charrette transportant des pierres obtenu par la communauté de Caromb et du dommage que cet impôt cause au pays (25 avril 1761, f° 11) ; — au sujet des abus commis au détriment du public par la maîtrise des orfèvres établie dans la province et chargeant l'assemblée ordinaire de les reconnaître et de les signaler aux supérieurs (26 avril 1761, f° 13) ; — au sujet du manuscrit de l'*Histoire du Comté Venaissin*, composée par Fornery, recommandant à l'assemblée ordinaire de retirer ledit manuscrit et concluant de donner un exemplaire aux délibérants dans le cas que la province le fasse imprimer (26 avril 1761, f° 12) ; — au sujet du chirographe de Benoît XIV, du 23 septembre 1754, sur les embellissements de la ville d'Avignon et les réparations des grands chemins et demandant que les effets de ce chirographe s'étendent au Comtat-Venaissin (26 avril 1761, f° 15) ; — au sujet d'un péage établi depuis peu, sur les peaux, cuirs et autres marchandises transportées du bas au haut Comtat et du Comtat à la ville de Bonnieux (27 avril 1761, f° 15). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de l'exécution du règlement de Grégoire Salviati, vice-légat d'Avignon du 1^{er} mai 1760 sur la ferme du droit sur les cartes à jouer (9 mai 1761, f° 20) ; — texte dudit règlement (f° 21) ; — au sujet d'un mémoire présenté par les carrières des Juifs du Comtat-Venaissin demandant une diminution sur ce qu'ils supportent pour les emprunts faits pour fournir aux troupes de France (9 mai 1761, f° 31) ; — au sujet d'un mémoire adressé par la carrière des Juifs du Comtat-Venaissin pour la vente des biens des chrétiens, en cas d'hypothèque (10 mai 1761, f° 41) ; — au sujet d'une supplique des maîtres cordonniers de la ville de Cavaillon, exposant que, depuis un temps immémorial, ils portent en Provence des souliers qu'ils vendent aux foires sans payer que de légers droits et que les commis exigent maintenant le 10 pour cent (8 juillet 1761, f° 45) ; — au sujet de l'adjudication du chemin de Carpentras à Vaison au sieur Claude Fériaud, fils (31 août 1761, f° 58) ; — au sujet du sel. — Mémoire au vice-légat pour lui remontrer les abus commis dans les greniers à sel (31 août 1761, f° 82) — Mémoire des fermiers généraux, en réponse à celui des États concernant l'affaire du sel (f° 99) ; — au sujet de l'impôt sur les cartes à jouer (5 novembre 1761, f° 107) ; — approuvant le prix-fait donné aux sieurs François et Pierre Allié, des travaux à exécuter pour la montée de St-Donat, sur le chemin de Carpentras à Malemort (14 décembre 1761, f° 112) ; — au sujet des réparations du chemin de L'Isle à Cavaillon (26 jan-

vier 1762, f° 125). — Assemblée générale des vassaux feudataires du Comtat-Venaissin (4 février 1762, f° 126). — Élection de noble Joseph-François-Xavier de Seytres, marquis de Caumont pour élu de la noblesse (4 février 1762, f° 134) — Délibérations de l'assemblée ordinaire : au sujet de la mise en exploitation des mines de charbon de pierre existant dans la province (4 février 1762, f° 145) ; — au sujet de l'arrivée à Avignon du Père Lefèvre et de la nécessité de faire examiner « par cet habile religieux, » le projet délibéré en 1566, de faire un canal introduisant les eaux de la Durance dans une grande partie des terres du Comtat (6 mars 1762, f° 148) ; — enregistrant un mémoire des fermiers généraux au sujet du sel (6 mars 1762, f° 150) ; — au sujet des opérations faites à Méthamis par un mineur et décidant de faire poursuivre ces opérations (27 mars 1762, f° 162). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (22 avril 1762, f° 170). — Délibérations de ladite assemblée : au sujet de la vérification des parcelles du trésorier général (23 avril 1762, f° 174) ; — concernant la maréchaussée établie dans la province et son entretien (23 avril 1762, f° 187) ; — au sujet des mesures à prendre pour loger dans le grand hôpital de Carpentras, les enfants trouvés de toute la province (23 avril 1762, f° 189) ; concernant le projet de canal pour amener les eaux de la Durance dans une grande partie du terroir du Comtat (23 avril 1762, f° 189) ; — concernant les contrats passés sur la province de Bretagne pour les sommes encore dues au Comtat par la cour de France pour les fournitures et les avances faites aux troupes françaises (23 avril 1762, f° 199) ; — concernant le manuscrit de l'*Histoire du Comté-Venaissin*, composée par M. Fornéry et priant M. l'abbé de Sade, qui l'a retiré des mains de MM. Arnaud et de Querlon, de le remettre entre les mains de l'assemblée générale des États pour prendre la délibération nécessaire (23 avril 1762, f° 203). — Délibérations de l'assemblée ordinaire : concernant le placement des armoiries du pays sur la porte des officiers de la province (14 juillet 1762, f° 235) ; — concernant le péage obtenu par la communauté de Caromb pour le transport de la pierre (4 avril 1762, f° 241) ; — concernant les archives du pays et leur inventaire (11 septembre 1762, f° 256) ; — enregistrant le prix-fait des réparations du chemin de L'Isle à Cavaillon (23 novembre 1762, f° 262) ; — enregistrant l'ordonnance de Mgr Lomellini, vice-légat d'Avignon, du 20 octobre 1665, contre les détenteurs de droits régaliens et autres de la R. Chambre Apostolique (f° 288) ; — au sujet des réparations du chemin allant de Carpentras à Caromb (29 mars 1763, f° 310). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (21 avril 1763, f° 328). — Délibérations de ladite assemblée : au sujet de la suppression du péage établi par la communauté de Caromb sur les pierres (22 avril 1763, f° 336) ; — con-

cernant le dépeuplement des montagnes par la coupe du bois et pour rechercher les moyens de prévenir « les inconvénients qu'une telle dévastation ne peut manquer de produire surtout pour le temps à venir » (22 avril 1763, f° 346). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet du déboisement des montagnes (26 mai 1763, f° 358) ; — approuvant les plans et devis du nouveau chemin à faire pour aller de Caumont à Avignon (28 juillet 1763, f° 381) ; — concernant les réjouissances à faire pour la paix entre la France, l'Allemagne, la Prusse, l'Espagne et l'Angleterre (24 août 1762, f° 383) ; — concernant l'établissement d'une Société d'agriculture et de commerce dans la province et donnant mission au syndic de préparer le règlement de cette société (24 août 1763, f° 387) ; — enregistrant le prix-fait des réparations du chemin de Carpentras à Avignon depuis l'oratoire de St-Joseph proche Monteux jusqu'aux limites du territoire d'Avignon (30 décembre 1763, f° 399) ; — concernant les privilèges dont jouit la compagnie avignonnaise des gardes du Pape à Rome et en réclamant le maintien (27 décembre 1763, f° 415) ; — enregistrant le concordat entre le St-Siège et la cour de France pour la restitution des déserteurs des troupes du roi qui se réfugient dans l'État d'Avignon et le Comtat-Venaissin et concernant l'engagement des sujets desdits États dans les troupes de Sa Majesté (4 août 1763, f° 417) ; — concernant les réparations à faire à la grande route d'Apt à Avignon dans la partie se trouvant dans le Comtat-Venaissin (11 janvier 1764, f° 426) ; — enregistrant un mémoire pour l'éclaircissement et l'établissement de la demande faite au Roi de faire passer sur le Rhône le sel des salines d'Italie que le Pape destine à l'approvisionnement d'Avignon et du Comtat-Venaissin (f° 430) ; — enregistrant un autre mémoire sur le même sujet (f° 446) ; — concernant l'établissement d'une Société d'agriculture dans la province (3 février 1764, f° 459) ; — enregistrant un mémoire adressé au Pape par la ville d'Avignon contre les prétentions des fermiers généraux de mettre des gardes aux portes des villes (f° 467). — Assemblée générale des élus et procureur général des États (26 avril 1764, f° 480). — Délibérations de ladite assemblée : au sujet de l'envoi de secours en blé à la ville de Rome à cause de la disette des grains (26 avril 1764, f° 486) ; — concernant un nouveau mémoire des carrières des Juifs du Comtat demandant l'avis de l'assemblée sur un mémoire par eux présenté à la Congrégation d'Avignon à Rome, demandant qu'ils leur soit permis d'exercer leurs droits d'hypothèque sur les biens aliénés de leurs débiteurs (26 avril 1764, f° 491) ; — concernant le placement à l'hôpital général de Carpentras des enfants trouvés de la province (27 avril 1764, f° 493) ; — concernant les moyens propres à éviter la dévastation des bois et la demande des consuls de Piolen de faire disparaître de cette communauté

la verrerie y existant et qui absorbe une très grande quantité de bois (27 avril 1764, f° 496) ; — au sujet de l'établissement d'une Société d'agriculture (27 avril 1764, f° 496), — enregistrant le règlement fait pour une Société d'agriculture (f° 500). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de l'achat à Marseille de 2,000 salmées de blé pour être expédiées à Rome (22 mai 1764, f° 510) ; — concernant la fourniture du sel à la province (3 juin 1764, f° 516) ; — enregistrant un mémoire des fermiers généraux au sujet de la fourniture du sel au Comtat (f° 521) ; — enregistrant la réponse faite par les États audit mémoire (f° 529) ; — concernant la visite faite par le sieur Tournilhon, architecte du pays, d'une partie du chemin de L'Isle à Cavaillon (7 juillet 1764, f° 540). — Assemblée extraordinaire des élus et procureur général du pays et délibérations : au sujet de la fourniture du sel (7 septembre 1764, f° 557) ; — pour le placement, à l'hôpital de Carpentras, des enfants trouvés du Comtat (7 septembre 1764, f° 564) ; — enregistrant un mémoire concernant les enfants trouvés et les bâtarde (f° 565) ; — enregistrant le devis des ouvrages à faire exécuter pour réparer une partie du grand chemin de Carpentras à Malaucène (11 octobre 1764, f° 572) ; — enregistrant le bail des gabelles du sel d'Avignon et du Comtat (15 octobre 1764, f° 586) ; — enregistrant le tarif des droits des co-seigneurs du péage à sel d'Avignon (f° 591) ; — enregistrant le devis des ouvrages à exécuter pour la construction d'un chemin de Caumont jusqu'au bac de Noves (f° 594) ; — enregistrant le prix-fait des réparations du chemin de Vaison à Malaucène (17 novembre 1764, f° 598) ; — au sujet des réparations à la grande route de Marseille dans la traversée du Comtat (5 décembre 1764, f° 604) ; — enregistrant le prix-fait pour la construction et la réparation de la partie du chemin de L'Isle à Caumont (3 janvier 1765, f° 612) ; — enregistrant le prix-fait de la construction du pont sur le torrent de Brégoux, sur le chemin de Carpentras à Sarrians (11 janvier 1765, f° 615) ; — concernant les grades de l'état-major parmi les gardes du pape à partager entre les officiers italiens et les officiers de la garde avignonnaise (5 février 1765, f° 623). — Assemblée générale des vassaux du Comtat (12 février 1765, f° 625). — Cérémonial pour l'élection de l'élu de la noblesse (f° 636). — Assemblée générale des élus et procureur général des États (25 avril 1765, f° 649). — Délibérations : au sujet de la délivrance du sel (25 avril 1765, f° 655) ; — concernant l'érection en maîtrise du corps des perruquiers de Carpentras (26 avril 1765, f° 659). — Mémoire pour la communauté de Valréas au sujet de l'exemption des péages (f° 664). Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de la construction d'un pont à Bollène (23 mai 1765, f° 670) ; — concernant la réparation faite à la Durance sur le territoire de Cavaillon (19 juin 1765, f° 679) ; — concernant la

maladie du Pape (31 août, f° 685) ; — au sujet des réparations faites aux bords de la Durance (31 octobre 1765, f° 694) ; — enregistrant un mémoire des États au sujet du règlement du vice-légat d'Avignon, du 20 août 1765 ; — concernant la manière de procéder dans les causes fiscales (f° 703) ; — enregistrant un mémoire au sujet des plaintes portées par le procureur du pays de Provence au sujet des réparations faites par la ville de Cavaillon contre la Durance (f° 718) ; — enregistrant un mémoire contre la délibération prise par le conseil de la ville d'Avignon demandant qu'on batte de nouveaux patats (f° 719) ; — concernant les mesures à prendre pour remédier aux dommages causés aux oliviers par des vers qui s'attachent aux branches, s'y introduisent et les dessèchent et se communiquent successivement d'un quartier à l'autre (28 février 1766, f° 742) ; — concernant le même objet (5 mars 1766, f° 743), etc.

C. 40. 'Registre' — In-f°, 797 feuillets, papier.

1766-1772. — Délibérations des États du Comtat-Venaissin. — Assemblée générale des élus et procureur général des États (24 avril 1766, f° 1). — Délibérations : ordonnant des prières publiques pour faire cesser le fléau qui ravage les oliviers et prescrivant à l'assemblée ordinaire et aux conseils des communautés de prendre toutes les mesures paraissant propres à le faire disparaître (25 avril 1766, f° 9) ; — concernant la maîtrise des orfèvres établie, depuis quelques années, dans la province et ordonnant à l'assemblée ordinaire de veiller à ce que cette institution n'apporte aucun préjudice au public (25 avril 1766, f° 10). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : concernant l'élague et l'arrachement des oliviers et des vignes atteintes par le froid et demandant qu'il soit défendu, dans tout le Comtat, d'arracher et d'élaguer les oliviers et les vignes sous prétexte de mortalité (8 mai 1766, f° 18) ; — enregistrant une ordonnance de Grégoire Salviati, du 22 mai 1767, concernant les oliviers et les vignes (25 mai 1766, f° 28) ; — enregistrant un rapport de l'ingénieur Tournilhon sur les travaux à faire pour la route de Caumont à Bompas, où elle traverse la Durançole (15 juin 1766, f° 34) ; — concernant les soins à donner aux oliviers et aux vignes (13 juillet 1766, f° 39) ; — concernant un mémoire adressé de la part de plusieurs notables du Thor sur un projet de défrichement du Trentain (23 septembre 1766, f° 46). — Assemblée extraordinaire des élus et procureur général du pays pour rendre les devoirs au cardinal Colonna Pamphile revenant de la nonciature de Paris, qui se trouve actuellement à Avignon (7 octobre 1766, f° 51). — Mention de l'arrivée à Carpentras dudit cardinal (8 octobre 1766, f° 52). Délibérations de l'assemblée ordinaire : au sujet du départ

pour Rome de Mgr Grégoire Salviati et de son remplacement à la vice-légation d'Avignon, par Mgr Manzi, archevêque d'Avignon (17 octobre 1766, f° 54) ; — concernant les vagabonds et gens sans aveu et demandant un règlement au vice-légat à leur sujet (2 novembre 1766, f° 62). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays pour présenter les devoirs du pays à François Marie de Manzi, archevêque et vice-légat d'Avignon (4 novembre 1766, f° 65). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : concernant la maîtrise des orfèvres établie dans la province (18 décembre 1766, f° 72) ; — enregistrant un mémoire au sujet de ladite maîtrise (30 décembre 1766, f° 74) ; — concernant la part de la province dans les travaux exécutés sur le grand chemin de Carpentras à Malemort, par l'ordre des consuls de Carpentras, pour donner du travail aux pauvres, « la saison se trouvant « très rigoureuse et très fâcheuse surtout pour les pauvres, « surtout parce que les denrées et principalement le blé, se « trouvent à un très haut prix, soit parce que le grand froid « qui règne fait que les travaux de la campagne se trouvent « absolument fermés » (10 janvier 1767, f° 96) ; — enregistrant une lettre au cardinal Torrigiani (6 mars 1767, f° 113). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (23 avril 1767, f° 113). — Délibérations de ladite assemblée : concernant les indemnités à accorder à l'occasion de la mortalité des feuilles de mûrier, des vignes et de plusieurs autres produits « causée par la gelée qui a régné ces jours derniers et qui a affligé toute cette province. » (24 avril 1767, f° 120) ; — au sujet de l'admission à l'hôpital de Carpentras des enfants trouvés du pays (24 avril 1767, f° 124) ; — enregistrant un mémoire concernant les dommages causés au pays par les Juifs et chargeant l'assemblée ordinaire de « rechercher les moyens les plus justes et les plus prompts et de les déduire à nos seigneurs supérieurs pour empêcher que le pauvre peuple chrétien ne soit vexé par les usures des Juifs » (24 avril 1767, f° 128). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : concernant les réparations faites sur les bords de la Durance par la communauté de Cavaillon (9 mai 1767, f° 129) ; — concernant la publication d'un bref obtenu sur la maîtrise des orfèvres (20 juin 1767, f° 147). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays pour rendre les devoirs du pays à Mgr Joseph Vincentini, nouveau vice-légat d'Avignon (9 septembre 1767, f° 149). — Assemblée de l'élu de la noblesse du pays, Henri Siffrein de Pelletier, de Gigondas, marquis de la La Garde, et de ses conseillers, Joseph-Xavier François de Seytres, marquis de Caumont, Joseph-Louis Dominique de Cambis, marquis de Velleron, seigneur de Cairanne, Fargues, colonel général d'infanterie d'Avignon et du Comtat-Venaissin, Jacques-Louis Gabriel de Merles, seigneur et marquis de Beauchamps, Paul de Séguins

de Pazzis, marquis d'Aubignan, Antoine-Joseph Renaud de Raymond-Mormoiron, seigneur et marquis de Modène, et Pierre-Nicolas d'Armand de Restaurau, marquis de Château-neuf, coseigneur de La Garde l'arcol, conseillers (15 septembre 1767, f° 155). — Répartition par ladite assemblée d'une somme de 3689 livres adjugée aux seigneurs feudataires (f° 157). — Délibérations de l'assemblée ordinaire : concernant la maîtrise des orfèvres (3 novembre 1767, f° 162) ; — au sujet de la cherté des grains occasionnée par le manque de récoltes (14 décembre 1767, f° 165) ; — au sujet des réparations à faire à la grande route dans les terroirs de Lapalud et de Lamotte (20 février 1768, f° 174) ; — enregistrant un mémoire sur la police des vagabonds, mendiants et gens sans aveu (f° 183). — Assemblée générale des seigneurs vassaux feudataires du Comtat-Venaissin (15 mars 1768, f° 184). — Élection de noble Antoine-Joseph Bernard de Raymond-Mormoiron, marquis de Modène, comme élu de la noblesse (15 mars 1768, f° 190). — Délibération de l'assemblée ordinaire concernant la maîtrise des orfèvres (28 mars 1768, f° 195). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (21 avril 1768, f° 198). — Délibérations de ladite assemblée : pour la vérification et taxe des parcelles du trésorier général (21 avril 1768, f° 202) ; — concernant l'impôt extraordinaire de 30 livres par quintal que les fermiers généraux à la direction de Marseille et les receveurs des bureaux voisins du Comtat prétendent lever sur les vieux linges et autres matières propres à la fabrication du papier que les fabricants tirent des provinces de France (22 avril 1768, f° 207) ; — concernant une ordonnance rendue par le vice-légat d'Avignon contre les mendiants, vagabonds et gens sans aveu et lui en exprimant la reconnaissance du pays (22 avril 1768, f° 209) ; — concernant l'utilité qu'il y aurait que les protocoles des notaires fussent mis en un lieu convenable (22 avril 1768, f° 213) ; — pour demander au vice-légat de prendre une ordonnance interdisant d'introduire les troupeaux, pendant six ans, dans les terres plantées en oliviers sous peine de confiscation des troupeaux et de 30 livres d'amende (22 avril 1768, f° 215). — Délibérations : de l'assemblée ordinaire : concernant le projet d'ouvrir une route du Comtat au Buis et aux Baronnie (29 mai 1768, f° 221) ; — concernant le bruit de l'entrée des troupes du roi de France dans le Comtat et députant le syndic et le procureur général au vice-légat d'Avignon pour prendre ses instructions et l'assurance de la fidélité du pays (8 juin 1768, f° 225) ; — au sujet de l'entrée des troupes françaises commandées par le comte de Rochecouart dans Avignon, de l'entrée à Carpentras d'un escadron de dragons du régiment de Bauffremont, de l'arrivée à Avignon de l'intendant de Provence et de la convenance qu'il y a de lui faire compliment (11 juin 1768, f° 227) ; — concernant le voyage fait à

Avignon, au nom du pays, près de l'intendant de Provence, par le syndic et le marquis de Modène, élu de la noblesse et de la convocation d'une assemblée générale des États pour le 14 juin (13 juin 1768, f° 227). — Assemblée générale des élus, syndic et procureur général des États (14 juin 1768, f° 229). — Délibérations de ladite assemblée : au sujet de l'avis donné par le syndic de l'arrivée à Carpentras des membres du Parlement de Provence pour la publication de l'arrêt de réunion du Comtat-Venaissin à la couronne de France et décidant de se rendre dans la grande salle du Palais épiscopal pour en entendre la lecture et prêter serment de fidélité et procès verbal de la prestation de serment (14 juin 1768, f° 231). — enregistrant la teneur du serment de fidélité prêté par les élus des trois États au roi de France (f° 233) ; — enregistrant l'arrêt du Parlement de Provence du 9 juin 1768 portant réunion du Comtat-Venaissin à la couronne de France (f° 236) ; — enregistrant la harangue prononcée par M. Valoris, syndic, avant la prestation de serment de fidélité (f° 238) ; — enregistrant une lettre des élus des États au comte de S.-Florentin, ministre et secrétaire d'État, pour obtenir la permission de députer au roi (16 juin 1768, f° 239). — Délibérations de l'assemblée ordinaire : remerciant le premier président du Parlement de Provence d'avoir maintenu le privilège des États du pays de s'assembler toutes les fois qu'il en était besoin, sans demander aucune permission et sans l'intervention d'aucun magistrat ou commissaire du prince et décidant de se rendre en corps près de M. de Rochecouart (30 juin 1768, f° 239) ; — enregistrant une lettre du marquis de Rochecouart à l'évêque de Carpentras (27 juin 1768, f° 241) ; — une lettre du marquis de Rochecouart au marquis de Modène, élu de la noblesse (28 juin 1768, f° 242) ; — une lettre du marquis de Rochecouart aux conseillers de Carpentras (28 juin 1768, f° 242) ; — une lettre du sieur Valoris, syndic, à M. de Monclar, procureur général du roi à Aix (1^{er} juillet 1768, f° 243) ; — enregistrant le procès-verbal de la visite faite par les élus des États au marquis de Rochecouart (6 juillet 1768, f° 245) ; — au sujet de la suspension de paiement de l'indemnité du tabac et des toiles peintes (16 juillet 1768, f° 249) ; — concernant la suppression obtenue par le commissaire des poudres et salpêtres du Languedoc de tous les moulins ou martinets servant à la fabrication des poudres et salpêtres, tant à Avignon que dans le Comtat-Venaissin et protestant contre cette mesure comme contraire aux droits et libertés du pays (29 juillet 1768, f° 254) ; — enregistrant les représentations à soumettre au roi de la part des États du Comtat-Venaissin (f° 261) ; — enregistrant un mémoire pour les poudriers du Comtat-Venaissin (f° 267) ; — enregistrant une ordonnance de M. de Latour, premier président et intendant, concernant le grand chemin du Pont-St-Esprit (3 août 1768, f° 269) ; — enregistrant les mémoires

et instructions adressés à M. de Lassonne pour la présentation des cahiers du Comté Venaissin au roi de France (f° 274); — enregistrant un arrêt du Parlement de Provence rendu ensuite des réponses du roi aux demandes des États du Comtat, lors de la réunion du pays à la couronne de France en 1688 (f° 279); — enregistrant les remontrances des États du Comtat au Parlement de Provence lors de la réunion de 1688 (f° 282); — enregistrant un mémoire adressé à l'intendant de Provence, pour les fabricants de papier de la province (18 août 1768, f° 295); — enregistrant une ordonnance du premier président et intendant de Provence du 13 août 1768, concernant la fabrication des poudres et salpêtres à Avignon et dans le Comtat-Venaissin (f° 300); — enregistrant une ordonnance du 4 août 1768, concernant les déserteurs (f° 310). — Arrivée à Carpentras du marquis de Rochechouart, commandant en chef pour le roi dans le Comtat-Venaissin et à Avignon (9 septembre 1768, f° 311). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays: enregistrant une déclaration du roi concernant l'administration municipale (17 septembre 1768, f° 316); — enregistrant un arrêt de la cour concernant les troupeaux et la conservation des oliviers (9 septembre 1768, f° 321); — demandant un secours sur les biens des Jésuites pour le rétablissement et l'entretien du collège de Carpentras 7 octobre 1768, f° 323; — enregistrant une lettre du duc de Choiseul au sujet des poudriers et salpêtriers du Comtat du 25 septembre 1768 (14 novembre 1768, f° 324); — enregistrant les cahiers des États, rédigés par le sieur Teyssier, avocat au Conseil pour être présentés au roi (f° 327); — enregistrant un mémoire au sujet du projet de faire passer la grande route de Lyon en Provence par le Comtat-Venaissin (14 janvier 1769, f° 337); — enregistrant un mémoire tendant à prouver qu'Avignon a toujours été la ville principale du pays et supérieure à celle de Carpentras pour la juridiction (14 janvier 1769, f° 343); — enregistrant un mémoire sur la sénéchaussée du Venaissin au temps des comtes de Toulouse (f° 366); — concernant la juridiction à Avignon et dans le Comtat (28 février 1769, f° 383); — concernant la reddition de comptes de noble François-Charles Bouteille, docteur ès droits, trésorier général de la province (10 avril 1769, f° 399). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (20 avril 1769, f° 405). — Délibérations de ladite assemblée: au sujet des frais occasionnés par l'arrivée des troupes de France (20 avril 1769, f° 411); — concernant l'impôt extraordinaire exigé des propriétaires des fabriques de papier (20 avril 1769, f° 416); — concernant l'exécution de l'arrêt du Parlement de Provence pour la conservation des oliviers et pour empêcher les troupeaux de les détruire (20 avril 1769, f° 417); — prenant en considération le projet du sieur Brun, ingénieur de la ville de L'Isle, pour l'ouverture d'un canal prenant les

eaux de la Durance pour arroser une grande partie du territoire du Comtat (20 avril 1769, f° 420). — Délibérations de l'assemblée ordinaire: enregistrant un arrêt de la Cour des Comptes et des finances de Provence du 11 avril 1769, concernant les aveux et dénombrements des Juifs dans le Comtat-Venaissin (3 mai 1769, f° 425); — enregistrant un édit du roi, de mars 1769, portant création, en la ville de Carpentras, d'une chambre du domaine du roi (2 septembre 1769, f° 431); — enregistrant un édit du roi, de mars 1769, portant création pour l'État d'Avignon et Comtat-Venaissin d'une cour des aides et cour des monnaies (2 septembre 1769, f° 436); — enregistrant un édit du roi de mars 1769 confirmant le corps de la conservation et établissant des juges consuls dans la ville d'Avignon (2 septembre 1769, f° 437); — enregistrant un arrêt du Conseil d'État, du 10 août 1769, concernant l'imprimerie et la librairie d'Avignon et du Comtat-Venaissin (6 septembre 1769, f° 440); — enregistrant un édit du roi, de mars 1769, créant une sénéchaussée dans la ville d'Avignon et de Carpentras et un juge royal dans lesdites villes et dans celles de Valréas, L'Isle, Mornas, Cavaillon Pernes et Sorgues (24 septembre 1769, f° 443); — enregistrant un édit du roi, concernant l'administration de la justice dans l'État d'Avignon et le Comtat-Venaissin (24 septembre 1769, f° 450). — Assemblée extraordinaire de l'élu de la noblesse et des vassaux feudataires du Comtat-Venaissin (28 novembre 1769, f° 476). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays: enregistrant un arrêt du Conseil d'État ordonnant que les imprimeurs d'Avignon et du Comtat-Venaissin dont les places ont été supprimées par l'arrêt du Conseil du 10 août 1769, continueront d'exercer leur art jusqu'à leur démission ou leur mort (2 décembre 1769, f° 480); — concernant le projet d'un canal du Rhône à la mer en traversant le Comtat-Venaissin et en le prenant à Donzère (8 janvier 1770, f° 486); — concernant un mémoire adressé par le sieur Brun, ingénieur, pour un canal d'arrosage des eaux de la Durance (8 janvier 1770, f° 487); — enregistrant un mémoire sur les manufactures de papier établies dans le Comtat-Venaissin (f° 495); — concernant l'envoi aux États du portrait du roi (27 janvier 1770, f° 496); — concernant les terrains des vieux chemins achetés par les riverains, lors de la construction des nouveaux (24 février 1770, f° 302). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (26 avril 1770, f° 508). — Délibérations de ladite assemblée: remerciant le roi de lui avoir envoyé son portrait (26 avril 1770, f° 513); — concernant la conservation des oliviers (26 avril 1770, f° 516); — décidant d'envoyer, aux frais du pays, un élève à l'école vétérinaire de Lyon à laquelle on envoie des élèves non seulement des diverses provinces mais encore des pays étrangers (27 avril 1770, f° 521); — concernant le projet du sieur Brun

pour un canal dérivant les eaux de la Durance (27 avril 1769, f° 522). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : concernant le tracé de la grande route de Lyon en Provence dans le territoire de Lapalud (14 mai 1770, f° 525) ; — concernant la réunion de la maréchaussée d'Avignon et du Comtat-Venaissin à celle de Provence (27 mai 1770, f° 528) ; — concernant une convention entre la communauté de Cavaillon et celle de Cabannes, pour des travaux exécutés aux bords de la Durance (18 août 1770, f° 535) ; — enregistrant une déclaration du roi portant règlement pour les voitures, charrettes, chariots passant sur le chemin de Provence du 6 août 1765 (15 novembre 1770, f° 548) ; — au sujet de l'envoi d'un élève aux frais du pays à l'école vétérinaire de Lyon (15 novembre 1770, f° 551) ; — concernant le bon entretien des chemins (17 décembre 1770, f° 559) ; — concernant le déplacement du bac de Noves et son transfert vis-à-vis la Chartreuse de Bompas (17 février 1771, f° 563) ; — concernant l'envoi du sieur Bagnol, originaire du Thor, à l'école vétérinaire de Lyon (17 février 1771, f° 564) ; — décidant de faire imprimer le mémoire du sieur Brun, architecte de L'Isle, sur un projet de canal dérivé de la Durance et de l'adresser aux diverses communautés pour avoir leur avis (5 mars 1771, f° 567) ; — concernant la gravure de la carte devant être jointe audit mémoire et indiquant les villes et lieux qu'il doit parcourir (5 avril 1771, f° 579). — Assemblée générale des vassaux feudataires du Comtat-Venaissin (16 avril 1771, f° 579). — Élection de Louis-Dominique de Cambis, marquis de Velleron, seigneur de Cairanne, Fargues et autres places, comme élu de la noblesse (16 avril 1771, f° 588). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (25 avril 1771, f° 592). — Délibérations de ladite assemblée : concernant les discussions élevées entre la communauté de Cavaillon et plusieurs communautés de Provence au sujet des travaux exécutés aux bords de la Durance (16 avril 1771, f° 599) ; — concernant le placement des enfants trouvés dans le grand hôpital de Carpentras (17 avril 1771, f° 601) ; — concernant la redevance attribuée aux Pénitents de la Miséricorde d'Avignon pour les soins à donner aux Insensés du Comtat-Venaissin (17 août 1771, f° 602) ; — concernant le projet du sieur Brun d'un canal dérivant les eaux de la Durance pour l'arrosage d'une partie des terres du Comtat-Venaissin (17 avril 1771, f° 604) ; — concernant l'achèvement d'un canal commencé par le sieur Fombon dans le territoire de Bollène et dans une plaine près de celle de Mondragon (17 avril 1771, f° 606) ; — concernant le chemin de Sault à Carpentras, « souvent impraticable en temps d'hiver du côté du Mont-Ventoux à cause des neiges », et de la possibilité de rendre praticable l'autre chemin allant de Sault à Carpentras par Monnieux, Méthamis et Malemort (17 avril

1770, f° 608). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : concernant la réparation de la grande route de Lyon en Provence (15 juin 1771, f° 618) ; — au sujet de la nomination de l'abbé Arnaud à l'Académie Française et enregistrant le discours par lui prononcé le (13 mai 1771, f° 624) ; — enregistrant un mémoire sur la fourniture du sel (20 juillet 1771, f° 634) ; — au sujet d'un empoisonnement des Sorgues, dans le territoire de Pernes, pour en prendre tout le poisson et des mesures à prescrire pour éviter pareils abus (12 septembre 1771, f° 650) ; — concernant l'arrêt, par les préposés des fermes, de ballots de livres sortant de la ville d'Avignon et du tort grave qu'une telle mesure porte aux imprimeries de ladite ville (16 novembre 1771, f° 653) ; — concernant la destruction de quatre loups dans le territoire de Bédoin et des récompenses à accorder à ceux qui détruisent des animaux nuisibles (26 décembre 1771, f° 661) ; — enregistrant un arrêt du Conseil d'État du Roi, du 11 septembre 1771, ordonnant qu'à l'avenir tous les livres imprimés ou gravés soit en français, soit en latin, reliés ou non reliés, vieux ou neufs, venant de l'étranger paieront à l'entrée du royaume 60 livres par quintal (28 décembre 1771, f° 664) ; — concernant l'opposition faite par les notaires d'Avignon aux arrêts du Parlement de Provence obtenus par les greffiers des deux sièges de Carpentras et d'Avignon (29 février 1772, f° 677) ; — concernant le mauvais état du chemin de Lapalud à Lamotte (18 mars 1772, f° 689). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (9 avril 1772, f° 697). — Délibérations de ladite assemblée : concernant le projet d'un canal d'arrosage présenté par le sieur Brun (9 avril 1772, f° 706) ; — concernant les enfants trouvés à déposer au grand hôpital de Carpentras (9 avril 1772, f° 709). — Délibérations de l'assemblée ordinaire : concernant les réparations à faire au chemin de Lamotte (17 avril 1772, f° 713) ; — au sujet de la mort de M. de Cambis à Avignon (1^{er} juin 1772, f° 719) ; concernant l'habillement de la maréchaussée (14 juin 1772, f° 732) ; — concernant le privilège des habitants du Comtat-Venaissin de n'être point traduits en justice hors du pays (13 juillet 1772, f° 735) ; — concernant un projet formé par M. de Guilhermier, gentilhomme, de Bollène, de faire un canal dérivant les eaux du Lez pour arroser le territoire de Bollène (13 juillet 1772, f° 737) ; — concernant les mesures à prendre pour empêcher la contrebande du sel (13 juillet 1772, f° 739) ; — concernant les réparations à faire à la grande route de Lyon en Provence sur les territoires de Piolen et de Mornas (13 juillet 1772, f° 742) ; — enregistrant un mémoire sur le droit de transit du bas au haut du Comtat (f° 744) ; — enregistrant un mémoire présenté par les fermiers généraux pour obtenir l'abolition de l'abonnement du droit de transit (f° 756) ; — enregistrant un mémoire en réponse à celui

des fermiers généraux sur l'augmentation du sel dans le Comtat (f° 778) ; — enregistrant un règlement pour la province du Comtat et le fermier des gabelles (f° 792) ; — etc.

G. 41. (Registre.) — In-f°, 1012 feuillets, papier.

1772-1776. — Délibérations des États du Comtat-Venaissin. — Délibération de l'assemblée ordinaire concernant la reddition des comptes de noble Joseph-François-Charles Bouteille, trésorier général du pays (15 octobre 1772, f° 1). — Assemblée générale des vassaux feudataires du Comtat (20 octobre 1772, f° 6). — Délibérations de ladite assemblée : concernant le décès du marquis de Cambis-Velleron, élu de la noblesse (20 octobre 1772, f° 10) ; — pour la nomination de Joseph-François-Xavier de Seytres, marquis de Caumont, seigneur en partie de Cabannes comme élu de la noblesse (20 octobre 1772, f° 10) ; — demandant que la noblesse du Comtat jouisse des mêmes privilèges que celle de Provence pour la réception dans l'abbaye de St-Victor, à Marseille (20 octobre 1772, f° 12). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : concernant le grenier à sel d'Avignon (20 octobre 1772, f° 18) ; — concernant une demande de subvention de 600 livres par l'œuvre de l'Hôpital des Insensés établie à Avignon, pour la construction de bains dans cet établissement (23 octobre 1772, f° 21) ; — enregistrant un mémoire en réponse à la demande des fermiers généraux tendant à ce que les sels par eux délivrés aux habitants du pays soient fixés au même prix qu'en Provence (26 octobre 1772, f° 25) ; — concernant la venue dans le Comtat, d'un sous-commissaire de la marine pour y marquer et couper les chênes propres à la construction (16 décembre 1772, f° 45) ; — enregistrant un mémoire sur l'impôt que l'adjudicataire de la ferme des cuirs prétend exiger sur les cuirs et autres marchandises transportées du bas dans le haut Comtat (16 décembre 1772, f° 47) ; — concernant les réparations à faire à la route de Lyon en Provence sur le territoire de Lapalud, Mornas et Piolenc, par suite des ordres donnés par la cour de faire passer la poste par le Comtat-Venaissin (23 décembre 1772, f° 51) ; — enregistrant un mémoire au sujet de la coupe des chênes blancs (23 décembre 1772, f° 54) ; — enregistrant une lettre sur le même objet à M. le ministre de la marine (3 janvier 1773, f° 59) ; — enregistrant une lettre de M. de Boyne, ministre de la marine, du 24 janvier 1773, sur le même objet (6 février 1773, f° 69) ; — enregistrant un mémoire sur les frais de justice (2 mars 1773, f° 80) ; — concernant les instances des fermiers généraux pour obtenir une augmentation du prix du sel (10 avril 1773, f° 99). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (22 avril 1773, f° 102). — Délibérations de ladite assemblée : —

concernant l'augmentation du prix du sel demandée pour les fermiers généraux (22 avril 1773, f° 106) ; — concernant l'ouverture d'une route de communication entre la viguerie d'Apt et le Comtat par Murs (22 avril 1773, f° 108) ; — concernant les mesures à prendre pour ne garder à l'hôpital de Carpentras que les enfants trouvés dont les pères et mères sont inconnus (23 avril 1773, f° 113) ; — concernant un mémoire adressé aux États demandant qu'il soit défendu de fabriquer des eaux-de-vie dans le Comtat d'une qualité inférieure à celle de Cognac et qu'il soit pris des mesures convenables pour empêcher la falsification et pour faciliter ainsi leur exportation à l'étranger (23 avril 1773, f° 116) ; — concernant le projet de faire un canal des eaux de la Durance pour arroser une grande partie du territoire du Comtat (23 avril 1773, f° 117) ; — concernant une offre faite par le sieur Eymard d'établir une manufacture de coton de quarante métiers (23 avril 1773, f° 117) ; — concernant un projet d'élargissement du lit des rivières pour éviter les inondations (23 avril 1773, f° 118). — Délibérations de l'assemblée ordinaire : concernant le vote par la ville de Bollène, d'une subvention pour l'établissement d'une manufacture de coton (9 mai 1773, f° 120) ; — concernant un impôt établi sur l'amidon et la poudre à poudrer (9 mai 1773, f° 121) ; — concernant les réparations à faire au chemin de Carpentras à Bédoin (26 mai 1773, f° 128) ; — concernant les différends existant entre les communautés de Cavaillon et d'Orgon pour les îles de la Durance (15 juin 1773, f° 131) ; — concernant les réparations à faire à la grande route de Lyon en Provence sur le territoire de Piolen, « les eaux occasionnées par les dernières pluies abondantes et descendues des montagnes ont dégradé en telle manière que les ouvriers, les voyageurs et routiers sont obligés de passer dans les champs voisins » (19 juin 1773, f° 134) ; — concernant les réparations du pont sur la Sorgue à Velleron (25 juillet 1773, f° 139) ; — enregistrant un arrêt du Parlement du 7 août 1773, sur les défrichements, l'introduction des chèvres dans les endroits prohibés, la coupe des bois, épines et broussailles près des grands chemins (12 septembre 1773, f° 152) ; — enregistrant une lettre du marquis de Rochechouart, pour lui exprimer la joie du pays pour le rétablissement de sa santé (15 octobre 1773, f° 163). — Arrivée du marquis et de la marquise de Rochechouart à Carpentras (2 novembre 1773, f° 166). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : concernant l'impôt mis sur la librairie (1^{er} décembre 1773, f° 172) ; — enregistrant un mémoire au sujet du sel et du transit du bas au haut Comtat (28 décembre 1773, f° 172) ; — enregistrant une lettre à M. de Courbeton, commissaire général des poudres et salpêtres au sujet des salpêtriers du Comtat-Venaissin (4 janvier 1774, f° 191) ; — concernant un mémoire présenté par

le corps des libraires d'Avignon exposant les torts irréparables que fait à ce commerce les nouveaux impôts (9 janvier 1774, f° 196) ; — enregistrant un mémoire relatif à la transaction fixant la quantité de sel devant être expédiée aux habitants d'Arles (30 janvier 1774, f° 204) ; — enregistrant une ordonnance, de M. de Courbeton, commissaire général des poudres et salpêtres, du 2 décembre 1773, destituant les poudriers et salpêtriers du Comtat et de la ville d'Avignon (30 janvier 1774, f° 211). — Verbal des choses les plus remarquables qui se sont passées à l'occasion de « la reddition » des États du Comtat au Saint-Siège (f° 227). — Délibérations de l'assemblée ordinaire : concernant l'arrivée du marquis de Rochechouart venant de Paris pour relever les habitants d'Avignon et du Comtat-Venaissin de leur serment au roi (17 avril 1774, f° 228) ; — enregistrant les lettres adressées aux États pour assister à cette cérémonie (20 avril 1774, f° 232) ; — enregistrant les lettres patentes de Louis XV, roi de France, du 10 avril 1774, ordonnant que le Pape et le St-Siège apostolique seront remis en possession de la ville d'Avignon et du Comtat-Venaissin (22 avril 1774, f° 233). — Assemblée générale des élus des trois États de la province et des consuls des dix-neufs communautés adjointes pour le relèvement de fidélité prêté au roi (23 avril 1774, f° 238). — Procès-verbal du dégagement des citoyens d'Avignon et du Comtat-Venaissin du serment de fidélité au Roi, dressé par ordre du marquis de Rochechouart (f° 240). — Discours prononcé à ce sujet par le sieur Valoris, syndic général (f° 242). — Assemblée générale des élus, syndic et procureur général des États (25 avril 1774, f° 245). — Délibérations de ladite assemblée : concernant la prise de possession par Mgr François-Marie de Manzi, archevêque d'Avignon, du gouvernement du pays, en qualité de commissaire apostolique et vicaire-général de Sa Sainteté (25 avril 1774, f° 246) ; — ordonnant un *Te Deum* d'actions de grâces auquel les élus assisteront en corps, en réjouissance du retour du pays sous la domination du Pape (25 avril 1774, f° 249) ; — concernant le placement des enfants trouvés à l'hôpital de Carpentras (25 avril 1774, f° 249) ; — concernant un mémoire présenté par la communauté de Bonnieux au sujet du procès existant entre ladite communauté et M. de Méry de la Canorgue, touchant l'inféodation faite par le Pape Benoît XIV du domaine de la Canorgue en faveur dudit sieur Méry (25 avril 1774, f° 257) ; — concernant l'établissement d'une société d'agriculture (26 avril 1774, f° 258) ; — concernant la création d'une école d'accouchement (27 avril 1774, f° 259) ; — décidant de faire à l'abbé Jourdan, chanoine de St-Louis du Louvre, un présent de 2000 livres pour reconnaître le zèle et le dévouement qu'il avait montrés envers le pays (27 avril 1774, f° 260) ; — accordant à M. Valoris, syndic général, nommé recteur du

VAUCLUSE. — SÉRIE C.

Comtat-Venaissin, de se faire suppléer dans sa charge de syndic par le sieur Bouteille (27 avril 1774, f° 260). — Assemblée générale des élus, procureur général et officiers des États, à Avignon, pour rendre les devoirs du pays à Mgr François-Marie Manzi, archevêque d'Avignon, commissaire apostolique et vicaire général de Sa Sainteté (1^{er} mai 1774, f° 263). — Lettres de l'assemblée des États au Pape Clément XIV (28 avril 1774, f° 265) ; — au cardinal Palavicini, secrétaire d'État (28 avril 1774, f° 266) ; — à Mgr Durini, nommé à la présidence d'Avignon (28 avril 1774, f° 267). — Procès-verbal des cérémonies ayant eu lieu pour la reddition du Comtat-Venaissin au Pape (f° 268). — Délibérations de l'assemblée ordinaire : concernant les libraires et imprimeurs du Comtat-Venaissin, dont l'industrie est menacée par l'impôt de 9 livres par quintal exigé dans les bureaux des provinces voisines pour les livrés sortant d'Avignon et du Comtat-Venaissin (6 mai 1774, f° 273) ; — enregistrant le cérémonial des obsèques du Pape Clément XIII (f° 280) ; — au sujet de la mort de Louis XV, roi de France et de la nécessité de demander à Louis XVI, son successeur, la confirmation des privilèges du pays (24 mai 1774, f° 284) ; — concernant le rétablissement des deux sénéchaussées du Comtat-Venaissin et d'Avignon (17 juin 1774, f° 295) ; — concernant l'arrivée prochaine à Avignon du nonce de Sa Sainteté à Paris pour y prendre les rênes du gouvernement du pays (22 juin 1774, f° 304). — Assemblée générale des élus et procureur général pour rendre les devoirs du pays à Mgr Joseph Doria, archevêque de Séleucie, nonce du Pape à Paris et commissaire délégué (7 juillet 1774, f° 308) ; — enregistrant la harangue prononcée à ce sujet par le sieur Valoris, syndic général des États (f° 309) ; — enregistrant le cérémonial des obsèques de Louis XV, roi de France (f° 310) ; — enregistrant le procès-verbal de la réception de Mgr Doria, nonce du Pape à Carpentras (11 juillet 1774, f° 312) ; — concernant les suppliques adressées au nonce par l'assemblée ordinaire au sujet du maintien des sénéchaussées d'Avignon et du Comtat Venaissin, de la vente du sel, de l'interdiction apportée au transport des marchandises du bas dans le haut Comtat, de la fabrication de la poudre, de l'impôt établi sur les livres sortant d'Avignon et du Comtat (14 juillet 1774, f° 316) ; — enregistrant un mémoire démontrant que l'établissement de deux sièges de sénéchaussées à Carpentras et à Avignon est destructif de la constitution et des privilèges du Comtat-Venaissin (25 juillet 1774, f° 325) ; — enregistrant un mémoire au sujet du sel fourni aux habitants du pays par les fermiers généraux de France au prix de 6 livres 10 sous le minot (25 juillet 1774, f° 337) ; — enregistrant un mémoire sur le droit de transit du haut au bas Comtat (f° 341) ; — enregistrant un mémoire pour les poudriers et salpêtriers du Comtat-Venaissin et de

la ville d'Avignon (f° 343) ; — enregistrant un mémoire au sujet de la qualité des habitants du pays d'être regnicoles du royaume de France, relativement à la librairie et à l'imprimerie (f° 345). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays pour déléguer près de Louis XVI, roi de France, Joseph-François-Xavier de Seytres-Caumont, pour solliciter la confirmation des privilèges du pays (3 août 1774, f° 348). — Délibérations de l'assemblée ordinaire : concernant les instructions à donner à M. de Caumont, délégué du pays à la cour de France (13 août 1774, f° 357) ; — enregistrant lesdites instructions (f° 360) ; — enregistrant l'appel interjeté en l'année 1479, par les trois États du Comtat d'une bulle du Pape Sixte IV qui avait réuni le Comtat au gouvernement de la ville d'Avignon (f° 365) ; — enregistrant un vidimus du 18 juin 1352, d'une bulle du Pape Clément VI, portant que les habitants d'Avignon et du Comtat-Venaissin ne peuvent être traduits hors de leur province (f° 402). — Assemblée générale des élus, procureur général et officiers des Trois États à Avignon, pour rendre les devoirs du Comtat-Venaissin à Mgr Ange-Marie Durini, président de la ville d'Avignon et Comtat-Venaissin (11 septembre 1774, f° 409) ; — enregistrant des lettres écrites aux ministres de la cour de France par l'assemblée du pays et remises à M. de Caumont, député à Paris (15 septembre 1774, f° 413). — Délibérations de l'assemblée ordinaire : concernant les différends entre les communautés de Cavaillon et d'Orgon, pour les îles de la Durance (20 septembre 1774, f° 414) ; — concernant la nomination des notaires (21 septembre 1774, f° 421) ; — enregistrant les lettres de créance remises au marquis de Seytres-Caumont, député des États, pour obtenir la confirmation des privilèges du pays (f° 423) ; — enregistrant les lettres écrites pour les États au comte de Provence, au comte d'Artois, à la comtesse de Provence, aux A. Royales Clotilde, Élisabeth, Adélaïde, Victoire et Sophie (f° 425) ; — enregistrant les lettres écrites par les États à Mgr Doria, nonce de Sa Sainteté (24 septembre 1774, f° 428) ; — au marquis de Rochechouart, lieutenant général des armées du roi (24 septembre 1774, f° 428) ; — au comte de Modène, gentilhomme de S. A. R., et à M. l'abbé de Very, ancien auditeur de Rote (24 septembre 1774, f° 429) ; — enregistrant une lettre de Mgr Durini, annonçant la mort du Pape Clément XIV (30 septembre 1774, f° 430). — Arrivée à Carpentras de Mgr Durini, prolégat de la ville d'Avignon et du Comtat-Venaissin (17 octobre 1774, f° 442). — Délibérations de l'assemblée ordinaire : enregistrant les lettres écrites aux États par le comte de Provence (26 octobre 1774, f° 449) ; — par le duc de la Vrillière (13 octobre 1774, f° 451) ; — par M. de Sartine, ministre de la marine (14 octobre 1774, f° 452) ; — par le marquis de Rochechouart (14 octobre 1774, f° 453) ; — par l'abbé de Very (13 octobre 1774, f° 454) ; —

par le marquis de Seytres-Caumont (4 novembre 1774, f° 454) ; — enregistrant le procès-verbal des obsèques faites dans l'église cathédrale de Carpentras pour le repos de l'âme du Pape Clément XIV (18 novembre 1774, f° 458) ; — demandant la prohibition de la distillation des eaux-fortes à Carpentras (7 décembre 1774, f° 466) ; — enregistrant une lettre de M. le marquis de Caumont, délégué du pays à Paris, concernant la confirmation des privilèges du pays (16 décembre 1774, f° 481) ; — enregistrant un mémoire des fermiers généraux sur le même objet (16 décembre 1774, f° 483) ; — concernant la réclamation de l'héritier du sieur Fornéry des engagements contractés par les États pour l'impression de l'*Histoire du Comtat* et chargeant le marquis de Caumont de faire des recherches pour découvrir le manuscrit et les planches qui n'ont pas été retrouvés dans les archives du pays (16 décembre 1774, f° 502) ; — enregistrant une lettre de M. de Caumont annonçant la confirmation des privilèges du pays par Louis XVI, roi de France (9 janvier 1775, f° 505) ; — enregistrant l'invitation faite aux États d'assister à un *Te Deum* pour la conservation des jours de Louis XVI, roi de France, et pour le remercier d'avoir confirmé les privilèges du pays (12 janvier 1775, f° 518) ; — enregistrant un mémoire des fermiers généraux au sujet de ces privilèges (f° 518) ; — enregistrant le procès-verbal de la fête et du *Te Deum* célébré en l'honneur du Roi dans la cathédrale de Carpentras (12 janvier 1775, f° 529) ; — enregistrant le cérémonial avec lequel le député des États a été reçu à la cour de France (f° 539) ; — enregistrant une lettre de M. le prince de Soubise au sujet de la confirmation des privilèges accordés par les rois de France au Comtat-Venaissin (12 février 1775, f° 552) ; — enregistrant le procès-verbal de ce qui s'est passé à Carpentras lors de la création du pape Pie VI (26 février 1775, f° 561) ; — enregistrant la lettre écrite par les élus des États au nouveau pape Pie VI (1^{er} mars 1775, f° 564) ; — enregistrant un mémoire sur les soieries d'Avignon et du Comtat, portées à Lyon, en Languedoc et en Provence (1^{er} mars 1775, f° 571) ; — enregistrant un mémoire des membres du tribunal de la conservation de Lyon et de Marseille, réclamant que dans les arrangements d'ordre judiciaire concernant le Comtat-Venaissin et Avignon, les sentences de la conservation soient exécutées comme elles étaient avant la restitution de ces États au Saint-Siège (f° 576) ; — enregistrant le procès-verbal de la célébration de la messe et du *Te Deum* célébrés pour la conservation des jours de Pie VI et pour son exaltation (9 mars 1775, f° 578) ; — concernant les notaires du Comtat-Venaissin (15 mars 1775, f° 584) ; — concernant les juifs et le serment prêté sous l'*Herem du Coulobo*, dont les carrières des juifs du Comtat demandent l'abolition (2 avril 1775, f° 593) ; — concernant les droits de com-

munautés de Valréas et de Cavaillon à placer chacune un insensé dans l'hôpital de l'œuvre de la Miséricorde à Avignon (9 avril 1775, f° 598) ; — enregistrant une ordonnance de Mgr Durini, pro-légat en la légation d'Avignon, du 21 janvier 1775, pour le paiement des droits dus à la R. Chambre Apostolique (2 avril 1775, f° 604) ; — concernant les réparations à faire au pont sur le Caulon demandées par la communauté de Cavaillon (18 avril 1775, f° 620). — Assemblée générale des élus, syndic et procureur général du pays (27 avril 1775, f° 625). — Délibérations de ladite assemblée : au sujet du maintien des privilèges du pays et de la suppression des deux sénéchaussées d'Avignon et de Carpentras (27 avril 1775, f° 631) ; — au sujet des services rendus au pays par M. de Caumont à la cour de France, (27 avril 1775, f° 635) ; — renouvelant les précédentes délibérations au sujet de l'ouverture du canal dérivé de la Durance (28 avril 1775, f° 641) ; — décidant de demander à Louis XVI, roi de France, de faire cesser les troubles apportés par les fermiers généraux au commerce du pays, en ce qui concerne surtout la librairie et les fabriques de papier (28 avril 1775, f° 643) ; — renvoyant à l'assemblée ordinaire l'étude de la demande des sieurs Vache père et fils, fabricants d'eau-forte à Carpentras (28 avril 1775, f° 645) ; — décidant de réclamer qu'en vertu du privilège « *Ne Comitatus extrahantur* », les juges des seigneurs foudataires soient tenus de faire leur résidence dans le Comtat-Venaissin, et qu'en vertu des statuts de la province ; les juges majeurs ne puissent exercer leur charge pendant plus d'une année ou deux ans tout au plus (28 avril 1775, f° 648) ; — concernant le serment pour les juifs de l'*Herem du Coulbo* (28 avril 1775, f° 651) ; — enregistrant le compliment fait au Roi et à la famille royale par le marquis de Seytres-Caumont, député des États du Comtat-Venaissin, (f° 667) ; — concernant un accord pour le commerce de la librairie (f° 674) ; — enregistrant une bulle du pape Pie V, du 16 des calendes de février 1565, défendant d'inféoder les terres du St-Siège (28 avril 1775, f° 676) ; — enregistrant une bulle de Mgr Durini, au sieur de Soubiratz, premier consul et syndic de la province, sur le projet d'une grande route tendant du Languedoc aux baronnies du Dauphiné (26 avril 1775, f° 684). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : enregistrant une lettre au sieur Valoris, syndic général du pays délégué à Rome au sujet de la suppression des sénéchaussées et du rétablissement des anciens tribunaux et juridictions dans le Comtat (14 mai 1775, f° 696) ; — enregistrant une lettre de M. le marquis de Seytres-Caumont, délégué des États à la cour de France, au sujet des affaires du pays (f° 704) ; — enregistrant un mémoire sur l'avantage qu'il y aurait à enlever à la conservation d'Avignon la connaissance des lettres de change tirées ou acceptées par des nobles ou

autres personnes non marchandes (f° 716) ; — enregistrant une requête présentée au conseil du roi, pour le canal d'arrosage projeté dans le Comtat (f° 727) ; — enregistrant [des réflexions sur la demande des députés du commerce de Lyon et de Marseille, que les sentences de la conservation de Lyon soient exécutées dans la ville d'Avignon et le Comtat (f° 731) ; — enregistrant un mémoire présenté au comte de Vergennes sur les manufactures de papier du Comtat-Venaissin et relativement aux droits imposés sur les papiers étrangers et sur les matières propres à la fabrication des papiers (f° 731) ; — enregistrant la réponse des fermiers généraux au mémoire du pays concernant le tabac, son prix et son poids (f° 738) ; — enregistrant un mémoire au comte de Vergennes, ministre et secrétaire d'État aux affaires étrangères, relativement au privilège de régnicole des habitants du Comtat (f° 746) ; — enregistrant le procès-verbal de la visite des députés des États à diverses parties de la grande route de Lyon en Provence, dans les terroirs de Lapalud, Mornas et Piolenc et au chemin d'embranchement de Lapalud au Pont-Saint-Esprit et à la première partie des chemins de Valréas à Visan (2 juin 1775 f° 768) ; — enregistrant un mémoire des carrières des juifs au sujet du serment appelé l'*Herem du Coulbo* (2 juin 1775, f° 777) ; — enregistrant un mémoire présenté par les administrateurs de l'œuvre des Pénitents de la Miséricorde d'Avignon (2 juin 1775, f° 791) ; — concernant l'impression d'un mémoire pour les soins à donner au bétail atteint de la maladie régnant en France (9 juin 1775, f° 801) ; — enregistrant une réponse du nonce du pape à Paris au sujet de la confirmation des privilèges du pays (9 juin 1775, f° 803) ; — enregistrant un arrêt du conseil d'État du roi du 23 avril 1775, exemptant de tous droits d'entrée dans le royaume les livres imprimés ou gravés soit en français soit en latin, reliés ou non reliés, vieux ou neufs, venant de l'étranger (f° 806) ; — enregistrant un mémoire pour les habitants de la ville d'Avignon et du Comtat-Venaissin, concernant le droit de transit (f° 807) ; — enregistrant des observations touchant les droits indûment perçus sur les soies ouvrées, crues ou teintes originaires d'Avignon et du Comtat, de même que sur celles du royaume passant dans le même pays pour y être ouvrées en cru (f° 809) ; — concernant les réjouissances à faire pour le sacre de Louis XVI, roi de France (f° 829) ; — enregistrant le procès-verbal de ce qui s'est passé lors de ces réjouissances (f° 832) ; — enregistrant une lettre des fermiers généraux au sujet de l'approvisionnement du tabac (26 juillet 1775, f° 839) ; — enregistrant une ordonnance de Mgr Durini, président, pro-légat et gouverneur général d'Avignon et Comtat-Venaissin, portant diminution du prix du tabac (3 août 1775, f° 841) ; — au sujet des estampes tirées par le sieur Le Blond, marchand d'estampes à Avi-

gnon, sur les planches en cuivre faites pour servir à l'*Histoire du Comtat* (11 août 1775, f° 842); — concernant un mémoire de M. La Brousse, sur la maladie des oliviers : « Lesdits seigneurs assemblés, voyant avec regret que les insectes qui, depuis l'an 1766, désolent les oliviers de cette province et en ont fait périr une très grande quantité n'étaient pas entièrement extirpés, tant par le défaut des connaissances nécessaires à cette partie de l'économie rurale, que... ont délibéré de faire réimprimer le mémoire dont il est parlé » (11 août 1775, f° 845). — Délibérations de l'assemblée ordinaire; au sujet de la réclamation des carrières des juifs pour la prestation du serment de l'*Herem de Coulbo* (5 octobre 1775, f° 845); — concernant la suppression des chanoines réguliers de Saint-Antoine à Valréas et l'attribution de leurs biens à l'hôpital dudit lieu (1^{er} octobre 1775, f° 847); — au sujet de l'emprisonnement des consuls de Cairanne, qui avaient insulté l'évêque de Vaison (13 octobre 1775, f° 851); — enregistrant un mémoire sur la carrière des juifs à Carpentras (f° 867); — au sujet de la suppression de l'ordonnance de Mgr Durini, relative au serment de l'*Herem de Coulbo* prêté par les juifs (28 janvier 1776, f° 872); — concernant la demande faite par le sieur Colin d'être autorisé, moyennant le paiement d'une redevance à la Chambre Apostolique, à transporter les paquets au-dessous de 60 livres à l'exclusion de tout autre entre Carpentras et Avignon (28 février 1776, f° 884); — concernant des remerciements adresser au pape pour le rétablissement des anciennes juridictions (4 mars 1776, f° 890); — concernant la vente du sel, le transit du bas au haut Comtat, l'impôt sur les soieries (22 mars 1776, f° 908); — enregistrant un mémoire sur la position du Comtat-Venaissin, comme étant contigu, le bas Comtat à la Provence et le haut Comtat au Dauphiné (4 mars 1776, f° 910); — enregistrant un bref de Pie VI, du 2 mars 1776, en réponse à la lettre que les États lui avaient adressée lors de son exaltation (25 mars 1776, f° 914). — Assemblée générale des vassaux feudataires du pape (22 avril 1776, f° 927). — Élection d'Anne Joseph, marquis de Montaigu, seigneur d'Entraigues, comme élu de la noblesse du Comtat (22 avril 1776, f° 933). — Délibérations des vassaux : au sujet de la multiplicité des coseigneurs de Vénasque, de Saint-Didier et de Lagarde-Paréol et demandant qu'il soit dressé un état des fiefs existant dans le Comtat et qu'il ne soit plus admis de nouveaux co-seigneurs (22 avril 1776, f° 934); — votant des remerciements au marquis de Caumont pour les services par lui rendus au pays (22 avril 1776, f° 938). — Assemblée générale des élus, syndic et procureur général des trois États et des consuls et députés des dix-neuf communautés adjointes aux élus du Tiers-État (25 avril 1776). — Délibérations de ladite assemblée : pour remercier le président pro-légat d'Avignon d'avoir

rapporté son règlement du 7 mars 1775, dispensant les juifs et juives de prêter le serment connu sous le nom de l'*Herem de Coulbo* (25 avril 1776, f° 956); — concernant un mémoire des fermiers généraux demandant que la quantité de sel à fournir à Avignon et au Comtat-Venaissin soit déterminée (25 avril 1776, f° 957); — concernant le collège de Carpentras (26 avril 1776, f° 958); — concernant le canal projeté à travers le Comtat (26 avril 1776, f° 962); — concernant un mémoire présenté aux États par les administrateurs de l'œuvre de la Miséricorde d'Avignon (26 avril 1776, f° 963); — concernant les enfants trouvés (26 avril 1776, f° 963); — concernant les enfants trouvés (26 avril 1776, f° 967); — concernant un projet d'établissement d'une manufacture de mouchoirs et autres étoffes en coton (26 avril 1776, f° 970); — enregistrant une ordonnance du prolégat, du 24 avril 1776 : au sujet du serment de l'*Herem de Coulbo* prêté par les juifs (26 avril 1776, f° 975). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : enregistrant un bref du pape Pie VI, du 17 avril 1776, pour remercier les États de leurs souhaits (12 mai 1776, f° 980); — concernant l'élévation de Mgr Durini, prolégat d'Avignon, au cardinalat (1^{er} juin 1776, f° 986); — enregistrant le procès-verbal des réjouissances faites à Carpentras pour cette promotion (8 juin 1776, f° 991); — concernant la nomination de Mgr l'archevêque d'Avignon pour exercer, par interim, les fonctions de vice-légat (2 juillet 1776, f° 998); — concernant l'obligation pour les juifs de porter la barette jaune (5 juillet 1776, f° 1006); — etc.

C. 42. (Registre.) — In-f°, 936 feuillets, papier.

1776-1780. — Délibérations des États du Comtat. Assemblée générale des élus, syndic et procureur général des États pour rendre les devoirs du pays à Mgr Durini, archevêque d'Avignon et vice-légat par interim (8 juillet 1776, f° 1). — Assemblée générale des élus, syndic et procureur général pour assister à la lecture du bref nommant Denis-François-Régis de Valori, recteur du Comtat (10 juillet 1776, f° 4). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de la demande faite par les juifs de pouvoir quitter entièrement le chapeau jaune pour prendre le chapeau noir avec une pièce d'étoffe au dessus de la forme du chapeau (12 juillet 1776, f° 8); — enregistrant l'ordonnance de Mgr Durini sur le serment des juifs (12 juillet 1776, f° 11); — pour adresser une lettre de félicitations à Mgr Filomarini, nommé vice-légat d'Avignon (19 juillet 1776, f° 21); — concernant l'envoi au marquis de Montaigu, élu de la noblesse, du tableau de l'administration du pays (16 août 1776, f° 51); — enregistrant un mémoire sur la fabrication du papier dans le Comtat-Venaissin (30 août 1776, f° 58); — enregistrant la conces-

sion faite par Mgr Durini à la communauté du Thor, le 5 décembre 1775, d'un marché le mercredi de chaque semaine (15 septembre 1776, f° 67) ; — enregistrant les lettres adressées aux États du Comtat-Venaissin en réponse aux lettres de félicitations qu'ils avaient adressées à la cour ; par Louis XVI, roi de France (15 juillet 1775, f° 73) ; — par la reine (25 juillet 1775, f° 73) ; — par le comte d'Artois (28 octobre 1774, f° 74). — Assemblée générale des élus, syndic et procureur général du pays à Avignon pour rendre les devoirs du pays à Jacques Filomarino, des princes de la Rocca, nouveau vice-légat — (19 novembre 1776, f° 78). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : concernant la publication de l'édit du saint office sur les juifs (20 novembre 1776, f° 81) ; — concernant les démarches faites par les juifs d'Avignon et du Comtat-Venaissin pour obtenir la révocation dudit rescrit (1^{er} décembre 1776, f° 97) ; — enregistrant une lettre des élus du Comtat au cardinal Pallavicini sur le même sujet (3 janvier 1777, f° 97). — Assemblée générale des élus, syndic et procureur général des trois États (24 avril 1777, f° 122). — Délibérations de ladite assemblée : concernant les juifs (25 avril 1777, f° 133) ; — au sujet des acquisitions que les corps religieux de France font dans le Comtat-Venaissin (25 avril 1777, f° 136) ; — concernant l'exécution du canal d'arrosage dérivé des eaux de la Durance (25 avril 1777, f° 138) ; — concernant la création d'une société d'agriculture (25 avril 1777, f° 142) ; — concernant l'institution d'une école d'accouchement (25 avril 1777, f° 143) ; — concernant les vexations des receveurs des bureaux établis dans le voisinage du Comtat, contre le fabricants de papier (25 avril 1777, f° 143) ; — concernant le placement des enfants trouvés à l'hôpital de Carpentras (25 avril 1777, f° 148) ; — concernant un mémoire adressé par la communauté de Ménerbes demandant de prendre des moyens pour qu'à l'avenir les cadavres ne soient point ensevelis dans les églises (25 avril 1777, f° 149) ; — enregistrant un compte rendu des affaires du pays par Mgr de Valoris, syndic général (f° 152) ; — enregistrant un mémoire du sieur Vautre au sujet des salpêtres et des eaux-fortes (f° 156) ; — enregistrant le mémoire de la communauté de Ménerbes au sujet de l'enterrement des cadavres dans les églises (f° 159). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet des réparations au chemin de la fontaine de Vaucluse (27 avril 1777, f° 170) ; — concernant la vente de l'arsenic et demandant qu'elle soit réglementée, « attendu les empoisonnements « qui ne sont que trop fréquents dans ce pays et qui provien-
« nent, pour l'ordinaire, de la trop grande facilité que l'habi-
« tant, de quelque condition qu'il soit, trouve à se procurer de
« l'arsenic » (7 juin 1777, f° 173) ; — au sujet de l'arrivée de
Mgr Beni, nouvel évêque de Carpentras (7 juin 1777, f° 174) ; — enregistrant le procès-verbal de ladite arrivée (11 juin 1777,

f° 170) ; — concernant la visite que Monsieur, frère du roi, doit faire à Vaucluse en passant par le bac de Noves, Cavaillon et L'Isle (13 juin 1777, f° 182) ; — enregistrant une lettre écrite le 24 juin 1777 au comte de Modène, gentilhomme d'honneur de Monsieur, au même sujet (f° 182) ; — au sujet du même voyage (1^{er} juillet 1777, f° 187). — Arrivée à Carpentras de Mgr Jules César, comte Zollio, patrice de Rimini, nouveau recteur du Comtat (17 septembre 1777, f° 192). — Assemblée générale des élus et procureur général pour la publication du bref dudit recteur (13 octobre 1777, f° 193). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : concernant un impôt de 30 sous par quintal sur la garance, perçu dans les bureaux de France, voisins du Comtat (15 octobre 1777, f° 197) ; — concernant les articles à ajouter au chirographe du pape Clément XIII pour parvenir à la conservation des grands chemins de la province (3 novembre 1777, f° 201) ; — demandant que la compagnie avignonnaise établie à Rome soit composée à l'avenir, autant que possible, de soldats originaires du Comtat-Venaissin et de la ville d'Avignon (3 novembre 1777, f° 213) ; — concernant l'établissement d'une société d'agriculture (3 novembre 1777, f° 218) ; — enregistrant un mémoire sur l'interdiction de la vente de l'arsenic (f° 227) ; — au sujet du recrutement de la compagnie avignonnaise à Rome (26 janvier 1778, f° 249) ; — concernant la réparation du chemin de Cavaillon à Avignon, « vu le danger imminent que l'irruption de la Durance avait causée » (11 avril 1778, f° 262). — Assemblée générale des élus, syndic et procureur général du pays (23 avril 1778, f° 268). — Délibérations de ladite assemblée : concernant l'impôt établi sur la garance dans les bureaux voisins du pays (23 avril 1778, f° 275) ; — concernant les plaintes des consuls de plusieurs communautés et particuliers sur les acquisitions multipliées que les corps religieux, tant étrangers que que du Comtat et autres mainmortes, ont faites dans la province (23 avril 1778, f° 276) ; — concernant le projet d'un canal dérivé de la Durance (23 avril 1778, f° 278) ; — concernant un mémoire de l'héritier de feu M. Fornery, auteur de *l'Histoire manuscrite* de la province au sujet du manuscrit de cet ouvrage qui se trouve en possession de l'assemblée (23 avril 1778, f° 283) ; — concernant le placement des enfants trouvés à l'hôpital de Carpentras (24 avril 1778, f° 292). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : concernant les acquisitions faites par les corps religieux, tant étrangers que du Comtat et chargeant le syndic de dresser un mémoire relatif à cet objet (30 mai 1778, f° 312) ; — enregistrant un mémoire sur la juridiction du recteur (f° 319-397) ; — concernant la condamnation d'une femme du Crestet pour crime d'empoisonnement par l'arsenic (19 juin 1778, f° 402) ; — concernant une demande des recteurs de l'œuvre de la

Miséricorde de la ville d'Avignon au vice-légat pour obtenir un secours sur la caisse de la province pour l'augmentation des bâtiments affectés aux insensés (19 juin 1778, f° 404) ; — enregistrant un mémoire relatif au tribunal de la conservation établi dans la ville d'Avignon (f° 406) ; — enregistrant le règlement de Jacques Filomarino, vice-légat d'Avignon, du 8 juillet 1778, portant défense de tenir et vendre de l'arsenic (19 juillet 1778, f° 418) ; — concernant la permission à obtenir de faire des travaux nécessaires pour la prise d'un canal en Durance aux environs de Mérindol (19 juillet 1778, f° 429) ; — enregistrant un mémoire au sujet du tribunal de la conservation à Avignon (f° 437) ; — enregistrant le chirographe du Pape Pie VI du 22 août 1778, pour la construction des canaux dans le Comtat-Venaissin (f° 456) ; — concernant les acquisitions faites par les corps religieux dans le Comtat et à Avignon (2 décembre 1778, f° 469) ; — concernant la réparation des chemins (5 décembre 1778, f° 484) ; — concernant les réparations à faire au chemin de Carpentras à Mazan (22 décembre 1778, f° 502) ; — concernant le tribunal de la conservation à Avignon (23 février 1779, f° 510) ; — concernant les démarches du marquis de Montaigne à Paris pour obtenir l'autorisation de prendre les eaux de la Durance sur le territoire de France devant former le canal devant arroser le Comtat (26 février 1779, f° 525) ; — enregistrant un mémoire sur le rétablissement des greniers à sel existant autrefois dans le Comtat-Venaissin (f° 526) ; — concernant une demande de la communauté de Mornas pour la construction de chaussées pour la préserver des inondations du Rhône (26 février 1779, f° 532) ; — approuvant une défense de 150 livres faite par le marquis de Montaigne pour obtenir de prendre les eaux de la Durance pour le canal projeté à travers le Comtat sur le territoire de France (10 avril 1779, f° 545) ; — concernant le tribunal de la conservation établi à Avignon (10 avril 1779, f° 550) ; — enregistrant la bulle du 19 janvier 1677, portant érection du tribunal de la conservation à Avignon (10 avril 1779, f° 562) ; — concernant les réparations des chemins (f° 588) ; — concernant un mémoire de l'héritier du sieur Fornéry, auteur de l'*Histoire du Comté Venaissin* (20 avril 1779, f° 591) ; — au sujet des anciens entrepôts de sel existant dans le Comtat (10 avril 1779, f° 594). — Assemblée générale des vassaux et feudataires du Pape (12 avril 1779, f° 600). — Délibération de ladite assemblée : votant une somme de 60 livres en gratification aux P. Prêcheurs, pour la messe qu'ils disent avec le *Veni creator* à la fin, avant la nomination du nouvel élu et le *Te Deum* qu'ils chantent après l'élection et aussi pour s'assembler dans leur couvent (12 avril 1779, f° 603) ; — au sujet des divisions et subdivisions des coseigneurs de Lagarde Paréol, Venasque St-Didier et autres, et des moyens à prendre pour remédier

aux inconvénients pouvant en résulter (10 avril 1779, f° 608) ; élisant noble Paul de Séguins de Pazzis, marquis d'Aubignan, comme élu de la noblesse du Comtat-Venaissin (10 avril 1779, f° 617). — Assemblée générale des élus, syndic et procureur général des États (22 avril 1779, f° 626). — Délibération de ladite assemblée : enregistrant la harangue du syndic (f° 636) ; — concernant l'exécution la plus prompte possible du canal projeté (22 avril 1779, f° 637) ; — concernant le tribunal de la conservation établi à Avignon (22 avril 1769, f° 641) ; — au sujet de l'établissement de greniers à sel dans le pays (22 avril 1779, f° 654) ; — au sujet de la demande des Recteurs de l'hôpital des insensés établi dans la ville d'Avignon, de fournir le moyen audit hôpital de bâtir huit nouvelles loges pour les insensés comtadins qui y sont envoyés par les diverses communautés (22 avril 1779, f° 656) ; — pour l'acquisition du manuscrit de l'*Histoire du Comtat-Venaissin* (22 avril 1779, f° 657) ; — concernant une demande de secours faite par le sieur Gounard de Cavaillon, inventeur d'une scie à eau pour scier le bois (22 avril 1779, f° 663). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : concernant la réparation des chemins (22 mai 1779, f° 685) ; — enregistrant un mémoire du comte des Isnars au sujet du chemin de Carpentras à Mazan (22 mai 1779, f° 697) ; — concernant la demande de la communauté de Mornas d'un secours pour réparation aux digues devant la protéger contre les inondations du Rhône (4 juin 1779, f° 709 ; — 735) ; — sur le même objet (22 juin 1779, f° 744) ; — enregistrant un rapport de l'ingénieur du pays au sujet du redressement de la rivière de la Sorgue sur la rive droite, sans qu'il soit besoin d'abattre le mur du jardin du château de Sorgues (21 juin 1779, f° 760) ; — enregistrant un mémoire sur les papeteries du Comtat (f° 771) ; — concernant les chaussées à établir sur les bords du Rhône pour préserver la communauté de Mornas et son territoire (12 août 1779, f° 785) ; — concernant des achats de terre pour l'élargissement du grand chemin d'Orange (12 août 1779, f° 802) ; — concernant la noblesse de M. de Montaulieu, gentilhomme de la ville de Valréas, à lui contestée par le conseil des finances du Roi (12 août 1779, f° 820) ; — enregistrant un rapport de l'ingénieur du pays sur le chemin de l'Isle à Cavaillon (f° 845) ; — concernant le chirographe du pape relatif à l'entretien et à la conservation des grands chemins du pays (24 septembre 1779, f° 868) ; — enregistrant le tableau des revenus et des charges de la province (f° 882) ; — demandant la cessation des entraves apportées, aux communes du pays par les fermiers généraux (24 septembre 1779, f° 890) ; — remerciant le Pape de l'envoi de son portrait (14 janvier 1780, f° 903) ; — concernant l'élargissement du chemin de Caromb (11 février 1780, f° 911) ; — enregistrant un mémoire concernant les juridictions du Comtat pour l'établissement de la maréchaussée (f° 927) ; — con-

cernant l'arrivée à Avignon du portrait du Pape destiné aux États (29 février 1780, f° 946) ; — au sujet des moyens à prendre pour empêcher la dévastation des bois et le défrichement des montagnes (29 février 1780, f° 953) : — etc.

C. 43. (Registre.) — In-folio, 788 feuillets, papier.

1780-1781. — Délibérations des États du Comtat. Assemblée extraordinaire de l'élu et des feudataires (1^{er} mars 1780, f° 1). — Délibérations de ladite assemblée au sujet : de la division des fiefs, arrière-fiefs et co-seigneuries (1^{er} mars 1780, f° 2) ; — concernant une difficulté survenue entre la cour de la Rectorie et le marquis d'Aubignan (1^{er} mars 1780, f° 5). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : concernant le chemin des carrières à Caromb (20 mars 1780, f° 8) ; — concernant le tribunal de la conservation établi à Avignon (20 mars 1780, f° 18) ; — enregistrant un rapport du sieur Tournilhon au sujet du chemin de Bollène à la grande route de Lyon en Provence (20 mars 1780, f° 24) ; — au sujet de la reddition des comptes de noble Joseph-François-Charles Bouteille, trésorier-général des trois États (6 avril 1780, f° 41) — enregistrant un rapport de M. Célestini, agent du pays à Rome, sur l'état des affaires du pays (6 avril 1780, f° 57). — Assemblée générale des élus et procureur général du pays (26 avril 1780, f° 70). — Délibérations de ladite assemblée : au sujet de l'arrivée à Carpentras du portrait donné par le Pape aux États (26 avril 1780, f° 74) ; — enregistrant un bref du Pape accompagnant son portrait (26 avril 1780, f° 75) ; — concernant les cérémonies pour l'acceptation du portrait du Pape (26 avril 1780, f° 78) ; — demandant que les affaires mercantiles concernant en première instance les habitants du Comtat-Venaissin soient portées devant leurs juges naturels et non au tribunal de la conservation (27 avril 1780, f° 100) ; — au sujet de entraves apportées par les fermiers généraux de France au commerce des habitants de la province (27 avril 1780, f° 102) ; — concernant le refus fait à plusieurs communautés au grenier à sel d'Avignon de la quantité de sel nécessaire à leurs besoins (27 avril 1780, f° 106) ; — concernant la demande faite par la communauté de Mornas au vice-légat, qu'une partie des sommes provenant de la ferme du tabac lui fût accordée pour la réparation des chemins des bords du Rhône (27 avril 1780, f° 106) ; — au sujet des acquisitions faites dans le pays par les corps religieux et chargeant le syndic de demander aux consuls des communautés un état des acquisitions ainsi faites depuis trente ans (27 avril 1780, f° 111) ; — demandant que les évêques défendent d'enterrer dans les églises, et décidant de prier le Pape de donner un ordre prohibant aux corps religieux établis dans les différentes villes et lieux

de la province d'ensevelir les morts dans leurs églises respectives (27 avril 1780, f° 113) ; — décidant que, toutes les fois qu'un habitant du Comtat-Venaissin se plaindra de la résistance du juge baronal hors du Comtat, on lui donnera l'adhésion pour obliger le seigneur feudataire à députer son juge dans le Comtat-Venaissin ; — demandant qu'une pratique judiciaire uniforme soit établie pour toutes les cours du Comtat ; — votant l'impression de la traduction du latin en français, par M. de St-Véran, des *Statuts* de la province (27 avril 1780, f° 116) ; — concernant la mise en exécution du projet de canal dérivé de la Durance (27 avril 1780, f° 117) ; — au sujet des moyens à prendre pour assurer la conservation des bois et pour empêcher la dévastation des forêts (27 avril 1780, f° 120) ; — concernant les peines à édicter contre ceux qui dégradent les chemins (27 avril 1780, f° 123) ; — concernant un projet d'une école pour les sages-femmes, présenté par le sieur Boyer, médecin (f° 127) ; — enregistrant le traité passé avec le sieur Jean-Pierre Chevalier, sculpteur d'Avignon, pour la décoration de la grande salle du palais épiscopal, dans laquelle sera placé le portrait du Pape (f° 131) ; — enregistrant un avis sur la demande faite par les avocats de Carpentras pour l'établissement d'une nouvelle taxe (f° 133) ; — enregistrant un mémoire sur la nécessité de séjour dans le Comtat-Venaissin pour les juges des cours baronales (f° 156) ; — enregistrant un mémoire du sieur Brun au sujet de la construction du canal dérivé de la Durance (f° 164) ; — enregistrant le projet de création d'une école pour les sages-femmes présenté aux États par le sieur Boyer (f° 164) ; — enregistrant un mémoire de la communauté de l'Isle pour obtenir une maréchaussée (f° 167). — Délibérations de l'assemblée ordinaire : concernant les acquisitions faites par les corps religieux et gens de mainmorte, tant étrangers que du Comtat, et les moyens de les empêcher (10 mai 1780, f° 188) ; — concernant les réparations à faire au chemin de Malauène (10 mai 1780, f° 204) ; — concernant la demande de la commune de Caderousse d'une partie de la somme provenant de la ferme du tabac pour faire des réparations sur les bords du Rhône (10 mai 1780, f° 221) ; — concernant une demande de renvoi de Moïse de Cavaillon, juif de l'Isle, et de Jacquet Crémieux, juif de Carpentras, faillis, devant leurs juges naturels (15 juillet 1780, f° 249) ; — concernant l'élargissement du pont de Notre-Dame de Bonaventure sur le chemin de l'Isle (27 juillet 1780, f° 255) ; — au sujet des réparations des murs latéraux construits sur le Caulon renversés par les eaux (17 août 1780, f° 267) ; — au sujet des réparations des canaux d'arrosage endommagés par les crues du Caulon (2 août 1780, f° 291) — au sujet de la réparation des arches du pont du Caulon sur le chemin de Cavaillon à Avignon, « l'inondation survenue le huit

« du présent mois ayant entièrement fait crouler une
 « arche du pont et l'autre arche ayant été si fort
 « endommagée qu'il est à craindre qu'une nouvelle crue
 « d'eau ne la fasse crouler » (15 septembre 1780, f° 293) ; —
 au sujet des réparations d'un pont sur le grand chemin de
 Mazan à Mormoiron emporté par les eaux (15 septembre
 1780, f° 294) ; — au sujet des réparations au chemin de Car-
 romb ravagé par l'inondation du 8 septembre depuis la ri-
 vière de Mède jusqu'aux carrières de pierre (15 septembre 1780,
 f° 295) ; — au sujet de la réparation du chemin de la fon-
 taine de Vaucluse, ravagé par les eaux, « d'autant que les
 « eaux se trouvant dans la plus grande beauté, grand nom-
 « bre de personnes de distinction viennent journellement
 « pour satisfaire leur curiosité » (15 septembre 1780, f° 297) ;
 — concernant les réparations à la grande route de Lyon en
 Provence dans le territoire de Mornas (29 septembre 1780,
 f° 324) ; — au sujet d'une demande d'indemnité du sieur
 Verneti, notaire à Sorgues pendant les réparations du pont
 sur cette rivière (2 décembre 1780, f° 350) ; — chargeant le
 syndic de faire un mémoire sur les acquisitions multiples
 des corps religieux dans le pays (2 décembre 1780, f° 360) ; —
 enregistrant le prospectus de l'ouvrage de l'abbé Mistarlet :
Essai généalogique et armorial général de la noblesse de
la province du Comté Venaissin et d'Avignon, et agréant la
 dédicace de cet ouvrage (2 décembre 1780, f° 364) ; — enre-
 gistrant un mémoire du syndic sur les acquisitions faites
 dans le pays par les corps religieux (f° 367) ; — au sujet
 d'une supplique présentée par les habitants de Vacqueyras
 demandant que le marquis de Lauris, seigneur dudit lieu,
 établisse dans le Comtat le juge de son fief (7 décembre 1780,
 f° 388) ; — demandant le rétablissement des anciens greniers
 à sel (21 janvier 1781, f° 406) ; — enregistrant une lettre du
 sieur Célestini, agent du pays à Rome, informant les États
 que le mémoire sur les acquisitions par les corps religieux
 a été remis au pape (19 février 1781, f° 421) ; — enregistrant
 un règlement de Jacques Filomarino, du 1^{er} février 1781,
 concernant les juges des baronnies et fiefs du Comtat-
 Venaissin (20 février 1781, f° 428) ; — concernant les hon-
 neurs funèbres à rendre à Denis-François-Régis de Valoris,
 ancien syndic des États (28 mars 1781, f° 439) ; — au sujet
 des honneurs funèbres à rendre à Bernard-Pierre Bouteille
 de Planet, docteur ès-droits et avocat, syndic et procureur
 général des trois États (26 avril 1781, f° 459). — Délibérations
 de ladite assemblée : concernant le tribunal de la conserva-
 tion établi à Avignon (26 avril 1781, f° 477) ; — concernant
 les acquisitions faites par les corps religieux et gens de main
 morte, tant de cette province qu'étrangers (26 avril 1781,
 f° 479) ; — acceptant la dédicace faite aux États par l'abbé
 Mistarlet de l'*Essai généalogique et armorial de la noblesse*

du Comté Venaissin et de la ville d'Avignon et délibérant
 de faire imprimer cet ouvrage aux frais de la province (26
 avril 1781, f° 487) ; — au sujet des entraves apportées au com-
 merce des habitants de la province (26 avril 1781, f° 488) ; —
 au sujet de la traduction des *Statuts* du Comtat du latin en
 français, par M. de St-Véran (26 avril 1781, f° 500) ; — con-
 cernant le projet du canal dérivé de la Durance (27 avril
 1781, f° 508) ; — au sujet d'une demande en augmentation
 de paye faite par la troupe de la maréchaussée de la Pro-
 vince (27 avril 1781, f° 509) ; — concernant la nomination du
 sieur Célestini fils, comme adjoint de son père, agent du pays
 à Rome (27 avril 1781, f° 514) ; — enregistrant la dédicace
 de l'*Essai généalogique sur la noblesse du Comtat-Venais-
 sin et d'Avignon*, par Mistarlet (f° 518) ; — enregistrant un
 mémoire au sujet du premier consul de Carpentras, syndic
 du pays (f° 528) ; — concernant le droit du premier consul
 de la ville de Carpentras à être syndic du pays (f° 552) ; — en-
 registrant un mémoire des entrepreneurs des ouvrages le long
 de la rivière de la Sorgue dans le territoire du château du
 pont de Sorgues (19 mai 1781, f° 568) ; — au sujet d'une aug-
 mentation de solde réclamée par les troupes de la maréchaus-
 sée (19 mai 1781, f° 596) ; — pour la reconnaissance de la
 grande route de Lyon en Provence dans le territoire de Mor-
 nas (19 mai 1781, f° 599) ; — concernant l'impression des dé-
 libérations de l'assemblée du pays (9 juin 1781, f° 605) ; —
 concernant l'entretien des bâtards à l'hôpital de Carpentras
 (9 juin 1781, f° 605) ; — enregistrant une supplique pour
 obtenir la prohibition d'ensevelir les morts dans les églises
 (f° 609). — Assemblée extraordinaire des évêques, de l'élu de
 la noblesse et des élus et co-élus du Tiers-État (26 juin 1781,
 f° 615) ; — enregistrant une supplique présentée au pape au
 sujet des enfants trouvés (f° 622) ; — enregistrant des lettres
 du sieur Célestini, agent du pays à Rome, sur les affaires du
 pays (30 juin 1781, f° 645) ; — enregistrant un rapport sur
 les dégradations occasionnées par les inondations au chemin
 de Carpentras à Malaucène (f° 658) ; — enregistrant une sup-
 plique des entrepreneurs du chemin d'Avignon et d'une par-
 tie du chemin de L'Isle (f° 672). — Députation par Paul de
 Seguins de Pazzis, marquis d'Aubignan, élu de la noblesse,
 de Jean Baptiste-Marie de Rivette de Beaux, baron de La-
 garde, seigneur de Lamotte, citoyen de la ville de Bonnieux,
 comme co-élu (f° 680). — Délibérations de l'assemblée ordi-
 naire du pays : enregistrant le devis des réparations à faire
 au pont du Caulon sur le chemin tendant de Cavaillon à Avi-
 gnon (17 septembre 1781, f° 683) ; — au sujet de l'impression
 de l'ouvrage de Mistarlet : *Essai généalogique de la noblesse*
du Comté-Venaissin et de la ville d'Avignon (5 octobre 1781,
 f° 701) ; — concernant les entraves apportées au commerce
 de la poudre et du salpêtre par les fermiers généraux (11 no-

vembre 1781, f° 709) ; — enregistrant un mémoire pour les poudriers et salpêtriers (f° 710) ; — au sujet de la construction du pont de Notre-Dame de Bonaventure sur le grand chemin de Carpentras à L'Isle (11 novembre 1781, f° 721) ; — enregistrant le rapport d'arpentage et d'estime de l'ancienne route de Lyon en Provence de la limite de Mondragon au pont de la Pierre (11 novembre 1781, f° 741) ; — concernant la naissance du Dauphin et les réjouissances à organiser au sujet de cet événement (23 novembre 1781, f° 752) ; — enregistrant la lettre écrite par le syndic du pays aux évêques et aux élus et co-élus au sujet de la naissance du Dauphin (f° 756) ; — enregistrant un mémoire des États pour éviter l'exécution du projet formé en France de faire payer le sel dans le Comtat au même prix que dans le royaume (15 décembre 1781, f° 760) ; — enregistrant les conditions du traité avec la cour de Rome pour l'établissement de la régie des poudres dans le Comtat (f° 765) ; — concernant le paiement des cierges brûlés pour le *Te Deum*, en réjouissance de la naissance du Dauphin (17 décembre 1781, f° 776) ; — enregistrant une lettre des États à l'évêque de Carpentras, à Rome, au sujet des réjouissances du pays pour la naissance du Dauphin (21 décembre 1781, f° 784) ; — etc.

C. 44. (Registre.) — In-folio, 1,077 feuillets papier.

1782-1785. — Délibérations des États du Comtat. Délibérations de l'assemblée ordinaire : au sujet d'une demande de reconnaissance de travaux faits par les sieurs Joseph Sabatier et Gilibert Benoit, maçons, au pont construit à neuf sur la rivière de la Sorgue, près le Thor (8 janvier 1782, f° 2) ; — au sujet de la réparation du chemin du Barroux depuis la descente dudit lieu jusqu'au haut de la montée du côté de Malaucène (21 janvier 1782, f° 14) ; — concernant une contestation entre les États et le sieur Vernety, notaire à Sorgues, réclamant une indemnité pour inondation par suite des travaux faits à la Sorgue (28 janvier 1782, f° 22) ; — au sujet des réparations du chemin du haut Comtat dans le territoire d'Aubignan (13 mars 1782, f° 47) ; — au sujet de la reddition des comptes de noble Joseph-François-Charles Bouteille, trésorier-général des trois États du Comté-Venaissin (18 mars 1782, f° 71) ; — au sujet des réparations du chemin de la grande route de Lyon en Provence, dans le terroir de Sarrians (27 mars 1782, f° 80). — Assemblée générale des vassaux et feudataires de la province (15 avril 1782, f° 88). — Délibérations de ladite assemblée : enregistrant un mémoire relatif à la fixation de la taille des seigneurs feudataires (15 avril 1782, f° 95), et le rôle de ladite taille (f° 97) ; — pour empêcher la division et la subdivision des fiefs, arrière-fiefs et co-seigneuries de la province (15 avril 1782, f° 102) ; — portant élection de Louis-

VAUCLUSE. — SÉRIE C.

Joseph-François de Castelan, marquis de Lauris, seigneur de Vacqueyras et autres places, citoyen de la ville d'Avignon, pour élu de la noblesse (16 avril 1782, f° 110). — Assemblée générale des élus, syndic et procureur général des États (17 avril 1782, f° 118). — Délibérations de ladite assemblée : au sujet de l'impression des délibérations de l'assemblée (25 avril 1782, f° 129) ; — concernant la demande faite pour empêcher dans toute la province d'ensevelir les cadavres dans les églises paroissiales (25 avril 1782, f° 131) ; — pour l'entretien des bâtards et enfants trouvés à l'hôpital de Carpentras (25 avril 1782, f° 132) ; — au sujet des démarches faites à Rome pour obtenir la confirmation de la bulle de Sixte IV, interdisant les acquisitions de biens dans le Comtat aux Chartreux et aux Célestins et l'extension de cette bulle à tous les corps religieux (25 avril 1782, f° 140) ; — au sujet du tribunal de la conservation établi à Avignon et demandant que les juges du Comtat puissent juger consulairement les causes mercantiles (25 avril 1782, f° 141) ; — au sujet des difficultés apportées par les fermiers généraux au renouvellement du bail des gabelles du sel dans le Comtat, au prix fixé (25 avril 1782, f° 142) ; — pour le rétablissement des greniers à sel dans la province (26 avril 1782, f° 145) ; — au sujet d'un mémoire présenté au Pape par les recteurs de l'Oeuvre de la Miséricorde d'Avignon, demandant qu'il soit interdit aux communautés de placer les insensés de leur territoire ailleurs que dans la maison d'Avignon (25 avril 1782, f° 149) ; — au sujet d'une demande d'augmentation de solde faite par la troupe de la maréchaussée (26 avril 1782, f° 152) ; — concernant la traduction des Statuts du Comtat par M. de St-Véran (26 avril 1782, f° 155) ; — concernant la détermination des chemins papaux qui devront avoir 28 pans ou 4 pas de fossé de chaque côté (26 avril 1782, f° 164) ; — concernant l'impression de l'ouvrage de Mistarlet : *Essai généalogique et armorial du Comtat-Venaissin* (26 avril 1782, f° 165) ; — au sujet d'une supplique des notaires et greffiers du Comté-Venaissin demandant une taxe (26 avril 1782, f° 170) ; — concernant une réclamation du sieur de Guilhermier, de Bollène, possesseur d'un canal appelé « La Préférence », se plaignant des dommages à lui causés en raison du changement que la province a fait d'une partie dudit canal lors de la formation du chemin tendant de Bollène à la grand'route et au Pont St-Esprit (26 avril 1782, f° 173) ; — enregistrant la requête du recteur des Pénitents de la Miséricorde d'Avignon au sujet de l'interdiction de placer les insensés ailleurs que dans leur hôpital (f° 178) ; — enregistrant un mémoire du sieur de Guilhermier sur le canal de la Préférence, à Bollène (f° 184) ; — enregistrant un mémoire présenté par les juifs, (f° 187). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet d'une demande du sieur Bernard, peintre de Carpentras, en paiement des armoiries de la province devant être

placées sur la porte de la maison du syndic (7 mars 1782, f° 197). — Assemblée extraordinaire de l'élu de la noblesse et de ses conseillers (11 mars 1782, f° 205). — Délibérations de ladite assemblée : concernant la répartition des tailles (11 mars 1782, f° 206) ; — relative à la division des fiefs, arrière-fiefs et co-seigneuries (11 mai 1782, f° 211) ; — enregistrant le rôle des feudataires soumis à la taille des corps de la noblesse (f° 212). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet des bâtards et enfants trouvés (27 mai 1782, f° 213) ; — pour les réparations de la grande route des terroirs de Sorgues et de Bédarrides (27 mai 1782, f° 214) ; — au sujet des réparations de la grande route de Lyon en Provence dans le terroir de Bédarrides pour éloigner ce chemin des bords de la Sorgue et le rendre moins dangereux (28 mai 1782, f° 234) ; — concernant la vente du sel (3 août 1782, f° 242) ; — enregistrant un rapport du sieur Teissier, architecte du pays, sur les ouvrages exécutés au pont de St-Joseph, hors la ville de Mazan (3 août 1782, f° 267) ; — concernant une demande faite par les consuls de la ville d'Avignon aux élus des États de se joindre à eux pour s'opposer au privilège que prétendent exercer les Pénitents de la Miséricorde d'Avignon, de délivrer, chaque année, un criminel (17 août 1782, f° 276) ; — enregistrant un règlement de Jacques Filomarino della Rocca du 13 août 1782, portant établissement de deux nouveaux cavaliers de maréchaussée en la ville de L'Isle (17 août 1782, f° 282) ; — au sujet de l'exploitation des bois de chênes blancs pour la marine (2 septembre 1782, f° 288) ; — concernant l'entretien des bâtards et enfants trouvés à l'hôpital de Carpentras (4 septembre 1782, f° 295). — Assemblée extraordinaire des évêques, élus de la noblesse, et des élus et co-élus du Comtat (6 septembre 1782, f° 297). — Délibérations de l'assemblée ordinaire : accordant, à titre d'aumône, une somme de cent-cinquante livres au Père Justin, de Monteux, religieux capucin au couvent de la ville de Carpentras, auteur de « *Histoire des guerres occasionnées par les Calvinistes du seizième siècle en cette province* » (26 septembre 1782, f° 303) ; — enregistrant une ordonnance de Jacques Filomarino della Rocca, du 16 juillet 1782, pour la coupe des bois de chêne et d'orme dans le Comtat (25 septembre 1782, f° 306) ; — au sujet des manufactures de papier et de la librairie dans la province (25 septembre 1782, f° 307) ; — au sujet du procès existant à la cour de la rectorie entre la province et les facteurs du grand chemin d'Avignon, depuis la descente de Monteux jusqu'au territoire d'Avignon (30 novembre 1782, f° 325) ; — au sujet des prétentions des fermiers généraux au péage de Mornas (30 novembre 1782, f° 337) ; — concernant les devoirs à rendre à M. de Lauris, élu de la noblesse (14 décembre 1782, f° 341) ; — au sujet d'un mémoire présenté par M. de Raymond de Cavaillon, exposant qu'il a fait preuve

de sa noblesse depuis cinq générations et que le sieur Chérin, généalogiste de France, refuse depuis sept mois, à ses fils un certificat de noblesse et décidant de s'adresser au nonce de Sa Sainteté en France pour lui demander sa protection près du roi, « afin que les Comtadins, en vertu des privilèges à eux accordés et dont ils ont toujours joui, n'essuient pas des difficultés cultes comme Comtadins lorsqu'ils auront fait preuve de leur noblesse » (20 décembre 1784, f° 343) ; — concernant une offre du sieur de Guilhemier, de Bollène, de se charger, moyennant 600 livres de faire réparer le bord du chemin de la grande route de Bollène au Pont-St-Esprit dans la partie où le canal de la Préférence suit ladite route (11 janvier 1783, 8° 354) ; — au sujet des vexations que les entrepreneurs et fournisseurs du bois pour la marine prétendent faire essuyer aux habitants du Comtat (2 février 1783, f° 360) ; — enregistrant un rapport de l'architecte du pays au sujet des travaux exécutés pour reculer le mur du jardin du château de Sorgues sur la rivière (f° 373) ; — enregistrant une ordonnance de Jacques Filomarino, vice-légat d'Avignon (6 février 1783, f° 382) ; — concernant la réparation du grand chemin du haut Comtat, depuis l'extrémité de la bourgade d'Aubignan jusqu'à la rivière de Salette (20 février 1783, f° 394). — Assemblée générale des vassaux feudataires du pape, dans le Comtat-Venaissin (26 février 1783, f° 395). — Délibérations de ladite assemblée : votant la somme de 60 livres en faveur des RR. PP. Prêcheurs pour la messe qu'ils disent avec le *Veni Creator*, à la fin de la nomination du nouvel élu de la noblesse, et le *Te Deum* (26 février 1783, f° 398) ; — au sujet de la demande faite au pape qu'en cas de division des fiefs, arrière-fiefs et co-seigneuries, il n'y ait qu'un seul représentant intervenant aux assemblées (26 février 1783, f° 404) ; — élisant Gabriel-Augustin-Louis Gaspard de Tonduti, marquis de Blauvac, citoyen de la ville d'Avignon, comme élu de la noblesse (26 février 1783, f° 406). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de la réparation de la grande route de Lyon, dans la Principauté d'Orange (17 mars 1783, f° 415) ; — concernant la coupe des bois de chênes blancs pour la marine (17 mars 1783, f° 428) ; — au sujet des réparations du chemin tendant de Caumont à Bompas (25 mars 1783, f° 430) ; — concernant la fixation des limites entre le Comtat et la Provence (25 mars 1783, f° 435) ; — enregistrant l'arrêt du Conseil d'État du roi, du 23 février 1783, au même sujet et nommant le sieur de La Tour premier président du Parlement et intendant de Provence, et le sieur de Castillon, procureur général du Parlement et le marquis de Vauvenargues pour fixer ces limites conjointement avec les délégués du Pape (f° 435). — Assemblée générale des élus, syndics, et procureur général des États (10 avril 1783, f° 447). — Délibérations de ladite assemblée : concernant l'arpentement et la vérification des îles du Rhône sur les territoires

de Caderousse et de Mornas (10 avril 1783, f° 452) ; — concernant la nomination de députés pour fixer les limites de la Durance entre les communautés de Provence et celles du Comtat (10 avril 1783, f° 453) ; — concernant la prohibition réclamée d'enterrer dans les églises (10 avril 1783, f° 456) ; — concernant les prétentions des fermiers généraux au sujet du débit des poudres et salpêtres dans le Comtat et du prix du sel (10 avril 1783, f° 461) ; — concernant la vente de l'arsenic, demandant que les ordonnances rendues à ce sujet soient de nouveau publiées et qu'il soit défendu à toute personne d'avoir de l'arsenic chez elle ou d'en acheter à la foire de Beaucaire ou ailleurs (10 avril 1783, f° 463) ; — décidant de faire remettre entre les mains des magistrats compétents pour l'examiner le manuscrit de la traduction des Statuts du pays, par M. de St-Véran (10 avril 1783, f° 466) ; — concernant un nouvel impôt exigé par les fermiers du péage de Mornas sur les chevaux et les mulets conduisant les charrettes chargées de marchandises descendant de Lyon (10 avril 1783, f° 476) ; — concernant une demande de secours faite par la communauté de Cavaillon pour des réparations aux bords de la Durance (11 avril 1783, f° 482) ; — enregistrant un mémoire des riverains de la Durance à Cavaillon sur les envahissements de cette rivière du côté du Comtat (f° 486) ; — enregistrant un mémoire des consuls de Sarrians et d'Oppède, contre les seigneurs desdits lieux réclamant les biens situés dans leurs fiefs (11 avril 1783, f° 494). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de la délimitation du Comtat d'avec les provinces de Languedoc et de Provence et des délégués à nommer pour les communautés avoisinantes pour assister à cette opération (27 mai 1784, f° 517) ; — au sujet des plans et devis dressés par le sieur Teyssier fils, architecte du pays, pour la conservation du pont construit sur la rivière de la Sorgue, traversant le chemin de Lyon et Provence hors et proche du village de Sorgues (28 mai 1783, f° 525) ; — concernant un projet de changement du grand chemin de Cavaillon à Avignon sur le territoire de Caumont, près de la Chartreuse de Bompas (28 mai 1783, f° 533) ; — au sujet de l'envoi par les recteurs des Pénitents de la Miséricorde d'un bref du pape Pie VI, du 28 mars 1783, réglant la manière dont les insensés du Comtat doivent être envoyés à l'hôpital d'Avignon (28 mai 1783, f° 534) ; — enregistrant le bref du pape Pie VI sur le même objet (f° 536) ; — concernant les frais de délimitation entre le Comtat et les provinces limitrophes et demandant que la ville d'Avignon y contribue (28 mai 1783, f° 549) ; — concernant la même délimitation et enregistrant une lettre du vice-légat d'Avignon, du 13 juin 1783, informant les élus des États que les commissaires du pape sont : le vice-légat, l'auditeur général et l'avocat général de la légation, et les commissaires du roi de France, le sieur de La Tour, premier prési-

dent du Parlement et intendant de Provence. Le Blanc de Castillon, procureur général et le marquis Vauvenargues (13 juin 1783) ; — concernant la réparation des chemins depuis Bompas jusqu'à Vacluse à cause de l'arrivée de S. A. R. le prince Ferdinand, frère de l'empereur, et de la princesse, son épouse, qui doivent se rendre à la fontaine de Vacluse (31 juillet 1783, f° 559) ; — au sujet des frais occasionnés par la délimitation du Comtat entre le Languedoc et la Provence (31 juillet 1783, f° 560) ; — enregistrant le règlement de Jacques Filomarino, vice-légat d'Avignon, du 8 juillet 1783, défendant de tenir, vendre et débiter de l'arsenic (f° 569) ; — enregistrant une lettre du marquis de Méjanne au sujet de la reconnaissance des titres de la noblesse de Provence, à laquelle on pourrait joindre celle d'Avignon et du Comtat-Venaissin (12 septembre 1783, f° 576) ; — concernant la venue à Carpentras du sieur Mangot de la Montagne, médecin-vétérinaire de la ville de Valence, et votant une pension annuelle de 400 livres en sa faveur (12 septembre 1783, f° 578) ; — concernant les limites du Comtat et du Languedoc dans les territoires de Mornas, de Piolen et de Caderousse (19 septembre 1783, f° 587) ; — au sujet des contestations élevées entre les communautés de Sarrians et d'Oppède et leurs seigneurs (12 septembre 1783, f° 604) ; — concernant la délimitation du Comtat entre le Languedoc et la Provence (12 septembre 1783, f° 609) ; — enregistrant un bref du pape Pie VI, du 28 mai 1783, au sujet des réparations aux bords de la Durance, au terroir de Cavaillon (f° 609) ; — enregistrant un plein pouvoir, donné le 9 mai 1783, par le roi au sieur de Saint-Priest, conseiller d'État et intendant dans la province de Languedoc pour terminer avec le commissaire du Pape, les contestations élevées à l'occasion des ouvrages faits par les sujets du pape sur les bords du Rhône (f° 610) ; — concernant les honneurs à rendre à Joseph-Antoine de Lauzon, chevalier de l'ordre royal et militaire de St-Louis et second consul de Carpentras (7 décembre 1783, f° 628) ; — concernant la réparation du chemin du Dauphiné dans le territoire des Piles, obstrué par la chute de plusieurs rochers (20 décembre 1783, f° 635) ; — concernant les réparations du chemin de Vaison à Malaucène (3 janvier 1784, f° 648) ; — au sujet de la nouvelle direction à donner au chemin tendant à Avignon, aux environs de la Chartreuse de Bompas, qui devra suivre le long de la montagne en delà du canal de la Durangole (3 janvier 1784, f° 657) ; — concernant la traduction des Statuts du Comtat, par le sieur de St-Véran (3 janvier 1784, f° 670) ; — au sujet de la dépense à faire pour l'entretien des insensés dans l'hôpital des Pénitents de la Miséricorde d'Avignon (f° 671) ; — au sujet d'une demande à faire au Conseil du roi pour obtenir que la noblesse du Comtat puisse faire des preuves de noblesse, lorsque ses membres demandent d'entrer comme officiers au service militaire de France (4 janvier 1784, f° 678) ; — enre-

gistrant des lettres du marquis de Méjanne aux États au même sujet (f° 686) ; — au sujet de l'alignement et de l'élargissement de la rivière de Sorgue du côté d'une terre appartenant aux Celestins de Gentilly près Sorgues (27 février 1784, f° 700) ; — concernant le relevé fait par le syndic du pays de tous les titres dont il a connaissance pour la dépense du franc-alléu général de la province du Comtat (3 mars 1784, f° 702) ; — concernant la demande à faire au Conseil du roi en faveur de la noblesse du pays (3 mars 1784, f° 703) ; — enregistrant une lettre de l'abbé Nardi, agent du pays à Rome, du 16 mars 1784, au sujet de la noblesse du pays, des imprimeurs et des libraires, des manufactures de papier (27 mars 1784, f° 707) ; — au sujet d'une supplique des consuls de Mazan, Mormoiron, Flassan et Villes, sur le mauvais état du chemin de la vallée de Sault (27 mars 1784, f° 712) ; — au sujet de la suppression du bref du pape, concernant l'hôpital des Insensés (27 mars 1784, f° 723) ; — enregistrant un bref du pape Grégoire XIII du 28 juillet 1578, accordant un droit de péage sur toutes les marchandises transportées en Dauphiné, en Provence et ailleurs, et passant dans le territoire de Vacqueyras, accordé à M. de Vassadel, seigneur dudit lieu, sous l'obligation d'entretenir le chemin dudit lieu (27 mars 1784, f° 725). — Assemblée générale des élus, syndic et procureur général du pays (22 avril 1784, f° 728). — Délibérations de ladite assemblée : au sujet des réclamations des fermiers du péage de Mornas pour un nouvel impôt des chevaux et mulets conduisant des charrettes vides ou chargées de marchandises (22 avril 1784, f° 736) ; — concernant le dépôt des enfants trouvés à l'hôpital de Carpentras (22 avril 1784, f° 744) ; — concernant le tribunal de la conservation établi à Avignon (22 avril 1784, f° 752) ; — au sujet du bref du pape obtenu par les recteurs des Pénitents de la Miséricorde d'Avignon, pour l'hôpital des Insensés (23 avril 1784, f° 753) ; — au sujet de la reconnaissance de noblesse pour ceux admis au service militaire en France (23 avril 1784, f° 758) ; — concernant la vente et la distribution de l'arsenic dans la province (23 avril 1784, f° 760) ; — au sujet des instructions à envoyer à M. Nardi, agent du pays à Rome, concernant les imprimeurs et libraires existant dans le Comtat, le nombre des manufactures à papier, la quantité des chiffons nécessaires pour le travail, la qualité de papier fabriqué dans ces manufactures, la quantité de garance récoltée dans le pays, le sel et la quantité nécessaire pour la nourriture des bestiaux (23 avril 1784, f° 762) ; — renouvelant pour six années consécutives la pension de 400 livres accordée à M. Mangot de La Montagne, médecin-vétérinaire breveté du roi, venu s'établir à Carpentras (23 avril 1784, f° 764) ; — concernant la nomination de Joseph-Pierre-Elzéar-Bernard Collet, comme trésorier général du pays (23 avril 1784, f° 771) ; — votant une somme de 30 louis pour l'achat d'une pièce de vaisselle pour être offerte à l'abbé Jour-

dan, chanoine de St-Louis du Louvre « pour lui témoigner combien les États sont satisfaits de ses services » (23 avril 1784, f° 779) ; — concernant une demande de secours pour la réédification de l'église paroissiale de Bollène (24 avril 1784, f° 782) ; — au sujet des difficultés qu'ont éprouvées plusieurs communautés à se faire délivrer du sel au bureau du sel à Avignon (24 avril 1784, f° 789) ; — enregistrant un mémoire des Celestins de Gentilly près Sorgues au sujet des travaux projetés à la rivière de la Sorgue dans leurs terrains (f° 801) ; — concernant le dépôt des bâtards et enfants trouvés à l'hôpital de Carpentras (24 avril 1784, f° 806). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays au sujet des instructions à envoyer à l'abbé Nardi pour les librairies, la garance et le sel (5 juin 1784, f° 831). — Assemblée extraordinaire des députés, des évêques, de l'élu de la noblesse et des élus et coélus du Tiers-Etat (14 juin 1784, f° 841). — Délibérations de ladite assemblée : au sujet des instructions à donner à l'abbé Nardi sur l'état de la noblesse du Comtat (14 juin 1784, f° 848) ; — au sujet de la délivrance du pont à construire sur la rivière de la Nesque, hors et proche la ville de Pernes (24 juin 1784, f° 850) ; — décidant l'enregistrement des lettres de l'abbé Nardi et des lettres patentes du roi déterminant la manière dont les nobles de la province pourront faire procéder à la vérification de leurs titres de noblesse, lorsqu'ils décideront d'entrer au service en qualité d'officier de terre et de mer ou jouir des autres avantages desquels jouit en France la noblesse du royaume (24 juin 1784, f° 852) ; — enregistrant les dites lettres et lettres patentes du 30 avril 1784 (24 juin 1784, f° 855) ; — enregistrant un mémoire du sieur Teissier, ingénieur, au sujet d'une réclamation des entrepreneurs du pont du Caillon sur la route de Cavaillon à Avignon (f° 868) ; — concernant une délibération du corps des orfèvres doublant la somme que devront payer ceux qui se livreront à cette profession et protestant contre cette décision comme portant atteinte au commerce (25 juin 1784, f° 878) ; — concernant le commerce de la soie (25 juin 1784, f° 883). — Assemblée générale des membres du corps de la conservation, au même sujet (22 juin 1784, f° 887) ; — au sujet des frais de réception des orfèvres (12 août 1784, f° 889) ; — enregistrant une lettre du nonce du Pape à Paris du 26 juillet 1784, au sujet des preuves de noblesse des nobles d'Avignon et du Comtat-Venaissin (f° 905) ; — concernant les réparations de la grande route de Lyon en Provence au territoire de Lapalud (30 octobre 1784, f° 914) ; — au sujet du paiement des arrérages de la lance d'or, à laquelle les États du Comtat ont été soumis, quand le roi leur accorda la permission de dériver les eaux de la Durance au territoire de Merindol et de construire la prise et le canal de dérivation dans le territoire français (30 octobre 1784, f° 918) ; — au sujet de l'impression des délibérations de l'assemblée générale des élus (30 octobre 1784,

fo 921) ; — au sujet d'une convocation d'une assemblée extraordinaire réclamée par le marquis de Blauvac, élu de la noblesse (1^{er} décembre 1784, fo 923) ; — enregistrant une lettre de Jacques Filomarino, vice-légat d'Avignon, du 30 novembre 1784, au sieur Pons, syndic général de la province, lui prescrivant d'enjoindre à l'assemblée ordinaire de ne point convoquer l'assemblée générale extraordinaire réclamée, cet acte étant contraire aux décisions de la sacrée congrégation d'Avignon à Rome (1^{er} décembre 1784, fo 935) ; — enregistrant une lettre de Jacques Filomarino, vice-légat d'Avignon, du 15 décembre 1784, au sujet de la suppression d'un mémoire imprimé ayant pour titre : Remontrances des États du Comté Venaissin à N S P le Pape (fo 955) ; — au sujet des honneurs à rendre au comte Zollio, recteur du Comtat, nommé nonce apostolique en Bavière et dans les États Palatins (21 décembre 1785, fo 956) ; — enregistrant une lettre de l'abbé Nardi et un mémoire au sujet de la déclaration du franc-alleu pour le Comtat-Venaissin (fo 976) ; — enregistrant une ordonnance de Jacques Filomarino du 6 avril 1785, concernant la tenue de l'assemblée générale du pays (fo 979) ; — au sujet du paiement des arrérages de la lance d'or due par les États pour la concession des eaux de la Durance à Mérindol (21 mars 1785, fo 980) ; — enregistrant une lettre de l'abbé Nardi, annonçant aux États la naissance du duc de Normandie (29 mars 1785, fo 983). — Assemblée générale des élus, syndics et procureur général des Trois États et des consuls des dix-neufs communautés adjointes aux élus du Tiers-État (21 avril 1785, fo 986). — Délibérations de la dite assemblée : enregistrant l'ordonnance de Jacques Filomarino, vice-légat d'Avignon, pour la tenue de cette assemblée et décidant de demander au souverain de retirer la dite ordonnance (21 avril 1785, fo 991) ; — concernant le dépôt des bâtarde et enfants trouvés de la province à l'hôpital de Carpentras (21 avril 1785, fo 997) ; — concernant les acquisitions des biens des corps religieux et gens de mainmorte dans le Comtat-Venaissin (21 avril 1785, fo 1000) ; — au sujet du tribunal de la conservation d'Avignon et demandant que les affaires mercantiles des habitants du Comtat soient traitées par devant les juges et jugées par eux suivant les formes usitées en France (21 avril 1785, fo 1002) ; — décidant d'envoyer une lettre de remerciements au comte de Vergennes, ministre des affaires étrangères pour tous les services rendus au pays et une autre lettre de remerciements à l'abbé Nardi (21 avril 1785, fo 1010) ; — concernant le paiement des arrérages de la redevance de la lance d'or pour la concession du canal dérivé de la Durance (21 avril 1785, fo 1012) ; — au sujet de la discussion du franc-alleu pour le Comtat (22 avril 1785, fo 1020). — Délibération de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet d'une visite à faire en corps au vice-légat d'Avignon (23 mai 1785, fo 1029) ; — au sujet des réparations au chemin de Bollène à

Suzé (23 mai 1785, fo 1033) ; — enregistrant le rapport de reconnaissance du pont de Notre-Dame de Bonne-Aventure (23 mai 1785, fo 1038) ; — au sujet d'un mémoire des fileurs de soie d'Avignon sur l'achat de la soie (23 mai 1785, fo 1040) ; — enregistrant un mémoire du contrôleur général des fermes du roi des droits à acquitter pour les marchandises traversant le Rhône (24 mai 1785, fo 1041) ; — enregistrant un mémoire des fileurs à soie d'Avignon (fo 1059), etc.

C. 45. (Registre. — In-folio, 1077 feuillets, papier.

1785 1786. — Délibérations des États du Comtat. Assemblée des élus, syndic et procureur-général des Trois États pour rendre les devoirs du pays à M. Zollio, recteur du Comtat, nommé nonce apostolique en Bavière et dans les États Palatins (29 mai 1785, fo 1). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de l'arrivée de Mgr Casoni, nouveau vice-légat d'Avignon (4 juillet 1785, fo 4) ; — au sujet des réparations du chemin du haut Comtat, dans le territoire de Vacqueyras (4 juillet 1785, fo 10) ; — enregistrant une lettre de M. l'abbé Maury, de l'Académie française, du 2 avril 1785, remerciant les États d'avoir fait imprimer son discours de réception (9 juillet 1785, fo 19). — Assemblée des élus, syndic et procureur-général du pays, pour assister à la lecture du bref de Joseph de Béné, évêque de Carpentras, nommé recteur du Comtat (15 juillet 1785, fo 21). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet des devoirs à rendre au cardinal Buoncompagni, nommé ministre, secrétaire d'État et préfet de la Sacrée Congrégation d'Avignon à Rome (20 juillet 1785, fo 28) ; — enregistrant des remontrances au Pape, au sujet d'une ordonnance du vice-légat sur la tenue des assemblées des élus, (fo 28) ; — enregistrant un mémoire sur la noblesse du Comtat (fo 31) ; — enregistrant un mémoire présenté aux États par le sieur de Montaulieu, de Valréas, tendant à obtenir la reconnaissance de sa noblesse, que la cour de France refuse de reconnaître (fo 37) ; — enregistrant un mémoire du président, syndic et directeur de la Chambre de commerce de Lyon, adressé aux députés de la Chambre de commerce d'Avignon, sur une contestation entre les fabricants d'étoffes de soie et les mouliniers de cette ville (14 juin 1785, fo 44) ; — concernant le même objet et décidant de demander, au nom de la province, de débouter de leurs prétentions les mouliniers et fileurs de soie, « qui ne feraient que donner une prérogative aux dits fileurs de soie, et s'il ne détruisait pas totalement cette branche essentielle de commerce, la gênerait à un point si grand que personne n'oserait plus se charger de faire des filatures dans ce pays » (1 octobre 1785, fo 49). — Assemblée extraordinaire des évêques, de l'élu de la noblesse, des élus et co-élus du Tiers-État (17 octobre 1785, fo 61). — Délibération

de ladite assemblée au sujet de la vérification du sel (17 octobre 1785, f° 62). — Assemblée générale des élus, syndics, procureur-général du pays à Avignon, pour rendre les honneurs du pays à Mgr Philippe Casoni, des comtes de Villeneuve, patrice de Gênes, vice-légat d'Avignon (18 octobre 1785, f° 68). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : enregistrant une demande des députés de la Chambre de commerce d'Avignon aux observations des fileurs à soie de la même ville (f° 79) ; — enregistrant un rapport de vérification d'ouvrage exécuté aux Piles par la communauté (19 octobre 1785, f° 96) ; — au sujet d'un mémoire tendant à faire nommer un contrôleur dans la ville d'Avignon (1^{er} février 1786, f° 116) ; — concernant l'état des finances du pays présenté par le sieur Collet, et constatant la détresse dans laquelle se trouve la caisse des deniers (1^{er} février 1786, f° 122) ; — au sujet d'une discussion entre les recteurs des Pénitents de la Miséricorde d'Avignon et les États, pour l'entretien des insensés de la province (1^{er} février 1786, f° 122) ; — concernant les réparations à faire au chemin de l'Isle au Thor et du Thor à Velleron (25 février 1786, f° 130) ; — enregistrant une lettre de l'abbé Nardi, agent du pays à Paris, sur les tentatives des fermiers généraux pour faire augmenter le prix du sel (25 février 1786, f° 137) ; — au sujet de la contestation élevée entre les élus et les recteurs de l'œuvre des Pénitents de la Miséricorde d'Avignon (25 février 1786, f° 142). — Assemblée générale des vassaux feudataires du Pape dans le Comtat-Venaissin (14 mars 1786, f° 147). — Délibérations de ladite assemblée : au sujet de la division et subdivision des fiefs et seigneuries (14 mars 1786, f° 154) ; — élisant Jean-Baptiste-Marie de Rivette des Baux, baron et co-seigneur de Lagarde-Paréol, seigneur de Bonnieux, citoyen de la ville de Bonnieux, comme élu de la noblesse (14 mars 1786, f° 156). — Délibération de l'assemblée ordinaire du pays pour la réparation de la route de Marseille, passant par le territoire de Sarrians, Carpentras, Pernes, L'Isle et Cavaillon (15 mars 1786, f° 173) ; — enregistrant un mémoire de la communauté de Bonnieux demandant que le chemin d'Apt à L'Isle ne soit ni détourné ni changé dans son territoire et qu'il soit construit un pont sur le Calavon, au dessous de la Limergue (f° 178) ; — enregistrant un certificat de Jean-Baptiste-Marie de Rivette des Baux-Orange, chevalier, baron de Rivette, élu de la noblesse du Comtat, attestant que, le Pape ayant conféré la charge d'auditeur, à laquelle est attaché un titre de noblesse transmissible aux descendants du sieur Joseph Louis-Joachim de Prat, celui-ci est installé dans cet emploi et inscrit sur le catalogue de l'ordre de la noblesse (15 septembre 1786, f° 180) ; — enregistrant une attestation du même pour le sieur Joseph-Hyacinthe de Charlet-Beauregard (8 avril 1786, f° 181) ; — concernant un projet de réforme des tribunaux de la province et l'établissement de nouveaux tribunaux (4 avril 1786, f° 194) ;

— au sujet des réparations des chemins de Ménerbes (8 avril 1786, f° 210). — Assemblée générale des élus, syndic, procureur-général et des consuls des dix-neuf communautés adjoindues aux élus du Tiers-État (27 avril 1786, f° 219). — Délibérations de ladite assemblée : au sujet de la reconnaissance du franc-alleu (27 avril 1786, f° 231) ; — concernant une convention passée entre les États et les recteurs des Pénitents de la Miséricorde d'Avignon pour le traitement des insensés (27 avril 1786, f° 234) ; — concernant les prétentions des mouliniers et fileurs à soie de la ville d'Avignon (27 avril 1786, f° 236) ; — concernant la réparation de la grande route dans le territoire de Vacqueyras (26 avril 1786, f° 244) ; — au sujet du droit de pontonage du pont de Sorgues (27 avril 1786, f° 245) ; — concernant un emprunt de 600,000 livres pour le paiement et l'entretien des routes (27 avril 1786, f° 258) ; — concernant les réparations de la grande route d'Apt à Bonnieux et de cette ville à Aix (27 avril 1786, f° 272) ; — concernant un mémoire des sieurs Vaches, fabricants d'eau-forte à Carpentras, réclamant l'appui des États pour leur industrie (27 avril 1786, f° 275) ; — enregistrant une lettre du consul de Vaucluse au syndic de la province du 21 avril 1786, 1786, lui apprenant « que le chemin tendant à la fontaine de « Vaucluse est devenu impraticable, surtout auprès du bassin, « par la chute d'un gros rocher qui, pendant les dernières « pluies s'est détaché de la montagne, tellement qu'on ne peut « approcher le bassin sans danger, en grimpant sur les montagnes. Vous savez, Monsieur, combien de personnes, même « des plus illustres s'empressent de venir voir cette merveille » (27 avril 1786, f° 285). — Délibérations de l'assemblée ordinaire : concernant la délimitation du Comtat et de la Provence sur la rivière de la Durance (8 mai 1786, f° 287) ; — concernant la fabrication des eaux-fortes et le monopole que les fabricants d'Avignon prétendent exercer (8 mai 1786, f° 295) ; — concernant la limite entre la Provence et le Comtat-Venaissin du côté de la Durance (30 mai 1786, f° 310). — Assemblée extraordinaire des élus et co-élus des trois États, syndic et procureur général de la province (19 juin 1786, f° 325). — Délibérations de ladite assemblée : au sujet de l'augmentation de taxe demandée par les notaires (19 juin 1786, f° 326) ; — concernant les réparations à faire aux grandes routes et spécialement à celle tendant de Carpentras à la vallée de Sault (19 juin 1786, f° 331) ; — concernant la contestation élevée entre les États et la communauté de Sorgues au sujet des droits de pontonage (19 juin 1786, f° 335) ; — enregistrant un mémoire sur les chemins de la vallée de Sault (f° 339) ; — enregistrant le tableau des taxes réclamées par les notaires (f° 341). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet de la réparation des chemins (2 juillet 1786, f° 363). — Assemblée extraordinaire des élus et co-élus des trois États (7 août 1786,

fo 368). — Délibérations de ladite assemblée : au sujet d'une augmentation du prix du sel réclamée par les fermiers généraux (7 août 1786, fo 369). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : enregistrant une délibération du consul de la communauté de Carpentras relative à la vente du sel, du 15 août 1786 (18 août 1786, fo 379) ; — concernant une réclamation de l'entrepreneur du chemin de Bollène à Suze et à Rochegude et dans le haut et le bas Comtat (18 août 1786, fo 388) ; — enregistrant une délibération de la communauté de Mazan du 23 juillet 1786, au sujet de la direction du chemin allant de Carpentras à la vallée de Sault (18 août 1786, fo 393) ; — enregistrant un mémoire de la communauté de Mazan au même sujet (fo 409) ; — enregistrant une transaction passée entre les États du pays et les recteurs de l'œuvre de la Miséricorde chargée de l'administration de l'hôpital des insensés de la province du Comtat et de la ville d'Avignon (du 11 avril 1786, fo 416) ; — au sujet des travaux du marquis de Seytres-Caumont, relatifs au privilège de régnicole du royaume de France (9 octobre 1786, fo 433). — Assemblée extraordinaire des élus et co-élus des États, syndic et procureur général de la province du Comtat-Venaissin (19 octobre 1786, fo 448). — Délibérations de l'assemblée ordinaire : au sujet de l'élargissement du chemin d'Aubignan (14 décembre 1786, fo 459) ; — concernant les conférences ayant eu lieu à Avignon entre les députés des États et le vice-légat pour l'affaire du sel (14 décembre 1786, fo 466) ; — enregistrant un mémoire des États au pape, au sujet du prix du sel et de l'exécution du concordat passé entre Clément XII et Louis XV, roi de France (fo 467) ; — enregistrant une lettre du sieur Célestini, agent du pays à Rome, au sujet du dépôt des bâtards à l'hôpital de Carpentras (fo 500) ; — concernant les réparations de la grande route de Lyon en Provence, dans le territoire de Piolenc (5 janvier 1787, fo 509) ; — concernant les réparations faites par la Chartreuse de Bompas, au bord de la Durance, sur le grand chemin tendant de Cavaillon à Avignon (5 janvier 1787, fo 514). — Assemblée extraordinaire des élus et co-élus des États, syndic et procureur général de la province (16 janvier 1787, fo 520). — Délibérations de ladite assemblée : au sujet de la vente du sel (16 janvier 1787, fo 522) ; — concernant les réparations du chemin de Cavaillon à Avignon (16 janvier 1787, fo 525). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : concernant une demande d'augmentation de péage faite par la maréchaussée du Comtat et d'Avignon (17 janvier 1787, fo 532) ; — demandant que le concordat de 1734 sur le sel soit exécuté et que le prix ne soit point augmenté dans le Comtat (3 février 1787, fo 533) ; — concernant la demande d'une ordonnance au vice-légat pour indemniser le pays des dommages que les troupeaux de la ville d'Arles, traversant le Comtat, occasionnent aux terres de plusieurs communautés (3 février 1787, fo 540) ; — concernant la

vente du sel (29 mars 1787, fo 548) ; — enregistrant un mémoire du syndic concernant les réparations des chemins (fo 550) ; — enregistrant des lettres de l'abbé Jourdan, chanoine de St-Louis au Louvre au sujet de la vente du sel (29 mars 1787, fo 586) ; — au sujet des réparations du chemin de Bollène à Rochegude (15 avril 1787, fo 594) ; — au sujet de la réparation des chemins de Cavaillon à Avignon longe par la Durance dans le territoire de Caumont (18 avril 1787, fo 597). — Assemblée générale des élus, syndic et procureur général des trois États et des consuls des dix-neuf communautés adjointes aux élus du Tiers-État (24 avril 1787, fo 605). — Délibérations de ladite assemblée : au sujet des prétentions du marquis de Caumont sur une partie du territoire de la communauté de Sarrians (24 avril 1787, fo 609) ; — concernant les difficultés soulevées sur la transaction passée entre les États et l'œuvre de la Miséricorde d'Avignon, chargée du soin des insensés (24 avril 1787, fo 612) ; — enregistrant « un projet d'économie pour les finances du » Comtat-Venaissin fondé sur un plan d'administration, sur « la manière de procéder à la construction des chemins et sur » les fonctions et devoirs des officiers du pays » (fo 621) ; — au sujet de la transaction passée entre les États et l'hôpital de la Charité de Carpentras pour l'entretien des enfants trouvés de la province (25 avril 1787, fo 650) ; — concernant un projet de taxe pour les notaires et greffiers civils et criminels (25 avril 1787, fo 655) ; — concernant la mise au concours d'un ouvrage sur une pratique judiciaire uniforme pour tout le pays (25 avril 1787, fo 657) ; — concernant le rejet d'un projet pour l'établissement d'un contrôle pour le papier marqué (25 avril 1787, fo 660) ; — concernant une demande du comte de Rochefort, recteur de l'hôpital des insensés d'Avignon et prescrivant de donner les meilleures raisons pour conserver aux parents la liberté de pouvoir soigner leur parents insensés à domicile (27 avril 1787, fo 666) ; — nommant noble Joseph-Pierre-Bernard-Elzéar Collet syndic et procureur général des trois États pour trois ans (27 avril 1787, fo 671) ; — nommant noble Jean-Pierre Pons, docteur ès-droits, trésorier général de la province (27 avril 1787, fo 671) ; — nommant Rolland Devillario, notaire, secrétaire général de la province pour trois ans (27 avril 1787, fo 671). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : enregistrant la protestation de noble François-Régis-Joseph-Charles Cottier, premier consul de Carpentras, contre la qualification d'écu de la noblesse prise par l'écu des seigneurs feudataires (10 mai 1787, fo 677) ; — concernant la construction d'un chemin par la province de Provence sur le territoire de Bonnieux (31 mai 1787, fo 707) ; — concernant la prime de 12 livres accordée pour la destruction des loups et celle de 6 livres pour la destruction des louveteaux (11 juin 1787, fo 712). — Assemblée générale extraordinaire des sei-

gneurs élus et des seigneurs feudataires du Pape (6 juillet 1787, f° 722). — Délibérations de ladite assemblée au sujet du choix de Charles-François, marquis de Guillhem de Clermont-Lodève, chevalier, citoyen d'Avignon, pour conseiller de l'Élu (6 juillet 1787, f° 722) ; — concernant la protestation du sieur Cottier, premier consul de Carpentras, contre la qualification d'Élu de la noblesse prise par le baron de Rivette (6 juillet 1787, f° 725) ; — concernant la division et la subdivision des fiefs (6 juillet 1787, f° 732). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : au sujet des difficultés faites à Rome pour homologuer la transaction passée entre les États et l'hôpital des insensés d'Avignon (8 juillet 1787, f° 754) ; — au sujet des vexations des préposés de la ferme générale, à cause des marchandises par eux achetées à la foire de Beaucaire et transportées dans le Comtat (3 août 1787, f° 776). — Assemblée extraordinaire des élus et co-élus des trois États, syndic et procureur général (8 août 1787, f° 782). — Délibérations de ladite assemblée au sujet des entraves apportées au commerce du pays par les fermiers généraux (8 août 1787, f° 783) ; — concernant un mémoire adressé à Rome par les consuls de Carpentras et réclamant un nouveau plan d'administration (8 août 1787, f° 797) ; — enregistrant un mémoire des négociants de Carpentras au sujet des vexations des fermiers généraux (8 août 1787, f° 806) ; — enregistrant un état des marchandises qui s'expédient de Carpentras en France (f° 817). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : concernant l'augmentation de paie réclamée par la maréchaussée (11 août 1787, f° 819) ; — concernant la construction de chemins sur le territoire de Bonnieux (11 août 1777, f° 824) ; — concernant une demande d'augmentation de solde faite par la maréchaussée (13 septembre 1787, f° 831) ; — concernant les chemins de Caromb (13 septembre 1787, f° 837) ; — concernant le paiement des appointements du sieur Mingault, médecin-vétérinaire (13 septembre 1787, f° 841) ; — enregistrant une lettre de Mgr Casoni, vice-légat d'Avignon du 17 septembre 1787, relative à un emprunt de six cent mille livres que la province a délibéré pour la construction et la réparation des grands chemins (29 septembre 1787, f° 843) ; — concernant le chemin des carrières de Caromb (29 septembre 1787, f° 851) ; — concernant la vérification des chemins du Comtat (27 octobre 1787, f° 860) ; — pour la reconnaissance des ouvrages de construction du pont de Sainte-Anne sur le grand chemin de Carpentras à Avignon (27 octobre 1787, f° 867). — Assemblée générale des élus, procureur général et syndic pour assister à la lecture et à la publication du bref de Christophe Pierrachi nommé recteur du Comtat-Venaissin (28 novembre 1787, f° 873). — Délibération de ladite assemblée concernant l'établissement d'un dépôt d'archives publiques et pour supplier le cardinal ministre de n'adopter aucun projet sans avoir entendu les observations de la province (28

novembre 1787, f° 880). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : enregistrant une lettre du directeur des postes demandant des réparations à la grande route de Lyon à Marseille dans le territoire de Lapalud et de Bollène (1^{er} décembre 1787, f° 883) ; — concernant l'affaire du sel et le commerce des habitants de la province avec la ville d'Avignon (1^{er} décembre 1787, f° 891) ; — au sujet des réparations à faire au chemin de Caromb (1^{er} décembre 1787, f° 902) ; — concernant les acquisitions de mainmortes et le tribunal de la conservation (19 janvier 1788, f° 913) ; — enregistrant une lettre du consul de L'Isle sur le mauvais état du chemin dudit lieu depuis le pont de Bouigas jusqu'à la Croix des Masques (19 janvier 1788, f° 917) ; — concernant la continuation d'un chemin de Camaret à Orange (19 janvier 1788, f° 927) ; — concernant la vente du sel (1^{er} mars 1788, f° 936) ; — concernant les chemins de Vaison (1^{er} mars 1788, f° 944) ; — concernant la réception de douze enfants trouvés exposés à l'hôpital de Carpentras (1^{er} mars 1788, f° 945) ; — concernant la fourniture du sel dans le Comtat (5 avril 1788, f° 951) ; — concernant les réparations de la grande route de Lyon en Provence dans le territoire de Bédarrides (5 avril 1788, f° 956) ; — concernant le paiement de 400 livres de pension au sieur Maingault, vétérinaire (9 avril 1788, f° 962). — Assemblée générale des élus, syndics et procureur général des trois États et des consuls des dix-neuf communautés adjointes aux élus du Tiers-État (22 avril 1788, f° 970). — Délibérations de ladite assemblée : au sujet d'une demande de la maréchaussée en augmentation de solde (22 avril 1788, f° 974) ; — concernant un mémoire sur la pratique judiciaire dans la province (22 avril 1788, f° 979) ; — concernant la situation financière de la province (f° 988) ; — concernant la vente et la distribution du sel dans le Comtat (23 avril 1788, f° 1013) ; — concernant la discussion du sieur Barbud, entrepreneur, de Bollène, contre les riverains (23 avril 1788, f° 1017) ; — concernant l'ouvrage du sieur Cottier, premier consul de Carpentras, sur les *Recteurs du Comtat-Venaissin*, enregistrant l'adresse aux États (23 avril 1788, f° 1022) ; — concernant le projet de réduction des charges des notaires (24 avril 1788, f° 1026) ; — enregistrant un mémoire de la maréchaussée (f° 1033) ; — enregistrant un rapport sur le pont construit sur le fuyant du moulin de M. de Garcin à L'Isle (f° 1036) ; — enregistrant une requête du sieur Barbud, facteur du chemin de Bollène (f° 1040) ; — enregistrant un état des journées faites par hommes et tombereaux pour la construction des réparations au chemin de Marseille pour le compte de la province (f° 1050) ; — enregistrant un mémoire des négociants des baronnies limitrophes du Comtat au sujet du commerce respectif des deux provinces du Dauphiné et du Comtat (f° 1064) ; — enregistrant un état des affaires que la province a en cour de Rome (f° 1066) ; — enregistrant un mémoire

des États au sujet de l'établissement d'archives publiques (f° 108) ; etc.

C. 46. (Registre.) — In-folio, 583 feuillets, papier.

1788-1790. — Délibérations des États du Comtat. — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : députant le sieur de Raoulx, second consul de Carpentras, pour assister à la revue de la maréchaussée, la veille de la Fête Dieu, à Avignon (20 mai 1788, f° 2) ; — concernant le paiement des deux médailles d'or attribuées aux sieurs Bernardi, de Monieux, et Raphel, avocats, auteurs des deux mémoires sur la pratique judiciaire qui ont remporté le prix décerné par l'assemblée générale (20 mai 1788, f° 12) ; — concernant le projet d'établissement d'archives publiques (20 mai 1788, f° 21) ; — concernant l'hôpital des insensés d'Avignon (7 juin 1788, f° 24) ; — au sujet de la dépense du chemin de Camaret à Orange (7 juin 1788, f° 34) ; — enregistrant une lettre du comte de Raxi-Flassan, pour la réparation du chemin de Bédoin (14 juin 1788, f° 45) ; — concernant le projet de création d'archives publiques (5 juillet 1788, f° 52) ; — concernant la réparation à faire au pont Julien, sur la rivière du Caulon au territoire de Bonnieux, « et ce afin de prévenir la chute du dit pont » (5 juillet 1788, f° 56) ; — rejetant le projet de création d'archives publiques « comme nuisible et onéreux aux habitants de cette province » (5 juillet 1788, f° 65) ; — concernant les réparations à faire au chemin de l'Isle au Thor (16 août 1788, f° 74) ; — concernant les réparations de la grande route de Lyon en Provence, au territoire de Bédarrides (6 septembre 1788, f° 82) ; — protestant contre les entreprises des fermiers généraux, ayant pour but d'établir les gabelles dans le pays (8 novembre 1788, f° 95) ; — enregistrant une lettre du sieur Bonadona, un des agents de la province à Rome, au sujet du projet de création d'archives publiques (8 novembre 1788, f° 109) ; — concernant l'affaire du sel (6 décembre 1788, f° 111) ; — concernant les réparations à faire à la route d'Orange à Avignon (6 décembre 1788, f° 118) ; — concernant les réparations à faire au chemin de Mazan (6 décembre 1788, f° 134) ; — pour la convocation d'une assemblée extraordinaire des États (25 janvier 1789, f° 136) ; — enregistrant le rapport du sieur Teissier sur la reconnaissance du chemin de Bonnieux à Apt, depuis le moulin du Feu, jusqu'à la chapelle de Saint-Victor (25 janvier 1789, f° 137). — Assemblée extraordinaire des élus et co-élus des trois États, syndic et procureur général de la province (29 janvier 1789, f° 145). — Délibérations de ladite assemblée : au sujet du dénombrement général de la population de la province (25 janvier 1789, f° 147) ; — concernant l'affaire du sel (25 janvier 1789, f° 150) ; — concernant le chemin de Bonnieux à Aix (25 janvier

VAUCLUSE. — SÉRIE C.

1789, f° 151). — enregistrant une délibération de Philippe Casoni, vice-légat d'Avignon, approuvant un syndicat formé par le baron de Rivette, élu de la noblesse, Terris, consul, Amourdedieu fils, de Sollier, d'Artaud, Jouffret, Gauthier, d'Ansime, de Mézière de la Crougnie et autres habitants de Bonnieux, pour la construction de la route de Bonnieux à Lombrun (25 janvier 1789, f° 159). — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : enregistrant un mémoire rédigé par le syndic, sur l'affaire du sel et du dénombrement de la population (1^{er} février 1789, f° 167) ; — pour la réparation du chemin des carrières de pierres à Caromb (7 mars 1789, f° 186) ; — au sujet des troubles ayant eu lieu à Carpentras, occasionnés par la cherté et la disette des grains et chargeant le syndic de se rendre à Avignon, près du vice-légat pour lui faire connaître les troubles arrivés dans la ville et ceux pouvant naître dans les autres villes de la province et pour lui demander les moyens les plus prompts et les plus efficaces pour l'approvisionnement du pays (28 mars 1789, f° 189) ; — demandant au vice-légat d'empêcher l'exportation des blés (28 mars 1789, f° 192) ; — enregistrant le compte rendu de la visite faite au vice légat d'Avignon, par M. de l'Épine, élu de la noblesse, et le syndic du pays, pour l'entretenir de la cherté des vivres et de la disette du blé (31 mars 1789, f° 193) ; — enregistrant le compte rendu du syndic de son voyage à Camaret pour y recevoir des blés (1^{er} avril 1789, f° 197). — Délibération de l'assemblée ordinaire du pays : de siéger en permanence et de ne se séparer que quand le calme serait parfaitement rétabli dans la province, de faire toutes les dépenses nécessaires et de prendre les moyens les plus efficaces pour se procurer instantanément des grains (1^{er} avril 1789, f° 200) ; — pour l'approvisionnement des diverses communautés du Comtat au sujet de la disette des blés (f° 204) ; — enregistrant une lettre de Philippe Casoni, vice-légat d'Avignon, du 7 avril 1789, déclarant qu'il serait bon que les administrateurs d'Avignon et du Comtat s'entendissent pour les achats de blé (f° 212) ; — enregistrant des arrêtés du bureau d'administration de la ville de Carpentras pour la distribution des blés aux communautés (f° 218) ; — enregistrant le rapport sur la reddition des comptes de noble Jean-Pierre Pons, docteur-ès-droits, trésorier général des trois États de la province (f° 222). — Assemblée générale des élus, syndic et procureur général des trois États de la province et des consuls des dix-neuf communautés adjointes aux élus du Tiers-État (15 avril 1789, f° 229). — Délibérations de ladite assemblée : au sujet de la réparation de l'église de Savoillan (16 avril 1789, f° 232) ; — au sujet de la révision de la traduction des *Statuts du Comtat* faite par l'abbé de St-Véran par le sieur Romette (16 avril 1789, f° 236) ; — enregistrant le compte rendu de l'état financier du pays (f° 244) ; — enre-

gistrant le compte rendu du syndic sur l'affaire de distribution et de vente du sel (f° 257) ; — accordant une somme de 300 livres à Marguerite Althen, fille de feu Jean Althen, « persan d'origine et introducteur des cultures de la garance » dans cette province, « compassant l'état de pauvreté de ladite Marguerite Althen et en vue encore des services que feu son père a su rendre aux habitants de ce pays (17 avril 1789, f° 257) ; — enregistrant le compte rendu du syndic, des séances de l'assemblée ordinaire pendant les troubles occasionnés par la disette des grains (f° 262) ; — décidant de suspendre, pendant quelques temps, l'impression qu'on avait résolu de faire du journal des séances de l'assemblée ordinaire pendant les troubles occasionnés par la disette des grains (17 avril 1789, f° 278) ; — fixant au mois de mai de chaque année l'assemblée générale des élus des États (17 avril 1789, f° 283) ; — concernant la rédaction d'une nouvelle pratique judiciaire (17 avril 1789, f° 289) ; — concernant la prochaine tenue des États-Généraux en France et la nomination d'un agent à Paris pour défendre, à l'occasion, les franchises et libertés de la province (17 avril 1789, f° 291) ; — enregistrant le mémoire de Marguerite Althen, fille de Jean Althen, sollicitant un secours des États (f° 294) ; — enregistrant un **mémoire** sur les moyens à prendre pour protéger les oliviers contre les troupeaux (f° 311) ; — Délibérations de l'assemblée ordinaire du pays : nommant le sieur Ducros, prêtre, ancien principal du collège de Carpentras, pour suivre les délibérations des États-Généraux de France, « dans tout ce qui « concernera et aura rapport à cette province, à sa position et « à tous les droits et privilèges, dont elle jouit en sa qualité « de regnicole du royaume » (24 avril 1789, f° 310) ; — au sujet des blés que Sa Sainteté envoie d'Italie pour le Comtat et pour Avignon (20 mai 1789, f° 327) ; — enregistrant une lettre de l'abbé Ducros, acceptant d'être le mandataire des États pour surveiller, aux États-Généraux de France, tout ce qui pourra intéresser la province (20 mai 1789, f° 333). — Assemblée générale des trois États et des consuls des dix-neuf communautés adjointes aux élus du Tiers-État (26 mai 1789, f° 335). — Délibérations de la dite assemblée : enregistrant un rapport du syndic sur l'envoi de blés d'Italie pour subvenir aux besoins du pays (f° 343) ; — confirmant, dans leurs charges, pour trois années les sieurs Collet, syndic, Pons, trésorier, et Devillario, secrétaire des États de la province (26 mai 1789, f° 356) ; — au sujet des blés distribués pour l'approvisionnement du pays (26 mai 1789, f° 381) ; — concernant la députation à envoyer à Paris pour veiller tant au droit du souverain qu'au maintien des privilèges du pays (19 juillet 1789, f° 391) ; — enregistrant les lettres du sieur Céléstini, agent du pays, à Rome (f° 400) ; — chargeant le syndic de se procurer tous les renseignements nécessaires

sur les travaux de l'Assemblée Nationale de France : « Considérant que l'Assemblée Nationale de France, composée de l'élite des personnes éclairées de ce royaume devant s'occuper de la constitution et organisation des assemblées provinciales, fournira à cette province un modèle de réformation qui ne pourra lui être que très utile » (8 août 1789, f° 412). — Assemblée extraordinaire des élus, syndic et procureur général des trois États (1^{er} septembre 1789, f° 421). — Délibération de ladite assemblée : « Considérant que le vœu « public paraît être que la province s'occupe du moyen d'a- « méliorer la constitution en suivant le projet auquel « elle se livra depuis l'année 1786 et de parvenir à une « représentation plus égale des communautés et que le « désir public paraît avoir pour objet une convocation « des États-Généraux de la province, ont conclu de convo- « quer, pour le lundi, quatorze du présent mois de septembre, « l'Assemblée Générale des États du Comtat » (1^{er} septembre 1789, f° 422). — Assemblée générale des élus, syndic et procureur général des trois États et des consuls des dix-neuf communautés adjointes aux élus du Tiers-État (14 septembre 1789, f° 438). — Délibérations de la dite assemblée « de supplier « Notre Très-Saint-Père le Pape de permettre le plus tôt « possible la convocation des États-Généraux, qui sont « l'assemblée générale des trois États de cette province du « Comtat-Venaissin » (f° 441) ; — nommant le marquis de l'Épine, élu de la noblesse, le premier consul de Carpentras, M. de Gerente, député du premier consul de Pernes, M. de la Paillonne, député de la communauté de Sérignan ; l'abbé Mathei pour dresser un plan de convocation des États-Généraux (f° 441) ; — décidant d'envoyer au vice-légat une protestation contre « plusieurs journaux et gazettes qui ont « calomnié les sentiments de fidélité des habitants de la « province envers Notre Très-Saint-Père le Pape, notre « Auguste Souverain » (14 septembre 1789, f° 441) ; — enregistrant les délibérations des seigneurs feudataires des communautés de Pernes, de Sérignan, de Cabrières, de Lagnes, de Carpentras, au sujet du projet de convocation des États-Généraux (f° 444) ; — enregistrant une lettre du vice-légat, du 19 septembre 1789, au sujet des délibérations de l'assemblée extraordinaire des élus (22 septembre 1789, f° 456). — Assemblée générale des élus, syndic, procureur général des trois États et des consuls des dix-neuf communautés adjointes aux élus du Tiers-État (25 septembre 1789, f° 460). — Délibérations de ladite assemblée : enregistrant une protestation du conseil de la ville de Carpentras, contre cette assemblée du 20 septembre 1789 (f° 463) ; — au sujet de la vente des blés (f° 465) ; — enregistrant les délibérations des communautés de L'Isle, Bollène, Ménerbes, au sujet du projet de convocation des États-Généraux (f° 467) ; —

enregistrant la teneur du règlement élaboré pour la convocation des États-Généraux de la province (f° 469) ; — enregistrant un projet de lettres de convocation à adresser par le vice-légat d'Avignon à l'évêque de Carpentras, à l'élu de la noblesse et aux juges des trois judicatures (f° 475) ; — délibérant de demander au Pape un bref pour la convocation des États-Généraux (25 septembre 1789, f° 477) ; — enregistrant une lettre de l'abbé Ducros, du 8 septembre 1789, annonçant aux États que les ministres de France ne considèrent pas les habitants du Comtat comme étrangers en ce qui concerne la prohibition d'exportation des grains hors du royaume (f° 482) ; — enregistrant le tableau de la députation des communautés du Comtat dressé d'après l'aperçu de la population (25 septembre 1789, f° 483) ; — enregistrant la formule du mandat à donner aux électeurs (f° 484) ; — enregistrant la formule du serment à prêter par les députés (f° 485) — Délibérations de l'assemblée ordinaire : enregistrant des lettres des États du Dauphiné à la commission intermédiaire de Provence, à celle de la principauté d'Orange, aux communautés du Pont-St-Esprit, d'Apt et de Sault, au sujet de la libre circulation des grains (f° 496) ; — enregistrant une lettre du sieur Célestini, agent du pays à Rome, au sujet de l'envoi de blés destinés au Comtat du 30 septembre 1789, f° 499) ; — enregistrant une lettre de Philippe Casoni, vice-légat, du 30 octobre 1789 au sieur Raphel, premier consul de Carpentras, assurant les États de la joie que le Pape a éprouvée de l'expression de respect et de soumission des États (f° 503) ; — enregistrant une lettre des États, du 4 novembre 1789, au cardinal Zélada, nommé ministre, pour le féliciter (f° 510). — Assemblée générale des élus, syndic et procureur général des trois États et des consuls des dix-neuf communautés adjointes aux élus du Tiers-État (10 mars 1790, f° 517). — Délibérations de ladite assemblée : au sujet de la motion faite par M. Bouche, député de Provence (10 mars 1790, f° 523) ; — enregistrant le bref du Pape Pie VI, du 24 février 1790, refusant la convocation des États-Généraux et nommant l'évêque de Vaison, le marquis de l'Epine, le baron de Ste-Croix, les sieurs de Vigne, de Rey, de Gérénte, de Guillermier, de la Paillonne, l'évêque de Carpentras, le recteur et le syndic pour rechercher les réformes à opérer (f° 527) ; — décidant de demander au vice-légat de permettre provisoirement et attendu l'urgence d'appeler à l'assemblée générale ordinaire de la province un consul ou député de chaque communauté non représentée, pour entendre la lecture du bref du Pape, en prendre communication et donner leur avis (10 mars 1790, f° 528) ; — enregistrant une lettre du vice-légat d'Avignon, du 11 mars 1790, autorisant cette demande (f° 529) ; — fixant au 23 mars suivant l'assemblée des communautés (11 mars 1790, f° 530) ; — enregistrant les discours du sieur

Raphel, premier consul de Carpentras, et celui du marquis de Lavalette, colonel de la milice citoyenne de Carpentras, aux États assemblés (23 mars 1790, f° 531). — enregistrant un discours de M. de Gérénte, au nom du comité dont il est membre (f° 532) ; — enregistrant une lettre du syndic au vice-légat du 16 mars 1790, au sujet de la réunion projetée d'Avignon à la province du Comtat-Venaissin (f° 541). — concernant la réunion au Comtat-Venaissin des communautés de Bédarrides, Galagne et Châteauneuf-Calemier (23 mars 1790, f° 545) ; — délibérant, sur l'avis que dans plusieurs lieux le peuple se livrait à des excès dangereux, d'envoyer une adresse aux citoyens de la province pour les inviter à la concorde et à la paix (f° 548) ; — demandant au Pape de retirer son bref du 24 février 1790 et députant près le vice-légat, le grand vicaire de l'évêché de Vaison, l'élu de la noblesse, le sieur Félix, premier consul de L'Isle, les sieurs de Rey, membre du comité, de Nally, consul de La Palud, Pastour, député d'Entraigues, Maison, consul de St-Saturnin, Mazet, député de Lagnes, Coste, député de Camaret, Moulin, consul de Ménerbes, Faucon, député de Sarrians et Crozet, député de Saumanes, pour lui demander la permission de convoquer, sans retard, les assemblées primaires devant procéder à la nomination des électeurs et ceux-ci à la rédaction des cahiers et au choix des députés, afin que l'ouverture des États-Généraux ait lieu le 17 mai prochain (23 novembre 1790, f° 550) ; — enregistrant la lettre des États au Pape pour lui demander de retirer son bref (f° 550) ; — donnant au comité nommé charge de prendre tous les moyens pour maintenir le bon ordre et la tranquillité du pays, de surseoir à tous changements dans les municipalités jusqu'à leur nouvelle organisation (f° 552) ; — enregistrant une lettre du vice-légat aux États demandant quel mode ils entendent suivre pour la convocation des assemblées et leur prescrivant de le lui adresser (24 mars 1790, f° 552) ; déclarant que le mode de convocation des assemblées serait celui arrêté, le 25 septembre 1789, et qu'ils ne se sépareraient pas avant d'avoir obtenu la convocation par eux demandée (24 mars 1790, f° 553) ; — enregistrant les discours de MM. Benoit de la Paillonne et le baron de Sainte-Croix, membres du Comité, sur l'abolition des titres de noblesse et l'abolition de tout privilège existant entre le premier et le second ordre (24 mars 1790, f° 553) ; — déclarant que, selon le plan de convocation adopté dans l'assemblée du 25 septembre 1789, quinze députés du clergé et quinze des seigneurs feudataires « seront admis dans l'assemblée générale prochaine, sans « qu'on puisse inférer de cette admission qu'il existe une « distinction entre ces ordres, moins encore qu'on prétend « conserver cette distinction : mais au contraire, à l'instant « même où l'assemblée sera formée, les députés du clergé et « des feudataires seront, tant pour la séance que pour les

« suffrages, confondus avec les députés des communes et tous réunis ne formeront qu'une assemblée des représentants des citoyens de la province » (f° 555) ; — enregistrant le mode de convocation des assemblées et un projet de règlement (1774) ; — enregistrant le rapport du comité de la province sur le projet de la réunion de la ville d'Avignon au Comtat-Venaissin et renvoyant à l'assemblée générale des représentants de la province pour consommer le traité de cette réunion (1774) ; — enregistrant le tableau de la députation des communautés d'après la population (1774) ; — enregistrant un discours du baron de Sainte-Croix sur la nécessité de la prompte convocation des États Généraux et un plan de réformes, dont l'assemblée vote l'impression et l'envoi dans toutes les communautés (f° 571) ; — enregistrant une lettre du vice-légal, du 25 mars 1790, accordant la permission de convoquer les assemblées primaires et spécifiant que tout ce qui sera délibéré n'aura de valeur qu'autant qu'il plaira à Sa Sainteté de permettre la tenue des États Généraux (f° 572) ; — décidant que la convocation des assemblées primaires aura lieu le 12 avril prochain (25 mars 1790, f° 574) ; — nommant une commission intermédiaire, que l'assemblée investit de tous les pouvoirs jusqu'à l'ouverture des États-Généraux (25 mars 1790, f° 574) ; — enregistrant un discours de M. de Géroente, membre de la commission intermédiaire (f° 581) ; — etc.

C. 47. (Liasse.) — 121 pièces, papier.

1511-1773. — Assemblée des États du Comtat-Venaissin. — Minutes des délibérations. — Délibérations des États au sujet du paiement des dépenses occasionnées par les hommes d'armes (22 novembre 1547) ; — au sujet de l'assiette des tailles (1565). — Sommaire des délibérations des États du pays de 1672 à 1687. — Sommaire des délibérations des États du pays en 1720. — Minutes des délibérations de l'assemblée du pays (11 septembre 1762) ; — minutes des délibérations des assemblées du pays en 1763 et en 1764. — Brouillards et minutes des délibérations des assemblées du pays, en 1765, 1768, 1769, 1770, 1771, 1772 et 1773.

C. 48. (Liasse.) — 134 pièces, papier.

1774-1799. — Assemblées des États du Comtat-Venaissin. — Minutes des délibérations des États du Comtat-Venaissin et pièces à l'appui de ces délibérations : au sujet de la quantité du sel devant être fournie aux habitants de la province (1774) ; — au sujet de l'impôt exigé par les fermiers généraux de France, sur les imprimés sortant des imprimeries et des imprimeurs d'Avignon et du Comtat-

Venaissin (6 mai 1774) ; — au sujet du mauvais état des chemins allant de Bollène à la grande route de Lyon en Provence (6 février 1774) ; — au sujet d'une lettre à adresser aux ministres de France pour l'avènement de Louis XV (17 février 1775) ; — au sujet de la suppression des sénéchaussées et du rétablissement des tribunaux et juridictions y existant avant le mois de juin 1768 (23 février 1776) ; — au sujet de félicitations adressées par les États au pape Pie VI, sur son élévation au Pontificat (2 mars 1776) ; — au sujet des réparations à faire au bord du Rhône à Mornas (2 mai 1779) ; — au sujet du portrait de Pie VI, envoyé aux États du Comtat-Venaissin (30 août 1779) ; — au sujet des vexations et des entraves que les préposés des fermes aux bureaux voisins du Comtat et de la ville d'Avignon mettent au commerce des habitants du dit pays (8 janvier 1780). — Délibération du 27 avril 1780 approuvant les dépenses faites pour l'inauguration du portrait de Sa Sainteté, approuvant les projets de tapisserie, de musique d'illuminations et de feux d'artifices, ainsi que la décoration de la grande salle du palais épiscopal où se trouve placé le portrait du Pape (27 avril 1780) ; — au sujet de la nourriture et de l'entretien des bâtards de la province ou dans l'hôpital de Carpentras ou dans tout autre lieu choisi à cet effet (1781) ; — au sujet du traitement des insensés (26 avril 1782) ; — concernant l'interdiction de la vente de l'arsenic (1784) ; — concernant les prétentions des fileurs de soie et demandant que les habitants de la province puissent filer la soie et la vendre comme par le passé (4 octobre 1785) ; — au sujet du commerce du sel (1786). — Procuration donnée par Amédée-Jean-François Prosper de Rippert, marquis d'Alausier, seigneur de Novesan, St-Victor de la Coste et Auriac, coseigneur baron de la Garde St-Paréol, premier consul de Bollène, à Jean Pierre, comte de Guillermier, de Bollène, pour assister, en son nom, à la tenue des États à Carpentras (7 août 1787). — Minutes des procès-verbaux de l'assemblée générale des États (15 avril 1789). — Projet de règlement pour la convocation des États de la province et tableau de la députation des communes du Comtat-Venaissin (1789) ; — etc.

C. 49. (Liasse.) — 9 pièces parchemin ; 27 pièces, papier.

1403-1497. — Correspondance des États du Comtat-Venaissin : — Lettre de Pons de Langeac (*Pontius de Langinco*), recteur du Comtat pour le recouvrement d'une taille de 6,000 florins d'or imposée par les États du Comtat, pour conclure la paix avec les bandes armées du seigneur d'Entremont (8 janvier 1403). — Bulle de Martin V à Jean, comte d'Armagnac, l'exhortant à éloigner ses bandes armées des possessions de l'église (1417). — Acceptation par Alphonse

Cariglio des fonctions de légat d'Avignon à lui conférées par le concile de Bale (1432). — Mémoire des États du Comtat-Venaissin au pape Eugène IV, lui dénonçant la conduite de son envoyé Marc Condulmerio et l'informant qu'ils ont choisi Alphonse Cariglio comme recteur (1432). — Autre mémoire des États au pape Eugène IV au même sujet (1432). — Lettre de Roger de Foix, évêque d'Aire et recteur du Comtat-Venaissin aux juges, viguiers, châtelains et bailes du Comtat-Venaissin au sujet de la perception des tailles (26 février 1435). — Lettres du même recteur pour la convocation des États du Comtat-Venaissin, à cause des bandes de routiers existant dans le Bordelais et menaçant le Languedoc et qui pourraient envahir la province (2 octobre 1438). — Bref de Pie II aux élus du Comté-Venaissin les exhortant à être fidèles et obéissants aux ordres du recteur et les avertissant qu'il a suspendu la bulle du vintain (22 août 1459). — Lettres de Charles VII, roi de France aux États du Comté-Venaissin pour les assurer de sa protection. — Bref de Pie II aux élus du Comté-Venaissin leur annonçant sa résolution d'aller combattre les Turcs et leur demandant une contribution (14 décembre 1463). — Bref du même acceptant l'offre de trois mille ducats à lui faite par les États pour subvenir aux dépenses de la guerre contre les Turcs (1^{er} avril 1464). — Bref de Paul II aux États leur enjoignant de payer au plus tôt, ce qui est dû aux Boucicaut (2 octobre 1466). — Lettre de Louis XI, roi de France, aux États du Comtat-Venaissin leur annonçant qu'il a écrit au Pape pour procurer la légation d'Avignon à Charles de Bourbon, archevêque de Lyon et leur demandant de faire intervenir, en sa faveur, leur ambassadeur près du Pape Mehun-sur-Loire (10 octobre 1472). — Bref de Sixte IV aux États du Comtat, leur annonçant qu'il a chargé le légat d'Avignon d'examiner les demandes qu'ils lui ont adressées (31 mars 1476). — Bulle de Sixte IV à Barthélemy, évêque de Nice, le chargeant d'informer contre des marchands florentins qui s'étaient soulevés dans le Comtat-Venaissin (1478). — Bref de Sixte IV aux États du Comtat les absolvant des peines par eux encourues pour avoir fait des présents aux légats, gouverneurs, recteurs et autres officiers au mépris de la bulle de Paul II (8 mai 1480). — Lettre du recteur du Comtat-Venaissin aux États du pays les avertissant du passage prochain du cardinal de Lorraine à Avignon pour aller à Narbonne, là où se fera le traitement de la paix entre le Roi et l'Empereur, etc.

C. 50 (Liasse). — 8 pièces, parchemin; 41 pièces, papier.

1519-1597 — Correspondance des États du Comtat-Venaissin : — Lettre de Pierre Aastay, juge de la Cour commune de St-André et Villeneuve-lès-Avignon aux États

du Comtat Venaissin au sujet de l'exemption de tailles et représailles accordée par les rois de France, Louis XI et François I^{er}, aux habitants d'Avignon et du Comtat Venaissin (28 mars 1519). — Bref de Clément VII aux évêques de Carpentras et autres villes du Comtat Venaissin, les avertissant qu'il a écrit au roi de France pour lui recommander le pays dans le cas où ses troupes viendraient à y passer (16 août 1524). — Bref de Paul IV au recteur et autres magistrats du Comtat-Venaissin, leur annonçant qu'il a pourvu Fabrice Serbelloni, de la charge de général des armées dans le pays (10 octobre 1561). — Supplique présentée par les États du pays au Pape demandant qu'il soit défendu aux juifs d'user de censure contre les chrétiens et décision conforme (11 mai 1561). — Lettre d'Honoré de Tournon aux élus des États les assurant de sa protection (Aix 22 mai 1561). — Bref de Pie V, à Catherine de Médicis, reine de France, au sujet du privilège de la foraine accordé aux habitants d'Avignon et du Comtat-Venaissin (7 juillet 1569). — Bref du Pape Pie V à Charles IX, roi de France, lui recommandant les habitants d'Avignon et du Comtat-Venaissin, au sujet de la foraine (7 juillet 1569). — Bref du pape Pie V au cardinal de Lorraine pour le même objet, (7 juillet 1569). — Bref de Pie V au cardinal Charles de Bourbon, légat d'Avignon, pour le même objet (7 juillet 1569). — Bref du pape Pie V, à l'assemblée des élus du Comtat-Venaissin au sujet de la prise de Nîmes par les Huguenots et de la nécessité de tenir le pays en état de défense (11 décembre 1569). — Lettre de T. des Bertons aux élus et députés du Comté-Venaissin au sujet d'une demande par eux faite au Conseil du Roi (27 avril 1579). — Ordonnance de Dominique Grimaldi, recteur du Comté-Venaissin prescrivant aux communautés de dresser un état de leurs dettes (20 mars 1579). — Délibération des élus des trois États au sujet de la répartition des dépenses des États (1^{er} septembre 1594). — Permission accordée par Henri IV, roi de France, aux habitants du Comtat-Venaissin de transporter jusqu'à la quantité de cinq cents charges de blé des provinces de Languedoc, Provence et Dauphiné, « le « dict pays et Comté-de-Venaissin estant à présent des- « garny de blé, tant à cause de la stérilité qui a esté au « dict pays les années passées que pour le passage de nos « gens de guerre » (11 mars 1597); — etc.

C. 51. Liasse. — 29 pièces, papier.

1613-1699. — Correspondance aux États du Comtat-Venaissin. — Lettre de Philippe Philonardi, vice-légat, au sujet des reconnaissances de biens à Caderousse (24 février 1613). — Ordonnance de François de Lanza, vice-légat, prescrivant aux greffiers criminels de Carpentras d'avoir un

livre où ils inscriront toutes les condamnations prononcées contre les personnes ecclésiastiques (1616). — Adresse au Pape par les évêques et tout le clergé séculier du Comtat-Venaissin au sujet du refus des Jésuites de payer les décimes du clergé (1619). — Lettre des élus ordinaires du Tiers-État au sujet de la convocation des États (1623). — Envoi d'un extrait d'un arrêt du Conseil d'État au sujet de l'exemption de toutes les marchandises et denrées sortant du Dauphiné pour aller au Comtat-Venaissin ou en Provence (29 avril 1634). — Lettres de Louis XIV, roi de France, confirmant, au profit des habitants du Comtat-Venaissin, les privilèges à eux accordés pour l'exemption de la foraine (décembre 1644). — Lettre des P. Célestins de Gentilly, près Sorgues, au sujet du bac à trailler du dit lieu (21 décembre 1650). — Lettre du sieur Baculard au sieur Escarlati, secrétaire du vice-légat, au sujet de l'envoi d'un aveugle pour assister, le Jeudi-Saint, à la cérémonie de la Cène (26 mars 1652). — Rapport sur les réparations à faire à une maison que possède la Chambre Apostolique, joignant les prisons, etc.

C. 52. Liasse. — 2 pièces, parchemin ; 99 pièces, papier.

1700-1750. — Correspondance des États du Comtat-Venaissin. — Lettres : du sieur Appais au sujet de la juridiction de Bédoin (21 mars 1700) ; — de Banchieri, vice-légat d'Avignon, aux consuls de Bédoin, au sujet d'achats de blé (7 septembre 1709) ; — de Louis XV, roi de France, aux élus et procureur général des États, les assurant de sa protection (1^{er} octobre 1716) ; — du chevalier d'Inguibert, capitaine commandant des gardes avignonaises à Rome, au sieur Celestini, agent de la province, l'informant que quatre Avignonnais sont admis dans la dite garde (24 février 1719) ; — du sieur de Spinola, ambassadeur de Malte, au sieur de Crozet, avocat à Avignon, au sujet du procès du sieur Mottet (16 février 1724) ; — du sieur Croix au sieur Floret, secrétaire des États du pays, à Carpentras, au sujet de l'imposition de la taille (3 juillet 1728) ; — des élus et procureur général du pays à Mgr Banchieri, vice-légat d'Avignon, au sujet des exigences des fermiers généraux de France, à propos de la plantation du tabac (20 juin 1732) ; — de M. Bondelmonti, vice-légat d'Avignon, au procureur général du pays, au sujet de l'interdiction du commerce de la province de Languedoc, avec la ville d'Avignon et le Comtat-Venaissin (2 janvier 1733) ; — du cardinal de Fleury aux élus des trois États du Comtat-Venaissin, leur faisant connaître les dispositions du Roi, à l'égard du pays : « Le Roy a bien voulu se prester aux « facilités que vous demandés pour la foire de Beaucaire par « la protection dont Sa Majesté honore une province remplie « de tant de sujets distingués attachés à la France » (26 juillet

1733) ; — du sieur Villeneuve, syndic général, convoquant les consuls de Mornas, de Robion, de Visan, à l'assemblée générale du pays (2 août 1737) ; — de Mgr Bondelmonte, vice-légat d'Avignon, à l'évêque de Carpentras, au sujet de l'envoi d'un condamné aux galères à Marseille (5 mai 1737) ; — de Mgr Bondelmonte, vice-légat d'Avignon, au juge de Crillon, au sujet de l'exécution d'une sentence contre un condamné pour vol à la peine du fouet (10 septembre 1733) ; — des élus du pays au Pape au sujet de la prohibition de la plantation du tabac (31 décembre 1740) ; — du sieur Manne, recteur de la confrérie des pénitents noirs de la Miséricorde d'Avignon, au sujet du traité à passer avec les États pour la construction à Avignon d'un asile destiné à recevoir les aliénés d'Avignon et de la province du Comtat-Venaissin (26 juillet et 27 septembre 1741). — Copie dudit traité et supplique des recteurs des Pénitents noirs aux États pour empêcher les abus commis dans certains villages où les consuls refusent d'envoyer les aliénés dans l'asile d'Avignon (22 avril 1741) ; — de Mgr Lescari, vice-légat d'Avignon, au sieur Sibour, procureur-général de la province, pour la réparation du chemin de Carpentras à Entraigues (6 décembre 1742) ; — du même au sujet du chemin de Bonnieux (15 février 1743) ; — du même vice-légat approuvant la délibération de l'assemblée ordinaire de la province pour réparer les dehors de la ville de Carpentras (8 août 1743), — de Mgr Acquaviva, vice-légat d'Avignon, au sujet de la réparation du chemin de Villedieu (21 septembre 1748) ; — du même au sujet de l'établissement de la Maréchaussée (14 novembre 1749) ; — du même au même sujet (septembre 1750), etc.

C. 53. (Liasse.) — 1 pièce, parchemin ; 171 pièces, papier.

1751-1763. — Correspondance des États du Comtat-Venaissin. — Lettres : du sieur de Montaigne d'Entraigues au sujet de la convocation de l'assemblée ordinaire des élus (12 avril 1751) ; — du sieur Celestini, agent du pays à Rome, assurant les États de son dévouement (30 juin 1751) ; — de Mgr Acquaviva, vice-légat d'Avignon au sieur Valoris, procureur général du pays, au sujet du remboursement de sommes à lui dues (26 août 1751) ; — du sieur de Cambis Velleron, élu du pays, au sujet de la coupe des chênes pour la marine française (23 mai 1753) ; — de l'archevêque de Rhodés aux élus du pays au sujet des offres à eux faites par une compagnie pour le recouvrement des fonds et intérêts dus au pays par la Cour de France (16 décembre 1753). — Mémoire apologétique pour noble Philippe-Marie Alançon, ex-juge de la cour ordinaire de Valréas, contre Joseph Fabrier, avocat et procureur général du fisc en la légation d'Avignon (février 1755). — Lettres : du sieur de Sécheltes, contrôleur général des

finances, au vice-légat d'Avignon, au sujet de la route du Dauphiné en Provence, traversant le Comtat-Venaissin (22 juillet 1755) — Attestation du secrétaire général des États déclarant qu'il a été voté, en l'année 1756, une taille de 612 livres sur les seigneurs vassaux, y compris 12 livres sur les nouveaux fiefs, 3 livres sur le fief et marquisat de Campredon, terroir de l'Isle, 3 livres sur le fief et comté de Matleville, terroir de Visan, 3 livres sur le fief et comté de la Canorgue, terroir de Bonnieux (3 avril 1756). — Convention entre les consuls de Valréas et les communautés de l'enclave du haut Comtat avec le sieur Siccari, contrôleur général des fermes du Roi, au sujet du droit de transit de toutes les marchandises et denrées quelconques, pour leur entretien, consommation et aliments de leurs fabriques (16 avril 1756). — Lettres : de Mgr Passionei, vice-légat d'Avignon, au juge de la ville de Carpentras, donnant l'ordre de faire parvenir dans les villes et lieux de son ressort, son ordonnance « à l'occasion des joies qu'on est en coutume de faire courir » dans les villes et lieux du Comtat » (16 juillet 1756). — Bordereau des recettes et dépenses en denrées faites par le sieur Brian, commis à la recette générale du tabac à Avignon du 1^{er} octobre 1756 au 20 août 1757 et par le sieur Duvernay du 20 août 1757 au 30 septembre suivant (28 avril 1758) ; — du sieur Valoris, délégué à Rome aux élus des États, au sujet de l'impôt sur les cartes (14 février 1759) ; — de Mgr Passionei, vice-légat, au sieur Bouteille, trésorier général du Comtat, au sujet des indemnités de terrain, pris pour l'emplacement d'un nouveau chemin d'embranchement dans la province (16 août 1759) ; — de Mgr Passionei, vice-légat, au syndic de la cour ordinaire de Carpentras, l'informant qu'ayant appris que le sieur Abraham, juif de Monteux, étant à Carpentras, pour assister à une fête des juifs, y a été publiquement insulté par les nommés Jacob et Élie, de Cavaillon il lui prescrit de les faire emprisonner pendant trois jours (5 mars 1760) ; — du sieur Tournilhon, ingénieur, au syndic de la province, au sujet du chemin de L'Isle à Velorgue (24 octobre 1762) ; — de M. de Seytres-Caumont, au syndic de la province, au sujet des affaires du pays (26 juillet 1763) ; — du chevalier de Modène, des sieurs de Lopis-Lafare, de Roux, d'Inguibert-Montange, officiers de la compagnie avignonnaise à Rome, au syndic de la province, au sujet du recrutement de leur troupe (18 janvier 1764) ; — des mêmes au même sujet (16 février 1764) ; — du contrôleur général des finances, au marquis de Caumont au sujet du tracé de la grande route de Lyon en Provence, dans sa traversée dans le Comtat d'Orange à Sorgues, par Château-neuf-du-Pape (21 février 1764) ; — du comte de St-Florentin au marquis de Seytres-Caumont, député de la noblesse du Comtat-Venaissin, à Paris, l'informant que le Roi n'a pas jugé à propos de modifier ses lettres patentes

relatives au chapitre St-Victor de Marseille et déclarant les canonicats accessibles à la noblesse d'Avignon et du Comtat-Venaissin (7 mars 1764) ; — de M. de Trudaine au marquis de Caumont, au sujet des travaux de la route de Lyon en Provence, par le Comtat (15 mars 1764) ; — de Mgr Salviati, vice-légat, au juge ordinaire de Carpentras, lui prescrivant de faire appeler les baylons des juifs de la carrière de Carpentras et de leur prescrire de se rendre à Avignon pour y prendre livraison de 50 saumées de blé qui leur a été reparté, en payant dès que le blé sera mesuré (18 mai 1764) ; — de Mgr Salviati, vice-légat d'Avignon, au juge de Carpentras au sujet d'une juive de la carrière de Carpentras qui avait acheté des effets volés au sieur Badon, de Sarriens (23 janvier 1766) ; — de Mgr Salviati, vice-légat, au juge de Carpentras, lui prescrivant de faire arrêter le jeune Escoffier, de St-Pierre de Vassols, âgé de 18 ans et qui mène une vie libertine à Carpentras (24 avril 1766). — Protestation du corps des orfèvres de Cavaillon, au sujet du projet des États pour la révocation de l'érection de la confrérie et maîtrise du Comtat (12 août 1767). — Lettre du syndic de la province et projet de règlement pour la conservation des oliviers (1768). — Requête à M. de la Tour, intendant de Provence et du Comtat-Venaissin, par le sieur Bernard Dufeu, représentant de l'adjudication des poudres et salpêtres de France, exposant qu'il existe, dans le Comtat, huit moulins à poudre ou martinets et en demandant la suppression (1768). — Mémoires et requêtes au même sujet (1768) etc.

C. 54. (Liasse.) — 93 pièces, papier.

1768-1772. — Correspondance des États du Comtat-Venaissin. — Lettres : du sieur Roussière au syndic de la province au sujet de la direction à donner à la route de Lyon à Marseille par Courthézon, au lieu de Châteauneuf (8 avril 1768) ; — de Mgr Vincentini, vice-légat d'Avignon, au sieur Valoris, syndic de la province, au sujet de la route du Dauphiné dans le Comtat passant par le Buis (19 avril 1768) ; — du sieur Montaud, au syndic de la province, lui adressant un mémoire des maîtres poudriers et salpêtriers d'Avignon contre les prétentions de l'adjudicataire des poudres et salpêtres de France (13 août 1768) ; — du contrôleur général des finances, au sujet de l'emploi des 230.000 livres accordées au Comtat (23 août 1768) ; — des consuls de Cavaillon envoyant au syndic de la province l'état des fournitures faites à l'escadron du régiment de Bauffremont qui occupait cette ville (13 septembre 1768) ; — du sieur Tournilhon, ingénieur, au sujet du chemin du Pont-St-Esprit à La Palud (9 décembre 1768) ; — des consuls de L'Isle au syndic de la province, au sujet de la réception d'un escadron du régiment de Bauffre-

mont et des dépenses faites 12 décembre 1768. — du sieur Valoris, syndic, au premier consul de Bedoin, le convoquant à la séance des États en avril 1769; — de M. de Monclar, au syndic, au sujet de la création de la Chambre domaniale à Carpentras (10 octobre 1769); — du sieur Tournillon, ingénieur, au syndic, au sujet des projets et devis pour la nouvelle route à Lapeyrol, Mornas, Prolen, Châteauneuf et Sorgues (22 décembre 1769); — de M. de Monclar, au syndic de la province, au sujet des droits qu'on exige des matières premières alimentant les papeteries et sur les eaux-fortes transportées du Comtat à Marseille (29 juin 1770); — du même au syndic, au sujet de l'envoi du portrait du Roi aux États du Comtat-Venaissin (31 janvier 1770); — du sieur La Tour, au même sujet (31 janvier 1770); — du sieur de Sibour, lieutenant général de la sénéchaussée de Carpentras, au sieur Vanety au sujet de l'installation du tribunal (5 décembre 1770); — de M. de la Tour, au sujet de l'établissement de la maréchaussée (6 mars 1771); — de M. de Seytres-Caumont au sieur Devillario, fils, secrétaire de la province, s'étonnant de n'avoir point trouvé dans les archives de la province « deux pièces que j'y ai mises : *Le manuscrit de Fornéry* et les *Statuts du Comtat avec les notes de M. de S. Bonnet* » (30 octobre 1771); — du sieur Péan, directeur de l'école vétérinaire de Lyon au syndic, demandant le rappel du sieur Bagnol, élève engagé par la province du Comtat, disant qu'il ne pense pas qu'on puisse faire de cet élève, ne sachant ni lire ni écrire, un sujet capable de remplir les vues de la Comté qui l'a envoyé (17 janvier 1772); — des élus des États au duc de la Vallière pour demander l'autorisation de tenir les États (18 février 1772); — du sieur Gruen, au sujet d'une dame Julien, religieuse de St-Sauveur de Marseille, transférée par lettre de cachet, aux Bénédictines de Nyons (10 août 1772); — de M. de Seytres-Caumont sur le projet des fermiers généraux de France d'augmenter le prix du sel fourni au Comtat (13 octobre 1772); — de M. de Seytres-Caumont, élu de la noblesse, au sujet d'un procès entre Cavaillon et Orgon, au sujet du droit de lignerage dans les îles de la Durance (11 novembre 1772); — de M. de Truaine, au sujet de la route de Lyon à Marseille (12 décembre 1772), etc.

C. 55. (Liasse) — 132 pièces, papier.

1773-1774. — Correspondance des États du Comtat-Venaissin. — Lettres : du sieur Joannis au syndic de la province, au sujet de l'assistance prêtée aux pauvres du Comtat-Venaissin ayant des procès à Aix (2 janvier 1773); — de M. de Guendreville, intendant de la marine à Toulon, à M. de Rochechouart, au sujet de la marque des bois destinés à la marine dans le Comtat-Venaissin (10 janvier 1773); —

du sieur de Boyne aux élus des États, au sujet de la recherche dans le Comtat-Venaissin, du bois propre à la marine (24 janvier 1773); — des consuls de Valréas, Grillon, Ste-Cécile, au sujet de la marque des chênes blancs destinés à la marine (16 février 1773); — des consuls de L'Isle au sujet d'un enfant naturel mis à la charge de la communauté et demandant que les États avisent à cette situation, leur semblant juste « que la province en soit chargée comme la mère commune » (8 mars 1773); — des élus de l'assemblée ordinaire au duc d'Aiguillon, ministre des affaires étrangères, au sujet des efforts faits par les fermiers généraux pour obtenir une augmentation du prix du sel (10 avril 1773); — de M. de Terray, contrôleur général des finances, à M. de Joannis, procureur général du Parlement de Provence, au sujet des tarifs établis sur l'amidon et les papiers et cartons (28 juin 1773); — de M. de Montyon, intendant de Provence au sieur Valoris, syndic général de l'assemblée du Comtat, pour la réparation du chemin de St-Saturnin (21 juillet 1773); — du même aux États du Comtat, au sujet de l'exemption par eux réclamée sur la poudre à poudrer, les papiers et les cartons (28 juillet 1773); — de M. de Seytres-Caumont, député auprès du Roi aux États leur annonçant la confirmation par le Roi des privilèges du pays (1^{er} janvier 1774). — Mémoire sur le droit de transit du bas au haut Comtat, et du haut au bas Comtat (1774). — Lettres des élus des États, au cardinal de Bernis pour le remercier des services par lui rendus au pays (mai-juin 1774). — Mémoire démontrant que l'établissement des deux sièges des sénéchaussées établis à Carpentras et à Avignon est entièrement distinctif de la constitution et des privilèges du Comté-Venaissin (1774). — Mémoire sur la sénéchaussée du Venaissin (1774). Adresse des États du pays au Pape lui demandant de rétablir les juridictions existantes avant l'occupation française (1774). — Mémoire au roi de France pour le renouvellement de la confirmation des privilèges du Comtat-Venaissin (25 novembre 1774). — Lettres : du cardinal de Bernis aux élus du pays, les remerciant de leur confiance (8 juin 1774); — du comte de Rochechouart aux élus du pays, leur promettant ses bons offices (26 juin 1774); — des consuls de Cavaillon aux élus, au sujet des entreprises des communautés de Sènas et d'Orange, sur les bords de la Durance (18 septembre 1774); — de M. de Miromesnil aux élus des États du Comtat, les remerciant de leurs félicitations et les assurant de sa bienveillance (7 octobre 1774); — de M. de La Vrillière, aux élus du pays, les assurant de sa protection près du Roi (13 octobre 1774); — de l'abbé de Véri, abbé de St-Saturnin aux élus des États, pour les assurer de son dévouement au pays (15 octobre 1774); — de Monsieur, frère du Roi aux élus, syndic et procureur général des États, les assurant de sa bienveillance (20 octobre 1774); — de M. de Sartine aux élus, les remer-

étant de la lettre qu'ils ont adressée au sujet de l'avènement du Roi (24 octobre 1774); — du comte de Modène aux élus, les assurant qu'il se fera un devoir « de paver auprès de S. M. et de ses ministres le tribut d'éloges dû à votre zèle et à respectueux dévouement pour la France (14 novembre 1774); — de M. de Seytres-Caumont, député des États, au sujet de l'obtention de la confirmation des privilèges de la province et des difficultés qu'il a rencontrées (25 décembre 1774) etc.

C. 56. (Liasse.) — 95 pièces, papier.

1775-1777. — Correspondance des États du Comtat-Venaissin. — Lettres: de M. de Seytres-Caumont, élu de la noblesse, député des États à Paris au sujet du péage à sel à Avignon (14 janvier 1775); — de M. de Miromesnil, assurant les États de sa protection (5 février 1775); — de M. de Vergennes assurant les États de la protection du Roi (6 février 1775); — de M. de Soubise, au sujet de la confirmation des privilèges de la province (10 février 1775); — des consuls de Cavaillon aux élus des États, au sujet d'une réclamation des Pénitents de la Miséricorde d'Avignon, pour l'entretien d'un aliéné (9 mars 1775); — du cardinal de Bernis, assurant les États de sa protection (28 mars 1775); — de M. de Seytres-Caumont, au sujet des droits imposés sur les livres étrangers (30 mai 1775); — de M. de La Vallière, assurant les États de sa protection (31 septembre 1775); — de Joseph de Beni, évêque de Carpentras, annonçant de Rome aux élus que les tribunaux seront rétablis dans le Comtat-Venaissin, comme avant la réunion (21 février 1776); — du sieur Valoris, annonçant sa nomination à la charge de recteur (21 février 1776); — des procureurs de Provence aux élus des États, au sujet de la réparation du chemin de Lauris à Mérindol (24 mars 1776); — de M. de Beni, évêque de Carpentras, au sujet du séjour à Rome du sieur Valoris (27 mars 1776); — du cardinal Pallavicini aux élus des États, au sujet du rétablissement des tribunaux (27 mai 1776); — de Joseph de Beni, ancien évêque de Carpentras, aux élus du pays, leur annonçant de Rome que, ses infirmités et l'état de sa santé ne lui permettant pas d'entreprendre le voyage de France, le pape a accepté sa démission d'évêque de Carpentras et l'a nommé évêque de Forlì (17 juillet 1776); — du sieur Bernard, consul du Thor, au sujet de la réparation du pont sur la grande Sorgue à cinq arches, dont deux menacent ruine (28 août 1776); — de Mgr Vignoli, évêque de Carpentras, aux élus du pays, les remerciant de leurs félicitations pour sa nomination à cet évêché (26 octobre 1776); — du vice-légat Durini, au juge majeur de la ville de Carpentras, lui adressant un règlement du 6 mars 1776 sur les poisons (15 mars 1777); — de Mgr Filomarino, vice-légat d'Avignon au sieur de Planet, prosyndic, l'assurant qu'il

ne sera porté aucune atteinte aux droits de la province (2 mai 1777); — de Mgr Filomarino, informant les officiers des trois États de la province que le comte de Tournon a ordonné de rendre tous les honneurs possibles à Monsieur le comte de Provence à son passage en cette province, qu'il a bien voulu accepter un dîner qui lui sera donné au nom du Pape, le 11 juillet, dans le palais épiscopal de Cavaillon, et qu'il conviendra aussi de faire à Vaucluse d'autres dépenses pour des rafraîchissements, lorsque le Prince ira à la fontaine (11 juillet 1777); — du même à l'évêque de Carpentras le remerciant de s'être joint à Cavaillon « pour faire « cour à Monsieur lors de son passage à Cavaillon » et le priant de faire savoir aux États « combien Monsieur a été « sensible à toutes les honnêtetés qu'il a reçues à Vaucluse de « la part de la province » (14 juillet 1777); — du sieur de Montauban à M. de Valoris, syndic du pays, lui annonçant qu'il a été admis, par la Chambre des Comptes du Dauphiné à l'hommage des nobles pour les fiefs qu'il possède en France (10 octobre 1778); — du sieur Tournillon adressant un plan et un devis pour reculer et refaire à neuf la muraille du jardin du château de Sorgues, occasionnant une direction oblique aux eaux de la Sorgue (19 octobre 1777); — du sieur Bernard, consul du Thor, à M. de Valoris, syndic de la province, lui annonçant que « le débordement des eaux de Vaucluse est si considérable que notre terroir en est tout inondé, et l'impétuosité des eaux qui passent dans le canal de la Sorgue ont emporté hier, à midi, le petit pont de pierre à deux arches » (21 octobre 1777); — des consuls d'Avignon au syndic de la province, au sujet de la compagnie avignonnaise à Rome exposant qu'ils avaient adressé un mémoire pour qu'elle fût protégée, et pour que l'on suivit les anciens usages pour la recruter de Comtadins, et qu'on leur avait répondu qu'il ne se présentait personne pour y entrer, et que le petit nombre de Comtadins ou d'Avignonnais admis étaient les plus mauvais de tous les sujets (17 novembre 1777).

C. 57. (Liasse.) — 165 pièces, papier.

1778-1780. — Correspondance des États du Comtat-Venaissin. — Lettres: de Mgr Filomarino, vice-légat d'Avignon, au sieur Valoris, syndic de la province, au sujet d'une papeterie à Gadagne (31 janvier 1778); — des consuls de L'Isle au même, au sujet des réparations urgentes à faire au pont de Notre-Dame-de-Bonne-Aventure sur le grand chemin de Carpentras (16 février 1778); — de Mgr Filomarino au sieur Valoris, l'informant qu'en passant sur le pont de Notre-Dame-de-Bonne-Aventure, sur le chemin de L'Isle à Carpentras, sa voiture a abattu les garde-fous, ce pont étant trop étroit, et l'engageant à le réparer d'une façon convenable.

ble (7 avril 1778); — des élus des États du Comtat-Venaissin au Roi de France, à la Reine et Monsieur, à Madame, au comte d'Artois, à la comtesse d'Artois, Mesdames Clotilde, Élisabeth, Adélaïde, Victoire et Sophie, pour leur demander leur protection en faveur du pays (1778); — du sieur Rollet, consul de Caderousse, au sieur Planet, syndic général du pays, l'informant que les notaires refusent de donner l'état des biens possédés par les corps religieux et gens de main-morte (10 septembre 1778); — des consuls de Caromb au syndic de la province, au sujet de la réparation du chemin qui conduit aux carrières (16 novembre 1778); — du sieur Varenne, consul de Bollène, au syndic de la province, au sujet du dénombrement des biens possédés par les communautés religieuses dans cette localité (16 décembre 1778); — du sieur Tournilhon, au syndic de la province, au sujet du chemin de Mornas (21 janvier 1779); — du même, adressant le devis des réparations à faire aux ouvrages construits sur le bord du Rhône, le long de la partie inférieure du terroir de Mornas, et d'une chaussée à construire à neuf (3 février 1779); — du sieur Teste, agent de la province à Avignon, sur l'envoi de la bulle d'érection du tribunal de la Conservation (27 février 1779); — du sieur Célestini, agent du pays à Rome, au sieur Planet, syndic de la province, au sujet de la compagnie avignonnaise (7 mars 1779); — du même au sujet du tribunal de la Conservation (24 mars 1779); — de Mgr Filomarino, vice-légat d'Avignon, au syndic de la province, au sujet d'un prêt à faire par la province à la communauté de Mornas, pour faire des réparations au bord du Rhône (13 mai 1779). — Rapport des dégradations faites par le Rhône aux réparations sur la rive gauche de ce fleuve, le long de la communauté de Mornas (12 juin 1779). — Représentations au cardinal secrétaire d'État de la part de l'assemblée des États du pays au sujet de la demande faite par la communauté de Mornas, touchant les réparations à faire aux chaussées sur les bords du Rhône dans le territoire de la même communauté (22 juin 1779); — de M. de Seytres-Caumont, adressant un mémoire au syndic de la province au sujet des fabricants de papier du Comtat-Venaissin (17 juillet 1779); — des élus des États au sujet de l'envoi du portrait du Pape (janvier 1780); — du sieur Roland, au sieur Cotner, avocat à Carpentras, au sujet du chemin tendant de Vaison à Malaucène (11 mars 1780); — de Mgr Pallavicini, au sujet de la succession d'Israël Valabrègue, pnf du Comtat, mort à Paris le 8 janvier 1780 (1^{er} avril 1780); — du sieur Comtet, au sujet du chemin de L'Isle à Caumont (9 juin 1780); — du sieur Tournilhon, ingénieur, au sujet des chemins et de la fontaine de Mornas (20 juin 1780); — de l'évêque de Cavaillon, au sujet des inondations à Carlon qui ont ravagé la campagne et détruit tous les corps (14 août 1780); — du sieur Teissier

au sujet du pont de Caulon sur le chemin d'Avignon (18 août 1780); — des sieurs Courtet et Pluvial, consuls de L'Isle, au sujet de la demande de deux cavaliers nécessaires pour le bien du pays (août 1780); — du sieur de Guillhermier, consul de Mazan, au sujet du grand chemin de Mazan à Mormoiron, ravagé par les pluies (9 septembre 1780); — des consuls de Caromb, informant le syndic de la province que les eaux pluviales ont inondé tout le terroir et le chemin de Carpentras, depuis la rivière de Lauzon jusqu'aux carrières de Caromb (10 septembre 1780); — du chevalier d'Agar, consul de Cavaillon, au syndic de la province, l'informant qu'une crue du Caulon survenue le 8 septembre, « après une pluie telle que de mémoire d'homme on n'en a vu de pareille », a emporté une arche du pont sur le Caulon et endommagé l'autre (10 septembre 1780); — des consuls de Vaucluse informant le syndic que les chemins sont impraticables, et que les voitures sont obligées de s'arrêter à un quart de lieue de Vaucluse (11 septembre 1780); — du consul de Vaison, mentionnant les dégâts causés à Vaison et à toute la province par l'orage du 7 au 8 du présent mois (14 septembre 1780); — du sieur Rigot, consul de Monteux, pour la réparation du chemin d'Avignon sur le territoire de ladite communauté (11 septembre 1780); — du sieur Tournilhon, ingénieur, au sujet de l'éboulement d'un mur soutenant la route au tournant des remparts de Mornas (25 septembre 1780); — du chevalier d'Agar, consul de Cavaillon, au sujet des dégradations du pont du Caulon (16 octobre 1780), etc.

C. 58. (Liasse.) — 111 pièce, papier.

1781-1783. — Correspondance des États du Comtat-Venaissin. — Lettres : du sieur Célestini, agent du pays à Rome, au sujet du tribunal de la Rectorie (3 janvier 1781); — du même au sieur Planet, syndic général de la province, au sujet des acquisitions de biens par les corps religieux (24 janvier 1781); — du sieur Légier, capitaine et viguier perpétuel de Sorgues, au syndic de la province au sujet des réparations à faire au mur du château (4 avril 1781); — du sieur de Montaigu au marquis d'Aubignan, élu de la noblesse, au sujet des réparations des ponts d'Entraigues (13 mai 1781); — du sieur Pluvial, consul de L'Isle, au sieur de Pons, syndic général de la province, au sujet du traitement des batardeaux (5 juin 1781); — de Mgr Filomarino au syndic de la province, au sujet de la demande faite par la communauté de Valréas pour l'impression des délibérations de l'assemblée des États (6 juin 1781); — du sieur Célestini au sieur Pons, avocat, syndic de la province, au sujet de son élection (13 juin 1781); — de Mgr Filomarino, vice-légat d'Avignon, au syndic de la province, au sujet de la réparation des chemins

(17 août 1781) ; — du sieur Jourdan au sieur Pons, syndic de la province, au sujet des droits établis sur la librairie, les chiffons, le coton, la laine et les étoffes de soie (13 octobre 1781) ; — de l'évêque de Cavaillon à M. Devillario, secrétaire de la province, blâmant les réjouissances faites à l'occasion de la naissance du Dauphin (2 janvier 1782) ; — de M. d'Aubignan, élu, au sujet de l'assemblée des seigneurs feudataires (25 février 1782) ; — de Mgr Filomarino, vice-légat d'Avignon, au sujet de l'établissement de la maréchaussée à l'Isle (30 avril 1782) ; — de Mgr Filomarino, vice-légat d'Avignon, au sieur Pons, syndic général, au sujet de la permission accordée aux entrepreneurs de bois de construction pour la marine de France (20 septembre 1782) ; — de l'évêque de Cavaillon au sieur Pons, syndic de la province, au sujet des réparations à faire au nouveau chemin de Provence, conduisant au bac de Sénas (2 novembre 1782) ; — du sieur Célestini au sieur Pons, concernant la coupe des bois que les préposés de France prétendent faire dans le Comtat sans le consentement des propriétaires (12 janvier 1783) ; — du sieur Célestini au sieur Pons, procureur général de la province, au sujet de la coupe des bois pour la marine (5 février 1783) ; — du sieur Tournilhon, ingénieur, au sieur Pons, syndic général de la province, au sujet de la grande route dans la Principauté d'Orange (12 mars 1783) ; — de Mgr Filomarino, vice-légat d'Avignon, adressant au syndic une lettre de Mgr Pallavicini, au sujet des voies publiques du Comtat (12 avril 1783) ; — du sieur Tournilhon au syndic de la province au sujet de la route de Courthézon jusqu'à la limite du Comtat (18 avril 1783) ; — de Mgr Filomarino, vice-légat, au sujet des opérations relatives à la fixation des limites du Comtat avec le Languedoc du côté du Rhône, et avec la Provence du côté de la Durance (1^{er} mai 1783) ; — de Mgr Filomarino au sieur Pons, syndic de la province, l'informant que les commissaires nommés pour réviser la délimitation entre la Provence et le Comtat, sur la Durance, sont : pour le Roi, MM. de La Tour, intendant de Provence, Leblanc de Castillon, procureur général d'Aix, et le marquis de Vauvenargues ; et pour le Pape, l'évêque de Cavaillon, remplaçant le vice-légat, l'auditeur et l'avocat général de la légation d'Avignon (13 juin 1783) ; — de Mgr Filomarino, vice-légat au syndic, l'informant que S. A. R. le prince Ferdinand, frère de l'Empereur, voyageant sous le nom de comte de Nellenbourg, actuellement à Aix, a l'intention de visiter, avec la princesse, la fontaine de Vaucluse, et invitant l'assemblée de la province à faire réparer les chemins depuis Bonpas jusqu'à la fontaine (3 juillet 1783) ; — du sieur Vigne, adressant au syndic deux exemplaires du règlement concernant l'arsenic (26 juillet 1783) ; — des consuls, maire, gouverneur et viguier de la ville de Beauregard, au sujet des droits perçus par les fermiers généraux sur

le café, qui entre dans le Comtat au mépris de la franchise dont jouit la foire de leur ville (9 août 1783) ; — du sieur Beautort, subdélégué général, informant le syndic de l'écroulement d'un rocher aux Piles, lequel intercepte la circulation (25 décembre 1783), etc

C. 59. (Lias e.) — 90 pièces, papier.

1784-1785. — Correspondance des États du Comtat-Venaissin — Lettres : de l'abbé Nardi, agent du pays à Paris, au syndic de la province, au sujet de la demande faite par les États d'un nouvel arrêt du Conseil dérogoire à celui du 22 mars 1782, qui facilite à la jeune noblesse du Comtat les preuves exigées pour entrer au service du Roi (10 février 1784) ; — du sieur Pons, syndic, convoquant le consul de Visan à l'assemblée générale du pays (31 mars 1784) ; — de Charles-François de Pélissier, évêque de Vaison, au sieur Devillario, chancelier de la cour épiscopale de Carpentras, au sujet de la dernière assemblée du pays : « Elle a été bien tumultueuse, « il faudrait un remède pour arrêter les brigues. Il n'est « pas juste que les consuls veuillent gouverner contre le « sentiment des chefs, suivant les bonnes règles, les voix *non numerantur sed ponderantur* » (27 avril 1784) ; — du sieur Célestini, agent du pays à Rome, au sujet d'un procès soutenu par les États contre le marquis des Isnards (30 juin 1784) ; — des recteurs des Pénitents de la Miséricorde, au syndic de province, au sujet d'une subvention à leur accorder pour l'œuvre des insensés (2 juillet 1784) ; — de l'abbé Nardi, agent du pays à Paris, au sujet des lettres patentes de confirmation de ses privilèges, accordées au pays par le Roi de France (16 juillet 1784) ; — du même, au syndic de la province : « La grâce du Roi n'en est pas moins plénière ; les « lettres patentes enregistrées au Parlement de Provence « feront jouir la noblesse de toutes les places et distinctions « dont les aspirants seront susceptibles » (24 juillet 1784) ; — de l'archevêque de Seleucie aux États, les remerciant de leurs sentiments à l'occasion des lettres patentes par lui obtenues en faveur de la noblesse d'Avignon et du Comtat-Venaissin (29 juillet 1784) ; — de l'abbé Nardi, agent du pays à Paris, sur le même objet (3 août 1784) ; — du sieur Bonnaud, receveur à Orgon, réclamant au sieur Pons, syndic de la province, le paiement « des arrrages d'une lance d'or, du « poids d'une once, évaluée à 96 écus, que les États du Comtat-Venaissin doivent au Roi, en conformité de l'arrêt du « Conseil (3 août 1779), qui leur permet d'ouvrir un canal « au bord septentrional de la Durance, moyennant pareille « redevance » (6 avril 1784) ; — de l'abbé Nardi, agent du pays à Paris, au sujet de l'envoi des lettres patentes concernant la noblesse (1^{er} octobre 1784) ; — de Mgr Filomarino, vice-légat

d'Avignon, au sieur Pons, syndic de la province, lui faisant connaître que d'après les 119 articles de la province de la Motte, les habitants de la province de la Motte doivent se réunir en assemblée générale pour l'effet de faire l'appuyer, c'est-à-dire sous leur obligation. Il consigne ce document, non sans avoir été informé de la Sacré Congrégation d'Avignon (8 octobre 1784). — au sieur Chodet, receveur des finances, aux élus des États au sujet de la redevance de la lance d'or, qu'ils doivent pour la permission d'exploiter les puits de la Duranne. « Il est très indifférent que vous ayez fait usage ou non de la faculté en question, il suffit qu'il ait dépendu de vous d'en user pour que vous soyez obligés de remplir les conditions de la concession » (5 novembre 1784). — de Mgr Filomarino, vice-légat d'Avignon, au sieur Pons, syndic de la province, au sujet de la convocation d'une assemblée extraordinaire pour l'examen du mémoire imprimé ayant pour titre : « Remontrances des Trois États du Comtat-Venaissin » (15 décembre 1784); de Mgr Filomarino, vice-légat d'Avignon, au sieur Pons, syndic de la province, l'informant que la Sacré Congrégation d'Avignon à Rome, a condamné expressément, sous de fortes peines, toute convocation de l'assemblée ordinaire des États du pays pour délibérer sur le mémoire « Des Remontrances » (6 janvier 1785); — du sieur Bonnaud, receveur à Oyon, au sujet de la redevance de la lance d'or (20 mars 1785); — de l'abbé Nardi, agent du pays à Paris, aux élus des États, au sujet de la confirmation par le Roi des lettres patentes de regnicolité : « Ces titres honorables nous associent à la nation française, je suis persuadé que vous partagerez la joie de toute la France dans cette circonstance. » Il envoie aux États la nouvelle de la naissance du duc de Normandie, « le jour de Pâques, à 7 heures du soir » (29 mars 1785); — de Pascalis, au sieur Devillario, secrétaire du pays, donnant consultation au sujet de la redevance de la lance d'or, par la « grande raison que la concession n'ayant point été enregistrée et étant d'ailleurs surannée, elle est censée non avenue » (31 mars 1785); — de Mgr Filomarino au sieur Pons, syndic de la province, au sujet de la visite extraordinaire que les élus voulaient lui faire à l'occasion de son départ (1^{er} mai 1785); — du même, accusant réception des délibérations de l'assemblée générale du pays et l'assurant qu'il ne sera porté aucune atteinte à ses droits et privilèges (2 mars 1785); — du sieur Célestini, agent du pays à Rome, au sujet de l'ordonnance rendue par le vice-légat concernant les assemblées du pays (10 août 1785); — du même, au sujet d'un procès des États pendant à Rome (28 décembre 1785); etc.

1786-1787. — Correspondance des États du Comtat Venaissin. — Lettres des syndics de La Motte au sieur Pons, syndic de la province, exposant que ledit lieu n'a jamais été communauté et n'a jamais payé aucune taille au pays du Comtat (31 janvier 1786); — de Mgr Casoni, vice-légat, au syndic de la province sur le mauvais état du chemin du Thor (16 février 1786); — des consuls de Malaucène au sujet du mauvais état du grand chemin du Barroux à Carpentras (8 mars 1786); — de Mgr Casoni, vice-légat au syndic, lui demandant un état de l'actif et du passif de la province (20 mars 1786); — du sieur Jassot, consul de Vaucluse, au syndic de la province, l'informant que le chemin de la Fontaine de Vaucluse est devenu impraticable, surtout auprès des bassins, par la chute d'un gros rocher qui, pendant les dernières pluies, s'est détaché de la montagne : « Vous savez, Monsieur, combien de personnes, même des plus illustres, s'empres sent de venir voir cette merveille » (21 avril 1786); — de l'abbé Nardi, agent du pays à Paris, au sujet des entreprises des fermiers généraux (1786); — de Mgr Casoni, vice-légat, au sieur Collet, trésorier de la province, l'invitant à fournir les sommes nécessaires à la commission concernant la délimitation de la Duranne (7 mars 1786); — de Mgr Casoni, vice-légat, au syndic de la province au sujet des plaintes contre les fermiers généraux (6 avril 1786); — de Mgr Casoni, vice-légat, au baron de Rivette, élu de la noblesse, au sujet du chemin de Courthézon jusqu'au limites du Comtat et de son prolongement (12 octobre 1786); — de M. de Seytres-Caumont au syndic, au sujet d'un règlement concernant les notaires (6 décembre 1786); — de Mgr Casoni, vice-légat, au syndic de la province au sujet d'une ordonnance obligeant les paroisses, fiefs et hameaux, ne faisant pas corps de communauté, à payer leur quote-part pour l'entretien des bâtarde (28 décembre 1786); — de Mgr Casoni, vice-légat, au syndic de la province, au sujet de l'établissement d'un registre public de tous les actes passés devant les notaires (23 janvier 1787); — du sieur Jourdan au syndic de la province, au sujet de l'affaire du sel (16 février 1787); — du sieur Tournilhon, ingénieur, au syndic, lui envoyant l'état des sommes à lui dues en reste de ses services (20 mars 1787); — du sieur du Muy au baron de Rivette, élu de la noblesse, au sujet d'une route de Montélimar à Carpentras (4 avril 1787); — de Mgr Casoni au sieur Collet, nommé syndic de la province, en remplacement du sieur Pons, et le félicitant (28 avril 1787); — du sieur Cottier, fils, au sujet d'une déclaration par lui faite aux États, par laquelle, en sa qualité de représentant du Tiers-État, il ne consentait point à ce que l'élu des feudataires fût qualifié élu

de la noblesse (5 juillet 1787) ; — de l'évêque de Gap, protestant contre la prétention du sieur Cottier (6 juillet 1787) ; — de Mgr Casoni, vice-légat, au sieur Collet, syndic de la province, à propos de la route de Bonpas à L'Annonay (25 août 1787) ; — de l'abbé Pierachi, demeurant *Hôtel de la Cour, rue de Richelieu* à Paris, au sieur Collet, l'assurant de sa bonne volonté pour la province (28 août 1787) ; — de Mgr des Achards de la Baume, évêque de Cavaillon, au syndic de la province, au sujet des délibérations de l'Assemblée des États : « C'est anéantir la constitution de notre province que de donner à d'autres qu'aux évêques l'influence sur notre assemblée » (11 septembre 1787) ; — de Mgr Casoni, vice-légat, au sujet de la construction des deux chemins que la province de Provence fait construire, dans les deux extrémités du terroir dudit lieu (29 novembre 1787) ; — du sieur Celestini, agent du pays à Rome, au syndic, au sujet de l'affaire du sel (28 novembre 1787) ; — de Mgr Casoni au syndic, au sujet de l'établissement d'archives publiques (7 décembre 1787) ; etc.

C. 61 (Dasse. — 161 pièces, papier.

1788-1790. — Correspondance des États du Comtat-Venaissin. — Lettres de Mgr Joseph des Achards de la Baume, évêque de Cavaillon, au sieur Collet, syndic de la province, au sujet du paiement des entrepreneurs du chemin d'Avignon (12 janvier 1788) ; — du maître de poste de Morناس, au même, lui demandant la réparation du chemin depuis Mondragon jusqu'à Piolenc, pour pouvoir faire le service de la poste sans courir le risque de perdre ses chevaux (13 janvier 1788) ; — des consuls de Malaucène au sieur Collet, au sujet du chemin de Vaison à Malaucène (25 janvier 1788) ; — du maître de poste d'Avignon au sieur Collet, lui signalant le mauvais état du chemin aux environs de Bédarrides (février 1788) ; — de l'archevêque de Rhodes aux élus des États, au sujet des discussions avec les fermiers généraux pour la fourniture du sel (22 mars 1788) ; — des consuls de Bonnieux au baron de Rivette, élu de la noblesse, au sujet du mauvais état du pont Julien : « Il nous paraît du dernier intérêt pour la province du Comtat qu'elle prévienne la ruine totale de cet édifice romain, aussi précieux par son antiquité qu'utile par sa construction » (2 avril 1788) ; — du sieur Jean Celestini, agent du pays à Rome, au sujet des affaires du pays (9 avril 1788) ; — de Mgr Casoni, vice-légat, au sujet de l'établissement d'archives publiques et adressant aux États le règlement concernant cet établissement et les observations des villes d'Avignon et de Carpentras à ce sujet (24 avril 1788) ; — du sieur Charles Bondacca, agent de la province à Rome, au sujet de l'établissement d'archives publiques (9 juillet 1788) ; — du sieur Jean Celestini, agent du pays à Rome,

au sujet de l'établissement d'archives publiques (15 août 1788) ; — de l'abbé de l'Hospital, curé de l'église de l'Annonay, au syndic de la province, au sujet de la fourniture de la poudre (10 octobre 1788) ; — du baron de Rivette au syndic, au sujet des délibérations de la province (18 novembre 1788) ; — de Mgr de la Baume, évêque de Cavaillon, au sieur Collet, au sujet de l'impôt des fermiers généraux pour la fourniture du sel (16 novembre 1788) ; — du baron de Rivette, aux fermiers généraux, leur demandant le recouvrement de l'impôt pour compléter son paiement, comme élu de la noblesse (25 janvier 1789) ; — du marquis de l'Espine, au sieur Collet, au sujet des chemins (30 février 1789) ; — du sieur Jean Celestini, agent du pays à Rome, au sujet des affaires du pays (11 février 1789) ; — de Mgr Casoni, vice-légat, au sieur Collet, syndic de la province, au sujet de la contribution de la province pour les réparations de l'église de Savoillan, entreprises par l'évêque de Gap, dans le diocèse duquel se trouve cette communauté (13 mars 1789) ; — du sieur d'Archimbaud, au sieur Collet, lui adressant un mémoire pour la régénération des troupeaux et des oliviers (14 mars 1789) ; — de l'abbé Nardi, agent du pays à Paris, au sieur Collet, syndic de la province, au sujet des commerces de la garance et du papier dans le Comtat-Venaissin (8 avril 1789) ; — de Mgr Casoni, vice-légat d'Avignon, au sieur Collet, syndic de la province, au sujet de mouvements populaires dans les Baronnie à propos du blé (14 avril 1789) ; — du même, au sujet de la défense de sortir des grains des Baronnie et de la nécessité de s'approvisionner à Marseille (15 avril 1789) ; — de l'abbé Nardi, lui annonçant que le Roi a bien voulu assimiler les habitants de la ville d'Avignon et du Comtat-Venaissin à ses propres sujets des États de Provence en ce qui concerne les preuves de noblesse (7 juin 1789) ; — du sieur Jean Celestini, agent du pays à Rome, au sujet de l'approvisionnement du pays en blé (12 août 1789) ; — de l'archevêque de Rhodes, au sujet de la liberté du commerce entre le Comtat et la France (24 août 1789) ; — de Mgr Casoni, au syndic de la province, au sujet de la demande agréée par le Pape de pouvoir envoyer à Paris un député pour soutenir les intérêts du Comtat et pour l'élection de ce député (26 août 1789) ; — du sieur Celestini, agent du pays à Rome, au sieur Raphel, premier consul de Carpentras, au sujet de l'envoi du blé pour l'approvisionnement du Comtat (23 septembre 1789) ; — de Mgr Casoni, vice-légat, au sieur Raphel, premier consul de Carpentras et syndic de la province, au sujet de la déclaration de l'Assemblée des États, de sa lettre au pape, le Saint-Siège (13 octobre 1789) ; — de l'archevêque de Rhodes, aux élus du Comtat-Venaissin, au sujet de la délibération de l'Assemblée générale des États et de l'adhésion des habitants pour le Saint-Siège (22 mars 1790), etc.

C. 62. (Liasse.) — 62 pièces, papier.

XVIII^e siècle. — Formulaires, mémoires et correspondance des États du Comtat-Venaissin. — Mémoire sur les assemblées générales et les assemblées ordinaires du pays. — Au fol^o 33, détail des illuminations et réjouissances faites à Carpentras pour l'exaltation du pape Benoît XIV : « Le pays « a régalé les officiers de l'assemblée ordinaire de douze armoiries et six livres de chandelles de suif à chacun, qui sont : « M. le grand vicaire, M. l'élu, son substitué, le premier et le « second consul de Carpentras, M. de Villeneuve, syndic, etc., « et, enfin, douze armoiries et six livres de chandelles pour « illuminer les fenêtres de la maison du pays. » Au même folio, état des frais occasionnés pour les réjouissances et illuminations pour la paix, qui eurent lieu les 26 et 27 mai, 1749, fêtes de la Pentecôte : « Et, à ces fins, les trois États ont « donné des fanaux ou armoiries de N. S. Père le Pape et « du Roy de France aux seigneurs élus et autres officiers pour « faire des illuminations plus éclatantes ; à Mgr l'évêque 80 « armoiries et 20 livres de chandelles ; à M. de Modène, élu, 30 « armoiries et 20 livres de chandelles ; à M. de Pélissier, « grand vicaire, 24 armoiries et 10 livres de chandelles ; à M. « Pajol, premier consul, 12 armoiries et 6 livres de chandelles, à M. de Villeneuve, second consul, 12 armoiries et 6 « livres de chandelles. » Total des armoiries à un sou pièce, 12 livres 8 sous ; total des chandelles, 180 livres, à 8 sous la livre ; 41 livres, à 12 sous. — Mémoire du sieur Coulon, de Visan, au sujet de la liberté du passage du haut au bas Comtat. — Mémoire envoyé par la communauté de Valréas, aux États, au sujet du droit de poids. — Mémoire sur le commerce des soies, et des soieries originaires d'Avignon et du Comtat, observations sur les droits indûment perçus sur les soies, graises, ouvrées, crues ou teintes originaires d'Avignon et du Comtat. — Mémoire pour les habitants du Comtat-Venaissin au sujet de leur qualité de regnicoles du royaume de France relativement à la librairie et à l'imprimerie. — Projet du sieur Brun pour un canal à dériver les eaux de la Durance pour arroser une grande partie du Comtat et tout le territoire d'Avignon. — Mémoire concernant la judicature de Valréas et le juge du Barroux. — Mémoire au sujet d'une difficulté élevée pour la préséance entre les consuls d'Avignon et l'élu de la noblesse du Comtat-Venaissin. — Mémoire au sujet du tribunal de la Conservation établie à Avignon — Copie d'un règlement concernant les enfants trouvés, etc.

C. 63. Liasse. — 33 pièces, papier.

1741-1788. — Routes et chemins. — Généralités — Mémoire sur la nécessité d'entretenir les grands chemins et

sur les moyens d'y parvenir (1771). — Ordonnance de Mgr Lescari, vice-légat d'Avignon, pour la réparation des chemins (29 octobre 1742). — Ordonnances de Pascal Aquaviva, vice-légat d'Avignon, pour l'entretien et la réparation des chemins, et le repurgement des fossés appelés valats (1744-1754). — Copie de l'article du mémoire pour le sieur Rolland, ancien ingénieur du Roi des ponts-et-chaussées, dans le bas Dauphiné, sur ce qui lui est dû pour ses voyages et travaux dans le Comtat-Venaissin (1^{er} juillet 1761). — Chiropgraphe du pape Pie VI, concernant les chemins du Comtat-Venaissin, lu par le cardinal Bernardin Giraud, auditeur de N. S. Père le Pape, commissaire spécial, délégué à l'assemblée des États du Comtat (24 juillet 1778). — Chiropgraphe du pape Pie VI, concernant la construction de nouveaux canaux, et l'extension des canaux déjà existants dans toute l'étendue du territoire du Comtat-Venaissin, lu par le cardinal Bernardin, grand auditeur de N. S. Père le Pape, commissaire spécial délégué à l'Assemblée des États du Comtat (28 août 1778). — Lettre du sieur Celestini, agent du pays à Rome, au sieur Planet, syndic général des États du Comtat, au sujet des affaires du pays (28 août 1779). — Mémoire concernant le chemin vieux et la mayre Girardi, et lettre écrite à ce sujet par le comte de la Batue, au sieur Devillario, secrétaire de la province du Comtat à Carpentras (15 septembre 1779). — Lettre du procureur de Provence au consul de Bonnieux, annonçant la cessation des travaux entrepris sur le territoire de la dite commune (30 juin 1715). — Mémoire de l'état de situation actuelle des chemins de la province du Comtat-Venaissin des sommes qui restent dues aux prix-facteurs et des époques de paiement des susdites sommes (1781). — Mémoire pour donner un passage dans le Comtat à la route que l'administration de Grenoble pense à remplacer (1786). — Rapport sur chaque route du Comtat (1781-1788). — Rapport de Guillaume Baudrand, directeur des travaux de la ville d'Avignon, délégué par S. E. le vice-légat, à l'effet de rectifier l'état des routes du Comtat (3 octobre 1787). — Rapport de l'état actuel du chemin de la poste, et des autres grands chemins qui sont en construction dans la province du Comtat, avec le montant des sommes à employer, pour mettre ces dits chemins dans la situation la plus avantageuse, tiré par son ordre de Son Excellence Mgr le vice-légat, du procès verbal fait par les sieurs Baudrand et Teyssier fils (3 octobre 1787). — État des chemins déjà construits et qui ont besoin de réparations, pour les mettre en état de conserver les ouvrages qui ont été faits (novembre 1787). — Demande du sieur Valoris, syndic, priant le marquis de Caumont d'intervenir auprès du vice-légat, dans le but de donner l'autorisation aux entrepreneurs des travaux

à exécuter sur les routes, de prendre du gravier neuf, et indemniser les propriétaires, etc.

C. 64. (Liasse.) — 52 pièces, papier.

1749-1788. — Routes et chemins. — Réparations les plus urgentes à faire aux routes du Comtat à l'occasion du passage des Dames Infantes. — Délégation confiée par le vice-légat d'Avignon au marquis d'Entremont, capitaine et viguier de la ville de Bollène, à l'effet d'ordonner les réparations du chemin de Bollène à Orange, à l'occasion du passage des Dames Infantes (30 août 1749). — Journées employées aux constructions du chemin du Pont-de-la-Pierre à Bollène, et de Bollène à Mondragon, du jeudi 4 septembre au samedi 6 du même mois inclusivement (6 septembre 1749) ; — journées employées aux mêmes opérations du 8 septembre 1749 au 14 du même mois inclusivement (14 septembre 1749) ; — journées employées aux mêmes opérations, du lundi 15 au samedi 20 du même mois (20 septembre 1749) ; — journées employées aux mêmes opérations, du lundi 22 septembre 1749 au samedi 27 du même mois inclusivement (27 septembre 1749) ; — journées employées aux mêmes opérations du lundi 29 septembre au samedi 4 octobre 1749). — Compte général rendu par Pierre Ours de Bollène des réparations du chemin du Pont-de-la-Pierre à Bollène, et de Bollène à Mondragon, à l'occasion du passage des Dames Infantes, en exécution d'une ordonnance du vice-légat d'Avignon (septembre 1749). — Rôles de journées faites aux réparations des chemins (11 septembre 1749). — État des dépenses faites au chemin d'Orgon au Thor par ordre de Son Excellence, du 8 octobre 1749, à l'occasion du passage des Infantes par Cavaillon (8 octobre 1749). — Compte des journées dues pour la réparation du chemin de Courthézon à Entraigues, depuis le 8 octobre 1749 jusqu'au 14 du même mois inclusivement (14 octobre 1749). — Journées employées à la construction du chemin du Pont-de-la-Pierre à Bollène et de Bollène à Mondragon, du 6 octobre 1749 au 11 du même mois inclusivement (11 octobre 1749) ; — journées employées aux mêmes opérations, du lundi 13 octobre 1749 au samedi 18 du même mois inclusivement (18 octobre 1749). — État des réparations faites au territoire de de Mornas, par ordonnance du vice-légat, suivant le rôle présenté par M. Chaffoy, député de Mornas, (10 septembre 1749). — Journées employées aux réparations du chemin du Pont-de-la-Pierre à Bollène et de Bollène à Mondragon, du 20 octobre au 25 du même mois inclusivement (25 octobre). — État des journées de travail faites pour réparer les chemins du Pont de Sorgues, tant du côté de Châteauneuf à Sorgues et Avignon que le long des murailles, à l'occasion

du passage des Dames Infantes (1^{er} octobre 1749). — État des frais pour la réparation du chemin de Courthézon à Entraigues à l'occasion du passage de la duchesse de Parme (7 octobre 1749). — Journées employées aux réparations du pont de la Pierre à Bollène et de Bollène à Mondragon, du 3 novembre 1749 au 8 du même mois inclusivement (8 novembre 1749). — Journées employées aux mêmes opérations, du 17 novembre 1749 au 22 du même mois (22 novembre 1749) ; — journées employées aux mêmes réparations, du lundi 24 novembre 1749 au 29 du même mois inclusivement (29 novembre 1749). — Exposition faite par messire César de Ribaire, chevalier, marquis d'Entremont, inspecteur des réparations du chemin du pont de la Pierre à Bollène (25 novembre 1749). — État de la dépense pour rendre praticable le chemin sur la rivière du Lez pour le passage des Infantes (30 novembre 1749). — Réparations du chemin de La Palud et état des dépenses faites à l'occasion du passage des Infantes (4 octobre 1749). — Rapport du syndic général à l'assemblée générale du pays, au sujet des réparations faites à divers chemins de cette province à l'occasion du passage des Infantes (24 avril 1750). — État des journées faites pour la continuation des réparations au chemin de Marseille pour le compte de la province du Comtat, par ordre des consuls de Cavaillon (21 janvier 1788) etc.

C. 65. (Liasse.) — 115 pièces, papier.

1741-1790 — Route de Lyon en Provence passant par le Comtat-Venaissin. — Indemnités aux habitants de Châteauneuf-du-Pape remises par le sieur Labaume, pour la construction du chemin de Châteauneuf (15 décembre 1741). — Accusé de réception par le premier consul de Lapalud du devis de réparations à faire au chemin de Lapalud à Mondragon (27 novembre 1742). — Tableau des réparations faites au chemin de Lapalud (27 février 1750). — Délibération des États touchant la construction des chemins d'Avignon à Sorgues, et de la porte Lambert à Bonpas (12 décembre 1755). — Devis des ouvrages de maçonnerie, charpente, terrasse, empierrement et cailloutis à faire sur la grande route de Lyon en Provence dans la traverse du territoire de Châteauneuf-du-Pape (11 avril 1765). — Communication à l'assemblée générale des États, par le marquis de Caumont, d'une ordonnance du vice-légat, enjoignant aux entrepreneurs des travaux du chemin de Bollène de faire l'ouvrage (11 avril 1761). — Situation du chemin devant être exécuté par la province du Comtat, et le surplus par le Mondragon, pour servir à la grande route de Lyon en Provence (24 juillet 1761). — Assemblée des États ayant au 6 juin 1765 l'adjuration pour la continuation du pont de

Bollène (23 mai 1765). — Assemblée des États, où le syndic et le viguier élu apprennent à l'assemblée que les entrepreneurs de la route de Mondragon à Lapalud se mettent en mesure de terminer au plutôt, et que l'adjudication de la construction du pont de Bollène a eu lieu (14 juin 1765). — Mémoire sur le chemin adjudgé par la province du Comtat au territoire de Bollène à la suite de celui de Mondragon, pour la grande route de Lyon en Provence (31 décembre 1765). — Devis des ouvrages de maçonnerie, terrasse, pavés de blocage et chaussées d'empierrement et cailloutis que la province du Comtat-Venaissin veut faire exécuter pour redresser et réparer la grande route de Lyon en Provence, sur une partie du territoire de Mornas et d'une longueur de 120 toises (25 octobre 1766). — Détail estimatif des ouvrages de maçonnerie, terrasse, pavés de blocage, et chaussée d'empierrement et cailloutis à faire pour redresser et réparer la grande route de Lyon en Provence sur une partie du territoire de Mornas, suivant le devis (25 octobre 1766). — État de la dépense de la ville de Bollène pour réparations du pont sur le Lez, dépense à laquelle le Comtat a contribué pour moitié, suivant délibération de l'assemblée générale des 25, 26 et 27 avril 1765, et qui commence en 1755 jusqu'en 1770 inclusivement (24 janvier 1770). — État de la dépense faite par la ville de Bollène, pour la construction d'un pont sur le Lez, commencé le 17 février 1770 et finissant le 8 décembre 1771, dépense à laquelle le Comtat a contribué pour moitié (22 juin 1772). — Devis des ouvrages urgents à faire pour réparer la grande route de Lyon en Provence, dans le territoire de Mornas et Piolenc, en attendant la construction neuve (10 juillet 1772). — Devis des réparations urgentes à faire au chemin de Courthézon à Sorgues sur le territoire de Bédarrides (6 septembre 1772). — Devis des réparations les plus urgentes à faire pour réparer le chemin de Courthézon à Sorgues, depuis Bédarrides jusqu'à la porte du moulin de Sorgues, sur une longueur de 1137 cannes (4 décembre 1772). — Devis des réparations urgentes à faire au chemin de Courthézon à Sorgues, sur le territoire de Bédarrides, sur une longueur de 2,145 cannes (6 décembre 1772). — Enchère et délivrance de la réparation et entretien de la partie du chemin de la grande route en Provence à travers le Comtat, dans le territoire de Sorgues, depuis la limite du territoire de Bédarrides jusqu'au moulin dudit Sorgues, dans le pourtour des remparts dudit lieu, ensemble la réparation et entretien du chemin de la grande route au terroir de Bédarrides, depuis Courthézon jusqu'à l'extrémité du tournant de la Sorgues à Bédarrides (24 janvier 1773). — Rapport de vérification des parties du bâtiment portant l'enseigne de la Croix-Blanche, situé sur la grande route de Lapalud à Pierrelatte (22 avril 1773). — Vé-

rification de la grande route de Sorgues à Bédarrides, à l'effet de reconnaître les parties qui ont besoin d'être réparées (6 juillet 1773). — Détail estimatif du devis des réparations restant à faire sur la grande route de Mornas et de Piolenc (11 septembre 1773). — Enchère et délivrance des réparations à faire pour mettre en bon état, la partie de route de Lyon en Provence, dans le territoire de Sorgues à Bédarrides, qui n'est pas pour l'entretien (28 décembre 1773). — Toisé de terrassements à faire en augmentation à la grande route du territoire de Lapalud pour la ligne droite du pont de la Pierre audit Lapalud (28 juillet 1774). — État de ce qui est dû, par la province du Comtat et par M. Dubarroux, pour le mur du Valadas de St-Loup, territoire de Mornas (6 avril 1775). — Procès-verbal par le député de la province, de vérification du projet de construction ou réparation d'un chemin tendant de la ville de Bollène à la grande route de Lyon en Provence, vis-à-vis l'embranchement du chemin allant du même chemin au Pont St-Esprit (3 août 1777). — Détail estimatif, pour ouvrages de terrassement et d'art, pour la partie de la grande route de Lyon en Provence à Mornas, suivant le devis (3 décembre 1777). — Détail estimatif pour l'entretien de la partie de la grande route de Mornas depuis Mondragon sur une longueur de 645 toises, suivant le devis (19 décembre 1777). — Visite faite par MM. de Bournareau et Pluvinal, sur la partie de la grande route de Lapalud, pour faire la reconnaissance de son entretien à la charge de Claude Maurrin, entrepreneur (2 novembre 1778). — Devis pour ouvrages d'entretien de la partie de la grande route de Lyon en Provence, aux territoires de Mornas et Piolenc, depuis la croix de Manuel près le faubourg de Mornas jusqu'à la limite d'Orange près le château de Crochans, sur une longueur de 2,953 toises (22 septembre 1778). — Détail estimatif pour l'entretien, pendant 8 années, de la grande route de Lyon en Provence au territoire de Lapalud, suivant le devis (26 septembre 1778). — Rapport sur le projet à exécuter pour donner un libre cours au passage des eaux de la Sorgue sous le pont construit sur ladite rivière, servant de continuation et jonction au chemin de la grande route, suivant le devis dressé à ce sujet, et de la dépense à faire à la partie du mur du jardin du château de Sorgues qui menace ruine, si ledit projet n'était pas mis en exécution (6 mars 1779). — Détail des ouvrages et augmentation à faire à la partir du chemin adjudgé au sieur Boyer à Mornas (7 mars 1771); — État des dépenses occasionnées sur la grande route de Bédarrides lors du passage de Monsieur, frère du roi, faites par les sieurs Vignon et Ponchon, entrepreneur (13 mai 1779). — Devis des ouvrages d'entretien à nouveau bail de la grande route de Lyon en Provence après Mondragon, sur le territoire du Comtat jusqu'au bout de la chaussée neuve près le

pont de la Pierre, sur une longueur de 954 toises, (9 septembre 1779). — Détail approximatif pour construire à neuf une partie de la conduite des fontaines de Mornas, dans la partie où elle se trouve sur l'emplacement de la grande route, depuis la porte de St-Pierre, jusqu'au verger de M. Tissot, sur une longueur de 84 cannes (20 juillet 1780). — Réparations urgentes à faire à la grande route du territoire de Mornas au Valadas de St-Loup; la chaussée, l'empierrement et les accotements ont été emportés par les fortes pluies des 7 et 18 septembre 1780). — Devis des ouvrages à faire à l'avenue du pont sur le Lez à Bollène, du côté de la chapelle de Notre-Dame (28 novembre 1781). — Devis des ouvrages à faire pour réparer et changer une partie de la grande route de Lyon en Provence, à Bédarrides dans la partie du chemin à la charge du Comtat (29 mai 1782). — Devis des ouvrages à faire par le Comtat pour le gravellement du cours appelé de la Pyramide, servant à la grande route de Lyon en Provence, et le gravellement de deux autres chemins appartenant audit cours, l'un depuis ledit cours jusqu'à la porte de Monteux, l'autre vis-à-vis la Pyramide, placés au bout dudit cours jusqu'au chemin d'Avignon, qui part de la porte de Monteux (15 mars 1783). — Devis d'ouvrages à faire pour réparer le pont de pierre sur le Lauzon, près Lapalud (13 mars 1785). — Devis d'ouvrages à faire pour construire à neuf depuis la porte du Pont de Sorgues jusqu'à la croix près la fontaine, à la droite du chemin, et la construction d'une conduite de poterie pour la fontaine extérieure de Sorgues (15 juillet 1785). — Accès sur le chemin de la grande route de Lyon en Provence, pour déterminer le sol sur lequel doit être construite ladite route, depuis la croix de Maruet à Mornas et la limite d'Orange dans les territoires de Mornas et Piolen (24 août 1788). — Détail estimatif pour la réparation et recharge à faire, sur la partie de la grande route, à partir de la croix de Tonin près Piolenc, jusqu'à la croix de Maruet au foubourg de Mornas, suivant le devis (13 décembre 1785). — Détail estimatif des ouvrages à faire pour redresser et construire à neuf la partie de la grande route de Lyon en Provence à Piolen, depuis la limite d'Orange jusqu'à la jonction de la route actuelle par la croix Tonin, suivant devis (20 octobre 1785). — Devis des ouvrages de maçonnerie à faire pour reconstruire et reculer une partie du mur du jardin du château, côté de l'écurie (6 juillet 1786). — Devis des ouvrages de gravellement et autres à faire pour réparer la grande route à Bédarrides, sur la partie à la charge du Comtat-Venaissin (14 août 1786). — Devis des ouvrages de gravellement à faire à la grande route de Lyon en Provence, à Sorgues et Avignon, jusqu'au pont sur le canal de la Sorgue, à l'angle de la papeterie de M. Légier, sur une longueur de 1,133 toises (28 août 1788). — Devis des répara-

VAUCLUSE. — SÉRIE C.

tions à faire aux ponts des rivières de la commune de Trovenc à Lamotte, dressé par les ordres de la province de Lapalud (14 août 1790). — État des terres que les cultivateurs du pays font couper pour y dresser la route de Mondragon à Lapalud; toisé des dégradations survenues par l'exécution le long de la grande route sous la commune de Mornas, depuis la porte Ferminin jusqu'à la jonction de la grande chaussée qui va au Rhône, etc.

1741-1790. — Routes et chemins.

1741-1790. — Routes et chemins. — Route d'Avignon à Apt, par le Thor et Bonnieux. — Procès-verbal de vérification des réparations faites au chemin de Bonnieux (21 janvier 1741). — Détail des dépenses occasionnées par les réparations du chemin venant à Aix, produites par la communauté de Bonnieux (11 juillet 1741). — Devis des ouvrages à faire pour réparer une partie du chemin de Bonnieux à Aix, à la montée du Blayot, dans la commune de Bonnieux (11 juillet 1741). — Procès-verbal de réception d'œuvre du chemin de Bonnieux (22 mai 1766 (20 mai 1767). — Délivrance d'une réparation à faire au chemin de la montagne de St-Saturne (11 juillet 1766). — Devis des ouvrages à faire, par la province du Comtat, pour la construction d'un pont sur le canal de la Sorgue au Thor, nommé de St-Roch, et un petit pont nommé de Notre-Dame, à construire sur le chemin qui va à Orange (13 novembre 1771). — Devis des ouvrages à faire, par la province du Comtat, pour la réparation du grand chemin venant d'Avignon, à Apt, Ménerbes et autres lieux (17 mars 1777). — Devis des ouvrages de maçonnerie à faire pour élargir le chemin en amont, de Notre-Dame à l'Isle (1 juin 1781). — Devis des ouvrages projetés, par le Comtat-Venaissin, pour la construction d'un pont sur la Sorgue (14 décembre 1778). — Détail estimatif pour la construction d'un pont sur la Sorgue, au Thor, près la porte St-Roch (16 janvier 1779). — Devis de la construction du pont du Thor, près la porte de la ville, nommée St-Roch (16 janvier 1779). — Devis des ouvrages que l'assemblée de la province du Comtat a ordonné de faire sur un bras de la Sorgue, à l'Isle, près la chapelle de Notre-Dame de Bonaventure, (9 juin 1781). — Devis des ouvrages à faire exécuter, par la province du Comtat-Venaissin, pour la réparation du chemin de l'Isle à Apt (26 mars 1785). — Devis des ouvrages à faire exécuter, par la province du Comtat, pour continuer la réparation du chemin de la ville de Bonnieux passant par la chapelle de St-Vincent (22 août 1787). — Devis des réparations à faire au pont Julien, sur le Canton, à Bonnieux (11 mars 1789), etc.

Comtat Venaissin — Comtat, papier.

1733-1734. — Routes et chemins. — Contour de Carpentras, par le pont de la Nesque et chemin de Notre-Dame-da-Santé. — Toisé des murailles de la porte d'Orange et de la porte de Mazan. — Toisé des terrains et près de l'Oratoire. — Toisé entre la porte de Mazan et celle d'Orange. — Cannage de la partie de muraille faite par le Comtat pour le soutènement du chemin de Notre-Dame-da-Santé (avril 1761). — Chemin dit de la Sainte-Famille, de l'Hôpital de Carpentras (1751). — Arpentage du chemin de la Sainte-Famille jusqu'à l'Hôpital (12 décembre 1754). — Chemin de Carpentras à Apt, par St-Didier et Murs (1766-1778). — Devis des ouvrages, à faire par la province du Comtat, pour continuer les réparations faites au chemin de St-Didier à Carpentras (4 juin 1766). — Devis des ouvrages à faire pour construire, dans le Comtat, une nouvelle route projetée à Apt, en Provence, passant par Murs (3 octobre 1773). — Détail estimatif pour la construction du chemin depuis le torrent de la Nesque à Venasque jusqu'à Murs, passant par La Combe-de-Vallelongue (3 octobre 1773). — Motifs invoqués par les députés de Malemort, à l'assemblée des États, pour les déterminer à faire passer par Malemort et Métamis, plutôt que par Mazan et Mormoiron, le grand chemin à construire de Carpentras à Sault. — Devis des ouvrages à faire pour la construction du chemin d'Apt à Carpentras passant par Murs et son terroir jusqu'à Venasque (28 décembre 1773). — Dépense à faire pour réparer une partie du chemin de Carpentras à St-Didier, entre le chemin de Malemort et la Nesque sur une longueur de 497 toises (8 octobre 1778). — Devis du couronnement du parapet et des contreforts de la muraille qui soutient le chemin de la porte de Notre-Dame à celle de Mazan à Carpentras (27 octobre 1785). — Chemin de Carpentras à Avignon (1743-1786). — État de la dépense faite au chemin tendant de Carpentras à Avignon (23 septembre 1750). — Rapport sur l'état actuel du chemin de Carpentras à Avignon depuis l'Oratoire de St-Joseph jusqu'à la limite du Comtat (2 janvier 1764). — Devis des ouvrages à faire pour réparer et entretenir pendant six ans la grande route de Carpentras à Avignon (16 décembre 1771). — Rapport de M. de Tournilhon sur le chemin de Carpentras à l'Isle (20 mars 1781). — Devis des ouvrages à faire, par la province du Comtat, pour la reconstruction du petit pont de Garene à Entraigues (15 juin 1781). — Devis des ouvrages à faire, par le Comtat, pour former un nouveau chemin sur plusieurs alignements du côté de Notre-Dame à Carpentras (5 juillet 1781). — Détail estimatif de la dépense à faire pour construire à

neuf le chemin depuis l'Oratoire du bois de Gigondas jusqu'à celle de St-Joseph (11 octobre 1783). — Devis des ouvrages à faire exécuter, par le Comtat, pour la construction d'un nouveau pont sur le chemin de Carpentras entre la grange du sieur Frontin et le logis de Vedènes (26 juin 1786). — Chemin de Carpentras à Bédoin par Crillon (1780-1788). — Devis des ouvrages à faire exécuter par le Comtat pour réparer le mauvais état du chemin tendant de Carpentras à Bédoin, dans le terroir de Crillon (28 octobre 1787). — Devis des ouvrages, que la communauté de Bédoin se propose de faire exécuter pour continuer les réparations du chemin tendant de Bédoin à Carpentras (30 avril 1788). — Chemin de Carpentras à Malemort et à Ste-Cécile (1767-1788). — Mémoire des terrains acquis par la province sur des particuliers de Malemort pour l'agrandissement du chemin (1^{er} février 1767). — Chemin de Carpentras à Malemort-les-Durance, par Pernes, L'Isle et Cavaillon (1743-1790). — Devis des ouvrages à faire pour réparer le chemin de Cavaillon à la Durance (12 juin 1743). — Toisé du terrain à prendre pour la réparation de la partie du chemin de Carpentras à l'Isle (1^{er} avril 1758). — Devis des ouvrages à faire pour réparer une partie du grand chemin tendant de Pernes à l'Isle (25 février 1766). — Détail estimatif de la réparation à faire au grand chemin de Pernes à l'Isle (25 février 1766). — Devis de réparation du chemin de Carpentras à l'Isle depuis Pernes jusqu'au pont couvert (10 juin 1778). — Chemin de Carpentras à Mormoiron, par Mazan (1771-1788). — Devis des ouvrages à faire pour la construction d'un pont sur le Lauzon, et d'une chaussée pour ses avenues, sur le chemin de Carpentras à Mazan (25 juillet 1771). — Ouvrages de maçonnerie à faire, par le Comtat, pour la réparation du pont construit sur le fossé de St-Joseph, près la porte de Mazan, appelé de Mormoiron (10 février 1781). — Chemin de Carpentras à Orange, par Sarrians. — Devis des ouvrages à faire, par le Comtat, pour réparer une partie du chemin de Carpentras à Sarrians (8 octobre 1766). — Détail estimatif des ouvrages faits au pont construit sur la Brégouse, au chemin de Carpentras, à Sarrians (10 mars 1767). — Devis des ouvrages à faire, par le Comtat, pour réparer la partie de la grande route de Carpentras à Orange (14 juin 1777). — Détail estimatif des ouvrages à faire pour la réparation d'une partie du grand chemin de Carpentras à Sarrians (20 juin 1777). — Détail estimatif de la dépense à faire pour réparer le chemin de Carpentras à Sarrians, depuis la rivière de Mède jusqu'au pont de la Croix (12 novembre 1782). — Devis des ouvrages à faire, par le Comtat, pour la réparation du grand chemin de Carpentras à Sarrians (12 novembre 1782); etc.

C. 68. (Liasse.) — 116 pièces, papier.

1743-1799. — Routes et chemins. — Chemin de Carpentras à Vaison, par Caromb, Malaucène, le Crestet (1743-1790). — Réparations faites au chemin de Vaison (2 juin 1743). — Observations faites par M. Boutière, architecte du chemin de Vaison (27 octobre 1757). — Toisé des ouvrages exécutés au chemin de Vaison, au moulin de Crestet (20 mai 1765). — Réparations à faire aux bords de l'Ouvèze à Crestet (24 août 1777). — État des sommes données à Aubanel, du Barroux, pour la réparation du chemin de Malaucène à Carpentras (13 juillet 1778). — Détail estimatif de la dépense à faire aux chemins des approches de Vaison, du côté de Malaucène comme de celui de Séguret (12 août 1779). — Détail estimatif pour l'agrandissement de l'arche et pour l'élévation des parapets du pont de Malaucène (3 mai 1780). — Détail des dépenses à faire pour deux parties de chemin de Malaucène à Vaison (12 janvier 1782). — Requête de la communauté de Caromb à la province à l'occasion du chemin tendant des carrières à Carpentras (1786.) — Devis des ouvrages à faire par le Comtat pour réparer une partie du chemin de Carpentras à Caromb (7 mars 1789). — Devis des ouvrages à faire pour réparer une partie du chemin tendant de Malaucène à Carpentras (30 octobre 1789). — Devis des ouvrages à faire pour construire à neuf l'embranchement de la porte Fiol à la porte d'Huron à Malaucène (16 novembre 1789). — Chemin de Carpentras à Sault (1745-1786). — Rapport de reconnaissance de prix-fait de la construction d'un pont donné par la communauté de Mormoiron et Flas-san à Imbert, maçon (2 mai 1754). — Terrains pris à différents particuliers pour l'élargissement du chemin des Capucins tendant de Carpentras à Sault (5 janvier 1760). — Travail fait à la porte de Mazan (9 janvier 1760). — Devis des ouvrages à faire par le Comtat pour mettre à neuf une partie du chemin tendant de Carpentras à la vallée de Sault au territoire de Mormoiron (7 mai 1774). — Devis des ouvrages à faire par le Comtat pour réparer le chemin avant et après les avenues du pont construit sur le Lauzon (14 décembre 1776). — Devis des ouvrages à faire par le Comtat à une partie du chemin tendant de Mazan à Mormoiron et la vallée de Sault (16 janvier 1778). — Dépenses faites par la province pour la construction d'une muraille pour le soutènement du chemin de Carpentras à la vallée de Sault (27 janvier 1784). — Devis du couronnement du parapet et des contreforts de la muraille qui soutient le chemin entre la porte Notre-Dame et celle de Mazan, à Carpentras (26 octobre 1785). — Devis des ouvrages à faire pour construire à

neuf une partie du chemin de Carpentras à Mazan tendant à la vallée de Sault (9 mars 1785). — Devis des ouvrages à faire pour construire à neuf la partie du chemin de Carpentras à Mazan, depuis la porte de Mazan jusqu'au chemin pour d'arriver au pont construit sur le Lauzon (3 juin 1785). — Devis des ouvrages à faire pour construire à neuf le pont de chemin depuis Mazan jusqu'au près du petit chemin qui conduit par Mormoiron à Sault (1785). — Devis par l'Haut-Comtat de Carpentras à Valréas, passant par Aubignan, Vaqueyras, Visan (1769-1788). — Devis des ouvrages à faire pour réparer une partie du grand chemin tendant de Valréas à la vallée de la Salette (8 février 1769). — Devis des ouvrages à faire pour le couronnement du pont sur la rivière de la Violette tendant de Valréas que l'on construit de Valréas à Visan sur la rive d'aval. — Devis de la réparation de partie de la route de Valréas à la Salette (1784). — Devis des ouvrages à faire par le Comtat pour la réparation d'une partie de la grande route du haut Comtat, depuis Aubignan jusqu'à la rivière appelée Salette (8 février 1785). — Détail estimatif de l'ouvrage à faire pour réparer la partie de la grande route du haut Comtat, depuis Aubignan jusqu'à la rivière appelée Salette (8 février 1785). — Devis des ouvrages à faire par le Comtat pour réparer une partie du grand chemin de Valréas à Visan, depuis la croix de la Chalrette jusqu'à Visan (16 novembre 1783). — Devis des ouvrages à faire par le Comtat pour l'entretien du chemin qui conduit dans le Haut-Comtat et à Vaqueyras (10 décembre 1785). — Devis des ouvrages à faire pour réparer une partie du chemin de Carpentras à Aubignan, depuis la rivière de Vize jusqu'à celle de Brégoux (11 février 1786), etc.

C. 69. (Liasse.) — 43 pièces, papier.

1743-1789. — Routes et chemins. — Chemin de Cavaillon à Avignon, par Caumont et Bonpas, et de Cavaillon à Marseille (1744-1789). — Devis des ouvrages à faire pour réparer le chemin de Cavaillon à Caumont (16 septembre 1744). — Prix-fait des réparations que les États du Comtat font faire au chemin de Cavaillon à Caumont (11 février 1750). — Toisé des ouvrages exécutés au chemin de Caumont à Bonpas (2 mai 1760). — Situation des ouvrages du chemin de Caumont à Bonpas (12 novembre 1768). — Devis de l'entretien de la partie de la route nouvellement construite de Caumont à la limite du territoire d'Avignon (1 octobre 1774). — Ouvrages à exécuter à la suite de la visite de M. de Bournareau, vicaire général et officier, de Valors, syndic de la province du Comtat, et Devillario, secrétaire général, tous députés de la pro-

vinée du Comtat (20 janvier 1778). — Devis des ouvrages à faire au chemin de Cavaillon à Caumont (22 janvier 1778). — Délibération du conseil de la communauté de Cavaillon au sujet de la réparation du pont sur le Caulon (23 septembre 1778). — Devis de la réparation du pont du Caulon sur la grande route de Cavaillon à Avignon (3 décembre 1781). — Détail estimatif pour la réparation du pont du Caulon sur la route de Cavaillon à Avignon (3 décembre 1781). — Devis des ouvrages à faire par le Comtat, pour réparer partie de la grande route de Cavaillon à Marseille passant par le bac de Senas (8 novembre 1785). — Ouvrages à faire pour la coupure et le déblai d'une partie du pied de la montagne près le pont de la Durangoles sous la Chartreuse de Bonpas (14 janvier 1784). — Supplique adressée par les entrepreneurs de la réparation du pont du Caulon à l'assemblée du Comtat (11 juin 1784). — Devis des ouvrages à faire exécuter par le Comtat pour construire à neuf le chemin depuis Cavaillon jusqu'au chemin neuf qui conduit de Caumont à la Chartreuse de Bonpas (27 juillet 1786). — Devis des ouvrages à faire pour construire à neuf et aligner le chemin, depuis Cavaillon jusqu'au pont du Caulon, du côté d'Avignon (29 juillet 1786). — Devis des ouvrages à faire par le Comtat pour continuer la coupure du pied de la montagne, près le grand pont de la Durangoles, sous la Chartreuse de Bonpas (24 février 1787). — Devis des ouvrages à faire exécuter par le Comtat pour ouvrir un canal devant servir à emporter et garantir des sables le chemin de Cavaillon à Marseille, passant par le bac de Senas (12 avril 1787). — Devis des ouvrages à faire pour réparer la partie du chemin de Cavaillon à Caumont (1^{er} septembre 1787). — Devis des ouvrages à faire exécuter par le Comtat pour réparer une partie du chemin de Cavaillon à L'Isle et à Caumont (7 novembre 1789), etc.

C. 70. (Liasse.) — 65 pièces, papier.

1751-1789. — Routes et chemins. — Chemin de la Croisière ou des Baronnie du Dauphiné, du Pont-St-Esprit à Nyons par Lamotte, Bollène, Baumes de Transit (1751-1788). — Mémoire concernant le projet d'une grande route dans les Baronnie du Dauphiné. — Mémoire sur l'état actuel du chemin de Lamotte et les moyens de le rendre praticable (1751). — Livre des acquits faits à Bollène des parties de terrain pris aux terroirs de Bollène et de Lapalud pour la construction du chemin de traverse (30 novembre 1759 et 7 février 1760). — Mémoire remis par M. de Valoris, secrétaire du pays, pour servir de réponse au mémorial présenté à Monseigneur le vice-légat par le sieur Alexis Ruy, cantonnier du terroir de Lamotte (22 août 1760). — Devis des ouvrages à faire pour réparer la route de Lapalud au Pont-St-Esprit (11 mars 1772).

— Rapport d'arpentage des terrains à prendre pour le projet du chemin à construire à neuf de Bollène au pont St-Esprit (22 août 1776). — Mémoire sur le projet de réparation du chemin de Bollène à Suze (20 mai 1785). — Devis des ouvrages à faire par le Comtat pour réparer la route à la sortie du pont des Pilles, construit sur la rivière d'Aigue, tendant du lieu des Pilles à Serre, Briançon et autres lieux du Dauphiné (8 juillet 1786). — Chemins de traverse et embranchements divers (1761-1788). — Chemin de Vaison (1761-1767). — Devis des ouvrages à faire pour les réparations du chemin aux avenues de Vaison. — Détail estimatif des ouvrages à faire pour diriger la montée de Vaison, depuis l'évêché jusqu'à l'angle gauche formé par le mur dans la terre du sieur Payol (15 mai 1761). — Nouveau projet de chemin d'un seul alignement pour l'avenue de la ville de Vaison (18 août 1761). — Toisé pour compter avec les entrepreneurs du chemin de Vaison et connaître leur situation actuelle (25 mars 1763). — Chemin de Ste-Cécile. — Copie du devis estimatif dressé pour la réparation du chemin de Ste-Cécile (12 avril 1763). — Chemin de Vaison à Séguret (1763). — Toisé pour compter avec les entrepreneurs du chemin de Vaison, et connaître leur situation actuelle (25 mai 1763). — Chemin de Carpentras à St-Didier. (1766). — Devis des ouvrages à faire par le Comtat pour le chemin de Carpentras à St-Didier (4 janvier 1766). — Chemin de L'Isle à Caumont (1767). — Devis des ouvrages à faire pour construire à neuf le chemin de L'Isle à Caumont (2 novembre 1767). — Chemin de Montoux à Avignon (1773). — Devis des réparations à faire par le Comtat à une partie du chemin tendant de Montoux à Aubignan au quartier de Miras. — Chemin de Caromb à Sarrians. — Rapport sur le chemin de Caromb à Sarrians (25 octobre 1780). — Chemin de Vaucluse à Caumont — État des dépenses pour la construction du chemin de Vaucluse à Caumont (7 juillet 1783). — Chemin du Thor à Velleron (1784-1787). — Devis des ouvrages à faire par le Comtat pour construire à neuf une partie du chemin du Thor à Velleron (6 février 1784). — Chemin d'Orange à Cairanne par Camaret et Travaillan (1787-1789). — Délibération de l'assemblée du district du diocèse de Vaison concernant les chemins publics (4 septembre 1787). — Devis ouvrages à faire par le Comtat pour la réparation d'une partie du chemin de Camaret à Orange (18 octobre 1787). — Détail estimatif de la dépense à faire pour la réparation d'une partie du chemin de Camaret à Orange (18 octobre 1777). — Devis des ouvrages à faire par le Comtat pour la continuation de la réparation du chemin tendant de Camaret à Orange (21 avril 1789). — Détail estimatif de la dépense à faire pour la continuation de la réparation du chemin de Camaret à Orange, suivant devis, en date du 29 avril 1789. — Route de Baume de Transit à Sérignan.

— Mémoire pour la communauté de Sérignan pour la réparation de la route de Baume de Transit (18 septembre 1758) etc.

G. 71. (Registre.) — In-4, 664 feuillets, papier.

1741-1765. — Livre des devis et détails estimatifs du Comtat-Venaissin depuis le 6 mars jusqu'au 28 décembre 1675. — Détail estimatif de la dépense à faire pour le chemin d'embranchement sur la route de Provence allant au Pont-St-Esprit (fol° 1). — État estimatif pour l'entretien pendant 8 années de la première partie de la route de Valréas à Visan suivant le devis du 19 février 1778 (fol° 4). — Devis des réparations qu'il convient de faire dans le grand chemin depuis la porte St-Nicolas à Mornas jusqu'aux limites du terroir de Mondragon (fol° 5). — Devis des réparations qu'il convient de faire dans le grand chemin depuis la porte St-Nicolas à Mornas jusqu'aux limites du terroir de Mondragon (fol° 6). — Devis des réparations qu'il convient de faire pour réparer le grand chemin depuis la porte St-Nicolas à Mornas jusqu'aux limites du terroir de Piolen et des dites limites jusqu'au devant de la porte de Piolen (fol° 11). — Devis des réparations qu'il convient de faire dans le grand chemin depuis les limites du terroir de Pierrelatte jusqu'à Lapalud et de là jusqu'aux limites du terroir de Mondragon (fol° 17). — Devis des réparations qu'il convient de faire dans le grand le chemin allant de Châteauneuf-Calcernier, dit du Pape, au pont de Sorgues (fol° 20). — Devis des réparations qu'il convient de faire dans le grand chemin de Carpentras à Montoux (fol° 22). — Détail estimatif de la dépense à faire pour réparer le mauvais pas du chemin de Carpentras à Bédoin, dans le terroir de Crillon, suivant le devis, en date du 23 octobre 1787 (fol° 41). — Observations sur le projet du chemin à construire de l'Isle à Cavaillon relativement au plan du lieu (fol° 42). — Détail estimatif de la dépense à faire pour le chemin à construire à neuf du pont sur le Lez, à Bollène, au chemin d'embranchement sur la route de Provence, conduisant au Pont-St-Esprit (fol° 46). — Détail estimatif par approximation de la dépense à faire pour construire le mur qui doit soutenir le chemin projeté de la porte d'Orange, de la ville de Carpentras, à Notre-Dame-de-Santé (fol° 48). — Détail estimatif pour les augmentations faites au devant de la chapelle de Notre-Dame-de-Santé faites par le sieur Georges Augier et Jacques Julien, entrepreneurs dudit ouvrage (fo° 50). — Devis et article pour la reconstruction d'un pont qui doit se faire au grand chemin de Visan dans la Rialle (fol° 51). — Détail estimatif des ouvrages à faire pour reconstruire le mur du jardin du château de Sorgues donnant sur la rivière (fol° 52). — Détail estimatif de la dépense à faire pour le chemin projeté de Bonpas à Caumont (fol° 53). — Détail

estimatif des ouvrages pour la réparation du chemin de l'Isle à l'Isle, à compter de 11 cannes par côté le pont de Notre-Dame-de-Bonaventure (fol° 57). — Détail approximatif de la dépense à faire pour construire un mur le long du canal de M. de Guilhemier, longeant la nouvelle route du Pont-St-Esprit. — Devis des ouvrages qu'il convient de faire pour réparer le chemin tendant de Carpentras à Montoux, de Montoux à la Croix de Beauchamp, du pont des Vaches à Entraigues, et d'Entraigues jusqu'aux limites du comté d'Avignon (fol° 66). — Devis de la réparation du chemin de Carpentras jusqu'aux limites du terroir de Montoux (7 février 1741, fol° 67). — Devis des ouvrages qu'il convient de faire pour réparer le chemin tendant de Carpentras à Montoux, de Montoux à la Croix de Beauchamp, du pont des Vaches à Entraigues, et d'Entraigues jusqu'aux limites du comté d'Avignon (7 février 1741, fol° 74). — Devis des ouvrages qu'il convient de faire pour réparer le chemin tendant de Carpentras à Montoux, à la Croix de Beauchamp, du pont des Vaches à Entraigues, et d'Entraigues jusqu'aux limites d'Avignon (7 février 1741, fol° 85). — Devis des réparations qu'il convient de faire dans le grand chemin de Carpentras à Montoux sur une largeur de 28 pans (3 février 1742, fol° 92). — Devis des réparations qu'il convient de faire dans le chemin de Mormoiron jusqu'aux limites du terroir de Sault (3 février 1742, fol° 92). — Devis des réparations qu'il convient de faire du grand chemin qui tend du lieu de Lapalud à celui de Mondragon (fol° 100). — Devis du pont appelé de M. Barbe qui est sur le grand chemin tendant de Lapalud à Mondragon (15 novembre 1742, fol° 103). — Devis de la construction du pont qu'on doit faire sur la Sorguette dans le chemin de Montoux à Entraigues (2 septembre 1842, fol° 103). — Devis des réparations qui sont encore à faire dans la partie du chemin d'Avignon qui est dans le terroir d'Entraigues (8 février 1743, fol° 112). — Devis des réparations qu'il convient de faire à la montée de Vacqueyras, pour la rendre commode aux voitures et aux gens à pied et à cheval (1^{er} février 1743, fol° 116). — Devis des réparations qu'il convient de faire pour réparer le chemin depuis le lieu de Loriol jusqu'à l'endroit appelé du Maupas, terroir de Sarrians (27 mai 1743, fol° 118). — Devis des réparations que l'assemblée générale du pays a délibéré de faire au chemin qui tend de la ville de Cavaillon au bac de Malemort, sur la rivière de la Durance, dressé par le sieur Bouthière (12 juin 1743, fol° 122). — Devis des ouvrages qu'il convient de faire pour réparer le chemin tendant de la ville de Cavaillon à la Durance et à la barque, dite de Malemort (12 juin 1743, fol° 142). — Articles sur lesquels l'acte de prix-fait du chemin tendant de Cavaillon à la Durance sera passé en faveur de ceux qui seront les adjudicataires des dites réparations (17 octobre 1743,

fol. 162). — Devis des ouvrages qu'il convient de faire pour réparer les cavités de la ville de Carpentras (12 juillet 1743, fol. 166). — Devis des réparations qu'il convient de faire à la montée qui est au bout de la rivière de la Mèze, terroir de Crillon, pour la rendre commode aux voitures et aux voyageurs (14 juillet 1744, fol. 170). — Devis des réparations qu'il convient de faire à la montée, depuis l'église de Crillon jusqu'au quartier de M. Donat (15 août 1744, fol. 172). — Devis des réparations qu'il convient de faire au chemin qui tend de la porte de Montan à la porte de Notre-Dame de la ville de Carpentras (5 septembre 1744, fol. 174). — Devis des réparations qu'il convient de faire dans le grand chemin qui tend de Sarrians à Loriol et à Carpentras (12 septembre 1744, fol. 176). — Devis des ouvrages qu'il convient de faire pour réparer le chemin tendant de la ville de Cavaillon au lieu de Caumont (16 septembre 1744, fol. 180). — Devis des ouvrages qu'il convient de faire pour réparer le chemin tendant de Carpentras à Montoux, de Montoux à la Croix de Beauchamp, du pont des Vaches à Entraigues, et d'Entraigues jusqu'aux limites du Comté d'Avignon (18 janvier 1747, fol. 188). — Devis de la réparation du chemin d'Entraigues, depuis la croix de M. Rivasse jusqu'au cabaret de St-Anne, terroir de Vedène (9 mai 1750, fol. 198). — Devis du pont d'Entraigues appelé de la Juste (30 mai 1750, fol. 202). — Devis de la réparation du chemin tendant de la ville de Cavaillon à la ville de l'Isle, à commencer au chemin tendant dudit Cavaillon au lieu de Caumont (18 mars 1751, fol. 210). — Devis de la réparation des chemins tendant du lieu de Lapalud en la ville du St-Esprit depuis la Croix du Gascon jusqu'aux limites de France, terroir de la ville de St-Esprit en deçà du Rhône (23 juin 1751, fol. 216). — Devis de la réparation du chemin, à commencer au pont des Vaches jusqu'au logis de Blégier (19 juillet 1751, fol. 222). — Devis de la réparation du chemin de la Morte, commençant au pont dudit chemin jusqu'au pont de la Pierre et du pont de la Pierre jusqu'à celui de Sainte-Barbe (13 juin 1752, fol. 230). — Devis estimatif de la réparation du chemin tendant du lieu de Lapalud jusqu'aux limites du terroir de la ville de St-Esprit commençant à la Croix du Gascon, terroir du dit Lapalud en deçà du Rhône (23 août 1752, fol. 232). — Devis de l'engravement qu'il convient de faire aux avenues du pont des Vaches, du côté de Montoux et de celui d'Entraigues (14 septembre 1752, fol. 238). — Devis de la réparation de la descente du chemin tendant de la ville de Carpentras au lieu d'Aubignan, et au quartier appelé de la Rode (22 mai 1753, fol. 240). — Devis de la réparation qu'il convient de faire au grand chemin de Carpentras à Aubignan, tendant du chemin de Serres aboutissant aux limites dudit

Carpentras et d'Aubignan, où l'on appelle la pierre du Coq, contenant 889 cannes de longueur, dressé pour ce sujet par le sieur Lambertin, architecte, et signé par les parties (23 juillet 1753, fol. 253). — Devis de la réparation du chemin que le pays désire faire depuis la ville de Carpentras, jusqu'à celle de l'Isle, à commencer au cours de l'Hôpital Neuf, du côté de Pernes (7 septembre 1754, fol. 256). — Seconde partie du devis, concernant la réparation du chemin tendant de la ville de Carpentras à celle de l'Isle, à commencer au torrent de Parnon, terroir de Pernes (4 septembre 1754, fol. 260). — Troisième partie du devis, concernant la réparation du chemin tendant de la ville de Carpentras à celle de l'Isle, à commencer au pont, au-dessous du cabaret de M. le marquis de Cambis (10 septembre 1754, fol. 264). — Quatrième partie du devis concernant la réparation du chemin tendant de la ville de Carpentras à celle de l'Isle, à commencer après la terre de M. Buralier, du côté de St-Antoine (11 septembre, fol. 268). — Devis de la réparation qu'il convient de faire à la descente de Loriol et au chemin, depuis la rivière de M. le jusqu'au torrent de Brègues (27 février 1755, fol. 276). — Troisième partie du devis, concernant la réparation du chemin tendant de la ville de Carpentras à celle de l'Isle, à commencer au pont au-dessous du cabaret de M. le marquis de Cambis (5 juillet 1755, fol. 276). — Devis de la réparation du chemin de la ville de Vaison, que le pays désire faire en différentes parties, à commencer de la terre de M. d'Elbène, du côté de la bise, et à celle de François Sage, du côté du midi (3 juin 1755, fol. 282). — Devis du pont du torrent de Sainte-Catherine (4 juin 1756, fol. 288). — Devis des ouvrages à continuer au chemin tendant de Lapalud au St-Esprit dans le territoire de La Motte (27 février 1758, fol. 292). — Devis des ouvrages à faire pour continuer le chemin tendant de Carpentras à l'Isle depuis le pont couvert avec des graves, près le logis de M. de Cambis, au territoire de Velleron, jusqu'à l'embranchement de St-Antoine (17 mars 1758, fol. 298). — Détail estimatif des ouvrages à faire pour continuer le chemin qui conduit de Carpentras à l'Isle depuis le pont couvert de graves près le logis de M. de Cambis, au territoire de Velleron, jusqu'à l'embranchement du chemin appelé de St-Antoine, suivant le devis dressé le 17 mars 1758 (fol. 310). — Continuation du devis pour la réparation du chemin de Pernes à l'Isle, qui comprend depuis l'extrémité des dernières réparations à l'embranchement de St-Antoine jusqu'au bout de la rampe du pont de Notre-Dame, du côté de l'Isle (15 janvier 1760, fol. 314). — Détail estimatif des ouvrages à faire pour continuer le chemin de Pernes à l'Isle, depuis l'embranchement de St-Antoine jusque et passé le pont de Notre-Dame, près l'Isle (fol. 322). — Devis des ouvrages à faire pour réparer une partie du chemin qui conduit de la

ville dans la haute Provence (8 mars 1760, fol° 324). — Détail estimatif pour la réparation du chemin qui conduit de la ville de L'Isle à Apt, en Provence, dans la partie depuis le pont de Bodelmas, tout près de L'Isle, jusqu'au château des Sorguettes, suivant devis du 8 mars 1760, (fol° 324). — Continuation du chemin qui conduit de Pernes à L'Isle (13 mars 1760, fol° 334). — Détail estimatif des ouvrages à faire pour réparer le chemin aux environs de Vaison, suivant le devis dressé le 10 septembre 1761, fol° 346. — Devis des ouvrages à faire pour réparer la montée de St-Donat au chemin qui conduit de Carpentras à Malaucourt (30 octobre 1760, fol° 352). — Devis des ouvrages à faire pour finir le chemin que ce pays fait faire, depuis le pont de Mazan jusqu'à la Croix couverte, près les Révérends Pères Capucins, et tendant de Carpentras à Saubert (10 janvier 1761, fol° 367). — Devis des ouvrages que la province du Comtat veut faire exécuter pour continuer la réparation qui conduit de Carpentras à L'Isle (27 février 1761, fol° 383). — Détail estimatif des ouvrages à faire en terrasse, maçonnerie et autres, pour achever le dernier intervalle du chemin de Carpentras à L'Isle, suivant le devis du 23 septembre 1761 (fol° 397). — Détail estimatif des ouvrages à faire pour diriger la montée de Vaison d'un seul alignement, depuis le dernier coude de l'évêché jusqu'au dernier coude que forme le mur à la gauche dans la terre de M. Poujol, tout près le moulin (5 mars 1761, fol° 401). — Devis des ouvrages que la province du Comtat veut faire exécuter, en maçonnerie, charpente, terrasse et autres, pour la construction d'un chemin depuis la Chartreuse de Bonpas jusqu'à Caumont (6 juin 1761, fol° 401). — Devis des ouvrages que la province du Comtat désire faire faire pour réparer le chemin tendant de Carpentras à Caromb, et celui dudit Caromb à Mazan (22 février 1762, fol° 417). — Devis des ouvrages de maçonnerie, charpente et terrassement à faire pour la reconstruction d'une arche tombée au pont sur le Lez, près la ville de Bollène (12 juin 1762, fol° 463). — Détail estimatif des ouvrages à faire pour la construction d'une arche au pont de Bollène sur la rivière du Lez et autres ouvrages compris dans le devis dressé (12 juin 1762, fol° 472). — Devis des ouvrages de maçonnerie à faire exécuter par la province du Comtat pour un réservoir à construire dans la terre de M. de Cabanis, sur la gauche du chemin qui conduit de la porte d'Orange à Notre-Dame-de-Santé (25 août 1762, fol. 477). — Devis des ouvrages à faire exécuter par la province du Comtat pour la réparation et le redressement d'une première partie du chemin tendant de la ville de L'Isle à celle de Cavaillon (2 octobre 1762, fol° 485). — Détail estimatif des ouvrages à faire par la province du Comtat pour la première partie à entreprendre du chemin de L'Isle à Cavaillon, suivant le devis dressé le 20 octobre

1762, la largeur du chemin fixée à cinq toises (20 octobre 1762, fol° 491). — Détail estimatif des ouvrages à faire pour la réparation du chemin qui conduit de L'Isle à Cavaillon, depuis Velorgue jusqu'au premier domaine des Dames Religieuses de St-Benoît et à Velorgue (10 novembre 1762, fol° 501). — Devis des ouvrages que la province du Comtat veut faire exécuter pour réparer les trous, fossés, enjères profondes et autres mauvais pas qui se trouvent par intervalles sur le chemin qui conduit de L'Isle à Cavaillon (6 juin 1763, f° 516). — Devis pour l'entretien du chemin de la ville de Cavaillon jusqu'au chemin de traverse nommé la Drage de l'homme, qui conduit au bac de Sénas sur la Durance (10 juin 1763, f° 543). — Détail estimatif de la dépense à faire pour réparer et entretenir le chemin de la ville de Cavaillon à la Drage de l'homme, qui conduit à la barque de Sénas sur la Durance (f° 561). — Devis des ouvrages de maçonnerie à faire exécuter par la province du Comtat pour réparer la partie tendant de Carpentras à Sarrians, près la ville d'Uzès, et contre le petit pont sur le dit chemin, pour garantir le dit pont et chemin des dégradations que causent les eaux venant à déborder de la rivière de Mède (20 août 1763, f° 565). — Détail estimatif de la dépense à faire pour réparer une partie du chemin tendant de Malaucourt à Carpentras suivant devis daté du 16 septembre 1763, f° 569). — Détail estimatif pour la dépense à faire au chemin tendant de Carpentras à Malaucourt, et de la porte d'Orange à celle de Mazan, suivant le devis du 21 octobre 1763. — Devis pour réparer la partie du chemin autour de l'enceinte de la ville de L'Isle depuis le pont neuf de Bouigas jusqu'à l'auberge de St-Martin, et ensuite pour continuer le même chemin de L'Isle à Cavaillon depuis Velorgue jusqu'à la jonction du grand chemin d'Avignon à Cavaillon (25 juillet 1764, f° 573). — Détail estimatif des ouvrages à faire pour continuer le chemin de L'Isle à Cavaillon en suivant le projet assigné depuis Velorgue, conformément au devis du 25 juillet 1764 (f° 595). — Détail estimatif pour le chemin de Vaison à Malaucourt jusqu'au moulin de Crestet, suivant le devis du 1^{er} octobre 1764, f° 603). — Devis des ouvrages en maçonnerie que la province du Comtat veut faire exécuter pour la construction du pont sur le torrent de Brégoux au chemin tendant de Carpentras à Sarrians, suivant le plan, élévation, coupe, dressés pour ce sujet comme s'ensuit au présent devis (3 décembre 1764, f° 605). — Nouveau détail estimatif du chemin tendant du chemin de Caumont à Bonpas, comprenant les changements convenus et arrêtés par MM. les administrateurs de la province le quatre janvier de la présente année, et adoptés par M. Baudran et Étienne Ponge, entrepreneurs dudit chemin, suivant le toisé fait en leur présence les quatre, cinq et six mars mil sept cent soixante-cinq (6 mars 1765, f° 615). — Devis des réparations indispensables à faire au chemin qui

conduit du Pont St-Espirit au lieu de Lapalud au Comtat-Venaissin et dans la partie du territoire de Lamotte (26 juin 1765), f° 625). — Devis des ouvrages de maçonnerie à faire exécuter par la province du Comtat, pour continuer le cours du chemin tendant de la porte d'Orange à celle de Mazan de la ville de Carpentras, suivant le plan dressé à ce sujet et contenu dans le présent devis (16 juillet 1765, f° 633). — Autre devis pour la réparation du chemin de M Isle à Carville, dans la partie depuis le pont de Fuste sur un bras de la Sorgue jusqu'à l'auberge St-Martin de la ville de Carpentras (17 juillet 1765, f° 641). — Devis des ouvrages à faire pour fermer l'irruption survenue à la rive droite du torrent de St-Espirit au-dessous du nouveau pont et réparer les cavités survenues au chemin de Carpentras à Sarrians dans cette portion (5 septembre 1765, f° 645). — Situation du chemin du haut au haut Dauphiné dans la traversée du territoire de Puy-méras, entre les communautés de Piégon et de Faucon, avec le détail des ouvrages les plus instants à faire pour le rendre praticable aux bêtes de charge (8 décembre 1765, f° 647). — Dépenses des ouvrages à faire pour réparer le chemin au territoire de Puy-méras, suivant le devis du 28 décembre 1765, f° 653).

C. 72. (Registre.) — In-folio, 107 feuillets, papier.

1755-1756. — Routes et chemins. — Livre contenant l'estimation, le sommaire d'estimation, le résultat des estimations, le devis et le détail estimatif du redressement et le rétablissement de la route de Lyon en Provence et Languedoc, traversant les territoires de Lapalud, Bollène, Mornas, Piolenc et Sorgues. — Estimation des terrains à occuper pour la nouvelle route suivant le premier devis dressé le 20 novembre 1755 au territoire de Lapalud à compter de la limite du Dauphiné jusqu'à la croix par delà (f° 1). — Estimation des terrains à occuper pour l'emplacement de la nouvelle route suivant le deuxième devis au territoire de Lapalud et de Bollène (f° 3). — Estimation des terrains à occuper pour redresser et élargir la route aux territoires de Mornas et de Piolenc, suivant le premier devis (f° 5). — Estimation des terrains à occuper pour l'exécution des ouvrages contenus au deuxième devis de la route dans les territoires de Mornas et Piolenc (f° 7). — Estimation des terrains à occuper pour la nouvelle route au territoire de Sorgues, suivant le premier devis (f° 9). — Estimation du terrain à occuper par la nouvelle route du territoire de Sorgues, suivant le deuxième devis (f° 11). — Sommaire des estimations pour le projet de rétablissement de la route de Lyon en Provence, dans la traverse des Etats de Sa Sainteté au Comtat-Venaissin (f° 13). — Résultat des estimations sommaires des

terrains à payer pour redresser et élargir la route dans le territoire du Comtat-Venaissin (f° 14). — Devis des ouvrages de terrasse, et cailloutis à faire pour redresser et rétablir la route de Lyon en Provence et Languedoc, depuis le territoire du Dauphiné jusqu'à la dernière maison du faubourg de Lapalud, du côté de Mondragon (f° 15). — Détail estimatif des ouvrages de terrasse et cailloutis à faire pour rétablir et redresser la route de Lyon en Provence et Languedoc, depuis le territoire du Dauphiné jusqu'à la dernière maison du faubourg de Lapalud du côté de Mondragon (f° 23). — Devis des ouvrages les plus instants à faire pour réparer et redresser la route de Lyon en Provence, dans la traverse du territoire de Sorgues au Comtat-Venaissin (f° 27). — Détail estimatif des ouvrages de maçonnerie, charpente, terrasse, empièvements et cailloutis à faire sur la grande route de Lyon en Provence dans la première et troisième partie du territoire de Sorgues (f° 41). — Devis des ouvrages de maçonnerie, charpente, terrasse, chaussée d'empierrement et cailloutis à faire pour redresser et réparer la seconde partie de la route de Lyon en Provence, au territoire de Sorgues, dans le Comtat-Venaissin (f° 49). — Détail estimatif des ouvrages de maçonnerie, charpente, terrasse, empièvements et cailloutis à faire sur la grande route de Lyon en Provence, dans la seconde partie du territoire de Sorgues (fol° 77). — Devis des ouvrages de terrasse, maçonnerie, charpente, pavé de cailloux et chaussée de cailloutis à faire pour redresser et rétablir la route de Lyon en Provence et Languedoc, dans l'intervalle depuis la dernière maison du faubourg de Lapalud jusqu'au territoire de Mondragon (fol° 77). — Détail estimatif des ouvrages de terrasse, maçonnerie, charpente, pavé de cailloux et chaussée de cailloutis à faire pour redresser et rétablir la route de Lyon en Provence et Languedoc dans l'intervalle, depuis la dernière maison du faubourg de Lapalud jusqu'au territoire de Mondragon (fol° 97). — Extrait du détail estimatif du second projet de la route au territoire de Lapalud et Bollène, pour exécuter la partie depuis le pont de la pierre jusqu'au territoire de Mondragon sur 955 toises un pied de longueur (fol° 105).

C. 73. (Registre.) — In-f°, 114 feuillets, papier.

1772-1788. — Routes et chemins. — Enchères et délivrances des constructions et réparations des ponts et chemins de divers lieux du Comtat-Venaissin (28 mars 1773 au 26 octobre 1788). — Enchère et délivrance de la construction et réparation d'une partie du chemin tendant de la ville de Valréas à celle de Visan, depuis les réparations en dernier lieu adjugées jusqu'à l'extrémité d'une serre appartenant à M. Dulissac, et qui comprend 772 toises et deux

petits ponts en pierre inexecutés sur la deuxième partie (28 mars 1773, fol° 1). — Enchère et délivrance de la réparation à faire à la partie du chemin tendant de cette ville de Mormoiron et à la vallée de Sault, depuis la terre du sieur Jean-Joseph Boyac, où se trouve la croix de la Fuste, terroir dudit Mondragon sur une longueur de 225 cannes (29 août 1774, fol° 3). — Enchère et délivrance des ouvrages de maçonnerie et charpente et autres à faire pour la construction d'un pont, sur le canal de la Sorgue au Thor et d'un autre petit pont appelé du Bourguet, sur le chemin qui conduit du Thor à Orange (15 décembre 1776, fol° 4). — Enchère et délivrance de la réparation à faire au grand chemin tendant de la ville de L'Isle à Apt, près la tour de Sabran, et à une partie du grand chemin tendant de ladite ville de L'Isle à Cavaillon (1^{er} avril 1777, fol° 6). — Enchère et délivrance des ouvrages en maçonnerie, terrasse, cailloutis et gravellement pour réparer et construire à neuf le chemin tendant de la ville de Bollène à la grande route de Lyon en Provence, depuis la chaussée du Lez, hors et proche ladite ville de Bollène, jusqu'à la grande route ou vis-à-vis de l'embranchement tendant de ladite route au Pont et ville de St-Esprit (1^{er} juin 1777, fol° 8). — Enchère et délivrance des ouvrages de maçonnerie terrasse, empierrement, gravellement et chaussée de cailloutis ou gravier à exécuter pour construire à neuf la partie du chemin de la grande route de Lyon en Provence à travers le Comtat, dans le territoire de Mornas, depuis le brouteau de St-Pierre, vis-à-vis la terre du sieur Mégier, jusqu'à la croix du Mérue, placée à l'embranchement du chemin de Cadarousse, et pour l'entretien de ladite partie de route pendant le terme de six années, à compter du jour de la reconnaissance de la première construction et de ceux de charroi, empierrement et exhaussement à exécuter, mentionnés par voie d'addition au devis général des dits ouvrages, comme encore des ouvrages à exécuter pour entretenir, pendant 8 ans, la partie de la même route audit terroir de Mornas, commençant au Grand-Brouteau de St-Pierre et finissant à la limite du territoire de Mondragon à côté de Mornas (21 juin 1778, fol° 11). — Enchère et délivrance des ouvrages à exécuter pour réparer le chemin tendant de cette ville de Mazan, avant et après les avenues du pont construit sur la rivière de Lauzon, appelé le pont de Mazan, en sa longueur en tout de 366 toises (19 juillet 1778, fol° 14). — Enchère et délivrance des ouvrages à exécuter et entretenir pour le terme de six années le chemin tendant de Carpentras à Malemort, et à St-Félix, du côté du chemin de St-Didier (2 août 1778, fol° 16). — Enchère et délivrance des ouvrages à exécuter pour entretenir, pendant l'espace de huit années, la partie du chemin de la grande route de Lyon en Provence dans le territoire de Lapalud, depuis le pont de la pierre jusqu'à la limite du territoire de Pierre-

latte (1^{er} novembre 1778, fol° 18). — Enchère et délivrance des ouvrages à exécuter pour entretenir, pendant huit années, la partie du chemin de la grande route de Lyon en Provence, dans le territoire de Mornas et Piolenc, depuis la croix de Mariel, placée à l'embranchement du chemin de Cadarousse jusqu'à la limite du territoire d'Orange (1^{er} novembre, fol° 20). — Enchère et délivrance des ouvrages à exécuter pour recharger et entretenir, pendant l'espace de six années, la partie du chemin construit à neuf depuis quelques années tendant de la ville de L'Isle à Cavaillon, depuis la croix des Masques, placée à l'embranchement du chemin de Caumont, jusqu'au chemin appelé des Châteaux, où aboutit la partie du chemin qui se trouve à l'entretien (29 novembre 1778, fol° 22). — Enchère et délivrance des ouvrages en recharge générale la première année et d'entretien pour cinq années, à compter de la première reconnaissance, à la partie du chemin de la grande route de Lyon en Provence, depuis le coin de l'auberge du sieur Bédouin, du côté de Sorgues, au terroir de Sorgues jusqu'à la limite du terroir d'Avignon (6 décembre 1778, fol° 24). — Enchère et délivrance de la construction de la quatrième arche du pont du Thor, et l'entre-deux des dites autres, pavé et cailloutis, et d'un pont de grazes sur le canal du Trentain (17 janvier 1779, fol° 26). — Enchère et délivrance des ouvrages de recharge et d'entretien à exécuter à la partie de la grande route de Lyon en Provence à travers le Comtat dans la partie du terroir de Sorgues, depuis le pont construit sur la rivière de Sorgue jusqu'à la limite de Bédarrides, dans la partie de celui de Bédarrides, depuis le tournant de la Sorgue vis-à-vis une terre du domaine de St-Louis jusqu'à la limite de Courthézon (8 août 1779, fol° 28). — Enchère et délivrance des ouvrages à exécuter pour réparer le chemin tendant de la ville de Caromb jusqu'aux carrières de pierre, depuis ladite ville de Caromb, et pour entretenir ensuite la deuxième partie du chemin en bon état (16 août 1779, fol° 31). — Enchère et délivrance des ouvrages de maçonnerie et autres à exécuter pour élargir le pont construit sur la rivière de la Sorgue, un grand chemin tendant de L'Isle à Carpentras, auprès de la chapelle de Notre-Dame de Bonaventure, en amont du pont, et pour réparer le mur en aile en aval (22 août 1779, fol. 32). — Enchère et délivrance des ouvrages à exécuter pour construire un pont en pierre sur le ravin de St-Vincent au chemin de Valréas à Visan qui se construit à neuf, au lieu et place d'une gondole qui avait été indiquée dans le devis (26 septembre 1779, fol° 36). — Enchère et délivrance des ouvrages à exécuter pour la conduite des fontaines de Mornas, dans la partie de l'emplacement du chemin de la grande route au terroir dudit Mornas, depuis la porte St-Pierre jusqu'au verger de M. Tissot sur une longueur de 84 cannes (27 août 1779, fol° 39). — Enchère et délivrance

des ouvrages à exécuter pour réparer le pont de St-Joseph sur le grand chemin tendant de Mazan à Mormoiron et à Sault (18 mars 1781, fol° 41). — Enchère et délivrance des ouvrages de maçonnerie et autres à exécuter pour construire à neuf et à dix arches le pont placé sur la Sorgue au grand chemin tendant de L'Isle à Pernes, auprès de la chapelle de Notre-Dame de Bonaventure (10 juin 1781, fol° 43). — Enchère et délivrance des ouvrages de maçonnerie et autres à exécuter pour démolir et ensuite reconstruire à neuf, en élargissant, le pont appelé de la Garenne au-dessous d'Entraigues, sur le grand chemin tendant de cette ville à Avignon (22 juillet 1781, fol° 45). — Enchère et délivrance des ouvrages à exécuter pour construire à neuf, élargir et redresser le grand chemin tendant de cette ville à Avignon, depuis le coin du cabaret du sieur Saurel jusqu'à l'oratoire du bois de Gigondas, sur une longueur de 791 toises (2 septembre 1781, fol° 47). — Enchère et délivrance de maçonnerie, charpente et autres à exécuter pour réparer le pont construit sur la rivière du Caulon, servant de continuation au grand chemin tendant de la ville de Cavaillon à Avignon (30 décembre 1781, fol° 48). — Enchère et délivrance des ouvrages à faire en terrasse, pavé, gravellement et autres à exécuter pour réparer le pavé de la montée de Fresqual et la descente dans la rivière du Lauzon, du côté opposé servant de continuation au chemin de Caromb (3 février 1782, fol° 51). — Enchère et délivrance des ouvrages de maçonnerie, terrasse et autres à exécuter à l'avenue du pont du Lez, auprès de la ville de Bollène, du côté de la chapelle de Notre-Dame (16 juin 1782, fol° 52). — Enchère et délivrance des ouvrages à exécuter pour réparer et changer une partie de la grande route de Lyon en Provence, dans le terroir de Bédarrides, au premier tournant de la Sorgue, du côté de Bédarrides, en la longueur de 140 toises (23 juin 1782, fol° 55). — Enchère et délivrance de la partie du chemin de la grande route du haut Comtat, dans le restant du territoire de Valréas et d'une partie de celui de Visan, depuis l'extrémité d'une terre du sieur Bonnefoy jusqu'à la croix de la Chabrette, en la longueur de 1378 toises et demi (30 juin 1782, fol° 57). — Enchère et délivrance des ouvrages de terrasse, gravellement, maçonnerie et autres à exécuter pour réparer une partie du grand chemin tendant d'Orange dans le territoire de Loriol et de Sarrians, depuis la rivière du Mède jusqu'au pont de la Levade (22 décembre 1782, fol° 60). — Enchère et délivrance des ouvrages de terrasse, gravellement et maçonnerie à exécuter pour la réparation du chemin de la grande route du haut Comtat, dans le territoire d'Aubignan, depuis l'extrémité de la bourgade dudit lieu jusqu'à la rivière de Salettes (16 mars 1782, fol° 62). — Enchère et délivrance des ouvrages de gravellement et autres à exécuter pour engraver le cours de la porte d'Orange, ser-

vant de construction au chemin de la grande route de Lyon en Provence, et deux chemins qui aboutissent audit cours du côté du chemin d'Avignon (30 mars 1783, fol° 64). — Enchère et délivrance des ouvrages à exécuter pour rétablir et regraveller la partie de la route de Lyon à Marseille, avant d'arriver au logis neuf de Velleron, appartenant à M. le marquis de Vedènes, jusque et passé le pont de Bouigas, hors et proche la ville de L'Isle (24 août 1783, fol° 65). — Enchère et délivrance des ouvrages à exécuter pour rétablir et mettre en état une partie du grand chemin de la ville d'Avignon depuis l'oratoire du bois de Gigondas, au terroir de Carpentras, jusqu'à 100 toises, avant d'arriver au grand pont de la pierre, terroir d'Entraigues, où finit la partie à la charge des anciens entrepreneurs (25 janvier 1784, fol° 67). — Enchère et délivrance des ouvrages de terrasse, chaussées et gravellement à exécuter pour réparer et mettre en bon état, la partie du chemin de la grande route de Lyon en Provence, dans le territoire de Cavaillon, depuis la jonction des deux chemins partant dudit Cavaillon, l'un de la porte de la Couronne et l'autre appelé du Milan, jusque et passé les sables du côté du bac de Sénas (1^{er} février 1784, fol° 68). — Enchère et délivrance des ouvrages de terrasse, gravellement, maçonnerie et autres à exécuter pour construire à neuf la partie du grand chemin du haut Comtat, depuis la croix de Chabrelle jusqu'au pavé des bourgades de Visan, près le cabaret du sieur Vigne (8 février 1784, fol° 70). — Enchère et délivrance des ouvrages de terrasse, bordures, pierrailles, gravellement et autres à exécuter pour construire à neuf une partie du grand chemin tendant de la ville du Thor à la grande route de Marseille, du côté de Velleron, sur une longueur de 415 toises, depuis les réparations en dernier lieu exécutées audit chemin (21 mars 1784, fol° 72). — Enchère et délivrance des ouvrages de maçonnerie, terrasse, gravellement, chaussées, fondation et autres à exécuter, pour construire à neuf le pont de pierre sur la rivière de la Nesque, hors et proche la ville de Pernes, et les archières du pont, tant du côté de ladite ville et la porte de Villeneuve que du côté de Carpentras, le tout servant à la continuation du chemin de la grande route de Marseille (28 novembre 1784, fol° 74). — Enchère et délivrance des ouvrages de terrasse, chaussées, cailloutis, gravellement et autres à exécuter pour construire à neuf le chemin de la route d'Apt à Avignon, depuis la ville de L'Isle jusqu'à celle du Thor (6 avril 1785, fol° 76). — Enchère et délivrance des ouvrages à exécuter pour mettre en bon état le pont de pierre sur le chemin de la grande route de Lyon en Provence, près du village de Lapalud (18 mai 1785, fol° 78). — Enchère et délivrance des ouvrages de terrasse, gravellement, maçonnerie et autres à exécuter pour construire à neuf, élargir et réparer la partie du grand chemin tendant de la ville

de Vaison à Malaucène, depuis le chemin qui conduit au Crestet, jusque et passé le Grozeau, et pour construire un pont sur ladite rivière du Grozeau et deux autres petits ponts sur la deuxième partie de la route (17 juillet 1785, fol° 80). — Enchère et délivrance de la partie du chemin de la grande route du haut Comtat, dans le territoire de Vacqueyras, depuis 63 toises après la limite du territoire de Baume, jusqu'à l'embranchement du chemin tendant à Gigondas et à la Penche et à la fontaine du Tombadou (11 décembre 1785, fol° 83). — Enchère et délivrance des ouvrages en maçonnerie, terrasse, chaussée d'empierrement et de cailloutis pour redresser et construire à neuf la partie de la grande route de Lyon en Provence au territoire de Piolen, depuis la limite du territoire d'Orange jusqu'au pré de la croix de Tonin, où se trouve la jonction de l'ancienne route, sur une longueur de 1293 toises (18 décembre 1785, fol° 85). — Enchère et délivrance des ouvrages de terrasse, chaussées d'empierrement, de gravellement, maçonnerie et autres, à exécuter pour construire à neuf et d'un seul alignement, la partie du chemin de la grande route de Lyon en Provence, dans le pourtour du village du pont de Sorgues, depuis la porte du pont jusqu'à la croix près la fontaine, à la droite dudit chemin, et de ceux à exécuter pour une conduite de poterie pour la fontaine intérieure dudit pont de Sorgues (28 décembre 1785, fol° 88). — Enchère et délivrance des ouvrages à exécuter pour construire à neuf la partie du chemin de la grande route du haut Comtat, dans le terroir d'Aubignan, depuis la rivière de Mède jusqu'à celle du Grozeau (5 mars 1786, fol° 91). — Enchère et délivrance de la partie du chemin à construire à neuf, tendant de la ville de Bollène aux lieux de Suze et de Rochegude, depuis une croix placée à l'embranchement du chemin actuel tendant aux dits lieux (19 mars 1786, fol° 93). — Enchère des ouvrages de terrasse, déblai, remblai, gravellement, maçonnerie et autres à exécuter pour changer et construire à neuf la partie du chemin de la grande route de la vallée de Sault, depuis le bout du cours de la porte de cette ville de Carpentras appelée de Mazan jusqu'à la partie du même chemin, en dernier lieu réparée sur une longueur de 767 cannes (25 juin 1786, fol° 95). — Dernière enchère et délivrance des ouvrages de maçonnerie, déblai, remblai, terrasse, gravellement et autres à exécuter pour reconstruire à neuf le pont sur le grand chemin d'Avignon vers la grange du sieur Frontin et pour établir les avenues dudit pont, tant du côté d'Entraigues que du côté d'Avignon (30 juillet 1786, fol° 96). — Enchère et délivrance des ouvrages de terrasse, déblai, remblai, chaussée d'empierrement et gravellement, maçonnerie et autres à exécuter pour construire à neuf la partie du grand chemin, formant continuation de celui de la grande route du haut Comtat, depuis la

porte de Bollène appelée Tournefort jusqu'à la croix de St-Blaise, où commencera la partie délivrée en dernier lieu (13 août 1786, fol° 98). — Enchère et délivrance des ouvrages de terrasse, déblai, remblai, chaussée d'empierrement, gravellement, maçonnerie et autres à exécuter pour construire à neuf et aligner la partie du chemin de Vaison à Malaucène, depuis la dernière partie adjugée jusqu'au moulin bas dudit Malaucène, sur une longueur de 1099 toises six pouces, et pour construire à neuf un pont sur le même chemin, l'un pour le passage des eaux du fossé de Saint-Martin, et l'autre, pour le Grozeau (27 août 1786, fol° 102). — Enchère et délivrance des ouvrages de terrasse, gravellement, maçonnerie et autres à faire exécuter pour réparer une partie du chemin tendant de la ville de Bonnieux à Avignon, à Apt, en passant par la chapelle de St-Victor, depuis le chemin actuel qui conduit d'Apt à Avignon, près le moulin des Fers, jusques et auprès de ladite chapelle de St-Victor (11 février 1787, fol° 106). — Enchère et délivrance des réparations de la partie du chemin de Bédoin (6 janvier 1788, fol° 108). — Enchère et délivrance de la partie du chemin de Camaret à Orange (6 janvier 1788, fol° 110). — Enchère et délivrance des ouvrages à exécuter pour réparer et mettre en état la partie du chemin de la grande route de Lyon en Provence dans le terroir de Sorgues, depuis la limite d'Avignon jusqu'au pont sur le canal de la Sorgue, à l'angle de la papeterie de M. Lagier (21 septembre 1788, fol° 112). — Enchère et délivrance de la construction d'une partie du chemin du haut Comtat dans le terroir de Cairanne (26 octobre 1788, fol° 114), etc.

C. 74. (Registre.) — In-folio, 288 feuillets papier.

1777-1790. — Routes et chemins. — Livre des prix-faits du Comtat-Venaissin portant étendue depuis 1777 jusqu'à 1790. — Prix-fait des ouvrages de maçonnerie, charpente et autres, pour la construction d'un pont sur le canal de la Sorgue au Thor, attenant à la porte de ladite ville du Thor, appelée de St-Roch, et pour la construction d'un autre petit pont appelé du Bourguet, sur le chemin tendant du Thor à Orange, servant au passage d'un canal traversant ledit chemin passé par les États du Comtat (10 janvier 1777, fol° 1). — Prix-fait des ouvrages en maçonnerie, terrasse, cailloutis, gravellement et autres à faire pour réparer et construire à neuf le chemin tendant de la ville de Bollène à celui de la grande route de Lyon en Provence, depuis la chaussée du pont construit sur la rivière du Lez, hors et proche de ladite ville de Bollène jusqu'à ladite grande route vis-à-vis de l'embranchement de ladite route au Pont-St-Esprit, passé par les États du Comtat (3 juin 1777, fol° 3). — Prix-fait des ouvrages de

maçonnerie, terrasse, empierrement, gravellement et chaussée de cailloutis et gravier à exécuter pour construire à neuf la partie du chemin de la grande route de Lyon en Provence dans le terroir de Mornas, depuis le Brouteau de St-Pierre vis-à-vis la terre du sieur Megier jusqu'à la croix du Maruet, placée à l'embranchement du chemin de Caderousse, et pour entretenir la deuxième partie de route, pendant six ans, à commencer du jour de la reconnaissance des ouvrages de première construction, plus des ouvrages de charroi, pavé et terrasse à exécuter dans la partie qui sera indiquée à l'entrepreneur mentionnée par voie d'addition au bas du devis général des susdits ouvrages, ensemble des ouvrages à exécuter pour entretenir, pendant huit années, la partie de la même route de Lyon en Provence audit terroir de Mornas, depuis ledit Brouteau de St-Pierre jusqu'à la limite de Mondragon passé par la province du Comtat (22 juin 1778, fol° 9). — Acquit final des réparations et entretiens de la partie du chemin tendant de Carpentras à Mormoiron, depuis la terre de Jean-Joseph Bojac, où se trouve la croix de la Fuste, sur une longueur de 225 cannes pour la province du Comtat, contre Joseph Vignon, du lieu de Monteux, en qualité de principal libérataire de M. Elzéar Clavet de cette ville, sa caution (22 août 1778, fol° 12). — Acquit final de la réparation faite à une partie du grand chemin tendant de la ville de Cavaillon, à Avignon et à l'endroit où la Durance a rongé ledit chemin vis-à-vis le domaine de M. le baron de Pérussis et une terre de M. de Soissans, sur une longueur de 161 toises pour les trois États de la province du Comtat, contre le sieur Véran Pernix, de la ville de Cavaillon, entrepreneur de ladite partie du chemin (4 septembre 1778, fol° 14). — Prix-fait des ouvrages à exécuter pour recharger et entretenir, dans le meilleur état, la partie du chemin de la grande route de Lyon en Provence à travers le Comtat, dans les territoires de Mornas et Piolen, depuis la croix appelée de Maruet, placée à l'embranchement dudit chemin de la grande route, et celui tendant de Mornas à Caderousse jusqu'à l'extrémité du terroir de Piolen, joignant celui de la ville d'Orange, passé par la province du Comtat, MM. Étienne et autre Étienne Monnet père et fils, bourgeois dudit lieu, principal libérataire et pleige et caution respectivement des dits ouvrages (2 novembre 1778, fol° 15). — Prix-fait des ouvrages en recharge de gravellement et d'entretien en bon état, à exécuter sur la partie de la grande route de Lyon en Provence, à travers le Comtat, dans le territoire de Lapalud, depuis le pont appelé de la Pierre jusqu'à l'extrémité dudit terrain de Lapalud, joignant celui de Pierrelatte, passé par la province du Comtat à Claude Maurin, ménager, en qualité de principal libérataire des ouvrages, et au sieur Siffrein Guillaubert, aussi ménager, tous de la ville de Carpentras, en qualité de pleiges et cautions (2 no-

embre 1778, fol° 19). — Prix-fait des ouvrages à exécuter pour recharger en gravier la partie du chemin construit à neuf tendant de L'Isle à Cavaillon, depuis la croix des Masques, placée à l'embranchement du chemin de Caumont, jusqu'au chemin appelé des Châteaux et distant de 93 toises au-delà du pont d'arrosage des eaux de la Durance, terroir de Cavaillon, réparer les accotements, purger les fossés de droite et de gauche et entretenir les bordures en bon état et entretenir ensuite, pendant cinq ans, à compter du jour de la reconnaissance du dit rechargement général, ladite partie du chemin, passé par la province du Comtat au sieur Véran Degglun, traiteur, de la ville de Cavaillon, en qualité de principal libérataire des dits ouvrages, sous le cautionnement des sieurs Pierre Pègue, ménager, et Hyacinthe Gonnard, ménager du dit Cavaillon, et tous les trois solidairement (8 novembre 1778, fol° 22). — Prix-fait des ouvrages à exécuter pour recharger en gravier, la première année du bail, purger les fossés, réparer les accotements et les bordures de la partie du chemin de la grande route de Lyon en Provence, à travers le Comtat dans le terroir de Sorgues jusqu'à la limite du terroir d'Avignon, et entretenir pendant cinq ans, à compter du jour de la reconnaissance de la recharge générale, ladite partie de route, passé par la province du Comtat au sieur Nicolas Giraud, ménager, en qualité de principal libérataire, et aux sieurs Charles Bourdy et André Offand, aussi ménagers, en qualité de pleiges et cautions, et Louis Roche (7 décembre 1778, fol° 25). — Prix-fait des ouvrages à exécuter pour recharger en gravier et entretenir en bon état, pendant six années, la partie du chemin construit à neuf, depuis le lieu de Caumont jusqu'à la Chartreuse de Bonpas et à la limite du terroir d'Avignon, de même que le pavé du talus du côté du canal du moulin du dit Caumont, les ponts construits sur ce dit chemin et le crépissage des parapets sur la partie de Bonpas (29 décembre 1778, fol° 28). — Prix-fait des ouvrages en maçonnerie et pavé de cailloutis à exécuter pour construire la quatrième arche du pont sur la Sorgue, joignant la porte St-Roch de la ville du Thor, de ceux à exécuter pour élever une partie des murs de ladite ville, de ceux à faire pour mettre en état un pont de graze sur le canal du Trentain et des ouvrages de terrassement dans l'entre-deux des trois pyramides arches et de la quatrième à construire, fait et passé par la province du Comtat au sieur Jean Alibert, en qualité de principal libérataire, Joseph Sabatier, Gilibert Benoît et Alexis Magny, tous maçons, de la ville du Thor, en qualité de pleiges et cautions (19 janvier 1779, fol° 30). — Prix-fait des ouvrages à exécuter et ensuite entretenir en bon état, pendant six années, à compter de la première reconnaissance, la partie du grand chemin tendant de cette ville à Orange et à Malaucène, depuis la porte d'Orange jusqu'à la limite du terroir de Loriol, et depuis le che-

min traversier jusqu'au vis-à-vis de la grange de M. Juvenat, passé par la province du Comtat au sieur Claude Maurin, en qualité de principal libérateur des dits ouvrages au sieur Siffrein Guillaibert, fils d'autre Siffrein, en qualité de pleige et caution (26 janvier 1779, fol° 33). — Prix-fait de la construction, réparation et entretien de la partie du grand chemin tendant de la ville de L'Isle à Apt, près la tour de Sabran, et de deux autres parties du chemin de L'Isle à Cavaillon, l'une depuis le pont de Bouigas jusqu'au logis du sieur Martin, et l'autre, depuis ledit logis jusqu'à la croix des Masques, placée à l'embranchement du chemin de Caumont, passé par la province du Comtat à M. Pierre Escoffier, négociant, en qualité de principal libérateur, et Siffrein Guillaibert, fils d'autre Siffrein, ménager de cette ville, en qualité de pleige et caution (26 janvier 1779, fol° 35). — Prix-fait des ouvrages à exécuter pour construire à neuf et ensuite entretenir, pendant six ans, à compter de la première reconnaissance, la partie du chemin tendant de cette ville à Mazan, avant et après le pont construit à neuf sur le Lauzon, sur une longueur totale de 370 toises, passé par la province du Comtat au sieur Louis Sabarot, maçon, en qualité de principal libérateur, et à M. Pierre Escoffier, négociant, tous de cette ville de Carpentras, en qualité de pleige et caution (26 janvier 1779, fol° 38). — Acquit final de l'entretien du chemin de la grande route aux terroirs de Sorgues et de Bédarrides pour la province du Comtat, contre les hoirs de Joseph Vignon et Joseph Ponchon, du lieu de Monteux, libérateurs dudit ouvrage d'entretien (11 juin 1779, fol° 40). — Prix-fait des ouvrages à exécuter pour construire à neuf, réparer et ensuite entretenir la partie du chemin tendant de cette ville à Malemort, depuis le chemin de St-Didier jusqu'à une croix de mission placée au bout du chemin neuf de Malemort à St-Félix, passé par la province du Comtat au sieur Jean-Denis Chaumard, ménager du dit Malemort, en qualité de principal libérateur, et au sieur Claude Maurin, aussi ménager dudit Carpentras, en qualité de pleige et caution (14 juin 1779, fol° 42). — Prix-fait des ouvrages à exécuter pour démolir une partie du mur du château de Sorgues, du côté de la rivière de Sorgues, et reconstruire ensuite ledit mur dans l'intérieur du dit jardin, pour donner aux eaux de la rivière leur ligne directe, sous toutes les arches du pont sur ladite rivière construites au bout et en dehors du dit jardin, et pour déblayer le terrain du jardin du dit château qui se trouve entre l'ancien mur et le nouveau à construire, passé par Messieurs des Trois États de la province du Comtat, au sieur Joseph Simon, maçon, du lieu du pont de Sorgues, en qualité de principal libérateur, et aux sieurs Étienne Merle et François Vilhon, aussi maçons, résidant au dit lieu de Sorgues, en qualité de pleiges et cautions, et tous les trois solidairement (10 juillet 1779, fol° 45). — Prix-fait des ouvrages à

exécuter pour recharger et entretenir en bon état la partie du chemin de la grande route de Lyon en Provence, à travers le Comtat, dans les territoires de Sorgues et de Bédarrides, savoir : dans celui de Sorgues, depuis le pont sur la Sorgue jusqu'à la limite de Bédarrides, et dans celui de Bédarrides, depuis le tournant de la Sorgue jusqu'à la limite du terroir de Courthézon, passé par la province du Comtat au sieur Pierre Baffier, aubergiste, en qualité de principal libérateur, et à François Vilhon, Étienne Merle, maçons, Joseph Tournier, Maurice Porte et Nicolas Girard, ménagers, tous du lieu du pont de Sorgues, en qualité de cautions (17 août 1779, fol° 50). — Prix-fait des ouvrages en maçonnerie et autres à exécuter pour élargir le pont construit sur la rivière de la Sorgue au grand chemin tendant de Pernes à L'Isle, au-dessus de la chapelle de Notre-Dame de Bonaventure, en amont du dit pont, et pour réparer le mur en aile en aval du même pont, du côté du domaine de M. Brun, de L'Isle (24 août 1779, fol° 54). — Prix-fait des ouvrages à exécuter pendant le terme de six années et recharger en gravier la troisième et sixième années de l'entretien, la partie du chemin de la grande route de Lyon en Provence à travers le Comtat, dans le territoire de la ville de Bollène, depuis la limite du territoire de Mondragon jusqu'à la chaussée joignant le pont de la Pierre, passé par la province du Comtat, à M. Esprit Biscarrat, marchand de soie, fils, habilité et séparé de M. Antoine Biscarrat, bourgeois du lieu de Piolen, en qualité de principal libérateur, et du sieur Alexis Constant, ménager de la ville de Bollène, en qualité de pleige et caution, et à tous les deux solidairement (15 novembre 1779, fol° 56). — Prix-fait des ouvrages à exécuter pour redresser et construire à neuf la partie du grand chemin tendant de la ville de Valréas à celle de Visan, depuis l'extrémité du dit chemin construit à neuf jusqu'à une terre de M. Dalissac, sur une longueur de 732 toises, et pour construire dans ladite largeur deux ponceaux, donné par la province du Comtat au sieur Louis Sabarrot, maçon, en qualité de principal libérateur, et Pierre Escoffier, négociant de cette ville, pleige et caution (29 novembre 1779, fol° 59). — Prix-fait des ouvrages de maçonnerie et autres à exécuter pour construire un pont en pierre sur le ravin de sieur Vincent au chemin qui se construit à neuf, tendant de la ville de Valréas à celle de Visan, au lieu et place d'une gondole qui avait été indiquée au susdit ravin, passé par la province du Comtat au sieur Louis Sabarrot, maçon, en qualité de principal libérateur, et Pierre Escoffier, négociant de cette ville, en qualité de pleige et caution (29 novembre 1779, fol° 62). — Prix-fait des ouvrages à exécuter pour réparer et entretenir la partie du chemin construit à neuf depuis Vaison jusqu'à un pré de M. de Ripert, du côté de Séguret, pour construire à neuf une partie du chemin, depuis le moulin de Crestet jusqu'à

l'embranchement du dit Crestet, et pour réparer ensuite le mauvais pas du chemin jusqu'à Malaucène et entretenir la susdite partie par la province du Comtat, en faveur de Claude Maurin, en qualité de principal libérateur, et de Siffrein Guillabert, en qualité de caution, tous de cette ville de Carpentras (9 décembre 1779, fol° 64). — Prix-fait des ouvrages à exécuter pour la conduite des fontaines publiques du lieu de Mornas, dans la partie de l'emplacement du chemin de la grande route de Lyon en Provence, dans le territoire de Mornas, depuis la porte St-Pierre jusqu'au verger de M. Tissot, sur une longueur de 84 cannes, passé par la province du Comtat en faveur du sieur Louis Dupuy, fontainier, en qualité de principal libérateur, et de Siffrein-Alexis Brun, de cette ville, en qualité de pleige et caution (30 août 1780, fol° 66). — Prix-fait des ouvrages de terrasse et autres à exécuter pour la réparation d'une partie du chemin tendant aux carrières de Caromb, donné par la province du Comtat au sieur Jacques Julien, maçon de cette ville, en qualité de principal libérateur, et aux sieurs François Comtat et Joseph Vivet, ménagers dudit Carpentras, en qualité de pleiges et cautions (31 août 1780, fol° 68). — Accord et convention entre Messieurs les élus et syndic général de la province du Comtat-Venaissin, et les sieurs Sabarrot, Dupuy, Clavet et Laugier, prix-facteurs principaux et pleiges des réparations et entretien des parties du chemin d'Avignon et de L'Isle (22 janvier 1781, fol° 70). — Prix-fait des ouvrages de terrasse et autres à exécuter pour construire à neuf et entretenir ensuite pendant six ans le chemin d'avenue du pont construit sur la Sorgue, hors la porte du Thor, appelée de St-Roch, donné par la province du Comtat au sieur Michel Caromb, négociant, habitant ladite ville, en qualité de principal libérateur, et à Lotis Tallet, ménager de ladite ville, en qualité de pleige et caution (23 février 1781, fol° 73). — Prix-fait des ouvrages de maçonnerie et autres à exécuter pour réparer la partie du pont construit hors et proche la ville de Mazan, sur le fossé de sieur Joseph, au chemin de Mazan à Mormoiron et de Sault, passé par la province du Comtat au sieur Claude Rogier, maçon, de Mormoiron, principal libérateur, et au sieur Laurent Constantin, aussi maçon, de Mazan, sa caution (23 mars 1781, fol° 75). — Prix-fait des ouvrages de maçonnerie et autres à exécuter ou à construire à neuf et à deux arches, le pont placé sur une branche de la rivière de la Sorgue, au grand chemin tendant de la ville de L'Isle à celle de Pernes, à l'endroit où était construit le même qui a été démolí auprès de la chapelle de Notre-Dame de Bonaventure, appelé le pont du Gal, passé par la province du Comtat, au sieur Gilibert Benoit, en qualité de principal libérateur, et aux sieurs Jean-Vincent Allibert et Joseph Sabatier, tous maçons de la ville du Thor, en qualité de pleiges et cautions (11 juin 1781, fol° 77). — Prix-

fait des ouvrages de maçonnerie et autres à exécuter pour démolir et ensuite reconstruire à neuf, en élargissant le pont construit au-dessous de la garenne du lieu d'Entraigues, sur le grand chemin tendant à Avignon, passé par la province du Comtat en faveur de Jean-Joseph Perrin, maçon, au lieu du pont de Sorgues, en qualité de principal libérateur, et aux sieurs Jérôme-Simon et Jean-Antoine Périn, ses frères, de Sorgues, en qualité de cautions (27 juillet 1781, fol° 80). — Prix-fait des ouvrages à exécuter pour construire à neuf, redresser et élargir la partie du grand chemin tendant de cette ville à Avignon, depuis le chemin de Pernes jusque passé l'oratoire du bois de Gigondas, sur une longueur de 791 toises, passé par la province du Comtat au sieur Antoine Jean, fils d'autre Antoine, ménager, du lieu de Monteux, en qualité de principal libérateur, sous le cautionnement dudit Antoine-Jean père, et celui de Thomas Chalant, Louis Courtet et Valier Joubert, ménagers, d'Entraigues (7 septembre 1781, fol° 83). — Prix-fait des ouvrages de maçonnerie, charpente et autres à exécuter pour réparer le pont construit sur la rivière du Caulon, servant de continuation au grand chemin tendant de la ville de Cavaillon à celle d'Avignon, passé par la province du Comtat à Messieurs les consuls et communauté de la ville de Cavaillon et au sieur Joseph Sabatier, en qualité de principal libérateur, et à Gilbert Benoit, en qualité de pleige et caution, maçon de la ville du Thor (31 décembre 1781, fol° 85). — Prix-fait des ouvrages en terrasse, pavé, gravellement et autres à exécuter pour réparer le chemin tendant de cette ville à Caromb, près la rivière du Lauzon à la montée de Frescati et à la descente de ladite rivière, du côté de Carpentras (21 février 1782, fol° 91). — Prix-fait des ouvrages de maçonnerie, terrasse et autres à exécuter à l'avenue du pont du Lez, auprès de la ville de Bollène, du côté de la chapelle de Notre-Dame, passé par la province du Comtat aux sieurs Étienne Hély, maçon, André Coindre, aussi maçon, et Pierre Martin, ménager, tous du dit Bollène, cautions et conventions entre ladite communauté de Bollène et ladite province (17 juin 1782, fol° 93). — Prix-fait des ouvrages à exécuter pour réparer et charger une partie du chemin de la grande route de Lyon en Provence, dans le territoire de Bédarrides, au premier tournant de la Sorgue, du côté du dit Bédarrides, sur une longueur de 140 toises, donné par la province du Comtat au sieur Pierre Baffier, aubergiste, en qualité de principal libérateur, et à Pierre Chapuis et Nicolas Girard, ménagers, en qualité de pleiges et cautions, tous du lieu du pont de Sorgues (24 juin 1782, fol° 97). — Prix-fait des ouvrages de déblai, remblai, gravellement, cassis, gondoies, murailles pour rétablir et réparer la partie du chemin de la grande route du haut Comtat dans le restant du territoire de Valréas et dans une partie de celui de Visan, depuis la terre

de M. Bonnefoy, où se terminent les anciennes réparations du dit chemin jusqu'à la croix de Chabrette, sur une longueur de 1378 toises et demie, passé par la province du Comtat au sieur Lange Bonet, fils d'Alexis, du lieu de Mornas, en qualité de principal libérateur, et au sieur Pierre Boyer, du lieu de Piolen, en qualité de pleige et caution (1^{er} juillet 1782, fol^o 99). — Prix-fait des ouvrages de terrasse, gravellement et maçonnerie à faire par la province du Comtat pour la réparation d'une partie du grand chemin tendant de Carpentras à Sarrians, depuis la rivière de Médès jusqu'au pont de la Ste-Croix, placé sur le petit canal de Brégouse, sur une longueur totale de 995 gannes, donné par la province du Comtat à sieur Jean-Baptiste Vignon, principal libérateur, et à Antoine et autre Antoine Jean, père et fils, en qualité de pleiges et cautions, tous ménagers du lieu de Montoux (7 mars 1783, fol^o 103). — Prix-fait des ouvrages de gravellement et autres à exécuter pour engraver le cours de la porte d'Orange, servant de continuation au chemin de la grande route de Lyon en Provence et des deux chemins qui aboutissent au dit cours, du côté du pont d'Avignon (8 avril 1783, fol^o 106). — Prix-fait des ouvrages à exécuter pour rétablir et engraveler la partie du grand chemin, tendant de Lyon à Marseille, dans les territoires de L'Isle et de Velleron, depuis et compris le pont de Bouigas, hors et proche la porte de Notre-Dame de la ville de L'Isle, jusqu'au-delà du logis neuf appartenant à M. le marquis de Cambis, passé par les États de la province du Comtat au sieur Henri Brunel, hôte de la ville de L'Isle, en qualité de principal libérateur, et au sieur Siffrein Guillaibert, de cette ville de Carpentras, en qualité de pleige et caution (12 décembre 1783, fol^o 109). — Prix-fait des ouvrages à faire pour la coupure et déblai d'une partie du pic de la montagne, près le grand pont de la Durance, sous la Chartreuse de Bonpas, pour servir au nouveau chemin projeté de Caumont à la Chartreuse, entre la montagne et la Durançole, et pour les réparations des bords du chemin actuel (16 janvier 1784, fol^o 111). — Prix-fait des ouvrages de terrasse, gravellement et maçonnerie, à exécuter pour réparer et mettre en état une partie du chemin de la grande route du Haut Comtat dans le territoire d'Aubignan, depuis l'extrémité de la bourgade dudit lieu, commençant à la maison du sieur Plantin jusqu'à la rivière de la Salette, passé par la province du Comtat aux sieurs Augustin Bertrand, ménager, Charles Ripert, du dit lieu d'Aubignan, et Claude Maurin, ménager, en qualité de principal pleige (16 janvier 1784, fol^o 113). — Prix-fait des ouvrages à exécuter pour construire à neuf une partie du chemin d'Avignon, depuis l'oratoire du bois de Gigondas jusqu'à la descente de Saint-Joseph, et pour réparer, engraveler et mettre en état la partie du chemin, depuis ladite descente jusqu'à 100 toises avant d'arriver au grand pont de la Pierre, terroir d'Entraï-

gues, passé par la province du Comtat à Jean-Baptiste Vignon, ménager, du lieu de Montoux, en qualité de principal libérateur, et Antoine Sain et Charles Ponchon, aussi ménagers du dit lieu, en qualité de pleiges et cautions (30 janvier 1784, fol^o 115). — Prix-fait des ouvrages de terrasse, gravellement, maçonnerie et autres à exécuter pour élargir et construire à neuf la partie du chemin de la grande route du Haut Comtat dans le territoire du lieu de Visan, depuis la croix de Chabrette, où finissent les réparations du dit chemin en dernier lieu, adjudgées jusqu'au pavé des bourgades du dit lieu de Visan, près le cabaret du sieur Vigne, donné par la province du Comtat au sieur Esprit Biscarrat, fils majeur, séparé et habilité du sieur Antoine Biscarrat, bourgeois, du lieu de Piolen, en qualité de principal, et Pierre Boyer, bourgeois dudit Piolen, en qualité de pleige et caution (10 février 1784, fol^o 118). — Prix-fait des ouvrages de terrasse, bordures, pier-
rilles, gravellement et autres à exécuter, pour construire à neuf une partie du chemin tendant de la ville du Thor au chemin de la grande route de Marseille du côté de Velleron, à commencer de l'extrémité de la partie du dit chemin construit à neuf depuis peu, sur une longueur de 415 toises, passé par les États de la province du Comtat au sieur Gilibert Benoît, en qualité de principal, et à Joseph Sabatier, en qualité de pleige et caution, tous deux maçons de ladite ville du Thor (22 mars 1784, fol^o 121). — Convention et accord entre la province du Comtat-Venaissin et Messieurs les consuls et communauté du lieu des Pilles (27 août 1784, fol^o 124). — Accord et convention passés entre la province du Comtat et Messieurs les consuls et communauté de la ville de L'Isle et de la ville du Thor, relativement à la construction du chemin tendant de la ville de L'Isle à Avignon, dans le terroir de L'Isle et du Thor jusqu'à la limite du terroir du Thor (16 septembre 1784, fol^o 130). — Prix-fait des ouvrages de terrasse, chaussée, gravellement et autres à exécuter, pour réparer et mettre en bon état la partie du chemin de la grande route de Lyon en Provence, dans le territoire de Cavaillon à la jonction des deux chemins partant dudit Cavaillon, l'un de la porte de la Couronne, et l'autre appelé du Miton, jusque et passé les sables du côté du bac de Sénas, passé par la province du Comtat au sieur François Guillaibert, ménager de cette ville, en qualité de principal, et sieur Siffrein Guillaibert, son frère, aussi ménager, en qualité de pleige et caution (17 septembre 1784, fol^o 136). — Prix-fait des ouvrages de maçonnerie, fondation, épuisement, déblai, remblai, terrasse, gravellement, chaussées et autres à exécuter, pour construire à neuf le pont en pierre sur la rivière de la Nesque, hors et proche la ville de Pernes, et les deux avenues du dit pont, tant celle du côté de Pernes et la porte de celle de Villedeneuve que celle du côté de Carpentras, le tout servant à la

continuation du chemin de la grande route de Marseille, passé par la province du Comtat en faveur du sieur Sillrein Fauconnet, maçon de la ville de Carpentras, en qualité de principal libérateur, et aux sieurs Joseph Roux, maçon, et Étienne Jourdan, ménager de ladite ville de Pernes, en qualité de ses pleiges et cautions (20 novembre 1784, fol° 138). — Prix-fait des ouvrages de terrasse, chaussée, cailloutis, gravellement et autres à exécuter, pour construire à neuf le chemin de la route d'Apt à Avignon, depuis la ville de L'Isle jusqu'à celle du Thor (11 avril 1785, fol° 141). — Prix-fait des ouvrages de maçonnerie, charroi, fourniture, main-d'œuvre et autres à exécuter pour réparer et mettre en bon état le pont de la Pierre, sur le chemin de la grande route de Lyon en Provence, près du village de Lapalud, passé par la province du Comtat au sieur Jean-Louis Savel, ménager, en qualité de principal, et au sieur François Vincent, aussi ménager, en qualité de pleige et caution, tous dudit lieu de Lapalud (9 mai 1785, fol° 145). — Prix-fait des ouvrages de maçonnerie, terrasse, chaussée de cailloutis avec bordure, gravellement et autres à exécuter, pour construire à neuf la partie du chemin de la grande route d'Apt, dans le terroir de L'Isle et de Lagnes, depuis l'auberge du sieur Brunet, appelée l'hôtel de Chartres jusqu'à la terre du sieur Calinot du Pasquier, du dit lieu de Lagnes, et pour élargir le pont appelé des Aubes, placé sur une partie de la route, passé par la province du Comtat au sieur Joseph Buisson, maçon de la ville de Carpentras, sous promesse de donner caution, avec accord entre ladite province du Comtat et MM. les consuls et communauté de la ville de L'Isle (1^{er} juin 1785, fol° 148). — Prix-fait des ouvrages de maçonnerie, terrasse, gravellement et autres à exécuter pour construire à neuf, élargir et réparer la partie du grand chemin tendant de la ville de Vaison à Malaucène, depuis le chemin qui conduit au Crestet jusque et passé le Grozeau, et pour construire un pont sur ladite rivière du Grozeau, et deux autres petits ponts sur ladite partie de route, passé par la province du Comtat au sieur Alexis Duffrène, fils d'Antoine, tailleur d'habits, en qualité de principal libérateur, et au sieur Thomas Auric, ménager, en qualité de pleige et caution, tous deux de la ville de Vaison (18 juillet 1785, fol° 153). — Prix-fait des ouvrages de maçonnerie, charroi, fournitures de pierres, chaux, sable, main-d'œuvre, échafaudage et autres généralement quelconques à exécuter pour élever dans toute sa longueur, le mur construit au bord du chemin formant cours, tendant de Mazan et à Sault, entre les portes de cette ville appelées de Mazan et de Notre-Dame, depuis le terrassement actuel jusqu'à la hauteur indiquée pour recevoir le balcon ou couronnement en pierre de taille qui doit être placé sur ledit mur, pour servir de parapet audit mur, passé par la province du Comtat au sieur Joseph

Buisson, en qualité de principal libérateur, et aux sieurs Joseph-Marie Buisson, Maurice Douzier et Charles Blanchet, en qualité de pleiges et cautions, tous maçons de cette ville de Carpentras (19 juillet 1785, fol° 157). — Prix-fait des ouvrages de terrasse, maçonnerie, chaussée de gravellement, pierrailles ou cailloutis et autres à exécuter pour construire à neuf la partie du chemin de la grande route du bas au haut Comtat, dans le territoire de Vacqueyras, depuis un fossé existant à 63 toises de distance de la montée de Vacqueyras formant ledit fossé, la séparation du terroir du dit Vacqueyras et de Baumes jusqu'à l'embranchement du même chemin, dont l'un conduit à Gigondas et l'autre au château de la Ponche et à la fontaine appelée de Tombredon, passé par la province du Comtat au sieur Gourjon, ménager du lieu d'Aubignan, en qualité de principal libérateur, et au sieur Barthélemy Coren, ménager dudit Aubignan, et aux sieurs Alexis Chauvet et Esprit-François Signour, du dit lieu de Vacqueyras, en qualité de pleiges et cautions (12 décembre 1785, fol° 159). — Prix-fait des ouvrages de maçonnerie, terrasse, chaussées d'empierrement et de cailloutis et autres à exécuter pour redresser et construire à neuf la moitié du chemin de la grande route de Lyon en Provence, dans le territoire de Piolen, depuis la limite du terroir d'Orange jusqu'à la croix du Tonin, passé le village du dit Piolen, passé par la province du Comtat en faveur de Joachim Nadal, aubergiste du lieu de Lapalud, en qualité de principal libérateur, de Louis Nadal, aubergiste de Lapalud, et de Pierre Boyer, négociant du lieu de Piolen, en qualité de ses pleiges et cautions (19 décembre 1785, fol° 163). — Prix-fait des ouvrages à exécuter pour recharger et entretenir la partie du chemin de la grande route de Lyon en Provence, dans la partie des territoires de Piolen et de Mornas, depuis la croix de Tonin jusqu'à la croix de Maruet, passé par la province du Comtat en faveur du sieur Joseph Renaud, en qualité de principal, et de Joseph Fauque et Pierre Boyer, en qualité de pleiges et cautions (19 décembre 1785, fol° 166). — Prix-fait des ouvrages de terrasse, chaussée d'empierrement, gravellement, maçonnerie et autres à exécuter pour construire à neuf, en un seul alignement, la partie du chemin de la grande route de Lyon en Provence, au pourtour du lieu du pont de Sorgues, depuis la porte du pont jusqu'à la fontaine appelée de Fontillan, et pour exécuter la conduite de poterie de la fontaine intérieure dudit lieu, passé par la province du Comtat en faveur d'André Eyssérie, ménager, en qualité de principal, et des sieurs Nicolas Girard, Pierre Chapuis, Jean-François Roux, et Joseph Fournier, ses cautions, tous dudit lieu de Sorgues, avec convention entre ladite province et Messieurs les consuls de Sorgues (29 décembre 1785, fol° 169). — Prix-fait des ouvrages de terrasse, chaussée, empierrement et gravellement, déblai,

remblai, maçonnerie et autres, à exécuter pour construire à neuf la partie du grand chemin, tendant de la ville de Bollène aux lieux de Saze et de Rochegude, servant de continuation à la grande route du Haut Comtat, depuis la croix de St-Blaise placée à l'enfourchement desdits chemins de Saze et de Rochegude jusqu'au territoire de Saze, étant formé l'embranchement de la partie du chemin de Rochegude à une croix de pierre audit chemin de Saze, aboutissant ledit embranchement à l'ancien chemin et suivant jusqu'à la limite du territoire de Rochegude, passé par la province du Comtat au sieur Jean Jourdan en qualité de principal, Jean Béraud, Jean-Pierre Vérinet, Denis Roure, Jean-Joseph Marron et Jean-Baptiste Pradelle, tous dudit Bollène, en qualité de pleiges et cautions, et convention entre la province du Comtat et la communauté de Bollène (20 mars 1786, fol° 175). — Prix-fait des ouvrages à exécuter pour construire à neuf la partie du chemin de la grande route de Marseille au territoire de Cavaillon, d'une longueur de 343 toises depuis l'extrémité de la partie en dernier lieu construite à neuf en tirant au bac de Sénas et pour construire à neuf deux ponts cotés au plan de détail, lettre A et lettre B, passé par la province du Comtat en faveur des sieurs Thomas et Joseph Michel père et fils, de la ville de Cavaillon, aubergistes du cabaret de la Pomme, en qualité de principal et pleiges (3 avril 1786, fol° 182). — Prix fait des ouvrages de terrasse, gravellement, maçonnerie et autres à faire exécuter pour construire à neuf une partie du chemin dans la grande route du Haut Comtat, dans le terroir d'Aubignan, depuis la rivière de Médès jusqu'à celle de Brégouse, passé par la province du Comtat en faveur du sieur Barthélemy Courren fils, séparé de Jean-Joseph Courren, en qualité de principal libérateur, et aux sieurs Gabriel Audier, Joseph Moulin, François Feren, Dominique Feren et Pierre Chauvin, tous ménagers dudit lieu d'Aubignan, en qualité de pleiges et cautions (8 avril 1786, fol° 185). — Prix des ouvrages de terrasse, déblai, remblai, gravellement, maçonnerie et autres à exécuter pour changer et construire à neuf la partie du chemin de la grande route de la vallée de Sauls, depuis le bout du cours de la porte de cette ville de Carpentras, appelée de Mazan, jusqu'à la partie du même chemin, en dernier lieu construite à neuf, d'une longueur de 767 cannes, passé par la province du Comtat au sieur Michel Garcin, maçon, en qualité de principal libérateur et aux sieurs Georges et Joseph Laugier, aussi maçons, père et fils, tous de cette ville, en qualité de pleiges et cautions (26 juin 1786, fol° 188). — Prix-fait des ouvrages de maçonnerie, déblai, remblai, terrasse, gravellement et autres à exécuter pour reconstruire le pont sur la Sorgue au grand chemin d'Avignon, entre la grange du sieur Frontin et le logis de Sainte-Anne, et pour les avenues dudit pont, d'une longueur de 305

toises, passé par la province du Comtat au sieur Jean-Joseph Perrin, maçon, du lieu de Sorgues, en qualité de principal libérateur, et des sieurs Jean Roudet, ménager, dudit Sorgues, et Jean-Baptiste Vignon, aussi ménager, du lieu de Monteux, en qualité de pleiges et cautions (31 juillet 1786, fol° 191). — Acquit en paiement de terrains par les trois États de la province du Comtat-Venaissin contre Joseph-François Allié, négociant de cette ville de Carpentras (11 août 1786, fol° 194). — Prix-fait des ouvrages de terrasse, déblai, remblai, chaussée d'empierrement et gravellement, maçonnerie et autres à exécuter, pour construire à neuf la partie du grand chemin tendant de la ville de Bollène à Saze et à Rochegude, pour former la communication du Bas et du Haut Comtat, depuis la porte dudit Bollène appelée de Tournefort jusqu'à la croix de Teissier, placée à l'enfourchement desdits chemins de Saze et de Rochegude, et pour la construction d'un mur de l'avenue du pont du Lez, du côté de St-Esprit passé par la province du Comtat au sieur Jean-Baptiste Barbud, entrepreneur des ouvrages publics de la province et diocèse du Languedoc, résidant à la ville de St-Esprit, en qualité de principal, et au sieur Joseph-Marie Martin, marchand droguiste de la ville de Bollène, en qualité de son pleige et caution (14 août 1786, fol° 196). — Délivrance et adjudication des ouvrages de maçonnerie pour reculer et reconstruire une partie du mur du jardin du château du lieu du pont de Sorgues, sur le bord de la rivière (21 août 1786, fol° 199). — Prix-fait des ouvrages de terrasse, déblai, remblai, chaussée d'empierrement et de gravellement, maçonnerie et autres à exécuter pour construire à neuf et aligner la partie du chemin tendant de la ville de Malaucène à celle de Vaison, servant de continuation et d'embranchement à la grande route des Baronies, depuis le moulin bas dudit Malaucène jusqu'à la partie du même chemin qui se construit à neuf et qui a été adjugé en dernier lieu, sur une longueur de 1,099 toises six pans, et pour construire à neuf deux ponts sur ledit chemin, l'un pour le passage des eaux du fossé de St-Martin et l'autre sur le Grozeau, passé par la province du Comtat au sieur Louis Tortillia, marchand perruquier, dudit Malaucène, en qualité de principal, et aux sieurs Joseph et Charles-Joseph Roland père et fils, Paul Joseph et Jean-Baptiste Nègre frères et Joseph-Marie Garcin père et fils, dudit Malaucène, en qualité de pleiges et cautions (21 août 1786, fol° 202). — Obligation passée aux sieurs Silfrin et François Guillaibert, tous ménagers, de cette ville de Carpentras, prix facteur principal et pleige des ouvrages à exécuter pour construire à neuf la partie du chemin de la grande route de Marseille au territoire de Cavaillon, en faveur de la province du Comtat (2 septembre 1786, fol° 204). — Prix-fait des ouvrages de terrasse, gravellement, maçonnerie et autres à exécuter

pour la province du Comtat, pour réparer une partie du grand chemin tendant de la ville de Bonnieux à Avignon et à Apt, passant par la chapelle de St-Victor, et sur une longueur de 1840 cannes, à compter du chemin actuel près du moulin des Fers jusque près ladite chapelle de St-Victor, passé par la province du Comtat en faveur du sieur Jean-Joseph-Hyacinthe Durand, boulanger, en qualité de principal libérateur, et au sieur Jean-Baptiste Audibert, tous de la ville de Bonnieux, en qualité de pleiges et cautions (19 février 1787, fol° 208). — Soumission par Messieurs les consuls et communauté de la ville de Bonnieux, en faveur de la province du Comtat-Venaissin et promesse pour ladite communauté contre ladite province (24 octobre 1787, fol° 211). — Prix-fait des ouvrages de terrasse, gravellement et autres à exécuter pour réparer la partie du chemin tendant de la ville de Cavaillon à Caumont, depuis un petit pont d'arrosage traversant le chemin vis-à-vis le bâtiment du sieur Joseph Bruneau, qui se trouve à la gauche et un peu avant d'arriver au pont neuf construit sur la rivière du Caulon, jusqu'à Caumont et à la rencontre du chemin de l'Isle, passé par la province du Comtat au sieur Joseph Bouisson, maçon, en qualité de principal, et au sieur Jean-Baptiste Vêran Avon, négociant, en qualité de pleige et caution, tous de cette ville de Carpentras (6 novembre 1787, fol° 218). — Renonciation faite par le sieur Joseph Bouisson, maçon de cette ville, libérateur de la partie du chemin de Cavaillon à Avignon, tant en son nom que de Jean-Baptiste Vêran Avon, caution, de la délivrance, et prix-fait dudit chemin en faveur de la province du Comtat (22 novembre 1787, fol° 221). — Prix-fait des ouvrages de terrasse, gravellement et autres à exécuter pour réparer la partie du chemin tendant de la ville de Cavaillon à Caumont, depuis un petit pont d'arrosage traversant le chemin vis-à-vis le bâtiment du sieur Joseph Bruneau qui se trouve à la gauche et un peu avant d'arriver au pont neuf construit sur la rivière du Caulon, jusqu'à Caumont et à la rencontre du chemin de l'Isle, passé par la province du Comtat au sieur Panerace Carbonel en qualité de principal, et au sieur Étienne Roche, fils de Noël, négociant, et Vêran-Bernard Mouret, aussi ménagers, en qualité de ses pleiges et cautions (22 novembre 1787, fol° 222). — Prix-fait des ouvrages de terrasse, empierrement, gravellement et autres à exécuter pour construire à neuf la partie du chemin de Bonnieux à Apt et dans le Comtat, passant par la chapelle St-Victor, depuis la dernière partie adjugée à compter depuis la porte de l'avenue de la grange de M. Anselme, à la gauche dudit chemin près de la chapelle de St-Victor, jusqu'à l'angle près la porte-remise du sieur Pierre Audibert, d'une longueur de 779 toises, passé par la province du Comtat au sieur Jean-Joseph-Melchior Artaud, en qualité de principal, et aux sieurs

François Artaud frères, négociants de ladite ville de Bonnieux, en qualité de ses pleiges et cautions (29 novembre 1787, fol° 227). — Déclaration et promesse pour les trois États de la province du Comtat, contre les sieurs Michel Garcin, Georges et Joseph Laugier père et fils, maçons, prix-facteurs principaux et pleiges de la partie du chemin de Mazan et de la vallée de Sault, depuis le pont du fossé de la Mayre jusqu'à l'embranchement du chemin du quartier d'Embang où finissent les anciennes réparations faites audit chemin (12 janvier 1788, fol° 230). — Prix-fait des ouvrages de terrasse, gravellement et autres à exécuter pour la réparation d'une partie de chemin tendant de Caumont à Orange, passé par la province du Comtat au sieur Raymond Monnier, maître des portes de la ville d'Orange, et au sieur Pierre Gilles, bourgeois de cette ville de Carpentras (8 février 1788, fol° 232). — Prix-fait des ouvrages à exécuter pour réparer le mauvais pas du chemin tendant de cette ville à Bédoin dans le terroir de Crillon, avant et après le moulin de Modène, passé par la province du Comtat au sieur Jean-Joseph Branche, ménager du lieu de Bédoin en qualité de principal libérateur, sous le cautionnement du sieur Michel Flour, fils de feu François (17 mai 1788, fol° 233). — Rectification directe de prix-fait de rétablissement du mur au chemin de Bédoin pour les trois États du Comtat contre Joseph Branche, Antoine Monnier et Joseph Roux, et acquit final pour les trois États contre le sieur Branche (11 avril 1788, fol° 234). — Soumission passée par M. Balthazar Guyon, consul de la ville de Bonnieux, tant en la susdite qualité qu'en celle de procureur fondé par les vingt particuliers du dit Bonnieux, qui se sont syndiqués pour fournir aux dépenses de construction de continuation de chemin tendant dudit Bonnieux à Aix par la combe de Lourmarin, en faveur de la province du Comtat-Venaissin et promesse par ledit sieur consul et lesdits particuliers contre ladite province (30 janvier 1789, fol° 239). — Soumission passée et cession du produit d'une imposition annuelle de 500 livres faite par la communauté de Camaret en faveur de la province du Comtat et promesses faites par ladite province en faveur de ladite communauté de Camaret (9 mars 1789, fol° 241). — Prix-fait des ouvrages de terrasse, gravellement et autres à exécuter pour construire à neuf une partie du grand chemin du Haut-Comtat, dans le terroir de Cairanne, en partant du logis de Galifet et tirant du côté de Tulette passé par la province du Comtat à M. Raymond Monnier, maître des portes de la ville d'Orange, et M. Joseph-Charles Villelongue, maître apothicaire de la ville de Sarrians (13 mars 1789, fol° 244). — Prix-fait des ouvrages de gravellement et autres à exécuter pour une partie du chemin de la grande route de Lyon en Provence au terroir de Sorgues, à l'angle de la papeterie de M. Légier jusqu'à la limite d'Avignon,

passé par la province du Comtat en faveur de Pierre Butlier, Pierre Chapuy et Nicolas Girard, dudit Sorgues (13 mars 1789, fol° 244). — Soumission passée par les consuls de la communauté de la ville de Malaucène, en faveur de la province du Comtat-Venaissin, et promesse pour ladite communauté contre ladite province (14 juillet 1789, fol° 250). — Acquit en paiement de terrain pour les trois États de cette province du Comtat contre M. le marquis de Lespierre, chevalier, citoyen de la ville de Malaucène (24 juillet 1789, fol° 253). — Prix-fait des ouvrages de terrain, empierrement, gravellement, maçonnerie et autres à exécuter pour réparer une partie du grand chemin tendant de Cavaillon à Caumont depuis la porte dudit de Cavaillon et l'angle de la maison de Madame de Colombe jusqu'à la croix qui est vis-à-vis le chemin de St-Bardoux, passé par la province du Comtat au sieur Jean-Jacques Cardelin fils, jardinier de la ville de Cavaillon, en qualité de principal libérateur, et aux sieurs Gaspard Viguié, Symphorien Roy, Alexandre Rouhert, Jean-Joseph Reynaud, Étienne Noyer, Hyacinthe Bernard et Jean-Joseph Vidreu, dudit Cavaillon, en qualité de pleiges et cautions (11 novembre 1789, fol° 255). — Prix-fait des ouvrages de maçonnerie et autres à exécuter pour réparer le pont Julien, construit sur la rivière du Caumont, au terroir de Bonnieux, sur le grand chemin tendant à Apt, passé par la province du Comtat au sieur Jean-Joseph-Melchior Artaud, en qualité de principal, et au sieur Melchior Vivat, en qualité de caution, tous de la ville de Bonnieux (20 décembre 1789, fol° 260). — Prix-fait des ouvrages d'empierrement, gravellement et maçonnerie et autres à exécuter pour construire à neuf et élargir le chemin appelé des Jardins, hors et proche la ville de Malaucène, depuis la porte Féol jusqu'à celle de Durou, passé par la province du Comtat au sieur Jean-Baptiste Aubert, maçon, de la ville de Malaucène, en qualité de principal, et au sieur Barthélemy Eysartel, maçon, de la ville de Vaison, en qualité de pleige et caution (27 janvier 1790, fol° 262). — Prix fait des ouvrages de terrasse, déblai remblai, chaussée d'empierrement, gravellement et autres à exécuter pour construire à neuf une partie du grand chemin tendant de Malaucène à Carpentras, depuis ladite ville de Malaucène jusque et un peu après passé la chapelle de St-Roch, terroir dudit Malaucène, passé par la province du Comtat au sieur Jacques Coutureau, géomètre du lieu du Barroux, en qualité de principal, à Messieurs Paul Vège et Alexis Blanc, dudit Barroux, en qualité de ses pleiges et cautions (19 avril 1790, fol° 264).

C. 75. (Liasse.) — 117 pièces, papier.

1538-1770. — Milices, garnisons et passages de troupes. — Ordonnance du cardinal d'Armagnac pour le renforcement des gardes du Comtat-Venaissin (15 juillet 1583). — Nomination du sieur André Colarentio, comme commandant de la garnison de Carpentras (14 mars 1583). — Règlement pour la milice du Comtat, donné par le marquis de la Corgnia, général aux armes (24 mai 1594). — Demande des États du Comtat pour la mise en vigueur du dit règlement, par le sieur Malatesta, général aux armes (1612). — Lettre de Pascal Aquaviva, vice-légat d'Avignon, au juge majeur de Carpentras, au sujet des déserteurs, donnant l'état des déserteurs depuis le 22 décembre 1747 jusqu'au 10 février 1748, pour les régiments de Mailly de Batillac, dragons, de Talaruc, infanterie (28 février 1748). — Ordre de route donné par Charles Fouquet, duc de Belle-Isle, commandant dans les provinces de Languedoc, Dauphiné et Provence, au régiment d'infanterie de Condé, pour aller d'Orange à Grasse, en passant par Carpentras, L'Isle, Orgon, Lambesc, Aix, Crest, Saint-Maximin, Brignoles, Lorgues, Draguignan, Fayence, Seillans et Grasse (25 mai 1748). — Lettres du sieur Murai : aux consuls de Bargemon, leur donnant la route que suivra le bataillon de Blaisois partant de Seillans à Valence, en passant par Bargemon, Aups, Riez, Les Mées, Reillane, Sault, Carpentras, Orange, St-Paul-trois-Châteaux, Pierrelatte, Montélimar, Valence (15 octobre 1748); — aux consuls de St-Paul-trois-Châteaux, leur donnant la route que suivront deux bataillons du régiment de Talaruc allant de Menton à Valence, La Turbie, St-Laurens, St-Paul, Grasse, Bargemon, etc. (15 octobre 1748). — Ordres de route donnés par Charles Fouquet, duc de Belle-Isle, maréchal de France; au régiment de la Roche-Aymon, composé de deux bataillons, pour se rendre de Bargemon et Calas à Valence, et procès-verbal de la revue dudit régiment, passée à Bargemon, le 15 octobre 1748; — au régiment de Blaisois, de se rendre de Seillans à Valence (15 octobre 1748); — au régiment de Luxembourg, composé d'un bataillon, pour se rendre de Draguignan à Valence, et procès-verbal de la revue de ce régiment passée à Draguignan (15 octobre 1748); — au régiment d'Auxerrois, composé d'un bataillon, pour se rendre du Val à Esparron, Gréoux, Manosque, Reillane, Sault, Carpentras, etc. (15 octobre 1748) et revue dudit régiment passée à Carpentras, le 30 octobre 1748; — au régiment de Talaruc, composé de deux bataillons, pour se rendre de Menton à Valence (15 octobre 1748); — au régiment de Beaujolais, pour se rendre d'Apt à Vienne par Gordes, Carpentras, Orange,

Pierrelatte, Montélimar, Livron, Valence, Roman, Tain, Péage de Roussillon, Vienne (19 octobre 1748); — au bataillon d'Ornans, des milices de Franche-Comté pour se rendre à St-Roman-d'Albon par le Beausset, Aubagne, Aix, Lambesc, Orgon et Sénas, L'Isle, Carpentras, Orange, St-Paul-Trois-Châteaux, Pierre-latte, Montélimar, Livron, Valence, Romans (18 octobre 1748); — au bataillon de Lons-le-Saulnier, milices de Franche-Comté, pour se rendre de Marseille à St-Roman-d'Albon (18 octobre 1748); — aux deux bataillons de milices de Colmar et de Strasbourg pour se rendre d'Hyères à St-Roman-d'Albon (18 octobre 1748); — à vingt-deux sergents et vingt-cinq soldats invalides partant d'Antibes pour Lyon (26 octobre 1748); — au régiment de Royal-Roussillon, composé de deux bataillons pour se rendre de Briançon à Orange par St-Crépin, Laroche, Embrun, Chorges, Gap, Veyne, Orpierre, Montauban, Le Buis, Carpentras, Orange (28 octobre 1748); — aux trois bataillons du régiment des gardes lorraines pour se rendre de Barjols à Lyon (29 octobre 1748). — Lettre de Pascal Aquaviva, vice-légat d'Avignon, au juge majeur de Carpentras, lui ordonnant de faire publier la défense d'acheter d'aucun soldat ni domestique des troupes de France, traversant le Comtat, aucuns effets, armements ou vivres d'étape (30 octobre 1748). — Ordre de route donné par Charles Fouquet, duc de Belle Isle et maréchal de France, au régiment de Beauce pour se rendre de Levens à Lyon (21 novembre 1748); — au régiment de Royal-Comtois composé de deux bataillons qui doit se rendre de Lyon à Vintimille par Vienne, Péage de Roussillon, St-Valier, Romans, Valence, Livron, Montélimar, St-Paul-Trois-Châteaux, Orange, Carpentras, L'Isle, Orgon et Sénas, St-Lambert, Aix, Trest et Auriol, St-Maximin, Brignoles, Dragnignan, Fayence et Seillans, St-Paul, Nice et Vintimille (19 décembre 1748); — au régiment de Vivarais devant se rendre de Lyon à Vintimille par la même voie jusqu'à Aix, puis par Brignoles, le Luc, les Mées, Fréjus, Cannes, Cagnes, etc. (19 décembre 1748); — à deux bataillons du régiment suisse de Wigier, arrivé de Vintimille le 3 décembre, pour repartir pour Lyon le 31 du même mois (27 décembre 1748); — à un détachement de quarante-quatre hussards et vingt-cinq chevaux du régiment de Ferrary venant de Gênes pour se rendre à Lyon (31 décembre 1748); — à une compagnie de grenadiers du régiment d'infanterie de Boulonnais pour se rendre de Toulon à Lyon (3 février 1749); — au régiment de Flandre pour se rendre de Vintimille à Lyon (10 février 1749); — au régiment de la Tour d'Avvergne pour se rendre de Vintimille à Lyon (11 février 1749); — au régiment de Vastan pour se rendre à Lyon (10 février 1749); — au régiment de Médoo composé de deux bataillons, pour se rendre de Toulon à Lyon (10 février 1749); — au bataillon du régiment

d'Aunis pour se rendre à Vintimille à Lyon (11 février 1749); — au régiment de Gâtinois pour se rendre de Toulon à Lyon (11 février 1749); — au régiment de Guienne, composé d'un bataillon, pour se rendre de Hyères à Lyon (11 février 1749); — au régiment de Béarn, composé d'un bataillon, pour se rendre de Toulon à Lyon (11 février 1749); — au régiment de Royal-Barrois, composé de deux bataillons, pour se rendre de Nice à Lyon (12 février 1749); — au régiment de Provence pour se rendre de Vintimille à Lyon (12 février 1749); — au corps des volontaires du Dauphiné, réduit par sa réforme à 210 hommes, de sortir de Grasse pour se rendre à St-Marcellin (9 février 1749); — au détachement du régiment Royal-Artillerie pour se rendre de Toulon à Vienne (25 février 1749). — Ordonnance de Pascal Aquaviva, vice-légat d'Avignon, pour le paiement des fourrages fournis aux troupes de France ayant séjourné dans le Comtat-Venaissin (10 octobre 1749). — Ordre du marquis de Rochouchart, commandant en chef de Provence à Avignon et dans le Comtat-Venaissin, à la brigade de maréchaussée de Valréas de se rendre à Carpentras (25 août 1770) etc.

C. 76. (Registre.) — In-folio, 202 feuillets, papier.

1746-1749. — Milices, garnisons, et passage de troupes. — Comptes-généraux des recettes et dépenses faites par le sieur Constantin, régisseur général de la fourniture des grains, avoines, fourrages, aux troupes des armées d'Italie et de Provence, dont partie de cette dernière cantonne dans le Comtat-Venaissin depuis 1746 jusqu'en 1749. — Relevé des dépenses et recettes en argent pour la fourniture des troupes pendant le courant de l'année 1747, et pour les envois des foin et avoines faits par le pays à l'armée de Provence (f° 1). — État du fourrage fourni aux officiers généraux, leur état-major et celui de l'hôpital-dragons en quartier dans le Comtat-Venaissin, depuis le 24 novembre 1747 jusqu'au 6 avril 1749 (f° 13). — État du transport des avoines envoyées tant à la subsistance des chevaux des troupes de France cantonnées dans le Comtat-Venaissin, depuis le 7 février jusqu'au 30 juillet 1747, qu'aux équipages des officiers généraux de l'armée de Provence pendant le courant de l'année 1747 (f° 51). — État général de la recette et de la dépense en avoine faite par divers magasins établis dans le Comtat pendant l'année 1747 pour les distributions faites dans le pays à l'armée de Provence (f° 23). — État des achats en avoine faits par le Comtat-Venaissin pour la subsistance de 14 escadrons de cavalerie cantonnés dans le pays pendant l'année 1747 (f° 31). — État des achats en foin faits par le Comtat-Venaissin pour la subsistance de 14 escadrons de cavalerie cantonnés dans le pays pendant l'année 1747 (f° 43). — État de

La dépense en deniers faite par le sieur Constantin pour les foin^s fournis par le pays tant aux troupes qu'aux équipages de l'armée de Provence, depuis le 1^{er} février jusqu'au 6 mars 1749 (f° 59). — État des sommes payées pour divers exprès envoyés dans les communautés du Comtat pour porter les ordres lors du cantonnement des troupes françaises (f° 75). — Dépenses faites par les divers magasins d'avoines, de fourrages, établis à Bollène, Bédarrides, Carpentras, Caderousse, Cavaillon, Caumont, L'Isle. La Palud, Mornas, Malaucène, Pernes, Piolen, Sarrians, Sérignan, Le Thor, Valréas, Visan et autres lieux (f° 97). — Vente des sacs, bâches et cordes ayant servi au transport des fourrages (21 février 1751, f° 452). — Ordonnance du sieur de La Porte, intendant du Dauphiné, pour payer la somme de 35.769 livres 17 sous onze deniers, pour le paiement des fournitures de foin^s, d'avoine et transports du Comtat-Venaissin par le sieur Constantin (29 mars 1752, f° 196), etc.

C. 77. (Registre.) — In-folio, 62 feuillets, papier.

1750-1789. — Maréchaussée. — Revues des brigades de maréchaussée du Comtat-Venaissin. — État des officiers, brigadiers, sous-brigadiers et cavaliers qui composent les six brigades de la maréchaussée et leur département (f° 1). — Revue de la maréchaussée par Son Excellence Mgr le vice-légat, au Palais apostolique d'Avignon (9 juin 1762). — Revue de M. Blanchet, capitaine, commandant la maréchaussée du Comtat, sous les ordres de Son Excellence Mgr le vice-légat (1764, fol° 5). — Revue de M. Blanchet, capitaine, commandant la maréchaussée du Comtat, sous les ordres de Son Excellence Mgr le vice-légat (fol° 7). — Revue de M. Blanchet, capitaine, commandant la maréchaussée du Comtat, pourvu en cour de Rome, à l'entrée de France, sous les ordres de S. E. Mgr le vice-légat (1766, fol° 9). — Revue de la maréchaussée du Comtat et d'Avignon, sous les ordres de S. E. Mgr Filomarino des princes de la Rocca, vice-légat, par M. François-Adrien André, capitaine, commandant breveté de la cour de Rome (1777, fol° 11). — Revue de la maréchaussée d'Avignon et du Comtat, sous les ordres de S. E. Mgr Filomarino des princes de la Rocca, vice-légat, en 1778, par M. François-Adrien André, capitaine, commandant breveté de la cour de Rome (fol° 19). — Revue de la maréchaussée d'Avignon et du Comtat, en 1779, sous les ordres de S. E. Mgr Filomarino des princes de la Rocca, vice-légat, par M. François-Adrien André, capitaine, commandant breveté de la cour de Rome (fol° 27). — Revue de la maréchaussée d'Avignon et du Comtat, sous les ordres de S. E. Mgr Filomarino des princes de la Rocca, vice-légat, en 1782, par M. Adrien-François André,

capitaine, commandant breveté de la cour de Rome (fol° 31). — Revue de la maréchaussée d'Avignon et du Comtat, sous les ordres de S. E. Mgr Filomarino des princes della Rocca, vice-légat, par M. François-Adrien André, capitaine, commandant breveté de la cour de Rome (fol° 38). — Revue de la maréchaussée d'Avignon et du Comtat, sous les ordres de S. E. Mgr Filomarino des princes della Rocca, vice-légat, par M. François-Adrien André, capitaine, commandant breveté de la cour de Rome (1784, fol° 46). — Revue de la maréchaussée d'Avignon et du Comtat, sous les ordres de S. E. Mgr de Cazoni, vice-légat, par M. François-Adrien André, capitaine, commandant breveté de la cour de Rome, (1789, fol° 54).

C. 78. (Registre.) — In-folio, 57 feuillets, papier.

1414. — Cadastre de la communauté d'Aubignan (*de Albanano*), dressé conformément à la délibération du conseil général des trois États, et au mandement de Jean Poitiers, recteur du Comtat-Venaissin, pour servir à la répartition des tailles. Règlement pour la confection du cadastre des biens, de chacune des communautés du Comtat-Venaissin. Le territoire doit être divisé en trois parties : le plus proche de la communauté, celui placé à une distance moyenne et le plus éloigné. Dans les biens immeubles, chaque éminée sera cotée comme fertile ou stérile, on indiquera la nature des cultures, en prés, vignes, vergers, la valeur et les revenus des immeubles, ou des locations. Il devra être dressé trois livres : l'un pour le clergé, l'autre pour les vassaux et les étrangers, l'autre, pour la communauté, où seront inscrits les biens de chacun. Dans le livre du clergé seront estimés : les biens immeubles, les cens, les services, les dîmes ; dans celui des vassaux, on estimera de même, les biens immeubles, et quant aux droits des lods, des baux, de péages et autres, ils seront estimés d'autre manière équitable. — Dans les biens immeubles, on estimera les troupeaux à leur valeur moyenne ; les bœufs et autres animaux servant à la culture ou à un usage personnel ne seront point estimés ; il en sera de même des produits du sol, du blé, du vin, de l'huile, du miel, de la cire et autres denrées semblables et des ustensiles de ferme (fol° 1). — Assemblée, le 16 mars 1414, des sieurs Jean Hugonis, Georges de Graux, prieur d'Aubignan, Ricavus Corvi, seigneur dudit lieu, Antoine Ruffi, baile pour N.-S.-Père le Pape, Laurent Giraud, baile pour le seigneur dudit lieu, Bertrand Crieul, syndic, et nobles Jacques Guigou, Monet Faraudi, conseillers, Monet, Chappier et plusieurs autres qui étaient nobles, Jean Raimbaud, Pierre Gruberti et Sifrein Bayle, pour la rédaction du cadastre de la communauté. — Division du territoire d'Aubignan en trois parties (fol° 2). —

Livre de la première partie pour la communauté ; Jean Raimbaut est coté à 6 florins pour une terre de quatre éminées ; Bertrand Corenbi, à 2 florins pour une vigne de trois fosserées ; Marguerite Bonelle, à 26 florins pour une terre de trois saumées (fol° 1). — Laurent Jordani, à 10 florins pour une vigne de douze fosserées ; Laurent Giraud, à 5 florins pour une vigne de cinq fosserées ; Monet Étienne, à 4 florins pour une vigne de cinq fosserées ; Rostaing Girard, à 6 florins 8 gros pour une vigne de huit fosserées (fol° 7). — Livre de la seconde partie du territoire d'Aubignan (fol° 8). — Moneti Fara est coté à 8 florins pour un pré de quatre sées (*sechogera*) ; Laurent Giraud, à 2 florins pour une sée de pré ; Jean Martel à 4 florins pour quatre sées de pré ; Guillaume Robert, à deux florins pour quatre fosserées de vignes ; Rostagny Bayle, à 12 florins pour un pré de six sées ; Guillaume Mataroni, à 2 florins pour une vigne de cinq fosserées ; Guillaume Benedictini, à 4 florins pour une vigne de huit fosserées ; Guillaume Raybaud, à 2 florins pour un verger d'un jour ; Guillaume Robert, à 4 florins pour un verger d'oliviers de deux jours (fol° 12). — Livre de la troisième partie du territoire d'Aubignan, pour la communauté (fol° 17). — Antoine Bernaschi, est coté à 1 florin pour une terre de deux éminées ; Jean Rayberti, à 2 florins 8 gros pour un pré de deux sées ; Pierre Guimbert, à 6 florins, pour une terre de douze éminées ; Bertrand Corenbi, à 12 florins pour une terre de trois saumées ; Jean Raimberti, à 12 florins pour une vigne de dix-huit fosserées ; Philibert Jordain, à 1 florin pour une terre de deux éminées ; André Bertrand, à 6 florins 4 gros pour une vigne de huit fosserées ; Bertolin Manain, à 2 florins pour une vigne de trois fosserées. — Premier livre du territoire d'Aubignan pour les vassaux dudit lieu : le seigneur d'Aubignan (*de Albanhano*), est coté à 15 florins pour une terre de dix éminées ; Raynaud, d'Entraigues, à 9 florins pour une terre de dix éminées ; Jacques de Crillon (*Credulionis*), à 28 florins pour une terre de dix-huit éminées, Marius Pellenchet, de Baumes, à 3 florins pour une terre de deux éminées ; Romain, épicier, de Carpentras, à 8 gros pour un jardin ; Antoine Bergonin, de L'Isle, 1 florin pour un jardin. — Deuxième livre des vassaux et forains d'Aubignan (fol° 27). — Elzéar, de Venasque, est coté à 3 florins pour un pré de deux sées ; les héritiers du seigneur de Crillon, à 60 florins pour un pré de trente sées ; le seigneur de Mazan, 4 florins pour un pré de deux sées ; Lantelme Fabri, de Baumes, 3 florins 9 gros, pour une terre de cinq éminées ; Urbain d'Alanson, de Baumes, 1 florin pour deux éminées de terre ; Jean Alleman, de Carpentras, 3 florins 9 gros, pour cinq éminées de terre. — Troisième livre de vassaux et forains du territoire d'Aubignan : Bertrand Gautier, de Carpentras, est coté à 7 florins

pour une terre de 14 éminées ; Elzéar, de Venasque, à 18 florins pour une terre de quatre saumées ; Antoine Ricavi, de Carpentras, à 5 florins 4 gros pour une vigne de huit fosserées ; Guillaume Simon, de Carpentras, à 10 florins pour une vigne de quinze fosserées ; le seigneur de Mazan, à 2 florins pour une vigne de trois fosserées ; Astruc Vitalis, juif de Carpentras à 8 florins pour une vigne de huit fosserées ; Bertrand Bonoti, de Carpentras, à 7 florins pour une terre de quatorze éminées ; Antoine Camaret, de Caromb, à 5 florins 4 gros pour une vigne de huit fosserées ; André, épicier, de Carpentras, 4 florins pour une vigne de six fosserées. — Livre du clergé d'Aubignan (fol° 41). — Second livre du clergé d'Aubignan pour la seconde partie du territoire (fol° 44). — Troisième livre du clergé d'Aubignan pour la troisième partie du territoire (fol° 47). — Estimation des maisons d'Aubignan (fol° 50). — Estimation des troupeaux (fol° 54), etc.

C. 79. (Registre.) — In-folio, 38 feuillets, papier.

1414. — Cadastre de la communauté du Barroux, (*de Albaruffo*), dressé conformément à la délibération des États. — État des biens possédés au Barroux par Rostaing Bovi et cote de chacun : une maison à l'intérieur du château (*infrafortalitium*) cotée 6 florins (fol° 3). — État des biens possédés par Bertrand Julian (fol° 4). — État des biens possédés par Guillaume Richard, autrement de Valledionia (fol° 6). — Livre des vassaux et forains (fol° 15). — État des biens que le seigneur de Montbrun possède au lieu du Barroux (fol° 20). — Livre du clergé de la communauté du Barroux (fol° 23). — État des biens possédés au Barroux par les habitants de Malaucène et de Caromb (fol° 25), etc.

C. 80. (Registre.) — In-folio, 26 feuillets, papier.

1414-1417. — Cadastre de la communauté du Beaucet (*de Bauceto*), dressé conformément à la délibération des États. — Livre des vassaux et forains, de leurs biens, terres, revenus cens et services dans le lieu et territoire du Beaucet, (fol° 2). — Raymond de St-Paul, de Venasque, est coté à 3 florins 9 gros pour une vigne de neuf fosserées ; Jean Barnouin de la Roque, à 7 florins 6 gros pour un pré de trois sées, sis à la Combe du Beaucet ; les héritiers de Raymond Guibert, à 1 florin pour un verger ; Étienne Vachier, de Venasque, à 1 florin 3 gros pour un pré sis dans la Combe ; Jean Tronchier, à 2 florins pour une terre et un verger ; noble Bertrand de Saint-Paul, de Venasque, à 6 florins pour un verger sis à Rampals ; Geoffroi Monachi de la Roque, à 2 florins pour un pré sis dans la Combe du Beaucet. — Livre

des possessions du clergé dans le lieu et territoire du Beaucet (fol° 6). — L'église du Beaucet est cotée à 2 florins 1 gros pour une vigne de 5 fosserées, à 1 florin pour un verger de deux éminées ; l'évêque de Carpentras, à 1 florin pour un verger ; le monastère de Sénanque à 1 florin 6 gros pour un bois de quatre éminées, sis à Veyras ; l'évêque de Carpentras, à 5 florins pour un pré de deux sées à Albas, l'église du Beaucet, à 2 florins pour une terre de quatre éminées, sise à Ranpals. — Livre de la communauté du Beaucet (fol° 12). — Antoine Juli est coté à 1 florin 1 gros pour une vigne de cinq fosserées ; Gabriel Étienne, à 5 gros pour une vigne de quatre fosserées ; Siffrein Albion, à 1 florin pour une vigne de deux fosserées ; Jean Vincent, à 3 florins 4 gros pour une vigne de huit fosserées ; Antoine d'Inguibert, à 1 florin 8 gros pour une vigne de quatre fosserées ; Pierre Laurent, à 6 gros pour une vigne de deux fosserées, sise à Puy-Lambert (*in podio Lamberti*) ; Monet Imbert, à 1 florin pour une terre de deux éminées, sise clos Plantades (*ad Plantadas*) ; Raymond Imbert, à 1 florin pour un verger de deux éminées ; Pierre Maillan, à 6 florins pour un verger de douze éminées ; Pierre Laurent, à 5 florins pour un pré de quatre sées (*sechoyratrum*) à la Combe du Beaucet (*in Cumba Bauceti*) ; Raymond Imbert, à 7 florins pour un verger de douze éminées, sis à la Grande Combe (*in Cumba magna*). — Estimation des maisons du Beaucet (fol° 22). — La maison de Pierre Laurent est cotée à 1 florin 6 gros, celle de Jean Vincent, à 1 florin 8 gros ; celle de Jean Pasquier, à 8 gros. — Estimation des maisons du clergé du Beaucet (fol° 24), etc.

G. 81. (Registre.) — In-f°, 65 feuillets papier.

1414. — Cadastre de la communauté de Baumes (*de Balmis*), dressé conformément à la délibération des États. — Election sur l'ordre de Jean Hugonis, juge de Carpentras, par les délégués des trois États, de nobles Bertrand Remisati et Jean de Durban, pour procéder à la division du territoire et à l'estimation des propriétés. La première partie commence à Notre-Dame d'Aubune (*Nostra Domini de Albuna*) en allant vers Revel et en suivant le chemin allant de cette chapelle à Revel ; la seconde partie s'étend de la fontaine de Guigo à St-Véran et al Rieulas en suivant les dits Rieulas ; la troisième partie s'étend jusqu'aux limites des territoires de Vacqueyras, d'Aubignan et autres lieux voisins (f° 3). — Énumération et estimation des propriétés comprises dans la première partie du territoire (f° 3) : Antoine Chaoué est coté à 3 florins pour un verger de deux éminées ; — Pons Monerie, 12 florins pour une terre de huit éminées ; — Pierre Lautelin, à 18 florins pour une terre de 12 éminées ; — Siffrein Delfini, à 3 florins, pour un verger de 2 éminées ; —

Marius Pelleuche, à 8 florins, pour une terre de 3 saumées ; — le même Pelleuche, à 24 florins, pour une terre de 7 saumées ; — Urban Dalanson, à 36 florins pour une terre de 7 saumées ; — Jean de Durban, à 9 gros, pour un jardin d'une demi-éminée ; — noble Hugues de Durban, à 6 florins, pour un verger de quatre éminées ; — les héritiers de Chavet Rippert, 18 gros, pour un jardin d'une éminée ; — Richard Pascalis, à 5 florins pour une terre de 4 éminées ; — Pierre Levieux, à 13 florins, pour une terre de 10 éminées ; — Rostain Martin, à 4 florins, pour une terre de 4 éminées ; — Antoine Gasqui, à 4 florins 6 gros, pour une terre de 3 éminées ; — Monet Auguste, à 15 florins, pour une terre de 10 éminées. — État et estimation des biens et propriétés sis dans la seconde partie du territoire de Baumes (f° 25) : Monet Perrol est coté à 6 florins, pour une terre de 16 éminées ; — Siffrein Delphine, à 5 florins, pour une vigne de 6 fosserées ; — Siffrein Girardi, à 5 florins, pour une terre de 5 éminées ; noble Jean de Durban, à 18 florins, pour une vigne de 18 fosserées ; — Bertrand Revisati, à 14 florins, pour une vigne de 14 fosserées ; — noble Jean Rostaing, à 1 florin, pour une vigne d'une fosserée ; — Isnard Fabry, à 8 florins, pour une vigne de 8 fosserées ; — Jean Almeric, à 6 florins, pour une vigne de 6 fosserées. — État et estimation des biens et propriétés sis dans la troisième partie du territoire de Baumes (f° 26) : — Monet Perrol est coté à 8 florins, pour un pré de 4 sées ; — Jacques André, à 2 florins 6 gros, pour une vigne de 5 fosserées ; — Urbain Dalanson, à 8 florins, pour un pré de 4 saumées ; — Jean Mondon, à 9 florins, pour une vigne de 18 fosserées ; — noble Jean de Durban, à 14 florins, pour une terre de 3 saumées ; — Bertrand Revisati, à 8 florins, pour une terre de 16 éminées ; — noble Jean Rostaing, alias de Falque, à 10 florins, pour une vigne de 20 fosserées ; — noble Hugues de Durban, à 4 florins, pour une vigne de 8 éminées ; — Isnard Alègre, à 3 florins, pour une vigne de 6 fosserées ; — Rostaing Martin, à 1 florin, pour une vigne de 2 fosserées ; — Siffrein Girard, à 2 florins 6 gros, pour une vigne de 5 fosserées ; — Siffrein Vincent à 4 florins, pour une vigne de 12 fosserées — Andréas Gontardi, à 3 florins 8 gros, pour une terre de 9 éminées ; — Astorge d'Alanson, à 4 florins, pour une terre d'une saumée ; — Astorge de Petra, à six florins, pour une vigne de 11 fosserées. — État et estimation des maisons et hôtels du lieu de Baumes (f° 33) : Pons Moneri est coté à 15 florins, pour une maison ; Monet Peyrol, à 15 florins, pour une maison ; — Marius Pelleuche, à 20 florins, pour une maison ; — noble Jean de Durban, à 15 florins, pour une maison ; — noble Bertrand de Revisati, à 20 florins, pour une maison ; — Noble Jean Rostaing, alias de Falque, à 15 florins, pour une maison ; — noble Hugues de Durban, à

15 florins, pour une maison. — État et estimation des biens immeubles du lieu de Baumes (f° 38). — Astorge de Petra, baile du dit lieu, est coté à 11 florins pour 22 bêtes à laine; — Jean de Durban, à 10 florins, pour 20 bêtes à laine. — Estimation des biens du clergé de Baumes (f° 49) : Jean Jean, est coté à 9 florins pour une vigne de 9 fosserées; — Pierre Rolland, à 4 florins, pour une vigne de 4 fosserées; — Jean Palais, à 6 florins, pour une terre de 2 éminées. — État des biens des forains (f° 48) : Monet Vauchier est coté à 1 florin, pour une vigne de 4 fosserées; — noble Alzias de Venasque, à 8 florins, pour une vigne de 8 fosserées. — État des biens possédés par Astorge de Bédoin dans le territoire de Baumes (f° 54), etc.

G. 81. — Registre, — In-8, 96 feuillets, papier.

1314. — Cadastre de la communauté de Bédoin (*de Bedoyne*), rédigé conformément à la délibération des États. — Élection de noble Ferrand Spérandieu, Rostaing Guimbert, Guillaume Moneric, Antoine Ancisie, pour la rédaction du dit cadastre (f° 1). — Division du territoire de Bédoin en trois parties (f° 2). — Dans la première partie du territoire, noble Ferrier Spérandieu est coté à 18 florins, pour une terre de 24 éminées; — Rostaing Guimberti, à 1 florin, pour une terre de 1 éminée; noble Ferrier Spérandieu, à 1 florin, pour un jardin d'une éminée; — Guillaume André, à 4 florins, pour une terre de deux éminées; — Rostaing Guimberti, à 1 florin, pour un jardin d'une éminée; — Romain Amisie, à 1 florin, pour un jardin d'une demi éminée; — Rostaing Guimberti, à 1 florin, pour une terre de 2 éminées; — Bertrand Poloerelli, à 1 florin, pour une terre d'une demi éminée; — Ferrier Spérandieu, à 12 florins, pour une terre de 6 éminées. — État des terres comprises dans la seconde partie du territoire (f° 12) : Jean et Guillaume Hugoleni sont cotés à 8 florins, pour une vigne de 8 fosserées; — Antoine de Roure, à 5 florins, pour une vigne de 6 fosserées; — Clément Ratelle, à 3 florins 9 sous, pour une vigne de 4 fosserées; — Pons Hugoleni, à 2 florins, pour une vigne de 2 fosserées; — les héritiers d'Isnard Alberti, à 5 florins, pour une terre de 5 éminées; — Siffrein Gerolini, à 3 florins, pour une vigne de 4 éminées; noble Ferrier Spérandieu, à 4 florins, pour un verger de 4 éminées; — Antoine Ausesie, à 4 florins, pour une terre de 8 éminées; — Béatrix Baretta, à 2 florins, pour un verger d'un demi-journal; — Pierre Constantin, à 4 florins, pour un verger d'un journal; — Antoine Belli, à 2 florins, pour un verger d'un demi-journal; — Rostaing Ysoard, à 2 florins, pour un verger d'un demi-journal; — Jean Boureti, à 1 florin, pour un verger d'une éminée; — Simon Boureti, à 2 florins, pour un verger d'un demi-journal. —

Bernard Caprerol, à 4 florins, pour un verger d'un journal; — Rostaing Imbert, à 4 florins, pour une terre de 4 éminées; — Antoine Inguimberti, à 2 florins, pour une aire d'une demi éminée; — Romain Donol, à 29 sous, pour un verger d'une éminée; — Pons Artaud, à 4 florins pour un verger d'un journal; — noble Ferrier Spérandieu, à 3 florins, pour une terre de 3 éminées; — noble Jourdain Damon, à 1 florin, pour un pré d'une éminée; — Jean Pomeri, à 6 florins, pour une terre de 6 éminées; — les héritiers de Mounet Olerie, à 18 gros, pour une terre de 4 éminées. — État des terres comprises dans la troisième partie du territoire (f° 38) : Hugues Bernard est coté à 8 florins pour une vigne de 4 fosserées; — Antoine Obrerie, à 3 florins, pour une vigne de 3 fosserées; — Raymond Belli, à 4 florins, pour une terre de 4 éminées; — le seigneur de Suze (*Domini de Suza*), à 10 florins, pour une terre de 10 éminées; — Jean Fornerie, à 3 florins, 11 sous, pour une vigne de 4 fosserées; — Pons Alberti, à 2 florins, pour une vigne de 2 fosserées; — noble Ferrier Spérandieu, à 56 florins, pour plusieurs terres; — le même, à 12 florins, pour un pré de 3 journaux; — le même, à 6 florins, pour une terre de 4 éminées; — noble Guillaume Pétri, à 8 florins, pour plusieurs terres de 8 éminées; — Hugues Arnoux, à 4 florins, pour 2 terres de 4 éminées. — État des maisons existant dans l'intérieur du lieu de Bédoin (f° 56) : Antoine Obrerie est coté à 8 florins 20 sous, pour une maison; — Isnard Alberti, à 3 florins 8 sous, pour une maison; — Madame de Suze (*domini de Suza*), à 19 florins 4 sous, pour une maison; — Jean Fornerie, à 4 florins 18 deniers, pour une maison; — Gabriel Olerie, à 3 florins 8 gros, pour une maison. — Estimation des troupeaux de Bédoin (f° 63). — État des biens et possessions du clergé à Bédoin (f° 65) : Antoine Alberti est coté à 12 sous pour un jardin; — le prieur de Flassan (*prior de Flessiano*), à 13 florins, pour une terre de 3 éminées; — la chapelle St-Pierre, à 10 sous pour une terre de 4 éminées; — l'église de Bédoin, à 2 florins, pour une vigne de 2 fosserées; — la même, à 4 florins, pour un verger d'un journal; — Honoré Bodine, moine, à 6 florins, pour une vigne de 6 fosserées; — le prieur de Bédoin, à 12 florins, pour une terre de 12 éminées. — État des biens possédés par le clergé ou les personnes ecclésiastiques dans l'intérieur de Bédoin : le prieur de Bédoin est coté à 15 florins pour une maison; — Pierre Audigier, à 10 florins, pour une maison. — État des biens possédés par les vassaux et forains du Comtat-Venaissin dans le lieu de Bédoin : Bertrand Martini, de Crillon, est coté à 12 sous, pour un jardin; — Guillaume Toue, de Malaucène, à 1 florin pour une aire d'une demi éminée; — Audoin, de Châteauneuf, à 30 sous, pour un jardin; — Jean Bruni, à 2 flo-

rins, pour une vigne de 2 fosserées ; — Béranger, du Barroux, à 5 florins, pour une terre de 5 éminées ; — Bertrand Martini, de Caroub, à 4 florins, pour une terre de 4 éminées ; — Pierre Levieux, à 20 sous, pour une terre de 2 éminées, etc.

C. 83. (Registre.) — In-folio, 36 feuillets, papier.

1414. — Cadastre de la communauté de Blauvac (*de Blautiaco*), rédigé conformément à la délibération des États — Élection des sieurs Étienne Autard et Silfrein Gralhe pour la répartition des cotes. — Division du territoire de Blauvac en trois parties (f° 3) : dans la première, allant des trois fontaines (*in tribus fontibus*) jusqu'au chemin allant à Méthamis (*Nomeihamis*), l'éminée de terre franche est estimée à 12 sous ; chaque journal de verger d'oliviers, à 6 sous ; — dans la seconde partie du territoire, commençant à Trois-Fontaines jusqu'aux territoires de Mormoiron et de Méthamis (*confines territoriorum Marmurionis et Nometa-mearum*), l'éminée de terre franche est estimée 2 gros ; la fosserée de vigne 6 sous, la sée de pré 15 gros ; — dans la troisième partie, allant de la fontaine de Vicia jusqu'aux territoires de Mazan (*Masano*) et de Malemort (*le Malamorte*), le journal de verger est estimé 6 sous. — État des propriétés comprises dans le premier territoire : Étienne Autard est coté à 1 florin ; — Elzéar Béranger, à 2 florins 12 sous, pour une terre de 5 éminées ; — Fidès Fabresse, à 12 sous, pour une terre franche d'une éminée ; — Antoine Laugier, à 1 florin 12 sous, pour une terre franche de 3 éminées. — État des propriétés comprises dans le second territoire (f° 9) : Étienne Autard est coté à 2 florins 16 sous, pour une terre franche de 2 saumées ; — Elzéar Béranger, à 8 sous, pour une terre franche de 2 éminées ; — Jean Abelhe, à 15 sous, pour un pré d'une demi sée. — État des propriétés comprises dans le troisième territoire (f° 12) : Étienne Autard est coté à 6 sous, pour 2 vergers de 3 journaux ; — Antoine Laugier, à 22 florins, pour un troupeau de moutons ; — Jacques Balbi, à 48 florins, pour un troupeau de moutons. — État des biens possédés à Blauvac par le clergé ou les ecclésiastiques : l'évêque de Carpentras est coté à 1 florin, pour deux éminées d'annone, petite mesure, qu'il perçoit sur certaines possessions d'Elzéar Béranger ; — Jean d'Esparron (*de Sparrono*), à 12 sous pour le quart des revenus par lui perçus sur une terre d'Elzéar Béranger ; — le même Jean d'Esparron, à 9 sous, pour une éminée d'annone, petite mesure, qu'il perçoit sur le verger d'Elzéar Audibert ; — l'évêque de Carpentras, à 6 sous, pour les revenus perçus par lui sur la terre d'Étienne Laugier ; — le prieur de Mormoiron, à 1 florin 8 sous, pour une terre d'une saumée ; — le

prieur de Blauvac, à 8 florins, pour une terre franche du prieuré du dit lieu ; — les anniversaires, à 15 sous, pour un pré d'une demi sée. — État des propriétés des vassaux et *homagers*, f° 18 : Jacques Balbi, de Villes, est coté à 1 florin 2 sous, pour une terre de 4 éminées ; — Bertrand d'Esparron, de Mormoiron, à 6 sous, pour une terre franche d'une éminée ; — Jacques de Brantes, de Villes, à 1 florin 12 sous, pour une terre de 3 éminées ; — Antoine Forcard, de Malemort, à 1 florin, à 12 sous, pour un jardin d'une éminée ; — Guillaume Bovis, de Mazan, à 3 sous, pour une terre d'une éminée ; — Antoine Alberti, de Méthamis, à 12 sous, pour un verger d'un journal ; — Étienne Laugier, à 6 sous, pour une terre de 2 éminées, etc.

C. 84. (Registre.) — In-folio, 20 feuillets, papier.

1414. — Cadastre de la communauté de Bonnieux (*de Boniliis*), rédigé conformément à la délibération des États — Estimation des biens immeubles possédés par les laïques de la communauté de Bonnieux : noble Pierre Giraud possède 15 saumées et 5 éminées de terre, 48 fosserées de vigne, 2 jardins, sa maison, 9 chevaux, 4 bœufs, 50 pourceaux, 13 chèvres. — Giraud de Solérieu (*de Solerio*) possède 2 saumées de terre, 20 fosserées de vigne, 7 fosserées de verger, 8 pourceaux, sa maison ; — Rostang Redortier possède une éminée de terre, 2 fauchées de pré, un verger de 9 fosserées, 1 fosserée de vigne, 1 porc, 40 moutons ; — Rostaing Artaud, 16 fosserées de vigne, 4 sées de pré, 2 jardins, sa maison, 3 pourceaux ; — Jean Burgondionis, une saumée de terre, 4 fosserées de vigne, sa maison et un jardin ; — Bertrand, de La Garde, 10 éminées de terre, 10 fosserées de vigne, une chènevière, un jardin, sa maison ; — Guillaume Pascalis, 28 fosserées de vigne, 12 éminées de terre, sa maison. — Estimation des biens immeubles possédés depuis la fontaine de Gayangues jusqu'au chemin de Lacoste (*ad caminum Coste*) taxés à raison de 6 florins par saumée (f° 12) : noble Pierre Giraud, 10 saumées et 6 éminées ; — noble Achardi, 5 saumées de terre ; — Jacques Bonaud, 2 saumées et demi de terre. — Estimation des biens immeubles depuis le chemin de Lacoste jusqu'aux confins du territoire de Bonnieux : noble Gilibert, 10 éminées de terre ; — Pierre Tasquier, 6 éminées de terre ; — Pierre Durand, 1 éminée de terre ; — Antoine Gaupédi, 4 éminées de terre. — Estimation des biens appartenant au clergé (f° 17) : l'évêque d'Apt possède 20 saumées de terre ; — le prieur de St-Pierre, 12 saumées de terre ; — le prieur de Bonnieux, 6 saumées de terre, 20 fosserées de vigne, 2 fosserées de verger, une sée de pré, etc.

C. 85. (Registre) — In-folio, 34 feuillets, papier.

1614. — Cadastre de la communauté de Buisson (*de Buredone*), dressé conformément à la délibération des États. — Élection des sieurs Imbert Merle et Bertrand Sycole, pour procéder à la confection dudit cadastre (fol° 1). — Division du territoire en trois parties. — Dans la première division, l'éminée de terre franche est évaluée à 1 florin, la fosserée de vigne à 1 florin, la sée de pré à 4 florins (fol° 1). Dans la première partie Jean Merle est coté à 3 sous pour un jardin lieudit à Rochas; Monet Sycole, à 2 florins pour une terre près du chemin conduisant au moulin; Bertrand Mathieu, à 3 florins pour un jardin et une terre près du béal du moulin et près du chemin conduisant à Visan; Pierre Albi, à 1 florin pour une terre lieudit de Rochas; Imbert Merle, à 2 florins pour une terre près de Buisson et du chemin allant aux Aires (*ad Areas*). — État des propriétés sises dans la seconde partie du territoire (fol° 5): Silfrein Astier est coté à 7 sous et demi pour un jardin; Pierre Marcelli, à 6 gros pour un jardin; Pons Albi, à 7 gros pour un jardin; Guillaume Espérandieu, à 7 gros pour un jardin; Bertrand Mathieu, à 7 sous 6 deniers pour un jardin sis près du chemin allant à Visan; Baudouin Serranchi, à 8 gros pour une terre au chemin de Visan; Monet Sycole, à 4 florins pour une terre lieudit aux Ramières (*in Rameris*); Guillaume Espérandieu, à 1 florin 4 gros pour une terre au chemin creux. — État des propriétés sises dans la troisième partie du territoire (fol° 12): Les héritiers de Bertrand Astérie sont cotés à 6 gros pour une terre; Baudouin Serranchi, à 1 florin pour une vigne de deux fosserées; Jean Merle, à 6 gros pour une terre d'une éminée; Raymond Malhon, à 1 florin pour une vigne de deux fosserées; Pierre Albi, à 18 gros pour une vigne de deux fosserées; Raymond Sycole, à 6 sous 6 deniers pour un jardin; Imbert Merle, à 9 gros pour une terre d'une éminée. — État des maisons de Buisson (fo° 18). — État des propriétés, cens, services, pensions, dîmes et autres revenus perçus par le clergé ou les personnes ecclésiastiques dans le lieu et territoire de Buisson (fol° 22): Le prieur de Villedieu est coté à 3 florins pour une terre à Rochas; le même, à 2 florins pour une terre près de Buisson; le prieur de Villedieu, comme vicair de Buisson, à 2 florins pour un jardin à Rochas; 2 florins pour une terre lieudit à Grateloup; 1 florin pour une vigne près de celle de Guillaume Espérandieu, de 2 fosserées; 2 florins 15 gros pour un pré d'une sée aux bords de l'eau; 5 gros 2 deniers pour un pré d'une demi sée. — État des propriétés, biens, cens, services, péages et autres revenus possédés par les vassaux et forains, dans le territoire de Buisson (fol° 25): Guillaume Étienne, de Cairanne, est coté à 1 un florin pour une terre d'une éminée; Pons Mi-

chel, de Visan, 1 florin pour une terre, une éminée à Rochas; Pierre Girard, de Rasteau, à 8 gros 6 deniers pour une éminée à Rochas; Giraud Sycole, de Villedieu, à 1 florin pour une terre d'une éminée près de Buisson; Antoine Guigonis, à 3 gros pour une terre d'une éminée; Guillaume Rufi, de Visan, à 6 gros pour un jardin près de la rivière; Louis Germain, de Gigondas, à 18 gros pour une terre d'une éminée; Pierre Astier, de Visan, à 1 florin pour une terre d'une éminée; Guillaume Étienne, de Cairanne, à 7 gros pour un pré près du béal du moulin, Nicolas Tornoehon, de Caromb, à 2 florins 9 gros, pour un pré près du béal du moulin; les héritiers de Pons Varet, de Visan, à 16 gros pour un pré sis près du béal du moulin; Guillaume Étienne de Puymeras (*de Podio Almeratio*), à 7 gros pour un pré d'une demi sée, etc

C. 86. (Registre) — In-folio, 174 feuillets, papier.

1414. — Cadastre de la communauté de Caderousse (*de Cadarossa*), dressé conformément à la délibération des États. Division du territoire, la première partie s'appelant La Palud (*de Palude*); la seconde, Camp Dalmas; la troisième, Cortoys et Anglade; la quatrième, Pomeyrol; la cinquième, Crot. — État des biens, bénéfices et cens, possédés par le clergé au lieu de Caderousse (fol° 7): Guillaume Garcin est coté à 3 florins pour un jardin de trois éminées; l'hôpital de Caderousse (*hospitale pauperum dicti loci Cadarossien*), à 2 florins pour une terre de deux éminées; le même, pour une terre de trois salmées; le chapelain de la chapellenie de messire Bourgogne, de Mondragon, 24 florins pour une terre de 12 salmées; Bertrand Rouret, à 2 florins pour une sée de pré lieudit Courtoys; le prieur de Caderousse, à 9 gros pour une terre de quatre éminées; Jacques Bellon, à 2 gros pour une terre d'une demi éminée; le prieur de Caderousse, à 6 gros pour une vigne de quatre fosserées; Bertrand Rouret, à 4 florins pour une terre de neuf salmées. — État des biens et redevances possédés par les vassaux et les forains du Comtat-Venaissin dans le territoire de Caderousse (fol° 33): noble Guillaume de Réal, coseigneur dudit lieu, est coté à 1 florin pour une terre d'une salmée, lieudit au Palud; noble Raymond d'Ancezune, co-seigneur du lieu, à 16 florins pour une terre de deux salmées; Jean de Tarascon, co-seigneur du lieu, à 6 florins pour une terre de six éminées; noble Bernard Guitard, co-seigneur du lieu, à 12 gros pour une terre d'une éminée, noble Jean la Brosse, co-seigneur du lieu, à 16 florins pour une terre de 2 salmées; noble Guillaume de Monteron « *de Monteareno* », co-seigneur du lieu, à 2 florins pour une terre de 2 éminées; noble Delphine Voute, à 8 florins pour une terre de 8 éminées; noble Rostaing de Morières (*Rostagnus de More-ils*), à 6 florins pour une terre de six éminées; noble Jean de Vesc, « *Johannes de Vaesco* », à 16 florins.

pour une terre de huit salmées ; noble Raymond d'Ancezune, à 40 florins pour une terre de 20 salmées ; noble Jean Barrière, à 10 sous pour un pré d'un quart d'éminée ; noble Guillaume de Réal, à 12 gros pour la quatrième partie de quatre fosserées ; le même, à 12 gros pour une vigne de trois fosserées ; noble Delphine Voute, à 3 florins pour une terre de douze éminées ; noble Raymond d'Ancezune, à 2 florins pour une vigne de six fosserées ; noble Pons de Gissac. « *de Gissaco* », à 10 florins pour un pré de dix sées ; Guillaume de Monteron « *de Montteareno* », 8 gros pour six fosserées de vigne ; noble Jean de Vese, 3 florins pour une terre de quatre éminées. — État des possessions, cens et services possédés au lieu de Caderousse, par les gens de la communauté (fol° 89) : Pierre Feyssati est coté à 3 gros pour un jardin d'une demi-éminée ; Hugues Rostani, à 4 florins pour une terre de quatre éminées ; Bertrand Bessou, à 3 florins pour une terre de deux salmées ; Antoine Castellan, à 3 florins pour une terre de six éminées ; Guillaume Ponchayroli, à 12 gros pour une terre de deux éminées ; Raymond Bellon, 6 florins pour une terre de douze éminées ; Raymond Rossein, à 8 florins pour une terre de deux salmées ; André Bouvier, à 18 gros pour une terre de six éminées ; Jacques Ranchet, à 15 sous pour une terre d'une éminée ; Antoine Bernard, à 11 gros 6 deniers pour un jardin de deux éminées ; Guillaume Visan, à 2 florins 6 gros pour une terre de six éminées ; Audibert Garini, à 24 florins pour une terre de quatre salmées ; Bertrand Buffi, à 2 florins pour une terre de six éminées ; Guillaume Bérengier, à 16 gros pour une terre de huit éminées ; Guillaume Garcin, 4 florins 8 gros pour trois sées de pré ; Bertrand Venastier, à 18 gros pour trois fosserées de vigne ; Isnard Vincent, à 12 gros pour trois fosserées de vigne ; Ferrier Belloni, à 12 gros pour quatre fosserées de vigne ; Guillaume Visan, à 2 florins pour une terre de huit éminées ; Guillaume Celausan, à 12 sous pour un jardin ; Laurent Paul, à 2 florins 3 gros pour une vigne de huit fosserées ; Antoine Castellan, à 2 florins pour une vigne de trois fosserées ; Vitalis Ferraguti, à 3 florins pour une terre de quatre éminées ; Jean Goyran, à 16 gros pour une vigne de quatre fosserées ; Jean Taulier, à 8 florins pour une terre de 4 salmées. — Estimation des maisons et immeubles existant dans le territoire de Caderousse (fol° 122) : Noble Bertrand de Monteron est taxé à 1 florin 9 gros pour une maison et un jardin ; Jacques Clément à florin 7 gros pour une maison. — Estimation des animaux (fol° 160) : Les 120 moutons de Jean Ruffi, de Caderousse, sont estimés à 60 florins ; les 60 moutons de Raymond Bellon, dudit lieu, à 30 florins ; les quatre animaux d'espèce bovine de Jean Maligan, sont estimés à 20 florins ; le bœuf de Guillaume Celaman, 5 florins ; les trois bœufs d'Antoine Castellani sont estimés 15 florins, etc.

C. 87. — Registre. — In-folio, 134 feuillets, papier.

1411. — Cadastre de la communauté de Carpentras (*de Carpentoracte*), rédigé conformément à la délibération des Etats. État des biens immeubles, terres, vignes, jardins, vergers, prés, moulins, services, pensions, dîmes, possédés par le clergé, dans le territoire de Carpentras (fol° 1) : Benoît Stalerii est taxé à 40 sous pour un jardin payant au chapitre épiscopal une redevance de 20 sous ; Monet Marini, à 2 florins 16 sous pour une vigne de huit fosserées ; Siffrein Marchand, à 2 sous 1 denier pour une vigne d'une éminée ; Guillaume Rebuffelli, à 2 sous pour un jardin d'une demi-éminée servant un cens à l'église de Notre-Dame du Grez (*Beatae Mariæ de Greso*) ; Geoffroy Grégoire, à 2 florins pour un jardin de deux éminées ; Antoine Pascal, à 8 sous pour un jardin d'une demi-éminée. — État des cens, services, loyers de maisons, jardins et autres redevances appartenant aux habitants de Carpentras (fol° 86). Dans le bourguet de Giraud Andeu, la maison d'Alasaire Civate paie 3 florins de redevance ; dans le bourguet de Hugues Meissonnier, la maison d'Antoine Vincent paie 1 florin 6 gros ; dans le bourguet de Pierre Borelli, le jardin d'Isnard Borgesi paie 4 gros ; la maison de Jean de Clusine, 10 gros ; la maison de Jean Mayoli, 1 florin ; dans le bourguet d'Antoine Malinbrosse, la maison de Valentin Clément paie 1 florin 6 gros ; la maison des hoirs de Jean Aubanel, 2 florins ; la maison de Jean Romain, 1 florin ; dans le bourguet de Guillaume Barthélemy, la maison de Guillaume Rolland paie 1 florin ; la maison de Pierre Bonaud de Buoux (*de Buro*), 12 sous 6 deniers ; la maison de Siffrein Taloni, 3 sous ; — dans le bourguet de Jacques de Crillon, la maison d'Antoine et André Odoli paie 2 florins 9 deniers ; la maison de Jacques Tortelli, 2 florins 6 gros ; la maison de Raymond et Jean Bermond, 3 florins ; la maison de Pierre Sabatier, 1 florin ; la maison de Jaquette, veuve d'André Marsabon, 1 florin ; la maison d'Henri Gibone, 1 florin ; la maison de Gilles Imbert, 20 deniers ; — dans le bourguet de Pierre Sabatier, la maison de Guillaume Regis, d'Apt. paie 3 florins ; la maison de Jean Marquis, 1 florin ; dans le bourguet de Pierre de Prade, la maison d'André Almaric paie 4 florins ; la maison des héritiers de Pons Nouguier, 3 sous 8 deniers ; dans le bourguet de Bertrand Torgarelli, la maison de Hugues Almeras paie 2 florins ; la maison de Bertrand Marent, 1 florin ; — dans le bourguet de Jacques de Saint-Antoine, la maison de Jacques Constantin paie 2 florins ; celle de Jean Buie, 2 florins ; celle de Guillaume Rolland, 1 florin ; celle de Pierre Montbrun, 1 florin ; — dans le bourguet de Bernard Fauque, la maison d'Élise Rascasse paie 2 florins 6 gros ; la maison de Pierre Montbrun paie 1 florin ; la maison d'Antoine Pelati,

alias Chaorgus, 1 florin 9 sous ; — dans le bourguet de Guigues Bérardi, notaire, sa maison paie 22 sous ; la maison de Siffrein Julien, 2 florins ; la maison de Jacques Roquier, 3 florins, etc. — État des cens, services, loyers, jardins, appartenant aux vassaux et aux forains dans le territoire de Carpentras (f° 102) ; dans le bourguet de Giraud Auden, la maison de Raymond Vaisselli, de Caromb, paie 2 florins ; — dans le bourguet d'Hugues Meissonnier, la maison d'Antoine Berbegier, prieur de Flassan, de Mormoiron (*de Flassano, de Murmurione*), paie 8 gros ; la maison de Vilars Fabri, de Mazan, paie 3 florins ; — dans le bourguet de Pierre Borelli, la maison d'Isnard Vorgesie paie 16 sous ; la maison de Guillaume Raybaud, de Caromb, paie 2 florins ; la maison de Philippe de Saint-Michel, de Pernes, et de Guillaume de Saint-Michel, d'Avignon, paie 2 florins ; la maison de Jacques Voco, du Pont de Sorgues, paie 6 gros ; la maison de Hugues Meissonnier paie 1 florin, etc.

C. 88. (Registre. — In-folio, 284 feuillets, papier.

1414. — Cadastre de la communauté de Cavaillon (*de Cabbellione*), rédigé conformément à la délibération des États. État des maisons appartenant à des laïques dans le territoire de Cavaillon (f° 1) ; Rostaing Josserand est taxé à 18 gros pour une maison sise à la petite Carreterie ; Antoine Béranger, à 18 gros pour 2 maisons au même quartier ; Antoine Clariani, à 4 sous pour une maison sise à la grande Carreterie ; Elzéar Sausserand, à 18 sous pour une maison sise au même quartier ; Raymond Codonelli, à 1 florin pour une maison sise au même quartier ; Louis Colombi, à 1 florin pour une maison sise dans le même quartier ; Guillaume Garnier, à 18 gros pour une maison au quartier de la Saunerie, vers le Portalet ; Jacques François, à trois florins pour trois petites maisons et un jardin près des Lices (*juxta lices*) ; Huguette Bernardi, à quatre florins six sous, pour trois maisons qu'elle possède au quartier de Saint-Michel ; Isnard Spérandieu, à huit gros pour une maison sise au même quartier de Saint-Michel ; Raymond Benoît, à 1 florin pour un moulin à huile sis près des Lices (*versus lices*). — État des jardins, prés, terres, vignes et autres possessions situées dans la première partie du territoire de Cavaillon et appartenant à des laïques (f° 23). En sortant de la porte St-Julien (*per portale Sancti Juliani*) et en se dirigeant vers la croix d'Avignon (*versus crucem Avinionis*), Isnard Castellani est taxé à 10 sous pour un jardin et un verger d'oliviers ; — Véran Martin, à 6 sous, pour une vigne et un verger d'oliviers de 2 éminées ; — Raymond Porquerie, à 12 deniers, pour un verger d'olivier de 2 éminées ; — Rostaing et Antoine Rolland, à 12 deniers, pour une vigne de 4 éminées. — De la porte St Michel en allant au chemin de Vaucluse : Isnard Castellani est taxé à 18 deniers, pour une vigne de 5 éminées ; — Guillaume Do-

meni, à 4 florins, pour un pré et une terre de 4 éminées. — De la porte St-Michel vers le chemin de Robion : Raymond Cabassole, d'Avignon, est taxé à 2 florins, pour 12 éminées de pré ; — Jacques Michaelis, notaire, à 1 florin, pour 4 éminées de vignes ; — les héritiers de Guillaume Garnier, à 8 florins, pour 12 éminées de terre ; — Bertrand Blanqui, à la même somme pour une terre de 12 éminées. — État des vergers, oliviers, terres, vignes et autres possessions comprises dans la seconde partie du territoire de Cavaillon et appartenant à des laïques (f° 71) : Pierre Duranti est taxé à un denier pour un verger d'oliviers d'une éminée ; — Rostaing Agarini, à 18 sous, pour un verger d'oliviers de 2 éminées ; — Pons Gasqui, à 18 sous, pour un verger de 2 éminées ; — les héritiers de Guillaume de Sénas, à 18 sous, pour un verger d'oliviers de 2 éminées. — État des terres, vignes, jardins et autres possessions comprises dans le territoire de Cavaillon et appartenant à des laïques (f° 125). — Dans cette partie s'étendant du chemin d'Avignon à Caumont jusqu'au chemin des Vignères (*ad iter de Evenertiis*) et jusqu'aux confins du territoire avec les lieux de Caumont et du Thor Geoffroy Ricave est taxé à 18 gros pour une terre de 12 éminées ; — Pons Fabri, à 9 gros, pour une terre d'une éminée. — En allant du chemin de Vignères (*de Evenertiis*) et du chemin de l'église de Notre-Dame de Vignères (*Beatæ Mariæ de Evenertiis*) jusqu'à la route du Thor et jusqu'aux confins du territoire contigu au chemin Romieu (*Camino Romeo*) qui divise les territoires de Cavaillon et du Thor, Monet Colombi est taxé pour 6 éminées de vigne ; — Jean Guillaume, pour 4 éminées de vigne. — En allant par le chemin du Thor vers le Thor, en prenant à main droite, jusqu'au chemin de L'Isle et jusqu'aux confins du territoire contigus au chemin Romieu (*camino Romeo*) qui divise les territoires de Cavaillon et du Thor ; Geoffroy Vassole est taxé pour 12 éminées de terre ; — Rostaing Agarini, pour 4 saumée de terre ; — Béranger Cavalier, pour une terre d'une saumée ; — Véran et Rostaing Barthélemy, pour 20 éminées de terre ; — Guillaume Duranti pour 6 éminées de terre ; — Véran Martin, pour 12 éminées de terre. — En allant par le chemin de Vaucluse (*iter Valliscluse*) jusqu'au chemin des Vignères (*ad viam Evenertiis*) et jusqu'aux confins du territoire contigu au chemin Romieu qui sépare les territoires de Cavaillon, de L'Isle, de Lagnes et de Robion, Antoine Julien est taxé pour 6 éminées de terre ; — Isnard Espérandieu, pour 6 éminées de terre ; — Antoine Belloni, pour 12 éminées ; — Jacques Vassoles, pour 6 éminées. — État des troupeaux appartenant aux laïques (f° 157) : Rostaing Jausserand, 250 moutons ; — Véran Martin, 400 moutons ; — Pons Gasqui, 300 moutons ; — Bertrand et Pierre Belloni, 250 moutons ; — Jean Dominici, 80 moutons ; — Rostaing Agarini, 250 moutons ; — Véran et Rostaing Barthélemy, 500 moutons ; — Isnard Me-

nuti, 700 moutons ; — Jacques François, 350 moutons. — La valeur des troupeaux s'élève à 1470 florins. — État des possessions des étrangers dans le territoire de Cavaillon (f° 161) : Bertrand Garnier, de Pernes, est taxé à 2 florins, pour une maison à la grande rue ; — Bernard Burgondionis, de L'Isle, à 1 florin, pour une maison dans ladite rue ; — Salomon de Rodesio, juif de Carpentras, à 2 florins, pour une terre de 2 saumées. — État des possessions du clergé dans le territoire de Cavaillon (f° 174) : l'évêque de Cavaillon possède l'évêché (*hospitium episcopale*), dont la location est estimée 12 florins ; — le chapitre, la maison lui servant de cuisine, de réfectoire, de cellier et de tinal évaluée à 3 florins de revenu ; — l'abbesse et le monastère de St-Jean, de Cavaillon, possèdent des maisons évaluées à 6 florins ; — le prévôt de l'église de Cavaillon possède une maison évaluée à 3 florins ; — l'archidiacre de la dite église, la maison de l'archidiaconé, estimée 3 florins. — État des cens perçus par le clergé (f° 178) : l'évêque de Cavaillon perçoit 6 deniers sur la maison de Catherine Pieste, à la Grande Rue ; — le chapitre, 2 deniers sur la maison d'Antoine Bérenger ; — le monastère de Bonpas, 12 sous sur la maison de Guillaume Dominici ; — l'hôpital (*hospitale pauperum Christi*) 14 gros, sur la maison et les jardins de Jacques Guilles ; — Alasacie Aymare et Antoinette Dupuy du monastère de St-Jean de Cavaillon, 15 gros sur la maison de Pons Baucose ; — le monastère de Bonpas, 12 deniers sur la maison d'Antoine Manicelló ; — l'abbesse et le monastère de St-Jean de Cavaillon, 8 sous, sur une maison d'Isnard Gaudibert ; — l'évêque de Cavaillon, 12 livres de pension annuelle pour le cimetière des juifs du lieu (*pro cimeterio judeorum civitatis Cavallicensis*). — État des possessions, cens, revenus et droits appartenant à la Chambre Apostolique dans le territoire de Cavaillon (f° 240) : la Chambre perçoit 2 sous 4 deniers sur la maison de Martin Amelier ; — 10 sous sur la maison de Vêran de Peyre ; 6 sous sur la maison Jean Cabassole ; 16 deniers sur la maison de Jacques François ; 9 sous 8 deniers sur la maison de Raymond Porqueri ; 12 deniers sur la maison de Guimet Durand. — État des possessions des anniversaires de Cavaillon (f° 253) : 16 gros sur la maison de Guillaume Agarini ; 6 gros sur celle de Sifrein Romey ; 20 sous sur celle de Giraud Meleti ; 12 sous sur la maison de la fabrique ; 10 sous sur le verger d'oliviers d'Isnard Castellani ; 4 sous sur la vigne de Jean Andouin ; 4 sous sur la maison d'Antoine Milon ; 6 sous sur la terre de Rostaing Jossieran, au chemin des Vigneres (*de Eveneriis*). — La confrérie de St-Vêran de Cavaillon possède 3 éminées de semence sur la terre de Vêran de Briuede, 1 éminée d'annone sur le pré de Jean et Jacques Raymond. — La lampe des savetiers possède 3 carterons d'huile sur le verger de Hugues Bernard, etc

C. 89, Registre. — Infolio, 34 feuillets, papier.

■ ■ ■ ■ — Cadastre de la communauté de Cairanne (*de Cayranna*) dressé conformément à la délibération des États.

Division du territoire (f° 1). La première partie va de la porte du lieu débouchant sur le chemin de Ste-Cécile à la fontaine du Roceu, au chemin de la Condamine, jusqu'à la Riaille. — La seconde partie, de la fontaine de Roceu jusqu'à la rivière d'Eygues et aux limites des communautés de Travaillan (*Trevelhani*), Rasteau (*Rastelli*) et Saint-Roman de Malegarde (*Sancti Romani de Malagarde*), la troisième partie suit le cours de la rivière d'Eygues (*ultra ripariam Iquarii*) jusqu'aux limites des communautés de Sainte-Cécile (*Sanctæ Ceciliæ*) et de la Garde-Paréol (*Gardæ Pareolis*) et de Travaillan. — État des biens et possessions sises dans la première partie : Vincent Dauphin est taxé à 10 gros pour une terre d'une éminée ; Philippe Alaman, à 5 gros pour une terre d'une demi-éminée ; Nicolas Guillaume, 6 gros pour une terre d'une éminée. — État des possessions sises dans la seconde partie du territoire (fol° 5) : Jean Amini est taxé à 18 gros pour une terre de trois éminées ; Pierre Guigou, à 2 gros 12 deniers, pour une terre d'une demi-éminée ; Pierre Amini, à 18 gros pour une vigne de 3 fosserées ; Elzéar Chaisi, à 18 gros pour une vigne de 3 fosserées ; Jean Clément, à 6 gros pour une vigne de 2 fosserées. — État des possessions sises dans la troisième partie du territoire au delà de l'Eygues (*ultra Yquariam*) ; Guillaume Reynaud est taxé à 18 gros pour une terre de six éminées ; Elzéar Chaisi, à 1 florin pour une vigne de quatre fosserées ; Monet Reyne, à 5 gros 8 deniers pour une terre de deux éminées ; Pierre Regis, à 5 gros 8 deniers pour une terre de deux éminées. — Estimation des maisons de Cairanne (fol° 18) : La maison de Guillaume Etienne, faisant un service annuel à la Chambre, de 2 deniers, est estimée à un revenu de 5 florins ; celle de Jean Turqui, à 8 florins ; celle de Jean Tardieu, à 10 florins ; celle de Pons Giraud, à 10 florins. — Estimation de la valeur des troupeaux dudit lieu (f° 20). Les six trentaines (*sex trentenaria*) du troupeau de Philippe Aleman, sont estimées 90 florins ; la vache et le veau de Guillaume Marcel sont estimés 6 florins ; les deux roussins de Pierre Regis, à 3 florins. — État des possessions du clergé en terres, prés, vignes, services, pensions à Cairanne (f° 21) : Le chapitre de Vaison perçoit 2 gros sur une terre de deux éminées appartenant à noble Louis de Noveisan ; le prieur de Roaix perçoit, chaque année, un cens de 24 florins sur une terre de vingt éminées, appartenant à Pierre Bertrand ; la chapellenie de Sainte-Catherine perçoit 1 florin sur une terre d'une demi-éminée de Jean-Clément ; la chapellenie de Saint-Andéol

perçoit trois sous sur la terre de Pierre Noël. — État des possessions des vassaux et forains dans le territoire de Cairanne (fol° 27) : Bertrand Giraud de Courthezon est taxé à 18 gros pour une terre de deux éminées ; la Charité (*Caritas*) de Saint-Roman de Malegarde perçoit un florin de cens annuel sur la terre de Baudouin Fouquier ; le chapitre de Vaison perçoit 18 gros sur une terre de deux éminées appartenant à noble Louis de Noveisan ; noble Guillaume Foreti, d'Orange, est taxé à 3 gros pour une terre d'une demi-éminée ; noble Louis de Noveisan, à 1 gros pour une terre de deux éminées, etc.

C. 90. (Registre.) — In-folio, 30 feuillets, papier.

1417. — Cadastre de la communauté de Châteauneuf, de Giraud l'Ami (*Castrum Novum Giraudi Amici*), dressé conformément à la délibération des États. — État des biens du clergé et des laïques dressé au mois de décembre 1417, chaque maison étant estimée l'une dans l'autre à 1 florin de location (fol° 1) : La maison d'Antoine Crocelli est estimée à 1 florin de revenu ; celle de Guillaume Cabassuti, à 1 florin ; celle de Jean Balme à 2 florins ; celle de Jacques de Vercelles, à 1 florin ; celle de Nicolas Guy à 1 florin. — État des revenus des terres du lieu de Châteauneuf, divisé en trois parties (fol° 8) : Benoît Hugues, d'Entraigues, possède un verger d'oliviers de deux éminées, dont il fait le neuvain de rente ; Bernard et Raymond Brunelli possèdent deux éminées de terre et deux éminées de vigne ; noble Guillaume Forneri possède trois éminées de terre, 6 éminées de vigne ; Isaac Manuel, juif d'Avignon, possède une salmée de vigne ; Jean Astringer, juif de Châteauneuf, possède deux éminées de terre et deux éminées de vigne ; Jean Georges, d'Avignon, possède quatre éminées de terre. — Dans cette première partie, le seigneur de Châteauneuf perçoit le vingtième de toutes les récoltes, et le prieur du lieu perçoit également, pour la dîme, le vingt-deuxième sur tous les blés et récoltes. Dans la deuxième partie, Autoine Véron, d'Avignon, possède une salmée et deux éminées de terre et trois éminées de vigne ; noble Bertrand Chapuis, du Thor, une salmée et quatre éminées de vigne ; Guillaume Cardinal possède quatre éminées de vigne. Dans cette seconde partie, le seigneur perçoit le vingtième sur toutes les récoltes et le prieur le vingt-deuxième. État des propriétés situées dans la troisième partie (fol° 24) : Guillaume Durand possède deux éminées de terre, cinq éminées de vigne, 6 éminées de vigne ; noble Guillaume Fornery, six éminées de vigne, trois sées de pré ; Jean Balmi, trois éminées de vigne et quatre éminées de terre ; Pons Almeras, deux salmées de terre, deux fosserées de vigne et une sée de pré. — Dans cette troisième partie, le seigneur perçoit la vingtième partie des récoltes et le prieur le vingt-deuxième. — État des propriétés possédées dans le territoire de Châteauneuf par des

étrangers au Comtat-Venaissin (fol° 32) : — État des propriétés possédées par le clergé (fol° 35) : Les hospitaliers de St-Jean de Jérusalem possèdent une maison, cotée à 1 florin de revenu ; ils perçoivent sur diverses maisons sises à Châteauneuf, une redevance de dix gros et dix deniers, monnaie courante ; le prieur dudit lieu possède une maison évaluée à 1 florin de revenu, le monastère de Bonpas perçoit, au lieu de Châteauneuf, divers deniers et de plus quatre salmées de vin par an ; le monastère de Saint-Laurent d'Avignon, la dîme sur douze salmées de terre, etc.

C. 91. (Registre.) — In-folio, 52 feuillets, papier.

1414-1417. — Cadastre de la communauté de Crestet (*de Cresto*), redigé conformément à la délibération des États. — Élection de noble Chaix Pinoli, Pierre Guigou et François Pellegrin, pour la rédaction de ce cadastre et l'évaluation des biens (fol° 1). — État des biens existant dans le territoire, divisé en trois parties (fol° 4) : Raimond Brun possède un jardin d'une demi-éminée évalué à 3 sous 3 deniers, et une vigne de trois fosserées évaluée à 2 florins 6 gros ; Ricavius Fouques possède un jardin d'une demi-éminée évalué à 7 sous 3 deniers ; Pierre Bermond, une terre de deux éminées payant 14 deniers de cens à l'évêque de Vaison, évaluée à 2 florins 1 gros ; noble Jean Giraudi possède deux jardins d'une éminée, estimés à 15 sous, une terre de trois éminées estimée à 3 florins 9 gros. — État des rentes, revenus, cens et autres biens possédés par le clergé sur le territoire du Crestet (fol° 24) : — Ainaud Brici sert, au chapitre de Vaison, 2 gros de cens pour une terre de deux éminées ; Pierre Favoni sert au chapitre de Vaison 6 gros de cens pour une terre de deux éminées ; Bertrand Balbi, recteur de la chapellenie de Pons Chave, possède une terre de quatre salmées évaluée 45 florins, un pré d'une sée évalué à 6 florins ; une terre de 4 salmées évaluée à 26 florins 8 gros. — État des cens, rentes, pensions et émoluments perçus par l'évêque de Vaison au lieu de Crestet (fol° 30) : Ricavius Fouques sert à l'évêque une demi-éminée d'annone évaluée à 5 gros ; Armand Brice, une demi-éminée d'annone pour une vigne de quatre fosserées évaluée 15 gros ; Pons Bruni sert à l'évêque de Vaison un quart d'éminée d'annone ; Jean Giraud, un cens de 10 gros, pour une vigne de 2 fosserées ; Guillaume Martin, 3 cannes d'huile pour une terre d'une salmée ; Guillaume Médecin, une éminée d'annone pour une terre de deux éminées. — Estimation des maisons du Crestet (fol° 38) : Jean Rolland possède une maison évalué à 3 florins de revenu ; Guillaume Martin, une maison évaluée à 2 florins 6 gros ; Philibert Martin, une maison évaluée 2 florins ; Nicolas Pinoli, une maison évaluée 2 florins 6 gros ; Pierre Guigou, une maison estimée 20 gros ; Pierre Bremond, une maison estimée 2 florins, etc.

C. 92. (Registre.) — In-folio, 10 feuillets papier.

1414. — Cadastre de la communauté d'Entrechaux (*de Intercallis*), (fragments) rédigés conformément à la délibération des États. — État des cens et services perçus au dit lieu d'Entrechaux par le clergé (f° 1) : L'évêque de Vaison reçoit pour la dîme environ 6 setiers d'annone, 9 setiers d'avoine, 5 muids de vins ; 2 florins pour la dîme du chanvre ; 8 florins de service en argent ; 2 florins environ pour les droits de lods et de treziens ; 4 florins environ pour le droit de fournage ; 12 éminées de blé environ pour le droit de mouture. — État des biens possédés par les vassaux et forains du Comtat-Venaissin au territoire d'Entrechaux (fol. 6) : noble Jean Du Puy, co-eigneur, possède un petit bois, une terre de 4 éminées, une autre terre de 6 éminées, une autre de 4 éminées ; — noble Brémond de Lagarde, de Séguret, possède une terre de 5 éminées, un pré de 7 sées : — noble Antoine Elsiarii, une terre de 12 éminées ; — noble Louis de Pieyre, de Molans (*de Mollans*) un pré de 4 sées ; — noble Rostaing Remusati, de Malaucene, une vigne, de 12 fosserées, etc.

C. 93. (Registre.) — In-folio, 48 feuillets, papier.

1414. — Cadastre de la communauté de Faucon (*de Falcone*), dressé conformément à la délibération des États. — Élection de noble Mondon de Turinier et d'Antoine Milon pour procéder à la rédaction du dit cadastre (f° 1) : — État des propriétés du territoire du dit Faucon (f° 2) : Pons Casellis, fils de Roland, possède une terre d'une éminée évaluée à 18 gros ; — Pierre Laget, un verger d'oliviers évalué à 18 gros ; — Guillaume Desideri, une vigne d'une éminée évaluée à 2 florins 3 gros ; — Hugues Castellani, un jardin et une étable évalués à 2 florins ; — Antoine Milon, une terre d'une demi-éminée évaluée à 9 gros ; — Pierre Durand, une terre de 2 éminées, évaluée à 3 florins ; — Michel Castellani, une terre de 2 éminées évaluées à 3 florins ; — Pierre Giraud, une terre de 2 éminées évaluée à 3 florins. — Dans la seconde partie du territoire, la fosserée de vigne est évaluée à 1 florin, et la sée de pré, à 3 florins et demi. — Jean Clément possède un terre de 11 éminées, évaluée à 11 florins, et un pré d'un quart de sée évalué à 6 gros ; — Hugues Almeras, une terre de 3 éminées évaluée à 3 florins ; — Elzéar Ricavus, une terre d'une éminée évaluée à 1 florin ; — Guigue Bernard, une terre de 2 éminées, évaluée à 2 florins ; — Roland Casillis, une terre de 2 éminées évaluée à 2 florins ; — Monet Alphand, une terre de 4 éminées évaluée à 4 florins ; — Siffrein Arnous, une terre d'une demi-éminée évaluée à 3 florins. — État des pro-

priétés appartenant à des étrangers du Dauphiné dans le territoire de Faucon (f° 29) : noble Bertrand, de la Garde de St-Alban, dans les Baronnie (*de Sancto Albano in Baronis*), possède une terre de 2 éminées évaluée à 3 florins, une autre terre de 6 éminées évaluée à 6 florins. — les héritiers de Roland Chabert, du Buis (*de Buxoi*), une terre de 2 éminées évaluée à 4 florins ; — Jean Andre de Molans (*de Mollans*), une vigne de 9 fosserées évaluée à 6 florins 4 gros ; — Vincent Richard, de Merindol (*de Merindolo*), une terre de 2 éminées. — État des propriétés possédées par des forains habitant le Comtat-Venaissin (f° 30) : Guillaume Pleuse, de Puymeras (*de Podio Almeracio*), une terre de 6 éminées, évaluée à 9 florins ; Jean Jean, de St-Léger (*de Sancto-Laugerio*), une terre d'une éminée évaluée à 18 gros ; — Pierre Turqui, de Séguret (*de Segureto*), une terre de 4 éminées. — Guillaume Bertrand, d'Entrechaux (*de Intercallis*), une terre de 2 éminées évaluée à 9 gros ; — Antoine Raynard, de Malaucene (*de Malausana*), une terre de 6 éminées. — État des biens, rentes et cens possédés par le clergé (f° 40) : Le prieur de Puymeras possède une vigne de 8 fosserées évaluée à 6 florins 4 gros. — État des troupeaux possédés par les habitants du territoire (f° 44). — Noble Mondon de Turinier possède 60 animaux estimés 15 florins ; Jean Clément possède 60 animaux estimés 15 florins, etc.

C. 94. (Registre.) — In-folio, 49 feuillets, papier.

1414. — Cadastre de la communauté de Lapalud (*de Palude*) dressé conformément à la délibération des États. — Division du territoire de Lapalud en trois parties (f° 1). — La première partie de Lapalud en allant vers Pierrelatte (*versus Petram latam*) jusqu'au Rhône allant vers le Pont St-Esprit (*versus Sanctum Spiritum*) ; la seconde partie, du chemin allant vers le pont St-Esprit jusqu'aux limites du territoire de la Motte (*de Mota*), au levant, jusqu'à un autre chemin allant de Lapalud à Montdragon (*versus Montem-Draconem*) ; la troisième partie du chemin allant à Montdragon, au levant, jusqu'aux limites du territoire de Bollène (*Abolenæ*) et de Pierrelatte. — Dans la première partie, la salmée de terre ensemencée, à la mesure de Carpentras, est estimée 2 florins, la sée de pré, 2 francs, la fosserée de vigne 9 gros ; dans la seconde partie, la salmée de terre 18 gros, la sée de pré 2 florins, la fosserée de vigne, 15 sous ; — dans la troisième partie, la salmée de vigne est estimée 15 gros, la fosserée de vigne 12 sous, la sée de pré 1 florin. — État des propriétés situées dans la première partie (f° 2) : Pierre Poisson possède 3 salmées de terre, une vigne d'une fosserée servant aux héritiers de Raymond, de Montdragon, un cens de 2 porquadières ; — Giraud Mirepied, une terre de 3 salmées ; — Jean Algotii, une

terre de 2 éminées, une vigne d'une fosserée, une vigne de 8 fosserées ; — Guillaume Agier, une terre et un jardin de 4 fosserées. — Jean Humbert, une vigne de 12 fosserées ; — Jean Ortolan, une vigne de 2 fosserées, un pré de 3 sees ; — Jean Daiffe, une vigne de 5 fosserées. — État des revenus perçus annuellement par les coseigneurs de Lapalud sur le petit peage (f° 16). Le peage, tant par eau que par terre, est estimé à 100 livres, desquelles la Chambre Apostolique perçoit la cinquième partie, et le reste est divisé entre les coseigneurs ; les héritiers de Raymond de Mondragon perçoivent sur le droit de fournage du dit lieu 15 gros de cens annuel ; — le prévôt de St-Paul-Trois-Châteaux, prieur de Lapalud, perçoit la dîme annuelle évaluée à 25 florins ; — le curé du dit lieu perçoit, chaque année, 2 florins, etc.

C. 95. (Registre). — In-folio, 43 feuillets, papier.

1414. — Cadastre de la communauté de L'Isle (*de Insulæ*), (fragments) dressé conformément à la délibération des États. — État des possessions du clergé tenues par les laïques (f° 1) : Jean Faucon, possède un jardin de 2 éminées ; — Thomas Milaud, une terre de 3 éminées sise à l'Estang (*ad Stagnum*) ; — Antoine Françon, un jardin d'une demi éminée sis à la porte des Frères Mineurs (*ad portale fratrum Minorum*) ; — Antoine Martin, le quart d'un pré où on tire les draps (*in quo fiunt tiratoria pannorum*) ; — Jean Maleti, un jardin d'une demi-éminée à St-Lazare (*ad Sanctum Lazarum*) ; — Jean Boucosi, un pré de 6 éminées vers le pont Romieu (*versus pontem Romey*) ; Jean Baloqui, une vigne de 3 éminées en face le moulin Gorland ; — les dames du couvent de Cavaillon possèdent à L'Isle 30 salmées de terre labourable ; — le prévôt de l'église de L'Isle, 10 salmées. — État des maisons des habitants laïques de L'Isle (f° 27). Dans le bourguet de Villefranche, (*Burgate Villefranke*) la maison de Pierre Raymond, barbier ; celle de noble Bernard de Vassadel ; celle de Guillaume de Bourgogne ; celle de Jean Rebolli ; celle de Barthelémy Giraudi, celle d'Antoine Riquerii ; dans le bourguet de Vile Broquerie : la maison d'Antoine Passaqui ; celle de Bertrand Gautier ; celle de Jean Mazaber ; celle de Guimet Vitalis ; celle de Catherine David ; dans le bourguet de Villeneuve (*Burgata Villenove*) : les maisons de Pierre, de Courthézon ; d'Antoine Sabatier ; de Jacob, de Lunel ; de Jacob, de Narbonne ; dans le bourguet de Villevielle (*Villæ Feteris*) : les maisons de Guillaume Castelh, de Bertrand Flassans, de Guillaume Fornery, d'Antoine Carbonnelli. — État des maisons louées dans les bourguets de Villefranche, de Villeboquier, de Villeneuve, de Villevielle (f° 37). — État des maisons des ecclésiastiques dans la Villefranche, à Villeneuve et à Villevielle, etc.

C. 96. (Registre). — In-folio, 18 feuillets, papier.

1414. — Cadastre de la communauté de Lorient (*de Auriolo*), dressé conformément à la délibération des États. — Élection de Guillaume de Milhac et de Guillaume Robaudi, pour procéder à la rédaction du cadastre de Lorient, (fol° 1). — Division du territoire en trois parties. Estimation des terres : l'éminée de terre franche est estimée à 6 gros, la fosserée de vigne franche à 9 gros, la sée de pré franc à 2 florins. Dans la troisième partie, l'éminée de terre est estimée à 5 gros, la fosserée de vigne à 6 gros, la sée de pré à 2 florins. — Dénombrement des propriétés : Jean Barberin possède trois fosserées de vigne estimées à 2 florins 6 sous ; Siffrein Vaison, dix éminées de terre estimée 6 florins. — État des propriétés possédées par les vassaux et forains du Comtat-Venaissin à Lorient (fol° 5) : Jean Guillaume, notaire de Carpentras, possède une terre de quatre éminées estimée à 4 florins ; les héritiers d'Antoine Ripert, de Carpentras, une vigne de quatre fosserées estimée à 2 florins ; François Grolli, de Carpentras, une vigne de soixante fosserées estimée à 55 florins. — État des animaux possédés par des forains (f° 14) : Guillaume de Milhac possède 48 animaux de l'espèce bovine estimés à 70 florins ; Philippe Banni, de Carpentras, 39 animaux estimés 70 florins ; Gilles Delaunes, 10 animaux estimés 5 florins ; Antoine Cabini, de Carpentras, 35 animaux estimés 75 florins, etc.

C. 97. (Registre). — In-folio, 113 feuillets, papier.

1414. — Cadastre de la communauté de Malaucène (*de Malaussena*), rédigé conformément à la délibération des États. — Élection des sieurs Elzéar Roumeni, Antoine Rainardi, Guillaume Laurentii et Jean Borelli pour procéder à l'estimation des propriétés (fol° 1). — Division du territoire en trois parties, selon la valeur des terres. Dans la première partie, l'éminée de terre cultivable est estimée à 1 florin 6 gros, la sée de pré à 6 florins, la fosserée de vigne à 12 gros. — Dans la seconde partie, l'éminée de terre cultivable est estimée à 12 gros, la sée de pré à 4 florins. — Dans la troisième partie, l'éminée de terre est estimée à 6 gros, la fosserée de vigne à 8 gros, la sée de pré à 4 florins. — État des propriétés classées dans la première partie (f° 3) : Jean le Comte est taxé à 6 florins pour une terre de 4 éminées ; Guillaume Jausserand, à 2 florins pour une terre d'une éminée ; Jean Goirand, à 2 florins pour une terre d'une éminée ; Jean Laugier, à 1 florin 6 gros pour une terre d'une éminée ; Brémond Pogerol, à 5 florins pour une vigne de 5 fosserées ; Guillaume Fornery, à 1 florin pour une vigne d'une fosserée ; Jeanne Ortolan, à 1 florin pour une vigne

d'une éminée ; Jean André, à 3 florins pour un pré de trois sées ; Guillaume Baudin, à 1 florin 6 gros pour un pré d'une sée ; Hugues Girard, à 8 florins 8 gros pour un pré de trois sées ; Jean Raphelis, à 12 florins pour un pré de deux sées. — État des propriétés classées dans la seconde partie (fol° 27) : Jean Rolland est taxé à 3 florins pour un verger d'oliviers de trois éminées ; Jean Goirand, à 4 florins pour une terre de quatre éminées ; Guillaume Giraud, à 2 florins pour une terre de trois éminées ; Guillaume Baudoin, à 6 florins pour une terre de six éminées. — État des propriétés classées dans la troisième partie (fol° 32) : Monet Durand est taxé à 1 florin quatre gros pour une vigne d'une fosserée ; Jacques Jourdan, à 1 florin pour une terre de deux éminées, Jean Bonnet, à quatre florins pour une vigne de six fosserées ; Bertrand Marchagay, à 2 florins pour une vigne de trois fosserées ; Pierre Albain, à 4 florins pour une terre d'une salmée ; Guillaume Laurent, à 2 florins pour une terre de quatre éminées ; Jacques Rovini, à 5 florins 4 gros pour une vigne de huit fosserées. — Estimation de la valeur des loyers et maisons de la communauté de Malaucène (fol° 61) : la maison de Bertrand Michaélis, de Molans, est estimée à 6 florins 8 gros de loyer ; celle de Jacques Jourdain, à 5 florins ; celle de Guillaume Salvani, à 5 florins 4 gros ; celle de Guillaume Giraud, à 6 gros ; celle de Pierre Roure, à 3 gros ; celle de Baudoin Provincialis, à 3 florins 4 gros ; celle de Jean Bonnet, à 5 florins ; celle de Bertrand de Boneti, à 20 sous. — Estimation des troupeaux (fol° 74) : la trentaine de menu bétail est estimée à 15 florins ; les animaux de l'espèce chevaline, à 4 florins ; les animaux de l'espèce bovine à 4 florins la pièce. — État des troupeaux possédés par des habitants de Malaucène (fol° 75) : Jean Goirand possède cinq trentaines estimées à 75 florins ; Bernard Nigri, deux trentaines estimées à 30 florins. — État des bénéfices, cens, rentes et services, possédés par le clergé dans le territoire de Malaucène (fol° 76) : Antoine Miralheti est taxé à 1 florin 6 gros pour un jardin d'une éminée ; Antoine Galleti, chapelain, à 6 florins pour une terre de quatre éminées ; Jean Lambert, clerc, 9 gros pour une terre de trois éminées ; le prieuré de Bon-Repos (*de Bono Repaucio*) perçoit une éminée d'annone sur le jardin de Monet Chanoni ; le prieuré du Groseau (*de Graussello*) perçoit trois sous sur un jardin appartenant à Guillaume André ; le prieuré de Saint-André des Rosières (*de Sancto Andree de Rozariis*) perçoit quatre quarts d'huile sur Jacob Dameti, juif ; le prieuré de Bon Repos (*de Bona Requie*) possède une terre de sept éminées estimée à 28 florins, le prieur du Groseau possède douze salmées de terre au dessus et au dessous de la maison du Groseau (*desupter et desuptus hospitium de Graussello*). — Estimation des maisons appartenant à des clercs ou bénéficiers (fol° 93). — Estimation des dîmes (fol° 96). — État des

propriétés, vignes, prés, cens et services possédés dans le territoire de Malaucène par les vassaux ou forains du Comtat-Venaissin (fol° 99). Dans la première partie du territoire, l'éminée de terre cultivable est estimée à 4 florin 6 gros, la sée de pré à 6 florins, la fosserée de vigne à 1 florin : Odo de Villars, chevalier, possède une fosserée de vigne estimée 1 florin ; Catherine Constance, de Carpentras, un jardin d'une éminée coté 1 florin 6 gros ; Salomon de Rodez, juif, de Carpentras, une vigne de six fosserées estimée 6 florins ; Odo de Villars, un pré de trois sées coté 18 florins. — Dans la deuxième partie du territoire, l'éminée de terre franche est fixée à 1 florin, la sée de pré à 4 florins. Total général des évaluations des propriétés de Malaucène (fol° 109), etc.

C. 98. Registre.) — 14 folios, 13 cahiers, papier.

1414. — Cadastre de la communauté de Maubec (*de Malbecco*), dressé conformément à la délibération des États. — Division du territoire de Maubec. — La première partie du territoire s'étend du Luberon (*tenens Montem Leporarii*) jusqu'au chemin de Frigolet allant d'Oppède (*de Opelæ*) vers l'Isle et en continuant ce chemin jusqu'au Caulon (*usque Caladonem*) ; dans cette partie, l'éminée de terre est estimée à 6 gros. — La seconde partie s'étend du chemin de Frigolet en tirant vers le territoire d'Oppède jusqu'au Caulon, l'éminée de terre y est estimée 3 gros. — La troisième partie comprend tout ce qui est au delà du Caulon (*ultra Caladonem*) ; dans ce qui concerne les vignes, vergers, la fosserée est estimée à 1 florin et le journal de verger à 6 gros : Jean Bertrand possède six éminées de terre taxées à 3 florins ; Antoine Martin a, sur la route d'Oppède, quatre éminées de terre servant au seigneur de Maubec, trois éminées et demie d'annone, quatre éminées de terre lieudit aux Aires (*at Areas*) ; 40 moutons et 30 agneaux cotés à 2 florins 2 gros ; Monet Boyer, deux éminées de terre aux Aires, un jardin à la Combe (*in Comba*), trois journaux de verger près du château (*ad castrum*). — État des biens possédés par le clergé à Maubec (fol° 91) : l'évêque de Cavaillon perçoit une salmée d'annone sur le prieuré du lieu ; le chapitre de Cavaillon, trois coupes de vin sur la maison du prieur et trois coupes sur la maison de Pierre Gayne, estimée à 8 florins ; le prieuré de St-Pierre de Maubec (*prioratus Sancti Petri de Malbeco*) possède, près de l'église, une terre de huit éminées estimée 4 florins. — État des propriétés possédées par les forains (fol° 10) : Antoine Sabatier, de Robion, possède douze fosserées de vigne estimées à 12 florins ; les héritiers de Pierre de Beaulieu, une terre d'une salmée estimée 4 florins ; Antoine Martin, d'Oppède, trois éminées de terre évaluées 18 gros, etc.

C. 99. (Registre.) — In-folio, 39 feuillets, papier.

1414. — Cadastre de la communauté de Ménerbes (*Villæ de Menerba*), dressé conformément à la délibération des États. — Division du territoire de Ménerbes en trois parties (fol° 1). Dans la première partie, la salmée de terre est estimée 4 florins, la fosserée de vigne 1 florin, le journal de verger, 5 gros. Dans la seconde partie, la fosserée de vigne est estimée à 9 gros, le journal de verger 4 gros, la sée de pré 20 gros. Dans la troisième partie, la salmée de terre est estimée 9 gros, la fosserée de vigne 4 gros, le journal de verger, trois gros, la sée de pré, dix gros. — État des propriétés situées dans la première partie (fol° 3), s'élevant à 269 salmées 5 éminées pour la terre, à 110 florins pour le revenu des maisons, à 21 florins pour le revenu des animaux, à six éminées pour le cens de l'annone. — État des biens possédés par les vassaux de Ménerbes (fol° 26). — Biens possédés par noble seigneur Gui de Pisil, co-seigneur du lieu; une maison au dessous du château (*fortalitium*), estimée à 3 florins de revenu, sept salmées de terre, une sée de pré. — Biens possédés par Raymond Barralerii, Raymond d'Ausane (*de Ausana*), Jacques d'Ausane, Antoine Boerie, co seigneur du lieu (fo° 27). — État des propriétés possédées par le clergé (fol° 32): les cens en argent s'élèvent à 4 florins, 3 sous, 7 deniers, les cens en semence à 16 salmées une éminée, les cens en annone à sept éminées, le loyer des maisons est estimé à 1 florin 12 sous, le cens en orge, à deux éminées un quart, le cens en huile à une éminée 3 quarts, etc.

C. 100. (Registre.) — In-folio, 24 feuillets, papier.

1414. — Cadastre de la communauté de Méthamis (*loci de Nometameis*), dressé conformément à la délibération des États. — Élection d'Isnard Ricard, de Raymond Alberti et de Rostaing Alberti pour procéder à la rédaction du cadastre de Méthamis (fol° 1). — Teneur des prescriptions des États pour la rédaction des cadastres des communautés (fol° 2). — Division du territoire de Méthamis en trois parties (fol° 4). — État des propriétés de la communauté de Méthamis (fol° 5): noble Esparron d'Esparron possède une terre franche de deux éminées estimée 1 florin; noble Geoffroy de Vénasque, une terre franche d'une éminée cotée 12 sous; Antoine Alberti, une aire de deux boisseaux de semence estimée 3 sous; Medulion Alberti, une terre franche de quatre éminées estimée 2 florins; Rostaing Alberti, un verger d'un journal estimé 9 sous. — Dans la seconde partie du territoire, noble Geoffroy de Vénasque, seigneur du lieu, possède une terre de quatre éminées estimée à 16 sous; noble Esparron d'Esparron, une

terre de quatre éminées estimée seize sous; Hugues Cayrati, une vigne de deux fosserées, estimée 4 sous; Isnard Richard, un pré d'une sée estimé 2 sous. — État des propriétés des forains (fol° 15): Antoine Guillaume, de Malemort (*de Mala-morte*), possède une terre de quatre éminées, estimée 2 florins; Raymond Ruffi, de Vénasque, une aire de 3 cosses de semence, estimée 2 sous; Jean Cubresse, de Villes (*de Villa*), une aire de deux cosses, estimée 18 deniers. — État des propriétés du clergé (fol° 19): Jean d'Esparron, prêtre de Mormoiron, possède une aire d'une demi-éminée, estimée douze sous; Rostaing de Sparron, une terre de dix éminées; Ferrier Carsani, prieur de Méthamis, une terre de l'église dudit lieu, de deux éminées, estimée 1 florin; Gautier Gassini, prieur de Malemort, une terre de deux éminées, estimée 8 sous; Pierre Robert, de Carpentras, un pré de la chapellenie de Ste-Foi, estimé 4 sous, etc.

C. 101. (Registre.) — In-folio, 93 feuillets, papier.

1416. — Cadastre de la communauté de Montoux (*de Montiliis*), rédigé conformément à la délibération des États. — État des propriétés possédées par le clergé (fol° 1): — Les anniversaires de l'église de Montoux perçoivent un cens annuel de 19 gros sur une terre de cinq éminées appartenant à Guillaume Alberti; — le sieur Gabriel Broquier, recteur de la chapellenie de St-Martin, possède une terre de six éminées, évaluée à 20 florins d'or; — l'hôpital de Montoux (*hospitale pauperum dicti loci de Montiliis*) perçoit deux éminées d'annone sur une terre de quatre éminées, appartenant à Pierre Julien; — noble Jean Raybaud, clerc, possède une terre de dix éminées, estimée à 20 florins d'or; — noble Germain Raybaud, clerc, une vigne de 10 journaux, estimée à 10 florins d'or; — dans le terroir appelé Ginhaç, le prieuré de Montoux a une terre de trois éminées estimée à 3 florins et 18 sous; — le même prieuré possède, au même lieu, 8 pièces de vigne comprenant en tout 12 journaux, estimées à 18 florins d'or; — le même prieuré possède le quart des fruits provenant d'une terre de Jean Michel de 3 journaux, estimée à 1 florin 21 sous; — dans le terroir appelé Robion, Durand Bardi, prêtre, de Carpentras, possède une terre de deux éminées, estimée à 3 florins; — l'abbesse de l'abbaye de St-Véran d'Avignon, une terre de quatre éminées, estimée à 8 florins; — l'évêque de Riez, une vigne de 6 journaux, estimée à 7 florins 12 sous; — noble Antoine de Châteauneuf, une vigne de 8 journaux, estimée à 10 florins; — noble Hugues Rusol, un bois de dix éminées, estimé à 4 florins d'or et 12 sous; — dans le terroir de la Gravière, l'évêque de Carpentras possède une terre d'une salmée, estimée 8 florins d'or; — Audouin de Châteauneuf, un pré de six sées, estimé 24 florins; — dans le terroir de Le Tra-

vaillat, noble Grimaud Desos, clerc, possède une terre de vingt éminées, estimée à 50 florins ; — l'évêque de Carpentras, une terre de douze éminées, estimée à 40 florins ; — Louis de Venasque possède une maison dont la location est estimée à 2 florins ; — Bertrand Bédoin, une maison estimée à 12 florins ; — Jean Michaelis, une maison estimée à 12 florins ; — Antoine Martin, une maison estimée à 1 florin ; — Raymond de Venasque, de Pernes, un jardin d'une demi-éminée, estimé à 1 florin et 18 sous ; — Rostain Piliardi, une vigne de 12 journaux, estimée à 12 florins ; — Tibault Alphanti, de Monteux, une vigne de 3 journaux, estimée à 6 florins ; — Bertrand Nicolaï, une vigne de 3 journaux, estimée à 3 florins ; — Jacques Giraud, une vigne de 12 journaux, évaluée à 6 florins ; — Pierre Torici, une vigne de 2 journaux, évaluée à 3 florins ; — Siffrein Pascal, une vigne de 4 journaux, estimée à 3 florins ; — Jean Martini, une vigne de 6 journaux, estimée à 6 florins ; — Pierre Balme, tailleur de pierres, une vigne de 8 journaux, estimée à 4 florins ; — Antoine Francoli, une vigne de 10 journaux, estimée à 5 florins ; — Jacques Malosse, une vigne de 8 journaux, estimée à 4 florins ; — noble Antoine de Reillanne, un bois de quatre éminées, estimé à 1 florin ; — Antoine Guigou, une terre d'une demi-éminée, estimée à 12 sous ; — Jean Bourguignon, une vigne de 4 journaux, estimée à 5 florins ; noble Jean Buldini, un bois de trois salmées, estimé à 9 florins ; — Louis de Passis, d'Avignon, une terre de quatre éminées, estimée à 10 florins ; — Antoine Bovis, un pré de deux sées, estimé à 5 florins ; — Louis de Noveysan, une terre de trois éminées, estimée à 3 florins ; — Isnard Fenolli, une terre de six éminées, estimée à 6 florins ; — Antoine Vitelli, une terre d'une éminée, estimée à 13 sous ; — Jean Blancherri, un pré de trois sées, estimé à 6 florins ; — Jean Bruni, une terre de cinq éminées, évaluée à 5 florins ; — Tibault Alphanti, un pré de deux sées, estimé à 4 florins ; — Louis de Villeneuve, une vigne et une terre de quatorze éminées, estimées à 20 florins ; — Siffrein Imbert, une terre de six éminées, estimée à 4 florins ; — Damian de Villeneuve, un pré de six sées, estimé à 18 florins, etc.

C. 102. (Registre.) — In-f°, 24 feuillets, papier.

1114. — Cadastre de la communauté de Mormoiron (*de Murmurione*), rédigé conformément à la délibération des États. — État des propriétés appartenant au clergé dans le territoire du dit lieu (fol° 1) : — Siffrein Visani possède une éminée d'annone, évaluée à 18 gros ; — les anniversaires de l'église de Mormoiron, une éminée d'annone, évaluée à 16 sous ; — le prieur de St-Laurent, trois éminées de seigle, évaluées à 1 florin 12 sous ; — Pierre Dominici, un jardin

de deux éminées, évalué à 1 florin 12 sous ; — l'église d'Orange, prieur de Mormoiron, deux éminées de seigle, évaluées 16 sous ; — Urbain Massani, une terre de deux éminées, évaluée 1 florin 8 sous ; — Antoine Cathaleni, une terre d'une demi-éminée, évaluée à 3 gros ; — Giraud Trocheti, prêtre de Carpentras, le cinquième des fruits perçus sur la vigne de Raymond Blanc, contenant trois fosserées, évaluée à 2 florins ; — noble Germain Reybaud, une vigne de 16 journaux, estimée 2 florins ; — le monastère de Sénanque (*Siniquan*), 6 boisseaux d'annone, estimés 12 sous ; — les anniversaires de l'église de Mormoiron, une éminée d'annone petite mesure, perçue sur une vigne de Pierre Seytre, évaluée 12 sous ; — la chapellenie du prieur de Vassols (*de Vassolis*), une terre de quatre éminées, évaluée à 2 florins 16 sous ; — le monastère de Sénanque, deux éminées d'annone de cens annuel sur le verger de Jean Bérenger, estimées 1 florin 8 sous ; — Bertrand Raynard, une vigne de quatre fosserées, estimée 8 sous ; — Pierre de Lauris, une terre de six éminées, estimée 3 florins ; — Pierre Sabatier, une terre de six éminées, estimée 12 florins ; — Salvator Salvati, une terre d'une salmée, estimée 4 florins. — État des bestiaux (fol° 21), Pierre Sabatier possède 16 vaches, estimées 40 florins ; — Antoine Cabrier possède 30 vaches, estimées 96 florins ; — Isnard Moustier possède 34 chevaux, estimés 96 florins 18 gros, etc.

C. 103. (Registre.) — In-folio, 72 feuillets, papier.

1115. — Cadastre de la communauté de Mornas (*Mornatium*), rédigé conformément à la délibération des États ; — Élection d'Étienne Marcel, de Guillaume Ébrard et de Paulet Romey pour établir ce cadastre (fol° 1). — Division du territoire de la communauté en trois parties (fol° 1). — Estimation des terres : chaque salmée de terre de la première partie, mesure de Carpentras, à 10 florins ; — dans la seconde partie, à 6 florins, et, dans la troisième partie, à 3 florins. — Les vignes de la première partie sont estimées, chaque éminée comptée pour un journal (*quæ pro uno journali hominis ad fodendum computatur*) à 18 gros ; — la seconde partie à 1 florin, la troisième partie, à 6 gros. — Les prés sont estimés : chaque sée, comptée pour 4 éminées, à 6 florins ; — la seconde partie, à 4 florins ; — la troisième partie, à 3 florins. — État des propriétés situées dans la première partie (fol° 2) : — Guillaume Ravol possède une éminée de terre au Moulin-Neuf, confrontant avec le chemin public ; — Roustain Rouquier, deux éminées de terre au Marais ; — Pierre Bonnier, trois éminées de terre à Teulet ; — André Senaud, trois éminées de terre aux Aleux (*ad Aleum*) ; — Étienne Marcelli, cinq éminées de terre à Erpine ; trois éminées de terre au clos St-Martin ; trois éminées de terre à la Calade ; —

Guillaume Michaelis, trois éminées de terre à la Calade ; — Étienne Puelli, trois éminées de terre sous la Calade ; — Bertrand Rollin, deux poignadières de jardin à la Calade ; — Jean Féraud, une éminée de jardin aux Jardins (*ad Hortos*) ; Isnard Silvestre, deux éminées de terre aux Aleux ; — Etienne Fouque, une éminée de terre aux Alleux et deux poignadières de jardin aux Jardins ; — Guillaume Ébrard, une salmée de terre à Maucrosset ; — Jean de Mondragon (*de Montedracone*) ; deux poignadières de jardin aux Jardins ; — Raymond Colombi, deux salmées de terre aux Plantains ; — noble Pierre de Montaigne, vingt éminées de terre aux Lones ; deux éminées de terre à Maucrosset. — État des propriétés situées dans la seconde partie du territoire (fol^o 13) : — Jean de Châteauneuf possède deux éminées de terre confrontant avec la chaussée ; — Bertrand Fraisse, dix éminées de terre ; — Étienne Rouvier, neuf éminées du lieu dit au Grand-Plan ; — Raymond Vedrani, quatre éminées de terre ; — Étienne Marcelli, treize éminées de terre ; — Guillaume Michaelis, six éminées de terre ; — Étienne Lamberti, douze éminées de terre ; — Jacques du Pont, une éminée de terre. — État des propriétés situées dans la troisième partie du territoire de Mornas (fol^o 22) : — Simon Barboti possède six éminées de terre à l'Épine ; — Étienne Roveric, quatre éminées à Maucrosset ; — André Ferand, deux salmées de terre au chemin de l'Épine ; — Laurent Imbert, une éminée de vigne, lieu dit Gigondas (*ad Gigundassium*) ; — Guillaume Duplan, une éminée de vigne aux Alleux ; — Bertrand Gaudran, une éminée de vigne aux Alleux (*ad Allodia*). — État des prés sis dans la première partie du territoire (fol^o 37) : — Simon Barboti possède deux éminées de pré ; — Etienne Fouque, douze éminées de pré au-dessous du château (*subtus clausum castri*) ; — Jean Doeni, deux éminées à l'étang (*ad Stagnum*) ; — noble Pierre de Montaigne, quatre éminées au-dessous du château ; — les héritiers de Hugues Galberti, une saumée de pré ; — Bertrand Saladin, une saumée de pré ; — Guillaume Béqui, douze éminées de pré ; — Bertrand Buti, un verger d'oliviers. — État des bois sis dans la troisième partie du territoire (fol^o 44). — Estimation des maisons du territoire de Mornas (fol^o 46). — État des biens possédés par le clergé dans le territoire de Mornas (fol^o 55) : la chapellenie de St-André possède six éminées de terre à l'Étang ; — la chapellenie de Jacques Lambert possède neuf éminées de terre, confrontant avec le chemin public ; — le prieuré de Gigondas possède trois salmées de terre ; — la chapellenie de Pierre Raynaud possède deux salmées de terre ; — le couvent de St-Pierre de St-Saturnin-du-Port (*Sancti Petri Sancti Saturnini de Portu*), quatre éminées de terre à l'Étang. — État des cens perçus par le prieur de Mornas (fol^o 63). — État

des cens perçus par le prieur de Mornas sur les vignes, prés, bois etc... (fol. 67).

C. 104. (Registre.) — In-fol., 23 feuillets, papier.

■■■■. — Cadastre de la communauté d'Oppède (*de Oppeda*), rédigé conformément à la délibération des États (fragments) : État des propriétés possédées par un certain nombre d'habitants du lieu (fol. 1) : — Jean Étienne possède une salmée et sept éminées de vigne, une sée de pré ; Gantelme Bottini possède dix saumées de terre ; — le même, un verger de deux éminées sis à la Croix (*ut Crucem*) ; cinquante-cinq fosserées de vignes, sises au même lieu ; — Antoine Laurent possède six éminées de terre ; — Hugues Daurelle, trois saumées ; — Jacques Garnier, une salmée ; — Elzéar Ardrasse, sept éminées ; — Dulceline Vassone, deux éminées ; — Giraud Laroche, trente-huit fosserées de vigne ; — Guillaume Florentin, quinze salmées de terres ; — Guillaume Garnier, vingt-quatre fosserées de vigne. — Estimation des maisons d'Oppède (fol^o 16) : — la maison de Raymond Vassol est estimée à 20 florins ; — celle de Ferron Blanqui à 12 florins ; — celle de Jean Arnaud, à 6 florins ; — celle de Pierre Raynaud, à 30 florins ; — celle de Hugues Daurelle, à 10 florins ; — celle de Guillaume Garnier, à 30 florins ; — celle de Guillaume Testoris, à 15 florins ; — celle de Barthélemy Roche, à 20 florins ; — celle de Dulceline Vassone, à 8 florins ; — celle de Raymond Garnier, à 10 florins ; — celle de Raymond Arnaud, à 8 florins. — État des biens appartenant à des forains (fol. 21) : — Jacques Pellegrin de Maubec (*de Malobeco*) possède deux éminées de terre ; — Raymond Barralier de Menerbe (*de Menerbia*) possède une maison évaluée à 30 florins, etc...

C. 105. (Registre.) — In-folio 45 feuillets, papier.

■■■■. — Cadastre de la communauté de Piolenc (*l'odiolenum*), rédigé conformément à la délibération des États. — Estimation des biens immeubles du territoire de Piolenc (fol. 1). L'éminée de terre de la première partie est estimée 1 florin ; l'éminée de vigne, 1 florin, l'éminée de vigne étant comptée comme un journal (*Quelibet eminata vinee est journalis unius hominis*) ; l'éminée de pré est estimée à 3 gros, et quatre éminées de pré sont comptées comme un jour de faucheur (*et quatuor eminate prati est jornal unius seyloris*). — L'éminée de terre, dans la seconde partie, est estimée 6 gros, l'éminée de vigne à 6 gros, l'éminée de pré à 3 sous. — Dans la troisième partie du territoire, l'éminée de terre est estimée à 3 gros, l'éminée de vigne à 3 gros, l'éminée

de pré à 18 deniers. — État des propriétés sises dans la première partie du territoire : — Pierre Lamberti possède deux éminées de terre lieu dit à Codolet (*ad Codoletum*), deux éminées de terre à la Lone ; — Antoine Bocoyran, deux éminées de terre à Codolet ; Jean Vitalis, deux éminées de terre aux Jardins ; — Antoine Corsaire, une éminée de terre au Chemin-Creux ; — Jean André, trois éminées de terre au Bourg-Juif (*ad Burgum Juivum*) ; — Barthélemy Girard, deux éminées de terre à la Lauze ; — Pierre Alamani, deux salmées de terre au Moulin-Vieux ; — Guillaume Ébrard, d'Orange, une éminée de jardin à Codolet. — État des propriétés situées dans la seconde partie du territoire (fol. 9). — Pierre Lambert possède trois éminées de terre au Réal (*ad Realem*) ; — Antoine Boucoyran, trois éminées de terre à la Lauze ; — Martin Vitalis, quatre éminées de terre au Plantier ; — Bertrand Roman, deux éminées de terre à La Roque ; — Jacques Martelli, cinq éminées de terre, lieu dit à Jonquières. — État des propriétés situées dans la troisième partie du territoire (fol. 13) : — Antoine Bocoyran, douze éminées de terre lieu dit à Grapons ; — Jean Vitalis, dix éminées de terre à Lauze ; — Raymond Imbert, trois éminées de terre à Lepine ; — Guillaume Brosse, quatre éminées de terre aux Cairons. — État des vignes situées dans la première partie du territoire (fol. 16) : — Pierre Lambert, deux éminées de terre au Bourg-Juif ; — Bernard Mentoni, quatre éminées de terre à Cargaule ; — Raymond Ranqui, une éminée de vigne aux Jardins ; — Pierre Giraud, une demi-éminée à Codolet. — État des vignes situées dans la seconde partie du territoire (fol. 18) : — Pierre Lambert, cinq éminées de vigne aux Cairons ; — Bernard Mentoni, deux éminées de vigne à La Fontaine ; — Arnaud Claveti, quatre éminées de vigne à Jonquières ; — Guillaume Brosse, six éminées de vigne aux Cairons. — État des vignes situées dans la troisième partie du territoire (fol. 21) : Raymond Rouqui, cinq éminées à Grapon ; — Guillaume Ébrard, sept éminées au Puy. — État des prés situés dans le territoire (fol. 23) : — Raymond Imbert, quatre éminées de pré ; — noble Siffrein Bourgogne, une éminée de pré ; — Jean Bochon, deux éminées de pré, lieu dit à la Cabane ; — Jean Maynard, une salmée de pré, au même lieu. — Estimation des maisons de Piolenc (fol. 27). — État des biens possédés par le clergé dans le territoire de Piolenc (fol. 35). — État des biens possédés par les forains (fol. 37) : — André des Granges, de Châteauneuf-du-Pape (*Castrinovi Domini nostri Pape*), deux éminées de terre ; — Guillaume Ébrard, de Mornas (*de Mornatis*), six éminées de terre ; — Catherine de Mardagot, de Mondragon (*de Montdracone*), 8 salmées de terre, etc...

C. 106. (Registre.) — In-folio, 43 feuillets, en parchemin.

1111. — Cadastre de la communauté de Puy-saint-Pierre (*Polii Venerissim*), rédigé conformément à la délibération des États. — Élection des sieurs Bertrand, Avril et Pierre Plaisance, pour établir ledit cadastre (fol. 2). — Estimation des terres ; l'éminée de terre franche à un florin, la sée de pré à 4 florins d'or, dans la première partie ; l'éminée de terre franche à 8 gros, la sée de pré à 3 florins, la fossierée de vigne à 8 gros, dans la seconde partie ; l'éminée de terre franche à 6 gros, la sée de pré à 2 florins, la fossierée de vigne à 6 gros, dans la troisième. — État des propriétés situées dans la première partie (fol. 3) : — Antoine Dupuy, deux éminées au Portalet (*ad Portiletum*) ; deux éminées de terre à la Fontaine ; un pré de trois sées au verger ; trois éminées de terre aux Aires ; — Guillaume Mestralis, un jardin à Chamas ; — Guillaume de Cornilhan, une éminée de terre à la Fontaine ; — Pierre Raynier, deux éminées de terre à la Fontaine ; — Bertrand Sauveri, un jardin à la Fontaine. — État des possessions situées dans la seconde partie du territoire (fol. 7) : — Antoine Garaud, une éminée de terre à Jonquière (*ad Joncherium*) ; — une éminée de terre à Saint-Apollinaire (*ad Sanctum Apollinarium*) ; — une éminée de terre à la Vaquère (*ad Vacheriam*) ; — Jacques Pons, une éminée de terre aux Pressoirs (*ad Torcularia*) ; — Guillaume Chalauni, une sée de pré au Puy ; — Hugues Raynoard, trois fossierées de vigne au plan ; — Vincent Torni, une sée de pré à Brédaie. — État des propriétés situées dans la troisième partie du territoire (fol. 15) : Hugues Raynoard, 3 éminées de terre à Publes ; trois fossierées de vigne au Moulin ; quatre éminées de vigne à Saint-Georges ; quatre fossierées de vigne à la Rouvare ; — deux fossierées de vigne à Maucombe (*ad Cumbam Malam*) ; quatre fossierées de vigne au Pas de St-Georges ; — André Bérenger, trois fossierées de vigne à Augard ; — Antoine Achard, deux fossierées de vigne à Maucombe ; — Guillaume Étienne, quatre fossierées de vigne aux Prés ; — Guillaume Mistral, trois fossierées de vigne à Astachans ; cinq fossierées de vigne aux Plans ; quatre fossierées de vigne à Publes ; — Antoine Goirand, deux éminées de terre à la Vachère ; — les héritiers de Baudoin Rostaing, trois éminées de terre à Jonquières ; quatre fossierées de vigne à St-Georges ; deux éminées de terre à Augard ; cinq fossierées de vigne à St-Georges ; quatre fossierées de vigne à Cachareilles ; — Bertrand Sauvier, six fossierées de vigne à Vinairas (*ad Vinayrassium*) ; — Jacques Michaelis, deux éminées de terre à Jonquière ; — Vincent Tordi, deux éminées de terre à Augard ; — Guillaume Bédoin, quatre fossierées de vigne au Puy ; — Antoine Dau, deux éminées

de terre aux Lauzes (*ad Lauzas*) : — Guillaume Étienne, deux éminées de terre à Gerlate ; — Guillaume Chalvini, cinq fosserées de vigne à St-Georges ; — Bertrand Rolland, deux éminées de terre aux Ribes ; — Antoine Abrion, deux fosserées de vigne au Moulin. — État des maisons de Puymeras (fol° 27) : la maison d'Antoine du Puy, est taxée à 11 florins ; — celle d'Antoine Rostagni à 12 florins ; — celle de Jacques Michaelis, à 4 florins ; — celle de Pierre Imbert, à 8 florins ; — celle de Michel Garnier, à 6 florins ; — celle de Guillaume de Cornillan, à 6 florins. — État des propriétés, vignes, prés, cens appartenant au clergé (fol° 30) : dîmes perçues par l'évêque de Vaison au lieu de Puymeras ; six éminées d'annone pour la dîme des grains ; six éminées d'avoine, deux saumées de vin. — Dîmes perçues à Puymeras par le prieur de St-Romain-en-Viennois (*Sancti Romani in Vaynessio*). — Dîmes perçues par le prieur du lieu. — État des propriétés appartenant aux vassaux (fol° 36) : — Randon de Rozans, co-seigneur du lieu, possède un jardin devant le château, estimé 1 florin, une vigne de six fosserées, estimée à 6 florins, 4 gros ; une vigne de douze fosserées, estimée à 8 florins ; — Raymond Rolland, une éminée de terre, estimée 6 gros ; — Pierre Turqui, trois éminées de terre, estimées 15 gros ; — Tibaud Gogni, de Sablet, deux éminées de terre, estimées 15 gros ; Pierre du Puy, deux éminées de terre estimées 15 gros, etc.

C. 107. (Registre.) — In-folio, 44 feuillets, papier.

1414. — Cadastre de la communauté de Rasteau (*de Rastello*), rédigé conformément à la délibération des États. — Élection de Guy Garron et Monet Brémond, bayle, pour la rédaction dudit cadastre (fol° 1). — Division du territoire en trois parties : dans la première partie, l'éminée de terre franche est estimée à 18 gros, la fosserée de vigne à 9 gros, la sée de pré à 6 florins ; dans la seconde partie, l'éminée de terre franche est estimée à 1 florin, la fosserée de vigne à 6 gros, la sée de pré à 4 florins ; dans la troisième partie, l'éminée de terre est estimée à 10 gros, la fosserée de vigne à 5 gros, la sée de pré à 3 florins 4 gros. — État des propriétés sises dans la première partie : la terre de Guérin et de Serre est estimée à 2 florins 10 gros ; — Pierre et Pons Girard sont cotés à 4 florins 6 gros, pour une terre de trois éminées ; — Antoine Pontie, à 7 florins 2 gros, pour une terre de cinq éminées, servant un cens de 9 deniers à l'évêque de Vaison ; — Monet Brémond, bayle de Rasteau pour l'évêque de Vaison, à 6 florins, pour une terre de quatre éminées ; à 3 florins, pour une terre de deux éminées ; à 6 florins, pour une terre de quatre éminées ; — Étienne Quimidi, à 18 gros, pour une terre d'une éminée ; — Guillaume Gautier, à 11 florins, pour

une terre de huit éminées, faisant 15 deniers de cens à l'évêque de Vaison ; — Monnet et Jean Barral frères, à 2 florins 6 gros, pour une terre de trois éminées ; 18 gros, pour une terre d'une éminée ; — Guillaume Béranger, de Gigondas (*de Gigunlatio*), 47 florins 2 gros, pour une terre de quatre salmées ; 7 florins pour une terre de six éminées, servant une éminée de blé à l'évêque de Vaison ; — Bertrand Benedetti, 18 gros, pour une terre d'une éminée et 3 jardins. — État des propriétés des vassaux dans le territoire de Rasteau (fol° 10) : — noble Randon de Gigondas est coté à 4 florins pour une terre de trois éminées ; à 6 florins pour une terre de huit éminées ; à 9 florins pour une terre de douze éminées ; — noble Jean de Saint-Jean, à 2 florins pour une terre d'une demi-sée de pré ; à 2 florins pour une terre de trois éminées. — État des propriétés situées dans la seconde partie du territoire de Rasteau (fol° 12) : — Ganiset de Serre est coté à 2 florins pour une vigne de 4 fosserées ; à 4 florins pour une sée de pré ; à 2 florins pour une vigne de quatre fosserées ; à 22 gros pour une demi-sée de pré ; — Antoine Pons, à 4 florins pour une sée de pré ; à 3 florins 11 gros 9 deniers, pour une terre de quatre éminées ; à 3 florins pour sept sées de pré ; — Bertrande Barral, à 2 florins pour une terre de deux éminées ; — Jean Jourdain, à 2 florins pour une terre de deux éminées ; — Pierre et Antoine Ruffi, à 8 florins pour une vigne de dix-sept fosserées ; — Jean Pelanterie, à 4 florins pour un pré d'une sée ; — Jean Guigou, à 5 florins pour une terre de huit éminées ; — Bertrand Benedetti, à 1 florin pour une vigne de deux fosserées. — État des propriétés situées dans la troisième partie du territoire de Rasteau (fol° 21). — État des propriétés appartenant au clergé dans le territoire de Rasteau (fol° 29) : — l'évêque de Vaison est coté à 2 gros pour 2 deniers de cens perçus sur une terre de deux éminées ; à 3 gros pour 2 deniers de cens annuel perçus sur le jardin de Ganiset de Serre ; à 3 florins, pour trois éminées de blé perçues sur une terre de Ganiset de Serre ; à 3 gros, pour un cens annuel de 6 deniers sur une vigne de quatre fosserées. — État des propriétés payant des redevances au chapitre de Vaison (fol° 36) : 15 florins sur une terre de trois saumées à Guillaume Gautier ; — 2 florins sur une terre de trois éminées, de Baudoin Majeçani. — État des cens perçus par le curé de Rasteau (fol° 38). — État des cens perçus par le curé de Cairanne (fol° 42), etc.

C. 108. (Registre.) — In-folio, 23 feuillets, papier.

1414. — Cadastre de la communauté de Robion (*de Robione*), rédigé conformément à la délibération des États.

— Estimation des propriétés. Dans la première partie du territoire, la saumée de terre est estimée à 2 florins et demi, la saumée de vigne à 20 florins, la saumée de verger d'oliviers à 6 florins, la saumée de jardin à 32 florins, la sée de pré à 5 florins. Dans la seconde partie du territoire, la saumée de vigne est estimée à 6 florins, la saumée de terre à 1 florin et demi ; chaque animal roussin est estimé à 5 florins, chaque trentaine de moutons à 20 florins. — État des propriétés situées dans le territoire de Robion (fol° 2) : Simon Salis est coté à 2 florins pour une maison ; — Béatrice Clément à 3 florins pour une vigne et à 6 florins pour un verger ; — Pierre Chabeau, à 2 florins pour une maison ; à 6 florins pour trois éminées de verger ; à 16 florins pour six éminées et demie de vigne ; à 18 florins pour une saumée et demie de vigne ; — Jacques Raybaud, à 3 florins pour une maison ; à 38 florins pour une saumée sept éminées de vigne ; à 3 florins pour une éminée de jardin ; — Bertrand Testoris, à 11 florins pour une vigne de quatre éminées ; — Guillaume et Bertrand Guisouls, frères, à 5 florins pour une maison et 5 saumées de vigne ; — Guillaume Danielli, à 12 florins pour 5 éminées de vigne ; à 20 florins pour une vigne d'une saumée de vin ; — Jacques Gaudenay, à 6 florins pour deux éminées et demie de vigne ; — Bernard Bernardi, à 10 florins pour une saumée de pré ; à 18 florins pour sept éminées de vigne ; à 4 florins 12 sous pour trois éminées de terre ; — Isnard Massabon, à 1 florin 16 sous pour une maison ; à 5 florins pour deux éminées de vigne ; à 3 florins pour une saumée trois éminées de terre ; — Jean Gautier, à 2 florins 12 sous pour une éminée de vigne. — État des maisons de Robion (fol° 18). — État des propriétés possédées par des étrangers à Robion (fol° 20), etc...

C. 109. (Registre.) — In-folio, 23 feuillets, papier.

1111. — Cadastre de la communauté de la Roque-sur-Pernes (*de Ruppe super Paternas*), rédigé conformément à la délibération des États — État des possessions, cens et revenus possédés par les habitants et les forains dudit lieu (fol° 1) : Romain Gerbaud est coté à 10 gros, pour une terre de deux éminées ; — Jean Barnoin, à 7 florins 6 gros pour une terre de deux salmées ; — Guillaume Chabaud, à 2 florins 6 gros pour une terre de six éminées et un pré de deux sées ; — Pierre Guillaume, de Pernes, à 3 florins 4 gros pour une terre de trois salmées ; — Pierre Berti, à 1 florin 3 gros pour une vigne de trois fosserées ; — Isnard de Sainte-Marie, de Pernes, à 3 florins pour un bois d'une salmée ; — Giraud Hostagni, à 3 florins pour un verger et une terre ; — Pierre Constantin, à 5 gros pour un jardin d'une éminée ; — Guillaume

Marie, à 2 florins 6 gros pour une vigne de six éminées.

Pierre Balore, à 10 gros pour une vigne de deux éminées.

— Laugier Marie, à 1 florin 3 gros pour une terre de six éminées.

— le même à 2 florins 3 gros pour un bois de six éminées.

— le même à 10 gros, pour une vigne de deux fosserées ; — Pons

Cabasse, à 2 florins 3 gros pour une terre de six éminées.

État des possessions, cens et services possédés dans le territoire de Roque-sur-Pernes, tant par le clergé que par les bénéficiers (fol° 21) : 5 florins sur une terre servant trois éminées d'annone au monastère de Bonpas et trois éminées d'annone au monastère de St-Véran d'Avignon ; — 5 florins sur un verger appartenant au prieur dudit lieu. — État des propriétés, cens et rentes possédés par les vassaux dans le territoire de Roque-sur-Pernes (fol. 19) : Guillaume Chabaudi, de Venasque, est taxé à 4 florins pour une terre sise lieu dit aux Peyregues ; — Christophe Pelisseric, de Carpentras, à 5 florins pour une terre de douze éminées ; — le même, à 2 florins 6 gros pour une vigne de six fosserées, lieu dit au Grez ; — Bertrand Gautier, de L'Isle, à 20 florins pour un tènement de terre de six salmées ; — Pierre Sabatier, à 1 florin 6 gros pour un bois de quatre éminées ; — Jean Siffrein, à 2 florins 6 gros pour une vigne de six fosserées, lieu dit à Pontillac, etc...

C. 110. (Registre.) — In-folio, 108 feuillets, papier.

1111. — Cadastre de la communauté de Sablet (*de Sabieto*), rédigé conformément à la délibération des États. — Élection des sieurs Arnaud Raymond et Pons Raynaud, pour établir ledit cadastre. — Division du territoire de Sablet en trois parties (fol. 1). Dans la première partie, chaque éminée de terre est estimée à 1 florin 3 gros, chaque sée de pré à 1 florin 6 gros, chaque journal de verger d'oliviers à 5 florins ; dans la troisième partie, chaque éminée de terre est estimée à 9 gros, chaque sée de pré à 1 florin 6 gros, chaque fosserée de vigne à 10 gros, chaque journal de verger d'oliviers à 5 florins. — État des propriétés sises dans la première partie du territoire (fol° 3) : Monet André est coté à 15 gros pour une terre d'une éminée ; — Pierre Dalspre, à 4 florins 10 gros pour une terre de quatre éminées ; — Sibaud Goini, à 5 florins 6 sous pour une terre et un jardin de cinq éminées, servant un cens de 9 deniers à noble Bertrand de la Garde ; — Louis Raymond, à 24 florins 11 gros 12 deniers pour une terre de vingt éminées ; — le même, 25 florins pour une autre terre de vingt éminées ; — Thomas Raybaud, à 7 gros 12 deniers pour une terre d'une éminée ; — Jacques Veissini, à 14 florins pour vingt éminées de terre labourable. — État des propriétés situées dans la seconde partie du territoire de Sablet (fol° 16) : Antoine Rebolli est taxé à 3 flo-

rins 9 gros pour un plantier de trois fosserées ; — Étienne Guigou, à 6 florins 8 gros pour une éminée de terre panche ; — Thomas Raybaud, à 15 florins pour une vigne de 12 fosserées. — Bertrand Girard, de Courthézon, à 5 gros pour un verger d'un journal ; — Monet Marini, à 1 florin 8 gros pour 2 éminées de terre panche ; Guillaume Meynier, à 5 florins pour un plantier de 4 fosserées ; — Pierre Pelletier, à 13 florins pour une terre de dix-sept éminées. — État des propriétés situées dans la troisième partie du territoire de Sablet (fol. 70) : Antoine Rebol est taxé à 1 florin 3 gros pour une éminée et demie de terre ; — Bertrand Gorjon, à 5 florins 14 sous 4 deniers pour un plantier de huit fosserées ; — les hoirs de Bertrand Giraud à 7 gros 12 deniers pour un verger d'oliviers d'un demi journal ; — Siffrein Jourdan, à 4 florins 12 deniers pour une vigne de cinq fosserées ; — Bertrand Giraud, de Courthézon, à 6 gros pour un pré de 3 sées ; Guillaume Meynier, à 2 florins 6 gros pour un verger d'oliviers de un demi journal ; — Jacques Lepoux, à 2 florins 6 gros pour un verger d'oliviers d'un journal ; — Thibaut Goin, à 3 florins pour une terre de trois éminées. — Estimation des maisons de Sablet (fol. 49) : la maison d'Elzéar Reynier est estimée 20 florins ; — celle de Bertrand Trulbet, 20 florins ; — celle de Pierre Matavon, 6 florins ; — celle d'Étienne Itard, 5 florins ; celle de Monet Marini, 15 florins ; celle de Pierre Fornery, 10 florins ; — celle de Rostaing Marini, 4 florins ; — celle d'Armand Raymond, 20 florins. — État des propriétés, cens, rentes, dîmes et autres droits appartenant au clergé, dans le territoire de Sablet (fol. 53) : Bertrand Raoul, prêtre de Séguret, perçoit quatre éminées d'orge, sur une terre de Monet André, pour laquelle il est coté à 5 florins ; — Bertrand Rolland, de Sablet, est coté à 2 gros pour 2 deniers perçus sur une terre de Pierre Tour ; — Bertrand de Montguyon est coté à 1 gros 8 deniers pour un revenu d'une éminée d'orge sur une terre de douze éminées ; — le monastère de Saint-André des Ramières (*Monasterium Sancti Andree de Rameria*), est coté à 12 deniers pour un revenu de 2 deniers sur une terre de six éminées appartenant à Étienne Pelleport ; — Guy de Novesan, recteur de la chapellenie de Pierre Alfanti, est coté à 15 florins pour une terre de douze éminées ; — le jardin du prieur du lieu est coté à 6 gros 12 deniers ; — l'église de Sablet est cotée 2 florins pour une éminée de semence qu'elle perçoit sur un jardin de Jean Rolland. — État des propriétés appartenant au clergé, situées dans la seconde partie du territoire (fol. 61) : Le monastère de St-André des Ramières est coté à 1 gros pour un cens perçu sur une terre de trois éminées ; — le même, à 1 florin 4 gros 12 deniers pour un cens perçu sur une terre de trois éminées ; — le même, à 4 sous pour un cens perçu sur une vigne de quatre fosserées. — État des

propriétés appartenant au clergé, situées dans la troisième partie du territoire (fol. 70). Le monastère de St-André des Ramières est coté à 7 gros 12 deniers pour un cens perçu sur une vigne d'Antoine Reboul, de six fosserées ; — l'église de Sablet est cotée à 2 florins pour un verger d'oliviers de Guillaume Meynier, sur lequel elle perçoit un cens. — Estimation des maisons appartenant au clergé, dans le territoire de Sablet (fol. 75). — État des propriétés, cens, services, dîmes et autres droits appartenant aux vassaux dans le territoire de Sablet (fol. 78) : — noble Bertrand de la Garde est coté à 2 gros pour une terre de quatre éminées ; — Pierre Gautier, à 10 florins pour une vigne de quatre fosserées ; — les héritiers de Pierre Moneri, à 18 gros pour une vigne de quatre éminées ; — noble Bertrand de la Garde, de Séguret, à 34 florins 3 gros pour une terre de seize fosserées ; — Antoine Bruni, de Séguret, à 4 florins 2 gros pour une terre de cinq éminées ; — Pierre Pontie, de Vacqueyras, à 1 florin 8 gros pour un verger d'oliviers, d'un journal ; — Jean du Chatel, de Séguret, à 3 florins 4 gros pour une vigne de quatre fosserées ; — Guillaume Roux, à 8 florins 4 gros pour une vigne de dix fosserées ; — Jean Laugier, de Séguret, à 5 florins pour une vigne de cinq fosserées ; — Pierre Gautier, de Séguret, à 7 florins 6 gros pour dix éminées de terre ; — noble Bertrand de la Garde, à 2 florins 6 gros pour une vigne de trois fosserées. — État des possessions des étrangers dans le territoire de Sablet (fol. 96), etc.

C. 111. (Registre.) — In-folio, 28 feuillets papier.

■ ■ ■ ■ ■. — Cadastre de la communauté de Saint-Romain-en-Viennois (*de Sancto Romano in Vaynesio*), dressé conformément à la délibération des États. — Élection des sieurs Jean Monet, Jacques Michel et Hugues Trebailli, pour établir ce cadastre. — Division du territoire en trois parties : dans la première partie du territoire, l'éminée de terre franche est estimée à 8 gros, la fosserée de vigne à 10 gros et la sée de pré à 3 florins d'or. — État des propriétés sises dans la première partie. — Dans la seconde partie du territoire, l'éminée de terre labourable est estimée à 7 gros. — État des propriétés situées dans cette seconde partie (fol. 5). — Dans la troisième partie, l'éminée de terre franche est estimée à 6 gros. — État des propriétés situées dans cette troisième partie (fol. 10). — État des animaux (fol. 16) : Hugues Travail possède sept vaches, estimées à 3 florins pièce ; — les hoirs d'Étienne Mistral possèdent cinq trentaines de menu bétail, estimé à 10 florins la trentaine. — État des maisons (fol. 17). — État des propriétés possédées par les vassaux et autres forains habitants le territoire de St-Romain-en-Viennois (fol. 17) : Bertrand de Bligier, de Vaison, est coté à 20 gros

pour une terre de 3 éminées ; — Guillaume Bedotii, de Puy-méras (de *Podio Almeratio*), à 1 florin pour une terre de 3 éminées ; — Bertrand Imberti, à 5 florins 9 gros pour une vigne de 9 fosserées ; — Guillaume Martial, à 19 gros pour une terre de 3 éminées ; — Arnaud Artaud, de Vaison, à 3 florins pour une vigne de 4 fosserées ; — Thibaud Goyni, de Sablet, à 5 gros pour une terre d'une éminée ; — noble Antoine Alziarii, coseigneur du lieu, à 8 gros pour une terre de 7 éminées. — État des propriétés appartenant au clergé dans le territoire de St-Romain-en-Viennois (fol° 23) etc.

C. 112. (Registre.) — In-folio, 6 feuillets, papier.

1111. — Cadastre de la communauté de Saint-Roman-de-Malegarde (de *Sancto Romano de Malagarda*) (fragments) dressé conformément à la délibération des États. — Division du territoire en trois parties : dans la première partie, l'éminée de terre franche est estimée à 6 gros, la fosserée de vigne, à 4 gros ; dans la seconde partie, l'éminée de terre franche est estimée à 4 gros, et dans la troisième, à 2 gros ; la sée de pré est estimée, dans les trois territoires, à 9 gros. — État des propriétés situées dans la première partie du territoire (fol° 2). — État des propriétés possédées par les vassaux dans le territoire (fol° 4), etc.

C. 113. (Registre.) — In-folio, 49 feuillets, papier.

1111. — Cadastre de la communauté de Séguret (de *Segureto*) dressé conformément à la délibération des États — Élection des sieurs Martin Avril et Guillaume Turgi pour opérer ledit cadastre. — Division du territoire en trois parties : dans la première partie, l'éminée de terre franche est estimée à 1 florin d'or, la fosserée de vigne à 1 florin 6 gros, la sée de pré à 2 florins, le journal de verger d'oliviers à 5 florins ; dans la seconde partie, l'éminée de terre franche est estimée à 12 sous, la fosserée de vigne à 1 florin 6 gros, le journal de verger d'oliviers à 2 florins 6 gros, la sée de pré, à 12 sous ; dans la troisième partie, l'éminée de terre franche est estimée à 6 sous. — État des propriétés comprises dans la première partie du territoire (fol° 3) : noble Bertrand, de Lagarde, est coté à 1 florin pour un cens de 10 deniers tournois perçus sur une terre de 6 éminées ; — Guillaume Turgi est coté à 4 sous 11 gros pour un verger d'oliviers d'un journal ; — Jean Martin, à 19 florins 3 gros pour une vigne de 13 fosserées ; — Pierre Michel, à 4 florins pour une terre de 4 éminées ; — Bertrand Raynaud, à 18 florins pour une terre de 18 éminées ; — Isnard Michel, à 6 florins pour une terre de 6 éminées ; — Jean Martel, à 6 gros pour une terre

de 5 éminées. — État des propriétés situées dans la seconde partie du territoire (fol° 17) : noble Bertrand, de Lagarde est taxé à 6 florins pour une terre de 12 éminées ; — Guillaume Turgi, à 4 florins pour une vigne de 3 fosserées ; — Bertrand Raynaud, à 4 florins pour une terre de 4 éminées. — État des propriétés situées dans la troisième partie du territoire (fol° 23) : Pierre Chaisi est taxé à 4 florins 6 gros pour une terre de 18 éminées ; — Jean Martel, à 1 florin 6 gros pour une terre de 6 éminées ; — noble Bertrand, de La Garde, à 2 florins pour une terre de 8 éminées. — Estimation des maisons de Séguret (fol° 24). — Estimation des animaux (fol° 27) : Antoine Durand possède neuf trentaines de moutons estimés à 16 florins d'or la trentaine ; — Jean Lagier, 10 trentaines ; — noble Bertrand, de La Garde, possède 100 animaux de l'espèce bovine estimés à 3 florins chacun. — État des propriétés possédées par les vassaux dans le territoire de Séguret (fol° 42) : — Pierre Turgi est taxé à 3 gros pour un jardin d'une éminée ; — Pierre Fornery, à 1 gros pour un jardin ; — Bertrand Silve, à 6 florins pour une terre de 6 éminées, etc.

C. 114. (Registre.) — In-folio, 104 feuillets, papier.

1111. — Cadastre de la communauté de Sérignan (de *Serinhano*) dressé conformément à la délibération des États. — État des propriétés possédées par les habitants et par les forains (fol° 1) : Jean Teulier est coté à 2 florins pour une maison ; — noble Guynon Bertrand, à 1 florin pour une saumée de terre, lieu dit au Champ-Battu ; — Monet Roquier, à 8 sous pour un cens servi à Jean Fulheti. — État des propriétés possédées par le clergé dans le territoire de Sérignan (fol° 11) : le sacriste de l'église du dit lieu est coté à 1 florin pour un cens annuel de 2 sous ; — le même à 5 sous pour un cens de 5 deniers perçu sur une vigne de 3 fosserées ; — le même, à 3 florins pour un cens de 3 gros. — État des propriétés possédées par les vassaux et forains du Comtat-Venaisin dans le territoire de Sérignan (fol° 40) : Hugues de Cassagne, de Courthézon, est coté à 3 sous 6 gros pour 2 sées de pré ; — Jean d'Alanzon, d'Orange, à 10 florins 23 sous pour une terre de 16 éminées ; — Guillaume de la Vigne, de Bédarrides, à 4 florins 6 gros pour une vigne de 4 fosserées ; — Benoît de Bourgogne, de Carpentras, à 11 florins 6 gros pour 6 sées de pré. — Jacques Christophe, de Bédarrides, à 6 deniers pour une vigne de 8 fosserées ; — Barthélemy Vèran, à 4 florins pour 2 sées de pré ; — les héritiers d'Antoine Alhaud, de Gigondas, à 17 florins 10 sous pour une terre de 8 éminées ; — Bérenger Formenti, à 4 florins pour 2 sées de pré. — Élection de Georges Roque, Jean Fairaud et Raybaud Rodelhi pour dresser le cadastre de la communauté (fol° 58). — Division du

territoire de Sérignan en trois parties (fol^o 59). Dans la première partie, l'éminée de terre franche est estimée à 2 florins d'or ; — dans la seconde partie, l'éminée de terre franche est estimée à 18 gros, la fossierée de vigne à 9 gros, la sée de pré à 2 florins ; — dans la troisième partie, l'éminée de terre franche est estimée à 9 gros, la fossierée de vigne à 6 gros et la sée de pré à 2 florins d'or. — État des propriétés appartenant aux habitants dans la première partie du territoire (fol^o 60) : Amand Arnaud est coté à 1 florin pour une terre de 4 éminées ; — Véran Jean, à 3 florins 10 gros pour une terre de 2 éminées ; — Didier Agasse, à 5 gros pour une éminée de terre ; — Georges Roque, à 1 florin pour 2 éminées de terre ; — Antoine Garnier, à 5 florins pour 4 sées de pré ; — Michel Grangier, à 2 gros pour 5 éminées d'annone ; — Pierre Manobre, à 3 florins pour 4 éminées de terre ; — Francis Etienne, à 15 gros pour 1 fossierée de vigne. — État des propriétés sises dans la seconde partie du territoire de Sérignan (fol^o 77) : Jean Barthélemy est coté à 14 florins pour une terre d'une saumée et une vigne de 4 fossierées ; — Pierre Paulet, à 9 florins pour une terre de 6 éminées ; — Étienne Julien, à 2 florins pour une sée de pré ; — Guillaume Salomon à 5 florins pour une sée de pré et 2 éminées de terre franche ; — Jean Fastier, à 12 florins pour une saumée de terre ; — Michel Grangier, à 11 florins pour 2 saumées de terre ; — Jean Sauvier, à 3 florins pour 4 fossierées de vigne ; — Étienne Bertrand, à 16 gros pour 2 fossierées de vigne. — État des propriétés situées dans la troisième partie du territoire de Sérignan (fol^o 98) : Michel Grangier est coté à 10 florins pour une terre de 14 éminées ; — Pons Vianesi à 11 florins 21 sous pour une terre de 2 saumées ; — Étienne Julien, à 16 gros pour une vigne de 3 fossierées, etc.

C. 115. (Registre.) — In-folio, 39 feuillets, papier.

1414. — Cadastre de la communauté de Serres (*Serrurum*), dressé conformément à la délibération des États. — Division du territoire en trois parties (fol^o 1). — État des propriétés situées dans la première partie (fol^o 2) : Pierre Bonelli est coté à 3 florins pour une terre de 6 éminées ; — Antoine Ricavi possède un pré d'une sée, franc de toute charge ; — Rostaing Gautier, 15 fossierées de vigne servant une redevance de 10 sous tournois à l'église de Notre-Dame-du-Grès (*Beatae Mariae de Gresu*). — État des propriétés sise dans la partie du territoire de Serres appelé Las Ferrayas (fol^o 4) : Antoine Chambaud possède une vigne de 2 fossierées pour laquelle il sert un cens de 4 sous tournois ; — Pierre Jovenelli, 15 fossierées de vigne pour lesquelles il sert un cens d'une éminée de semence ; — Pierre Gauchard, une vigne

de 3 fossierées pour laquelle il sert un cens de 2 deniers ; — Pierre Bonelli, une vigne de 4 fossierées pour laquelle il paie un cens de 2 éminées de semence ; — Giraud Gralhe, une vigne de 4 fossierées sur laquelle il sert un cens de 4 éminées ; — Jean de Serres, une vigne de 2 fossierées servant un cens de 2 éminées. — État des propriétés, cens, rentes et autres appartenant au clergé de Serres (fol^o 23). — État des propriétés possédées par les vassaux et les forains du Comtat-Venaissin, dans le même territoire (fol^o 35). etc....

C. 116. (Registre.) — In-folio, 35 feuillets, papier.

1415. — Cadastre de la communauté de Sorgue (*Pontis Sorgue*), dressé conformément à la délibération des États. — État des propriétés possédées par les vassaux et les forains du Comtat-Venaissin dans le territoire du pont de Sorgue (fol^o 2) : Noble Migot de Paliens est coté à 6 gros pour 3 journaux de vigne ; — Antoine Bérenger, à trois florins pour 6 éminées de terre ; — Guimet Casserii, à 18 gros pour 6 journaux de terre ; — Salvador Lombard, à 4 florins 6 gros pour 18 journaux de terre. — État des propriétés situées dans la première partie du territoire appelé Le Claye (fol. 5) État des propriétés situées dans la partie du territoire de Sorgue appelée Les Combes (fol^o 5). — État des propriétés appartenant aux habitants et aux forains du dit lieu (fol^o 7) : Antoine Barbani est coté à 4 florins pour une terre de 10 éminées servant un cens de 18 gros au monastère de Cluny ; — Guillaume Artaud, à 3 florins pour une terre de 12 éminées ; — Hugues Pontii, à 4 gros pour une éminée et demie de terre ; — Barthélemy, d'Orange, à 4 florins pour 16 journaux de vigne ; — Ponce et Estrandi, à 6 gros pour 2 journaux de vigne ; — Louis Sperioni, à 2 florins pour 4 éminées. — État des propriétés situées dans la partie du territoire appelée Le Claux (fol^o 20). — Estimation des maisons de Sorgue (fol^o 23). — Division du territoire en trois parties : dans la première, l'éminée de terre franche est estimée à 1 florin, l'éminée de terrain à 9 gros, la sée de pré à 4 florins ; dans la seconde partie, l'éminée de terre franche à 8 gros ; dans la troisième partie, l'éminée de terre franche à 9 gros, la sée de pré à 4 florins, le journal de vigne à 2 gros, etc....

C. 117. (Registre.) — In-folio, 45 feuillets, papier.

1414. — Cadastre de la communauté de Vacqueyras (*de Vacayratio*), dressé conformément à la délibération des États. — Élection de Pierre Pons et Hugues Roque pour dresser ce cadastre. — Division du territoire en trois parties : dans la première, l'éminée de terre franche est estimée à 1 florin 3

gros, la fossierée de vigne à 1 florin, la sée de pré, à 8 florins, le journal de verger à 4 florins, l'éminée de jardin à 20 gros ; dans la seconde partie du territoire, l'éminée de terre est estimée à 9 gros, la fossierée de vigne à 9 gros, la sée de pré à 6 florins, le journal de verger à 5 florins ; dans la troisième partie du territoire, l'éminée de terre franche est estimée à 6 gros, la fossierée de vigne à 1 florin, la sée de pré à 4 florins, le journal de verger à 4 florins 4 gros. — État des propriétés situées dans le premier territoire (fol° 5) : Hugues Roque est coté à 22 sous pour une terre de 2 éminées ; — Monet Roque, à 7 sous pour une éminée de terre ; — noble Urbain Laugier, à 5 gros pour une salmée de terre ; — Monet Richelin, à 2 florins 6 gros pour une terre de 2 éminées ; — Guillaume Guigou, à 2 florins 6 gros pour une terre de 2 éminées ; — Barthélemy Bernard, alias de l'Épine, à 3 florins 6 gros pour une terre de 3 éminées ; — Antoine Masan, à 2 florins pour un verger d'un demi journal ; — Rostaing Amielhe, à 15 florins pour une terre de 16 éminées. — État des propriétés situées dans la seconde partie du territoire (fol° 14) : Hugues Roque est coté à 9 gros pour une terre d'une éminée ; — noble Urbain Laugier, à 5 florins pour un verger d'un journal ; — Pierre Pelati, à 23 gros pour une vigne de 3 fossierées ; — Pierre Romei, à 35 sous pour une vigne de 2 fossierées ; — Barthélemy Veroni, à 9 florins pour une vigne de 12 fossierées ; — Baudet Rolland, à 5 florins pour une terre de 7 éminées ; — Monet Roque, à 6 florins 9 gros pour une vigne de 9 fossierées ; — noble Urbain Laugier, à 27 florins pour une terre de 14 salmées ; — Étienne Bérenger, de Gigognan, à 8 florins pour un pré de 2 sées ; — Siffrein Masan, à 3 florins pour une vigne de 3 fossierées ; — Hugues Frère, à 12 florins pour une terre de 12 éminées. — Estimation des maisons de Vacqueyras (fol 32). — État des propriétés possédées par le clergé au dit lieu (fol° 35). — État des propriétés possédées par les vassaux et forains du Comtat-Venaissin (fol° 39), etc....

C. 118. (Registre.) — In-f°, 39 feuillets papier.

1415. — Cadastre de la communauté de Vaison (*de Vasion*) (fragments), rédigé conformément aux délibérations des États. — Division du territoire en trois parties : dans la première partie, l'éminée de terre franche est estimée à 2 florins, la fossierée de vigne à 2 florins, la sée de pré à 4 florins ; dans la seconde et la troisième partie, l'éminée de terre est estimée à 1 florin, la sée de pré, à 2 florins. — État des propriétés situées dans la première partie du territoire (fol° 2) : — Pierre Bord sert aux héritiers de Reybaud, un cens d'un denier pour une terre d'une demi-éminée ; — Pierre Girard, une demi-éminée de blé pour un jardin d'une demi-éminée ;

— Pons Olier sert au chapitre de Vaison un cens de 2 éminées de blé pour un coin de terre d'une demi-éminée. — Guillaume Gontard sert divers cens pour diverses terres à Vaison ; — Sclomon, juif, sert un cens de 20 gros aux anniversaires de Vaison et de 6 deniers au chapitre du dit lieu pour un pré de 2 sées. — Rolland Boyis possède une vigne de 3 fossierées pour laquelle il sert un cens de 3 deniers à l'évêque ; — Guillaume Girard sert un cens de 5 deniers à Bertrand Raybaud pour une terre de 3 éminées ; — Guillaume d'Alanson sert au chapitre un cens de 2 éminées de blé pour un pré d'une sée ; — Girard de Blégier sert un cens d'une éminée de blé pour une terre d'une éminée ; — Bertrand Gontard sert un cens de 6 deniers pour une terre d'une demi-éminée ; — Antoine Rebaud sert un cens de 6 deniers pour une terre de 3 fossierées. — État des propriétés situées dans la troisième partie du territoire (fol° 14). — Estimation des troupeaux du territoire (fol° 18) : Bertrand de Blégier a 3 vaches, 2 bœufs et 3 veaux estimés à 22 florins. — Pons Olier possède 2 vaches et 3 veaux d'une valeur de 7 florins. — État des propriétés possédées par le clergé dans le territoire de Vaison (fol° 21) : le prévôt de Vaison possède divers cens sur des terres et des vignes ; — l'archidiacre, divers cens sur des prés, des terres labourables et des vignes ; le sacriste, le précenteur possèdent divers cens assis sur des terres dans le territoire de Vaison ; — la chapellenie de Raymond de Beaumont possède des cens en terre, prés et vignes dans le territoire de Vaison. — État des propriétés possédées par les vassaux et forains (fol° 32) : — noble Baudoin, du Puy, sert un cens de 7 deniers pour une terre de 6 éminées ; — noble Bertrand de La Garde, de Séguret, possède une terre de 3 éminées ; — Guillaume Naulis, de Villedieu, possède une vigne de 4 fossierées payant un cens de 7 deniers ; — Jacques Michel, de St-Romain-en-Viennois, possède une terre de 3 éminées payant un cens de 7 deniers. — État des maisons possédées par les vassaux et forains (fol° 35), etc....

C. 119. (Registre.) — In-folio, 27 feuillets, papier.

1472. — Cadastre de la communauté de Vaison (*de Vasion*) (fragments), rédigé conformément à la délibération des États. — État des biens possédés à Vaison par Catherine Guigard, Raymond Martin, Amédée Jourdan, Hugues Chave, Antoine Boyer, Jean Jeay, etc...

C. 120. (Registre.) — In-folio, 49 feuillets, papier.

1414. — Cadastre de la communauté de Valréas (*de Valriaco*), rédigé conformément à la délibération des États. — Élection de noble Pierre Cathelani, Jacques Gay, Pierre

Chapuis pour la rédaction de ce cadastre (fol° 1). — Division du territoire de Valréas en trois parties : dans la première partie, la saumée de terre, mesure de Carpentras, est estimée à 6 florins ; dans la seconde partie, la saumée est estimée à 4 florins, et dans la troisième, à 2 florins. Dans la première partie, chaque fosserée de vigne est estimée à 12 gros ; dans la seconde, à 8 gros ; dans la troisième, à 4 gros. Dans la première partie, chaque sée de pré est estimée à 6 florins ; dans la seconde, à 2 florins ; dans la troisième, à 1 florin. Chaque animal de l'espèce bovine et chevaline est estimé à 4 florins ; chaque trentaine de moutons ou chèvres réduite à moitié est estimée à 10 florins. — État des propriétés situées dans la première partie du territoire (fol° 2) : Almarie Bottini est coté à 8 deniers pour une terre au lieu dit aux Oulmes (*ad Ulmos*) ; — Pons Richaud, à 6 sexterées de semence pour une terre au lieu dit à Chauchenes (*ad Chauchenas*) ; — noble François Arnaud est coté à 6 florins pour un moulin situé au-delà de la porte de l'écluse ; — Antoine d'Aiguebelle, à 3 sexterées de semence pour une terre au lieu dit la porte des Frères Mineurs (*ad portale Fratrum Minorum*) ; — Bertrand Barthélemy, à une saumée de semence pour une terre lieu dit au Puy de Valréas (*ad Podium Valriaci*). — État des terres labourables situées dans la seconde partie du territoire (fol° 5) : Pons Ruffi, à une sexterée de semence pour une terre lieu dit au moulin de Giraud de Valouse ; — Guillaume Thomas, à 5 sexterées de semence pour une terre lieu dit au-dessous du Puy de Valréas (*subtus podium Valriaci*) ; — noble François Arnaud, à 2 florins pour 2 terres sises lieu dit au-dessous du Puy de Valréas. — État des propriétés situées dans la troisième partie du territoire (fol° 10) : les héritiers de Pierre Bardi sont cotés à 4 florins pour deux terres sises au lieu dit jardin Giraud ; — Raymond Regurelli à 4 florins pour une terre située lieu dit au Palud (*in Palude*) ; — Jacques Bonelli, à 4 florins et 4 éminées de semence pour 3 terres situées lieu dit à Rabassens (*ad Rabassenas*). — État des vignes sises dans la première partie du territoire (fol° 19) : Pierre Didier y possède une vigne de 8 fosserées ; — Bertrand Salete, une vigne 8 fosserées ; — Guillaume Fabri, une vigne de 15 fosserées ; — Bertrand Auriol, une vigne de 4 fosserées. — État des vignes situées dans la seconde partie (fol° 21) : — Etienne Maurice y possède une vigne de 13 fosserées ; — Jacques Colomb, une vigne de 10 fosserées ; — Pierre Villars, une vigne de fosserées ; — Bertrand de Venay, 2 vignes de 16 fosserées ; — Jacques Bonelli, 3 vignes de 28 fosserées ; — Isnard Amandi, 3 vignes de 19 fosserées ; — Guillaume Giraudi, 3 vignes de 32 fosserées. — État des prés situés dans le territoire (fol° 29). — État des animaux, bœufs, chevaux, moutons et chèvres possédés par les habitants (fol° 33). — État des biens possédés par le clergé dans

le territoire de Valréas (fol° 35). — Estimation des maisons et habitations du même lieu (fol° 43), etc..

C. 121. (Registre.) — In-folio, 19 feuillets, papier.

1414. — Cadastre de la communauté de Védène (*de Vedena*), rédigé conformément à la délibération des États. — Division du territoire en trois parties : dans la première partie, l'éminée de terre franche est estimée à 18 gros ; la sée de pré, à 3 florins, la fosserée de vigne, à 9 gros ; dans la seconde partie, l'éminée de terre franche est estimée 1 florin, la sée de pré 3 florins, la fosserée de vigne, 9 gros ; dans la troisième partie, la fosserée de vigne est estimée 9 gros, la saumée de bois, 6 gros. — État des propriétés possédées dans le territoire par les vassaux et forains (fol° 2) : noble Bertrand, de Monteux, est coté à 24 florins pour une terre de 16 éminées ; — noble Pierre de Séguret, à 20 florins pour 8 sées de pré ; Monet Jean, à 5 florins pour 8 fosserées de vigne ; — noble Argentin Cavalière, à 10 florins pour une terre de 20 éminées ; — noble Geoffroy de Venasque, à 13 gros et demi pour une saumée et demie de bois ; — noble Bertrand de Monteux, à 9 gros pour une éminée de terre franche. — Estimation des maisons de Védène (fol° 7). — État des propriétés du clergé dans le territoire (fol° 9). — État des propriétés possédées par les habitants de la communauté (fol° 12). — Estimation des animaux : les chèvres de Bertrand Amon sont estimées 20 florins ; celles de Paulet Botti, 18 gros, etc..

C. 122. (Registre.) — In-4°, 27 feuillets, papier.

1414. — Cadastre de la communauté de Velleron (*Avellaronis*), rédigé conformément à la délibération des États. — Division du territoire en trois parties. — État des propriétés possédées par les habitants de la communauté (fol° 1) : Pons Seguilanii possède 5 éminées de terre ; — Bertrand Pélissier, 4 éminées de terre. — État des propriétés sises dans la seconde partie du territoire (fol° 3) : Guillaume Girard possède environ 6 éminées de terre ; — Bertrand Martin, environ 5 éminées ; Bertrand Chorini, environ 4 saumées ; — Antoine Passaqui, 7 saumées. — État des vignes, chaque journal ou fosserée étant estimé à 1 florin d'or (fol° 7) : Jean Siffrein possède une vigne de 6 journaux ; — Rostaing Giraud, une vigne de 18 journaux. — Estimation des jardins (fol° 8). — État des propriétés possédées par des forains dans le territoire de Velleron (fol° 10). — État des possessions de noble Astouaud d'Astouaud, coseigneur de Velleron, « *condominus Avellaronis* » (fol° 16). — État et estimation des maisons et habitations de Velleron (fol° 18). — État des possessions du clergé dans le territoire (fol° 22). — État des revenus perçus

par l'abbé de Notre-Dame de Sénanque « *Beatæ Mariæ Senaniquæ* » (fol° 25), etc...

C. 123. (Registre.) — In-folio, 43 feuillets, papier.

11111. — Cadastre de la communauté de Villedieu (*de Villadiu*), rédigé conformément à la délibération des États. — Élection des sieurs Raymond Mestral, Pierre Bubiguier et Guillaume Natalis pour établir ce cadastre. — Division du territoire en trois parties (fol° 1). — Dans la première partie, l'éminée terre est estimée à 1 florin, la fossierée de vigne à 1 florin, la sée de pré, à 4 florins ; — dans la seconde partie, l'éminée de terre franche est estimée 4 gros, la fossierée de vigne à 1 florin, la sée de pré à 3 florins ; dans la troisième partie, l'éminée de terre franche est estimée 3 gros, la fossierée de vigne à 8 gros, la sée de pré à 2 florins. — État des propriétés sises dans la première partie du territoire (fol° 2) : Pons Nadal est coté à 5 florins et demi pour une terre de 8 éminées ; — les héritiers de Pons Chalbini, à 9 sous pour une terre d'une demie éminée ; — Agnèse Alansone, à 3 gros pour un jardin d'une éminée ; — Antoine Pouques, à 2 gros pour une fossierée de vigne ; — Jacques Chatel à 2 florins pour une terre de 4 éminées. — État des propriétés situées dans la seconde partie du territoire (fol° 9) : Pierre Guigue est coté à 2 florins pour une terre de 6 éminées ; — Raymond Nicolai, à 2 florins pour une terre de 6 éminées. — État des propriétés sises dans la troisième partie du territoire (fol° 14). — Estimation des maisons de Villedieu (fol° 21). — État des propriétés possédées par les vassaux et forains dans le territoire de Villedieu (fol° 26) : Antoine du Puy est coté à 4 florins pour une terre de 4 éminées ; — Hugues Ferreoli, à 8 gros pour une terre de 2 éminées ; — Antoine Rebuffati, à 2 florins 8 gros pour 4 fossierées de vigne. — État des propriétés possédées par le clergé (fol° 30), etc...

C. 124. (Registre.) — In-folio, 55 feuillets, papier.

11111. — Cadastre de la communauté de Ville (*de Villa*) rédigé conformément à la délibération des États. — Division du territoire en trois parties : dans la première partie, l'éminée de terre franche est estimée à 1 florin ; la fossierée de vigne à 1 florin 12 sous, la sée de pré, à 7 florins et demi, le journal de verger à 9 gros ; dans la troisième partie, l'éminée de terre est estimée à 7 sous, la fossierée de vigne à 9 sous, la sée de pré à 2 florins, le journal de verger à 9 gros. — État des propriétés situées dans la première partie du territoire (fol° 5) : Antoinette Aycarde est cotée à 12 sous pour une terre franche d'une demie-éminée ; — Jacques Albron, à 2 florins pour une terre franche de 2 éminées ; — les héritiers de Barthé-

lémy Barthélemy, à 1 florin 12 sous pour une terre d'une éminée ; — Guillaume Odoli, à 1 florin 12 sous pour une terre d'une éminée ; — Etienne Jean, à 3 florins pour une terre de 3 éminées ; — Gilles Gassin, à 6 sous pour un jardin. — État des propriétés situées dans la seconde partie du territoire (fol° 19) : Jacques de Brantes est coté à 3 florins 12 sous pour une vigne de 5 fossierées ; — Pierre Jean, à 14 sous pour une terre d'une éminée ; — Pierre Gasqui, à 1 florin 4 sous pour une terre de 2 éminées ; — Jean Aycard, à 9 florins 8 sous pour une terre de 2 saumées. — État des propriétés situées dans la troisième partie du territoire (fol° 27) : Rostaing Rostaing est coté à 9 sous pour un verger d'un journal ; — Guillaume Odoli, à 9 sous pour un verger d'un journal et demi ; — Pierre Bruni, à 1 florin 12 sous pour une vigne de 4 fossierées ; — Pierre Brun, à 14 sous pour une terre de 2 éminées. — État des animaux possédés par les habitants de Villes (fol° 36). — Estimation des maisons (fol° 38). — État des propriétés possédées par les vassaux et forains (fol° 41) : noble Baudonet du Puy est coté à 20 florins pour 2 saumées et 4 éminées d'annone ; — Guillaume Rolandi, pour une terre de 2 éminées ; — Langier, de Mazan, à 1 florin 12 sous pour une terre d'une éminée ; — Antoine Augier, de Mormoiron, à 3 florins pour une vigne de 4 fossierées ; — Pierre Raymond, de Mormoiron, à 12 sous pour une vigne d'une fossierée. — État des propriétés possédées par le clergé (fol° 47) : le prieur de Villes est coté à 1 florin pour un cens annuel d'une éminée et demi d'annone sur la terre de Silfrein Ferrand ; — le prieur de Saint-Jean-de-Vassols (*Sancti Johannis de Vassolis*), à 1 florin pour une éminée de cens annuel perçu sur la terre d'Elzéar Gassin ; — le prieur de Flassan (*de Flassano*), à 18 florins pour des cens perçus sur le territoire de Villes, etc...

C. 125. (Registre.) — In-folio, 46 feuillets, papier.

11111. — Cadastre de la communauté de Visan (*de Avisano*), rédigé conformément à la délibération des États. Division du territoire en trois parties (fol° 1). — État des propriétés possédées par les habitants du territoire (fol° 6) : — Pierre Dauphine est coté à 2 florins pour une terre de 4 éminées ; — le même, à 3 florins pour une vigne de 2 fossierées ; — Albert Abellon possède un jardin de 2 éminées près des murailles anciennes, *prope menia antiqua*, le même possède 6 vaches, 2 veaux, 6 chèvres ; — Bertrand Chabaud possède un jardin entre les anciens murs et les nouveaux, « *intra menia antiqua et menia nova* » ; — Antoine Quillon possède une vigne de 3 fossierées ; — Jean Albi, un jardin de 3 éminées ; — Hugues Savoyon, une terre de 12 éminées ; — Durand Pancali, une fossierée de vigne ; — le même, une terre de 2

éminées à la Fontaine des Noyers ; — Bertrand Isnard, une terre de 6 éminées et une vigne ; — Armand Bérenger, une terre d'une salmée ; — Jacques Duplan, une vigne d'une fossérée ; — Guillaume Chaussinat, un jardin de 3 éminées et un verger d'oliviers ; — Guillaume Vesiani, une vigne d'une fossérée ; — Antoine Albi, une terre de 12 éminées ; — Pierre Michaelis, une vigne de 3 fossérées ; — Pierre Guignon, un jardin d'une fossérée ; — Pierre Deschamps, une terre d'une salmée ; — Louis de Bernard, une vigne de 2 fossérées, une de 12 éminées, etc ..

G. 127. (Registre.) — in-folio, 11 feuillets, papier.

1358-1359. — Comptes (fragments) d'Andouin d'Agre, trésorier du Comtat-Venaissin. — Recettes des revenus de diverses communautés du Comtat (fol° 1). — Les revenus de Saumane (*Saumane*), de la Roche (*i. Lucca*), de Lagnes (*Lanearum*), de Cabrières (*Caprieriarum*), pour l'année 1358, ont été vendus à Astruge Cassini, juif, pour 675 gros tournois d'argent ; — les revenus de Mormoiron, pour la même année, ont été vendus à Raynaud Isnard pour 841 gros tournois d'argent ; — les revenus de Baumes (*de Balmis*) n'ont pas été vendus en cette même année. — Les revenus du pont de Noves, sur la Durance, ont été vendus à Guillaume Chabert et Giraud Logre, de Noves, 702 florins d'or. — Recette de 5 florins d'or de noble Giraud Ami, seigneur de Châteauneuf, pour la pension annuelle qu'il est tenu de faire, chaque année au Pape, pour ledit château et consistant en une vache caillé ou de couleur variée : *unam vaccam caillatam seu varii coloris*, 29 juin 1358 (fol° 6). — Recettes des cens et services dus pour des terres situées dans le territoire d'Aubignan (*Ubanhani*) (fol° 7). — Recette de 48 sous de Pierre Maurin, de Robion (*de Robione*), pour des terres et vignes sises à Oppède (*Oppeda*), lieu dit à Frigolet (*ad Frigoletum*) ; — de 2 florins d'or de Jean André, de Malaucène, pour droits de lods et trézains ; — de 9 florins d'or de Jean Alberti, de Mormoiron (*de Murmurione*), pour droits de lods et trézains (fol° 8) ; — de Guillaume de Sault (*de Saltu*), de Mormoiron, fils de Guillaume de Sault, chevalier, 23 florins d'or pour droits de lods et trézains (fol° 9). — Recettes extraordinaires : 10 sous de Bertrand Egueserii, de L'Isle, pour la claverie du dit lieu (6 janvier 1358) (fol° 12) ; — 5 florins d'or d'Audibert Audibert, de Méthamis (*de Nomethameis*), baile du dit lieu, par composition avec la Chambre Apostolique (28 mai 1359) (fol° 12) ; — 15 florins d'or de Rostaing Michel, de Séguret (*de Segureto*), par composition avec la Chambre pour l'occupation de certains terrains au dit lieu (30 août 1359) (fol° 13) ; — de 64 sous de Guillaume Andrée, de Malaucène, pour ses fruits, biens rentes et services (13 mars 1358) (fol° 16) ; — 74

livres de Martin Clavelli, clavaire de Séguret et de Sablet, par son administration (7 avril 1359 (fol 16), etc.

G. 127. (Registre.) — In-folio, 15 feuillets, papier.

1363. — État de la répartition de la taille entre les trois ordres composant les États du pays. — Répartition de la taille sur les barons, châtelains et nobles (fol° 1). — Judicature de Carpentras : l'évêque de Carpentras, 52 livres ; — le seigneur de Beaumont (*de Bellomonte*), 15 livres ; — le seigneur de Vacqueyras (*de Vacagrassio*), 16 livres ; — le seigneur de Mazan, 67 livres ; — le seigneur de St-Romain-en-Viennois (*de Sancto Romano in Vynio*), 6 livres ; — le seigneur de Baumes (*de Balmis*), 21 livres ; — le seigneur de Modène, 26 livres. — Judicature de L'Isle (fol° 4) : le seigneur du Thor (*de Thoro*), 42 livres ; — le seigneur des Tailhades (*de Tailhatis*), 12 livres ; — le chapitre de St-Didier d'Avignon, coseigneur de Mubec (*de Mubeco*), 8 livres ; — les seigneurs de Caumont (*de Cavismontibus*), 21 livres ; — le seigneur de Lagnes (*de Lagneis*), 5 livres. — Judicature de Valréas (fol° 5) : les seigneurs de Pierrelatte (*de Petra Laptia*), 21 livres ; — le seigneur de Suze (*de Suza*), 21 livres ; — le seigneur de Derboux (*de Derbussia*), 10 livres ; — le seigneur d'Uchaux (*de Octavis*), 7 livres ; — le seigneur de Valouse (*de Valosis*), 5 livres ; — le seigneur de Rochebude (*de Rupearuta*), 5 livres. — Judicature de Carpentras. Répartition de la taille sur les communautés : la communauté de Carpentras, 420 livres ; — de Monteux (*de Montiliis*), 90 livres ; — de Vedènes (*de edenae*), 12 livres ; — de Pernes (*Paturnarum*), 107 livres ; — de Malaucène, 120 livres ; — de Blauvac (*Blanvac*), 23 livres ; — de Beaumont (*de Bellomonte*), 10 livres ; — de la Fare (*de Fara*), 5 sous ; — de Sainte-Cécile (*Sancta Cecilia*), 14 livres ; — de Camaret (*de Camareto*), 25 livres ; — d'Uchaux (*de Octavis*), 2 livres. — Judicature de L'Isle (fol° 10) : les communautés : de Velleron (*de Vellarone*), 30 livres ; — du Thor, 105 livres ; — de Caumont, 31 livres ; — de Thouson (*Thousonis*), 40 sous ; — de L'Isle, 231 livres ; — de Velorgues (*de Vellonicis*), 6 livres ; — de Vaucluse (*Valliscuse*), 6 livres ; — d'Oppède (*de Oppeda*), 31 livres ; — de Cabrières (*de Capreriis*), 26 livres. — Judicature de Valréas (fol° 12) : les communautés de Rochebude (*Rupearuta*), 3 livres ; — de Buisson de Buxedonei, 8 livres ; — de Bollène (*de Aboiena*), 115 livres ; — de Pierrelatte (*de Petra Laptia*), 25 livres ; — de Solerieu (*de Solerio*), 5 livres ; — des Piles (*de Pilis*), 12 livres ; — de Grillon (*de Grilhone*), 12 livres. — Répartition de la taille sur le clergé (fol° 15) : l'évêque et le clergé de Carpentras, 500 livres ; — l'évêque et le clergé d'Orange, 130 livres ; — l'évêque et le clergé de Saint-Paul-trois-Châteaux, 50 livres ;

— l'évêque et le clergé de Cavaillon, 250 livres ; — l'évêque et le clergé d'Apt, 60 livres ; — l'évêque et le clergé de Vaison, 180 livres ; — l'évêque et le clergé d'Avignon, 37 livres, etc.

C. 128 (Registre). — In-folio, 53 feuillets, papier.

1363-1364. — Compte des recettes et des dépenses ordinaires et extraordinaires faites par Audouin d'Acre, trésorier du Comtat-Venaissin. — Recettes des arrérages anciens, montant à 226 florins à la chambre faisant 587 florins forts : — 1666 gros pour le revenu du péage, par eau de La Palud ; — 4037 gros pour les revenus de Mornas ; — 2450 gros pour les revenus du val de Buire (*Vallisboerie*) ; — 1838 gros pour les revenus de Villedieu ; — 200 gros pour les revenus d'Entraigues. — Recettes de l'année 1363-1364 (fol° 11). — Vérification des comptes des clavaires de Carpentras, de Pernes, de L'Isle, de Cavaillon, Bonnieux, Mormoiron, Malaucène, Sablet, Cairanne, Valréas, Bollène, Mornas, Caderousse, La Palud, les Piles, Pont de Sorgues, Entraigues, Aubignan, Montélimar (*Montilii Adhemarii*). — Le clavaire de Carpentras a reçu en arrérages, droits de condamnations, contumaces et autres allérents à sa charge, 892 livres ; il a dépensé en messagers, lettres, ambassades, frais de justice, réparations aux édifices de la rectorie, de la trésorerie, de la cour supérieure des prisons, pour le salaire des exécuteurs de la justice et autres dépenses extraordinaires, 860 livres 1 sou 2 deniers. — Le clavaire de Pernes a perçu 256 livres 7 sous 7 deniers et a dépensé 87 livres 18 sous. — Le clavaire de L'Isle a perçu 544 livres 3 sous, il a dépensé en papier, en pain pour les condamnés, en frais de justice, pour réparations au moulin, pour le repas du roi de Chypre, fait, du mandement du recteur (*pro prandio domini Regis Cipri facto mandato domini rectoris*) et pour autres dépenses 276 livres 7 sous. — Recettes par Audouin d'Acre, trésorier (fol° 15) : 2033 gros pour les revenus de Pernes ; — 1433 gros pour L'Isle ; — 1233 gros pour Cavaillon ; — 15 gros pour les revenus de la Valmasque (*Vallimasque*) ; — pour Malaucène, 6050 gros ; — 2348 gros pour le val de Buire (*Vallis Boerie*) ; — 2000 gros pour Valréas, le péage et la leyde du dit lieu ; — 5003 gros pour La Palud ; — 825 gros pour Caderousse ; — 735 florins à la chambre pour Noves. — La somme des revenus généraux de l'année 1363 forme : 841 florins à la chambre, 3327 gros, 28 sous, 7 deniers, 2752 florins forts, 6 sous. — Recettes des droits de sceau (fol° 24) ; des droits, cens et rentes (fol° 25), des droits de lods et de trézains (fol° 27). — Dépenses (fol° 32) : 1464 livres à Philippe de Cabassole, patriarche de Jérusalem, recteur du Comtat-Venaissin, pour ses appointements de l'année, laquelle, ayant été bisextile, se compose de 366 jours, à raison de 40 sous petits tournois, valant 4 li-

vres éminentines par jour ; — 153 florins forts, 20 sous 4 deniers pour le traitement du trésorier ; — 65 florins forts pour le traitement du juge-mage de Carpentras, à raison de 400 florins par an ; — 100 florins pour le traitement du procureur et avocat fiscal ; — 100 florins pour le traitement du juge de L'Isle ; — 20 petits florins au viguier de Pernes ; — 10 petits florins au viguier de Malaucène ; — 12 florins au viguier de Cavaillon ; — 25 florins au viguier de Mormoiron ; — 12 florins et demi au baile de Bollène ; — 50 florins au viguier et châtelain de Mornas ; — 4 florins au châtelain du Pont de Sorgues. — Dépenses extraordinaires : fol° 34. — 100 florins pour l'achat du sixième des droits que François Amand possédait à L'Isle sur le moulin de Pernes *in molendino de Loculo vocato Bapptissiano* ; — de 100 florins forts payés le 10 mars 1363, par ordre du recteur, pour la réparation et la construction de nouvelles murailles à Montélimar ; — 10 florins de secours aux habitants de Cairanne pour la réparation du château ; — 1000 florins, le 4 mai, pour la fortification de Montélimar ; — 600 florins pour la fortification de Valréas. — Dépenses extraordinaires et abaissement des revenus à cause de la guerre et de la mortalité *« propter mortalitatem et guerras »* (fol° 36). — Lettres de Philippe de Cabassole, recteur du Comtat-Venaissin, au trésorier du pays lui prescrivant d'abaisser les taxes des revenus à cause de la guerre et de la mortalité, 31 octobre 1363, (fol° 36). — Lettre du même au même trésorier pour l'abaissement des taxes, des revenus de Mornas, La Palud, Bollène et le Val de Buire, à cause de l'occupation du Pont St-Esprit par les Compagnies, *« propter occupationem de loco Sancti Spiritus et guerram factam per societatem perversam Anglicorum dicto Comita. tui locisque vicinis »*, 3 novembre 1363 (fol° 39). — Dépense de 6000 florins prise sur la taille de pareille somme imposée au Comtat-Venaissin pour remboursement des deniers prêtés par le trésor pontifical pour chasser les compagnies du Pont St-Esprit : *pro societatibus de loco Sancti Spiritus expellendis*, (fol° 42.) — Récapitulation des recettes et des dépenses d'Audouin d'Acre, trésorier du pays (fol° 44). — Somme des dépenses ordinaires et extraordinaires (fol° 48), etc. — Dépenses pour la fortification du lieu de Visan (*de Avisano*), fol° 521, etc.

C. 129 (Registre). — In-folio, 34 feuillets, papier.

1370-1372. — Livre des impositions des vingtièmes perçues à Carpentras à Noël et à Pâques. — Guillaume Pellicerii doit à Noël 58 florins pour troisième paiement de 232 florins pour le vingtième des drapiers ; — Guillaume Alardi, 27 florins pour troisième paiement de 110 florins pour le vingtième des épiciers ; — Manuel Tomassi et Barthélemy Lotti, 13 florins pour troisième paiement de 52 florins pour

le paiement du vingtième des merciers ; — Bernard Pontii, 3 florins pour le vingtième des peaussiers, 3 florins pour le vingtième des savetiers, 43 florins pour le vingtième des hôteliers, 3 gros pour le vingtième des argentiers, 3 florins pour le vingtième des fourbisseurs ; — Georges de l'Arche doit 4 florins pour le vingtième des changeurs ; — Guillaume Jéróni, 7 florins pour les tailleurs, 15 florins pour les revendeurs, 2 florins pour les laboureurs ; — Raymond Trevelle, 13 florins pour les fourniers ; — Jean Bernard, barbier, 9 gros pour les barbiers ; — Bertrand de Baumes, 4 florins 6 gros pour les tanneurs ; — Guillaume Trimond, 4 florins pour les ouvriers en fer, 1 florin pour les cordiers, 7 florins pour le vingtième des toiles, 1 florin pour le vingtième des bois ; — Guillaume Scalerii, 3 florins pour le vingtième des jardiniers ; — Guillaume Siméon, Andréas Fulconis, Bernard Pontii, Siffrein Romanili 491 florins, pour le vingtième des vins ; — François Girolli, Giraud Ruffi 22 florins 6 gros pour le vingtième des logeurs et hôteliers ; — Guillaume Trimond 38 florins pour le vingtième des poissonniers. — Recette par Pierre David alias Riqueti, de Carpentras, de Benoît, de Bourgogne, pour l'impôt des tabelles (fol° 21), etc.

C. 130. (Registre.) — In-folio, 33 feuillets, papier.

1375-1379. — Livre des tailles imposées sur les lieux du Comtat-Venaissin. — Taille imposée pour recouvrer le château de Suze-la-Rousse, occupé par les Bretons « *per girat fors alguns Bretons que eran intrat al castel de Suza* » (fol° 1). — Judicature de Carpentras : les nobles et la communauté de Carpentras, 48 livres 15 sous ; — les nobles et la communauté de Monteux (*Montelhs*) 13 livres ; — Baumes (*Balmas*), 4 livres ; Caromb (*Carump*), 12 livres ; — Venasque (*Venasqua*), 4 livres 10 sous ; — le Barroux (*Albaros*), 2 livres 14 sous ; — Entrecchaux, 3 livres 15 sous ; — Saint-Romain-en-Viennois (*Sant Roman-en-Vaynes*), 12 sous ; — Puyméras (*Lo puey Almeras*), 2 livres 5 sous ; — Travaillans (*Travellhan*), 8 sous. — Répartement d'une taille de 6000 florins de subsides au Pape consentie par les trois États, « *consentida per los III estats* » (fol° 5) : le clergé doit y contribuer pour 1200 florins, les barons, pour 600 florins, la judicature de Carpentras, pour 1333 florins 4 gros, la judicature de L'Isle, pour 1120 florins, et la judicature de Valréas, pour 746 florins 8 gros. — Répartition de la taille imposée en faveur du seigneur de St-Roman, et Jean du Puy, seigneur en partie d'Entrecchaux et le seigneur de Modène sur les seigneurs ayant juridiction (fol° 5) : l'évêque de Carpentras, pour sa temporalité, 33 florins, le seigneur de Venasque, 15 florins, le seigneur de Châteauneuf (*de Castel-nou*), 25 florins, les seigneurs de Caderousse 21 florins, le sei-

gneur de Bédoin, de Baumes et de Lorient 38 florins, les seigneurs de Rohegude (*de Rocha agua*) 4 florins, le seigneur de Valouse (*de Valozas*) 3 florins, le seigneur des Aubres (*dals Albres*) 7 florins, le seigneur de Barri et de Cabrières (*de Bari e de Cabrieras*) 3 florins. — Répartition de la taille imposée sur les nobles ayant juridiction au Comtat-Venaissin, sur les nobles n'ayant pas juridiction et sur les communautés pour paiement des galères envoyées pour chercher le pape Urbain à Rome « *que anéron querre papa Urban a Roma* » (fol° 12) : le seigneur de Vacqueyras, 6 livres 14 sous, le seigneur de Barroux, 4 livres 16 sous ; le seigneur de Pierrelatte (*Peyra laptat*), 5 livres 6 sous ; les seigneurs de Ménerbes, 5 livres 1 sou ; les seigneurs de Lagnes (*de Lanhas*), 6 livres 2 sous. — Taille sur les nobles n'ayant pas juridiction et sur les communautés (fol° 14) : les nobles et habitants d'Entraigues (*Antreayguas*), 23 livres ; — les nobles et habitants de Sarrians (*de Sarrian*), 23 livres ; — les nobles et habitants de Mormoiron (*de Mormoyron*) : — les nobles et habitants de Blauvac (*de Blauzac*), 12 livres 9 sous ; — les nobles et habitants de St-Saurnin d'Apt (*Sant Saornin d'Aptes*), 16 livres 16 sous ; — les nobles et habitants de Bonnieux (*de Bonils*), 72 livres ; — les nobles et habitants de Darboux (*de Darbous*), 2 livres 17 sous ; — les nobles et habitants de Rohegude (*de Roheguia*), 3 livres 12 sous ; — les nobles et habitants de Bollène (*de Abolena*), 9 livres 16 sous. — Répartition d'une taille de 8000 florins, frappée en avril 1375, et consentie par les trois États du Comtat, « *e consentida per les III estats dal dich Comtat de Venaissin* » (fol° 19). — États des arrérages de la dite taille (fol° 28), etc.

C. 131 (Registre.) — In-folio, 13 feuillets, papier.

1377-1378. — Compte de noble Guillaume Attanulphi, seigneur de Crillon, collecteur et trésorier du Comtat-Venaissin. — Dépenses de 15 florins valant 18 livres, pour la levée de la taxe ; — 14 livres 8 sous pour un voyage à Avignon pour payer 6000 francs (*VI^m francos*) à Jean de Malestret, chevalier, capitaine d'une bande de Bretons, « *capitaneo societatis Britonorum* » (fol° 2) ; — 12 sous pour le port de lettres au sujet des gens d'armes se trouvant à Mornas et à Caderousse (fol° 2) ; — de 6000 francs, montant à 9000 livres à Jean de Malestret, capitaine d'une bande de Bretons (fol° 4) ; — 214 florins montant à 268 livres 16 sous à Arnaud Rigaudi pour ses hommes et quarante lances, pour 15 jours (fol° 4) ; — 600 livres aux syndics d'Avignon (fol° 5) ; — 48 livres à Rostaing de Venasque (*Rostaing de Venasca*) (fol° 6) ; — 25 sous pour des lettres portées par Raymond Guillaume à Pernes, Mormoiron, Malaucène, Vaison, Sablet et Caderousse (fol°

10) ; — (16 sous pour la copie des statuts existant à la cour majeure de Carpentras (fol° 11), etc.

C. 132. (Registre.) — In-folio, 64 feuillets, papier.

1390-1391. — Compte de Bertrand Vincent, archidiacre d'Elne (*Elnevis*), trésorier du Comtat-Venaissin. — Comptes des arrérages ; Malsang de Malsang, de Montoux, doit 60 florins à la Chambre ; — les héritiers de Pierre Raynaud, ancien clavaire de Carpentras, 78 livres ; — Bernard Lafaye et Jacques, son fils, du Pont de Sorgues, 19 florins à la Chambre ; — les héritiers de Rostaing du Liniers, de Pernes, 1200 livres ; — Raymond Gautier, de Cavaillon, 7453 gros ; — les héritiers de Jean de Barri, ancien clavaire de La Palud, 6390 gros ; — Raymond Vitalis, de Cabrières, 4 florins ; — Barthélemy Jordan, d'Oppède, 10 florins ; — Guillaume Gautier, de Sablet, 3 florins ; — Jean des Pennes (*de Pennis*), chevalier, d'Avignon, et Jean de Milhau (*de Milhaco*), de Loriol, (*de Auriolo*), 30 florins à la Chambre. — Comptes des divers clavaires (fol° 22). — Comptes : du clavaire de Carpentras : les arrérages montant à la somme de 156 livres, 5 sous, 5 deniers. — du clavaire de Cavaillon, 32 livres ; — du clavaire de Saumane, Lagnes et Cabrières, 7 livres 4 sous 2 deniers ; du clavaire de Bonnieux, 33 livres 9 sous 11 deniers ; du clavaire de Mormoiron, 49 livres ; du clavaire de Vaison, 22 livres 8 sous ; du clavaire de Valréas, 111 livres 12 sous ; du clavaire de Sablet et de Séguret, 23 livres 7 deniers ; du clavaire de Pierrelatte, 15 livres 14 sous 4 deniers ; — du clavaire de Caderousse, 20 livres 14 sous ; — du clavaire des Piles, aucune recette à cause des guerres ; — du clavaire du Pont de Sorgues, 30 livres ; — du clavaire d'Entraigues, 13 livres 12 deniers ; — du clavaire de Visan, 48 livres ; — les revenus de l'Isle vendus pour un an à Raymond Burgondionis pour 261 florins à la Chambre, desquels 87 florins furent remis à ses héritiers à cause des ravages des gens d'armes du comte d'Armagnac, parcourant le Comtat : *propter discursum gentium armigerarum comitis Armanahatii quae dictum Comitatum discurrerunt* (fol° 32). — Les revenus de Cavaillon, sont vendus à Pierre Ricavi pour 113 florins à la Chambre, desquels 24 florins furent remis à ses héritiers, à cause des gelées et du passage des gens d'armes de Raymond de Turenne ravageant le pays : *propter gelatum et discursum gentium armigerarum domini Raymundi de Turena quae dictum Comitatum discurrerunt*. — Les revenus de la Valmasque (*Vallismusquae*) sont vendus à Guillaume Sonati, de Bonnieux, pour 60 florins à la Chambre. — Les revenus de Roaix sont vendus 94 florins à Guillaume Grès et Siffrein Cavallerii, de Carpentras, et il leur est fait remise de 37 florins à cause du passage des gens d'armes du comte d'Armagnac et de Ray-

mond de Turenne (fol° 34). — Les revenus de Valréas sont vendus pour 244 florins à Jean Deschamps, et il lui est fait remise de 150 florins, à cause du passage des gens d'armes de Raymond de Turenne et du comte d'Armagnac : *propter discursum gentium armigerarum domini Raymundi de Turenna et transitum gentium armigerarum domini comitis Arminahatii* (fol° 34). — Les revenus des Piles sont vendus à Guillaume Lambert pour 161 florins à la Chambre, et il lui est fait remise de 88 florins, à cause du passage des gens d'armes du comte d'Armagnac et de Raymond de Turenne, ennemi de l'Église : *tam propter discursum gentium armigerarum comitis Armanahatii quam domini Raymundi de Turenna, inimici Ecclesiae Romanae* (fol° 34). — Les revenus de Richerenches n'ont pu être vendus ni perçus à cause de la guerre faite par Raymond de Turenne : *propter guerram domini Raymundi de Turenna, inimici Ecclesiae Romanae, et discursum gentium armigerarum comitis Armanahatii* (fol° 34). — Les revenus du port de Noves ont été vendus pour 450 florins à la Chambre à Pons de Chabert, de Noves, et ils lui ont été remis pour la même cause : *propter discursum gentium armigerarum domini Raymundi de Turena, inimici Ecclesiae Romanae, et comitis Armanahatii* (fol° 36). — État des lieux dont les revenus pour l'année 1391 ont été concédés par le pape à certains cardinaux et autres personnages (fol° 37) : les revenus de Pernes et de la Roque-sur-Pernes au cardinal d'Amiens (*domino cardinali Ambianensi*) ; — les revenus du val de Buyre (*Vallis Boerie*), de Sainte-Cécile (*Sanctae Ceciliae*) et de Villedieu (*Villadei*) au cardinal de Florence (*cardinali Florentino*) ; — les revenus de Montoux (*de Montiliis*) à Philippe, frère du dit cardinal ; — les revenus de Malauccène, à Bernard de la Salle (*Bernardo de Sala*) ; — les revenus des lieux de Mornas (*Mornatio*), et les revenus de l'hôpital St-Jean-de-Jérusalem, du dit lieu, au comte de Genève (*comiti Gebennensi*) ; — les revenus de Bollène, au cardinal de Saluces (*cardinali de Salutiis*) ; — les revenus de Saint-Vincent, près de St-Paul-trois-Châteaux, et de Visan, au cardinal de Mirault (*cardinali de Murolio*) ; — les revenus de Grillon (*Grilhonis*), et de Rochegude (*Montisacuti*), au seigneur de Grignan (*domino de Graynhano*) ; — les revenus de Serres (*de Serris*), à Odo de Villars, chevalier ; — les revenus des lieux d'Entraigues et de St-Saturnin, à Guy de Barra, cuisinier du pape (fol° 37). — État des droits de bulle de la cour majeure du Venaissin pour l'année 1391 (fol° 38). — État des droits de sceau pour la même année (fol 37). — État des cens dus : Béranger de Simiane, seigneur de Châteauneuf, diocèse de Cavaillon, doit à la cour majeure du Venaissin, pour le château de Châteauneuf, chaque année, à la fête de St-Pierre et de St-Paul, une vache caille (*unam vaccam*

cailham, qui, pour l'an 1391, a été estimée à 6 florins ; — l'abbesse et le monastère de Sainte-Croix d'Apt, paient, chaque année, une obole d'or pour un pré qui leur a été donné par le pape Grégoire XI, à St-Saturnin-d'Apt (*in territorio Sancti Saturnini Aptensis*). — État des recettes provenant des lods et trézains (fol° 43). — État des recettes provenant des condamnations (fol° 45) : 5 livres d'Alasacie, femme de Pierre de Darbo, du Puits-Sainte-Réparate, pour adultère ; — 35 livres de Jean Ruffi, d'Aix, habitant de Carpentras, pour tentative de viol et de meurtre sur Bonosa, juive, sur la route de Carpentras à Orange ; — 5 sous de Perrette, habitant de Malaucène, trouvé avec des femmes de mauvaise vie en un lieu honnête *cum mulieribus vagabundis in loco honesto* ; — 10 livres de Giraude, femme de Monet Albi, de l'Isle, pour adultère. — État des recettes extraordinaires (fol° 49) : 7 livres 4 sous de Poncet « *de Montevino* » pour redevance d'une verrerie sise au territoire d'Olone (*in territorio Olone*) (28 juillet 1390). — Traitements ordinaires : 7 livres à Henri, évêque de Rodez, recteur du Comtat Venaissin, pour 6 jours à lui dus sur son année ; — 720 livres à Odo de Villars, chevalier, recteur du Comtat-Venaissin pour son traitement d'un an ; — 223 livres 1 sou 6 deniers au trésorier pour son traitement annuel ; — 120 livres au juge ordinaire de la cour majeure du Venaissin ; — 120 livres au juge des appellations ; — 60 livres au juge de l'Isle pour la moitié l'autre moitié devant lui être payée par le cardinal d'Amiens, qui a le dit lieu sous sa juridiction, par concession du pape ; — 120 livres au juge de la judicature de Valréas ; — 21 livres 10 sous au viguier de Cavaillon, pour la moitié de son traitement, l'autre moitié devant lui être payée par l'évêque du lieu ; — 17 livres 5 sous au viguier de Mormoiron ; — 23 livres au châtelain de Visan ; 28 livres 16 sous au châtelain du Pont de Sorgues *pro stipendiis gache quam tenet ad custodiam Palatii pro uno anno*. — État des divers paiements (fol° 55) : 56 livres 8 sous à Hugues Loyni, damoiseau, capitaine des châteaux de Vaison et de Séguret, pour 4 mois 21 jours ; — 57 livres 12 sous à Hugues de Clairfont, capitaine du château de Vaison ; — 400 florins faisant 480 livres à G. de Petramala, cardinal diacre du titre de St-Georges au voile d'or, par mandement du pape. — Résumé des comptes de Bertrand Vincent, trésorier (fol° 58), etc.

G. 131. (Registre.) — In-folio, 53 feuillets, papier.

1393-1394. — Compte de Bertrand Vincent, archidia-
cre d'Elne, trésorier du Comtat-Venaissin. — État des arrérages dus à la Chambre Apostolique (fol° 1). — Comptes des clavaies de Carpentras, de Cavaillon, de Bonnieux, de Mormoiron, de Sablet et de Séguret, de Valréas, de Caderousse, de Visan, d'Aubignan. — Revenus généraux (fol° 29) : Les revenus de

l'Isle sont de 191 florins à la Chambre ; ceux de Cavaillon, de 77 florins à la Chambre ; ceux de la Valmasque (*redditus Val-lismasque*) de 67 florins à la Chambre ; ceux de Saumanes, Lagnes et Cabrières, de 17 florins à la Chambre ; ceux de Mormoiron, de 133 florins à la Chambre, ceux de Faucon (*Falconis*) et de Puyméras (*Potii Almeratii*), de 18 florins à la Chambre ; ceux de Valréas, de 117 florins à la Chambre ; ceux de Mornas et de l'hôpital Saint-Jean-de-Jérusalem (*hospitatis Sancti Johannis Jerosolimitani*), de 643 florins à la chambre. — Revenus concédés par le Pape à certains cardinaux et autres personnages (fol° 34) : ceux de Pernes et de la Roque-sur-Pernes, au cardinal d'Amiens ; ceux de Val-de-Buyre, de Ste-Cécile et de Villedieu, au cardinal de Florence ; ceux de Bollène, au cardinal de Saluces ; ceux de Lapalud et de Cairanne, à Louis de Montjoie (*Ludovico de Montegaudio*) ; ceux de St-Vincent, près de St-Paul-Trois-Châteaux, au cardinal de Miraut (*Cardinali de Mirolio*) ; ceux de Grillon et de Rochegude (*Grilhonis et Montis Acuti*), au seigneur de Grignan ; ceux d'Entraigues et de St-Saturnin, à Guy de Bruca, cuisinier du Pape. — Recettes des lods et trézains (fol° 40). — Recettes des condamnations prononcées (fol° 42) ; Bertrand Nicolaï, à 6 livres pour coups et blessures ; Crestas Bonis, à 5 florins pour blasphèmes ; Vitalis, de Mormoiron, à 10 florins pour pesage à faux poids. — Recettes extraordinaires (fol° 44). — Dépenses ordinaires pour appointements (fol° 46) Pons de Langeac (*Pontio de Lengiac*) 960 livres pour ses appointements de l'an 1393 ; 60 florins à Reynier Pierre, juge de la judicature de l'Isle, l'autre moitié devant lui être payée par le cardinal d'Amiens, possédant la moitié de la juridiction du lieu, par don du Pape ; 28 livres 16 sous au châtelain du Pont-de-Sorgues. — Sommes dépensées par le trésorier, pour son office (fol° 49). — Résumé des comptes du trésorier (fol° 50) etc.

G. 134. (Registre.) — In-folio, 51 feuillets, papier.

1395-1396. — Compte de Bertrand Vincent, archidia-
cre d'Elne, trésorier du Comtat-Venaissin. — Compte des arrérages des sommes dues à la Chambre Apostolique (fol° 1). — Comptes des claveries de Carpentras, Cavaillon, Bonnieux, Mormoiron, Sablet et Séguret, Valréas, Caderousse, Pierrelatte, Pont-de-Sorgues, Entraigues, Aubignan. — Revenus généraux ; les revenus de l'Isle sont de 15 florins à la Chambre, de Cavaillon de 69 florins, de Valmasque 101 florins, Mormoiron 119 florins, Faucon et Puyméras 109 florins, Roaix 18 florins, Camaret 3 florins, Maubec 4 florins, Serres, 43 florins. — Revenus concédés par le Pape à divers cardinaux et autres personnages (fol° 32). — Revenus provenant des droits de bulle et de sceau (fol° 33). — Recettes des lods et trézains (fol° 38) : 40 livres pour la location à Odo de Villars,

du château de Beaumont et d'une bastide du dit château appelée Pueylart, « *castrum de Bellomonte et bastitam dicti castri vocatam Pueylart* » : 12 livres pour la location des lieux de Croagnes (*Crohanhis*) et de Montréal (*de Monte regali*), où il n'existe aucune fortification, détruits par les guerres et où personne n'habite depuis 10 ans : « *propter guerras destructum in tantum quod nullus hic habitat* ». — Recettes des condamnations (fol. 39). — Recettes extraordinaires (fol. 40). — Dépenses ordinaires pour les appointements des officiers (fol. 42) : 94 livres à Gaston de Montecatino, chevalier, receveur du Comtat-Venaissin ; 230 livres 16 sous 4 deniers au trésorier ; 137 livres 6 sous 8 deniers à Pierre Rutli, juge ordinaire de la cour moyenne du Venaissin pour ses appointements de trois mois ; 39 livres au procureur fiscal pour deux mois d'appointements ; 150 livres à Bertrand de Falgayras, capitaine du Pont de Sorgues ; 144 livres à Louis de Sos, *alias* Malvicini, capitaine du château de Vaison. — Dépenses du trésorier pour son office (fol. 47) : 5 livres pour dépenses de deux rames de papier : « *duas raymas papiri* », pour l'usage de la Chambre de la trésorerie ; 5 livres au gardien de la bulle et du sceau de la cour moyenne du Venaissin : 12 livres pour copies des livres des comptes. — Résumé des comptes du trésorier (fol. 48), etc.

C. 135. (Cahier.) — In-folio, 6 feuillets, papier.

1398-1399. — Compte (fragments) de Bertrand Gautier, trésorier du Comtat-Venaissin. — État d'une taille perçue sur le clergé du pays et sur les chapellenies existant dans les lieux de Serres, Crillon, Modène, Caromb, Villes, St-Didier, Le Baucet, Bollène, Mazan, Mormoiron, Bédoin, Venasque et Velleron, etc.

C. 136. (Registre.) — In-folio, 15 feuillets, papier.

1400. — Compte (fragments) d'Etienne Bruni, trésorier du Comtat-Venaissin. — Compte de la cote des habitants de la judicature de Carpentras ; 500 florins remboursés à Charles Spiefami, changeur d'Avignon pour prêts faits au pays ; 156 florins remboursés au sieur André, épicier, d'Avignon, pour prêts faits au pays ; 400 florins 3 gros, au seigneur de Mazan, ayant stationné sur le chemin de Carpentras à Avignon, pour arrêter les brigands ; 30 florins au même, pour la même cause ; 250 florins au seigneur d'Aubignan pour la même cause ; 8 florins 8 gros, pour des lettres envoyées pour la convocation des trois États ; 6 florins pour la conduite de prisonniers de Carpentras à Avignon ; 163 florins 23 sous, pour la solde de gens d'armes ; etc.

C. 137. (Registre.) — In-folio, 129 feuillets, papier.

1402-1403. — Compte d'Antoine Laugier, de Carpentras, au nom de Siffrein Yson, trésorier du Comtat-Ve-

naissin. — Recettes : 858 florins de Thomas Peagier, changeur d'Avignon ; — 520 florins de Pierre Dantois, drapier ; — 50 florins de Jean Ralbier ; — 227 florins de Cathelin de la Roche (fol. 4). — Recette des sommes empruntées ou versées pour la solde des gens d'armes (fol. 5) : 1200 florins de Valentin Résaupier ; — 150 florins pour un emprunt de vaisselle et d'argent. — Recettes d'une cote de 6000 florins, frappée sur le pays (fol. 7) : de Sainte-Cécile, 73 florins 5 sous ; de Malaucène, 72 florins ; de Sérignan, 70 florins 12 sous ; de Vahéas, 66 florins ; de Mornas, 64 florins ; de Bollène, 98 florins ; de la Palud, 70 florins ; de Mornas, 66 florins. — Recettes de sommes pour le paiement des gens d'armes au service du pays (fol. 12) : 61 florins 8 sous pour paiement de drap ; — 75 florins pour le paiement de gages des arbalétriers pendant le mois de décembre ; — 53 florins pour être versés à Raymond de Mondragon ; — 58 florins pour être versés à Guillaume Dachier et à Robert de Digon ; — 65 florins pour paiement à noble Guillaume, seigneur de St-Roman. — Comptes des dépenses pour les gens d'armes tant pour Raymond de Mondragon (*Raymundi de Mondragon*), capitaine des gens d'armes, que pour les autres capitaines, le conseil d'Avignon et les États du Comtat ayant décidé que chaque homme d'armes avec 3 chevaux recevrait 20 florins par mois, et chaque homme d'armes avec 2 chevaux, 16 florins, et avec un cheval, 8 florins (fol. 18). — État des hommes d'armes qui ont servi du 27 août jusqu'à la fin septembre 1402 : Raymond de Mondragon, capitaine, pour 1 mois et 5 jours, a reçu 73 florins 8 sous ; — Godon de Livron, 73 florins pour 8 sous ; — Gilet Bellemère, avec 5 chevaux, 92 florins 2 deniers ; — Gratiot, de Malaucène, 60 florins ; — Jeannet de Porteaiguère, 73 florins 8 sous ; — Perrinet Larchier, 58 florins 8 sous 1 denier. — État des hommes d'armes entrés le 28 août 1402 (fol. 21) : Guillaume de Saint-Paul a reçu 67 florins 14 sous 6 deniers ; — Dalmas de Vesc, 67 florins 14 sous 6 deniers ; — le bâtard de Vaucouleurs (*del bastar de Vaucolor*), 58 florins 19 sous 3 deniers ; — Bernard Calvière, 67 florins 14 sous 6 deniers. — État des hommes d'armes entrés le 31 août (fol. 22). — État des hommes d'armes de la compagnie du bâtard de Pradines (fol. 25). — État des hommes d'armes entrés au service du pays le 1^{er} octobre 1402 (fol. 30) : Raymond de Mondragon, avec 3 roussins, a reçu 70 florins ; — Jehan de Navarre (*Johan de Navarra*), 70 florins ; — Dalmas de Vesc, 66 florins ; — le bâtard de Vaucouleurs, 58 florins ; — Jean de Clairfont, 66 florins ; — le bâtard de Favergues, 66 florins ; — François de Montbrun, 58 florins ; — le bâtard de Laubépine, 58 florins. — État des arbalétriers au service du pays sous les ordres de Husson du Sap (fol. 40). — Dépenses faites par la ville d'Avignon et le Comtat Venaissin (*del Comtat de Ve-*

naissin) pour Raymond de Mondragon et ses gens d'armes et pour les arbalétriers et archers envoyés contre le seigneur d'Entremont et ses gens, du commandement des cardinaux du Sacré Collège (fol° 16) du 17 août à la fin septembre: 1500 florins 20 sous 10 deniers; — pour les gens d'armes arbalétriers et autres pendant tout le mois d'octobre, 2005 florins 11 sous 2 deniers; — pour les gens d'armes pendant le mois de novembre, 1961 florins; — 272 florins au bâtard de Pradines, à Visan; — 170 florins à Husson du Sap, capitaine des arbalétriers pour les gages du mois de novembre; — 16 florins à Dalmas de Vese pour le reste de ses gages. — Sommes payées à noble Pons de Langeac (*Poncet de Langiac*), recteur du Comtat (*tel dieu Comtat*), pour la défense du pays (fol° 60): 277 florins au bâtard de Pradines; — 162 florins au bâtard de « *Brabanses* ». — Solde des arbalétriers pendant le mois de décembre (fol° 65). — Solde des archers pendant le dit mois (fol° 67). — Solde des gens d'armes ayant servi dans la compagnie du recteur, pour défendre le pays et pour exécuter le traité avec le seigneur d'Entremont, pendant les mois de décembre et janvier 1402 (fol° 70): 272 florins au bâtard de Pradines; — 129 florins 6 sous au bâtard de Brabanses; — 70 florins au bâtard de Lagarde. — Solde des arbalétriers pendant le mois de décembre (fol° 76). — Solde des gens d'armes aux ordres du recteur pendant le mois de janvier 1402 (fol° 77): 197 florins au bâtard de Pradines; — 90 florins au bâtard de la Rivoire; 70 florins au seigneur de Saint-Roman. — Solde des sommes avancées aux gens d'armes du recteur, outre leurs gages (fol° 81): 70 florins au bâtard de Brabanses, pour le temps qu'il a servi dans la compagnie de Raymond de Mondragon et pour les trois semaines pendant lesquelles il a séjourné à Bonnieux. — Mention de l'accord intervenu entre noble Poncet de Langeac, sénéchal d'Auvergne, recteur du Comtat-Venaissin, et quelques capitaines de la compagnie de Guy de Montbel, seigneur d'Entremont, par lequel ils s'engagent à abandonner les places de Chantemerle, Reauville, Chalençon et Monsegur, qu'ils occupent, moyennant le paiement par le dit recteur de 6500 florins (fol° 84). — Sommes accordées aux capitaines de Guy de Montbel, en outre du paiement ci-dessus (fol° 84); — 500 florins à Nicolas du Tartre; — 100 florins à Guy de Notages; — 100 florins à Buffart, capitaine de Chalençon; — 141 florins à Lacour de Rougemont, autre capitaine de Chalençon et compagnon de Buffart. — Mention d'un second traité passé au mois de janvier 1403, entre le sire d'Entremont et le recteur du Comtat Venaissin, par l'intermédiaire du comte de Valentinois, et par lequel le recteur devait payer au sire d'Entremont 2500 florins, un coursier d'une valeur de 150 florins et un drap d'or de 100 florins pour sa femme (fol° 86). — État des sommes fournies à noble Poncet de

Langeac, sénéchal d'Auvergne et recteur du Comtat Venaissin tant pour ses frais de voyage d'Auvergne dans le Comtat-Venaissin que pour la poursuite des gens d'armes du sire d'Entremont (fol° 96): 600 francs valant 750 florins pour deux mois, à raison de 10 francs par jour; — 570 francs valant 625 florins pour le temps qu'il a occupé les fonctions de recteur; — 500 florins pour les dépenses des hommes d'armes que le Sacré Collège lui avait mandé de lever en Auvergne; — 2000 florins pour les dépenses des négociations dans le Valentinois pour les gens d'armes; — 1000 florins offerts au sénéchal par les trois États; — 300 florins pour les dépenses de l'accord fait entre Jean Retronchin et Cathelin de la Roque, représentant la ville d'Avignon, du 9 avril au 10 mai; — 100 florins payés par ledit recteur au bâtard de Pradines, ce qui porte la somme totale due au recteur à 5945 florins. — État des mêmes dépenses faites par le trésorier (fol° 12): 25 écus à 18 gros 6 deniers l'un, valant 35 florins 21 sous 6 deniers, par l'ordre du recteur et des élus, payés à Jean Quottang pour la dépense par lui faite pour aller vers le duc de Berry demander des secours en argent pour soutenir la guerre contre le seigneur d'Entremont; — 2 florins 18 sous 8 deniers pour le change de 800 florins d'or portés à Raymond de Mondragon; — 10 florins à Hugonin de Lanturgel pour aller dans le Valentinois surveiller les gens d'armes du sire d'Entremont qui s'avançaient; — 16 florins à Ponchet Fournier pour conduire les premiers gens d'armes passer le Rhône à Valence; — 5 florins au sieur Linier pour aller à Réauville et à Chantemerle et autres places pour les faire évacuer; — 6 florins au batard de Pradines pour conduire les gens d'armes venant du côté de Chalençon; — 4 florins 6 sous à Mérigon Robier pour faire évacuer les lieux de Reauville et de Chantemerle et pour conduire les gens d'armes au port de Valence; — 10 florins à l'envoyé du recteur pour conduire les gens de Michelan vers Valence; — 16 florins à huit hommes pour garder Chalençon; — 2 florins 20 sous au seigneur de Sainton pour conduire la garnison de Monsegur à Valence; — 2 florins à Alreas de Saint-Paul envoyé à Chantemerle pour chercher les derniers gens d'armes du dit lieu pour les conduire à Valence; — 6 florins à Guinet Raymond pour la garde de Chalençon; — 15 florins à Jean Rabot et Jean de Mazo pour l'acte de la sentence prononcée par le comte de Valentinois entre le Comtat et le sire d'Entremont. — Résumé des comptes d'Antoine Laugier (fol° 127) etc....

C. 138. (Registre.) — In-folio, 126 feuillets, papier.

1402-1403. — Compte d'Antoine Laugier, au nom de Siffren Ysson, trésorier général des États du Comtat-Venaissin. Tables du dit compte (fol° 2). — Recettes de 850

florins de Thomas Péagier, changeur ; de 1975 florins de Tinet Rogière ; de 1364 florins de Philippe Malagonela ; 416 francs valant 520 florins de Pierre Dartois, drapier ; de Tinet Rogière, un change en drap d'or et en drap de Damas évalué à 1000 francs valant 864 florins ; de Jean Bulhier, un change sur Paris de 500 florins. — Recettes des sommes imposées pour l'évacuation des gens d'armes du sire d'Entremont, 3200 florins de Siffrein Ysson, trésorier, 537 florins 5 sous du même trésorier ; 1515 florins du clergé de la judicature de Carpentras ; 150 florins du dit trésorier en vaisselle et argent ; 10 florins 18 sous pour l'avance d'une partie de la vaisselle d'argent portée aux gens d'armes se trouvant à Valréas, Valence, Chantemerle et autres lieux : — Somme des recettes pour l'évacuation des gens d'armes, 5569 florins 23 sous. — Recettes des cotes de 6000 florins chacune, assises en divers lieux (fol° 9 : cote de Sainte-Cécile, 23 florins 5 sous ; de Malaucène, 22 florins ; de Valréas, 16 florins ; de Bollène, 38 florins ; de Visan, 68 florins. — Recettes faites à Carpentras des sommes dues pour payer les gens d'armes au service du pays (fol° 14). — État des gens d'armes de Raymond de Mondragon (fol° 22). — État des gens d'armes de Raymond de Mondragon au 29 août 1402 (fol° 24) : — les gages du bâtard Cathalan sont de 22 florins ; ceux du bâtard de Vaucouleurs de 8 florins, 18 sous, 3 deniers ; ceux de Jean de Clarefont, de 16 florins, 12 sous, 10 deniers ; ceux de Pierre de Lauzon, de 16 florins, 12 sous, 10 deniers. — État des gens d'armes à gages, le premier jour de septembre (fol° 26). — État des gens d'armes de la compagnie du bâtard de Pradines et leurs gages (fol° 29) : le bâtard de Pradines, avec 6 roussins, 25 florins, 14 sous, 6 deniers ; Bertrand de Las, avec 3 roussins, 10 florins, 16 sous ; le bâtard de Banacha, avec 1 roussin, 4 florins, 6 sous ; Pierre de la Rosselière, avec 2 roussins, 5 florins, 8 sous ; Girard de Borges, avec 2 roussins, 5 florins, 8 sous ; Robin de Belmont, avec 2 roussins, 5 florins, 8 sous ; le bâtard de la Fortière, avec 1 roussin, 2 florins, 16 sous ; Antoine de Belmont, 2 florins, 16 sous ; le bâtard Falco avec son frère et 2 roussins, 2 florins, 3 sous, 1 denier. — État des gens d'armes de la compagnie du bâtard de Brabanses (fol° 30). — État des gages de la compagnie de Raymond de Mondragon, pendant le mois de novembre, 1966 florins (fol° 47). — Dépenses faites par la cité d'Avignon et par le « Comtat de Venaissin » pour la compagnie de Raymond de Mondragon, tant pour les gens d'armes que pour ses arbalétriers et archers employés contre le seigneur d'Entremont et ses gens du commandement des cardinaux du Sacré-Collège de la ville d'Avignon et du Comtat-Venaissin (fol° 50). — État des dépenses pour les gens d'armes retenus par la cité d'Avignon et par le Comtat-Venaissin, par noble Pons de Langeac, recteur du Comtat, pour la défense du

pays et pour exécuter l'accord intervenu avec le seigneur d'Entremont pendant les mois de décembre et de janvier 1402 (fol° 64) : 272 florins au bâtard de Pradines, avec 37 roussins, 162 florins au bâtard de Brabanses, avec 10 hommes d'armes, 30 roussins et 2 archers envoyés à Bonnieux pendant trois semaines, ce qui donne 20 florins par homme d'armes et par mois, et 8 florins par mois pour l'archer ; 100 florins à Antoine d'Autun avec 10 hommes d'armes pour 15 jours, aux gages de 20 florins par mois. — État des sommes payées aux arbalétriers pendant le mois de décembre 1402 (fol° 69). — État des sommes payées par Antoine Laugier du commandement du recteur aux capitaines à la solde du Comtat, sur la somme de 7746 florins spécifiée dans le premier accord passé avec le sieur d'Entremont (fol° 92). — État des sommes remises à Pons de Langeac, sénéchal d'Auvergne et recteur du Comtat-Venaissin (fol° 100). — État des sommes pour lesquelles le trésorier a répondu pour le complément des 6000 florins dus au seigneur d'Entremont (fol° 109). — État des mêmes dépenses du recteur (fol° 114 etc.

C. 139. (Registre.) — In-folio, 110 feuillets, papier.

1402-1403. — Compte de Siffrein Ysson, trésorier général des trois États du Comtat-Venaissin. — Recettes de deux tailles de 6000 florins chacune, de l'impôt du sel, des arrérages et des prêts (fol° 1). — Taille de 6000 florins du mois de juin 1402 : l'évêque de Carpentras et son clergé, 500 florins ; l'évêque de Vaison et son clergé, 81 florins 12 sous, l'évêque de Cavaillon et son clergé, 228 florins 9 deniers ; l'évêque d'Apt et son clergé, 40 florins 8 sous 10 deniers ; — l'évêque d'Avignon, 12 florins ; l'évêque de St-Paul-Trois-Châteaux, 24 florins 14 sous 4 deniers ; l'évêque d'Orange, 137 florins 12 sous. — La cote des évêques pour cette taille s'élève à 1246 florins 6 sous. — Taille sur les barons et vassaux de la judicature de Carpentras (fol° 3) : les coseigneurs d'Entraigues, 14 florins 6 sous ; les coseigneurs de Vedène, 13 florins 18 sous ; les coseigneurs de Caderousse, 27 florins 12 sous ; le seigneur de Sérignan, Camaret, Travaillan, 31 florins 18 sous ; — les coseigneurs de Vénasque et de St-Didier, 16 florins 8 sous ; le seigneur de Méthamis, 7 florins 4 sous ; noble Astouaud d'Astouaud, seigneur de Méthamis, 27 florins 12 sous ; noble Jean de Retronchini, coseigneur de Mazan, 13 florins ; le seigneur de Bedoin, Baumes et Loriol, 41 florins ; le seigneur de Crillon, 10 florins 6 sous ; le seigneur de Caromb, 41 florins ; le seigneur de St-Hippolyte, 6 florins 2 gros ; le seigneur du Barroux, 9 florins 3 gros ; le seigneur de Malaucène, 41 florins ; le seigneur de Beaumont, 9 florins 6 sous ; noble Ripert du Puy, coseigneur d'Entrechaux, 7 florins 4 sous ; les coseigneurs de Puyméras, 10 florins 18 sous ; les coseigneurs de St-Romain-en-Viennois, 4 florins

16 sous ; le seigneur de St-Roman-de-Malegarde, 5 florins 4 sous ; le seigneur de Vacqueyras, 5 florins ; le seigneur de Durban, 3 florins ; le seigneur d'Aubignan, 15 florins 20 sous. — État des communautés de la judicature de Carpentras et montant de la cote pour chacune (fol° 5). — État de la cote des barons et vassaux de la judicature de l'Isle (fol° 8) : le seigneur du Thor, 55 florins 12 sous ; — le seigneur de Châteauneuf, 36 florins 12 sous ; les coseigneurs de St-Saturnin d'Avignon, 10 florins 8 sous ; les coseigneurs de Caumont, 20 florins 8 sous ; les coseigneurs des Taillades, 8 florins 4 sous ; le seigneur de Robion, 19 florins 8 sous ; le seigneur de Maubec, 12 florins 4 sous ; les coseigneurs de Ménerbe, 10 florins 6 sous ; les coseigneurs de St-Saturnin, 12 florins 6 sous ; le seigneur de Croagnes, 4 florins 2 sous ; le coseigneur de Lagnes, 9 florins 3 sous ; le coseigneur de Velleron, 10 florins 12 sous. — État des communautés de la judicature de l'Isle et montant de la cote pour chacune (fol° 10). — État de la cote des barons et vassaux pour la judicature de Valréas (fol° 11) : les coseigneurs de Valréas, 19 florins ; les coseigneurs de Rousset, 7 florins 7 sous ; les coseigneurs des Aubres, 7 florins 12 sous ; les coseigneurs de Valouse, 4 florins ; les coseigneurs d'Eyrolles, 4 florins 12 sous ; les coseigneurs de la Garde-Paréol, 5 florins 18 sous ; les coseigneurs de Rochegude, 6 florins ; les coseigneurs de Darboux, 5 florins 12 sous ; les coseigneurs de Buisson, 9 florins ; les coseigneurs de la Bastide, près Mornas, 9 florins ; les coseigneurs de la Motte, 8 florins ; les coseigneurs de La Batie des Raynauds, 3 florins ; les coseigneurs de Pierrelatte, 13 florins ; le chapitre de St-Paul-Trois-Châteaux, pour la seigneurie de Solérieu, 3 florins 6 sous. — État des communautés de la judicature de Valréas et montant de la cote pour chacune (fol° 13). — Recette d'une taille de 6000 florins assise au mois de janvier 1402, pour avoir la paix avec les gens d'armes du seigneur d'Entremont (fol° 16). — Recette de l'imposition du sel pour les deux années 1402 et 1403 (fol° 31) : 16 florins reçus de Bernard Brocheti, concessionnaire du dit impôt. — État des arrérages (fol° 32). — État de l'argenterie changée à Carpentras pour contribuer au paiement des gens d'armes du sieur d'Entremont (fol° 35) : 3 tasses d'argent du poids de 2 marcs 7 onces 15 deniers ; 2 tasses d'argent d'un marc 30 onces 15 deniers ; 2 tasses et 1 gobelet avec pied de 3 marcs 2 deniers ; 4 tasses, 2 petites et 2 grandes, de 2 marcs 4 onces. — Somme totale des recettes, tant des tailles que des revenus du sel, des arrérages et du change : 13409 florins 22 sous. — Compte des dépenses faites par Siffrein Yson pour l'année 1402 (fol° 41) : 11 florins 20 sous pour le port de lettres closes à certains seigneurs pour les consulter ; — 1 florin à Étienne Bernard pour le port d'une lettre à Raymond de Mondragon pour congédier les gens d'armes qu'il

avait recrutés pour combattre le sieur d'Entremont ; — 2 florins 12 sous à Pierre Asteric, envoyé à St-Martin-de-la-Brasque vers le bâtard de Robergues pour l'enrôlement d'un certain nombre de gens d'armes contre le sieur d'Entremont ; — 1 florin 6 sous à Jean Ayglaud, porteur d'une lettre du recteur ; — 1 florin 7 sous à Christophe Ruffi pour porter une lettre à Avignon de la part du recteur aux cardinaux de Saint-Ange et d'Albano, les prévenant que les gens du seigneur d'Entremont doivent entrer dans le Comtat ; — 1 florin 16 sous à Étienne Textoris, de Pierrelatte, pour le port de lettres au recteur le prévenant que les gens d'armes du seigneur d'Entremont sont logés à Aiguebelle (*in loco de Aquabella*) ; — 2 florins à Siffrein Gautier, trompette, envoyé par le recteur vers le seigneur d'Entremont, logé à Aiguebelle avec 500 hommes d'armes pour connaître si son intention est d'envahir le Comtat (*carrere Comitatum*) ; — 1 florin 13 sous à Jean Boniati pour porter une lettre à Chamaret (*Camareto*) avisant que les gens d'armes du sieur d'Entremont vont y arriver et loger ; — 1 florin à Jean Eitan, porteur d'une lettre, à Rasteau, à Jean Jourdain pour connaître l'état, l'intention et le nombre des gens d'armes du sieur d'Entremont, attendu qu'il a vécu avec eux ; — 1 florin 16 sous à Comtois la Baume, de Montélimar, porteur d'une lettre au recteur, le prévenant que les gens d'armes du sieur d'Entremont ont envahi Bollène ; — 1 florin 4 sous à Jean Aiglaud, sergent, porteur de lettres du recteur à Raymond de Mondragon, chevalier, l'appelant à Carpentras pour rassembler des gens d'armes ; — 1 florin 12 sous à Guillaume Raimond, porteur d'une lettre de Raymond de Mondragon, capitaine des gens d'armes du Comtat, au recteur lui rendant compte de l'envahissement de Bollène par les gens d'armes du sieur d'Entremont ; — 1 florin 5 sous à Jacques Giraud, de Carpentras, porteur de lettres à Pernes et à l'Isle pour informer de l'arrivée des gens d'armes ennemis dans le Comtat ; — 1 florin 6 sous à Jean Boniati pour porter des lettres du recteur aux cardinaux d'Albano et de Saint-Ange au sujet des affaires du pays ; — 1 florin 5 sous à Jacques Giraud, de Carpentras, pour le port de lettres du recteur à l'Isle avertissant que des gens d'armes avaient pénétré dans la Valmasque (*in Valle masca*) ; — 1 florin 6 sous à Barthélemy Borgarelli, de Sainte-Cécile, pour porter au recteur une lettre du capitaine du dit lieu l'avertissant que des gens d'armes assiégeaient Sainte-Cécile ; — 1 florin 6 sous à Jean Vital, de Carpentras, pour porter aux cardinaux du Sacré Collège à Avignon des nouvelles des gens d'armes ; — 1 florin 12 sous à Salvator Salvati, de Carpentras, porteur de trois lettres du recteur, en certains lieux de la judicature de Carpentras, convoquant les nobles et hommes du tiers pour conseiller le recteur au sujet du traité de paix avec le

sieur d'Entremont ; — 1 florin 18 sous à Jacques Arnoux, de St-Vincent-de-Miraval, porteur de lettres du capitaine du dit lieu annonçant que Guillaume Gassier se trouve avec 500 chevaux près de Sisteron ; — 1 florin 15 sous à Jean Bonati, porteur de cette nouvelle à Raymond de Mondragon, à Bollène ; — 1 florin 3 sous à Antoine Fortis, envoyé par le recteur à Aubignan et à Vaqueyras pour recruter des hommes pour défendre ces localités ; — 3 sous à Jacques Giraud envoyé aux syndics du Barroux parce qu'on avait des doutes sur le château ; — 1 florin 6 sous à Falconet Chaberti, de Valréas, porteur de lettres annonçant que les gens d'armes du sire d'Entremont, devaient prendre deux forteresses, dans la Valmasque ; — 6 sous à Antoine Fortis, porteur de lettres du seigneur de Malaucène au recteur lui signalant un rassemblement se formant en Provence pour envahir le Comtat ; — 4 sous à Martin Barral, de l'Isle, annonçant que les Provençaux devaient prendre Bonnieux ; — 16 sous à Antoine Marsani, de Carpentras, envoyé par le recteur à Chantemerle avec des lettres closes adressées à certains capitaines au sujet du traité avec le sire d'Entremont. — Dépenses de l'année 1403 (fol° 51) : 1 florin 4 sous à Jean Bonniati pour le port des lettres des convocations des trois États dans les judicatures de Carpentras et de Valréas ; — 5 florins à Jean Ayglaud, sergent, porteur d'une lettre du recteur à Geoffroy de Venasque pour la garde de Méthamis ; — 1 florin 4 sous à Jean Comitis pour le restant dû du port de certaines lettres de marque réclamées par les gens d'armes du sire d'Entremont contre les lieux du Thor, de Cavaillon et de Ménerbe ; — 1 florin 10 sous à Antoine Odoli, payés par lui à Imbert de Baux (*de Baucio*), de Carpentras, porteur d'une lettre des conseillers de Valréas dénonçant la course faite sur le territoire de Mormoiron par les gens du sire d'Entremont ; — 1 florin 8 sous à Guillaume Simoneti, porteur d'une lettre, à Caderousse, à noble Raymond d'Ancezune pour qu'il se rende à Avignon, le cardinal de Saint-Ange ayant demandé qu'un certain nombre de personnes y soient envoyées pour le traité à intervenir avec le pape ; — 1 florin 8 sous à Étienne Michel, porteur de lettres du recteur aux cardinaux de St-Ange et d'Albano ; — 1 florin à Hugues Logni et à Guillaume Alberti, envoyés pour contraindre certains personnages à prêter de l'argent et de la vaisselle pour la paix avec le sire d'Entremont ; — 1 florin 6 sous à Imbert pour la copie des conventions passées entre les cardinaux et le pape pour la paix ; — le 13 mars, à Antoine Odoli, 20 sous pour porter des lettres de garde dans une judicature de l'Isle sur la nouvelle que le pape était sorti du Palais (*propter nova quod dominus noster Papa exivit de Palatio*) ; — le 11 mars, 1 florin 2 sous à Jean Ayglaud, porteur de

lettres dans la judicature de Carpentras dénonçant la sortie du pape du Palais : *denunciato exitum domini nostri Papae de Palatio* ; — le 29 mars, 1 florin à Guillaume Ferrier, chapelain de noble Pons de Langeac, pour le sceau des lettres de convocation des trois États. — Dépenses d'ambassades et de voyages (fol° 56) : Le 16 juillet 1402, 3 florins à Jean Guintardy, envoyé en Dauphiné pour savoir si le sire d'Entremont entend venir contre le Comtat ; le 17 juillet 4 florins 12 gros à Pierre Cesterri, envoyé à Vienne pour épier les mouvements du sire d'Entremont ; le même jour 2 florins à Jean Terbardi, de Romans, venu annoncer au Recteur que le sire d'Entremont se trouve avec 500 chevaux au Pont-du-Beauvoisin et annonce qu'il marche sur le Comtat-Venaissin ; le 24 juillet, 2 florins 16 sous à Jacques Giraud, de Sainte-Cécile, envoyé à Valence pour surveiller les gens d'armes du sire d'Entremont ; le 28 juillet, 3 florins, à Pierre de Sambrion, envoyé à Châlençon pour surveiller les mêmes gens d'armes à leur entrée au dit lieu ; 2 florins à Raymond d'Ancezune, de Caderousse, envoyé par le recteur aux cardinaux du Sacré-Collège, porteur de nouvelles secrètes ; 1 florin à noble Guillaume de Sènas, de Pernes, venu de Tarascon, porteur de lettres de Louis, roi de Jérusalem et comte de Provence, au recteur ; 7 florins à Pierre de Sambrion, envoyé à Châlençon et à Chantemerle, porteur de sauf-conduit aux capitaines du sire d'Entremont, pour traiter de la paix. — Dépenses de garde de certains châteaux (*Fortalitia*) à cause de la crainte des gens d'armes du sire d'Entremont et de paiements faits au garde des montagnes (fol° 60) : 7 florins à Alfau de la Roque, capitaine du Barroux ; 2 florins à Antoine Speluze, capitaine de la Fare (*ad custodiendum Farram*) ; 1 florin, 9 sous à Martin Pelenchier, pour 17 journées d'hommes, pour détruire le rocher de la Fare, par crainte des gens d'armes du sire d'Entremont ; 1 florin 19 sous pour le reste de 29 journées d'hommes employés à détruire les murailles restant à la Fare ; 48 florins à Guillaume Audibert, capitaine de Cabrières ; 2 florins à Guillaume Audibert et Paul Porterii, pour la garde de Vacluse ; 2 florins à Pierre Palmieri, pour la garde de Saumane ; 16 florins à noble Bernard Borgononi de l'Isle, capitaine du dit lieu de Saumane ; 7 florins à noble Geoffroy de Venasque, seigneur de Méthamis, pour la garde du dit lieu. — Dépenses extraordinaires pour certains ambassadeurs (fol° 64) : 100 florins au bâtard de Robergues, pour le recrutement de gens d'armes pour la défense du pays ; 2 florins à Guillaume Rolland, envoyé vers le sire d'Agout et le seigneur de Ventairol, leur mander de venir avec leurs gens d'armes pour la défense du pays ; 41 florins, 14 sous à Jean Bermond, envoyé pour pourvoir aux dépenses du recteur et des envoyés pour le traité avec les gens d'armes du sire d'Entremont à Malaucène et à

Mirabel ; 3 florins à Jean Mercorii et à Jean Mostérii, envoyés à Avignon, avec noble Raymond d'Ancezune et le trésorier pour voir les conventions faites avec le Pape ; 2 florins à Barthélemy Lemogiis et à Jean Scarati, de l'Isle, pour avoir conduit le bâtard de Brabanses et ses gens de nuit, à Bonnioux ; 18 florins à Bertrand Gauthier, pour 18 jours qu'il est resté à Valréas, avec deux chevaux, avec noble Pons de Langeac, pour discuter les marques demandées par les gens d'armes du sire d'Entremont. — Dépenses pour le recouvrement de la taille de 6000 florins (fol° 66). — État des sommes payées aux gens d'armes à la solde du Comtat-Venaissin (fol° 70). — État des sommes versées à Antoine Laugier, pour l'évacuation des gens d'armes du sire d'Entremont (fol° 74). — État des sommes versées à Pons de Langeac et à ses gens d'armes, pour la dite évacuation (fol° 75). — Dépenses soldées à Pons de Langeac, recteur du Comtat-Venaissin, et à ses gens d'armes, pour la poursuite de l'évacuation du pays par les gens d'armes du sire d'Entremont (fol° 89). — Dépenses de lettres et de sceau (fol° 92), etc.

C. 140. (Registre.) — In-folio, 90 feuillets, papier.

1403-1404. — Comptes de Siffrein Yson, trésorier général des Etats du Comtat. — Recettes de l'impôt du sel, de la taille de 6000 florins et des arrérages (fol° 2) : la recette du sel est vendue à Bermond Brochetti et à ses associés, pour cinq ans, commençant à la St-Jean-Baptiste 1404, au prix de 5000 florins. — Recettes de la taille : 198 florins de l'évêque de Carpentras ; 161 florins 6 sous de l'évêque de Vaison ; 160 florins de l'évêque de Cavaillon ; 32 florins de l'évêque d'Apt ; 18 florins de l'évêque d'Avignon ; 33 florins de l'évêque de St-Paul-Trois-Châteaux ; 137 florins de l'évêque d'Orange. — Recettes des vassaux et barons (fol° 6) ; 10 florins 15 sous 10 deniers des co-seigneurs d'Entraigues ; 6 florins des co-seigneurs de Vedène ; 27 florins des co-seigneurs de Cadrousse ; 16 florins des co-seigneurs de Venasque ; 27 florins de noble Astouaud d'Astouaud, co-seigneur de Mazan ; 13 florins de noble Jean Retronchini, co-seigneur de Mazan ; 39 florins du seigneur de Bédoin, Baume et Loriol ; 9 florins du seigneur du Barroux ; 40 florins du seigneur de Malaucène ; 8 florins des co-seigneurs de Beaumont ; 7 florins de noble Ripert du Puy, co-seigneur d'Entrechaux ; 15 florins du seigneur de Vacqueyras ; 15 florins 12 sous du seigneur d'Aubignan. — Recettes des communautés de la judicature de Carpentras (fol° 9). — Recettes des barons et vassaux de la judicature de l'Isle (fol° 14). — Recette des barons et vassaux de la judicature de Valréas (fol° 15). — État des arrérages dus au pays (fol° 17). — État des dépenses de procédures et de sceau recouvrées sur diverses personnes (fol° 28). — Dépenses de lettres et de sceau et de port de lettres

(fol° 33). — État des menues dépenses (fol° 45) ; 32 sous pour achat de pain, vin, cerises pour des gens venus assister à la séance des États ; 6 sous à Guillaume Rolland, de Carpentras, porteur de quittances pour noble Pons de Langeac ; 4 sous à Pierre de Baux, de Carpentras, porteur d'une lettre au Pont de Sorgue, à Bertrand Vincenti et Guillaume de Leuse pour leur demander d'intervenir près du Recteur, pour les affaires de l'abbaye de St-André et du seigneur d'Aubignan ; 6 sous à Boniface Fabre, pour port d'une lettre close du Recteur à Valréas, pour prévenir que 50 hommes d'armes avec des échelles sont entrés dans le Comtat ; 3 florins à Valentin Clément, notaire, pour un vidimus de l'accord intervenu avec le sire d'Entremont et ses gens ; 1 florin au même, pour la copie des conventions passées avec le sieur d'Entremont, scellée de cinq sceaux avec les noms et surnoms des dites gens et pour une copie de la délibération du conseil pour l'évêque de Sisteron ; 1 florin à Comtois La Brune, de Montelimar, porteur de lettres annonçant que des gens d'armes ont traversé le Rhône ; 16 sous à Siffrein Bezunsoni, porteur de trois lettres closes à Avignon, Tarascon et Beaucaire annonçant le passage de gens d'armes ; 12 sous à Jean Silvestre porteur de lettres de noble Étienne de Mauriac, capitaine de Mornas, signalant la présence de gens d'armes de l'autre côté du Rhône s'apprêtant à traverser le fleuve pour ravager le Comtat ; 12 sous à Jean Boyssière, clerc de Thomas de La Merlie, pour être allé à Avignon chercher la copie de l'accord passé avec le sire d'Entremont ; — 2 florins 18 sous à Valentin Clément, notaire, pour une copie du traité avec le sieur d'Entremont ; — 6 sous au clerc qui l'a écrit ; — 2 sous pour cire blanche et cordon pour le sceau. — Dépenses sur les revenus de l'imposition du sel (fol° 51). — Dépenses payées par le trésorier pour le recteur, Pons de Langeac (fol° 60). — Dépenses payées sur les emprunts faits pour l'évacuation des bandes du sieur d'Entremont (fol° 62) : 323 florins 14 sous à Bermond Brochetti, syndic de Carpentras, en remboursement des sommes prêtées par la ville ; — 221 florins 12 sous 6 deniers pour prix de la vaisselle prêtée par certains habitants de Carpentras. — Dépenses payées au seigneur de Mazan ; — 14 florins à noble Pierre de Lauzon, d'Orange, pour solde de ses gages, pendant le temps qu'il a servi dans la compagnie de Raymond de Mondragon. — Dépenses des diètes, des auditeurs des comptes et autres officiers (fol° 65). — Dépenses extraordinaires et d'ambassades (fol° 70) : 170 florins à noble Ricci de Amanatis et Antoine Laugier pour dépenses par eux faites dans le Dauphiné pour empêcher la venue des gens d'armes devant dévaster le Comtat ; — 5 florins 20 sous à noble Bertrand Bérenger et Siffrein Andrée, syndics de Mazan, pour les gages de dix hommes envoyés au Thor en 1401, pour empêcher que des gens d'armes ne s'en emparent ; — 12 flo-

rins à Guillaume d'Orange, seigneur de St-Romain, et à Bertrand de St-Jean, désignés par le recteur et le conseil des États, pour aller vers le comte de Valentinois et Imbert de Beaumont, au sujet de la réclamation de ce dernier, de 400 florins, au pays. — État des sommes payées à noble Pons de Langeac et à ses gens (fol^o 74). — État des arrérages dus au pays (fol^o 86), etc.

C. 141. (Registre.) — In-folio, 68 feuillets, papier.

1404-1405. — Compte de Bertrand de Vincent, trésorier des États du Comtat. — État des arrérages (fol^o 1). — Recettes provenant des juridictions et levées par les clavaïres (fol^o 2) : le clavaire de Carpentras, 95 livres ; le clavaire de Pernes, 15 livres ; le clavaire de Cavaillon, 22 livres ; le clavaire de Bonnieux, 6 livres 11 sous 6 deniers ; le clavaire de l'Isle, 10 livres 2 sous 5 deniers ; le clavaire de Valréas, 5 livres 18 sous 11 deniers ; le clavaire de Mormoiron, 2 livres 7 sous 6 deniers ; le clavaire de Séguret, 1 livre 5 sous 6 deniers. — Recettes des revenus généraux (fol^o 32) : les revenus de Pernes, 183 florins ; les revenus de l'Isle, 136 florins ; les revenus de Cavaillon 51 florins ; les revenus de Bonnieux, 23 florins ; les revenus de St-Saturnin d'Apt, 3 florins ; les revenus de Saumanes, Lagnes et Cabrières, 22 florins ; les revenus de Mormoiron, 85 florins ; les revenus de Visan, 140 florins ; les revenus de Valréas, 100 florins ; les revenus de Caderousse, 27 florins. — Recettes des droits de bulle et de la cour majeure du Venaissin (fol^o 35). — Recettes des droits de sceau (fol^o 36). — Recettes des condamnations (fol^o 37) : 30 florins de Jacques Marini, boucher, de Carpentras, pour avoir tenu son bétail dans le territoire de Carpentras, contre les défenses du juge des appellations du Venaissin ; — 20 livres de Jean de Veyla, pour avoir blessé la femme de Raymond Mayfredi, condamné à être fustigé ou à payer l'amende ; — 40 sous d'Antoine Loqueti pour avoir accusé Guillemette, femme de Michel Luquenqui, d'avoir des relations avec Bertrand Le Masseliés. — Recettes extraordinaires (fol^o 39). — Traitements ordinaires : 230 livres 15 sous 4 deniers au trésorier ; — 60 livres au juge ordinaire de Carpentras pour ses appointements ; — 60 livres à Guillaume de Leuse, juge des appels du Comtat-Venaissin ; — 14 livres à Raymond Armî, juge majeur de Carpentras ; — 60 livres à Pons Moleti, juge de l'Isle ; — 60 livres à Pierre Dalphini, juge de Valréas ; 120 livres au sieur d'Alley, lieutenant du recteur et procureur fiscal du Comtat ; — 23 livres au viguier de Pernes ; — 11 livres au viguier de Cavaillon ; — 17 livres 5 sous au viguier de Mormoiron ; — 23 livres au châtelain de Visan ; — 15 livres au baile de Bollène ; — 168 livres à noble Antoine Burgondionis, de l'Isle, châtelain d'Oppède ; — 240

VAUCLUSE. — SÉRIE C.

livres à Bertrand de Castillon, châtelain du Pont de Sorgues ; — 34 livres 13 sous 4 deniers à Bertrand de Castillon, capitaine du Palais Apostolique, du Pont de Sorgues, pour la garde du dit palais, à raison de 100 florins par an ; — 100 livres au capitaine d'Entraigues ; — 144 livres à Guillaume Berger, prévôt et chanoine de Vaison, châtelain et capitaine du château du duc de Liancourt ; — 20 livres à noble Bertrand de La Garde, châtelain de Séguret ; — 120 livres à noble Guillaume d'Orange, *« Goubernador d'Orange »*, seigneur de St-Romain-de-Malegarde, baile de Montémar ; — 18 livres au trésorier pour aller prendre possession du prieuré de Bollène. — Dépenses soldées sur l'impôt du sel (fol^o 57). — Dépenses de sommes payées à divers, par ordre de noble Pons de Langeac, recteur du Comtat-Venaissin (fol^o 60), etc.

C. 142. (Registre.) — In-folio, 50 feuillets, papier.

1404-1405. — Compte rendu par Antoine Laugier au nom de Bertrand Gautier, trésorier général des États du Comtat-Venaissin. — Recettes de 5505 florins de Bertrand Gautier, trésorier général pour divers paiements ; — 100 florins 11 sous de Jacques Resaudi. — Dépenses faites pour la guerre entreprise contre Imbert de Beaumont alias Pellafol, au nom du Comtat-Venaissin et de la cité d'Avignon, par l'ordre d'Antoine de Luna, recteur, et des élus du pays, tant pour les cavaliers que pour les fantassins (fol^o 3). — Dépenses de noble Astouaud d'Astouaud, seigneur de Mazan, engagé, avec 15 hommes d'armes, à la solde du Comtat et de la ville d'Avignon ; — 50 florins 16 sous au dit Astouaud en juin de l'année 1404, à raison de 20 florins par mois, jusqu'au 24 août, faisant deux mois seize jours ; — 41 florins 14 sous à Bertrand de St-Jean, de Bollène, ayant servi avec deux chevaux pendant deux mois dix-neuf jours ; — 20 florins à Peyronet du Château ; — 40 florins à Jean Malvicini, d'Entraigues ; — 40 florins 12 sous 10 deniers à noble Ferrier Sperandei, de Bédoin, pour deux mois et 16 jours, avec deux chevaux ; — 46 chevaux 16 sous à noble Jean Malibernardi, de Velleron, pour deux mois et dix jours ; — 28 florins 19 sous 6 deniers à noble Jean Guinet Raymond, du Thor, pour un mois et 21 jours, avec deux chevaux ; — 27 florins 10 sous à noble Eleziar, de Morières, pour un mois et 21 jours ; — 25 florins à Guillaume de Saint-Paul, d'Orange, pour un mois et 18 jours. — 24 florins à *« Le clerc »* d'Oppède, pour un mois et 18 jours. — Total des soldes du seigneur de Mazan et des gens d'armes ayant servi aux frais du pays, du 9 juin au 24 août : 499 florins 11 sous 8 deniers. — Dépenses des autres gens d'armes réunis par le seigneur de Mazan, sur l'ordre du Recteur et des élus du pays (fol^o 6) : 40 florins au seigneur de St-Roman ; — 40 florins à Antoine Seytres, de

Montélimar : — 40 florins à Bertrand de St-Jean ; — 40 florins à Girard de Lagude ; — 40 florins à Louis de Pontevès, avec trois chevaux ; — 40 florins à Ferrier Sperandei, avec trois chevaux ; — 40 florins à Guillaume de St-Paul, avec trois chevaux. — Dépenses des mêmes hommes d'armes, du 25 octobre au 20 novembre 1404 (fol. 9). — Dépenses faites pour la solde du sieur de l'Aubespain et de ses gens d'armes à Montélimar (fol. 10) : 43 florins à Dalmas de Vese, avec trois chevaux ; — 43 florins 8 sous à Jacques du Rieu, avec trois chevaux, à 20 florins par mois. — Dépenses pour la solde du sieur de Vieux et de ses cinq hommes (fol. 13) : 43 florins à Jacques de Villemur, chevalier, avec trois chevaux, à 20 florins par mois ; — 43 florins 8 sous à Pierre de Gap, avec trois chevaux, à 20 florins par mois ; — 43 florins 8 sous à Rainbaud, de Vacqueyras, avec trois chevaux, à 20 florins par mois. — Dépenses de la solde du sieur Gordinet, avec dix hommes d'armes et 3 chevaux (fol. 14). — Dépenses de la solde du bâtard de Brabenses, avec 4 hommes et 12 chevaux (fol. 15). — Dépenses de la solde d'Antoine le Vieux, de Gap, avec sept hommes d'armes (fol. 16). — Dépenses pour les archers (fol. 17). — Dépenses des 50 fantassins à la solde de la ville d'Avignon (fol. 22) : — 300 florins pour les cinquante hommes pour un mois, à raison de 6 florins par homme. — Dépenses pour la bande de fantassins des capitaines Ansa et Macardi (fol. 23). — Dépenses pour les fantassins de Salon au nombre de 22 hommes d'armes (fol. 26). — Dépenses pour les arbalétriers de Marseille (fol. 27). — État général, dressé par Antoine Laugier, des gens d'armes, arbalétriers et gens de pied à la solde du pays, pour la guerre contre le sire de Beaumont (fol. 31). — Dépenses soldées aux gens de pied de la ville d'Avignon (fol. 34) : 369 florins 18 sous à Raymond Colomberii, Bernard Calverii, Jean de Rhodes et Elzéar Belaye, capitaines des 57 hommes à la solde du pays, et pour le loyer d'un chariot pour porter les bagages des hommes à Montélimar ; — 151 florins 12 sous à Jean Ansa et Jean Macart, capitaines de 23 hommes de pied ; — 133 florins 12 sous à Pierre Alban pour lui et ses 22 compagnons ; 72 florins aux hommes ayant gardé le lieu de Piegon (*Puey-guon*). — Dépenses soldées aux fustiers et maçons pour le siège de la Bastide des Rollands (fol. 36). — Dépenses diverses (fol. 38) : 12 florins à quatre messagers envoyés à Vienne, sur l'avis que les gens d'armes d'Étienne de Lavort devaient s'en retourner en route ; — 21 florins 12 sous au Recteur, pour envoyer six cavaliers vers l'archevêque de Vienne ; — 12 sous à Brunet, trompette, pour porter une lettre de Montélimar à Avignon ; — 15 florins 8 sous pour une bulle d'excommunication contre Imbert de Pelafol ; — 14 florins 16 sous à Jean de Sade, pour ses dépenses pour aller chercher la

dite bulle à Marseille ; — 8 florins 8 sous au serrurier ayant fait les clefs de la Bastide et pour faire des marteaux pour fabriquer des pierres de bombardes ; — 3 florins 21 sous pour des cordes et pour des ferrements pour lier les bombardes ; — 6 florins au capitaine de Montélimar pour des pieux et autres engins pour le siège de la Bastide. — Dépenses pour certains dons (fol. 42) : 10 florins à Baudet, de la Motte, pour avoir hissé la bannière ou étendard du Comtat au lieu de Cadanel, « *qui posuit banneriam sive stendardum Comitatus in loco Cadaneli* ». — Procuration à Astonaud d'Astouaud, seigneur de Mazan, Gautier de l'Oulme, chevalier, Bertrand Gautier, drapier, de Carpentras, Antoine d'Aigebelle, de Valréas, élus des trois États du Venaissin pour la vérification des comptes d'Antoine Laugier (fol. 49), etc.

C 143. (Regi-tra.) — In-folio, 77 feuillets, papier.

1404-1406. — Compte de Bertrand Gautier, trésorier général des États du Comtat-Venaissin pour l'année 1404. — Recettes d'une taille de 6000 florins frappée en cette année, sur le pays ; l'évêque de Carpentras, 188 florins, 4 sous ; l'évêque de Vaison, 190 florins ; l'évêque de Cavaillon, 167 florins, 2 sous ; l'évêque d'Apt, 35 florins, 6 sous ; l'évêque d'Avignon, 31 florins ; l'évêque de St-Paul-Trois-Châteaux, 12 florins ; l'évêque d'Orange, 113 florins, 3 sous. — Recettes de la cote des barons, vassaux, seigneurs et co-seigneurs de la judicature de Carpentras, montant à 370 florins, 18 sous (fol. 4) ; de la cote des communautés de la judicature de Carpentras, montant à 2748 florins, 13 sous, 6 deniers (fol. 7) ; de la cote des barons, vassaux de la judicature de l'Isle, montant à 188 florins, 6 sous (fol. 11) ; de la cote des communautés de la judicature de l'Isle (fol. 12) ; de la cote des barons et vassaux de la judicature de Valréas (fol. 13) ; de la cote des communautés de la judicature de Valréas, montant à 618 florins, 23 sous, 7 deniers. — Recettes des arrérages (fol. 20). — Recettes provenant des vingtaines (fol. 25). — État des anciennes dettes des États (fol. 387). — Dépenses extraordinaires (fol. 49) : 4 florins à Bertrand de St-Jean, pour un voyage à Romans pour avoir quittance d'Imbert de Beaumont ; — 100 florins à Exemio Dalie, lieutenant du Recteur pour ses gages ; — 25 florins à Guillaume Mathieu, notaire d'Avignon, pour l'acte de paix avec Imbert de Beaumont ; — 21 florins, 7 sous, 6 deniers, à François Nicolas, secrétaire du Dauphin de Viennois, pour certaines affaires concernant le pays. — Dépenses de lettres et de sceaux (fol. 55) : 6 sous à Raymond Dupré pour porter une lettre à l'Isle ; — 4 florins à Jean Ayglan pour le port d'une lettre close au châtelain de Malaucène ; — 16 sous à Jean Lamotte pour le port de lettres à Piolen et à Mornas ; — 8

sous à Jean de Guardelle pour port de lettres à Raymond Arnoul dans la Valmasque *(de Vallemase)* ; — 1 florin, 8 sous, à Raymond Deprès pour port de lettres de convocation des trois États dans la judicature de l'Isle ; — 1 florin, 10 sous à Hugues Augier pour port de lettres de convocation dans la judicature de Valréas ; — 1 florin 6 sous pour le port des mêmes lettres par Salvator Salviati dans la judicature de Carpentras. — Dépenses faites l'année précédente (1404) pour le siège de la Bastide Rolland (fol. 61) : — 2 florins à Jacques du Château de Mormoiron pour perte de son étendard en entrant à la Bastide ; — 60 florins à Antoine d'Aiguellie pour 15 hommes à pied employés au même siège ; — 15 florins en noble Bertrand de St-Jean de Bollène ; — 59 florins, 16 sous, à Étienne Martel, de Mornas, pour des gens et l'artillerie employée au dit siège ; — 44 florins à Louis de Bernard, de Visan, pour des hommes employés au dit siège. — Dépenses pour les diètes des élus et pour les ambassades (fol. 64) : — 25 florins à Jean Mercuri, élu du clergé ; 68 florins à Béranger de Simiane, chevalier, seigneur de Châteauneuf, élu des barons, nobles et vassaux ; — 97 florins 12 sous à noble Bernard Guitardi, de Caderousse, élu pour la judicature de Carpentras ; — 61 florins 6 sous à noble Béranger Raymond, du Thor, élu de la judicature de l'Isle ; — 69 florins à noble Pierre Cathelain, de Valréas, élu pour la judicature de Valréas ; — 3 florins à Raymond de Gigondas pour son voyage aux Baux, vers Odo de Villars, pour lui demander de faire contribuer le lieu de Caromb au vingtain. — Résumé du compte de Bertrand Gautier (fol. 75), etc., etc.

C. 114. (Registre.) — In-folio, 77 feuillets, papier.

1405-1406. — Compte de Bertrand Gautier, trésorier-général des États du Comtat-Venaissin et de Thomas de La Merlie. — Recettes des vingtain, mains-levées et arrérages pour l'année 1405 (fol. 2) : — 2500 florins pour le vingtain de la ville de Carpentras ; — 410 florins pour le vingtain de la ville de Monteux ; — 380 florins pour le vingtain d'Entraigues et de Védènes ; — 211 florins, 12 sous pour le vingtain de Sorgues ; — 550 florins pour le vingtain de Caderousse ; — 135 florins pour le vingtain de Rasteau ; — 180 florins pour le vingtain de Cairanne ; — 100 florins pour le vingtain de Villedieu ; — 160 florins pour le vingtain de Séguret ; — 200 florins pour le vingtain de Baumes ; — 192 florins pour le vingtain d'Aubignan ; — 355 florins pour le vingtain de Sarrians ; — 1191 florins pour le vingtain de Pernes ; — 330 florins pour le vingtain de Venasque ; — 200 florins pour le vingtain de Malemort ; — 205 florins pour le vingtain de Ville ; — 580 florins pour le vingtain de Mormoiron ; — 1000 florins pour le vingtain de Mazan ; — 410 florins pour le vingtain de Bedoin ; —

140 florins pour le vingtain de Vaison. — Recettes du vingtain de la judicature de l'Isle (fol. 3) : — 1 florin 10 sous pour la judicature de Valréas (fol. 4) ; — 1 florin 10 sous pour l'Isle (fol. 14). — Dépenses de lettres, de secours et d'autres choses. — Dépenses (fol. 15) : — 6 sous à Salvator Salviati, pour porter aux syndics d'Avignon les noms de ceux qui ont été élus pour valoir le pays ; — 1 florin à Isarn d'Isarn, porteur d'une lettre au lieutenant du recteur demandant la permission d'assiéger la Bastie ; — 1 florin à un messager envoyé à Montélimar, au sujet du siège de la Bastie ; — 1 florin, 6 sous à Salvator Salviati, porteur d'une lettre au recteur de Montélimar, l'avertissant que Reforciat rassemblait des hommes d'armes ; — 2 florins, 12 sous à Pierre Bernard pour porter au siège de la Bastie des pieds de chèvres, des pains, des liniches ; — 5 florins à Raymond de Roussel et à ses compagnons envoyés à Orange, à la poursuite de Jean de Gardel, échappé de la Bastie, lors de la prise de ce lieu ; — 12 sous à Jacques Olivier, de Montélimar, ayant apporté aux élus la nouvelle de la prise de la Bastie par le recteur et ses gens ; — 12 sous à Gilles de Maisières, porteur de lettres de Jean Retronchini, annonçant la prise de la Bastie par les gens d'armes du Comtat ; — 1 florin à Isnard Borgesii, envoyé à Murs, Joucas et Apt, pour savoir si Reforciat avait rassemblé des gens d'armes ; 4 sous à Jacques Mirapedis pour avoir sonné les cloches, lors de la prise de la Bastie ; — 4 sous à Guillaume Caritosii, de Mormoiron, porteur de lettres à Carpentras, de la part du prieur du dit lieu annonçant que Reforciat avait réuni 270 cavaliers pour envahir le Comtat ; — 2 florins à Jean Aigland, envoyé à cheval à Marseille pour annoncer au Pape l'envahissement du chemin d'Avignon par les gens de Reforciat ; — 16 sous à Siffrein Scalerii pour porter une lettre au seigneur de Mazan à Montélimar, l'avertissant que Imbert de Beaumont avait rassemblé 300 cavaliers contre le pays ; — 1 florin 4 sous à Salvator Salviati, porteur d'une lettre à Pierre de Sarneuf, pour surveiller les gens d'armes rassemblés par les alliés d'Imbert ; — 20 sous à Siffrein Salerii, porteur d'une lettre, à Aix, à Bertrand Gautier et autres ambassadeurs dénonçant les rassemblements des gens d'armes au roi ; — 12 sous à un messager envoyé d'Avignon à Carpentras, pour annoncer que les ambassadeurs étaient prisonniers à Cadenet ; — 1 florin à un messager envoyé d'Avignon à l'Isle et Bonnieux pour demander la garde de la montagne du Léberon *(de Leberon)* ; — 1 florin 12 sous à Bertrand qui, à la nouvelle de la capture des ambassadeurs à Cadenet, avait pris un bateau pour le porter à Avignon, n'osant y venir par terre ; — 1 florin à un messager envoyé à Cadenet pour aviser Elzéar de Venasque de l'argent envoyé au Roi. — Dépenses faites par le trésorier pour la guerre de la Bastie que faisait Imbert de Beaumont au

Comtat-Venaissin et à la ville d'Avignon : 5505 florins (fol° 42). — Paiements faits par le trésorier à Antoine de Luna, occupé aux frais du pays à la défense (fol° 43) : pour 15 hommes d'armes, avec deux chevaux, pendant un mois, 281 florins 6 sous ; pour 20 hommes d'armes, avec trois chevaux, 590 florins 15 sous ; pour 20 hommes d'armes, 266 florins 16 sous. — Dépenses pour les fantassins, arbalétriers et lanciers employés au siège de la Bastie et à la défense du pays : — 10 florins à Jean de Orto, capitaine de 27 hommes d'armes ; — 104 florins à Jean Spelnee et Jacques d'Arzelle, pour 40 hommes ; — 75 florins à Pierre Boethi, de l'Isle, capitaine de 25 fantassins ; — 30 florins à Bertrand Mercier, de Thor, capitaine de 10 fantassins ; — 45 florins à André Arnold, de Pernes, pour 15 hommes ; — 165 florins à Jacques du Château, de Mormoiron, capitaine de 50 hommes, envoyés au dit siège ; — 45 florins à Ameli, de Cavaillon, pour 15 hommes envoyés au dit siège. — Dépense de 5 florins payés à Antoine Pelletier pour transporter la bombarde de Carpentras au dit siège (fol° 45). — Dépenses pour dons gratuits et ambassades (fol° 46) : 7 florins 12 sous à certains de Bézembus pour la rédaction d'une quittance et plusieurs obligations faites par Antoine de Clermont au Sacré-Collège, à la ville d'Avignon et au Comtat-Venaissin ; — 1 florin 16 sous à Jean Aulanheti, envoyé à l'évêque de Vaison pour l'avertir de faire garder ses châteaux à cause des gens d'armes d'Imbert de Beaumont ; — 10 florins à Urbain Laugier, de Vacqueyras, pour lui et ses compagnons envoyés aux passages par où le seigneur de Chalençon et Imbert de Beaumont ont coutume de passer ; — 2 florins à Jacques Dolin, l'un des gens d'armes de la Bastie, qui fut cause de la prise de ce lieu ; — 2 florins à Pierre Rolland et à Rostain de Saint-Horain, syndics de Mazan pour être distribués à certains hommes d'armes envoyés contre ceux qui tentaient de s'emparer de Méthamis ; — 8 florins 7 sous à Siffrein Colerii, venu de nuit de Cadenet à Carpentras pour annoncer la prise du dit Cadenet ; — 6 florins à Jean de Vercan, alias Clerion entré le premier dans Cadenet ; — 25 florins à Pierre Dalfini et à Bertrand de St-Jean, envoyés à Romans avec le commissaire du Roi, pour recevoir les assurances de paix d'Imbert de Beaumont. — Dons gratuits faits au Recteur (fol° 48) : 100 florins à Antoine de Luna, recteur du Comtat-Venaissin, à lui accordés par les trois États ; — 100 florins admettant en compte de 100 florins à lui accordés par la ville d'Avignon ; — 166 florins 16 sous au même sur les 400 florins accordés pour le siège de la Bastie. — Dons gratuits à diverses personnes (fol° 49) : 1200 florins à noble Jean de Tranchini ; — 46 florins à Jean Raberon pour six tasses d'argent ; — 9 florins à Jean de Genoardis pour son voyage à Aix et à Tarascon au sujet de la guerre d'Imbert

de Beaumont ; — 8 florins à Bertrand Barre, agent royal envoyé au port du Rhône avec le fils du sénéchal de Beaucaire pour empêcher les gens d'armes de passer le fleuve, lors du siège de la Bastie ; — 10 florins à Thomas de Lamerlie envoyé vers le sénéchal de Beaucaire pour lui demander d'empêcher les gens d'armes de traverser le Rhône, pendant le siège de la Bastie ; — 28 florins à Pons Ferri, secrétaire de noble Pons de Langeac, tant pour deux voyages d'Auvergne en Avignon pour la guerre de la Bastie que pour la conduite des gens d'armes du sire d'Entremont ; — 10 florins 16 sous à Jean de Sade, envoyé vers le Pape à Marseille pour les affaires du pays ; — 6 florins à Elzéar, de Venasque, envoyé vers le Pape à Marseille avec des lettres de l'archevêque de Tolède concernant les affaires du pays ; — 10 florins à Antoine Isnard, secrétaire du roi, comte du Provençe, pour l'instrument de la quittance d'Imbert de Beaumont. — Dépenses pour la garde des châteaux (fol° 51) : 8 florins à Geoffroy de Venasque, pour la garde du château de Méthamis ; — 30 florins à noble Bertrand Borgonhoni, pour la garde de Ménébes. — Dépenses pour le siège de Cadenet et la capture des ambassadeurs (fol° 51) : 206 florins 12 sous pour les gages de 54 cavaliers envoyés de Carpentras au siège de Cadenet ; — 82 florins à 29 fantassins envoyés au dit siège ; — 24 florins à 7 cavaliers envoyés d'Entraignes ; — 10 fantassins envoyés au dit lieu ; — 10 florins à Olivier de Montoux, envoyé au dit siège ; — 22 florins à 6 cavaliers envoyés de Venasque au dit siège ; — 68 florins à 23 fantassins envoyés de Mazan au dit siège ; — 8 florins à Guillaume d'Orange, envoyé au dit siège avec deux chevaux ; — 48 florins à 15 cavaliers de l'Isle ; — 34 florins à 12 fantassins envoyés de Cavaillon ; — 39 florins à 19 fantassins envoyés de Pernes ; — 12 florins à trois cavaliers envoyés de Bedoin ; — 8 florins à 4 fantassins envoyés de Velleron. — Dépense de 65 florins pour le paiement des fantassins de la judicature de Valréas, qui gardaient les montagnes pendant le siège de la Bastie et pour reprendre le seigneur de Mazan et autres élus faits prisonniers à Cadenet (fol° 54). — Dépenses pour paiements aux gens d'armes, à cause de la capture des élus et pour le siège de Cadenet, pris le vendredi 22 décembre 1404 : *qui locus fut captus, vi armorum, die Veneris XXII decembris, hora post tertia, MCCCCIII* (fol° 55) : 25 florins à Antoine Spelute et à 24 fantassins envoyés de Carpentras dans le Ventoux (*in montanea le Monte Ventoso*) pour s'opposer à ceux qui, disait-on, conduisaient les élus prisonniers au lieu de Pelafol ; — 14 florins 15 sous aux consuls de Mormoiron et à Jacques du Château, capitaine de 39 fantassins envoyés dans la dite montagne pour la même cause. — Dépenses des diètes des élus et des traitements des autres officiers généraux (fol° 56) : 13 florins 12 sous à Jean Mercuri, élu du

clergé, pour douze jours occupé aux affaires du pays : — 55 florins à noble Astouaud d'Astouaud, élu des barons et vassaux, pour acompte de ses diètes, pour les affaires du pays ; — 24 florins 12 sous au même pour achever le paiement de ses diètes ; — 45 florins au même pour la même cause ; — 228 florins à Bertrand Gautier, élu de la judicature de Carpentras ; — 225 florins à Gautier d'Oulme, élu de la judicature de l'Isle ; — 102 florins 12 sous à Antoine d'Aiguebelle, élu de la judicature de Valréas ; — 50 florins à Antoine Odole, procureur général, pour son traitement d'une année ; — 50 florins à Valentin Clément, notaire des États ; — 3 florins 8 sous à noble Armand de Ponte pour cinq jours passés au service du pays ; — 2 florins à Pierre Dallini, de Bollène, pour deux jours qu'il séjourna à Carpentras, lorsqu'il fit la relation de ce qui s'était passé en recevant les engagements d'Imbert de Beaumont. — Sommes payées aux seize élus réunis à Carpentras pour aviser aux moyens de lever une taille pour solder les dettes du pays (fol° 59). — Dépenses faites après la vérification du compte de Bertrand Gautier (fol° 63) : 38 florins à Raymond de Mondragon pour dépenses au sujet du siège de Cadenet et pour le fait des élus prisonniers au dit lieu ; — 5 florins à Jacques du Château, restant dus pour le siège de Cadenet, de la Bastie et la garde des montagnes ; — 8 florins à Albertino Abelloni, de Visan, et à ses compagnons pour leur nourriture pendant le siège de la Bastie et pendant la garde des montagnes, — 8 florins 12 sous, à François, de La Bégude, pour services rendus à ses compagnons dans les montagnes, alors que les élus étaient prisonniers. — Dépenses faites par Antoine d'Aiguebelle, au nom de Bertrand Gautier, trésorier, pour achats d'engins dans la judicature de Valréas pour le siège de la Bastie (fol° 64) : 2 florins à Jean de Torin, serviteur de Pierre Gaudelini, porteur de la nouvelle que les lieux de Pegue, *Opega*, de Rousset (*Rosseto*) et de Baumes de Transit (*Baumes Tricastrinensis*) devaient être occupés par les ennemis, — 6 sous à Étienne Bedossii, envoyé par Jacomin de Fontaines à l'évêque de Vaison ou à son vicaire pour le prévenir que les lieux de Vaison et du Crestet devaient être cernés par les gens d'armes de la Bastie ; — 4 sous à un messenger porteur de lettres de Pierrelatte à Bollène demandant d'envoyer des gens d'armes pour accompagner l'artillerie : 6 sous à Pons Rousini, ayant apporté à Valréas la nouvelle de la prise de la Bastie ; — 1 florin aux sieurs Charreyron et Arnaud d'Aiguebelle, allés de Valréas à Montélimar pour avertir le seigneur de St-Roman de ne livrer à personne la bombe et autre artillerie sans la permission des élus ; — 20 sous à quatre hommes pour savoir si les gens d'armes passaient aux lieux de La Garde et de Clensayes ; — 10 sous à un messenger envoyé à Avignon vers les élus les prévenir que 15 cavaliers rava-

geaient les moulins et les châteaux de St-Pol et de Tulette ; — 8 sous à Barthélemy Salabert envoyé aux élus pour les prévenir que le seigneur de St-Roman gardait mal la Bastie ; — 8 sous au même, ayant accompagné Antoine Lavigier depuis Valréas jusqu'à Montélimar pour apporter la bombe de Carpentras, etc.

C. 145. (Registre.) — In-folio, 49 feuillets, papier.

1407-1408. — Compte de gestion de Paul Bruni, trésorier général des trois États du Comtat-Venaissin. — Recettes d'une taille de 1455 florins 6 sous : — des cotes des barons et vassaux de la judicature de Carpentras s'élevaient à 186 florins et parmi lesquelles, les coseigneurs d'Ufflaines, 18 florins 21 sous ; — les coseigneurs de Velleron, 14 florins ; — les coseigneurs de Caderousse, 26 florins ; — noble Astouaud d'Astouaud, seigneur de Mazan et de Velleron, 11 florins ; — noble Jean Retronchini, coseigneur de Mazan, 17 florins 8 sous ; — le seigneur de Bédoin, de Baumes et de Larnat, 14 florins 8 sous ; — le seigneur du Barroux, 12 florins ; — les coseigneurs de Beaumont, 12 florins ; — le seigneur de Vacqueyras, 20 florins 16 sous ; — le seigneur de Durban, 4 florins. — Recettes des cotes des barons et vassaux de la judicature de l'Isle (fol° 7) : le seigneur du Thor, 4 florins ; — le seigneur de Châteauneuf, 48 florins ; — les coseigneurs de Caumont, 26 florins 16 sous ; — le seigneur de Métham, 5 florins ; — les coseigneurs de Lagnes, 12 florins. — Recettes des cotes de la judicature de Valréas (fol° 8) : les coseigneurs de Valreix, 23 florins 8 sous ; — les coseigneurs des Aubres, 8 florins 8 sous ; — les coseigneurs de Valaise, 4 florins 16 sous ; — les coseigneurs d'Eyrolles, 5 florins 8 sous ; — les coseigneurs de Rochebude, 5 florins 16 sous ; — les coseigneurs de la Bastie-Rolland, 3 florins 8 sous ; — les coseigneurs de Pierrelatte, 16 florins. — Recettes des cotes des communautés des judicatures de Carpentras (fol° 11), de l'Isle (fol° 16), de Valréas (fol° 18). — Recettes des arrérages (fol° 21). — Dépenses de 20 florins payés à Pierre de Sainte-Brion, capitaine des lieux de Sainte-Cécile, Rousset, Villedieu, Buisson, Saint-Pantaléon et la Palud, sur la crainte de l'invasion des gens d'armes, se trouvant dans le Valentinois (fol° 25) : 6 florins à l'écuyer du viguier de Tarascon, pour avoir dénoncé la tentative qu'un certain Paulhous méditait sur certaines places du Comtat (fol° 26). — Dépenses pour la garde des places et des communautés ne pouvant se garder elles-mêmes (fol° 26) : 90 florins à noble Pierre de St-Brion, capitaine des lieux de Sainte-Cécile et de Pierrelatte ; — 5 florins à Jean Porcili, capitaine de Pierrelatte ; — 1 florin à Jean Gipperi pour la garde de Méthamis ; — 25 florins à noble Bertrand Hugoleni et Guigue de Petra pour visiter le

Comtat, par ordre du Pape, sur la crainte d'une invasion des gens d'armes de Clusayes et du seigneur d'Entremont essayant de passer l'Isère (fol. 37) : — 15 florins à un courrier appelé Garbis employé pour la convenance faite avec les hommes du seigneur Bernardon de Valréas ; — 10 dépenses de lettres, seraux et porteurs de lettres ; — 10 sous à Renaud Robin, de Bollène, pour porter des lettres au comte, que les gens d'armes étaient entrés dans le comté de Clusayes ; — 1 florin 6 sous à Jean Bernardon, seigneur de St-Romain, capitaine de Montmaur, porteur de lettres au régent, annonçant que les gens d'armes, qu'on dit venus de la Grèce (*la Grèce*), traçaient les environs de Montmaur ; — 2 florins à Pierre Frochut, trompette, envoyé pour surveiller les dits gens d'armes ; — 1 florin à Bernin Palaprat, habitant de Montmaur, porteur de lettres annonçant que le seigneur d'Entremont a passé l'Isère avec 700 cavaliers ; — 1 florin 16 sous à Étienne Bernard pour porter des lettres de garde dans la judicature de Valréas, à cause de la crainte des gens d'armes de Clusayes et autres se trouvant en dedà de l'Isère ; — 8 sous à Bertrand Rual pour porter des lettres à Orange pour surveiller les gens d'armes qui avaient passé le Rhône ; — 12 sous à Bernard Valtriani, de Mornas, porteur d'une lettre de noble Étienne de Montenay annonçant que 400 lances avaient passé le Rhône ; — 1 florin 20 sous à Pons Asterii, envoyé à Marseille, porteur de lettres au Pape lui dénonçant l'invasion des gens d'armes du comté de Valentinois et du seigneur de Grignan ; — 12 sous à Étienne Bernard, porteur de la réponse du Pape à Avignon au Camérier ; — 1 florin à Jean Caussati, porteur de lettres de noble Étienne de Montenet annonçant que 500 cavaliers avaient passé le Rhône au Pont Saint-Espirit, allant au secours du comte de Valentinois ; — 4 florins à Latil de Mormoiron, seigneur de Modène, devant attendre à Avignon des instructions au sujet de ses troupes ; — 1 florin 8 sous à Bertrand Radulfi pour porter les lettres frappant la taille et convoquant les Trois États ; — 1 florin 18 sous à Jean Gippier, de Mormoiron, pour avoir réuni un certain nombre d'arbalétriers que le vice-recteur veut envoyer en certains lieux du Comtat, par crainte des gens d'armes existant dans le comté de Valentinois ; — 1 florin 10 sous à Jean Aylrud, porteur de lettres de convocation des Trois États, au sujet de l'évacuation des gens d'armes se trouvant dans le comté de Valentinois ; — 1 florin 16 sous à Jean Borelli, dits Verchières, porteur de lettres de garde, dans la judicature de Valréas, certains capitaines de gens d'armes ayant tenté de s'emparer de quelques châteaux du Comtat ; — 4 sous à Hostaing Ripert, de Valréas, porteur de lettres Jacques Gay annonçant que des gens d'armes essayent de passer le Rhône ; — 12 sous à Jean Agresso, d'Avignon, porteur de lettres au vice-recteur, de la part des sin-

dies de la dite ville, annonçant que des gens d'armes sont entrés dans le Comtat ; — 1 florin à Étienne Bernard, envoyé à Orange, Caderousse, Mornas et Mondragon pour surveiller les dits troupes ; — 10 sous à Salvator Salviati pour porter des lettres de la part du vice-recteur au prévôt de Vaison, ordonnant d'aviser le château d'Entrechaux qu'il devait être cerné ; — 5 florins 16 à Jean Aulanet pour aller vers le château de Grignan, sur la nouvelle que Raymond de Mondragon rassemblait des troupes contre noble Geolroy de Venasque, ce qui serait préjudiciable au pays. — Dépenses extraordinaires (fol. 35) : 12 florins à Bertrand Hugolini, envoyé au lieu des Baux pour savoir si les gens d'armes de Savoie viendraient dans le pays et pour s'informer, près du viguier de Tarascon, de certains bruits concernant les affaires du Comtat-Venaissin ; — 2 florins 8 sous à Jacques Grassi, envoyé à Malaucène par le vice-recteur avec noble Bertrand Hugolin s'entretenir avec Bernardon de Serres au sujet du renvoi des gens d'armes ; — 4 florins à Georges Raymond, trompette, envoyé à Châteaurenard pour les affaires du pays ; — 14 sous à noble Bertrand Hugolin envoyé deux fois à Malaucène et au Barroux pour traiter et pour verser certaines sommes à Bernardon de Serres. — Dépenses pour le renvoi des gens d'armes existant dans le comté de Valentinois et pour qu'ils n'envahissent pas le Comtat-Venaissin (fol. 42) : 2083 florins 8 sous à Étienne de Baschio, procureur de noble Bernardon de Serres (*nobilis Bernardoni de Serres*), médiateur entre le pays et les gens d'armes du comté de Valentinois ; — 46 florins 16 sous au dit Étienne de Baschio pour ses peines dans le dit renvoi ; — 266 florins 16 sous au dit Étienne de Baschio, au nom de Bernardon de Serres, pour la même cause ; — 12 sasses d'argent valant 93 florins 12 sous à Jean, abbé de Montmajour, vice-recteur, pour ses peines avec ledit Bernardon de Serres. — État des anciennes dettes (fol. 43), etc.

C. 146. Registre.) — In-folio, 101 feuillets, papier.

1412-1417. — Compte d'Antoine Odoli, trésorier des États du Comtat-Venaissin. — Compte du quinzain de l'Isle pour l'année 1412 (fol. 2) : dans le bourguet de la ville franche, Alasatie Borelle doit 14 sous 9 deniers ; Pierre de Valdrôme, 6 florins ; Bernard Vassadelle, 1 florin ; Laurent Marcel, 1 florin ; Girarde de Girmananengues, 1 florin ; Guillaume Isnard, 1 florin ; Bernard Pellenchi, 8 florins ; — dans le bourguet de la Bouquerie : Elzéar Arnaud, 5 florins ; Antoine Rebolli, 8 florins ; Jacques Roqueti, 1 florin 6 sous ; Bertrand Gasquet, 1 florin ; Jean Augier, 1 florin ; Bertrand Alphanti, 3 florins 12 sous ; — dans le bourguet de Ville-neuve : Pierre Girard, 1 florin 12 sous ; Geoffroy Mercier, 6 florins ; Monet Marcel, 2 florins 12 sous ; Guillaume Granel,

16 sous ; — dans le bourguet de Villevielle : Jean Donadei, 10 sous ; Poncet Reynoard, 1 florin 12 sous ; Guillaume Alphan-ti, 3 florins ; Antoine Carbonelli, 20 sous ; Jean Durand, 1 florin ; Mathieu, de Narbonne, 2 florins 12 sous ; Bertrand Flassan, 2 florins 12 sous. — Recettes des arrérages (fol° 37). — Recettes provenant des procédures (fol° 42). — Dépenses pour poursuivre Étienne de Bœino, Guichard de la Tour et leurs compagnons, qui, venus de Savoie avec 25 hommes d'armes au secours des Catalans établis à Oppède, avaient été arrêtés à Caromb, conduits prisonniers à Carpentras, et s'étaient évadés de Carpentras pour se réfugier à Orange (fol° 47). — Dépenses faites par le trésorier, à Avignon, pour un procès avec la communauté du Pont de Sorgues (fol° 52). — Dépenses diverses (fol° 58) : 2 florins au trésorier pour un voyage à Avignon ; — 2 florins pour un autre voyage à Avignon vers l'évêque, au sujet des droits du sceau ; — 10 florins pour le procès intenté au seigneur d'Aubignan qui refusait de payer les arrérages de taille ; — 2 florins au trésorier pour un voyage à Avignon, au sujet du procès avec l'évêque de Vaison et la communauté de Mornas ; — 6 florins pour un voyage à Avignon, au sujet d'un péage établi à Gigondas. — Dépenses extraordinaires (fol° 87) : 8 florins à Jean Michaelis, notaire de Carpentras, pour six lettres closes que noble Pierre Dalphini, juge de Valréas, et noble Elzéar, de Venasque, ambassadeur des Trois États du Comtat-Venaissin, portèrent à Rome au Pape Jean XXIII ; — 4 florins à l'hôte du Gal, à l'Isle, pour dépenses faites par Astouand d'Astouand, coseigneur de Mazan, dans cette hôtellerie à son voyage à l'Isle, pour le quinzain ; — 8 sous à Faucon Speluce, de Carpentras, pour lui et pour 15 fantassins, ses compagnons ayant fait des prisonniers au siège d'Oppède ; — 4 sous à Claude, sergent de la cour épiscopale de Carpentras, pour le port de lettres contre l'évêque de Vaison, au sujet du paiement du vingtain des lieux d'Entreachaux et Rasteau, qu'il devait porter jusqu'à Entreachaux et qui n'a été porté qu'à Malaucène. — État des sommes dues au trésorier pour les appointements de son office (fol° 94). — Quittance générale accordée au dit trésorier après vérification des comptes (fol° 96).

C. 117. (Registre.) — In-folio, 76 feuillets, papier.

1417-1418. — Compte de Bertrand Gautier, trésorier général des États du Comtat-Venaissin. — Recettes (fol° 4) : 1155 florins 16 sous 6 deniers de la taille pour laquelle l'évêque de Carpentras et son clergé ont payé 120 florins ; — l'évêque de Vaison et son clergé, 134 florins 1 sou 11 deniers ; — l'évêque de Cavaillon et son clergé, 161 florins 16 sous ; — l'évêque d'Apt et son clergé, 65 florins ; —

l'évêque d'Avignon et son clergé, 12 florins. — l'évêque de St-Paul-Trois-Châteaux et son clergé, 21 florins ; — l'évêque d'Orange et son clergé, 82 florins 12 sous. — État des cotes des barons et vassaux de la judicature de Carpentras (fol° 10) : les coseigneurs d'Entreachaux, 14 florins. — les coseigneurs de Védène, 13 florins ; — les coseigneurs de Caderousse, 17 florins 21 sous 3 deniers ; — le seigneur de Sérignan, Travaillan et Camaret, 31 florins ; — les coseigneurs de Venasque, 16 florins. — le seigneur de Métharis, 7 florins. — noble Astouand d'Astouand, coseigneur de Mazan, 15 florins ; — le seigneur de Baumes, Bédoin, Loriol, 39 florins 12 sous. — le seigneur de Crillon, 10 florins. — la dame de Caromb, 41 florins ; — les coseigneurs de Villes, 4 florins. — le seigneur de St-Hippolyte, 6 florins. — le seigneur du Barron, 9 florins ; — le seigneur de Malaucène, 40 florins. — les coseigneurs de Beaumont, 9 florins ; — noble l'Épiscop du Puy, coseigneur d'Entreachaux, 7 florins. — les coseigneurs de Puyméras, 10 florins 12 sous ; — les coseigneurs de Saint-Romain-en-Viennois, 4 florins 12 sous ; — le seigneur de St-Roman de-Malegarde, 5 florins ; — le seigneur de Vaqueyras, 15 sous 12 florins ; — le seigneur de Durfort, 3 florins ; — le seigneur d'Aubignan, 15 florins 12 sous. — État des cotes des communautés de la judicature de Carpentras (fol° 8). — État des cotes des barons et vassaux de la judicature de l'Isle (fol° 13) : le seigneur du Thor, 30 florins 12 sous ; — le seigneur de Châteauneuf, 36 florins 12 sous ; — les coseigneurs de St-Saturnin d'Avignon, 10 florins 8 sous ; — les coseigneurs de Caumont, 20 florins 8 sous ; — les coseigneurs des Taillades, 8 florins 8 sous ; — le seigneur de Maubec, 12 florins 8 sous ; — les coseigneurs de Ménerbe, 10 florins 6 sous ; — les coseigneurs de St-Saturnin d'Apt, 12 florins 6 sous ; — le seigneur de Croagnas, 4 florins 2 sous ; — les coseigneurs de Lagnes, 9 florins ; — la dame de Ste-Géaile, coseigneur de Velleron, 10 florins 12 sous. — État des cotes des communautés de la judicature de l'Isle (fol° 14). — État des cotes des barons et vassaux de la judicature de Valréas (fol° 16) : les coseigneurs de Valréas, 19 florins ; — les coseigneurs de Roussel, 7 florins 6 sous ; — les coseigneurs des Aubres, 7 florins 12 sous ; — les coseigneurs de Valouse, 4 florins ; — les coseigneurs d'Eirolles, 4 florins 12 sous ; — les coseigneurs de La Garde-Paréol, 7 florins ; — les coseigneurs de Rochezude, 6 florins ; — les coseigneurs de Darboux, 5 florins 12 sous ; — les coseigneurs de Rapsion, 9 florins ; les coseigneurs de la Bastie, près de Mornas, 9 florins ; — les coseigneurs de la Motte, 8 florins ; — les coseigneurs de la Bastie-Raynaud, 3 florins ; — les coseigneurs de Pierrelatte, 14 florins ; — le chapitre de St-Paul-Trois-Châteaux, comme seigneur de Solérieu, 3 florins 6 sous. — État des cotes de la judicature de Valréas (fol° 18). —

Etat des arrérages recouvrés par le trésorier (fol. 29). — Dépenses extraordinaires (fol. 48) : 10 florins à Michel Bodosii, crieur public de Carpentras, pour ses peines pendant la tenue des États du pays. — 1 florin à noble Geoffroy, de Venasque, pour compte des 100 cers que les Trois États avaient ordonné de donner au Recteur. — 100 florins remboursés à Louis Salermni, de l'Isle, lesquels le camérier et le recteur, avaient prescrite de payer pour excès commis par les habitants des Taillades sur Guillaume de Mévouillon, le jeune ; 1 florin à deux à Honoré Sarralerii et à Monnet Gauthier, pour l'exécution faite contre les seigneurs d'Aubignan et de Vacqueras pour arrérages non payés ; — 50 florins à Antoine Odoli pour son voyage à Constance avec les ambassadeurs du pays ; — 108 florins à noble Geoffroy, de Venasque, choisi pour ambassadeur près du Pape à Constance ; — 8 sous à Honoré Sarralerii, notaire, et à Guillaume Raynaud, substitut de la cour de la Rectorie, pour 25 lettres closes envoyées au Pape à Constance ; — 12 sous à Jean Michaelis pour 9 lettres par lui faites par ordre des Trois États pour être portées par les ambassadeurs du Comtat-Venaissin à Constance ; — 1 florin 12 sous à Monnet Desprès, pour port d'une lettre de convocation des États, dans la moitié de la judicature de Carpentras, en commençant par la Roque-sur-Pernes ; — 1 florin à Georges Almarie, avant apporté plusieurs lettres de Constance au recteur et aux élus ; — 1 florin 12 sous pour une rame de papier pour les affaires du pays ; — 10 florins 12 sous à noble Geoffroy, de Venasque, seigneur de Modène, et à Jean Putatoris, docteur en droits pour aller trouver le recteur à l'Isle et ensuite s'entretenir à Avignon avec les cardinaux, le Camérier et le Sénéchal de Provence. — Dépenses de sceau et de port de lettres (fol. 60) : 1 florin 12 sous à Raymond Gontier, sergent, pour le port de deux lettres concernant la taille de 6000 florins dans la judicature de l'Isle ; — 15 florins à Siffrein de la Roque, notaire de la cour de la Rectorie, pour ses peines dans les affaires du pays. — Dépenses pour emprunts (fol. 62). — Dépenses pour les appointements de ceux qui se sont occupés des affaires du pays (fol. 64) : 54 florins à Pierre Dalphini pour ses diètes ; — 92 florins au même et à Geoffroy de Venasque, pour leur voyage à Constance avec les ambassadeurs envoyés à Martin V et aux Cardinaux, de la part du pays. — 4 florins à Clément Valentin pour 4 jours passés à Avignon avec le recteur et les élus près du Camérier, au sujet de la discussion soulevée entre le clergé, les nobles et les communautés du pays. — 1 florin 12 sous à Guy de Guerradia, notaire de Bonnieux, pour trois jours passés à Carpentras, pour délibérer sur l'ambassade à envoyer à Constance ; — 5 florins à Pierre Alphanti, licencié en droits, juge de l'Isle, pour le même objet. — Vérification des comptes de Bertrand Gautier (fol. 70), etc.

C. 148. (Registre.) — In-folio, 49 feuillets, papier.

1418-1419. — Compte de Siffrein Yson, collecteur des tailles, de la judicature de Carpentras, et particulièrement d'une taille de 20.000 florins frappée par les États, l'an 1418 : 1 204 florins 15 sous 8 sous de la communauté de Carpentras ; — 71 florins 6 sous de la communauté de la Roque-sur-Pernes ; — 61 florins 6 sous de la communauté du Baucet ; — 200 florins de la communauté de Venasque ; — 22 florins 22 sous de la communauté de Melham's ; — 162 florins 12 sous de la communauté de Malemort ; — 350 florins de la communauté de Mazan ; — 36 florins 6 sous de la communauté de Blauvac ; — 141 florins 6 sous de la communauté de Villes ; — 525 florins de la communauté de Mormoiron ; — 37 florins de la communauté de Bedoin ; — 48 florins de la communauté de Modène ; — 56 florins de la communauté du Barroux ; — 525 florins de la communauté de Malancène ; — 90 florins 12 sous de la communauté du Crestet ; — 115 florins de la communauté de Vaison ; — 109 florins 6 sous de la communauté d'Entrecieux ; — 117 florins de la communauté de Faucon ; — 120 florins de la communauté de Puyméras ; — 48 florins 18 sous de la communauté de St-Romain-en-Viennois ; — 90 florins de la communauté de de Villedieu ; — 40 florins de la communauté de Buisson ; — 507 florins 12 sous de la communauté de Montoux ; — 215 florins de la communauté d'Entraigues ; — 28 florins 18 sous de la communauté de Vedène, etc. — Recette de la seconde partie de la taille (fol. 15). — Etat des dettes assignées en paiements aux communautés de la judicature de Carpentras (fol. 25). — Dépenses extraordinaires payées par Siffrein Yson, collecteur de la judicature de Carpentras (fol. 32) : 200 florins à Bertrand Gautier, drapier de Carpentras pour payer au recteur ; — 1 florin à Monnet Gontier, crieur public, pour ses peines ; — 1 florin à Étienne Bruni, pour copies de lettres ; — 5 florins à Antoine Laugier, de Carpentras, pour porter une lettre au Recteur à Valence ; — 30 florins à Antoine Odoli, pour ses peines pendant son voyage à Constance ; — 125 florins pour poursuivre le litige entre le pays et le prince d'Orange, au sujet du péage de Gigondas, que celui-ci réclamait au préjudice de tout le Comtat. — Dépenses par le trésorier pour indemniser ceux qui ont travaillé pour la judicature de Carpentras (fol. 44). — Vérification du compte de Siffrein Yson, trésorier de la dite judicature (fol. 47), etc.

C. 149. (Registre.) — In-folio, 11 feuillets, papier.

1425. — Compte de Giraud Chadorani de la taille assise sur les nobles et vassaux du Comtat-Venaissin pour la

rins. — Cote de la taille pour la judicature de l'Isle (fol° 19) : l'Isle, 757 florins 3 gros 12 deniers ; Cavaillon, 595 florins 3 gros 1 denier ; Châteauneuf, Giraud l'Ami (*Castillon de M^r Girau*), 183 florins 10 deniers ; Caumont, 137 florins 6 gros ; Robion, 233 florins 10 gros ; Ménerbe, 13 florins 6 gros ; Bonnieux, 290 florins ; Cabrières, 4 florins 6 gros ; Lagnes, 129 florins 8 gros. — Cote de la taille pour la judicature de Valréas (fol° 26). — État des arrérages de la dite taille (fol° 31). — Dépenses faites sur les revenus de la même taille (fol° 46). — Vérification des comptes du trésorier (4 février 1546) (fol° 58), etc.

C. 153. (Registre.) — In-folio, 55 feuillets, papier.

1550-1551. — Comptes rendus par Jacques Gentil, des arrérages de trois tailles et de la levée d'une autre de 500 écus. — État, par judicature et par communauté, de la levée de la taille de 1500 florins (fol° 2). — Levée de la dite taille dans la judicature de Carpentras (fol° 3). — État des arrérages des trois tailles (fol° 14). — Levée d'une taille de 500 écus et qui, à 45 gros par écu, valent 1875 florins, imposée par les élus et députés en la cause des juifs, pour paiement des ambassadeurs envoyés à Rome pour poursuivre l'expulsion des dits juifs, et pour obtenir la révocation de tout ce que les juifs ont obtenu contre les chrétiens (fol° 18). — État des arrérages de la dite taille (fol° 42). — Dépenses payées sur la dite taille de 500 écus (fol° 47) : 28 florins 7 gros à l'hôte du Mouton, de Carpentras, pour dépense des élus ; — 6 deniers à un messager envoyé à Avignon pour porter un paquet ; — 1 denier au euré de Carpentras, pour une exécution contre les juifs ; — 8 florins à Jean Fortia, d'Avignon, en remboursement de 200 écus par lui fournis à Pierre Pauli et à Jean Durand ; — 6 florins pour la dépense des élus lors de leur voyage à Avignon, pour parler au vice-légat pour la convention touchant les chrétiens et les juifs ; — 11 florins 6 gros au sieur Vasquin Filhol, envoyé à Avignon pour faire enregistrer un bref de Rome contre les juifs ; — 2 florins 11 gros à trois messagers envoyés aux trois judicatures pour l'affaire des juifs ; — 1 florin 4 gros au euré de Carpentras, pour l'exécution d'un bref venu de Rome contre les juifs ; — 1 florin 3 gros à Claudon Benet, courrier de Carpentras, pour deux journées à Avignon, pour aller chercher le double de la traite foraine obtenue par la ville d'Avignon du roi de France. — Vérification et approbation des comptes de Jacques Gentil (fol° 54), etc.

C. 154. (Registre.) — In-folio, 16 feuillets, papier.

1553. — Compte rendu par François Rostagni de ce

qu'il a reçu du trésorier du pays et de la dépense faite pour la venue de M. de Caderousse et pour celle du commissaire des syndicats et par mandement des élus (fol° 2) : une saumade de bois, 2 gros 12 deniers ; 2 livres de prunes, 4 gros ; 2 onces de poivre, 3 gros ; 4 livres de figues de Marseille, 4 gros 12 deniers ; 4 livres de sardines, 4 gros 12 deniers ; 12 harengs saurs, 7 gros ; 1 once de cannelle, 6 gros ; un beau verre pour le commissaire, 1 gros ; 1 livre de sucre fin, 12 gros ; 12 harengs blancs, 6 gros 13 deniers ; 2 anguilles salées, 4 gros ; 2 livres d'anguilles fraîches, 3 gros 18 deniers ; 4 livres de thon, 8 gros ; 4 livres de châtaignes, 1 gros ; 4 livres de pêches, 4 gros ; 2 florins 8 gros 18 deniers pour du poisson apporté de l'Isle ; 2 florins un gros pour un pain de sucre fin ; 2 florins 2 deniers pour du poisson apporté de l'Isle ; 1 gros pour 16 oranges ; 4 livres de lentilles, 1 gros 8 deniers ; 18 deniers pour une main de papier pour M^r de Caderousse ; 1 florin 7 gros 12 deniers à un homme ayant apporté du poisson de l'Isle ; — 1 gros 12 deniers pour une once de girofle ; — 3 gros pour une livre de belles panses pour M^r de Caderousse ; 2 gros 12 deniers à deux portefaix ayant porté 20 quintaux de bois depuis Saint-Siffrein jusqu'au logis de M. de Caderousse ; 16 florins pour 6 saumées de vin tant blanc que claret ; 7 gros 12 deniers pour 5 anguilles à 12 patas pièce ; 1 florin 4 gros pour 6 livres de saumon ; 12 deniers pour une noix muscade ; 3 florins à un homme ayant apporté du poisson de l'Isle. — Mandat de François Sadolet et Guillaume de Patris au trésorier du pays d'admettre en son compte les 251 florins 4 gros 8 deniers dépensés par le sieur Rostagni (fol° 16), etc.

C. 155. (Registre.) — In-folio, 109 feuillets, papier.

1555-1559. — Compte rendu par Jacques Gentil de l'exaction des tailles imposées sur les lieux du Comtat-Venaissin : la ville de Carpentras, 177 florins 2 sous pour une taille de 12000 florins ; 910 florins pour une taille de 1500 écus. — Arrérages de la judicature de l'Isle (fol° 5). — Arrérages du clergé et des vassaux pour le don gratuit fait au cardinal Farnèse, légat d'Avignon (fol° 13). — Cote de la judicature de l'Isle pour une taille de 1200 écus (fol° 13) : l'Isle, 232 florins ; Cavaillon, 186 florins ; le Thor, 122 florins ; Châteauneuf, 56 florins ; Caumont, 42 florins ; Taillades, 4 florins ; Robion, 79 florins ; Maubec, 8 florins 10 gros ; Opède, 74 florins ; Ménerbe, 43 florins ; Bonnieux, 89 florins ; St-Saturnin-lès-Apt, 26 florins, Cabrières, 14 florins ; Lagnes, 39 florins ; Vaucluse, 4 florins 11 gros ; Simiane, 14 florins ; Velleron, 28 florins ; Jonquerettes, 1 florin ; Touzon, 1 florin 4 gros. — Cote de la judicature de Valréas, 188 florins pour la même taille (fol° 39) : Valréas, 188 florins 3 sous ; Bollène,

188 florins ; Visan, 87 florins, Mornas, 82 florins ; Sainte-Cécile, 47 florins ; Piolen, 47 florins ; La Palud, 39 florins ; Grillon, 41 florins ; Rousset, 20 florins ; Rochegude, 5 florins 3 gros ; Les Pilles, 9 florins 11 gros ; Aubres, 5 florins 1 gros ; Valouse, 4 florins ; Eyrolles, 4 florins ; Bouchet, 6 florins ; Richerenches, 6 florins. — Taille imposée sur le Comtat-Venaissin pour le don gratuit fait au Pape s'élevant à 2200 écus, à 47 sous par écu (fol° 63) : la ville de Carpentras, 1365 florins ; Monteux, 162 florins ; Entraigues, 77 florins ; Caderousse, 171 florins 10 gros ; Rasteau, 54 florins 3 gros ; St-Roman-de-Malegarde, 9 florins 7 gros ; Buisson, 30 florins 10 gros ; Villedieu, 30 florins 6 gros ; Vacqueiras, 28 florins 8 gros ; Sablet, 47 florins 3 gros ; Ségu-ret, 77 florins 10 gros ; Baumes, 101 florins 6 gros ; Pont de Sorgues, 89 florins 6 gros ; Vedène, 13 florins 2 gros ; Sarriens, 120 florins 4 gros ; Pernes, 470 florins 7 gros ; Roque-sur-Pernes, 21 florins 6 gros ; Baucet, 26 florins ; Venasque, 84 florins 9 gros ; Malemort, 51 florins 9 gros ; Méthamis, 8 florins 4 gros ; Villes, 77 florins 6 gros ; Blauvac, 14 florins 4 gros ; Mormoiron, 164 florins 8 gros ; Mazan, 412 florins 1 gros ; Bedoin, 197 florins 11 gros ; Crillon, 68 florins 7 gros ; Modène, 8 florins 4 gros ; Caromb, 342 florins ; Le Barroux, 26 florins ; Malaucène, 230 florins ; Crestet, 65 florins ; Entrechaux, 56 florins ; Faucon, 52 florins ; Puyméras, 76 florins ; St-Romain-en-Viennois, 7 florins 2 gros ; Vaison, 81 florins 10 gros ; Beaumont, 9 florins ; Roaix, 7 florins 2 gros ; Brantes, 14 florins 4 gros ; — Saint-Saturnin-lès-Avignon, 9 florins ; St-Didier, 9 florins. — Cote de la judicature de Valréas pour la même taille (fol° 82). — État des arrérages (fol° 94), etc...

C. 156. (Registre.) — In-folio, 60 feuillets, papier.

1557-1559. — Compte rendu par Jacques Gentil, de l'exaction des tailles imposées sur les lieux du Comtat-Venaissin. — État des arrérages (fol° 3). — État des paiements faits des deniers des arrérages (fol° 13). — Répartition sur les trois judicatures du pays d'une taille de 4000 écus à raison de 48 gros par écu, imposée par les élus du pays (fol° 18). — Judicature de Carpentras (fol° 18). — Judicature de l'Isle (fol° 34). — Judicature de Valréas (fol° 41). — Dépenses du trésorier sur les deniers de la taille de 4000 écus (fol° 47) : 5 gros pour le port à Avignon d'un fromage offert par le pays à Monseigneur de Carpentras ; — 117 florins 11 gros à M. de Châteauneuf pour une dette du pays ; — 103 florins 1 gros à l'hôte du *Mouton*, à Carpentras, pour dépenses faites chez lui par les élus ; — 285 florins 3 gros à la ville de Cavaillon pour dépenses de la gendarmerie ; — 40 florins au recteur pour ses vacations ; — 9 florins à l'hôtesse de l'*Ecu de*

France pour dépenses du capitaine Christophe, — 84 florins à la ville du Thor pour la dépense des compagnies de Jean de Guaire ; — 100 florins pour paiements des postes et dépenses de M. de Causans ; — 154 florins à l'hôte des *Deux Faucons*, à Avignon, pour dépenses faites par les élus, — 64 florins à l'hôte de l'*Ecu de France*, à Cavaillon, pour dépenses des élus et pour le passage de M. de Guise et de ses compagnons de gens de pied, 29 florins à l'hôte du *Chaval blanc*, à l'Isle, pour logement des compagnies de pied ; etc.

C. 157. (Registre.) — In-folio, 171 feuillets, papier.

1562-1566. — Compte rendu par François Rostagni, trésorier des États du Comtat-Venaissin. — Répartition par judicature et par communauté d'une taille de 10 000 écus de 4 florins pièce, imposée le 29 juin 1562 par les États (fol° 3). — Judicature de Carpentras (fol° 3). — Judicature de l'Isle (fol° 8). — Judicature de Valréas (fol° 11). — Répartition d'une taille de 2500 écus de 4 florins pièce faisant 10 000 florins, imposée sur le pays le 14 juillet 1562 (fol° 14). — Répartition dans les judicatures de Carpentras et de l'Isle d'une taille de 5000 écus de 4 florins pièce, imposée le 4 juillet 1563 (fol° 26). On lit à ce feuillet : « *Nota.* Que la judicature de Valréas n'a rien payé de la dicte tailbe. Et s'en est exigé plus que des dits 5000 écus à cause que les lieux principaux payèrent pour Valréas étant détenu des Huguenots ». — Répartition d'une taille de 1600 écus d'or pistolets de 49 sous pièce, imposée le 26 septembre 1563 (fol° 39). — Répartition d'une taille de 600 écus pistolets de 49 sous pièce, imposée le 13 septembre 1564 (fol° 50). Les nobles de la judicature de Carpentras paient (fol° 52) : la duchesse de Valentinois, 18 florins 6 sous ; le baron de Beaumont, 6 florins 6 sous ; M. de Caromb et Modene, 9 florins 3 sous ; M. de Caderousse et en partie de Lagnes, 5 florins 4 sous ; les trois demoiselles de Caderousse, 1 florin 4 sous ; M. de Puyméras et partie de Caderousse, 6 florins 4 sous ; M. de Vaucluse, Lagnes et Mazan, 7 florins ; M. de Mazan, de Sade, Saint-Léger et en partie de Saumane, 6 florins ; M. de Carpentras, 6 florins 3 sous ; M. de Méthamis, Saint-Didier et Venasque, 3 florins ; M. d'Aubignan et Loriol, 7 florins 6 sous ; M. de Vacqueyras, 3 florins 6 sous ; M. de Vaison, 5 florins 4 sous ; M. d'Entrechaux, 4 florins 4 sous ; M. de Durban, 4 florins 4 sous ; M. de Châteauneuf et d'Entraigues et Velleron, en partie, 10 florins 4 sous ; et de Bédoin, 3 florins 6 sous ; M. de St-Romain-en-Viennois, 1 florin ; M. de Javon, 2 florins 6 sous ; M. de Sarriens, 6 sous ; M. de San-Roman-de-Malegarde, 2 florins 3 sous ; M. de Vedène, 1 florin 6 sous ; M. de St-Saturnin-lez-Avignon, 1 florin 4 sous ; M. de Causans, et en partie de Brantes et St-Léger, 1 florins 6 sous ; M. de

Brantes des Isnard, 1 florin ; M. de Savoillan, 1 florin ; M. de Crillon, 2 florins 6 sous ; M. de Buisson, 1 florin ; M. de la Fare, 1 florin ; M. de Blauzac, 1 florin ; M. de la Roque-sur-Pernes, 1 florin ; M. du Barron, 1 florin 10 sous ; M. de Roaix, 1 florin ; les coseigneurs de Venasque, 9 florins 2 sous ; M. de Molans, pour les Baumettes, 1 florin ; M. de Flassan, 1 florin. — Répartition de la taille de 600 écus sur les nobles de la judicature de l'Isle (fol° 57) : le baron du Thor, 6 florins ; M. de Châtères, 2 florins 6 sous ; M. de Beaumont, et en partie de Marbec, 4 florins 6 sous ; M. de Tailhades, 4 florins ; M. de Cornout-Sevire, 3 florins ; M. de Camont de Perassis, 3 florins ; M. de Jonquerettes, 6 sous ; les consuls de l'Isle, 4 florins ; M. de Velleron Astouaud, 2 florins 6 sous ; M. d'Oppède, 4 florins ; M. de Cavaillon, 2 florins ; M. de la Four de Solhan, 1 florin. — Répartition de la même taille sur les nobles de la judicature de Valréas (fol° 61) : M. de Rochebude, 2 florins 6 deniers ; le collège du Roure, d'Avignon, 10 florins 6 gros ; M. des Piles et d'Aubres, 3 florins 9 gros ; M. de Valouse, 2 florins 10 gros ; M. de Piolen, 2 florins 6 gros ; le collège Saint-Martial, 5 florins ; M. de Montjoux, et en partie de Roussel, 1 florin 6 deniers ; les consuls de Bollène, pour Bauzon, 1 florin 6 deniers ; les consuls de la Garde-Paréol, 2 florins 6 gros ; M. de la Bastie-Reynaud, 2 florins 6 deniers ; M. d'Aubres, 1 florin 3 deniers. — Répartition d'une taille de 800 écus imposée pour le présent de taille de 400 écus pistolets valant 40 sous pièce, soit 1600 florins imposée le 2 juillet 1561 (fol° 70). — Répartition d'une taille de 1000 écus d'or italiens valant 40 sous pièce, 4000 florins 4 sous, imposée le 28 de septembre 1584 (fol° 87). — Répartition d'une taille de 1200 écus valant, à 49 pièce, 4900 florins, imposée le 5 décembre 1565 (fol° 98). — Répartition d'une taille de 600 écus d'or italiens, valant 49 sous pièce, 2450 florins, pour l'entretien des arquebusiers pendant les mois de juillet, août et septembre, imposée le 11 juillet 1565 (fol° 109). — Dépenses du trésorier (fol° 121) : 204 florins 2 gros à l'hôte du *Mouton*, à Carpentras ; — 133 florins à l'hôte des *Deux Faucons*, à Avignon ; — 297 florins à Joseph de Lopis, pour une pension annuelle à la Madeleine ; — 30 écus, 22 écus d'or sols 8 écus d'or italiens au viguier Granier, pour aller au devant de M. le Cardinal ; — 104 écus sol à M. de Fortia, pour complément de 200 écus expédiés à Rome ; — 69 écus italiens empruntés à Salomon Clès pour payer les 25 arquebusiers pour la garde du pays, etc.

C. 158. (Registre.) — In-folio, 23 feuillets, papier.

1569. — Compte des tailles imposées sur les communautés du Comtat-Venaissin. — Répartition d'une taille de

1500 écus de 4 florins la pièce imposée sur le pays pour payer Nathan, de Bédarrides (4 juin 1569) (fol° 1). — Dépenses pour les affaires du pays (fol° 10) ; — 116 florins à l'hôte des *Deux Faucons*, à Avignon ; — 91 florins à Madame de Merles ; 104 florins à l'hôtesse des *Deux Faucons*, pour 25 écus d'Italie qu'elle avait prêtés aux consuls ; — 25 florins à M. de Châteauneuf ; — 119 florins à M. de Tartulli ; — 154 florins à M. de Lopis ; — 1500 florins au procureur de N. S. Père le Pape ; — 85 florins à M. de Valobres ; — 4 florins 6 sous aux messagers qui ont fait les criées contre les juifs ; etc.

C. 159. (Registre.) — In-folio, 21 feuillets, papier.

1571. — Compte de noble Antoine Rostagni, trésorier du pays, de l'argent extraordinaire et arrérages d'une taille de 6000 écus. — Compte des arrérages (fol° 4). — État des paiements faits par le trésorier (fol° 6) : 2 gros 1 denier à un messager pour porter une lettre aux consuls de Bollène ; — 300 florins au sieur Marion, du commandement du Recteur ; — 9 gros à un messager ayant porté une lettre à M. de la Fare ; — 8 sous à un messager ayant porté à Avignon un paquet destiné à Rome ; — 400 florins à l'hôte du *Mouton*, à Carpentras, en diminution de la dette du pays ; — 12 florins à M. de Brantes, consul de l'Isle ; — 111 florins 10 sous pour le « paly » que le pays avait fait faire pour l'entrée du cardinal Alessandrini ; — 94 florins 6 sous au sieur de Saint-Martin, pour une pension que le pays fait à sa femme, etc.

C. 161. (Registre.) — In-folio, 84 feuillets, papier.

1573-1574. — Compte d'Antoine Rostagni, trésorier des États du Comtat-Venaissin. — Paiement de pensions (fol° 1). — État des sommes empruntées sur les communautés du pays (fol° 4). — Dépenses pour le pays : 1 florin 1 sou au sieur Vaneu, de l'Isle ; — 2 florins à un messager ayant porté un paquet de lettres au comte de Carces ; — 154 florins à M. de Fortia, pour une pension annuelle à lui due par le pays ; — 123 florins 8 sous à M. de Tartulle, pour une pension annuelle ; — 26 florins 8 sous à des soldats pour la garde du lieu de Malmort ; — 2208 florins au comte de Villeclair, gouverneur général au fait de la guerre, dans le Comtat-Venaissin ; — 353 florins 4 sous à M. de Soubiras, pour ses peines et vacations à Rome pour les affaires du pays ; — 220 florins 10 sous à M. de Venasque en déduction de ses peines et vacations pour aller rouver le maréchal de Danville en Languedoc, pour les affaires du pays ; — 128 florins 4 sous au sieur de Ruffo, notaire d'Avignon, pour une pension annuelle ; — 195 florins 10 sous à nobles Pierre de Bus, de Cavaillon, pour ses peines et vacations pour les affaires du pays ; — 416 florins à M. de Sobiras

pour son voyage à la cour et pour le don gratuit que le pays lui fait ; — 132 florins 6 sous à M. de Sobiras pour sa dépense, allant trouver le prince Dauphin ; — 1 florin à un messenger ayant porté des lettres au comte de Villeclaire, au Thor et à Cavaillon ; — 900 florins à M. de Sobiras, pour la dépense des soldats qui sont au quartier de Ménerbe ; — 350 florins au comte de Villeclaire, 541 florins au colonel Pompée, pour paiement des soldats de sa compagnie ; — 16 florins au sieur Fornileri, pour la montre des compagnies logées auprès de Ménerbe, etc.

C. 161. (Registre.) — In-folio, 41 feuillets, papier.

1577-1578. — Compte de gestion d'Antoine Rostagni, trésorier des Etats (fragments). — État des arrérages (fol° 1). — Dépenses : 1833 florins 4 sous à Jean de Ruffo, notaire d'Avignon, pour une pension annuelle ; — 4 florins à un messenger ayant porté des lettres à M. de Vacqueiras ; — 10 sous à un messenger ayant porté une lettre au cardinal d'Armagnac ; — 91 florins 8 sous pour 6 soldats pour la garde de Vacqueiras ; — 61 florins 8 sous pour 4 soldats pour la garde de Villes ; — 91 florins 8 sous au capitaine Baron pour 6 soldats pour la garde du lieu de Venasque ; — 90 florins au capitaine Villeneuve pour 6 soldats pour la garde du lieu de Monteux ; — 61 florins 8 sous pour 5 soldats pour la garde du lieu de Cairanne ; — 30 florins aux consuls de Séguret pour 2 soldats pour la garde du dit lieu ; — 120 florins pour des soldats pour la garde du lieu de Mormoiron ; — 60 florins au capitaine Tely, pour 4 soldats pour la garde du lieu de Bedoin ; — 4 florins 8 sous au capitaine Thomas, d'Arles, pour 4 soldats pour la garde du lieu de Pont de Sorgues ; — 225 florins au sieur de Laisan pour 16 soldats pour la garde du lieu de Mornas ; — 300 florins à M. de Trechemis pour 20 soldats pour la garde du lieu de Valréas ; — 360 florins pour 24 soldats pour la garde du lieu de Caderousse ; — 180 florins pour 12 soldats pour la garde du lieu de Bollène ; — 46 florins pour 3 soldats pour la garde du château de Javon ; etc.

C. 162. (Registre.) — In-folio, 46 feuillets, papier.

1589-1590. — Compte d'Antoine Rostagni, trésorier des États. — Recettes du clergé (fol° 1). — Recettes des vassaux pour leur cote d'une taille de 1200 écus, imposée le 16 octobre 1588 (fol° 3) ; — 300 florins du baron de Sérignan ; — 88 florins de M. de Caderousse ; — 54 florins de M. de St Roman-de-Malegarde ; — 16 florins de M. de la Fare ; — 12 florins de M. de Patris ; — 80 florins de M. de Cabrières ; — 45 florins de M. de Montfort pour Rousset. — Recettes des vassaux pour une taille de 1240 écus, imposée le 7 octobre 1589 pour la trêve (fol° 5). — Recettes des communautés pour la guerre (fol° 7) ;

10000 florins de Carpentras ; 3000 florins de l'Isle ; 1000 florins de Pernes. — Recettes des communautés ayant payé pour la trêve faite avec M. de Lesdiguières (fol° 9) : Carpentras, 1000 florins ; Mazau, 3000 florins ; Montoux, 2500 florins ; Le Buisroux, 500 florins ; Mormoiron, 2000 florins ; Bedoin, 2000 florins ; Oppède, 1000 florins ; Pernes, 2000 florins ; Cavaillon, 2500 florins ; Baumes, 1000 florins ; Saintes-Croix, 1000 florins ; l'Isle, 2000 florins ; Châteauneuf-Chaud, 1000 florins ; Pont-de-Sorgues, 2000 florins ; Séguret, 950 florins ; Bollène, 500 florins ; Vaison, 1000 florins ; Montoux, 500 florins ; Robion, 500 florins ; Entraigues, 200 florins. — Répartition d'une taille de 50000 écus, imposée le 18 juillet 1589 (fol° 14). — Judicature de Carpentras (fol° 14). — Judicature de l'Isle (fol° 28). — Judicature de Valréas (fol° 34). — Dépenses pour la guerre (fol° 39) : 175 florins pour dépenses des députés des Trois États à Sorgues ; — 100 florins au sous-viguier d'Avignon, pour ses peines au camp de Courthezon ; — 21 florins au sieur Richard, conducteur de l'artillerie ; — 40 florins au capitaine Pusco ; — 1675 florins à 100 soldats pour le secours de Camaret ; — 500 florins à M. de Caderousse ; — 125 florins au maître d'hôtel du vice-légat d'Avignon ; — 100 florins au « chevauteur » de M. de Montmorency ; — 18 florins au maréchal suivant la compagnie du vice-légat ; — 175 florins à l'hôte de la Rochelle à Avignon pour dépenses faites par M. de Caderousse ; — 204 florins au lieutenant du colonel Baudin pour sa compagnie de gens de pied pour sept jours ; — 108 florins au capitaine Fabrici, pour l'entretien de sa compagnie pendant cinq jours ; — 575 florins au lieutenant de la compagnie de cavalerie du colonel Baudin pour 8 jours ; — 240 florins au chevalier de Caumont pour sa compagnie pendant 8 jours ; — 500 florins aux consuls de Mormoiron pour les troupes logées au dit lieu ; — 10 florins au trompette du vice-légat ; — 1000 florins aux consuls de Mormoiron pour les troupes logées au dit lieu, etc.

C. 163. (Registre.) — In-4°, 95 feuillets, papier.

1600-1601. — Compte d'Antoine Rostagni, trésorier des États du pays. — Recettes (fol° 1) : 116 florins 11 sous 8 deniers du diocèse de Cavaillon, à compte de la somme due pour le passage de Monseigneur le cardinal Aldobrandini et de la reine ; — 203 florins 1 sou 12 deniers du diocèse de Carpentras pour la même cause ; — 50 florins 4 sous du diocèse de Vaison pour la même cause. — État des arrérages dus au pays par les vassaux (fol° 2). — Arrérages dus au pays par les judicatures (fol° 19). — Répartition d'une taille de 2000 écus imposée le 24 août 1600 (fol° 66). — Judicature de Carpentras (fol° 68). — Judicature de l'Isle (fol° 74). — Judicature de Valréas (fol° 77). — Dépenses (fol° 83) : 126 florins 5 sous 12

deniers au sieur Salvator, commissaire de la cavalerie ; — 200 florins au capitaine de Ménerbe pour fastigage des soldats ; — 620 florins à l'évêque de Vaison pour son voyage à Lyon ; — 100 florins au sieur Foulard, d'Avignon, au sujet d'un présent rendu au pays par le cardinal Aldobrandini ; — 60 florins au sieur Jupin, consul de Cavaillon, pour ses peines lors de la venue du dit cardinal ; — 153 florins pour le sceau des lettres de naturalité ; — 517 florins 10 sous à M. de Rippert, consul de Bollène, pour ses peines et vacations et autres fournitures lors de son voyage à Grenoble pour les lettres de naturalité ; — 285 florins pour le logis de M. de Caderousse ; — 475 florins à M. de Sobiras pour ses peines et vacations ; — 86 florins au sieur Horatio, hôte des *Deux Faucons*, pour la dépense de M. de Caderousse ; — 172 florins au R. P. de la Ravoir, prieur de Bonpas, pour le fastigage des soldats ; — 1000 florins, 2000 écus faisant 1000 florins à l'évêque de Cavaillon, pour aide des deux repas qu'il a fait à Cavaillon le cardinal Aldobrandini. — Vérification et acceptation par les auditeurs des comptes, du compte d'Antoine Rostagni (fol° 95), etc.

C. 164. (Registre.) — In-folio, 161 feuillets, papier.

1601-1603. — Compte d'Antoine Rostagni, trésorier des États, et d'Étienne Rostagni, son fils et successeur. — Recettes : 250 florins du clergé du pays ; 1600 florins du sieur Jean Martin, marchand, de Carpentras. — Arrerages de la répartition de 12000 florins dus par les vassaux (fol° 2). — Arrerages d'une taille de 800 écus (fol° 8). — Répartition d'une taille de 100 écus sur les vassaux (fol° 22) ; — le baron de Sérignan, 35 florins 7 sous ; — le baron de Baumes, 21 florins 8 sous ; — M. de Caderousse, 42 florins 4 sous ; — M. de Durban, pour Durban et Caderousse, 7 florins 4 sous ; — Balthazar de Sade, pour Mazan et Saumane, 18 florins 10 sous, — le sieur de Méthamis pour ses coseigneureries de Venasque et de St-Didier ; — M. de Velleron, pour Entraigues et Velleron, 12 florins 8 deniers ; — M. de Vedène, pour Vedène et St-Saturnin, 7 florins 7 sous. — Répartition d'une taille de 400 florins (fol° 37). — État des arrerages dus par la communauté (fol° 62). — Répartition d'une taille de 1720 écus, imposée le 2 mars 1602 (fol° 98). — Judicature de Carpentras (fol° 98). — Judicature de l'Isle (fol° 107). — Judicature de Valréas (fol° 112). — Répartition d'une taille de 3216 florins, imposée le 31 octobre 1602 (fol° 116). — Judicature de Carpentras (fol° 116). — Judicature de l'Isle (fol° 125). — Judicature de Valréas (fol° 129). — Dépenses (fol° 135) : 416 florins à M. de Langes, sieur de Montmirail ; — 20 florins à M. de Rippert, de Bollène, pour ses peines et vacations ; — 360 florins à la communauté de Ménerbe pour le fastigage des soldats ; —

153 florins au sieur Rosset pour son voyage de Rome ; — 110 florins à l'hôtesse de la Rochelle, à Avignon, pour la dépense de M. de Caderousse ; — 10 florins aux estaffiers et suisses du vice-légat pour les étrennes ordinaires ; — 210 florins à M. de Floravant pour une pension annuelle ; — 635 florins au capitaine Bambino Bernamonti pour le fastigage des soldats de sa compagnie ; — 600 florins à la commune de l'Isle pour les dépenses du passage des troupes du duc de Guise. — Vérification et approbation du dit compte (fol° 161), etc.

C. 165. (Registre.) — In-folio, 33 feuillets papier.

1708-1710. — Emprunts faits pour la levée des troupes de Sa Sainteté par Valadier, trésorier général du pays du Comtat-Venaissin : 300 livres grosse monnaie, faisant en monnaie de roi 873 livres 5 sous, à Catherine de Boudin, veuve Joseph Penne (fol° 1) ; — 600 livres grosse monnaie, faisant 582 livres 3 sous 4 deniers en monnaie de roi, à Anne Bontemps (fol° 1) ; — 1144 livres en monnaie de roi à Thérèse de Monesy (fol° 1) ; — 1000 livres en monnaie de roi, à noble François Cazal, avocat d'Avignon (fol° 1) ; — 1200 livres en monnaie de roi à noble Gabriel Joucas, de Pernes (fol° 1) ; — 1500 livres en monnaie de roi à noble Paul de Verclos, capiscol de St-Siffrein (fol° 1) ; — 600 livres à noble Pierre Gauthier, docteur-ès-droits ; — 3843 livres à M. de Sade de Beauregard (fol° 2) ; — 1800 livres en monnaie de Roi, à Alexandre de Chaussande (fol° 2) ; — 900 livres en monnaie de roi à Marguerite de Chaulardy (fol° 2) ; — 1800 livres en monnaie de Roi à noble Pierre Boquet, de Mazan (fol° 2) ; — 1000 livres en monnaie de roi à noble Pierre Chapuis, docteur-ès-droits (fol° 3) ; — 4800 livres en monnaie de roi à noble dame Marie de Dheine de Chapuis, de Valréas (fol° 3) ; — 1000 livres à Catherine de Morelly (fol° 3) ; — 1542 livres à noble Gabriel de Cohorne de Limon (fol° 3) ; — 1500 livres à noble Joseph de Florans (fol° 4) ; — 1200 livres aux consuls de Beaumes (fol° 4) ; — 3600 livres à noble Claude Salvador (fol° 4) ; — 1200 livres à François Veyron, curé de Monteux (fol° 4) ; — 1700 livres à noble Charles Sibour (fol° 4) ; — 600 livres à noble François d'Andrée (fol° 5) ; — 3341 livres aux dames de Ste-Claire d'Avignon (fol° 5) ; — 600 livres à noble Henri de Laprade (fol° 5) ; — 1500 livres à noble Joseph André de Johannis (fol° 5) ; — 1800 livres à Thomas Agard, chanoine (fol° 6) ; — 1500 livres à noble Étienne de Georges de Cabanis (fol° 7) ; — 460 livres à la communauté de Visan (fol° 7) ; — 3900 livres à noble François de Girenton (fol° 8). — Dépenses : payé à MM. Fabre et des Iles, marchands, auxquels le vice-légat avait donné le prix-fait de l'habillement des troupes, 2600 livres en monnaie du roi (fol° 11) ; — payé à M. Garichon 9700 livres par ordre de Son

M. de Sade de Beauregard, 3390 livres 6 sous 3 deniers (fol° 38).

C. 171. (Registre.) — In-folio, 37 feuillets, papier.

1713. — Comptes du trésorier général du pays. — Déchargement des sommes employées par Valladier, trésorier général du pays : payé à du Barronx l'aîné, 120 livres (fol° 14) ; — à de Guigou, 65 livres (fol° 16) ; — à Gaspard de Papi de Fabrís, procureur du marquis Charles Bretii, 6660 livres 15 sous 4 deniers (fol° 17) ; — à de St-Roman, 180 livres (fol° 18) ; — à Quinson, 907 livres 10 sous (fol° 19) ; — à de Cabanis, 105 livres (fol° 20) ; — à Delagarde, 326 livres (fol° 21) ; — à de Chapuis, 40 livres (fol° 22) ; — à de Limon, 61 livres 13 sous 9 deniers (fol° 23) ; — à d'Andrée, 24 livres 10 sous (fol° 24) ; — à de Florent, 60 livres (fol° 26) ; — à de Villeneuve, 400 livres monnaie de roi, faisant 408 livres grosse monnaie (fol° 27) ; — aux élus du Tiers-État, 90 livres (fol° 28) ; — à d'Aurel, de Lapalud, 38 livres monnaie de roi (fol° 30) ; — à de Lopis, consul, 43 livres 10 sous (fol° 31) ; — au consul de Caderousse, 690 livres, monnaie de roi (fol° 32) ; — à de Villeneuve, 82 livres (fol° 33) ; — à Floret, secrétaire du pays, 120 livres (fol° 34) ; — aux auditeurs des présents comptes, 114 livres (fol° 36).

C. 172. (Registre.) — In-folio, 36 feuillets, papier.

1714. — Comptes du trésorier général du pays. — Payé à dame de Vérot, 272 livres (fol° 13) ; — à de Ginet, 596 livres, (fol° 14) ; — à Bazullis, concessionnaire de de Cappélis, 440 livres (fol° 15) ; — à de Case, 102 livres (fol° 16) ; — à dame de Casal, 144 livres (fol° 16) ; — à de Jouffret, 150 livres (fol° 17) ; — à de St-Jean, 337 livres (fol° 18) ; — à dame de Roubaud d'Inguibert, 144 livres (fol° 19) ; — à de Quinson, 907 livres 10 sous (fol° 19) ; — à du Barroux, 120 livres (fol° 20) ; — à de Cabanis, 105 livres (fol° 21) ; — à de Cartier (fol° 22) ; — à de Joucas, 48 livres (fol° 23) ; — à demoiselle Diane André, 81 livres (fol° 24) ; — à de Chapuis, 129 livres (fol° 25) ; — à Cadichon, 800 livres (fol° 26) ; — aux élus des Trois-États et aux consuls des communautés adjointes, 587 livres (fol° 27) ; — à Pujol et de Villeneuve, 39 livres 15 sous (fol° 28) ; — pour l'envoi d'une lettre de change à Mel-lela, procureur du pays à Rome, 143 livres 2 sous (fol° 29) ; — à Jassuda, de la Roque, 300 livres (fol° 30) ; — à de Beauvillard, 60 livres (fol° 31) ; — à de Villeneuve, 150 livres (fol° 32) ; — aux auditeurs des présents comptes 114 livres (fol° 34).

C. 173. (Registre.) — In-folio, 13 feuillets, papier.

1715. — Comptes du trésorier général du pays. — Payé à de Guigou, 65 livres (fol° 13) ; — à de Jouffret, 150 livres (fol° 14) ; — à de Florent, 421 livres 16 sous (fol° 15) ; — à dame de Girenton, 72 livres (fol° 16) ; — au Révérend Père d'Olon, syndic des Dominicains, 180 livres (fol° 17) ; — à de Lamothe, 74 livres (fol° 18) ; — à dame de Casal d'Honoraty, 72 livres (fol° 19) ; — à Vitalis, 105 livres (fol° 20) ; — au marquis de Velleron, 192 livres (fol° 21) ; — à Bartet, procureur de dame de Bénédictie, 264 livres (fol° 22) ; — à Riguard, procureur de demoiselle de Bonoty, 108 livres (fol° 23) ; — à de Binon, 63 livres (fol° 24) ; — à de Cadichon, 400 livres, (fol° 25) ; — à demoiselle de Viennois, 180 livres (fol° 26) ; — à Mgr le Recteur, 50 livres (fol° 27) ; — au marquis d'Autane, 150 livres (fol° 28) ; — à de Villeneuve, 12 sous (fol° 29) ; — à Floret, secrétaire du pays, 120 livres (fol° 30).

C. 174. (Registre.) — In-folio, 3 feuillets, papier.

1716. — Comptes du trésorier général du pays. — Payé à de Caseneuve, 102 livres (fol° 14) ; — à de la Royère, 144 livres (fol° 15) ; — à Mgr de Jarente de la Bruyère, 36 livres (fol° 15) ; — aux prêtres de St-Charles d'Avignon, 108 livres (fol° 16) ; — à de Briancourt, 180 livres (fol° 17) ; — aux Pères Jésuites du collège d'Avignon, 216 livres (fol° 18) ; — à de St-Jean, 225 livres (fol° 19) ; — aux religieuses de Ste-Ursule de Carpentras, 478 livres (fol° 20) ; — à dame de Jocas, 48 livres (fol° 21) ; — au chanoine d'Andrée, 612 livres (fol° 22) ; à Proal, de Vaison, 495 livres (fol° 23) ; — à d'Astier, mari de dame de Roleri, 120 livres (fol° 24) ; — au marquis de Velleron, 4000 livres (fol° 25) ; — à de Villeneuve, 24 livres (fol° 26) ; — à d'Autane, capitaine de la compagnie des chevaux-légers à Avignon, 150 livres (fol° 28) ; — à Casel, avocat du pays à Avignon, 4 livres 11 sous (fol° 30) ; — aux auditeurs des présents comptes, 114 livres (fol° 32).

C. 175. (Registre.) — In-folio, 11 feuillets, papier.

1722. — État de la taille que le clergé, les vassaux et les communautés du pays doivent pour la présente année : les seigneurs et messeigneurs du clergé, 1568 livres 14 sous 1 denier ; — les vassaux : d'Andrée, 4 livres 12 sous 2 deniers ; — l'intendant d'Arnaud, 32 livres 5 sous 1 denier ; — du Barroux, 22 livres 6 sous 5 deniers ; — le baron de Baume, 78 livres 11 sols 9 deniers ; — Barre des Baumettes, 3 livres 10 sous 7 deniers ; — de Beaumont, 20 livres 7 sous 4 deniers ; — le marquis de Bouchamp, 8 livres 16

sous 4 deniers ; — de Bausset, 4 livres 11 sous 3 deniers ; — le marquis de Bédoin, 43 livres 15 sous 6 deniers ; — de Blo-card, 3 livres 8 sous 9 deniers ; — de Blauvac, 9 deniers 17 sols 6 deniers ; — les consuls de Bollène, 49 livres 10 sous 4 deniers ; — le comte de Brancas, 48 livres 5 sous 10 deniers ; — le marquis de Brantes, 20 livres 16 sous 7 deniers ; — de Bressac, 15 livres 5 sous 7 deniers ; — le duc de Caderousse, 170 livres 11 sous 4 deniers ; — le baron du Caromb, 18 livres 18 sous 8 deniers ; — de Cartier de Lagnes, 7 livres 7 sous ; — le marquis de Castellane, 38 livres 10 sous 1 denier ; — le marquis de Caumont, 65 livres 15 sous 10 deniers ; — les consuls de Cavillon, 13 livres 7 sous 5 deniers ; — le comte de Causans, 59 livres 18 sous ; — de Châteauneuf, 3 livres 10 sous 6 deniers ; — le marquis de Crillon, 44 livres 2 sous 7 deniers ; — le marquis d'Entraigues, 44 livres 2 deniers ; — de Fons-sec, 13 livres 6 sous 2 deniers ; — de Gigondas, de Lagarde, 3 livres 12 sous 11 deniers ; — de Gualtery, 3 livres 10 sous 6 deniers ; — d'Heyrolles, 18 livres 7 sous 11 deniers ; — le marquis de Joucas, 22 livres 13 sous 5 deniers ; — de Jonquerettes, 8 livres 16 sous 8 deniers ; — le marquis de la Bastie, 59 livres 12 sous 11 deniers ; — le marquis de La Fare, 11 livres 6 sous 3 deniers ; — le marquis de Laroque, 13 livres 6 sous 2 deniers ; — de Lamotte, 5 livres 11 sous 8 deniers ; — dame de Lamotte, 42 livres 10 sous 10 deniers ; — Limajon, 11 livres 3 sous 3 deniers ; — de Longchamps, 4 livres 11 sous 3 deniers ; — Morel, du Beausset, 11 livres 6 sous 3 deniers ; — de Massillan, 4 livres 11 sous 3 deniers ; — de Campredon, 3 livres 12 sous 11 deniers ; — le marquis de Modène, 29 livres 18 sous 5 deniers ; — le marquis de Montréal, 11 livres 6 sous 3 deniers ; — le marquis d'Oppède, 61 livres, 5 sous 1 denier ; — le marquis d'Orsan, 19 livres 1 sou ; — Payan, de Lagarde, 3 livres 12 sous 11 deniers ; — Pezenas, 4 livres 11 sous 3 deniers ; — de Cabassole et d'Aurel, 5 livres 11 sous 8 deniers ; — le marquis de Pilles, 23 livres, 12 sous 2 deniers ; — de Gast et de Roart, 3 livres 12 sous 11 deniers ; — le marquis de Pluvinel, 6 livres 15 sous ; — le marquis de Reaume, 6 livres 15 sous 1 denier ; — de Roaix, 9 livres 18 sous 1 denier ; — le marquis de Roussel, 51 livres 18 sous 1 denier ; — le marquis de Sade, 9 livres 8 sous 1 denier ; — de Séguins, de St-Jean, 11 livres 9 sous 1 denier ; de Manay, 11 livres 6 sous 1 denier ; — Barony, de St-Roman, 4 livres 11 sous 2 deniers ; — de St-Roman-Chaussade, 9 livres 17 sous 11 deniers ; — de Savillans, 12 livres 9 deniers ; — le baron de Sérignan, 113 livres 18 sous 10 deniers ; — le comte de Saze, 4 livres 11 sous 3 deniers ; — le marquis de Taulignan, 45 livres 15 sous 7 deniers ; — de Thouzon, 8 livres 16 sous 7 deniers ; — le comte de Valouse, 18 livres 11 sous 11 deniers ; — le marquis de Vaucluse, 22 livres 18 sous 12 deniers ; — de Vedene, 18 livres 13 sous ;

— le marquis de Velleron, 21 livres 2 sous 6 deniers ; — le marquis de Venasque, 38 livres 10 sous 1 denier ; — le duc de Villars, 37 livres 18 sous ; — le marquis d'Urban, 23 livres 16 sous 2 deniers ; — le comte d'Urban, 5 livres 77 sous 3 deniers (folios 1-2). — Communautés. — Judicature de Carpentras : Le Barroux, 134 livres 3 sous ; — Aubignan, 371 livres 1 sou ; — Baumes, 518 livres 14 sous ; — Bausset, 105 livres 17 sous ; — Beaumont, 48 livres 5 sous ; — Bédoin, 960 livres 15 sous ; — Blauvac, 48 livres 12 sous 3 deniers ; — Brantes, 53 livres 17 sous ; — Buisson, 156 livres ; — Caderousse, 828 livres 6 sous ; — Cairanne, 323 livres 17 sous 6 deniers ; — Camaret, 163 livres 3 sous 9 deniers ; — Caromb, 984 livres 19 sous 9 deniers ; — Carpentras, 4761 livres 19 sous 10 deniers ; Crillon, 313 livres 12 sous 7 deniers ; — Entraigues, 382 livres 9 sous 4 deniers ; — Faucon, 290 livres 18 sous 3 deniers ; — Laroque, 103 livres 10 sous ; — Malaucène, 1174 livres 6 sous 3 deniers ; — Malemort, 289 livres 9 sous 10 deniers ; — Mazan, 1396 livres 10 sous 7 deniers ; — Méthamis, 40 livres 5 sous ; — Modène, 34 livres 9 sous 9 deniers ; — Monteux, 746 livres 8 sous 3 deniers ; — Mormoiron, 812 livres ; — Pernes, 2375 livres ; — Puyméras, 383 livres 17 sous 3 deniers ; — Rasteau, 183 livres 3 sous 7 deniers ; — Roaix, 37 livres 1 sou 5 deniers ; — Sablet, 173 livres 11 sous 8 deniers ; — St-Didier, 41 livres 3 sous 9 deniers ; — St-Romain-en-Viennois, 37 livres 1 sous 5 deniers ; — St-Roman de Malegarde, 47 livres 5 sous 7 deniers ; — St-Saturnin d'Avignon, 41 livres 3 sous 7 deniers ; — Sarrians, 617 livres 7 sous ; — Séguret, 324 livres 5 sous 4 deniers ; — Sérignan, 93 livres 15 sous 10 deniers ; — Sorgues, 455 livres 4 sous 9 deniers ; — Vaison, 418 livres ; — Vaqueyras, 138 livres 17 sous 3 deniers ; — Vedène, 69 livres 10 sous ; — Venasque, 415 livres 13 sous 2 deniers ; — Villedieu, 154 livres, 1 sou 8 deniers ; — Villes, 274 livres 6 sous 3 deniers. — Judicature de l'Isle : Bonnieux, 798 livres 4 sous 1 denier ; — Cabrières, 37 livres 1 sou 4 deniers ; — Cavillon, 1644 livres 5 deniers ; — Caumont, 101 livres 5 sous 4 deniers ; — Gada-gne, 508 livres 6 sous 9 deniers ; — Jonquerettes, 11 livres 51 sous 2 deniers ; — Lagnes, 313 livres 8 sous 1 denier ; — l'Isle, 187 livres 18 sous 8 deniers ; — Maubec, 85 livres 2 sous 6 deniers ; — Méthamis, 384 livres 4 sous 8 deniers ; — Oppède, 729 livres 18 sous 4 deniers ; — Robion, 365 livres 19 sous 4 deniers ; — Sarrians, 118 livres 5 sous 4 deniers ; — Tail-lades, 57 livres 11 deniers ; — Thor, 733 livres 18 sous 4 deniers ; — Thozon, 11 livres 15 sous 2 deniers ; — Vau-cluse, 59 livres 13 sous 4 deniers ; — Velleron, 139 livres 10 sous 5 deniers. — Judicature de Valréas : Aubres, 44 livres 9 sous 7 deniers ; — Bollène, 1815 livres 5 sous 7 deniers ; — Bouchet, 46 livres 8 sous 11 deniers ; — Grillon, 382 livres 9 sous 7 deniers ; Heyrolles, 16 livres 9 sous ; — Lapalud, 441 li-

vres, 9 sous 2 deniers ; — Mornas, 425 livres 17 sous 2 deniers ; Pilles, 92 livres 7 sous 7 deniers ; — Piolenc, 441 livres 9 sous 2 deniers ; — Richerenches, 50 livres 16 sous 8 deniers ; — Rochegude, 37 livres 1 sou 9 deniers ; — Rousset, 154 livres 19 sous 6 deniers ; — Ste-Cécile, 418 livres 19 sous 2 deniers ; — Vallouse, 46 livres 9 sous ; — Valréas, 1796 livres 5 sous 7 deniers ; — Visan, 861 livres 8 sous 6 deniers (fol^o 6, 7, 8).

C. 176. (Registre.) — In-folio, 22 feuillets, papier.

1743. — Cahier des notes du trésorier du pays. — Payé à de Brantes pour fastigages, de septembre 1742 à août 1743, 4426 livres 7 sous ; — au clergé, 2500 livres ; — aux seigneurs vassaux, 2000 livres ; — aux communautés de Cavaillon, 3000 livres ; — de Pernes, 1500 livres ; — de Valréas, 3000 livres (fol^o 1, 2) ; — pour la réparation du chemin de Carpentras, 2519 livres ; — du chemin d'Entraigues, 1463 livres 1 sou 6 deniers (fol^o 3) ; — du chemin de Lapalud, 12232 livres 16 sous ; — de la montée de Vacqueiras, 3061 livres 3 sous 6 deniers (fol^o 4) ; — du chemin de Montoux, 8828 livres 6 sous 4 deniers (fol^o 5). — (27 mai 1744). Comptes rendus par le trésorier du pays : pension de la communauté de Cavaillon, 66 livres 5 deniers (fol^o 7) ; — aux dames religieuses de Ste-Madeleine de Carpentras, 310 livres 3 deniers (fol^o 8) ; — aux seigneurs vassaux, 2000 livres (fol^o 8) ; — indemnités à Étienne Roux et autres, d'Entraigues, pour réparations aux chemins, 368 livres 15 deniers (fol^o 11) ; — à la communauté de Caderousse, 1000 livres (fol^o 12) ; — au trésorier pour ses honoraires, 565 livres (fol^o 13) ; — réparations des chemins 201.211 livres 8 sous 10 deniers (fol^o 15) ; — à de Cappélis, 313 livres 16 sous ; — à dame de Quinson, 392 livres 11 sous 10 deniers ; — à de Rouville, 138 livres 8 sous (fol^o 20) ; — dépense pour le chemin de Caromb, 2519 livres 2 sous ; — d'Entraigues, 10463 livres 1 sol 6 deniers ; de Lapalud, 11232 livres 16 sous (fol^o 20).

C. 177. (Registre.) — In-folio, 26 feuillets, papier.

1750-1751. — Cahier de l'administration des finances du Comté-Venaissin, du 20 mai 1750 au 26 mai 1751 : reçu par Charpaud, trésorier-général du pays, 23688 livres 10 sous pour le quartier de la ferme, échu le 1^{er} juillet 1750 (fol^o 1) ; — 12000 livres pour Raoulx, trésorier de la Révérende Chambre, à compte de 2500 livres prêtées à la Révérende Chambre par la province (fol^o 1) ; — 1500 livres, pension due par les juifs des quatre carrières, 1^{er} novembre 1750 (fol^o 2) ; — par Charpaud, trésorier-général du pays : de Tolomas, 12070 livres pour l'avoine des cheveu-légers (fol^o 2) ; — à de Cappélis, 310 livres pour pensions à lui due

par le pays (fol^o 3) ; — à de Quinson, 392 livres monnaie courante pour pension à lui due par le pays (fol^o 3) ; — à l'archevêque-évêque de Carpentras, concessionnaire de de Bregansar, 20 livres 13 sous 1 denier pour pension à lui due par le pays (fol^o 4) ; — au marquis de Bressac, 400 livres pour pension à lui due par le pays (fol^o 4) ; — au séminaire de St-Charles d'Avignon, 780 livres pour pension due au séminaire par le pays (fol^o 5) ; — aux hoirs de demoiselle de Lusignan, 15 livres pour pension à elle due par le pays (fol^o 5) ; — à de Girenton St Vallier, 140 livres pour pension à lui due par le pays (fol^o 5) ; — au marquis de Cavaillon, 1475 livres pour pension à lui due par le pays (fol^o 6) ; — aux frères des Écoles chrétiennes d'Avignon, 180 livres pour pension à eux due par le pays (fol^o 7) ; — à dame de Carbes, veuve d'Isoard, 72 livres pour pension échue le 27 septembre 1750 (fol^o 7) ; — à demoiselle de Pascalis, 700 livres pour pension à elle due par le pays (fol^o 7) ; — à de Lamoignon de Gouvernet, 120 livres pour pension à lui due par le pays (fol^o 8) ; — à demoiselle Marie Barcillon, 1629 livres pour remboursement du capital à elle due par le pays (fol^o 9) ; — 806 livres pour la réparation du chemin d'Entraigues à Avignon (fol^o 10) ; — 38 livres à François Grimaud, ex-consul de Vedènes, pour réparations des chemins lors du passage des Infantes (fol^o 11) ; — 445 livres pour réparation du chemin de Lapalud (fol^o 12) ; — 823 livres 8 deniers pour réparation du pont de la Fuste (fol^o 13) ; — 757 livres pour réparation du chemin d'Entraigues (fol^o 14) ; — 600 livres 15 sous pour réparation du chemin d'Entraigues (fol^o 15) ; — 750 livres pour réparation du chemin d'Entraigues (fol^o 16) ; — 851 livres 14 sous pour réparation du chemin d'Entraigues (fol^o 17) ; — aux élus de la province, 917 livres pour leur voyage et séjour à Carpentras ; — 26 livres à la bonne famille de l'archevêque de cette ville, 30 livres au maître de chapelle de St-Jilhem, et 24 livres aux courtiers des consuls de cette ville (fol^o 18) ; — à Jérémie, secrétaire d'État et archiviste d'Avignon, 100 livres (fol^o 19) ; — à de Lamothe, colonel des cheveu-légers, pour régale de l'avoine, 150 livres monnaie courante (fol^o 19) ; — à Tolomas, pour le paiement du 2^e trimestre de la maréchaussée, 1512 livres 10 sous (fol^o 20) ; — au marquis de Montaigu pour le voyage et le repas qu'il a fait à Avignon pour les affaires de la province, 1264 livres (fol^o 21) ; — à Lamoignon et Laugier pour voyage par lui fait à Avignon pour retirer la moitié de la somme de 50,000 francs payée par la cour de France, 113 livres 18 sous (fol^o 21) ; — à de Valoris, syndre général, 88 livres 4 sous pour l'avoine par lui faite pour les affaires de la province (fol^o 22) ; — aux courtiers des consuls de Carpentras pour avoir tenté et tapissé le devant de la maison du pays à l'occasion de l'Octave de la Fête-Dieu (fol^o 23) ; — pour fastigages, 4426 livres (fol^o 24).

C. 178. (Registre.) — In folio, 6 feuillets, papier.

1753-1758. — Comptes généraux des États du Comtat. — Fastizages, avoines et pignatelles, 4426 livres 4 deniers (fol° 1) ; — payé à de Cappelis, 373 livres 14 sous 9 deniers (fol° 1) ; — à demoiselle Richard, de Visan, 49 livres 8 sous 6 deniers (fol° 1) ; — à dame de Quinson, 392 livres 11 sous 8 deniers (fol° 1) ; — à de Guiramaud, 49 livres 8 sous 6 deniers ; — aux administrateurs de l'hôpital, 20 livres 13 sous (fol° 2) ; — aux religieuses de Notre-Dame d'Avignon, 59 livres 6 sous 3 deniers (fol° 2) ; — à dame de Châteauneuf, 177 livres (fol° 2) ; — à de Girenton, 180 livres (fol° 2) ; — à de Châteauneuf, 270 livres (fol° 2) ; — aux communautés de St-Léger 600 livres ; de Caumont, 300 livres ; de Taillades, 600 livres (fol° 3) ; — de Vaison, 2000 livres ; de la Motte, 208 livres 17 sous (fol° 3) ; — gratification à Valoris 600 livres (fol° 7) ; — au trésorier Devillario 33 livres 17 sous (fol° 4) ; — Flambeaux et armoiries pour les funérailles de l'évêque, 97 livres 6 sous (fol° 4) ; — à Proyet, peintre, pour armoiries, 13 livres 6 sous ; au doyen des estaffiers de Son Excellence, 2 livres 11 sous 5 deniers (fol° 4) ; — à de Pelencei, pour voyage fait à Avignon, 54 livres (fol° 5) ; à de Sobiras, théologal, 84 livres 15 sous (fol° 5).

C. 179. (Registre.) — In-folio, 20 feuillets, papier

1783-1784. — Comptes de la gestion de Devillario, trésorier par intérim. — Reçu de Milhaudon, couturier, trésorier de Sa Sainteté, 22687 livres pour le quartier de la ferme des tabacs et toiles peintes échu le 1^{er} juillet 1783 (fol° 2) ; — 235 livres pour la pension des juifs échue le 24 octobre 1783 (fol° 2) ; — des hoirs de Bouteille, trésorier, 4568 livres 7 deniers (fol° 3) ; — payé à Athénosy pour fastizages de septembre, octobre, novembre 1783, 1745 livres 8 deniers (fol° 4) ; — au même, pour le 1^{er} semestre de 1784, pour la maréchaussée, 4787 livres (fol° 4) ; — au même, pour avoine et pignatelle, de juin, juillet et août 1784, 2965 livres 12 deniers (fol° 4) ; — à Teras, procureur du marquis de Réauville, 138 livres 7 sous pour pension (fol° 5) ; — au comte de Quinson, 392 livres 81 sous pour 8 deniers pour diverses pensions échues (fol° 5) ; — au chanoine Philippe, d'Avignon recteur de la chapelle de St-Jacques, 31 livres 10 sous 8 deniers (fol° 5) ; — aux dames de St-Praxède d'Avignon, 318 livres 3 sous 1 denier (fol° 5) ; — à Jérôme Gilles, mari d'Élisabeth Grimaud, 120 livres (fol° 6) ; — à dame de Proal, de Pernes, 120 livres (fol° 6) ; — à Millie Pontuzon, procureur de la maison de l'évêque de Carpentras, 140 livres (fol° 6) ; — à Devillario, procureur des concessionnaires de la société des prêtres

malades pour pension échue, 40 livres (fol° 7) ; — à dame d'Olivier de Jarente pour pension échue, 120 livres (fol° 7) ; — à la marquise de Pigeon, dame d'Aubignan, 120 (fol° 8) ; — à l'œuvre de la Miséricorde de Carpentras, 120 livres (fol° 8) ; à dame de Roaix, représentant les hoirs de Ragon, de Mor moiron, 520 livres (fol° 9) ; — à Claude Maurin et Silfrein Guillabert pour l'entretien du chemin de Malemort, 920 livres (fol° 10) ; — 2000 livres à Roumette, consul et trésorier de Bollène, en remboursement de pareille somme avancée par la communauté de Bollène pour l'entretien du chemin de Bollène à la Grande-Pinte (fol° 10) ; — à Teissier, ingénieur, pour frais de voyage à Cavaillon pour procéder à la réparation du pont du Caulon, 275 livres 5 sous (fol° 11) ; — à Pierre Boyer, entrepreneur de la partie du chemin de Valréas à la croix de Chabrete, 1500 livres (fol° 12) ; — à de Bournareau, grand vicaire, et Teissier fils, ingénieur, pour frais de voyage à Vaison, pour reconnaître le chemin de Vaison à Malaucène, 189 livres 14 sous (fol° 13) ; — à Silfrein Guillabert pour réparation du chemin de la grande route à l'Isle et Velleron, 3090 livres (fol° 14) ; — à Teissier père, pour charroi, sable, main-d'œuvre et direction du mur de soutènement du chemin de la vallée de Sault à Avignon, 3777 livres 4 sous 3 deniers (fol° 15) ; — 1165 livres employées au gravellement du chemin de Mazan à la porte de Suzette (fol° 16) ; — à Pierre Boyer pour réparation de la partie du chemin du Haut-Comtat à Valréas, 1500 livres (fol° 19) ; — à l'évêque de Cavaillon, aux grands vicaires de Carpentras et de Vaison, au marquis de Blauvac, élu des seigneurs fendataires, aux élus et co élus du Tiers-État, aux consuls des 19 communautés adjointes, aux officiers du pays pour voyage et séjour à Carpentras pour assister à l'assemblée générale, 2557 livres 72 sols 8 deniers (fol° 20).

C. 180. (Liasse.) 31 pièces, papier.

1392-1452. — Pièces justificatives des comptes des trésoriers des États. — État des arrérages des sommes dues aux États, de l'année 1382 à l'année 1392. — État des tailles imposées sur le pays, 1409-1411. — Reçu de 5 florins par Pierre Alphant à Bertrand Gautier, trésorier général du Comtat-Venaissin pour ses diètes, pour trois jours passés à Carpentras, lors de l'élection des ambassadeurs pour le concile de Constance (20 novembre 1417). — Répartition d'une taille sur le clergé du Comtat-Venaissin (17 janvier 1452). — État de répartition d'une taille dans la judicature de l'Isle (1452).

C. 181. (Liasse.) — 275 pièces papier. 1 pièce parchemin.

1509-1594. — Lettre du sieur Firmin au sieur Va-

ladier, trésorier général des Etats du Comtat, portant acqui, de 655 livres roi : « Reçu par le dernier pèdon une lettre de change de 35 pistoles d'Italie à raison de 30 Jules l'une, celles de 13 livres qu'on m'a adjugées en valent 36 Jules, car une livre de France vaut 28 baïoques, 10 baïoques valent un Jule, 100 baïoques valent un écu romain et 3 écus romains valent une pistole de 30 Jules. Vous verrez doncques que si la livre française vaut 28 baïoques, 13 livres valent 364 baïoques, c'est-à-dire 36 Jules 4 baïoques » (25 octobre 1509). — Mandats de 6 florins en faveur de Philippe Chameti, de Pernes, (4 octobre 1544) ; — de 40 florins en faveur des élus pour être venus à l'hôte du *Mouton* à Carpentras, « lequel ne nous voulait relaxer nos montures sans avoir argent » (18 mars 1557). — Dépense faite par sept enseignes des gens de pied de la suite de M. de Guise, à Cavaillon, le 25 septembre 1557, à raison de 6 sous par homme. — Dépense du sieur Paul allé à Avignon, sur l'ordre des élus pour éviter le passage de deux compagnies de Basques et Gascons voulant passer par le Comtat-Venaissin (14 avril 1557). — Reçu de Paul Sadolet, évêque de Carpentras, comme commissaire député du Pape, de 2000 écus d'or au soleil à 47 sous pièce, en déduction de 2200 écus octroyés au Pape, en don gratuit (7 mai 1557). — Mandat de 46 florins pour être payés au capitaine Combes pour le faire déloger de Caumont (10 juillet 1558). — État des dépenses et dépositions des témoins sur l'occupation du lieu de Visan par les Huguenots (1562). — Dépenses par Bertomieu Grichon, consul de l'Isle, pour le pays (1566). — Dépenses faites par ordre du cardinal d'Armagnac : 100 écus d'or d'Italie au comte Marc-Antoine Martinenghe de Villeclaire, général de Sa Sainteté : — 94 écus au seigneur Carle, colonel de l'infanterie du Comtat ; — 443 écus à M. de Vénasque pour une compagnie de 50 cavaliers ; — 391 écus pour le paiement de 107 soldats à Valréas ; — 120 florins aux 8 soldats, gardant Camaret ; — 360 florins pour la solde de 24 soldats gardant le lieu de Caderousse ; — 46 florins 8 sous pour la solde de trois soldats gardant le château de Flassan ; — 91 florins 8 sous pour la solde de 6 soldats pour la garde du lieu de Venasque (1573) ; — achats de pensions pour le pays, mandats, etc.

C. 182. (Liasse.) — 314 pièces, papier.

1601-1690. — Pièces justificatives des comptes des États du Comtat. — Reçus : d'Antoine Monet, Pierre Giraud et Hector Martin une somme de 35 écus de 60 sous pour une pension annuelle (7 novembre 1601) ; — par Jean Chenut, d'Avignon, une somme de 35 écus pour une pension annuelle (4 janvier 1602) ; — par Jean-Baptiste de Floravant comme héritier de Françoise de Labeau Girard, 42 écus 3 livres pour une pension annuelle (9 janvier 1602) ; — par Françoise d'Oraison abbesse

du monastère de Ste-Claire d'Avignon, 21 écus de 60 sous pièce pour une pension annuelle à février 1602. — Mandats : de 18 livres par les élus du pays, en faveur de Jean-Baptiste Chevalier, hôte du logis du Pont de Sorgues pour dépenses de troupes (22 mars 1602) ; — de 139 livres 3 sous à la communauté de Vaison pour dépenses de troupes, « pour raison de l'intelligence que les Huguenots du Languedoc avaient sur les lieux de Vaison, Vénasque et Séguret » (22 mars 1602) ; — 685 livres 19 sous au sieur Cassoli « pour les dépenses faites à Vaison, Séguret, Vénasque par les troupes dernièrement mandées aux dits lieux, conduites » par Messieurs de Brissac, Ventabren et autres pour la conservation d'iceux et surprise des Huguenots qui avaient d'y venir, avec intelligence pour les prendre (22 mars 1602) ; — de 24 écus de 60 sous à la communauté de Baumes pour le remboursement des fastigages des soldats de la garnison du château (28 décembre 1602) ; — de 18 écus de 60 sous pièce au vicaire de l'évêque de Carpentras pour dépenses de dix-neuf jours passés à Avignon pour le traité d'accord entre Avignon et le Comtat-Venaissin (19 avril 1603) ; — de 24 livres à M. d'Autane, consul et député de Valréas pour ses dépenses de six jours passés à Avignon comme député à l'Assemblée générale (30 avril 1603). — État des dettes remboursées par le Comtat-Venaissin (18 mars 1608). — Achats de pensions : de 30 écus par le sieur Thomas d'Inguibert sur le Comtat Venaissin (28 mars 1630) ; — par noble Louis de Marcel, seigneur de Crochans, de Piolenc, d'une pension de 150 livres (17 novembre 1643) ; — par noble André de Cappélis, d'une pension de 630 livres (23 novembre 1643) ; — par noble Jérôme de Gabrielli, d'une pension de 75 livres (11 décembre 1643) ; — par André de Cappélis, écuyer de la ville de Pernes, d'une pension de 162 livres (12 décembre 1645) ; — par le sieur Paul, de Gigondas, de Louis de Marcel, seigneur de de Crochans, d'une pension annuelle de 45 écus (24 février 1653) ; — par noble Paul Pelletier, de Gigondas, d'une pension de 67 écus (15 mai 1671) ; — par noble Pierre-François de Tonduty, baron de Malijay, seigneur de St-Léger, d'une pension de 12 livres (16 mars 1677) ; — par noble Catherine de Mathieu, veuve d'Henri de Pelletier, de Gigondas, seigneur de Lagarde, d'une pension de 72 livres (19 octobre 1688).

C. 183. (Liasse.) — 180 pièces, papier.

1708. — Pièces justificatives des comptes des États du Comtat. — Reçu de Valadier, trésorier du pays : par de Malespine, 3 écus blancs pour la levée des troupes du pays (13 juillet 1708) ; — par Renouard de Propiac, 200 livres monnaie de roi pour la livre des troupes du pays (26 juillet 1708) ; — par d'Alleman, capitaine, 20 écus de roi, pour la levée les troupes du pays 27 juillet 1708, — par la Magdeleine capitaine, 5 livres

monnaie de roi pour l'engagement des soldats (27 juillet 1708); — par Ste-Gemme, 100 écus monnaie de roi pour la levée des troupes du pays (27 juillet 1708); — 90 livres monnaie de roi pour engagement et subsistance des soldats (5 août 1708); — par Guilhen Aguilassy, trésorier de Cavaillon, 300 livres monnaie de roi pour enrôlement et subsistance des soldats (9 août 1708); — par Verclos, 600 livres monnaie de roi pour levée des troupes (10 août 1708); — par la Magdelène, capitaine, 233 livres pour levée de troupes (10 août 1708); de Michel Fourmon, trésorier de Mormoiron, par Jouët, capitaine, 35 livres monnaie de roi, pour levée de troupes (11 août 1708); — de Valadier, trésorier du pays, par Decohorne, capitaine, 100 livres monnaie de roi, pour levée de troupes (16 août 1708); — par Passis, d'Aubignan, 100 livres monnaie de roi pour levée de troupes (16 août 1708); — par Nicolas, trésorier de Valréas, 2100 livres monnaie de roi pour levée de troupes (16 août 1708); — par Petit et Saint-Roman, 100 livres, monnaie de roi, pour levée de troupes (17 août 1708); — par de Malespine, 20 écus blancs pour levée de troupes (17 août 1708); — par le chevalier de la Bâtie, 20 louis d'or pour la levée de troupes (18 août 1708); — de Gaspard Valet, trésorier du Thor, pour enrôlement dans le service de Sa Sainteté par Joseph et Pierre Domergue, 20 livres monnaie de roi chacun et 7 sous (19 août 1708); — de Valadier, trésorier du pays par le chevalier d'Aubignan, 86 livres 4 sous pour enrôlement de soldats (20 août 1708); — par Dubarroux, 150 livres pour enrôlement de soldats (20 août 1708); — de Pierre Faucher, exécuter de la taille de Faucon, par Durre, lieutenant au régiment du Comtat, 60 livres de roi, pour levée de soldats (20 août 1708); — de Valadier, trésorier du pays, par le chevalier de Raymond-Modène, 56 livres monnaie de roi pour engagement et subsistance des troupes (22 août 1708); — par Fabre Dosille, 12.642 livres monnaie de roi, à compte de l'habillement des soldats du Comtat (22 août 1708); — de Pierre Brive, consul de Buisson, par Petity-Deverchamp, capitaine, 28 livres pour l'engagement de 5 soldats (23 août 1708); — de Joseph Rigord, trésorier de Ménerbes, par Cornevin, de Pernes, 113 livres, monnaie de roi, pour levée de troupes (24 août 1708); — de Valadier, trésorier du pays, par le trésorier de Modène, 200 livres monnaie de roi (24 août 1708); — de Tillia, 18 livres de roi pour l'engagement d'un soldat (25 août 1708); — de Jérôme Roux, trésorier de Malaucène, par Verclos, 5 livres monnaie de roi pour l'engagement d'un soldat (26 août 1708); — par de Salesin, lieutenant, 64 livres monnaie de roi pour frais d'enrôlement (28 août 1708); — par Poyot, lieutenant du Comtat, 100 livres de roi pour levée de troupes (29 août 1708); — ordre donné par le vice-légat Doria au trésorier du Comtat, de rembourser à Mounier, de Villes, la somme par lui

dépensée pour envoi de soldats à Carpentras (1^{er} septembre 1708); — de Valadier, trésorier du pays, par Propiac, 100 livres, monnaie de roi, pour levée de troupes (6 septembre 1708); — par Beauvois, capitaine, 300 livres pour levée de troupes (9 septembre 1708); — par de Léglise, sous-lieutenant, 35 livres pour levée de troupes (9 septembre 1708); — par Ste-Gemme, capitaine, 100 écus blancs pour dépenses pour les troupes (10 septembre 1708); — par de Malespine, 105 livres monnaie de roi pour levée de troupes (10 septembre 1708); — par Bouyer, sous-lieutenant, 300 livres, monnaie de roi, pour levée de troupes (10 septembre 1708); — par Maubé, capitaine, 800 livres monnaie de roi pour engagements de soldats (12 septembre 1708); — par Maille, trésorier de Caderousse, 400 livres monnaie de roi pour paiement d'une somme par lui fournie au marquis de Durban, capitaine, pour levée de troupes (12 septembre 1708); — par Fabre, 8341 livres monnaie de France, pour habillement de troupes (13 septembre 1708); — par Desplans, lieutenant, 52 livres monnaie de France pour frais d'engagements (13 septembre 1708); — par Bressy et Liotard, députés de Pernes, 700 livres, monnaie de roi, pour levée de troupes (14 septembre 1708); — par Jouët, capitaine, 600 livres pour solde de troupes (14 septembre 1708); — par Desilles, 6000 livres monnaie de roi, pour habillement de troupes (14 septembre 1708); — par Dubarroux, 100 livres monnaie pour enrôlement de troupes (14 septembre 1708); — par Hugonis, 150 livres monnaie de roi pour subsistance de troupes (15 septembre 1708); — par Verclos, 211 livres 3 sous monnaie de roi pour levée de troupes (15 septembre 1708); — par Petity, 200 livres monnaie de roi pour levée de troupes (16 septembre 1708); — par Decohorne, capitaine, 100 écus monnaie de roi pour enrôlement de troupes (17 septembre 1708); — par Propiac, 500 livres monnaie de roi pour levée de troupes (17 septembre 1708); — par la Magdelène, 100 écus monnaie de roi pour levée de troupes (18 septembre 1708); — par Tritis, 270 livres monnaie de roi pour frais d'engagement (19 septembre 1708); — par Guilhen Aguilassy, 900 livres de roi pour levée de troupes (20 septembre 1708); — par Bressy et Liotard, consuls de Pernes, 900 livres, monnaie de roi, pour levée de troupes (20 septembre 1708); — par Thomas Giraud, trésorier de l'Isle, 2000 livres monnaie de roi pour enrôlement de troupes (21 septembre 1708); — par Sobirat, capitaine, 200 livres monnaie de roi pour levée de troupes (22 septembre 1708); — par Decohorne, capitaine, 348 livres monnaie de roi pour levée de troupes (23 septembre 1708); — par Maubec, capitaine, 700 livres monnaie de roi pour subsistance de soldats (23 septembre 1708); — par Hugonis, 300 livres monnaie de roi pour levée de troupes (24 septembre 1708); — par la Magdelène, 805 livres monnaie de roi pour levée de troupes (25 sep-

tembre 1708) ; — par Fabre et Desille, 1845 livres monnaie de France pour l'habillement des troupes (25 septembre 1708) ; — par de Tillia, lieutenant, 300 livres monnaie de roi pour levée de troupes (25 septembre 1708) ; — par Brante, 63 livres monnaie de roi pour 6 caisses de tambours (25 septembre 1708) ; — par d'Alleman, capitaine, 17 livres et demi de roi pour subsistance de 10 soldats (27 septembre 1708) ; — de Gabriel de Dupré, consul de St-Roman-de-Malegarde, enseigne dans les troupes du Comtat, 9 écus (29 septembre 1708) ; — de Valadier, trésorier du pays, par de Malespine, 200 livres roi pour levée de troupes (29 septembre 1708) ; — par Hugonis, 228 livres 4 sous de roi pour enrôlement de troupes (30 septembre 1708) ; — par Bressy et Liotard, députés de Pernes, 420 livres monnaie roi pour subsistance de troupes (4 octobre 1708) ; — par Fabre et Desille, 10000 livres monnaie de roi pour habillement des troupes (6 octobre 1708) ; — des consuls de Piolenc, par Dubarroux, 585 livres monnaie de roi pour levée de troupes (6 octobre 1708) ; — de Valadier, trésorier du pays, par Bouchet, 89 livres 10 sous pour 19 caisses de tambour (8 octobre 1708) ; — par Desille cadet, 10000 livres, monnaie de France, pour habillement de troupes (8 octobre 1708) ; — de Claude Aubert, premier consul de Sérignan, par Dianous Larotière (de Laperotière), 1749 livres 13 sols monnaie de roi pour paiement d'engagements (13 septembre 1708) ; — de la communauté du Thor, par Petity de St-Vincent, capitaine, 324 livres 9 sous monnaie de roi pour paiement de sergents, caporaux et soldats (14 octobre 1708) ; — de Valadier, trésorier du pays, par Grégoire Frizet, 336 livres monnaie de roi pour habillement de troupes (2 novembre 1708) ; — par Rigord, trésorier de Ménerbes, 332 livres 6 sous pour levée de troupes (29 novembre 1708) ; — par Quenin Gieu et Jacques Moutet, consuls de Cairanne, 158 livres 10 sous pour levée de troupes (29 décembre 1708) ; — par Fabre et Desille, 467 livres 6 sous pour habillement de troupes (29 décembre 1708), etc.

C. 184. (Liasse.) — 97 pièces, papier.

1709.—Pièces justificatives des comptes des États du Comtat. — Reçus de Valadier, trésorier du pays : par Claude Aubert, consul de Sérignan, 52 livres 5 sous 6 deniers monnaie de roi et 322 écus blancs et 3/4 pour levée de troupes (8 janvier 1709) ; — par Guilhen Aguillassi, trésorier de Cavaillon, 1143 livres 15 sous 4 deniers monnaie de roi pour levée de troupes (8 janvier 1709) ; — par Caze, cessionnaire de Mme de Cappéls, 324 livres monnaie pour trois pensions à elle dues par le pays (9 mars 1709) ; — par Chatloy, trésorier de Mornas, 248 livres 8 sous roi pour levée de troupes (22 mars 1709) ; — par d'Entrechaux, dix-sept écus et demi monnaie courante pour

pension à lui due par le pays (3 avril 1709) ; — par Girard et Liotard, requis par Jérôme Roux, trésorier de Malaucène, 161 livres 15 sols monnaie de roi pour remboursement de pareille somme par lui payée à de Verclos et d'Hurre, officiers (12 avril 1709) ; — par Étienne Parrue, ex-consul de Gadagne, 84 livres 4 sous roi pour remboursement de pareille somme par lui payée pour enrôlement de quatre soldats (17 avril 1709) ; — par de Villeneuve, 72 livres (19 avril 1709) ; — par les demoiselles de Geresys, de Bollène, 55 livres 13 sous 9 deniers monnaie de roi pour paiement de diminution sur 222 pistoles 3 écus blancs et 3/4 d'écus (20 avril 1709) ; — par de Tache, 6 livres roi, et par l'hôpital de l'Isle, 4 livres 11 sous (24 avril 1709) ; — par Mme d'Aubignan, 67 écus 13 patas pour une pension à elle due par le pays (2 mai 1709) ; — par Caseneuve, 34 écus monnaie courante pour pension à lui due par le pays (10 mai 1709) ; — par de Jauffre, 50 écus monnaie courante, pour pension à lui due par le pays (3 juin 1709) ; — par Mourier, procureur du marquis de Jarente, 12 écus monnaie pour pension due par le pays au dit marquis (11 juillet 1709) ; — par Brante, 545 livres pour pension à lui due par le pays (13 juillet 1709) ; — par St-Roman, 60 écus monnaie courante pour pension à lui due par le pays (14 juillet 1709) ; — par Mme Lapalun d'Ambrun, 20 écus monnaie courante, pour pension due par le pays à feu d'Ambrun, son mari (22 juillet 1709) ; — par Campredon, 6 livres 1 sou 6 deniers pour paiement de capital à lui dû par le pays (4 août 1709) ; — par Pierre Poulet, consul de Grillon, 60 livres monnaie de roi pour frais d'engagement (5 août 1709) ; — par Manis, procureur du collège de la Compagnie de Jésus, 216 livres pour pension due par le pays au dit collège (5 août 1709) ; — par Marie-Élise Justiniani, donataire de Mgr Laurent Buti, évêque de Carpentras, 41 livres 3/3 bel argent et 113 patas pour pension due par le pays à Mgr l'évêque (19 août 1709) ; — par Casal, 50 livres de roi pour pension à lui due par le pays (17 septembre 1709) ; — par Mme de Chapuis, 240 livres roi pour pension à elle due par le pays (17 septembre 1709) ; — par Brante, 750 livres grosse monnaie pour fastigages de fantassins (18 septembre 1709) ; — par la supérieure des religieuses du monastère de Ste-Ursule d'Avignon, 262 livres 4 sous monnaie de roi pour pension due par le pays au dit monastère (23 septembre 1709) ; — par Vincent, dépositaire du Mont-de-piété d'Avignon, 16 écus blancs pour pension accordée par le pays au dit Mont-de-piété (25 septembre 1709) ; — par le procureur de la communauté de St-Charles d'Avignon, héritier de Jean de Peyronnis, 300 livres monnaie courante acompte d'hoirie (28 septembre 1709) ; — par Madon de St-Roman, 10 écus monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (1^{er} octobre 1709) ; — par St-Estève, 20 écus monnaie de roi pour pen-

sion à lui faite par le pays (2 octobre 1709) ; — par Lymon, 77 livres 2 sous pour pension à lui faite par le pays (14 octobre 1709) ; — par Thomas, 50 livres roi pour pension à lui faite par le pays (18 octobre 1709) ; — par la supérieure des religieuses de Notre-Dame d'Avignon, 63 livres pour pension faite par le pays au dit monastère (29 octobre 1709) ; — par Diane d'André, 50 livres monnaie de roi pour pension à elle accordée par le pays (4 novembre 1709) ; — par Beauregard, héritier de Mgr Jean-Baptiste de Sade, évêque de Cavaillon, 192 livres 3 sous pour une somme de 3843 livres (4 novembre 1709) ; — par Mlle de la Rouvière de Tron, 125 livres pour pension à elle accordée par le pays (6 novembre 1709) ; — par Berne, 30 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (11 novembre 1709) ; — par Villard, procureur de l'Hôtel-Dieu (18 novembre 1709) ; — par de Salvador, 50 livres roi pour pension à lui accordée par le pays (22 novembre 1709) ; — par de Brantes, 750 livres pour fastigages de fantassins (25 novembre 1709) ; — par la supérieure du monastère des Ursulines de Bollène, 105 livres roi pour pension accordée au dit monastère par le pays (25 novembre 1709) ; — par demoiselle Claudine de Boudin de Penne, 15 livres, grosse monnaie, pour pension à elle faite par le pays) ; — par de Joannis, 25 écus monnaie de roi pour pension à lui accordée par le pays (30 novembre 1709) ; — par Bonnefoy, 25 écus monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (5 décembre 1709) ; — par Richard, curé de Visan, 35 écus pour pension à lui accordée par le pays (13 décembre 1709) ; — de Gineston, procureur, 4 écus monnaie courante pour pension à lui accordée par le pays (16 décembre 1709) ; — par Dubarroux, 125 livres monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (20 décembre 1709), etc.

C. 185. (Liasse) — 138 pièces, papier.

1710. — Pièces justificatives des comptes des États du Comtat. — Reçus de Valadier, trésorier du pays : par d'Inguimbert, 4 livres monnaie courante pour une pension à lui faite par le pays (3 janvier 1710) ; — par Caze, cessionnaire de Mme de Cappélis, 240 livres monnaie courante pour pension à elle faite par le pays (8 janvier 1710) ; — par Villard, procureur de l'Hôtel-Dieu d'Avignon, 4 livres monnaie courante pour pension accordée au dit Hôtel-Dieu par le pays (17 janvier 1710) ; — par Magnan fils, au nom d'Esprit Magnan, son père, 30 livres monnaie courante pour pension faite à ce dernier par le pays (18 janvier 1710) ; — par Mme de Latier de Pays, au nom de son époux noble André de Pays, 60 livres monnaie courante pour une pension à lui faite par le pays (8 février 1710) ; — par de Brante, 750 livres, grosse monnaie pour fastigage de fantassins (28 février 1710) ; — par Vitali,

cessionnaire de noble Joseph Decohorne, 24 livres monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (février 1710) ; — par Degeorges de Cabanis, 11 écus grosse monnaie d'une part, 24 écus monnaie courante, d'autre part, pour diverses pensions à lui faite par le pays (17 mars 1710) ; — par de Jouffre, 12 écus monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (17 mars 1710) ; — par de Florant, 150 écus 36 sous monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (21 mars 1710) ; — par Mme des Pourcelets de Quinson, procureur de de Quinson, son fils, 907 livres dix sous pour pension à lui faite par le pays (25 mars 1710) ; — par de Vassoux, 240 écus pour pension à lui faite par le pays (28 mars 1710) ; — par la Rougère, 48 écus, monnaie courante, pour pension à lui faite par le pays (2 avril 1710) ; — par de Brante, 750 livres pour fastigage de fantassins (6 avril 1710) ; — par la Baume, trésorier de la confrérie du St-Sacrement, érigée en l'église St-Siffrein, 16 écus monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (12 avril 1710) ; — par Mme de Vérot, abbesse de l'abbaye de Ste-Madeleine, ordre de Cîteaux, 44 écus, monnaie courante, pour pension faite par le pays à la dite abbaye (11 avril 1710) ; — par Planet, 48 écus monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (12 avril 1710) ; — par Mme veuve de Florans de Vérot, 90 écus et 10 sous pour pension à elle faite par le pays (14 avril 1710) ; — par Charlotte Athénosy, abbesse du monastère St-Jean, ordre de St-Benoît, de Cavaillon, 15 écus monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (22 avril 1710) ; — par Amillou, 15 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (25 avril 1710) ; — par Breton, 4 livres monnaie de roi, pour pension à lui faite par le pays (10 juillet 1710) ; — par demoiselle de Guillermier, 75 livres pour pension à elle faite par le pays (22 juillet 1710) ; — par Mlle de Fauverge, 30 livres monnaie de roi pour pension à elle faite par le pays (1^{er} août 1710) ; — par la receveuse du Mont-de-piété et des orphelines d'Avignon, 70 livres pour pension due par le pays à l'hoirie du capiscot de Verelos (5 août 1710) ; — par de St-Sauveur, 50 écus monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (12 août 1710) ; — par mademoiselle de Monery, 100 livres 16 sous monnaie de roi pour pension à elle faite par le pays (13 août 1710) ; — par Claude Billaud, 20 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (20 août 1710) ; — par sœur Ursule de Parroucet de St-Dominique, supérieure du monastère Ste-Ursule de Pernes, 105 livres monnaie de roi pour pension faite par le pays au dit monastère (1^{er} septembre 1710) ; — par Casal, 50 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (20 septembre 1710) ; — par de Salvador, 180 livres, monnaie de roi, pour pension à lui faite par le pays (23 septembre 1710) ; — par demoiselle Anne de Bontemps, 60 livres grosse monnaie pour

pension de 12 livres à elle faite par le pays (23 septembre 1710) ; — par Martinet, procureur de noble Marguerite de Chaulardy, 90 livres monnaie de roi pour pension à elle faite par le pays (8 octobre 1710) ; — par Thomas, 50 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (8 octobre 1710) ; — par Béraud, 40 livres pour pension à lui faite par le pays (22 octobre 1710) ; — par Reyne, trésorier de l'hôpital de Cavaillon, 3 livres 12 sous roi pour pension faite par le pays au dit hôpital (23 octobre 1710) ; — par demoiselle de Rouvière, 125 livres pour pension à elle faite par le pays (28 octobre 1710) ; — par demoiselle de Merle, 55 livres monnaie de roi, pour pension à elle faite par le pays (3 novembre 1710) ; — par de Ste-Estève, 25 écus monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (3 novembre 1710) ; — par Balbiani, 45 écus monnaie de France, pour pension à lui faite par le pays (13 novembre 1710) ; — par de Breuilly, 105 livres monnaie de France pour pension à lui faite par le pays (12 novembre 1710) ; — par Justamond, 30 livres monnaie de roi, pour pension à lui faite par le pays (17 novembre 1710) ; — par de Rocher, 30 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (18 novembre 1710) ; — par de Cartier, 60 livres monnaie de France pour pension à lui faite par le pays (20 novembre 1710) ; — par demoiselle Diane d'André, 25 livres monnaie de roi pour pension à elle faite par le pays (22 novembre 1710) ; — par Mme de Chapuis, 40 livres pour pension à elle faite par le pays (23 novembre 1710) ; — par Étienne Guérin, 75 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (27 novembre 1710) ; — par Bouschon, 50 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (28 novembre 1710) ; — par Sibourd, 85 livres pour pension à lui faite par le pays (28 novembre 1710) ; — par Gaudibert, 45 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (30 novembre 1710) ; — par de Beauregard, 192 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (8 décembre 1710) ; — par les recteurs de l'œuvre des orphelins de Pernes, 210 livres monnaie de roi pour pension faite à la dite œuvre par le pays (12 décembre 1710) ; — par de Jocas, 20 écus monnaie de roi, pour pension à lui faite par le pays (15 décembre 1710) ; — par Fabre St-Véran, 90 écus monnaie de roi, pour pension à lui faite par le pays (15 décembre 1710) ; — par Tron, 100 livres monnaie de France pour pension à lui faite par le pays (18 décembre 1710) ; — par Honoré Bouchony, 200 livres monnaie de France, pour pension à lui faite par le pays, etc.

C. 186. (Liasse.) — 69 pièces, papier.

1711-1712. — Pièces justificatives des comptes des États du Comtat. — Reçus de Valadier, trésorier du pays: par

Jeanne-Baptiste de Montfort, procuratrice du monastère de St-Jean, ordre de St-Benoît, 15 écus monnaie de roi pour pension faite au dit monastère par le pays (14 janvier 1711) ; — par demoiselle Marguerite de Cher, 13 livres 12 sous monnaie de roi, pour pension à elle faite par le pays (14 janvier 1711) ; — de Sibourd, 85 livres pour pension à lui faite par le pays (4 février 1711) ; — par Mazum, 150 livres pour pension à lui faite par le pays (15 février 1711) ; — par Guibert, 85 livres 10 sous monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (17 février 1711) ; — par St-Romain, 30 écus monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (3 mars 1711) ; — par la supérieure du monastère des religieuses de Ste-Ursule de Bollène, 105 livres monnaie de roi pour pension faite au dit monastère par le pays (11 mars 1711) ; — par Fayard, 10 écus monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (13 mars 1711) ; — par Rothan, 25 écus monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (20 mars 1711) ; — par Hérisson, 75 livres pour pension à lui faite par le pays (20 mars 1711) ; — par de Beaunes, 60 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (20 mars 1711) ; — par de Cicéri, 100 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (23 mars 1711) ; — par Chapuis, 50 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (12 1711) ; — par Prat, 20 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (16 avril 1711) ; — par Vayson, 20 écus monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (17 avril 1711) ; — par de Melice, 10 écus monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (26 octobre 1711). — Reçus de Valadier, trésorier du pays : par de Joffre, 12 écus monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (20 avril 1712) ; — par Didier, recteur de la chapelle de Ste-Claude, sise dans l'église de Notre-Dame-du-Grez, de Carpentras, 18 écus monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (5 mai 1712) ; — par Dubarroux, 40 écus de 3 livres monnaie courante pour pension à lui due par le pays (10 mai 1712) ; — par demoiselle de Cyprian de Rieu, 96 livres monnaie courante pour pension à elle faite par le pays (7 juin 1712) ; — par sœur Marie-Victoire de Jésus, supérieure du monastère des Carmélites de Carpentras, 96 écus monnaie de roi, pour pension faite au dit monastère par le pays (8 juillet 1712) ; — par Reynes, procureur du collège des Jésuites d'Avignon, 216 livres monnaie courante pour pension faite au dit collège par le pays (11 juillet 1712) ; — par Dayard, 12 écus monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (16 juillet 1712) ; — par de Villeneuve, 70 livres monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (20 juillet 1712) ; — par de Brantes, 54 livres monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (28 juillet 1712) ; — par de Brantes, 375 livres pour fastigages de fantassins (28 juillet 1712) ; — par de Genet, archidiacre de Vaison, 596 francs pour pension à lui

faite par le pays (6 août 1712) ; — par Brutinel, 96 livres monnaie courante, pour pension à lui faite par le pays (6 août 1712) ; — par de Brantes, 750 livres grosse monnaie pour fastigages de fantassins (13 août 1712) ; — par de Jauffre, 8 écus monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (25 août 1712) ; — par Mourier, procureur du marquis de Jarente, 12 écus monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (31 août 1712) ; — par de Briancour, héritier de de Vassons, 30 écus monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (1^{er} septembre 1712) ; — par de Caseneuve, 4 écus monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (5 septembre 1712) ; — par la supérieure du monastère des Ursulines, 411 écus 24 sous monnaie courante pour pension faite au dit monastère par le pays (20 septembre 1712) ; — par Bajully, cessionnaire de Mme de Cappélis, 6 écus monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (20 septembre 1712) ; — par de Brante, 375 livres pour fastigages de fantassins (6 octobre 1712) ; — par le père de Vauboug, syndic du couvent des Dominicains de Carpentras, 60 écus monnaie courante pour pension faite par le pays au dit couvent (12 octobre 1712) ; — par demoiselle de Rolland, 72 livres monnaie de roi pour pension à elle faite par le pays (14 octobre 1712) ; — par des Isnards, 81 écus pour pension à lui faite par le pays (16 octobre 1712) ; — par le procureur des prêtres de St-Charles, héritier de de Peyronnis, de l'Isle, 36 écus 3 livres pièce, monnaie courante, pour pension faite à l'hoirie du dit Peyronnis (22 octobre 1712) ; — par St-Roman, 60 écus monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (1 novembre 1712) ; — par de Guyon, 65 livres monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (6 novembre 1712) ; — par Jean-Esprit Richard, curé de Visan, 17 écus 30 sous pour pension à lui faite par le pays (9 novembre 1712) ; — par Vilard, procureur de l'Hôtel-Dieu de Carpentras, 4 livres monnaie courante pour pension faite par le pays au dit Hôtel-Dieu (10 novembre 1712) ; — par Vitali, cessionnaire de noble Joseph de Cohorne, 48 écus monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (14 novembre 1712) ; — par de Thouren, administrateur du chapitre de St-Siffrein, 74 livres, monnaie courante, pour pension à lui faite par le pays au dit chapitre (16 novembre 1712) ; — par Mme de Girenton, 24 écus monnaie courante pour pension à elle faite par le pays (22 novembre 1712) ; — par la Beaume, 16 écus monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (12 décembre 1712) ; — par de Brantes, 750 livres grosse monnaie pour fastigage de fantassins (11 décembre 1712) ; — par Mme d'Ambun, 40 écus monnaie courante pour pension à elle faite par le pays (16 décembre 1712) ; — par Blanc, procureur de noble Jean-Joseph de Benoît fils, héritier bénéficiaire de noble Ignace François de Benoît, 5 écus grosse monnaie pour pension à lui faite par le pays (22 décem-

bre 1712) ; — par Planet, 36 écus, monnaie courante, pour pension à lui faite par le pays (23 décembre 1712), etc.

C. 187. (Liasse.) — 106 pièces, papier.

1713. — Pièces justificatives des comptes des États du Comtat. — Reçus de Valadier, trésorier du pays : par de Briancour, 60 écus monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (2 janvier 1713) ; — par Vincent, trésorier du Mont-de-piété, 16 écus monnaie courante pour pension faite par le pays au dit Mont-de-piété (3 janvier 1713) ; — par Dubarroux, 40 écus monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (12 janvier 1713) ; — par de Lagarde, 36 livres monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (13 janvier 1713) ; — par Breuilly, cessionnaire de M. de Cappélis, 40 écus monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (15 janvier 1713) ; — par d'Inguibert, 48 écus pour pension à lui faite par le pays (17 janvier 1713) ; — par Vilard, procureur de l'Hôtel-Dieu de Carpentras, 24 écus monnaie courante pour pension faite par le pays au dit Hôtel-Dieu (23 janvier 1713) ; — par de Brantes, 175 livres pour fastigages de fantassins (28 janvier 1713) ; — par dame de St-Léger, supérieure des religieuses de Notre-Dame du monastère d'Avignon, 63 livres monnaie courante pour pension faite par le pays au dit monastère (15 février 1713) ; — par de Jouffres, 12 écus monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (5 mars 1713) ; — par Pourcelet de Quinson, 907 livres 10 sous pour pension à lui faite par le pays (9 mars 1713) ; — par Magnan, 30 livres monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (14 mars 1714) ; — par de Florant, 140 écus 36 sous monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (1^{er} avril 1713) ; — par de la Royère, 24 écus monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (1^{er} avril 1713) ; — par Vitalis, procureur de la maison de Charité de Carpentras, 84 livres monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (3 avril 1713) ; — par dame de Florant de Vérot, en qualité d'usufruitière de Jacques de Vérot, son mari, 90 écus 40 sous pour pension à elle faite par le pays (5 avril 1713) ; — par Degeorges de Cabanis, 11 écus, grosse monnaie, d'une part, et 24 écus monnaie courante d'autre part, pour pension à lui faite par le pays (5 avril 1713) ; — par de Brantes, 375 livres pour fastigages de fantassins (8 avril 1713) ; — par Hénault et Michalet, procureurs de la présidente de Réaumille et des hoirs du marquis de Pluvinel, cohéritiers de feu la marquise d'Aubignan, 1084 livres 213 grosse monnaie et 113 patas pour pension faite par le pays à la dite hérédité (11 avril 1713) ; — par la Rouyère, 80 livres monnaie de France pour pension à lui faite par le pays (17 avril 1713) ; — par d'Olone, 24 écus, monnaie courante, pour pension à lui faite

par le pays (19 avril 1713) ; — par Vincent, procureur des anniversaires de l'église St-Siffrein de Carpentras, 142 livres 19 sous pour pension faite par le pays à la dite église (20 avril 1713) ; — par sœur Rose de Vérot, abbesse de l'abbaye de la Madeleine, ordre de Cîteaux, de Carpentras, 6 livres monnaie courante pour pension faite à la dite abbaye par le pays (15 mai 1713) ; — par Fornet, 312 livres monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (28 mai 1713) ; — par Ouaran, 10 écus monnaie de roi, pour pension à lui faite par le pays (6 juin 1713) ; — par Leymon, 66 livres 10 sous 7 deniers, monnaie de roi, pour pension à lui faite par le pays (8 juin 1713) ; — par Didier, recteur de la chapellenie de St-Claude, située dans l'église de Notre-Dame-du-Grès à Carpentras, 18 écus monnaie courante, pour pension faite à la dite chapellenie par le pays (12 juin 1713) ; — par de Ginet, archidiaque de Vaison, 596 francs, monnaie courante, pour pension à lui faite par le pays (20 juin 1713) ; — par de Caseneuve, héritier de de St-Amant, 200 livres argent de roi pour pension à lui faite par le pays (21 juin 1713) ; — par Rigoard, procureur de demoiselle François de Bonnoty, 48 livres monnaie de roi pour pension faite à la dite demoiselle par le pays (25 juin 1713) ; — par demoiselle de Serre, 45 livres roi pour pension à elle faite par le pays (25 juin 1713) ; — par Reynier, procureur du collège des Jésuites d'Avignon, 116 livres monnaie courante pour pension faite au dit collège par le pays (8 juillet 1713) ; — par le supérieur du monastère du Tiers-Ordre de St-François sous le titre de St-Joseph, 120 livres monnaie de roi pour pension faite au dit monastère par le pays (14 juillet 1713) ; — par Cartier, 36 livres monnaie de France, d'une part, et 48 livres même monnaie d'autre part, pour deux pensions à lui faites par le pays (16 juillet 1713) ; — par Brutinel, 96 livres monnaie courante, pour pension à lui faite par le pays (17 juillet 1713) ; — par demoiselle Cyprian de Rieu, 96 livres monnaie courante pour pension à elle faite par le pays (18 juillet 1713) ; — par Dubarroux, 40 écus de trois livres pour pension à lui faite par le pays (21 juillet 1713) ; — par Mourier, procureur du marquis de Jarente, 12 écus monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (21 juillet 1713) ; — par Chapuis, 40 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (28 juillet 1713) ; — par dame de Villeneuve, 72 livres monnaie courante pour pension à elle faite par le pays (3 août 1713) ; — par de la Rouyère, 40 livres, monnaie de France, pour pension à lui faite par le pays (4 août 1713) ; — par sœur Cécile de Ste-Thérèse, prieure du monastère des Carmélites de Carpentras, 96 écus monnaie courante pour pension faite au dit monastère par le pays (8 août 1713) ; — par Casal, 88 livres 10 sous pour pension à lui faite par le pays (9 août 1713) ; — par Hyacinthe de Vaubonne, syndic du couvent des dominicains de Carpen-

tras, 31 livres monnaie de roi, pour pension faite par le pays au dit couvent (13 août 1713) ; — par d'Entrechaux, 17 écus 1/2 monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (28 août 1713) ; — par la supérieure du couvent des Ursulines de Carpentras, 334 livres 4 sous monnaie courante pour pension faite au dit couvent par le pays (31 août 1713) ; — par de Jarente, capiscol et administrateur du chapitre de St-Siffrein, 74 livres pour pension faite au dit chapitre par le pays (5 septembre 1713) ; — par Ranchet, des prêtres de la communauté de St-Charles de Carpentras, héritiers de Jean-François de Peyronnis, de l'Isle, 8 livres, monnaie courante, pour pension faite à l'hoirie du dit Peyronnis par le pays (5 septembre 1713) ; — par Justamond, cessionnaire de Jean-Joseph Camaret, son beau-père, 96 livres, monnaie courante, pour pension à lui faite par le pays (10 septembre 1710) ; — par de Guyon, 65 livres monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (27 septembre 1713) ; — par St-Martin, 48 écus monnaie courante, pour pension à lui faite par le pays (2 octobre 1713) ; — par Butii, 70 écus monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (10 octobre 1713) ; — par de Bouchier, 40 livres argent de roi pour pension à lui faite par le pays (12 octobre 1713) ; — par des Isnards, 81 écus pour pension à lui faite par le pays (12 octobre 1713) ; — par de Joannis et Marianne de Joannis, 60 livres de roi pour pension à eux faite par le pays (18 octobre 1713) ; — par Vilard, procureur de l'Hôtel-Dieu de Carpentras, 24 livres monnaie courante pour pension faite par le pays au dit Hôtel-Dieu (3 novembre 1713) ; — par Rostan, 60 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (5 novembre 1713) ; — par Hérisson, 60 livres roi pour pension à lui faite par le pays (6 novembre 1713) ; — par Lymon, 61 livres 13 sous pour pension à lui faite par le pays (10 novembre 1711) ; — par Vitalis, procureur de la maison de charité de Carpentras, 340 livres monnaie courante pour pension faite à la dite maison par le pays (13 novembre 1713) ; — par la Beaume, trésorier de la confrérie du St-Sacrement, 16 écus monnaie courante pour pension faite à la dite confrérie par le pays (15 novembre 1713) ; — par Mme de Girenton, 24 écus monnaie courante pour pension à elle faite par le pays (25 novembre 1713) ; — par M. de Cappelis, 20 écus monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (30 novembre 1713) ; — par St-Roman, 60 écus monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (14 décembre 1713) ; — par Dumas, 60 écus monnaie courante, pour pension à lui faite par le pays (22 décembre 1717) ; — par Dubarroux, 40 écus pour pension à lui faite par le pays, etc.

C. 188. 1 assa.) — 75 pages, papier.

1714-1715. — Pièces justificatives des comptes des États du Comtat. — Reçus de Valadier, trésorier du pays : par d'Olonne, 72 livres pour pension à lui faite par le pays (5 janvier 1714) ; — par de Brantes, 375 livres pour fastigages des fantassins (6 janvier 1714) ; — par Raymond, 216 livres monnaie de France pour pension à lui faite par le pays (7 janvier 1714) ; — par d'Andrée, 24 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (8 janvier 1714) ; — par Brémont, 88 livres 12 sous pour pension à lui faite par le pays (8 janvier 1714) ; — par Lapalun, 80 écus, monnaie courante, pour pension à lui faite par le pays (9 janvier 1714) ; — par Brenilly, cessionnaire de Mme de Cappéris, 40 écus monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (12 janvier 1714) ; — par de Girenton, 156 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (16 janvier 1714) ; — par Vilard, procureur de l'Hôtel-Dieu de Carpentras, 24 livres monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (19 janvier 1714) ; — par Roux, 48 livres roi pour pension à lui faite par le pays (8 février 1714) ; — par Veyron, 16 écus, monnaie courante, (9 février 1714) ; — par Laubertin, cessionnaire de noble Joseph de Benoît, 15 livres grosse monnaie pour pension faite au dit Benoît par le pays (18 février 1714) ; — par Dufèse, cessionnaire des sieur et dame de St-Véran, 60 livres monnaie courante pour pension à eux faite par le pays (12 février 1714) ; — par de Quinson, 907 livres 10 sous monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (19 février 1714) ; — par Diane d'André, cessionnaire de Mme de Reynier, 48 livres monnaie de roi pour pension à elle faite par le pays (2 mars 1714) ; — par de Brantes, 750 livres, grosse monnaie, pour fastigage des fantassins (2 mars 1714) ; — par Vincent, procureur des anniversaires de St-Siffrein, 224 livres monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (5 mars 1714) ; — par le prieur des religieuses de Ste-Praxède, 4 livres 17 sous 3 deniers pour pension faite aux dites religieuses par le pays (8 mars 1714) ; — par Daire, 224 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (9 mars 1714) ; — par Hénault, procureur du président de Réauville et du marquis de la Royère, cohéritiers de la marquise d'Aubignan, 1034 livres, monnaie courante, pour pension à eux faite par le pays (12 mars 1714) ; — par d'Astier, 120 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (17 mars 1714) ; — par de Florant, 140 écus 20 sous pour pension à lui faite par le pays (17 mars 1714) ; — par Rigoure, procureur de dame Françoise de Lyon, 60 livres monnaie de roi, pour pension à elle faite par le pays (17 mars 1714) ; — par dame d'Inguibert, 144 livres monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (18 mars 1714) ;

— par Degeorges de Cabanis, 20 écus, monnaie courante, d'une part, et 11 écus grosse monnaie de roi de l'autre, pour pension à lui faite par le pays (20 mars 1714) ; — par de Jucas, 16 écus monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (21 mars 1714) ; — par Liotard, administrateur de l'œuvre des Orphelins de Pernes, 90 livres 15 sous pour pension faite pour la dite œuvre par le pays (22 mars 1714) ; — par Justamond, 24 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (26 mars 1714) ; — par sœur Ste-Elisabeth, supérieure du monastère des Ursulines de Bollène, 84 livres monnaie de roi, pour pension faite au dit monastère par le pays (26 mars 1714) ; — par les cohéritiers de feu demoiselle de Guilhermier de Granier, 60 livres monnaie roi pour pension à eux faite par le pays (26 mars 1714) ; — par Didier, recteur de la chapellenie de St-Claude dans l'église de Notre-Dame-du-Grès de Carpentras, 18 écus, monnaie courante, pour pension faite à la dite chapellenie par le pays (18 avril 1714) ; — par Lagarde Gigondas, 336 livres pour pension à lui faite par le pays (19 avril 1714) ; — par Vitalis, procureur de la maison de Charité de Carpentras, 72 écus monnaie courante pour pension faite à la dite maison par le pays (20 avril 1714) ; — par Fournet, 312 livres monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (22 avril 1714) ; par Valadier, trésorier du pays : à dame veuve Martin, 10 livres 15 sous pour pension à elle faite par le pays (10 avril 1715) ; — à Augustin Firmin, greffier ou chef de la cour suprême de la Rectorie du Comtat, 71 florin 2/3 grosse monnaie et 1/3 patas pour frais de taxe à lui dus par le pays (16 avril 1715) ; — à Mgr l'évêque de Cavaillon, 60 livres ; au marquis de Velleron, 60 livres ; à l'élu des seigneurs vassaux, 60 livres ; à M. Martin, député du consul de l'Isle, 30 livre ; à Chapuy, député du consul de Valréas, 30 livres ; à de Gastes, consul de Bollène, 30 livres (26 avril 1715) ; — à Antoine Moutier, pour être allé à l'Isle porter le ban de la chasse, 18 sous patas, (9 mai 1715). — Reçu de Valadier, trésorier du pays : par Floret, secrétaire du dit pays, 2 écus blancs pour avoir fait un extrait de la dernière assemblée générale pour être envoyé à Mgr le vice-légat (20 mai 1715) — Remboursé à Valadier, trésorier du pays, 1/4 d'écu blanc par lui avancé à Brisemeur, notaire à Avignon, pour exploits dans l'instance du pays contre la communauté de Gadagne (8 juin 1715) ; — par d'Autane, 150 livres monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (4 septembre 1715). — A payer par Valadier, à Denis Borel, 48 sous patas, pour deux journées par lui employées à aller porter des lettres à Avignon (23 octobre 1715) ; — à Martin Messenger, 6 livres 4 sous pour port de lettres (10 décembre 1715).

C. 189. (Liasse). — 121 pièces, papier.

1716-1717. — Pièces justificatives des comptes des États du Comtat. — Reçu de Valadier, trésorier du pays, par le doyen des estaffiers du vice-légat, 1 écu pata pour étrennes de la Noël (1^{er} janvier 1716). — Mandat de remboursement de 75 livres 15 sous pour Valadier, trésorier du pays, pour pareille somme par lui avancée pour frais de transport de documents à Rome (7 janvier 1716). — Reçu de Valadier, trésorier du pays, par de St-Marc, 40 livres patas pour copie d'un factum en italien (7 janvier 1716); — par de Villeneuve, procureur général, 4 écus, monnaie courante, pour deux jours passés à Avignon pour rendre les hommages à l'abbé Gasparin, nommé recteur de cette province (29 février 1716); — par Floret, secrétaire général des Trois États du Comté-Venaissin, 120 livres pour avoir fait un état des dettes du pays (7 mars 1716); — par Mgr Massei, agent du pays, à Avignon 446 livres 13 sous 4 deniers, monnaie de France (20 mars 1716). — A payer par Valadier, trésorier du pays, à Antoine Moustier, pour port de lettres, 42 sous (11 avril 1716). — Vérification par la Rouyère, Pons, St-Jean, procureur du marquis de Velleron, députés des États, des comptes de Valadier, trésorier général du pays (20 avril 1716). — Reçu de Valadier, trésorier général du pays: par Brès, élu, Lamothe, élu, Villeneuve, procureur général du pays, 2 louis d'or de 16 livres chacun (20 avril 1716); — par Floret, secrétaire général du pays, 120 livres 2/3 grosse monnaie 1/3 patas pour traitement d'une année (21 avril 1716). — A payer par Valadier, trésorier du pays, à Casal, à Avignon, un louis d'or pour s'être occupé des affaires du pays (25 avril 1716). — Reçu de Valadier, trésorier du pays, par le greffier de la cour suprême de la Rectorie du Comtat, 2 écus blancs de 4 livres 1/4 et 25 sous patas de l'autre, pour frais divers (29 avril 1716). — Reçu de Floret, pro-trésorier du pays, par de Villeneuve, secrétaire général du pays, 12 livres pour deux jours passés par lui à Avignon pour affaires du pays (9 mai 1716); — de Valadier, trésorier du pays, par Floret, secrétaire général du pays, 2 écus blancs pour extrait par lui fait du procès-verbal de la dernière assemblée (9 mai 1716); — par Olivier, 40 sous patas pour copie par lui faite des instructions dressées pour le marquis de Velleron, député de ce pays à Paris (20 mai 1716); — par Marchand, 1/2 écu pour copie par lui faite de lettres de naturalité et de privilège accordées à ce pays par Louis XIV (20 mai 1716); — par Villeneuve, procureur général du pays, 24 livres pour quatre jours par lui passés à Avignon pour les affaires du pays (29 mai 1716). — A payer par Floret, trésorier du pays, à Martin, messenger, 6 livres 14 sous en patas pour port de lettres (11 juin 1716). — Reçu de Deville, procureur du pays, par de

Guilhen, l'extrait de l'achat de pension de 240 livres passé en sa faveur par le dit pays (16 juin 1716). — A payer par Valadier, trésorier du pays, aux élus pour être venus assister à la publication du bref de Mgr le Recteur, à Gandy, grand vicaire de l'évêque de Cavaillon, 18 livres; Barthoquin, député de l'évêque de Vaison, 18 livres; de St-Jean, député du corps des seigneurs vassaux, 36 livres; de la Forestie, consul de l'Isle, 18 livres; de Lagnes, consul de Valréas, 18 livres; Bernard, consul de Pernes, 18 livres (25 juin 1716); — de Floret, pro-trésorier du pays, par Boucigat, 55 livres monnaie de roi (8 juillet 1717); — de Floret, procureur de Valadier, trésorier du pays, par Fayard, 48 livres roi, pour pension à lui faite par le pays (17 juillet 1716); — de Floret, pro-trésorier du pays par Guillaume Salvatoris, notaire, 10 écus patas pour avoir fait un extrait du sommaire des délibérations du pays de 1400 à 1700, et l'inventaire des documents existant dans les archives du pays (21 juillet 1717); — de Floret, pro-trésorier du pays, par Barthoquin, Barcelon, le chevalier d'Allemand, recteurs de la maison de charité de Carpentras, 36 sous patas pour six hommes qui ont porté les écusson du pays à l'enterrement de feu M. Valadier (26 juillet 1716); — de Floret, pro-trésorier du pays par Casal, 40 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (30 juillet 1716); — pour les hoirs de feu M. Valadier, par la Rouyère, archidiacre, 36 livres roi pour pension à lui faite par le pays (5 août 1716); — par Seyssier, 40 livres 16 sous monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (10 août 1716); — par sœur de Lirac, supérieure du couvent des Dames de Ste-Ursule de Carpentras, 114 livres, monnaie de roi, pour pension faite par le pays au dit couvent (10 août 1716); — par demoiselle de Mourry, 20 écus de roi pour pension annuelle à elle faite par le pays (10 août 1716). — Mandat de remboursement pour Floret, trésorier général du pays, d'un 1/2 écu neuf, somme par lui avancée à l'avocat Casal pour une requête dressée par le dit avocat, et de 40 sous pour un messenger envoyé à Avignon (17 août 1716); — de Floret, trésorier du pays, par de Florant, 40 écus pour pension à lui faite par le pays (21 août 1716); — par Bouvier, 80 écus monnaie de France, pour pension à lui faite par le pays (22 août 1716). — Payé à Floret, trésorier du pays, 24 livres comme administrateur des hoirs de Thomas Valadier (24 août 1716). — Reçu de Floret, trésorier du pays, par Roux, 16 écus pour pension à lui faite par le pays (25 août 1716); — par sœur de Lirac, supérieure de monastère des religieuses de Ste-Ursule de Carpentras, 478 livres monnaie de roi pour pension faite au dit monastère par le pays (30 août 1716); — par Girenton, 156 livres monnaie de roi, pour pension à lui faite par le pays (3 septembre 1716); — par d'Autanne, 150 livres monnaie courante pour pension à lui faite par le pays

(5 septembre 1716) ; — par de la Rouyère, en qualité de procureur de Bernard de Fougasse de la Rouyère, 40 livres monnaie de France pour pension à lui faite par le pays (9 octobre 1716) ; — par Diane d'André, 48 livres monnaie de roi d'une part et 40 livres de l'autre pour pension à elle faite par le pays (24 octobre 1716) ; — par dame de Bussy-Jocas, 48 livres monnaie de roi pour pension à elle faite par le pays (24 octobre 1716) ; — par Liotard, procureur de la maison des orphelins de Pernes, 12 écus monnaie de roi, pour pension faite à la dite maison par le pays (3 novembre 1716) ; — par Roure, 40 livres monnaie de France, pour pension à lui faite par le pays (6 novembre 1716) ; — par dame de St-Roman de Melac, 51 livres 6 sous 8 deniers pour pension à elle faite par le pays (8 novembre 1716) ; — par d'André, chanoine, 324 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (12 novembre 1716) ; — par d'Andrée de Renoard, 8 écus monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (23 novembre 1716) ; — par Justamond, 24 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (25 novembre 1716) ; — par Magnan, 72 écus roi pour pension à lui faite par le pays (28 novembre 1716) ; — par Ferrand, au nom de demoiselle de Ferrand, 60 livres monnaie de roi pour pension faite à la dite demoiselle par le pays (3 décembre 1716) ; — par Carichon, 200 livres monnaie de France, pour pension à lui faite par le pays (18 novembre 1716) ; — par sœur Marie-Victoire-de-Jésus, prieure du monastère des Carmélites de Carpentras, 172 livres pour trois pensions faites au dit monastère par le pays (22 décembre 1716). — A payer par Floret, trésorier du pays, à Antoine Moutier, 42 sous patas pour être allé à Bonnieux, chercher un extrait authentique des lettres patentes de Louis XIV confirmatives des privilèges du pays (10 janvier 1717). — Reçu de Floret, trésorier du pays, par Esbérard, 40 sous patas pour copie de lettres patentes de Louis XIV, de décembre 1644 (12 janvier 1717) ; — par Liotard, procureur de la maison des orphelins de Pernes, 48 livres, monnaie de roi, pour pension faite à la dite maison par le pays (13 janvier 1717) ; — par Preziosi, 16 écus monnaie de roi, pour pension à lui faite par le pays (19 janvier 1717) ; — par Proal, 9 livres 8 sous 8 deniers, monnaie de roi, pour pension à lui faite par le pays (22 janvier 1717). — Remis à Floret, trésorier du pays, par des Isnards de St-Sauveur, 600 livres monnaie de roi, pour être payées à Paris au chevalier de Velleron (8 février 1717). — Reçu de Floret, trésorier du pays, par Firmin, greffier, 5 livres 10 sous, monnaie de roi, pour autorisation d'un emprunt de 300 livres (12 février 1717) ; — par frère Gabriel de Jésus-Marie, procureur de l'hospice des Carmes déchaussés de Carpentras, 256 livres pour pension faite au dit hospice par le pays (24 février 1717) ; — par Chapuis des Veilles, 40 livres monnaie de roi, pour pension à lui faite par le pays (1^{er} mars

1717) ; — par Gaudibert, 172 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (2 mars 1717) ; — par Rostan, 60 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (5 mars 1717) ; — par d'Astier, 120 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (8 mars 1717) ; — par Florant, 40 écus monnaie de France pour paiement d'une pension à lui faite par le pays (24 mars 1717) ; — par Lagarde-Gigondas, 24 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (29 mars 1717) ; — par Cartier, 84 livres monnaie de France pour pension à lui faite par le pays (15 1717) ; — par le grand vicaire de l'évêque de Carpentras, 6 livres ; — de St-Jean, subrogé du marquis de Velleron, élu des seigneurs vassaux, 12 livres ; de Villeneuve et Floret, chacun 6 livres pour avoir fait la taxe des parcelles de la communauté de Mornas en 1714, 1715 et 1716 (19 avril 1717), etc.

C. 190. (Liasse.) — 182 pièces, papier.

1790. — Pièces justificatives des comptes des États du Comtat. — Compte de la dépense faite par l'état-major de la milice de Camaret chez Raspail fils : 3 assiettes de saucisson, 2 livres 8 sous ; 2 entrées d'agneau, 4 livres 2 sous ; 2 omelettes, 1 livre 16 sous ; 2 plats de beignets de poire, 2 livres 10 sous ; 2 plats de compote, 2 livres ; pour du fromage, 1 livre ; 3 plats de poires, 15 livres ; 17 livres de pain, 3 livres 8 sous ; 11 bouteilles de vin, 2 livres 4 sous ; 2 salades, 18 sous. — Compte de Joseph Guillaume, aubergiste : dîner à 60 hommes de la troupe de Venasque, 62 livres ; déjeuner à 60 hommes de Bollène, 10 livres 6 sous ; dîner aux mêmes, 49 livres 4 sous ; souper aux mêmes, 38 livres ; souper et déjeuner à 34 hommes de la compagnie de Mornas, 26 livres 14 sous ; souper à 110 hommes de la troupe de Valréas, 84 livres ; dîner aux mêmes, 75 livres 14 sous ; déjeuner aux mêmes, 16 livres 14 sous ; départ, 19 livres 18 sous ; pain, 312 livres 11 sous (17-18 juillet 1790). — État du vin livré par la veuve Martin, de Carpentras, à la réquisition des sieur Courtois, consul, et Martel fils, pour les troupes des gardes nationales du Comtat à leur passage du Thor à Cavaillon, le 12 juillet et jours suivants ; pour les détachements logés au Collège, dix-neuf dames-jeannes de trente-neuf pots chacune, faisant en tout 741 pots, plus, pour celles logées au Séminaire, une dame-jeanne de 38 pots, et enfin, pour celles logées au collège, 13 pots, faisant en tout 792, qui, à trois sous patats, font en roi la somme totale de 102 livres 8 sous 11 deniers (26 juillet 1790). — État du pain fourni par François Jean, boulanger à Carpentras, pour les troupes du Comtat, à la veuve Bérard, hôtesses, par ordre du sieur Bertot, 123 livres pain blanc à 22 patats la livre (12 juillet 1790). — Fourni par

le dit Jean, boulanger, au frère Bonaventure, cordelier, 7 quintaux 25 livres pain blanc, à 22 patas la livre, pour les troupes logées au couvent des Cordeliers (20 juillet 1790). — Mémoire des fournitures de Benoît, revendeur, aux troupes logées chez les Dominicains : 20 livres riz à 4 sous, 4 livres 10 sous ; 15 livres haricots des gros à 20 patas, 2 livres 2 sous 10 deniers ; une douzaine d'œufs, 12 sous ; 16 livres de vermicelle à 5 sous, 4 livres 8 deniers ; — 18 œufs, 18 sous ; une douzaine d'œufs, 12 sous ; — 11 livres vermicelle à 5 sous, 3 livres 6 deniers ; pour des ails, 5 sous 6 deniers ; 4 livres de de lard à 10 sous, 2 livres ; un jambon pesant 14 livres 1/4 à 14 sous, 9 livres 19 sous 6 deniers ; sept douzaines d'œufs, 4 livres 4 sous ; 10 livres de petit salé à 10 sous, 5 livres ; 6 livres lard à 10 sous 3 livres ; 12 livres de vermicelle à 5 sous, 3 livres 6 sous ; 100 grosses sardes, 5 livres ; 6 livres gros haricots à 20 patas, 5 livres 3 sous ; 12 douzaines d'œufs, 7 livres 4 sous ; 20 livres anguilles à 5 sous, 5 livres ; 15 livres fromage à 11 sous, 8 livres 5 sous. Total : 74 livres 10 sous 4 deniers. — Comptes des dépenses faites par le frère Bonaventure dans le couvent : chandelle et huile pour les lampes, 2 livres ; pour le linge à blanchir, 1 livre 10 sous ; cuisson des viandes au four, tant en maigre qu'en gras, 3 livres ; 1 livre de café et 1 livre 1/2 de sucre pour officiers et malades, 2 livres 11 sous ; pour bois et sarments, 9 livres ; pour la personne qui a lavé la vaisselle et la batterie de cuisine, 3 livres ; pour différentes commissions, 1 livre 4 sous. Total : 23 livres 17 sous. 12 chaises à raccommoder, 5 livres 3 sous. Total : 26 livres 17 sous. — Rôle du pain livré par le boulanger Silvan à la troupe de la province, par ordre de l'état-major de Carpentras : au provincial, pain, 40 livres ; à Laugier, 20 livres ; à Marcellin, 68 livres ; à Bertot, 529 livres ; à Marcellin, 20 livres ; à Marcellin, 42 livres ; à David, 132 livres ; à Marcellin, 50 livres ; à Marcellin, 50 livres ; à Marcellin, 140 livres ; à Marcellin, 40 livres ; à Lambert, 152 livres ; à Cayre, 35 livres ; — à Marcellin, 100 livres ; à Bertot, 35 livres. Total : 1049 livres, qui font dix quintaux et quarante-neuf livres pain à 3 sous et un patat, monte en argent 164 livres 16 sous 7 deniers. — Dépense faite par la milice de Vacqueyras au logis du *Dauphin* : déjeuner pour cinquante hommes, 82 livres pain à 4 sous, 16 livres 8 sous ; vin, 12 livres 12 sous ; bœuf à la daube, 12 livres ; mouton rôti, 6 livres ; jambon, 8 livres 10 sous. — Dîner : pain, 11 livres ; vin, 9 livres ; rôtis de mouton, 18 livres ; omelettes, 4 livres ; salade, 2 livres 8 sous ; fromage, 3 livres 10 sous. Total : 109 livres 16 sous (12 juillet 1790). — État des comestibles achetés pour les milices nationales qui ont séjourné dans le collège de Carpentras, du 12 au 18 juillet 1790 : pour oignons, 9 sous 2 deniers ; pour œufs, 6 sous ; pour une livre de farine, 5 sous ; pour deux limons, 4 sous ; pour 1/2 livre

cassonade, 8 sous ; pour oignons, 1 sou 8 deniers ; pour poivre, 8 sous ; pour un quart de vermicelle pour un malade, 1 livre 8 deniers ; pour oignons, 10 livres ; pour 4 limons, 4 sous ; pour un quarteron de poivre, 8 sous ; pour café et sucre, 6 sous ; pour dix quintaux de chêne blanc à seize sous 8 livres ; pour trente livres truffes blanches ou pommes de terre, 1 livre 5 sous 10 deniers (12 au 18 juillet 1790). — Dépense faite par la garde nationale de Mormoiron, lors de son séjour à Entraigues. Souper : 24 livres de mouton en apprêt, 9 livres ; 3 omelettes de douze œufs, 3 livres ; 3 salades, 1 livre 4 sous ; 28 livres pain, 5 livres 12 sous ; 30 bouteilles vin à 4 sous, 6 livres. — Déjeuner : œufs, 3 livres ; 15 bouteilles vin à 4 sous, 3 livres ; 2 livres fromage, 1 livre 4 sous ; 15 livres de pain, 3 livres ; 4 douzaines d'œufs en omelettes, 3 livres 15 sous ; soupe, 2 livres ; pour les lits, 1 livre 4 sous ; 18 biscuits, 1 livre ; pour le prisonnier, 3 œufs, 6 sous ; une bouteille de vin, 4 sous ; pour les gens de garde, 16 bouteilles vin, 3 livres 4 sous ; pour le cheval du colonel ou les chevaux de la voiture du colonel, 60 livres foin, 2 livres 10 sous. Total de la dépense : 61 livres 8 sous. — Compte du sieur Jean Boyer, aubergiste, à l'enseigne du *Lion d'Or*, proche la porte de Mazan. — Dîner pour 78 fusilliers de la légion de Visan : vin, soupe, bouilli et rôti, 62 livres 8 sous. — Souper pour la même légion : vin, salade, pain, et soupe, 78 livres (14 juillet 1790). — Déjeuner pour la même légion : pour pain, vin, fromage, 31 livres 4 sous. — Pour la même légion : pour pain, vin, soupe, bouilli et rôti, 62 livres 8 sous ; pour les chevaux des officiers, 6 livres. — Total : 240 livres (15 juillet 1790). — Compte du dîner commandé à l'occasion de l'arrivée du maire d'Orange et des officiers de St-Esprit et de Bagnols : figues, 1 livre 4 sous ; jambon, saucisson, 2 livres ; pigeons au sang, 4 livres 10 sous ; anguilles, en ragoût, 5 livres ; fricandeau, 5 livres ; poissons bouillis, 9 livres ; truites, 10 livres ; anguilles à la broche, 9 livres ; veau, 5 livres ; poulets, 4 livres ; crème, 5 livres ; beignets, 4 livres ; écrevisses, 3 livres ; vin, 10 livres ; pain, 4 livres 16 sous. Total : 81 livres 10 sous. — Doit le pays à la veuve Bouchony, livré par Modeste Jubelin, de Cavaillon, par ordre du sieur Liotard, député, 6 pans drap fin bleu de roi, 3 livres 10 sous 5 deniers ; revers et paraments drap écarlate, 3 livres ; 1 paire bas coton pour hommes, 2 livres 10 sous ; 1 chapeau, 11 livres 10 sous ; 1 plume, 2 livres ; façon d'un habit, veste et culotte, 73 livres 3 sous. — Reçu de Pons, trésorier du Comtat, par Floret, Sibour, Astier, Bruneau, Cottier, Olivier, Durouzet et Collet, juges au tribunal supérieur provisoire de Carpentras, six cents livres chacun pour 4 mois d'honoraires (10 décembre 1790) ; — par Barjavel et Bouchony, médecins en chirurgie, cent trente-deux livres pour honoraires (11 décembre 1790) ; — par Arnavon et Mazet, dépu-

tés de l'Assemblée représentative auprès de N. S. Père le Pape, mille huit cent livres (15 décembre 1790) ; — par Guilhermier, archiviste, cent quarante-cinq livres roi pour honoraires de 4 mois, employés à mettre en ordre les archives du Comtat (21 décembre 1790) ; — par Collet, avocat, vingt-quatre livres de roi pour une consultation au sujet des affaires de la province contre la ferme générale des tabacs de France (22 décembre 1790) ; — par les mains du trésorier de la Chambre apostolique, par l'évêque de Vaison, quinze cents livres pour paiement de la pension faite par la Chambre apostolique à la mense épiscopale de Vaison (1^{er} décembre 1790).

C. 191. (Liasse.) — 456 pièces, papier.

1791-1792. — Pièces justificatives des comptes des États du Comtat. — Reçu de Pons, trésorier du pays : par Balthazar Guigou, vingt-quatre livres pour quatre jours passés en Provence pour se rendre compte de l'état des esprits (2 janvier 1791) ; — par Jalein, prieur du couvent des Carmes déchaussés d'Avignon, 48 livres pour pension faite au dit couvent (4 janvier 1791) ; — par M. Martel, aide-major de la garde citoyenne, soixante-douze livres pour frais occasionnés par son séjour à Mormoiron (11 janvier 1791) ; — par de St-Christol, député, soixante-douze livres pour douze jours d'honoraires comme député (13 janvier 1791) ; — par Chabrol et de Grandpré, députés à l'Assemblée, deux cent quarante livres pour frais de voyage auprès des municipalités de France (13 janvier 1791) ; — par Mazet, député à l'Assemblée, quatre-vingt-quatre livres pour quatorze jours d'honoraires (14 janvier 1791) ; — par Ayme, prêtre, député à l'Assemblée, quatre vingt-quatre livres pour quatorze jours d'honoraires (14 janvier 1791) ; — par Sorel, aubergiste à Carpentras, cent soixante-dix livres quatre sous pour fournitures aux différents détachements et aux chevaux des administrateurs des Bouches-du-Rhône, du Gard et de la Drôme (31 janvier 1791) ; — par Bernard, aubergiste, cent quatre-vingt dix-sept livres quatre sous pour nourriture de la garde citoyenne de Malaucène, des 17, 18 et 19 octobre dernier (31 janvier 1791) ; — par les Carmes déchaussés de Carpentras, cent six livres roi pour fournitures par eux faites aux différents détachements qui s'étaient rendus dans cette ville (31 janvier 1791) ; — par Gilles, chef de la musique de la garde citoyenne de Carpentras, deux cents livres, pour fonctions remplies par la musique (1^{er} février 1791) ; — par Ravoux, archiviste de la province, trois cent dix-huit livres pour cinquante-trois jours d'honoraires (1^{er} février 1791) ; — par Gambetta père, 60 livres roi pour montant de son compte (1^{er} février 1791) ; — par Escoffier, colonel des gardes nationales, commandé pour aller en détachement, cent quatre-vingt-cinq livres 8 sous de roi

(3 février 1791). — Dîner de 10 couverts à la Rectorie (15 janvier) : Soupe, andouillette, beurre frais, 2 livres 10 sous ; 1 poularde truffée, 3 livres 16 sous ; 2 entrées de poisson, 3 livres ; 2 perdreaux rôtis, 3 livres 10 sous ; 2 muges grillés, 2 livres ; 1 tourte de frangipane, 3 livres ; truffes à l'espagnole, 2 livres ; beurre à la crème, 1 livre 10 sous ; dessert, pain et vin, 6 livres ; dîner des courriers et domestiques, 2 livres 5 sous (3 février 1791) ; — par Guillabert, deux mille huit cent livres, dont mille livres en assignats et le reste en argent, pour montant de fournitures par lui faites aux gardes nationales (4 février 1791) ; — par Joseph Guillaume, aubergiste, dix-neuf cent trente livres treize sous pour nourriture de différents détachements qui s'étaient rendus à Carpentras (5 février 1791) ; — par Petit, cinquante-neuf livres pour avoir fait la cuisine pour différents détachements (5 février 1791) ; — par Rouvière, praticien, quarante livres pour avoir travaillé pendant dix jours, par ordre de l'Assemblée représentative et des Conservateurs, pour transcription de documents (5 février 1791) ; — par Crivelli, chanoine, député, quarante-huit livres pour huit jours de séance à l'Assemblée Représentative (8 février 1791) ; — par le supérieur du séminaire de Carpentras, cent soixante-dix-huit livres pour frais de dépenses occasionnés par différents détachements (8 février 1791) ; — par Alexandre Dongier, six cent onze livres douze sous, pour fournitures (8 février 1791) ; — par le trésorier du conseil militaire des gardes citoyennes de Carpentras, mille soixante-onze livres quatorze sous roi, pour motif invoqué par une requête présentée au comité d'administration par les officiers d'état-major (10 février 1791) ; — par Jérôme Gilles, ménager de Mazan, cent vingt-trois livres pour pension à lui faite par le pays (11 février 1791) ; — par la municipalité de Carpentras pour dépenses diverses, six mille trois cent livres (14 février 1791) ; — par Chabas, boulanger de Cavaillon, deux cent quatre-vingt-treize, pour fourniture de pain à des détachements de troupe (14 février 1791) ; — par Raynaud, soixante livres roi pour cent quintaux de bois à brûler pour l'usage des conservateurs d'État (14 février 1791) ; — par Clément Guilhermier, archiviste, deux cent soixante-une livres de roi pour paiement d'honoraires de deux mois employés à mettre en ordre les archives de la province (15 février 1791) ; — par la veuve Béraude, de Bollène, 18 livres roi pour prix de mûriers, ainsi estimés par ordre de Guilhermier, député, pour l'alignement du chemin qui tend de Bollène à Suze (19 février 1791) ; — par l'abbé Fauque, quinze cent vingt-cinq livres quatre sous, somme par lui fournie aux députés de l'Assemblée auprès de celle de France (21 février 1791) ; — par Lavondez, délégué du comité d'administration de la province, cent trois livres de roi pour quarante-sept jours de vacation au dit comité (4 mars 1791). — Autorisation donnée au sieur Pons,

trésorier du pays, de convertir en argent comptant, vingt assignats de mille livres chacun, cinq assignats de trois cent livres chacun, et trois assignats de deux cents livres chacun, pour le paiement des milices (6 avril 1791); — par Athénosy fils, au nom de dame Athénosy de Gay, sa tante, 96 livres pour pension à elle faite par le pays (9 septembre 1791); — par Mardochee Crémieux fils, et Aron de la Roque, en qualité de tuteurs et héritiers de Mossé et Samuel de la Roque frères, cinq cents livres, paiement des intérêts d'une année au cinq pour cent, d'une somme principale de dix mille francs prêtée à la province par la Roque frères (10 septembre 1791); — par Sophie de Werth, deux mille livres, acompte sur deux annuités de la pension de treize cent cinquante francs à elle faite par le pays (16 septembre 1791); — par Balmelle, procureur fondé de l'hôpital de St-Pierre-aux-Grâces de Carpentras, six cent vingt livres pour pension faite au dit hôpital par le pays (23 décembre 1791); — par Durand, chanoine, administrateur de l'église cathédrale de Carpentras, deux cent quarante livres pour pension faite à la dite cathédrale par le pays (27 février 1792).

C. 192. (Liasse.) — 154 pièces, papier.

1737-1783. — Pièces justificatives des comptes des États du Comtat. — Reçu de Charpaud, trésorier du pays : par de Guiramand, 17 écus 1/2 monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (16 juin 1737); — par Goudon, 180 livres monnaie de France pour pension à lui faite par le pays (8 juillet 1737); — par la supérieure du monastère St-André St-Philippe, 139 livres 10 sous pour pension faite au dit monastère par le pays (14 juillet 1737); — par sœur Élisabeth-de-Jésus, supérieure du couvent des religieuses du Tiers-Ordre de St-François, 90 livres monnaie de France pour pension faite par le pays au dit couvent (22 juillet 1737); — par de Rémond, 12 écus, monnaie de France, pour pension à lui faite par le pays (17 août 1737); — par Rollery, 27 livres, grosse monnaie, pour pension à lui faite par le pays (10 septembre 1737); — par Gourjon, 36 livres, monnaie de France, pour pension à lui faite par le pays (4 octobre 1737); — par Dupuy, consul de Cavaillon, 1000 livres monnaie de France pour achat de blé (11 octobre 1737); — par Liotard, consul de Velleron, 3000 livres monnaie de France, la dite somme devant être employée à un achat de grains (12 octobre 1737); — par Guichard, député de Mornas, 2000 livres, monnaie de France, pour achat de blé (12 octobre 1737); — par St-Martin, 108 livres grosse monnaie pour pension à lui faite par le pays (14 octobre 1737); — par Offand, consul de Sorgues, 2000 livres monnaie de France pour un achat de blé (14 octobre 1737); — par Brion, consul de Caderousse, 3000 livres

monnaie de France pour achat de blé (18 octobre 1737); — par Faudon, procureur de la maison de Pernes, 36 livres monnaie de roi pour pension faite à la dite maison par le pays (18 octobre 1737); — par Segond, consul de Sarrans, 400 livres, monnaie de France, pour achat de blé (18 octobre 1737); — par Vallet, au nom de Jérôme de Niniv, de Spolète, en Italie, 420 livres monnaie de France pour pension faite au dit de Niniv par le pays (19 octobre 1737); — par Brantes, 3000 livres grosse monnaie pour avoine et pignatelle de 60 places de cavalerie (24 octobre 1737); — par Pélissier, 100 livres monnaie de France pour pension à lui faite par le pays (27 octobre 1737); — par Bonsehon, 30 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (6 novembre 1737); — par Casal, 80 livres monnaie de France pour pension à lui faite par le pays (6 novembre 1737); — par sœur Marie-Anne Besson, prieure du monastère des religieuses de l'Annonciade Céleste d'Avignon, 340 livres monnaie de France en déduction de la somme de 900 livres, dot spirituelle de Mlle de Lincel, actuellement religieuse professe au dit monastère (10 novembre 1737); — par Garcin, chanoine administrateur du chapitre, 55 livres et 10 sous, grosse monnaie, pour pension faite au dit chapitre par le pays (19 novembre 1737); — par Degeorges-Cabanis, 21 écus, monnaie de France, pour pension à lui faite par le pays (26 novembre 1737); — par Pastour, procureur du couvent des dames de Ste-Praxède d'Avignon, 108 livres, monnaie de France, pour pension faite au dit couvent par le pays (28 novembre 1737); — par de Brunellis de Lachane, 21 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (29 novembre 1737); — par de Benoit, 54 livres, monnaie de roi, pour pension à lui faite par le pays (1^{er} décembre 1739); — par Giraud, messenger, 6 livres 2 sous, monnaie de France, pour port de lettres (9 décembre 1737); — par Camaret, 90 livres monnaie de roi pour pension à lui faite par le pays (10 décembre 1737); — par Pérussis, 234 livres, grosse monnaie, pour pension à lui faite par le pays (20 décembre 1737); — par de Girenton, 117 livres monnaie de roi, pour pension à lui faite par le pays (24 décembre 1737); — par Fabert, procureur de la présidente de Réauville, 147 livres monnaie courante pour pension à elle faite par le pays (7 janvier 1738); — par de Châteauneuf Derousset, 60 livres monnaie de France pour pension à lui faite par le pays (15 janvier 1738). — Mandat de paiement de 52 livres et 14 sous pour Charpaud, trésorier du pays, pour être allé à Avignon retirer le quartier de la ferme du tabac et des toiles peintes (16 janvier 1738). — Reçu : par Pastour, député d'Entraigues, 2000 livres, monnaie de France, pour achat de blé (27 janvier 1738); — par Olivier, messenger du pays, 6 livres 9 sous monnaie de France pour port de lettres (27 janvier 1738); — par Bastet, prêtre, procureur du corps des Anniver-

saires de l'église cathédrale de Carpentras, 263 livres 4 sous 4 deniers pour pension faite au dit corps par le pays (1^{er} février 1738) ; — par Cappéls, 195 livres grosse monnaie pour pension à lui faite par le pays (4 février 1738) ; — par Goudareau, procureur du monastère Ste-Catherine d'Avignon, 300 livres grosse monnaie pour pension à lui faite par le pays (8 février 1738) ; — par Peyre, cessionnaire d'Allemand, 480 livres monnaie de roi, pour pension à lui faite par le pays (14 février 1738) ; — par Goudareau, procureur du monastère Ste-Catherine d'Avignon, 300 livres grosse monnaie pour pension à lui faite par le pays (14 février 1738) ; — par de Guiramand, 17 écus 1/2 monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (20 février 1738) ; — par Richard, 52 livres et 10 sous monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (28 février 1738) ; — par de Vèse, héritier de de Vallon, 30 livres monnaie courante pour pension à lui faite par le pays (20 mars 1738) ; — par Floret, notaire, 8 livres monnaie de France pour révocation par lui faite des pensions du comte de Quinson (22 mars 1738) ; — par Mme de Blédier, 9 écus pour pension à elle faite par le pays (20 mars 1738) ; — par de Girenton, 63 livres, monnaie de roi, pour pension à lui faite par le pays (11 avril 1738) ; — par Pintat, archiviste de la légation d'Avignon, 100 livres monnaie de France pour l'extrait de quatre acquits expédiés à M. de Palerme, trésorier de la Révérende Chambre pour la 4^e année de la ferme du tabac et des toiles peintes (12 avril 1738) ; — par Dumas et Lagarde, consuls de Carpentras, 64 livres pour la régale de l'avoine (23 avril 1738) ; — par Casal, avocat à Avignon, 23 livres pour soins par lui donnés aux affaires du pays (23 avril 1738) ; — par sœur de Crombis, abbesse de l'abbaye des religieuses de Ste-Madeleine, 236 livres grosse monnaie et 91 livres patas pour pensions faites à la dite abbaye par le pays (4 mars 1738) ; — par Olivier, messenger, 17 sous monnaie de France pour port de lettres (12 mai 1738). — A payer : par Charpaud à Quenin, imprimeur, 24 livres monnaie de France pour les exemplaires de la bulle Clémentine qu'il a imprimés (13 mai 1738) ; — par Lincel du Bousquet, 55 écus 3 livres monnaie de France (21 mai 1738). — A payer : par Charpaud, trésorier du pays, à David, 34 sous monnaie de France, pour prêt de cordes employées à dresser la tente de la Fête-Dieu (2 juin 1738) ; — par Olivier, messenger, 6 livres monnaie de France pour port de lettres (10 juin 1738) ; — par Mme de Vidal, supérieure du couvent des religieuses de Notre-Dame de Carpentras, 63 livres, monnaie courante, pour pension faite par le pays au dit couvent (22 juin 1738) ; — par Antelme, 270 livres monnaie de France montant d'une lettre de change expédiée par le dit Antelme à Rome, pour Baptiste Frontoni (29 juin 1738) ; — par Brantes, 3015 livres, grosse monnaie, pour avoine et pignatelle de

60 places de cavalerie (14 juillet 1738) ; — par de Villeneuve, syndic général, 2 louis d'or, pour la régale de l'avoine (19 juillet 1738) ; — par Floret, secrétaire des trois États, 120 livres, grosse monnaie de France, pour honoraires d'une année (19 juillet 1738) ; — par le chevalier de Lamothe d'Orléans, colonel des cheveau-légers de Sa Sainteté, 150 livres grosse monnaie courante, pour la rétribution de l'avoine (1^{er} août 1738) ; — par Liotier, cessionnaire de M. et Mme de Lincel, 585 livres monnaie de France, pour pension à eux faite par le pays (6 août 1738) ; — par de Brantes, 1500 livres grosse monnaie, pour fastigage des fantassins (6 septembre 1738). — Reçus de Charpaud, trésorier du pays : par Dolomas, 1500 livres pour fastigage de fantassins (19 juillet 1749) ; — par Dolomas, 3015 livres pour avoine et pignatelle de 60 pièces de cavalerie (6 octobre 1749) ; — par Dolomas, 3015 livres pour avoine et pignatelle de 60 pièces de cavalerie (27 janvier 1750). — Reçu de Fornery, ancien trésorier général du pays, par Louise d'Alleman, abbesse de Ste-Madeleine, ordre de Cîteaux, à Carpentras : 1^o 21 écus monnaie courante, 2^o 18 écus grosse monnaie, et 3^o 60 écus monnaie courante pour 3 pensions différentes faites par le pays à la dite abbaye (7 mai 1750) ; — par Brion, trésorier de la compagnie des Pénitents noirs d'Avignon, 18 livres monnaie courante pour pension faite à la dite compagnie par le pays (15 mai 1755) ; — par Romette, procureur de la marquise de Réauville, 147 livres monnaie courante pour pension faite à la dite marquise par le pays (20 octobre 1755) ; — par de Quinson, 417 livres monnaie 1/3 patas pour diverses pensions (25 novembre 1755) ; — par Richard, héritier de son frère, 52 livres grosse monnaie pour pension à lui faite par le pays (16 novembre 1755) ; — par Philip, chanoine, recteur de l'église métropolitaine d'Avignon et recteur de la chapellenie sous le titre de St-Claude, dans l'église collégiale de Notre-Dame-du-Grès de Carpentras, 40 livres 10 sous pour pension faite à la dite chapellenie par le pays (3 février 1756) ; — par Tellas, procureur de de Guiramand, 17 écus 1/2, monnaie courante, pour pension à lui faite par le pays (11 février 1756) ; — par Pastour, prêtre, procureur des dames de Ste-Praxède, 14 livres 1 sou 8 deniers pour deux annuités de « *novenium* » faits par le pays aux susdites dames (10 mars 1756) ; — par dame d'Alleman, abbesse de Ste Madeleine, ordre de Cîteaux, de Carpentras, 21, 18 et 60 écus pour diverses pensions dues à la dite abbaye par le pays (7 mai 1756) ; — par Pintro, procureur de l'archevêque de Carpentras, 21 livres grosse monnaie pour pension faite au dit archevêque par le pays (10 mai 1756) ; — par la supérieure du couvent de Notre-Dame d'Avignon, 59 livres roi 6 sous pour pension faite au dit couvent par le pays (10 mai 1756) ; — de Bouteille, trésorier du pays, par Moulblon de Quinson, 17 livres monnaie courante au tiers

patas pour diverses pensions à lui dues par le pays (4 novembre 1756) ; — par Beaumont de Cappédis, 380 livres grosse monnaie, pour pension à lui faite par le pays (11 décembre 1756) ; — par Philip, prêtre et chanoine de l'église métropolitaine d'Avignon, et recteur de la chapellenie sous le titre de St-Claude, située dans l'église Notre-Dame-du-Grès de Carpentras, 40 livres de roi pour pension due à la dite chapellenie par le pays (6 février 1757) ; — par Romette, procureur de la marquise de Réauville, 147 livres monnaie courante au tiers, patas pension due à la dite marquise par le pays (3 mars 1757) ; — par Tellus, procureur de Guiramand, 17 écus 1/2 monnaie courante pour pension due au dit Guiramand par le pays (18 avril 1757) ; — par de Sobirats, abbesse de Sto-Magdeleine, ordre de Cîteaux, de Carpentras, 21, 18 et 60 écus pour diverses pensions dues à la dite abbesse par le pays (30 avril 1757) ; — par Bournareau, procureur de Mgr d'Inguibert, archevêque de Carpentras, 21 livres grosse monnaie pour pension faite au dit archevêque par le pays (9 mai 1757). — Reçu de Pierre Pousset, de Carpentras, une missive m'invitant à me rendre à Carpentras comme auditeur des comptes du trésorier du pays (13 février 1783).

C. 193. (Cahier.) — In-4°, 22 feuillets, papier.

1571-1573. — Livre de l'administration des élus du Comtat-Venaissin. — Comptes de déboursés : 14 florins au logis du *Mouton* pour légalisation des tailles (fol° 2) ; — 4 florins 4 sous pour une journée passée à Avignon, au sujet du différend du pays avec les représentants du clergé (fol° 3) ; — 1 florin pour porter une lettre au Recteur lui annonçant l'élection du pape (fol° 4) ; — 35 florins pour dépens à Carpentras à propos des saisies et représailles contre les habitants du Comtat-Venaissin (fol° 6) ; — 48 florins pour le voyage fait à Carpentras pour recevoir le Recteur nouveau et accompagner l'ancien (fol° 8) ; — de 28 florins pour être allé à Avignon porter 500 francs au comte de Villeclair et parler à Mgr le cardinal d'Armagnac (fol° 20) ; — 12 florins 11 sous pour un voyage à Avignon pour emprunter 1500 écus (fol° 21) ; — 8 florins 8 gros pour un autre voyage à Avignon pour s'entretenir avec le cardinal d'Armagnac, le comte de Villeclair, M. de Gordes, etc.

C. 194. (Liasse.) — 150 pièces, papier.

1741-1747. — Comptes, avec pièces justificatives à l'appui, des recettes et dépenses spéciales au corps des vassaux. — Reçu de Charpaud, trésorier du pays : par Sibour, syndic, pour rapport de comptes, 30 livres monnaie de France (9 mars 1741) ; — par Floret, secrétaire des trois États

et des seigneurs vassaux feudataires, pour rapport de comptes, 108 livres monnaie de France (9 mars 1741) ; — par dona, syndic du couvent des RR. Pères Prêcheurs, pour gratification allouée au dit couvent par l'assemblée générale des vassaux, 60 livres monnaie courante (11 mars 1741) ; — par Villeneuve, pour rapport de comptes, 36 livres 16 écus 6 deniers (13 mai 1741) ; — par de Causan, pour rapport de comptes, 37 livres 2 sous 7 deniers (16 juillet 1741) ; — par de Venasque, 39 livres 3 sous 9 deniers pour rapport de comptes (16 juillet 1741) ; — par d'Aubignan, 45 livres 3 sous 9 deniers pour rapport de comptes (18 juillet 1741) ; — par le marquis d'Oppède, pour rapport de comptes, 53 livres 4 sous 3 deniers (1 août 1741) ; — par le marquis de la Bâtie, 57 livres 12 sous roi pour rapport de comptes (1 septembre 1741) ; — par dame de Verdelin, de Lafare, 10 livres 7 sous monnaie de roi pour rapport de comptes (octobre 1741) ; — par de Causan, 47 livres de roi pour rapport de comptes (18 novembre 1741) ; — par de Blauvac, 21 livres 13 sous 6 deniers pour rapport de comptes (18 décembre 1741) ; — par la duchesse de Crillon, procuratrice de de Crillon, 97 livres 17 sous 4 deniers (décembre 1741) ; — par le marquis de Lauris, 36 livres, le marquis de Venasque, 24 livres, le marquis de Causans, 24 livres, le marquis de Blauvac, 24 livres, le marquis de Malijay, 24 livres, le marquis de Beauchamp, 24 livres pour rapport de comptes (18 décembre 1741) ; — du marquis de la Bâtie, 13 livres 12 sous pour rapport de comptes (16 février 1742) ; — par Fortunet, procureur du marquis de Montaignu, 95 livres (11 mai 1742) ; — par de Brantes, 41 livres 2 sous 4 deniers pour rapport de comptes (12 mai 1742) ; — par dame de Beaupré, procuratrice de de Beaupré, seigneur de Beaumont, son fils, 42 livres 1 sous 4 deniers (12 mai 1742) ; — par Ginot, procureur du duc de Joucas, 2 livres 15 sous 3 deniers pour rapport de comptes (13 mai 1742) ; — par Pluvinel de Valouse, 78 livres 19 sols 10 deniers pour rapport de comptes (15 mai 1742) ; — par de Buisson, 24 livres, pour rapport de comptes (15 mai 1742) ; — par Martin, procureur de la marquise de la Royère, 46 livres 16 sous 3 deniers pour rapport de comptes (21 mai 1742) ; — par de Taulignan, 96 livres 16 sous 10 deniers pour rapport de comptes (21 mai 1742) ; — par Eyriez, procureur de la marquise de de Rousset, 118 livres 2 sous 1 denier pour rapport de comptes (27 mai 1742) ; — par Delacour, procureur des seigneurs de la baronnie de Sérignan, 239 livres 11 sous 4 deniers pour rapport de comptes (18 juin 1742) ; — par Dalmas, procureur de Pierre Charles d'Arnaud, chevalier du dit lieu, co-seigneur de Lagarde-Paréol, lieutenant au régiment des gardes françaises, 63 livres 7 sous 1 denier pour rapport de comptes (31 juillet 1741) ; — par Louis de Vise, 22 livres 6 sous 6 deniers (13 novembre 1742) ; — par Fellon, procureur général

du marquis d'Ancezune, duc de Caderousse, 531 livres 13 sous 11 deniers pour rapport de comptes (25 novembre 1742); — par Modène, trésorier du pays, 27 livres pour rapport de comptes (10 mars 1743); — par Constantin et Rey, procureurs du marquis de la Beaume-Montrevel, seigneur de Caromb et St-Hippolyte, et de Honorius de Bourbeville, son tuteur, 78 livres 15 sous pour rapport de comptes (3 mai 1743); — par le duc de Brancas, 52 livres 3 deniers pour rapport de comptes (11 mai 1743); — par Giraud, procureur du comte de Sade, 55 livres 2 sous pour rapport de comptes (17 mai 1743); — par de Blauvac, 12 livres 3 écus 9 deniers pour rapport de comptes (12 septembre 1743); — par le seigneur de Lauris, 64 livres 2 sous 6 deniers, le seigneur de Vénasque, 41 livres 1 sou 3 deniers, le seigneur de Causans, 41 livres 1 sou 3 deniers, le seigneur de Malgay, 41 livres 1 sou, le seigneur de Blauvac, 41 livres 1 sou 3 deniers pour rapport de comptes (12 septembre 1743); — par de Causans, 84 livres 11 sous 10 deniers pour rapport de comptes (13 septembre 1743). — Compte des finances du corps des vassaux (mars 1741 à mars 1743). — Recettes : Reçu par Charpaud, trésorier du pays : 600 livres monnaie de France imposées sur les vassaux; — 2000 livres, monnaie de France, imposées sur les mêmes par le Vice-Légat; — 2500 livres adjudgées au corps des vassaux par le même; — 2000 livres aux mêmes et par le même; — 189 livres 6 sous 5 deniers pour le reliquat des comptes de 1741. — Dépenses : Payé par Charpaud, trésorier du pays, à d'Arnoux, 83 livres 7 sous 1 denier; — à de Beaumes, 333 livres 5 sous 9 deniers; — à de Beauchamp, 30 livres 14 sous 8 deniers; — à de Blauvac, 46 livres 6 sous; — à de Brissac, 34 livres 15 sous 1 denier; — au duc de Caderousse, 683 livres 5 sous 4 deniers; — à de Caromb, 258 livres 2 sous 6 deniers; — au duc de Crillon, 182 livres 14 sous 10 deniers; — à de la Bâtie, 208 livres 16 sous; — à d'Oppède, 190 livres 26 sous 2 deniers; — à de Pilles, 101 livres 4 sous 6 deniers; — à de Rousset, 118 livres, 2 sous; — au baron de Sérignan, 39 livres 11 sous 4 deniers; — à l'élu, ses conseillers, ses officiers (3 mars 1744). — Reçu de Charpaud, trésorier du pays : par le duc de Gadagne, 48 livres 8 sous 7 deniers (mars 1744). — Compte des finances du corps des vassaux, depuis le 3 mars 1744 jusqu'au 28 mars 1747. — Recettes : Reçus par Charpaud, trésorier du pays, 3500 livres adjudgées aux vassaux par le Vice-Légat; — 2013 9 sous 10 deniers pour son reliquat de comptes de 1744. — Dépenses. — Reçus par Charpaud, trésorier du pays : à dame d'Aquéria, 123 livres 7 sous 11 deniers; — au baron de Beaumes, 106 livres 6 sous 10 deniers; — au marquis de Brantes, 67 livres 12 sous 9 deniers; — à Fellon, agent du duc de Caderousse, 446 livres 1 sou 7 deniers; — au marquis d'Oppède, 160 livres 1 sou 7 deniers; — à la marquise

de Sade, 151 livres 60 sous 6 deniers; — au duc de Villars, 145 livres 8 sous 11 deniers (20 mars 1747). — Reçu de Charpaud, trésorier du pays, par Léotard, syndic du couvent des Frères prêcheurs, 20 écus, monnaie courante, pour rapport de comptes (26 mars 1747); — par Fornery, syndic général des vassaux, 108 livres monnaie de France pour rapport de comptes (21 mars 1747); — par Floret, secrétaire général du pays, 108 livres pour rapport de comptes (21 mars 1747); — par Devillario, greffier de la suprême cour de la Rectorie, 16 livres monnaie de France pour rapport de comptes (27 mars 1747); — par de Lamothe de Lorient, 44 livres 10 sous 8 deniers pour rapport de comptes (15 avril 1747); — par de Cabassole, 17 livres 7 sous 7 deniers pour rapport de comptes (12 mai 1747); — par le marquis de Causans, 49 livres, de Lagarde-Gigondas, 49 livres pour rapport de comptes (24 mars 1747); — par de Jardin, au nom des hoirs de Durre de Beaumettes, 21 livres 6 sous 6 deniers, pour rapport de comptes (3 juillet 1747).

C. 195. (Liasse.) — 85 pièces, papier.

1750-1753. — Comptes, avec pièces justificatives à l'appui, des recettes et dépenses spéciales au corps des vassaux. — Compte des finances du corps des vassaux, du 20 mars 1747 au 20 mars 1750. — Dépenses : Payé par Charpaud, trésorier du pays au marquis de Modène, 1000 livres (20 mars 1747); — à Constantin, pour le compte des vassaux 1747 livres (3 mai 1747); — au duc de Caderousse, 267 livres 2 sous 8 deniers (12 mai 1750); — par Fornery, coadjuteur de Charpaud, trésorier général du pays, à Valoris, syndic des trois États du pays, 108 livres pour rapport de comptes (1^{er} avril 1750); à l'archevêque de Carpentras, 50 livres roi pour pension à lui servie par les vassaux (11 juin 1750); — par le procureur de la baronne de Sérignan, 390 livres 5 sous 2 deniers pour rapport de comptes (21 avril 1751); — par de Piedfaucou, 63 livres 7 sous 4 deniers (1^{er} juillet 1751); — par de Cambis-Velleron, 79 livres 13 sous 7 deniers pour rapport de comptes (4 mars 1752); — par Montaigu d'Entraigues, 181 livres 15 sous 8 deniers pour rapport de comptes (4 mars 1752). — A payer par Fornery au marquis de Causans, 64 livres 5 sous; au marquis de Velleron, 41 livres 3 sous; au marquis d'Aubignan, 41 livres 3 sous pour rapport de comptes (4 mars 1752). — Reçu de Fornery, trésorier, par le marquis de Caumont, 386 livres 1 sou 11 deniers pour rapport de comptes (11 mars 1752); — par dame d'Aquéria, de Rochegude, 107 livres 16 sous pour rapport de comptes (16 mars 1752); — par Laugier, procureur de Bourgarel, 47 livres 4 deniers roi pour rapport de comptes (17 mars 1752); — par Gimet, procureur de de Brancas, 227 livres 15 sous pour

rapport de comptes (22 mars 1752) ; — par Romette procureur du marquis de Réauville, 156 livres 14 sous 2 deniers pour rapport de comptes (4 avril 1752) ; — par Rey, procureur du marquis de la Baume-Montrevel, seigneur et baron de Caromb, 332 livres 11 sous 8 deniers pour rapport de comptes (14 avril 1752) ; — par Jouvenne, procureur du duc de Gadagne, 119 livres 10 sous 1 denier pour rapport de comptes (17 avril 1752) ; — par d'Andrée Pilles, 110 livres 13 sous 8 deniers pour rapport de comptes (17 avril 1752) ; — par Blaze, procureur du baron d'Oppède, 252 livres 18 sous 1 denier pour rapport de comptes (18 avril 1752) ; — par Eyriez, procureur de la marquise de Rousset, 418 livres 2 sous 5 deniers pour rapport de comptes (2 mai 1752) ; — par de la Bâtie, 249 livres 6 sous 3 deniers pour rapport de comptes (12 mai 1752) ; — par du Barroux, 90 livres 12 sous 5 deniers pour rapport de comptes (20 mai 1752) ; — par la marquise de Château-neuf, 10 livres 18 sous 6 deniers pour rapport de comptes (29 mai 1752) ; — par Fellon, procureur du duc d'Ancezune, 703 livres 9 sous 3 deniers pour rapport de comptes (17 juin 1752) ; — par Taulier, procureur du comte de Sade, 238 livres 15 sous 4 deniers pour rapport de comptes (19 juin 1752) ; — par de Brissac, 66 livres 6 sous 9 deniers, pour rapport de comptes (22 juillet 1752) ; — par la marquise de Vitteleschi-Fonseca, 80 livres 12 sous 9 deniers pour rapport de comptes (29 juillet 1752) ; — par de Lagnes de Cartier, 64 livres 12 sous 7 deniers pour rapport de comptes (8 novembre 1752) ; — par de Brantes, 78 livres 17 sous 4 deniers (15 novembre) ; — par dame Serre de Beaucet, 18 livres 2 sous 11 deniers pour rapport de comptes (novembre 1752) ; — par de Vesc, 59 livres 12 sous 4 deniers pour rapport de comptes (14 janvier 1753) ; — par la marquise de Vaucluse de Thézan, 164 livres 4 sous 10 deniers pour rapport de comptes (4 février 1753) ; — par le baron de Baumes, 337 livres 12 sous 5 deniers pour rapport de comptes (7 mars 1753). — Compte des finances du corps des vassaux, du 12 mars 1750 au 15 mars 1753. — Recettes : Reçu de Piedfaucon, par Fornery, trésorier-adjoint, 1267 livres 7 sous 7 deniers (12 mars 1750) ; — du corps des seigneurs vassaux, 9600 livres (26 février 1752). — Dépenses : Payé par Fornery, trésorier-adjoint du pays, au syndic général du pays pour ses honoraires, 108 livres ; — à la baronne de Sérignan, 394 livres pour rapport de comptes ; — à d'Andrée de Pilles, 120 livres 13 sous 1 denier pour rapport de comptes (4 mars 1752) ; — au marquis d'Aubignan, 121 livres pour rapport de comptes ; — au duc de Caderousse, 703 livres pour rapport de comptes ; — au marquis de Caumont, 386 livres 1 sous 11 deniers pour rapport de comptes ; — au marquis de la Bâtie, 249 livres 12 sous pour rapport de comptes ; — à la baronne d'Oppède, 252 livres 18 sous 1 denier pour rapport de comptes ; — à la baronne de Sérignan, 453 livres li-

vres 14 sous 1 denier pour rapport de comptes ; — à la marquise de Vaucluse, 164 livres 4 sous 10 deniers ; — au duc de Villars-Brancas, 227 livres 15 sous 5 deniers (15 mars 1753). — Reçu de Fornery, trésorier du pays, par Valoris, syndic, 108 livres, monnaie de France, pour rapport de comptes (20 mars 1753) ; — par l'archevêque-évêque de Carpentras, cessionnaire du chevalier de Causans, 50 livres roi pour rapport de comptes (16 juin 1753) etc.

C. 196. (Liasse.) — 88 pièces, papier.

1755-1756. — Comptes, avec pièces justificatives, des recettes et dépenses spéciales au corps des vassaux. — A payer par Fornery, trésorier général du corps des vassaux : au marquis de Montaigu, 63 livres ; à Valoris, 63 livres ; à Devillario, coadjuteur, 24 livres (30 juin 1755). — Reçu de Fornery, trésorier général du corps des vassaux, par de Caumont, 169 livres 4 sous 8 deniers pour rapport de comptes (30 juin 1755) ; — par de Cambis-Velleron, 49 livres 8 deniers pour rapport de comptes (30 juin 1755) ; — par le duc de Gadagne, 73 livres 16 sous, monnaie de France, pour rapport de comptes (30 juin 1755) ; — par Depierre d'Orsan, 51 livres pour rapport de comptes (1^{er} juillet 1755) ; — par la baronne de Caromb, 204 livres 13 sous 4 deniers pour rapport de comptes (4 juillet 1755) ; — par Tissot, procureur du marquis de Pluvinet de la Roque, 46 livres 16 sous 8 deniers pour rapport de comptes (12 juillet 1755) ; — par de Pilles, baron de Baumes, 207 livres 15 sous 4 deniers pour rapport de comptes (20 juillet 1755) ; — par Blaze, procureur du marquis d'Oppède, 155 livres 12 sous 4 deniers pour rapport de comptes (19 juillet 1755) ; — par le duc d'Ancezune, 132 livres 18 sous pour rapport de comptes (2 août 1755) ; — par le marquis de Blauvac, 25 livres 12 sous pour rapport de comptes (11 août 1755) ; — par Taulier, procureur du marquis de Sade, 146 livres 18 sous 8 deniers pour rapport de comptes (22 août 1755) ; — par de Barthelier, 7 livres 18 sous 8 deniers pour rapport de comptes (1^{er} septembre 1755) ; — par la communauté de Bollène, 54 livres 10 sous pour rapport de comptes (24 septembre 1755) ; — par de Malijay, 25 livres 10 sous 8 deniers pour rapport de comptes (27 novembre 1755) ; — par de Pélissier, au nom du président Pélissier, coseigneur de Lagarde-Paréol, 8 livres 16 sous 4 deniers pour rapport de comptes (17 janvier 1756) ; — par de Lagnes de Cartier, 18 livres 15 sous 4 deniers (20 mars 1756) ; — par Guibert, prieur des Prêcheurs, 60 livres monnaie courante, pour rapport de comptes (24 mars 1756) ; — par le marquis de Brantes, 77 livres 8 deniers pour rapport de comptes (28 mars 1756) ; — par de Navarin de Longchamp, 11 livres 13 sous 4 deniers pour rapport de comptes (23 avril 1756) ; — par Eyriez, pro-

cureur de la marquise de Rousset, 38 livres 5 sous 4 deniers pour rapport de comptes (20 avril 1756) ; — par Chaussande de St-Roman, au nom du marquis de Javon, 60 livres 8 sous roi pour rapport de comptes (5 mai 1756) ; — par Lantiani, au nom de Pierre des Baumettes, 24 livres 15 sous 3 deniers pour rapport de comptes (10 mai 1756). — Reçu de Bouteille, trésorier général du pays, par Tolomas, trésorier-payeur général des troupes dans Avignon et le Comtat-Venaissin, 3015 livres, grosse monnaie, pour avoine et pignatelle de 60 places de cavalerie (22 juin 1756) ; — par Paul Conté, auditeur général, 1 pièce de vaisselle valant 200 livres, monnaie de France, gratification des vassaux dans leur assemblée (19 juillet 1756) ; — par de Lestagnol, procureur de Limajou, de Jonquières, 245 livres 13 sous 11 deniers pour rapport de comptes (30 décembre 1756) etc.

C. 197. (Liasse). — 80 pièces, papier.

1753-1759. — Comptes, avec pièces justificatives à l'appui, des recettes et dépenses spéciales au corps des vassaux. — Reçus de Bouteille, trésorier du pays : par d'Olo-mas, trésorier-payeur général des troupes d'Avignon et du Comtat, pour avoine et pignatelle, 3015 livres (15 février 1757) ; — par Bournareau, vicaire général de l'archevêque-évêque de Carpentras, 50 livres monnaie, de France (27 juin 1757) ; — par Bastet, prêtre, trésorier de la bibliothèque fondée par d'Inguibert, évêque de Carpentras, 50 livres roi pour pension échue (30 juin 1758) ; — par d'Aubignan, 131 livres 1 sou 8 deniers pour rapport de comptes (20 février 1759) ; — par de Malijay, 45 livres 14 sous 4 deniers pour rapport de comptes (20 février 1759). — A payer : par Bouteille, trésorier du pays, au marquis d'Aubignan, 65 livres 5 deniers ; au marquis de Cambis-Velleron, 41 livres 3 deniers. — Reçu de Bouteille, trésorier du pays, par le marquis de Montaigu, 180 livres 15 sous 8 deniers (23 février 1759) ; — par d'Andrée Pilles, 112 livres 10 sous 9 deniers pour rapport de comptes (27 février 1759) ; — par Charrasse, procureur de la marquise de Beausset, 18 livres 2 sous 11 deniers pour rapport de comptes (1^{er} mars 1759) ; — par le duc de Crillon, 185 livres 10 sous 4 deniers pour rapport de comptes (2 mars 1759) ; — par Giraudy, procureur du marquis de Causans, 161 livres 15 sous 11 deniers pour rapport de comptes (2 mars 1759) ; — par le comte de Maclas, 168 livres 3 sous 9 deniers pour rapport de comptes (4 mars 1759) ; — par Girou, procureur du baron de Barroux, 90 livres 12 sous 5 deniers pour rapport de comptes (4 mars 1759) ; — par Tissot, procureur du marquis de Pluvinel de la Roque, 76 livres 2 sous 1 denier pour rapport de comptes (5 mars 1759) ; — par Fajon, procureur de d'Aquéria de Rochegude, 107

livres 16 sous 11 deniers pour rapport de comptes (7 mars 1759) ; — par Gaudibert, procureur du marquis de Lauris, seigneur du marquis de Vacqueyras, 169 livres 6 sous 6 deniers pour rapport de comptes (11 mars 1759) ; — par la comtesse d'Egmont, baronne de Sérignan, 455 livres 14 sous 1 denier, pour rapport de comptes (15 mars 1759) ; — par Durel, procureur de la marquise de Loriol, 32 livres 15 sous 5 deniers pour rapport de comptes (21 mars 1759) ; — par Lambertin, procureur du marquis de Pilles, baron de Baumes-de-Venise, 337 livres 2 sous 5 deniers pour rapport de comptes (23 mars 1759) ; — par Depierre d'Orsan, 23 livres 4 sous roi pour rapport de comptes (2 avril 1759). — Compte des finances du corps des vassaux, du 20 mars 1756 au 18 mai 1756. — Recettes : Reçu par Bouteille, trésorier du pays, 1313 livres 4 sous 9 deniers, reliquat des précédents comptes rendus par Fornery, le 20 mars 1756 ; 9600 livres 5 sous 11 deniers, somme adjugée au corps des vassaux. — Dépenses : Payé par Bouteille, trésorier du pays, à Valoris, syndic, pour honoraires, 108 livres ; — au marquis de Brantes, 77 livres 14 sous 8 deniers ; — au marquis de Javon, 60 livres 8 deniers ; — à la baronne de Sérignan, 280 livres 8 sous 8 deniers ; — à de Teste, avocat d'Avignon, 200 livres ; — à Devillario, secrétaire des vassaux, 60 livres ; — au marquis de Brantes, 80 livres 12 sous ; — au baron de Caromb, 330 livres 11 sous 8 deniers ; — au marquis de Caumont, 275 livres 1 denier ; — au duc de Crillon, 185 livres 10 sous 5 deniers ; — au marquis de la Bâtie, 249 livres 12 deniers ; — au comte de Maclas, 148 livres 3 sous 9 deniers ; — au marquis de Sade, 238 livres 15 sous 4 deniers ; — à la comtesse d'Egmont, 455 livres 15 sous 1 denier ; — au vicomte de Thézan, 141 livres 13 sous 8 deniers (3 avril 1759). — Reçu de Bouteille, trésorier du pays : par le marquis de Valouse, 76 livres 10 sous 9 deniers (7 avril 1759) ; — par le baron d'Opède, 252 livres 18 sous 1 denier pour rapport de comptes (22 avril 1759) ; — par Valoris, syndic du corps des vassaux, 156 livres, gratification à lui adjugée par le dit corps (27 avril 1759) ; — par de Pélissier, au nom du marquis de Lapis, 45 livres 14 sous 4 deniers pour rapport de comptes (23 juin 1759) ; — par de Campredon, 39 livres pour rapport de comptes etc.

C. 198. (Liasse). — 80 pièces, papier.

1760-1772. — Comptes, avec pièces justificatives, des recettes et dépenses spéciales au corps des vassaux. — Reçus de Bouteille, trésorier du pays : par Bastet, prêtre, trésorier de la bibliothèque publique de Carpentras, 50 livres roi pour une pension échue (3 juillet 1760) ; — par de Pied-faucon, 63 livres 7 sous 4 deniers pour rapport de comptes

(20 juillet 1760). — Compte des finances du corps des vassaux, du 3 avril 1759 au 4 février 1762. — Recettes : Reçu par Bouteille, trésorier du pays, 4149 livres 10 sous 9 deniers pour le reliquat des précédents comptes rendus ; — 615 livres pour la taille imposée dans l'assemblée tenue en avril 1759. — Payé par Bouteille, trésorier du pays : à Valoris syndic du pays, pour trois années d'honoraires, 84 livres ; — à Devillario, secrétaire du corps des vassaux, pour ses honoraires, 108 livres ; — au dit trésorier, 150 livres pour gratification à lui accordée par le corps des vassaux ; — à la communauté de Bollène, pour le fief de Bouzon, 88 livres 4 sous 9 deniers ; — au baron d'Oppède, 252 livres 18 sous 1 denier pour rapport de comptes ; — au duc de Villars-Branças, 227 livres 15 sous 4 deniers pour rapport de comptes ; — au marquis de Lagarde, 48 livres pour avoir assisté à la reddition des présents comptes (4 février 1762). — A payer par Bouteille, trésorier du pays : à Valoris, syndic, pour le compte du marquis de Causans, 400 livres, monnaie de France, pour rapport de comptes (4 février 1762). — Payé : au marquis de Cabasole, 12 livres 4 sous 6 deniers pour rapport de comptes (11 mars 1763) ; — à Athénosy, trésorier payeur général des troupes d'Avignon et du Comtat, 1500 livres, grosse monnaie, pour fastigages de 200 fantassins ; — (19 juillet 1763) ; — à Curel, notaire de Carpentras, 106 livres roi « pour avoir vaqué pendant six jours à lire le transsumpte d'un procès » (19 octobre 1764). — Reçu de Bouteille, trésorier du pays : par Athénosy, trésorier payeur général des troupes d'Avignon et du Comtat, 1500 livres, grosse monnaie, pour fastigages de 250 fantassins (30 décembre 1764). — Comptes des finances du corps des vassaux, du 4 février 1762 au 12 février 1765. — Reçus par Bouteille, trésorier du pays ; 2272 livres pour reliquat des comptes précédents ; — 615 livres, monnaie de France, imposées dans l'assemblée du 4 février 1762, à l'occasion de la nomination, comme élu, du marquis de Caumont. — Dépenses : par Bouteille, trésorier du pays, à Valoris, syndic du corps des vassaux, 108 livres, pour honoraires ; — à Devillario, secrétaire du corps des vassaux, 108 livres pour honoraires ; — à Muret, notaire, pour lecture de vieilles écritures, 106 livres (12 février 1765) ; — au dit Bouteille, trésorier du pays, 200 livres, comme gratification accordée par l'assemblée du pays (1^{er} mars 1765) ; — à Curel, notaire, 90 livres, pour extrait d'une vente d'un moulin à blé, situé à Mazan, et pour une transaction passée entre Joachim de Sade, coseigneur de Sade, et Pierre Malenqui, au sujet de la prise d'eau du moulin du dit seigneur de Sade (23 mars 1765) ; — par Devillario, secrétaire du corps des vassaux, 108 livres, monnaie de France, pour honoraires (27 septembre 1765) ; — par de Lagarde, 63 livres 7 sous 4 deniers pour rapport de comptes (3 février 1766) ; — par Bar-

cillon, notaire, 270 livres 18 sous, monnaie de France, pour épices de la sentence rendue par le président dans la cause pendante au tribunal de la Chambre, entre le fisc, d'une part, et le marquis de Causans, de l'autre (2 juin 1767) par le marquis de Lagarde, 64 livres ; le marquis de Beauchamp, 41 livres ; le marquis de Modène, 41 livres (deniers) (15 septembre 1767) ; — par François Donzier, 24 livres, roi pour frais de convocation (11 mars 1768). — Compte des finances du corps des vassaux, 12 février 1765 au 14 mars 1768. — Recettes : par Bouteille, trésorier du pays, 1380 livres 12 sous 4 deniers pour reliquat des précédents comptes ; — 615 livres, à l'occasion de la nomination du marquis de Lagarde, comme élu ; — 4000 livres au corps des vassaux. — Dépenses : Payé par Bouteille, trésorier du pays, à Valoris, syndic, 108 livres ; — à Teste, avocat d'Avignon, 200 livres, pour vacations ; — aux marquis de Caumont et de Châteauneuf, d'Aubignan, de Cambis, de Modène et de Beauchamp, et Devillario, secrétaire, 342 livres pour avoir délibéré sur l'affaire du marquis de Causans contre la Révérende Chambre ; — au président et aux secrétaires de la Révérende Chambre, 277 livres 18 sous pour épices ; — aux conseillers du corps des vassaux, 385 livres 15 sous, pour avoir procédé à la répartition des sommes adjudgées au corps des vassaux (12 mars 1768). — Reçu de Bouteille, trésorier du pays : par Guibert, syndic des Prêcheurs, 60 livres, monnaie courante, gratification accordée par les vassaux (16 avril 1768) ; — par Olivier, greffier de la cour suprême de la Rectorie du Comtat-Venaissin, 116 livres roi, pour avoir envoyé des lettres de convocation aux vassaux (29 avril 1768) ; — par Lagarde, 63 livres 16 sous 4 deniers, pour pension échue (16 mars 1769) ; — par le marquis de Caumont, 36 livres ; le marquis de Châteauneuf, 36 livres (28 novembre 1769) ; — par Teste, avocat, pour gratification dans l'affaire du marquis de Causans, 200 livres, monnaie de France (9 janvier 1771) ; — par le marquis de Rippert d'Alauzier, 14 livres 7 sous 1 denier (1^{er} avril 1771). — Comptes des finances du corps des vassaux, 14 mars 1768-15 avril 1771. — Recettes : Reçu par Bouteille, trésorier : 2510 livres, pour reliquat des précédents comptes ; — 615 livres à l'occasion de la nomination du marquis de Modène comme élu. — Dépenses : Payé au dit trésorier : 108 livres pour honoraires de 3 années ; — à l'élu, aux conseillers et aux officiers du corps des vassaux, 346 livres pour frais de l'assemblée tenue à Carpentras (15 avril 1771) ; — par de Lagarde, 126 livres 14 sous 8 deniers pour deux années d'arrérage d'une pension (20 juillet 1772). — Compte des finances du corps des vassaux, du 15 avril 1771 au 20 octobre 1772. — Reçu de Bouteille, trésorier du pays : 615 livres, pour la taille triennale imposée dans l'assemblée du 15 avril 1771. — Dépenses : par Bouteille, trésorier du pays, au

corps des vassaux, 1245 livres 13 sous 5 deniers ; — à Devillario, trésorier du corps des vassaux, 108 livres ; au porteur qui a convoqué les vassaux, 24 livres ; aux auditeurs des présents comptes, 48 livres (19 octobre 1772) etc.

C. 199. (Liasse.) — 72 pièces, papier.

1773-1781. — Comptes, avec pièces justificatives à l'appui, des recettes et dépenses du corps des vassaux. — Reçu de Bouteille, trésorier du pays : par de Seytres Caumont, élu de la noblesse, 12 livres (15 mars 1773) ; — par Liotard, de Pernes, 183 livres (3 septembre 1773) ; — par Devillario, procureur de la bibliothèque de Carpentras, 50 livres roi, pour pension (16 septembre 1773) ; — par Barcilon, procureur de de Girenton, marquis de Châteauneuf, 135 livres roi, pour une pension (5 juillet 1773) ; — par la veuve de Proal, de Pernes, 240 livres, monnaie de France, pour une pension (15 novembre 1773) ; — par Vitalis, procureur de la maison de Charité de Carpentras, 270 livres roi, pour paiement d'une pension (6 décembre 1774) ; — par de Lagarde, 63 livres 7 deniers, pour une pension (31 décembre 1773) ; — par Coste de Bonet, 108 livres roi, pour une pension (5 janvier 1774) ; — par de Proal-Camaret, 48 livres roi, pour une pension (11 février 1774) ; — par le comte de la Bâtie, 540 livres, pour une pension (20 février 1774) ; — par le marquis d'Aulan, 1550 livres pour une pension (7 mars 1773) ; — par Maldy, trésorier de la confrérie des Pénitents gris, 9 livres roi, pour une pension (14 mars 1774) ; — par Balmelle, procureur de l'hôpital de Carpentras, 697 livres 10 sous roi pour une pension ; — par Devillario, procureur de la bibliothèque publique de Carpentras, 56 livres roi, pour une pension (4 août 1774) ; — par Emerigon, procureur au parlement d'Aix, 48 livres roi, pour s'être occupé du procès du marquis de Causans (5 novembre 1774) ; — par Bontils, de Lagarde, 63 livres 7 sous 4 deniers, pour une pension (1^{er} février 1776). — Compte des finances du corps des vassaux, du 20 décembre 1772 au 22 avril 1776. — Recettes. — Dépenses : Payé par Bouteille, trésorier du pays : au corps des vassaux, 1550 livres 6 sous 9 deniers ; — à Valoris, syndic du corps des vassaux, 108 livres pour honoraires de trois années ; — au marquis de Lagarde de Carpentras, 63 livres 7 sous 4 deniers ; — aux auditeurs des présents comptes, 48 livres (27 avril 1776). — Compte des finances du corps des vassaux, du 22 avril 1776 au 12 avril 1779. — Recettes. — Dépenses : Payé par Bouteille, trésorier du pays au corps des vassaux, 3438 livres 15 sous 9 deniers ; — au dit Bouteille, pour honoraires, 108 livres ; — aux Pères Cordeliers de St Remy, pour une pension, 80 livres ; — à Barjavel, procureur des prêtres agrégés du corps des An-

niversaires, 80 livres ; — aux auditeurs des présents comptes 48 livres (12 avril 1779) ; — par Devillario, procureur du corps des Anniversaires de l'église St-Siffrein, 80 livres roi, pour une pension (23 janvier 1780) ; — par Devillario, procureur de la bibliothèque de Carpentras, pour une pension, 50 livres roi (13 août 1780) etc.

C. 200. (Liasse.) — 54 pièces, papier.

1782-1787. — Comptes, avec pièces justificatives à l'appui, des recettes et dépenses du corps des vassaux. — Reçu de Bouteille, trésorier du pays : par Devillario, prêtre, procureur de l'église St-Siffrein, pour une pension, 83 livres (12 février 1782) ; — par Eymeric, avocat d'Avignon, pour s'être occupé de l'affaire concernant la communauté d'Aubignan, 486 livres (22 mars 1782). — Compte des finances du corps des vassaux (avril 1782 à janvier 1783). — Dépenses : Payé par Bouteille, trésorier du pays, 417 livres, pour reliquat de comptes ; — à Valoris, syndic du corps des vassaux, 108 livres, pour honoraires ; — à Lagarde, de Carpentras, 63 livres, pour une pension ; — à Arnaud, greffier d'Avignon, 80 livres, pour s'être occupé de l'affaire concernant la communauté d'Aubignan ; — au dit Bouteille, trésorier du pays, 545 livres, représentant les intérêts à 5 pour 100 des sommes à lui dues par les vassaux (15 avril 1782). — Reçu de Bouteille, trésorier du pays : par Flandrin, syndic des Prêcheurs, 63 livres roi, pour gratification (3 mai 1782) ; — par Guénin, imprimeur, 24 livres roi, pour frais d'impression (24 février 1783). — Compte rendu par les hoirs de noble Joseph-François-Charles Bouteille, trésorier général des seigneurs vassaux de cete province (26 février 1783 au 23 mars 1784). — Recettes. — Reçu par les hoirs de Bouteille, de son vivant trésorier du pays : de la marquise de Ligneville, dame de Caromb, pour montant de 12 tailles 307 livres ; — du marquis de Lagarde, 13 livres, pour 12 tailles. — Dépenses. — Payé par les hoirs de Bouteille, trésorier du pays : au corps des vassaux, 563 livres ; — à Pons, syndic, et Devillario, secrétaire, pour honoraires, 523 livres ; — au couvent des Cordeliers de St-Rémi, pour pension, 80 livres (23 mars 1784). — Reçu de Devillario, trésorier du pays : par Masson Lejeune, procureur du marquis de Lagarde, 63 livres 7 sous 4 deniers, pour une pension (17 août 1784) ; — par Bertrand, procureur de la bibliothèque publique de Carpentras, 50 livres, pour une pension échue (17 novembre 1785) ; — par Pons, syndic du corps des vassaux, 144 livres, pour frais d'un voyage de trois jours à Avignon (14 février 1786) etc.

INVENTAIRE SOMMAIRE

DES

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES ANTÉRIEURES A 1790.

SÉRIE D.

(Instruction publique, Sciences et Arts. — Universités, Facultés, Collèges, Sociétés académiques.)

UNIVERSITÉ D'AVIGNON

D. 1. (Registre.) — In-folio, 24 feuillets, parchemin.

1563. — *Liber inventarii jurium universitatis Avinionensis. Inventarium foundationis et erectionis Almae Universitatis Generalis Studii Avenionensis libertatumque, exemptionum, privilegiorum et jurium, ac aliorum documentorum et scripturarum quaruncunque ejusdem Universitatis, factum per magnificos et spectabiles dominos Julianum de Tullia, juris utriusque doctorem, dominum de Solellis, primicerium jamdictae universitatis, Nicolaum Tartulium, dominum de Balneolis et Petrum de Rissiis, dominum de Laneis, etiam utriusque juris doctores. Et ad effectus premissos per alios dominos doctores et collegium deputatos et commissarios, anno primiceriatus dicti domini de Tullia domini millesimo, qui gentesimo sexagesimo tertio et magistro Guilhermo de Maresiis, notario, cive Avenionensi et dictae Universitatis secretario scribente.* — Analyses : de la bulle du pape Boniface VIII, donnée à Anagni, le 1^{er} juillet 1303, prescrivant que les docteurs et étudiants d'Avignon jouissent des mêmes libertés et privilèges que ceux des autres universités (fol° 1) ; — de la même bulle de fondation de l'Université d'Avignon, du 15 février 1412 (fol° 1) ; — des lettres patentes de Charles II, roi de Jérusalem et de Sicile, au sujet des maisons louées par les docteurs et les étudiants, spécifiant qu'ils ne peuvent être taxés par ses officiers à aucune contribution, service personnel ou péage, et que le viguier jure, à son entrée en fonctions, d'observer et de faire observer les privilèges par lui déjà concédés et à concéder audit corps des docteurs (Naples, 5 mai 1304, fol 1 — de

la bulle du pape Urbain V, confirmant les privilèges de l'Université (Avignon, 26 mars 1367) ; — d'une autre bulle d'Urbain V, adressée à Philippe de Cabassole, patriarche de Jérusalem et recteur du Comtat-Venaissin, confirmant la charge de primicier, et contre ceux voulant avoir un recteur dans ladite Université (Rome, 18 mars 1367, fol° 2) ; — d'une bulle de Grégoire XI, confirmant celle d'Urbain V (Avignon, 23 août 1376) ; — d'une bulle de Jean XXIII, fondant une faculté de théologie à l'Université d'Avignon (Florence, 6 septembre 1413, fol° 2) ; — d'une bulle du même pape, confirmant les privilèges accordés à l'Université d'Avignon par ses prédécesseurs (Florence, 6 septembre 1413, fol° 2) ; — d'une bulle du même pape, portant que nul docteur, licencié, bachelier ou étudiant de l'Université d'Avignon, puisse être jugé hors de ladite ville (Florence, 6 septembre 1413, fol° 2) ; — d'une autre bulle du même pape, portant que l'Université d'Avignon jouira des mêmes privilèges que les Universités de Toulouse et d'Orléans (6 septembre 1413, fol° 3) ; — d'une autre bulle du même pape, portant que les docteurs, licenciés et étudiants de l'Université d'Avignon auront la franchise des tailles, gabelles, péages et autres impositions (Florence, 6 septembre 1413, fol° 3) ; — d'une autre bulle du même pape, accordant aux membres de l'Université de posséder des bénéfices et d'en percevoir les revenus sans être tenus à la résidence (6 septembre 1413, fol° 3) ; — des bulles exécutoires des précédentes, adressées à l'abbé de Saint-André, au prévôt de l'église métropolitaine d'Avignon et au doyen du chapitre St-Pierre (6 septembre 1413, fol° 4) ; — d'une autre bulle du même pape, instituant des conservateurs des privilèges de l'Université (6 septembre 1413,

fol° 4) ; — des lettres d'Eudes, abbé de Cluny, permettant aux docteurs de l'Université d'Avignon d'établir une bibliothèque dans l'église de St-Martial d'Avignon (12 septembre 1427, fol° 4) ; — d'une bulle de Sixte IV, assignant 600 ducats pour les traitements des docteurs de l'Université d'Avignon, professant dans la faculté de droit canon et civil (5 juin 1475, fol° 4) ; — d'une bulle du même pape, interdisant de conférer des grades dans l'Université d'Orange ou dans les autres Universités où ne se trouve pas un *Studium Generale* (5 juin 1475, fol. 5) ; — d'une bulle du même pape, confirmant les privilèges de juridiction de l'Université, unissant aux revenus de l'Université les produits des greffes de la cour de la Rectorie et des cours ordinaires de Carpentras, de l'Isle et de Valréas, spécifiant que les conservateurs de l'Université ne pourront être appelés par aucun juge, pour des causes civiles ou criminelles, hors de la ville d'Avignon, que les gradués de l'Université seront assimilés, pour la collation de certains bénéfices, aux gradués des autres Universités (Rome, 18 août 1479, fol° 5) ; — d'une bulle du même pape, confirmant l'union et l'incorporation des revenus de la cour des appellations de la Rectorie et des cours ordinaires de Carpentras, de l'Isle et de Valréas, ajoutant pour le traitement des docteurs enseignants, les revenus de la cour de la vice-gérence d'Avignon, (7 mai 1482, fol. 5) ; — d'une bulle d'Innocent VIII, confirmant tous les privilèges accordés à l'Université d'Avignon, ainsi que l'union des greffes du Comtat Venaissin (14 mars 1488, fol° 6) ; — d'un bref d'Alexandre VI, confirmant, en faveur de l'Université d'Avignon, l'union des greffes du Comtat Venaissin (24 août 1493, fol° 7) ; — des lettres de Julien de la Rovère, cardinal de St-Pierre-ès-liens, légat d'Avignon, déterminant l'ordre des préséances entre les officiers d'Avignon, le primicier et les docteurs de l'Université, sous peine d'excommunication et d'une amende de 1,000 ducats contre les contrevenants, (20 juin 1481, fol° 7) ; — d'un bref d'Alexandre VI, confirmant lesdites lettres et ordonnant au lieutenant du légat dans la ville d'Avignon, de les faire observer (6 septembre 1493, fol° 8) ; — des lettres de Julien de la Rovère, prescrivant que nul ne soit reçu dans les collèges d'Avignon, s'il n'a juré de ne prendre ses grades que dans l'Université de cette ville, et que les docteurs et les licenciés de ladite Université, aient la préséance sur les gradués des autres Universités, (8 juillet 1497, fol° 8) ; — d'une bulle de Léon X, confirmant l'union faite par Sixte IV et ses prédécesseurs, du revenu du greffe Comtal, et y ajoutant les revenus des greffes de Pernes, de Monteux, de Malaucène, de Cavaillon, (11 mars 1513, fol° 8) ; — d'une bulle du même pape, ordonnant que le grade de docteur ne pourra être pris par les collégiés dans une autre Université et que les docteurs d'Avignon auront la préséance sur ceux des autres Universités (31 mars

1514, fol° 9) ; — d'une bulle de Clément VII, confirmant les privilèges accordés à l'Université d'Avignon par ses prédécesseurs (14 janvier 1523, fol° 9). — Au folio 10, Analyse d'autres bulles intitulée: *Sequuntur aliae bullae, privilegia et alia jura dictae Universitatis existentia intra saccum intitulatum: Saccus diversarum bullarum, privilegiorum ad tempus concessorum*. — Bulles : de l'antipape Clément VII, portant que les docteurs et les étudiants de l'Université d'Avignon, pourront jouir de leurs bénéfices pendant 7 ans (fol° 10) ; — du même pape, portant que les possesseurs de bénéfices pourront étudier pendant douze ans à l'Université d'Avignon, sans perdre les revenus de leurs bénéfices (fol° 10) ; — de Jean XXIII, engageant les docteurs et étudiants de l'Université d'Avignon à envoyer un représentant au concile de Pise (fol° 11) ; — d'Eugène IV, annonçant qu'il transfère le concile de Bâle à Ferrare et demandant aux docteurs de l'Université d'Avignon d'envoyer un représentant à ce concile (fol° 11) ; — du concile de Bâle au primicier et docteurs de l'Université d'Avignon, portant que le pape Eugène IV a convoqué le concile à Ferrare contre tout pouvoir et avertissant les docteurs de l'Université de ne pas s'y rendre (fol° 11) ; — du même concile, priant les docteurs de l'Université d'Avignon, d'élire un ou plusieurs docteurs pour se rendre au concile de Bâle, les avertissant que, pendant sa tenue, ils ne doivent pas obéir à Eugène IV ni envoyer de représentant au Concile que ledit pape veut tenir à Ferrare (fol° 11) ; — d'Eugène IV, annonçant l'arrivée de l'empereur à Ferrare pour la tenue du Concile, et prescrivant à l'Université d'envoyer un représentant pour assister audit Concile à Ferrare (fol° 11) ; — d'Eugène IV, prescrivant des prières pour la conversion des Arméniens et autres infidèles (fol. 11) ; — du Concile de Bâle annonçant l'élection comme pape de Félix, duc de Savoie, et la déposition d'Eugène IV (fol. 12) ; — d'Eugène IV, contenant les griefs de ce pape contre le Concile de Bâle et l'élection de Félix, duc de Savoie (f° 12) ; — d'une bulle de Calixte III, annonçant qu'il envoie un légat au roi de France pour implorer son secours contre les infidèles, maîtres de Constantinople, et demandant à l'Université d'aider cet envoyé (fol. 12) ; — de l'antipape Benoît XIII, portant que les docteurs, licenciés et étudiants de l'Université d'Avignon, pourront, pendant douze ans, percevoir les fruits de leurs bénéfices (fol° 13). — Au folio 43, inventaire intitulé : *Instrumenta perpetua facientia, pro et in favorem dictae Universitatis et alia inferius designata existentia in sacco intitulo: Saccus instrumentorum principalium et perpetuorum Universitatem tangentium*. — Transaction entre l'évêque d'Avignon et le primicier et les docteurs de l'Université, par laquelle la nomination du bedeau appartient au primicier (29 décembre 1383, fol° 15). — Extrait du

ment d'Amédée de Saluces, cardinal diacre, donnant à l'Université d'Avignon, où il dit avoir pris son grade de bachelier, pour former une bibliothèque, « *pro una libraria incipienda* », le *Corpus juris civilis*, en un volume, 22 livres avec leurs commentaires, par Gilles de Bellamère, évêque d'Avignon, une Bible, une Concordance de la Bible, et les autres livres qu'il possèdera à sa mort (21 juin 1419, fol° 15). — Achat d'une maison, sise près les classes de l'Université, servant un florin de cens aux Chartreux de Villeneuve (21 novembre 1439, fol° 16). — Accord au sujet de l'office de bedeau, entre le primicier, les docteurs de l'Université et les personnes mentionnées dans ledit accord (21 octobre 1452, fol° 17). — Protestation par le primicier et les docteurs de l'Université contre les consuls d'Avignon, au sujet de la préséance lors des funérailles de Clément VII (21 octobre 1534, fol° 19). — Mention de l'inventaire des livres donnés à l'Université d'Avignon par le cardinal de Saluces (1436, fol° 19). — Achat par le primicier et les docteurs de l'Université d'une pension annuelle de 7 écus d'or à Entraigues (1582, fol° 20). — Bref de Léon X, ordonnant que les docteurs seront tenus de professer pendant une heure entière (13 février 1514, fol° 21). — Bref de Clément VII, défendant qu'aucun ne soit reçu au doctorat ou aux autres grades, dans la ville d'Avignon et le Comtat Venaissin, par d'autres que par l'Université d'Avignon (20 septembre 1539, fol° 22). — État des pensions que perçoit l'Université des communautés de Velleron, Cavailon, Entraigues, Pernes, Mornas, Lagnes, Avignon, Sarrians, Orange, Sorgues, Roque-sur-Pernes et de la province du Venaissin, etc...

D. 2. (Registre.) — In-folio, 71 pièces parchemin, 1 pièce papier, 12 sceaux.

1264-1530 — Recueil de pièces intitulé : *Chartier de l'Université d'Avignon*. — Vidimus, du 1^{er} février 1377, de la bulle de Boniface VIII, fondant l'Université d'Avignon (pièce 1); — autre vidimus de la même bulle (15 avril 1412, pièce 2); — du diplôme de Charles II, roi de Jérusalem et de Sicile, concédant certains privilèges à l'Université d'Avignon et spécifiant que les bacheliers en l'un et l'autre droit, ne concourent pas dans la même étude avec les docteurs, que les maisons louées aux docteurs et aux étudiants soient taxées par deux experts, l'un nommé par la ville et l'autre par l'Université, et, en cas de désaccord, par un tiers député par le viguier; que nul officier ou citoyen ne peut contraindre les écoliers, et tous autres demeurant à leur service, au paiement d'aucune taille, gabelle ou autre imposition; que tous ceux venant étudier à ladite Université pourront entrer ou sortir de la ville avec leurs meubles et autres choses; que le viguier d'Avignon jurera, en entrant en charge, de faire observer les-

dits privilèges et ceux qui seront concédés; que le conserviguiier et autres de la cour d'Avignon devront jurer, chaque année, entre les mains du viguier, en présence des docteurs et étudiants, de ne les offenser ni dans leurs personnes ni dans leurs biens; que le viguier devra priver de leurs offices ceux qui porteront atteinte à ces privilèges (5 mai 1304, pièce 3). — Vidimus, du 15 février 1412, du même diplôme (pièce 4). — de la bulle d'Urbain V, du 24 mars 1366, confirmant les privilèges de l'Université (1412, pièce 5). — de la bulle du même pape, du 18 mars 1367, confirmant le privilège de l'Université contre ceux qui voudraient lui enlever (13 février 1446, pièce 6); — de la bulle de Grégoire XI, du 23 août 1376, confirmant celle d'Urbain V, relative au primicier (28 février 1446, pièce 7). — Procès-verbal entre l'évêque d'Algeronville, évêque d'Avignon, et le primicier et les docteurs de l'Université, portant que le droit de recevoir le serment général de l'Université appartient au primicier et aux docteurs (21 décembre 1383, pièce 8). — Accord entre Georges de Turricella, primicier de l'Université et les docteurs, au sujet de la charge de bedeau (21 octobre 1452, pièce 9). — Collation de l'office de bedeau à Pierre Besielli (24 janvier 1453, pièce 10). — Bulle de Clément VII, concernant les droits des étudiants de l'Université d'Avignon, à percevoir, pendant sept ans, les fruits de leurs bénéfices (Châteauneuf-Calcegnier, 1^{er} août 1387, pièce 11). — Bulles de Jean XXII, aux Jean, évêque de Tusculum, et Guillaume, prêtre cardinal du titre de Céliomonte, affranchissant de leur serment les étudiants de l'Université d'Avignon, qui, à la suite de discussions, avaient juré de ne plus assister aux cours des professeurs de l'Université (4 novembre 1393, pièce 14). — Accord entre Louis Guirani, lieutenant de Jean de Sade, docteur ès droits, primicier de l'Université d'Avignon, et le chapitre de St-Didier, sur la réception et l'emplacement de la cloche de l'Université, dans le clocher de cette église, et spécifiant les occasions et les heures auxquelles on devra la sonner (17 janvier 1406, pièce 15). — Bulles de Jean XXII, portant que les étudiants et suppôts de l'Université pourront, quoique absents, toucher les fruits de leurs bénéfices et recevoir leur part des distributions quotidiennes (6 septembre 1411, pièce 16); — du même pape, adressée à l'abbé de Saint-André de Villeneuve-lez-Avignon, au prévôt de l'église métropolitaine et au doyen du chapitre de St-Pierre, les chargeant de veiller à l'exécution de la bulle précédente (6 septembre 1411, pièce 17). — Vidimus de la même bulle du 6 septembre 1411 (pièce 19). — Vidimus de la même bulle, du 28 mai 1412, (pièce 20). — Bulles de Jean XXII, portant que les ecclésiastiques, avec ou sans charge d'âmes, pourront, pendant dix ans, suivre les cours de l'Université d'Avignon et y prendre les grades (6 septembre 1413, pièce 21); — du même pape, portant que, pen-

dant sept ans, les ecclésiastiques suivant les cours de l'Université ne pourront être tenus de prendre les ordres sacrés, à cause de la possession de quelque bénéfice, pourvu qu'ils obtiennent le sous-diaconat dans la première année, et que le service des bénéfices soit assuré (6 septembre 1413, pièce 22); — du même pape, confirmant les privilèges de l'Université (6 septembre 1413, pièce 23); — du même pape, portant qu'aucun étudiant, bachelier, licencié ou docteur de l'Université ne pourra être jugé hors de la ville (6 septembre 1413, pièce 24); — du même pape, exemptant les docteurs, licenciés et étudiants de l'Université de toutes tailles, gabelles et autres impositions (6 septembre 1413, pièce 25); — du même pape, portant que les étudiants, docteurs et autres gradués de l'Université d'Avignon jouiront de tous les privilèges, prérogatives et immunités dont jouissent les étudiants et gradués des Universités de Toulouse et d'Orléans, soit par concession apostolique, soit par celles des princes séculiers (6 septembre 1413, pièce 26). — Bulles : du pape Urbain IV, concédant à l'Université de Toulouse les mêmes privilèges dont jouit l'Université de Paris (21 janvier 1264, pièce 27); — de Jean XXIII, fondant une faculté de théologie à l'Université d'Avignon (6 septembre 1413, pièce 28). — Concession faite par Eudes, général de l'ordre de Cluny, à l'Université, de bâtir, au dessous des chapelles de St-Michel et de St-Étienne, dans l'église St-Martial, pour y placer la bibliothèque de ladite Université (12 décembre 1427, pièce 29). — Compromis entre Alain de Coëtivy, évêque d'Avignon, chancelier de l'Université et les docteurs constituant le cardinal de Foix, légat d'Avignon, arbitre au sujet de la prétention de l'évêque, de faire remplacer à son gré, comme chancelier, son substitut, ne faisant même pas partie du corps des docteurs de l'Université, et sentence ordonnant que provisoirement, l'évêque sera tenu de prendre son substitut pour la chancellerie dans le corps des docteurs (3 janvier 1439, pièce 30). — Bulle de Pie II, pour la réformation de l'Université d'Avignon, portant que cette Université aura une faculté de théologie, une faculté de droit civil et canon, une faculté de médecine et une faculté des arts, qu'il y aura un recteur exerçant pendant six mois et un conseil ordinaire, que les régents seront au nombre de dix-huit : cinq de théologie, deux de droit canon, trois de décrétales, trois de droit civil, trois de médecine et trois des arts; que le conseil se composera du chancelier ou de son vicaire, président, du recteur, de tous les maîtres et docteurs régents, d'un maître ou docteur non régent, d'un licencié, d'un bachelier et de deux étudiants, nobles ou autres, fournis par chaque faculté, lesquels seront élus, pour un an, par l'assemblée générale de l'Université, à la pluralité des suffrages, le chancelier, recteur et régents en faisant partie tant que dureront leurs fonctions, que le recteur, choisi par le chancelier, le sera

pour six mois, qu'il devra être âgé de vingt-cinq ans au plus, n'avoir fait profession dans aucun ordre mendiant, et être pris successivement dans chacune des quatre facultés (22 décembre 1459, pièce 31). — Bulle de Sixte IV, assignant 600 ducats sur les revenus de la Chambre Apostolique et de la cour de la Vice-Gérance, et de 300 ducats sur le produit des gabelles d'Avignon, pour le traitement des docteurs de l'Université chargés des cours du droit canonique et du droit civil (5 juin 1475, pièce 32); — Vidimus de la même bulle (20 juin 1481, pièce 33). — Bulle de Sixte IV, défendant à l'Université d'Orange et aux autres universités voisines où les cours n'ont pas lieu, de conférer des grades aux étudiants de l'Université d'Avignon (5 juin 1475, pièce 34). — Vidimus de la même bulle (16 septembre 1475, pièce 35). — Vidimus d'une bulle de Sixte IV, unissant et incorporant à l'Université d'Avignon les greffes du Comtat-Venaissin, pour le traitement des docteurs enseignants à ladite Université (20 septembre 1479, pièce 36). — Bulle d'Innocent VIII, confirmant tous les privilèges de l'Université d'Avignon, et en particulier l'union des greffes (14 décembre 1488, pièce 37). — Ordonnance de Julien de la Rovère, évêque de Sabine et vicaire général du Pape à Avignon, dans le Comtat Venaissin et dans le royaume de France, portant que, dans les cérémonies publiques, le viguier ou son lieutenant prendra rang après les prélats; le primicier de l'Université et le vice-gérant viendront ensuite; puis le vicaire général de l'archevêché, suivis de tous les juges des cours temporelles, après lesquels marcheront le premier consul et un docteur, le second consul et un docteur, l'assesseur et un docteur, les consuls et assesseurs ayant la droite (20 juin 1481, pièce 38). — Bref d'Alexandre VI, jugeant une contestation entre les consuls et les docteurs de l'Université d'Avignon, en faveur des docteurs (6 septembre 1493, pièce 39). — Vidimus d'un bref d'Alexandre VI, du 14 septembre 1493, pour l'union à l'Université des offices des greffes, de la cour ordinaire de la Rectorie de Carpentras, et de la moitié des émoluments de l'office de la vice-gérance pour le traitement des docteurs (5 février 1495, pièce 40). — Ordonnance de Julien de la Rovère, légat d'Avignon, défendant d'admettre aucun étudiant dans les collèges établis près de l'Université d'Avignon, s'il ne s'est préalablement engagé, par serment prêté entre les mains du recteur, à ne prendre aucun grade dans une autre Université (8 juillet 1497, pièce 41). — Bulles de Léon X : confirmant ladite ordonnance (2 avril 1514, pièces 42-43); — unissant à l'Université d'Avignon les greffes de Pernes, Monteux, Cavaillon et Malaucène, et conférant au primicier la conservation des privilèges et de la juridiction (3 mars 1513, pièce 44); — étendant la juridiction du primicier de l'Université (3 mars 1514, pièce 45). — Ordre donné par Jean d'Agout, trésorier de l'église d'Avignon et conservateur des

privileges de l'Université, aux secrétaires des greffes des cours de Pernes, Monteux et Cavaillon, de ne point s'immiscer dans la gestion des offices unis à l'Université par l'autorité apostolique (26 août 1511, pièces 46 et 47). — Baux par l'Université d'Avignon à Louis de « Afflis », docteur ès-droits, de Carpentras, du greffe de Malaucène, moyennant 10 florins de cens annuel (20 octobre 1514, pièce 48). — à Antoine Raymond, Alias Baucedon, notaire et secrétaire de la cour de Monteux, moyennant un cens annuel de 10 florins (25 novembre 1514, pièce 49). — à Léonard Charnuette, du greffe de la cour de Pernes moyennant un cens annuel de 55 florins (25 novembre 1514, pièce 50). — Lettres apostoliques sur une contestation entre l'Université et Hippolyte de Médicis, au sujet du droit de créer des docteurs et des maîtres ès-arts (30 mars 1530, pièce 51). — Lettres d'Artus Bureau, lieutenant général de François de Clermont, cardinal légat d'Avignon, confirmant les statuts dressés par l'Université au sujet des lettres de conservation (16 octobre 1518, pièce 52). — Bulle de Clément VII, confirmant les privilèges de l'Université d'Avignon, et principalement la possession des revenus de la Vice-Gérance et des greffes de Carpentras, l'Isle, Valréas, Cavaillon, Malaucène, Monteux et Pernes, pour le traitement des docteurs (16 janvier 1523, pièce 53). — Ordonnance du juge de la cour temporelle d'Avignon, envoyant en possession Dominique Capie, marchand, d'Avignon, d'une maison avec tinal et jardin, sise à Avignon, et saisie sur Étienne Ducis, à la requête de Guillaume de Mevouillon (28 septembre 1401, pièce 54). — Vente par Girard de Genolbac et par Monete, son épouse, au profit d'Antoine de Capitaneis de Sexto, bedeau de l'Université, au prix de 50 florins, d'un jardin, sis paroisse St-Agricol (9 juillet 1403, pièce 56). — Vente d'une maison et d'une place contiguë, par Colin Lambelleti, à l'Université d'Avignon, au prix de 50 florins (24 septembre 1424, pièce 58). — Vente par le sieur Urlice, au primicier de l'Université, d'un cens de deux sous et demi établi sur une portion de la place sise devant les grandes études (26 janvier 1440, pièce 60). — Bulles : de Jean XXIII, invitant l'Université d'Avignon à envoyer des députés au concile de Pise (3 mars 1412, pièce 65); — d'Eugène IV, annonçant à l'Université qu'il vient de transférer à Ferrare le siège du Concile de Bâle, et invitant l'Université à y envoyer un de ses plus fameux docteurs (24 septembre 1427), pièce 66); — du concile de Bâle, portant qu'il a appris que le pape Eugène IV a convoqué un concile à Ferrare et invitant l'Université à n'y point envoyer de délégués (13 novembre 1437, pièce 67); — du même Concile, portant que le Concile a lieu à cause des abus du pape Eugène IV, invitant l'Université d'Avignon à y envoyer un ou plusieurs de ses docteurs et lui recommandant que, pendant la suspension d'Eugène IV,

elle ne lui obéisse pas et n'envoie pas ses docteurs au concile de Ferrare (5 février 1438, pièce 68). — d'Eugène IV, annonçant à l'Université que l'empereur et le patriarche sont arrivés à Ferrare pour assister au Concile général, et la priant d'y envoyer un de ses docteurs (9 avril 1438, pièce 69). — du même pape, invitant l'Université d'Avignon à faire des processions pour la conversion et l'obéissance promise à l'Église romaine par les Arméniens (7 juillet 1439, pièce 70). — du Concile de Bâle à l'Université, lui annonçant la déposition d'Eugène IV et la nomination de Félix V, duc de Savoie (15 mars 1440, pièce 71). — Lettre adressée à l'Université par le Sacré Collège des cardinaux, lui annonçant la mort de Jules II et l'élévation de Leon X (19 juillet 1513, pièce 72) etc...

D. 3. (Registre.) — In-folio, 84 feuillets parchemin, 6 feuillets papier.

1264-1553. — *Bullarium super privilegiis Universitatis Avenionensis.* — Ordonnance d'Antoine de Castro, vice-gérant de la cour de la Chambre Apostolique, rendue à la requête de Dragonet Girardi, primicier, et des docteurs et sup-pôts de la même Université prescrivant de recueillir tous les privilèges, bulles, brefs, indults, accordés à ladite Université par les souverains pontifes, rois et princes (26 mai 1512, f° 1). — Bulle de Boniface VIII, fondant l'Université d'Avignon (1^{er} juillet 1303, fol° 3). — Diplôme de Charles II, roi de Jérusalem et de Sicile, concédant des privilèges à l'Université (5 mai 1304, fol° 5). — Bulles de Jean XXIII, fondant la faculté de théologie (6 septembre 1413, fol. 6); — d'Urbain V, confirmant les privilèges de l'Université (24 mars 1366, f° 7); — d'Urbain V, confirmant le primicier de l'Université contre ceux qui voulaient un recteur (13 mars 1367, fol° 8); — de Grégoire XI, confirmant la bulle d'Urbain V, relative au primicier (23 août 1376, fol° 8); — de Jean XXIII, confirmant les privilèges de l'Université (6 septembre 1413, fol° 8); — du même pape, portant que nul docteur, licencié, bachelier ou étudiant ne pourra être jugé hors de la ville d'Avignon (6 septembre 1413, fol° 10); — du même pape, portant que toute personne étrangère pourra suivre les cours et recevoir le doctorat (6 septembre 1413, fol° 10); — du même pape portant que les membres de l'Université d'Avignon ne seront pas, pendant sept ans, tenus de prendre le diaconat ou la prêtrise pour jouir de leurs bénéfices (6 septembre, 1413, fol° 11); — du même pape, accordant à l'Université d'Avignon les mêmes privilèges dont jouissent les Universités de Toulouse et d'Orléans (6 septembre 1413, fol° 12); — d'Urbain IV, accordant à l'Université de Toulouse les mêmes privilèges dont jouit l'Université de Paris (21 janvier 1264, folio 12); — de Jean XXIII, exemptant les membres de

l'Université d'Avignon des tailles, gabelles et autres impôts (6 septembre 1413, fol° 13) ; — de Jean XXIII, autorisant les membres de l'Université d'Avignon à jouir des revenus de leurs bénéfices sans être tenus à la résidence (6 septembre 1413, fol° 14) ; — de Jean XXIII, adressées à l'abbé de Saint-André de Villeneuve-lez-Avignon, au prévôt de l'église métropolitaine et au doyen du chapitre St-Pierre, pour l'exécution des présentes (6 septembre 1413, fol° 15) ; — de Jean XXIII, instituant des conservateurs des privilèges de l'Université (6 septembre 1413, fol° 17) ; — de Sixte IV, assignant 600 ducats pour les traitements des docteurs de l'Université professant dans la faculté de droit canon et civil (5 juin 1475, fol° 19) ; — de Sixte IV, interdisant de conférer des grades dans l'Université d'Orange ou dans les autres Universités où ne se trouve pas un *St. Jean General* (5 juin 1475, fol° 21) ; — de Sixte IV, confirmant les privilèges de l'Université unissant à ses revenus les produits des greffes de la cour de la Rectorie et des cours ordinaires de Carpentras, de l'Isle et de Valréas (18 août 1479, fol° 22) ; — de Sixte IV, confirmant l'union et l'incorporation des revenus des cours de Carpentras, l'Isle et Valréas, et y ajoutant pour le traitement des docteurs enseignants, les revenus de la cour de la Vice-Gérence d'Avignon (7 mai 1482, fol° 25) ; — d'Innocent VIII, confirmant tous les privilèges de l'Université d'Avignon et l'union des revenus des greffes du Comtat Venaissin (14 mars 1488, fol° 28) ; — Lettres de Julien de la Rovère, cardinal de St-Pierre-ès-liens, légat d'Avignon, déterminant l'ordre des préséances entre les officiers d'Avignon, le primicier et les docteurs de l'Université, sous peine d'excommunication et d'une amende de 1,000 ducats contre les contrevenants (20 juin 1481, fol° 32). — Bref d'Alexandre VI, confirmant lesdites lettres (6 septembre 1493, fol° 34). — Lettres de Julien de la Rovère, prescrivant que nul ne soit reçu dans les collèges d'Avignon, s'il n'a juré de ne prendre ses grades que dans l'Université, et que les docteurs et licenciés de ladite Université aient la préséance sur les gradués des autres Universités (8 juillet 1497, fol° 35). — Brefs : de Sixte IV, confirmant les bulles de ses prédécesseurs, portant que les docteurs, licenciés, bacheliers et étudiants de l'Université ne pourront être cités hors la ville (28 mars 1484, fol° 36) ; — d'Innocent VIII, portant que les étudiants ne pourront être contraints de porter leurs affaires à Rome (3 juin 1485, fol° 37) ; — d'Alexandre VI, confiant au lieutenant du vice-légat l'exécution des statuts concernant la lecture et le salaire des docteurs de l'Université (30 septembre 1493, fol° 38) ; — d'Alexandre VI, fixant le nombre et les honoraires des docteurs régents de l'Université (30 septembre 1493, fol° 39) ; — d'Alexandre VI, confirmant l'union des revenus des greffes du Comtat Venaissin à l'Université (24 août 1493, fol° 40) ; — d'Alexandre VI, permettant aux doc-

teurs de l'Université de se faire suppléer par un licencié ou par un bachelier en temps de nécessité (18 juin 1498, fol° 40). — Lettres exécutoires desdits brefs, données à la réquisition de Guillaume Ricci, primicier de l'Université, par Jean-André de Grimaldi, évêque de Grasse, lieutenant de Julien de la Rovère, cardinal de St-Pierre-ès-liens, légat d'Avignon (17 novembre 1493, fol° 41). — Transaction entre l'aydit d'Aigrefeuille, évêque d'Avignon, et Boniface d'Amanantis, lieutenant de Jean d'Aramon, primicier, portant que le pouvoir de nommer et d'instituer le bedeau général de l'Université appartient au primicier et au corps des docteurs (29 décembre 1383, fol° 43). — Convention passée sur l'ordre de Jean, cardinal de Neufchâtel, par laquelle Pierre de Ste-Croix, prêtre, au nom de l'Université, aux syndics et à la ville d'Avignon, une somme de 700 florins (17 septembre 1398, fol° 47). — Convention passée entre Louis Guirani, lieutenant de Jean de Sade, primicier de l'Université, et Ferrier Galberti, prévôt du chapitre de St-Didier, pour l'emplacement de la cloche de l'Université et pour la redevance à payer pour la sonnerie de cette cloche (17 janvier 1406, fol° 53). — Accord entre Alain de Coëtivy, évêque d'Avignon et chancelier de l'Université, et le primicier et les docteurs de ladite Université, d'après lequel l'évêque devra choisir son vicaire parmi les docteurs, tant que la question ne sera pas tranchée (3 janvier 1439, fol° 56). — Accord entre l'Université et le Collège de St-Martial pour la construction des locaux destinés à l'établissement d'une bibliothèque de l'Université (7 septembre 1427, fol° 59). — Extrait du testament du cardinal Amédée de Saluces, léguant une partie de sa bibliothèque à l'Université (28 mai 1512, fol° 50). — Bulles de Léon X : pour l'union à l'Université des revenus des greffes de Pernes, de Monteux, de Cavaillon et de Malaucène (3 mars 1514, fol. 66) ; — augmentant la juridiction du primicier (27 mars 1514, fol. 67) ; — confirmant le privilège à l'Université que les collégiés ne pourront prendre ailleurs leur grade de docteur (31 mars 1514, fol. 68). — Extrait du codicille de Jean, cardinal de Viviers, du 23 juin 1424, fondant le collège d'Annecy (fol° 70). — Bulles de Clément VII confirmant les privilèges de l'Université d'Avignon (6 janvier 1523, fol° 73) ; — confirmant la fondation du collège de St-Martial (21 avril 1379, fol° 70). — Transaction entre le chapitre de St-Didier et le bedeau de l'Université, relative à l'emplacement et aux sonneries de la cloche de l'Université (19 mars 1534, fol° 77), etc...

D. 4. (Registre.) — In-folio, 75 feuillets, papier.

1303-1618. — *Liber privilegiorum Universitatis Avenionensis, vidimatorum coram domino Antonio de Castro, doctore et vice-gerente curiae Camaræ Apostolicæ a Sancta*

Sede Apostolica specialiter deputato. — Copie faite par Pierre Rigaud, notaire, greffier de la vice-gérance et de la conservation de l'Université, des bulles, brefs et transactions, accords et extraits contenus dans le bullaire de l'Université (XVII^e siècle, fol^o 1-75)

D. 5. (Liasse.) — 12 pièces parchemin, 4 pièces papier.

1441-1728. — BULLES ET BREFS DES PAPES. — Bulles: d'Eugène IV, adressée à l'Université d'Avignon, au roi de France et autres Universités contre le concile de Bâle, devenu menaçant pour l'intérêt de la foi catholique (7 mars 1441); — de Calixte III, informant l'Université d'Avignon qu'il envoie un légat au roi de France pour demander son secours contre les infidèles détenant Constantinople, et priant l'Université d'aider ledit légat dans sa mission (13 septembre 1455); — d'Innocent VIII, annonçant à l'Université d'Avignon son élévation au pontificat (14 septembre 1484); — d'Alexandre VI, annonçant son élévation au pontificat (25 septembre 1492); — de l'antipape Benoît XIII, portant que les docteurs, licenciés et étudiants de l'Université pourront percevoir, douze ans, les revenus de leurs bénéfices (Châteauneuf, diocèse d'Avignon, 17 septembre 1494); — de Léon X, annonçant à l'Université son élévation au pontificat (19 mars 1512); — de Jules II, portant que le Comtat-Venaissin devra être administré par un recteur et avoir une organisation complètement différente de celle de la ville d'Avignon (1^{er} janvier 1514); — d'Urbain VIII, confirmant les privilèges de l'Université (24 février 1624). — Brefs: d'Alexandre VI, confirmant les bulles de ses prédécesseurs, interdisant à l'Université d'Orange de créer des docteurs à Avignon et dans le Comtat Venaissin (26 mars 1667); — d'Innocent XI, annonçant à l'Université d'Avignon qu'il a soumis sa requête au sujet de ses privilèges à la Congrégation du Concile de Trente (7 septembre 1680); — de Benoît XIII, déclarant que le titre de primicier de l'Université d'Avignon confère la noblesse (17 septembre 1728). — Concordat entre le pape Léon X et François I^{er}, roi de France, concernant les gradués des Universités et les autres personnes pourvues de bénéfices ecclésiastiques, etc...

D. 6. (Liasse.) — 8 pièces parchemin, 8 pièces papier, 3 sceaux.

1611-1698. — PRIVILÈGES DES ROIS DE FRANCE ET DES DUCS DE SAVOIE. — Lettres patentes: de Louis XIII, roi de France, confirmant les privilèges de l'Université d'Avignon (mars 1611); — de Louis XIV, roi de France, accordant à l'Université d'Avignon la confirmation de tous les privilèges à elle accordés par Charles II, comte de Provence, et décidant que les docteurs

et gradués dans cette Université seront reçus et admis en toutes les cours, villes et Universités du royaume, et qu'ils jouiront de tous les honneurs et privilèges attribués aux gradués des plus célèbres Universités (juillet 1600). — Enregistrement desdites lettres: au parlement de Paris (13 août 1650); — au parlement de Provence (9 novembre 1650); — au parlement de Bourgogne (31 juillet 1651); — au parlement du Dauphiné (13 août 1652); — au parlement du Languedoc (juin 1654). — Lettres patentes de Charles-Emmanuel, duc de Savoie, portant que les gradués de l'Université d'Avignon jouiront, dans ses états, des mêmes privilèges que s'ils avaient été gradués dans les Universités de Savoie (Turin, 10 février 1652).

D. 7. (Liasse.) — 15 pièces parchemin, 21 pièces papier, 3 sceaux.

1674-1698. — PRIVILÈGES DES ROIS DE FRANCE. — Arrêts du conseil privé du roi, portant que les docteurs et gradués de l'Université d'Avignon jouiront de tous les droits et privilèges accordés aux gradués de l'Université d'Aix ou autres plus fameuses Universités de France (27 juin 1674); — confirmant les privilèges des gradués de l'Université d'Avignon (23 décembre 1675); — confirmant les mêmes privilèges (18 novembre 1676); — confirmant les privilèges de l'Université d'Avignon, cassant l'article 20 des statuts de l'Université de Valence en ce que l'Université d'Avignon y est qualifiée étrangère, et portant que les primiciers, docteurs, suppléants, gradués, docteurs de ladite Université jouiront de tous les privilèges, honneurs et prérogatives attribués aux Universités du royaume, pourvu qu'ils soient Français ou natifs de la ville d'Avignon et du Comtat-Venaissin (janvier 1698). — Lettres patentes de Louis XIV, roi de France, confirmant ledit arrêt (avril 1698); — enregistrement desdites lettres: au parlement de Paris (5 mai 1698); — au parlement de Provence (16 mai 1698); — au parlement de Bourgogne (1^{er} juin 1698); — au parlement de Franche-Comté (12 juin 1698); — au parlement du Dauphiné (1^{er} juillet 1678); — au parlement de Toulouse (23 juillet 1698); — placards imprimés desdites lettres, etc...

D. 8. (Liasse.) — 4 pièces parchemin, 18 pièces papier, 2 sceaux.

1709-1775. — PRIVILÈGES DES ROIS DE FRANCE. — Arrêt du conseil d'État du roi, approuvant la transaction passée entre les Universités d'Aix et d'Avignon au sujet de l'enregistrement, en l'Université d'Aix, des lettres des gradués de l'Université d'Avignon, moyennant un droit de 15 livres (5 janvier 1709). — Lettres patentes de Louis XIV, roi de France, confirmant ledit arrêt (23 mai 1709). — Enregistrement

desdites lettres patentes au parlement d'Aix (12 août 1709 ; — lettres patentes de Louis XVI roi de France, confirmant les privilèges de l'Université d'Avignon (5 mars 1775) ; — enregistrement desdites lettres patentes au parlement d'Aix (1^{er} juin 1775 ; — placards imprimés desdites lettres patentes, etc. .

D 9. Registre. — In-folio, 108 feuillets, papier.

1303-1782. — STATUTS DE L'UNIVERSITÉ D'AVIGNON, intitulés : *Statuta et ordinationes Generalis Studii Avenionensis facta per Reverendissimum in Christo dominum patrem dominum Bertrandum tertium, episcopum Avenionensem, denominatum Aymini, civem Tharasconensem, anno Domini 1303* (fol^o 1-5). — De l'élection du primicier ; — du serment à prêter par les docteurs au primicier ; — du serment à prêter par le primicier aux docteurs ; — du serment à prêter par les officiers du roi de Sicile ; — du devoir du primicier de requérir le viguier et les juges de la cour de nommer, chaque année, les taxateurs des maisons ; — du serment à prêter par les lecteurs ordinaires ; — des appartements des étudiants ; — des lecteurs extraordinaires en droit civil ; — du commencement des cours et de l'ordre dans lequel ils seront faits ; — des répétitions à faire par les docteurs lecteurs ordinaires ; — des questions à discuter par les docteurs ; — de l'ordre à observer dans les examens des bacheliers se présentant pour le doctorat ; — de l'examen public des bacheliers pour le doctorat ; — de l'office du bedeau général ; — du salaire du bedeau général ; — de l'office du bedeau général en cas de décès des docteurs ou des étudiants ; — du serment à prêter par le bedeau général à l'évêque d'Avignon ; — du salaire du bedeau pour les examens des bacheliers et pour les examens des docteurs ; — du salaire à payer au bedeau général par les bacheliers en droit canon et en droit civil, par les étudiants en droit civil et en droit canon ; — du salaire à payer au bedeau général par les nobles et grands personnages (*potentes viri*) siégeant aux premiers bancs devant la chaire du docteur lisant ; — du salaire dû aux docteurs par les étudiants ; — de l'immunité accordée aux maisons des étudiants et du bedeau général, si ce n'est en cas de meurtre, de viol ou d'incendie ; — du serment et de l'offre des banquiers (*bancariorum*) ; — de l'interdiction d'emprunter ou de prêter aux étudiants ; — de l'interdiction aux docteurs de solliciter les bacheliers de suivre leurs cours ; — de la peine encourue par ceux qui refusent de louer leur maison à un étudiant l'ayant occupée l'année précédente ; — de l'injure envers un docteur ou un étudiant et de la poursuite de sa réparation par le primicier ; — de la publication des statuts. — Suivent d'anciens statuts remis en vigueur par le primicier et les docteurs de l'Univer-

sité : — du serment à prêter au primicier par ceux qui veulent obtenir quelque grade dans l'Université ; — de la défense faite d'ouvrir un cours sans l'autorisation du primicier et des peines encourues par les contrevenants ; — de l'interdiction faite au primicier de relever les contrevenants desdites peines sans l'assentiment des docteurs ; — de l'obligation, pour chaque candidat, de payer un florin de Florence ; — du paiement, par chaque candidat au doctorat ou à la licence, de deux florins de Florence ; — de l'obligation pour chaque bachelier en droit canon ou en droit civil de payer deux florins au primicier ; — du paiement de 12 sous au primicier pour l'obtention des lettres scellées du sceau de l'Université ; — serment à prêter au primicier par tous ceux qui veulent obtenir quelque grade ; — de la célébration des messes pour les défunts ; — de la cloche de l'Université et du bedeau, tenu de la faire sonner. — Nouveaux statuts édictés par Gilles de Belamère, évêque d'Avignon, du consentement des docteurs de l'Université (12 mars 1407, fol^{os} 6-9 : — de la nomination du primicier ; — du temps d'études nécessaires pour être reçu bachelier en droit canon ou en droit civil ; — des visites du candidat bachelier en droit canon ou en droit civil ; — de ceux qui doivent l'accompagner et des choses dont il doit s'abstenir ; — du temps des lectures du candidat à la licence, en droit canon et en droit civil ; — du bachelier candidat à la licence en droit et de sa présentation au primicier ; — des examinateurs ; — de la manière dont le primicier doit certifier à l'évêque les bonnes mœurs des candidats ; — de la présentation du bachelier à l'évêque ; — de la demande à faire à l'évêque par les docteurs présentant le bachelier et de la réponse de celui-ci ; — de ceux dont le bachelier doit se faire accompagner ; — des visites qu'il doit faire et des choses dont il doit s'abstenir ; — du refus de recevoir aux examens ou de conférer des grades aux gens malhonnêtes et mal famés ; — de l'interdiction d'injurier un docteur et de la peine grave encourue par celui qui l'aura injurié ; — de la convocation des docteurs pour l'établissement des points ; — de l'ordre à observer dans l'établissement des points ; — de l'heure à laquelle on doit sonner la cloche, le jour de l'établissement des points ; — de l'heure de l'examen et de l'argumentation, etc. — Nouveaux statuts édictés par Guy de Roussillon-Bouchage, évêque d'Avignon de l'avis et consentement des docteurs de l'Université dudit lieu et jurés par eux (1426, 7 janvier, f^o 10) : — des agrégés ; — des bacheliers et des étudiants ; — noms des docteurs présents, ayant adhéré à ces statuts ; — de douze statuts édictés par le viguier, le primicier et les docteurs de l'Université ; — du mode de convocation pour les examens de licence ; — de l'interdiction d'envoyer des tartes et des dragées ; — de l'envoi du vin ; — des visites équestres par les aspirants au doctorat ; — du rang des nobles. — Statuts

donnés à l'Université par Alain de Coëtivy, évêque d'Avignon (23 novembre 1441, fol° 11); — des auteurs à étudier; — de la location des classes; — des cours extraordinaires; du commencement des cours; — des répétitions; — du salaire du bedeau; — du salaire des docteurs; — des droits d'examen; — des droits pour le doctorat et l'agrégation; des droits pour le baccalauréat; — de la redevance des étudiants; — des droits de sceau; — de la célébration des messes. — Additions aux statuts donnés à l'Université par Gilles de Bellamère. — Bulle de fondation de l'Université d'Avignon par le pape Boniface VIII (1^{er} juillet 1303, fol° 15). — Lettres patentes de Charles II, roi de Jérusalem et de Sicile, concernant certains privilèges de l'Université d'Avignon (5 mai 1304, fol° 16). — Bulle du pape Jean XXIII, créant la faculté de théologie (Florence, 6 septembre 1413, fol° 17). — Lettres de Julien de la Rovère, évêque d'Ostie et cardinal de Saint-Pierre-ès-Liens, à son neveu, Galeotti du Roure de Rovère, évêque de Savone, et son lieutenant dans la légation d'Avignon, pour la réforme des statuts de l'Université (Savone, 5 avril 1503, fol° 17). — Nouveaux statuts donnés par Galeotti du Roure à l'Université d'Avignon (29 avril 1503, fol° 18); — de l'élection du primicier; — du serment à prêter par le primicier nouvellement élu; — du serment à prêter par les docteurs au primicier; — des inscriptions des étudiants et du serment qu'ils doivent prêter; — du serment à prêter au primicier par les agrégés; — du serment à prêter au primicier par les officiers de la cour; — du devoir du primicier dans le choix des taxateurs de maisons; — des maisons retenues par les étudiants et ne devant pas être louées par d'autres étudiants; — de l'immunité des maisons des docteurs, étudiants et bedeau; — du serment à prêter au primicier par les lecteurs ordinaires; — des lectures des docteurs et de leur salaire; — de l'interdiction de lire par substitué. — Bref d'Alexandre VI, interdisant aux docteurs de l'Université de lire par substitués, si ce n'est pas des docteurs ou des licenciés (13 septembre 1493). — Bref du même pape, autorisant les docteurs à se faire suppléer sur le refus des docteurs et des licenciés, par un bachelier (18 juin 1498); — de l'ouverture du cours; — des auteurs à étudier; — des examens de bachelier; — des examens de licence; — du serment à prêter par le licencié avant l'examen; — de l'interdiction de porter le bonnet, sauf pour les docteurs; — de l'ordre à observer pour la collation des insignes de docteur; — des droits à payer pour les licenciés et les docteurs; — du prier de la confrérie de Saint-Sébastien et du recteur du collège du Roure; — de l'agrégation des docteurs; — des droits de sceau; — des messes et des anniversaires; — de la confrérie de l'Annonciation de la Vierge; — de la cloche de l'Université et des sonneries; — de l'office du bedeau; — du serment à prêter

par le bedeau à l'archevêque d'Avignon; — du serment à prêter par les immatriculés, par les bacheliers en théologie, par les licenciés, par les docteurs. — Bulle de Léon X sur le mode de lecture à l'Université d'Avignon (15 février 1514). — De l'élection du primicier. — Taxe des droits à percevoir pour le grade de docteur (22 février 1544, fol° 34). — Statuts des médecins d'Avignon (fol° 37). — Droits à percevoir pour les docteurs en médecine (6 juillet 1629, fol° 38); — droits à percevoir pour les agrégés en médecine (fol° 38). — Droits à percevoir sur les fils de docteurs agrégés; — droits à percevoir sur les docteurs des autres Universités lorsqu'ils veulent être agrégés au collège des docteurs (fol° 39); — droits dus par un licencié en médecine (fol° 37); — droits dus par un bachelier en médecine (fol° 39). — Statuts de la faculté de théologie (1605, fol° 42). — Fondation d'une chaire de philosophie (9 janvier 1666, fol° 60). — Fondation du collège de St-Martial par Jean Isnard (8 avril 1453, fol° 67). — Fondation du collège de St-Michel (6 novembre 1486, fol° 74); — statuts dudit collège, (fol° 77). — État des biens et revenus du grand collège d'Annecy (fol° 80). — Bulle de Martin V, confirmant la fondation du collège d'Annecy (23 janvier 1437, fol° 81). — Bulle du pape Urbain VIII, pour la réforme des collèges d'Annecy et du Roure (20 mai 1640, fol° 82). — Autorisation pour la fondation du collège de Sénanque (26 avril 1496, fol° 89). — Statuts du collège (1477, fol° 91). — Inventaire des livres de la bibliothèque du collège (fol° 95). — Visite du collège de St-Michel, faite le 24 novembre 1689, par Louis Garcin, primicier de l'Université (fol° 98). — Transaction entre l'Université d'Avignon et les Cordeliers de cette ville, au sujet de la chapelle de l'Annonciation, que l'Université possédait dans leur église (24 septembre 1635, fol° 100, etc.).

D. 10 (Registre.) — In-folio, 54 feuillets parchemin relié en maroquin rouge, avec les armes de l'Université sur les plats.

1303-1650. — Statuts donnés à l'Université d'Avignon par Julien de la Rovère, légat, cardinal, du titre de St-Pierre-ès-liens, archevêque d'Avignon, le 21 juin 1481. — On lit sur un frontispice moderne: *Liber statutorum Universitatis Avenionensis qui, cum vetustate contritus esset, concinnatus fuit anno Domini millesimo sixcentesimo vigesimo secundo et die ultima Aprilis, existente secundum primicerio perillustri D. Gabriele de Sequinis domino et Fissio, Fennascae, Sancti Desiderii, etc...; consultore Sancti Officii legationis Avenionensis.* — Au folio 2 se trouve un calendrier avec rubrique et lettres ornées, du commencement du XVI^e siècle, mentionnant les fêtes spécialement chômées par l'Université et les vacances des cours. — Au fol° 7, armes du pape Jules II et du cardinal de St-Pierre-ès-liens;

d'azur au chêne d'or. — Bulle de Boniface VIII, fondant l'Université d'Avignon (1^{er} juillet 1303, fol^o 10). — Au fol^o 10 armes de la ville d'Avignon : de gueules à trois clefs d'or ; — de l'Université d'Avignon : d'argent à un ange de gueules membre de six ailes. — Lettres patentes de Charles II, roi de Jérusalem et de Sicile, confirmant les privilèges de l'Université d'Avignon (Naples 5 mai 1304, fol^o 11). — Bulle de Jean XXIII fondant la faculté de théologie (6 septembre 1443, fol^o 12). — Statuts donnés à l'Université par Julien de la Rovère (20 juin 1481, fol^o 13) : — de l'élection du primicier ; — du serment qu'il doit prêter ; — serment que les docteurs doivent prêter au primicier ; — du serment que doivent prêter au primicier les prétendants au professorat ou à l'agrégation et les officiers de la cour ; — des experts élus par le primicier pour évaluer le prix des logements ; — défense aux étudiants de prendre à loyer des logements que d'autres étudiants n'ont pas encore quittés ; — immunités dont jouissent les habitations des docteurs, des étudiants et du bedeau ; — docteurs qui doivent faire les cours ; facultés dans lesquelles ils doivent professer et leurs honoraires ; — défense de se faire suppléer dans sa chaire ; — époque à laquelle les cours doivent commencer et ordre dans lequel ils doivent être faits ; — des livres qui doivent y être lus ; — défense d'ouvrir de nouveaux cours sans l'autorisation du primicier ; — sommes à payer par ceux qui voudront faire des cours en dehors de l'ordinaire ; — thèses à controverser ; — cours que doit avoir suivis le bachelier en droit ; — livres qu'il doit se procurer, sociétés qu'il doit fréquenter, compagnies qu'il doit éviter ; — ce qu'il aura à payer ; — pendant combien de temps il doit avoir suivi les cours de licencié en droit ; — examen que le primicier doit faire de ses mœurs, — docteurs qui doivent l'assister ; — refus d'admettre aux grades les personnes malhonnêtes et mal famées ; — respect dû aux docteurs et répression sévère à exercer contre ceux qui leur feraient injure ; — convocation obligatoire des docteurs pour la distribution des notes et ordre devant être suivi dans cette opération ; — heure à laquelle doivent être données les notes et époques des examens ; — manière dont chaque docteur doit manifester son vote pour ou contre le candidat examiné ; — tenue que doit avoir le candidat lorsqu'il se présente aux examens ou qu'il en revient ; — serment à prêter par le candidat avant sa réception à la licence ; — défense au docteur d'insinuer à un étudiant la pensée de prendre ses grades sous lui ; — de la faculté qu'ont seuls les docteurs de porter le bonnet ; — formes à observer dans l'examen du doctorat et dans la demande des insignes ; — sommes à payer pour chaque candidat à la licence et au doctorat en droit canonique ou civil ; — du prieur de la confrérie de Saint-Sébastien et du recteur du collège du Roure ; — de l'agrégation des doc-

teurs gradués dans les autres Universités ; — des droits de seeau ; — des honoraires des docteurs ; — défense à un docteur d'en poursuivre un autre pour le compte d'un étranger ; — de l'obligation pour le primicier de poursuivre la réparation de l'injure faite à un docteur ou à un étudiant ; — de la messe devant être dite tous les jours où il y a cours ; — du service annuel pour les trépassés ; — de l'anniversaire à célébrer après l'octave de Pâques, pour l'âme du cardinal de Saluces ; — de la confrérie de Notre-Dame de l'Annonciation ; — de la fondation d'un service général pour les agrégés décédés à célébrer dans l'église de St-Didier, le lendemain de l'Annonciation ; — ordre à suivre dans la marche ; — rang des nobles ; — défense aux étudiants de danser les ballets autres que ceux donnés aux fêtes de l'Université ; — des préséances : Le viguier, le primicier, le vice-gérant, le vicaire, les juges, les docteurs, les consuls et l'assesseur. — Bref du pape IV, confirmant les statuts du cardinal Julien de la Rovère (6 septembre 1493, fol^o 35) ; — additions faites aux statuts (fol^o 35) — De la sonnerie de la cloche ; — des comptes à rendre par le primicier ; — de l'office du bedeau général, de son salaire, de ses devoirs envers les défunts, du serment qu'il doit prêter à l'archevêque d'Avignon ; — du salaire des portiers ; — du serment à prêter par les immatriculés ; — du serment à prêter par le bachelier en théologie qui veut lire les quatre livres des Sentences ; — du serment des licenciés ; — du serment des docteurs en droit canonique et civil. — Statuts de la confrérie des docteurs de l'Université d'Avignon (fol^o 41) : — la cotisation est de 6 gros, pour le primicier, et de 2 gros pour sa femme ; — les docteurs et licenciés, tant en médecine qu'ès arts, doivent payer 3 gros seulement ; — l'entrée dans la conférence donne lieu au paiement d'un écu d'or ; — celui qui prend ses grades de licencié, de maître en théologie ou l'agrégation dans le collège des docteurs doit payer un florin ; — en cas de décès, la confrérie accompagne, avec des flambeaux, le corps à l'église et à la sépulture, et la famille du défunt est tenue de payer, dans la huitaine, un écu d'or sol. — Bul

D. 11. (Registre). — In-folio, 79 feuillets, papier.

1481-1602. — *Liber statutorum Universitatis Avinionensis qui, cum vetustate contritus esset, concinnatus fuit anno homini millesimo sexcentesimo secundo, die octava Aprilis, existente se autem primicerio perillustri domino de Seguis, domino de Tassis, de Venise, Sancto Insuper et consultore Sancti Officii legationis Avinionensis.* — Copie des précédents statuts. — Calendrier de l'Université (fol. 1-6). — Lettre d'Artus Boireau, lieutenant général de François de Clermont, légal d'Avignon et du Comtat Venaissin, contre certains notaires et greffiers qui donnaient des citations sous l'autorité des statuts de l'Université (16 octobre 1518, fol. 7). — Copie des statuts donnée à l'Université d'Avignon par Julien de la Rovère, cardinal du titre de Saint-Pierre des-liens.

D. 12. (Cahier). — 3 feuillets, papier.

1679. — Statuts de l'Université d'Avignon, votés en suite de l'édit de Louis XIV, roi de France, portant réglementation de l'étude du droit canonique et du droit civil et approuvés par Hyacinthe Libelli, archevêque d'Avignon. — Dès le commencement des cours de l'Université, le jour de St-Luc, il sera fait lecture du droit canon et civil par les cinq régents et professeurs ordinaires. — Il sera défendu à toute personne, autre que les professeurs de l'Université, d'enseigner et faire leçon publiquement du droit canon ou civil, sous peine de 1,000 livres d'amende, applicables moitié au fisc, moitié à l'Université, et d'être déchus de tous les degrés qu'ils pourraient avoir obtenus. — Nul ne pourra prendre aucuns degrés ni lettres de licence en droit canonique et civil dans l'Université, qu'il n'ait étudié trois années entières à compter du jour où il aura été inscrit. — Ceux qui voudront prendre leurs degrés seront tenus, après deux années d'étude, de subir un examen particulier et s'ils sont trouvés suffisants et capables, ils soutiendront un acte publiquement, pendant deux heures au moins, pour être reçus bacheliers et pour obtenir les lettres de licence, ils subiront un second examen à la fin des trois années, pour lequel ils soutiendront un acte public et répondront tant du droit canonique que du droit civil, pendant trois heures au moins. — Ceux qui voudront être docteurs de ladite faculté soutiendront un troisième acte un an après celui de licence et répondront, pendant quatre heures, sur diverses matières de l'un et l'autre droit; les ecclésiastiques ne voulant obtenir les degrés qu'en droit canon pourront seulement répondre dudit droit. — Ceux qui voudront prendre les degrés s'adresseront au primicier et

professeurs qui leur donneront des examens. — Il sera procédé, pour leurs examens, en présence et en la présence du primicier, présents aussi tous les professeurs, docteurs, agrégés de la faculté pour donner leur voix pour l'admission des candidats aux degrés de bacheliers. Les professeurs et docteurs ayant soutenu l'examen. — En cas d'incapacité, ils seront renvoyés pendant six mois ou un an. — Il sera défendu aux professeurs de manquer à leurs leçons ordinaires, sous prétexte de procéder aux examens, lesquels se feront dans des salles à ce destinées à tels jours et heures qui ne puissent interrompre l'ordre des études. — Il sera défendu aux professeurs de dispenser, quel que ce soit, des règlements ni de donner les attestations des années d'étude qui ne soient véritables sous peine, contre les professeurs, de privation de leurs charges et contre ceux qui se serviront des dispenses fausses ou attestations, d'être déchus de leurs degrés et d'être déclarés incapables d'en obtenir. — Un des professeurs sera établi pour enseigner publiquement le droit coutumier et ordonnances des pays où l'on ne juge que selon le droit écrit. — Ceux qui étudieront à l'Université d'Avignon seront tenus de s'inscrire quatre fois par an dans le livre des matriculés, etc...

D. 13. (Registre). — In-folio, 206 feuillets, papier.

1301-1779. — Bulles, statuts, formules des diplômes, quittances, certificats et autres actes. — Droits dus par les docteurs en l'un et l'autre droit (fol. 1). — Noms des docteurs ès-droits agrégés à l'Université d'Avignon, à partir de l'année 1651 (fol. 2). — Noms des docteurs agrégés à la faculté de théologie à partir de l'année 1651 (fol. 3). — Noms de tous les docteurs simples et agrégés ès-droits habitant Av

cer la médecine qu'il n'ait été reçu docteur dans quelque une des Universités et défense aux docteurs et professeurs des Universités d'admettre aucuns écoliers aux degrés qu'ils ne soient maîtres ès arts (9 juillet 1646, fol° 17). — État des pensions servies aux professeurs par les greffiers des cours du Comtat-Ventimisin (fol° 20). — Droits dus par les docteurs (1651, fol° 26). — Droits dus par les agrégés en droit canon ou en droit civil (fol° 27). — Droits dus par le fils d'un docteur agrégé en l'un ou l'autre droit, lorsqu'il veut être docteur ou agrégé, à l'archevêque d'Avignon, chancelier de l'Université, 3 écus d'or d'Espagne, et 40 sous avec une boîte de dragées d'au moins une livre ; — au primicier, 2 écus d'or d'Espagne et 44 sous, s'il est marié, ou 40 sous s'il est garçon, avec deux boîtes de dragées ; — à ses quatre assesseurs, 2 écus d'or d'Espagne pour chacun d'eux et 44 sous pour chacun s'il sont mariés, ou 40 sous s'ils sont garçons et deux boîtes de dragées pour chacun ; — aux docteurs agrégés, un écu d'or d'Espagne pour chacun et 44 sous pour les mariés ou 40 sous pour les garçons avec une petite boîte de dragées ; — au doyen des docteurs, aux deux argumentateurs et au précenteur, une petite boîte à chacun ; — au bedeau et au secrétaire de l'Université, 2 écus d'or d'Espagne et 44 sous, s'il est marié, et 40 sous s'il est garçon, avec deux petites boîtes de dragées ; — au secrétaire de l'archevêque et chancelier, 1 écu d'or d'Espagne avec une petite boîte de dragées ; — aux docteurs agrégés qui doivent assister à la présentation du nouvel agrégé, à la chapelle du Pardon, 1 écu 60 sous à diviser entre eux ; — aux deux docteurs agrégés argumentant 1 écu 60 sous à diviser entre eux ; — aux autres docteurs agrégés, excepté les douze plus âgés, 9 écus 60 sous à diviser entre eux ; — aux clercs du palais archiépiscopal ou estaffiers, pour préparer la salle de la chancellerie, un écu 60 sous avec une demi-boîte de dragées ; — à l'imprimeur de l'Université, 15 sous ; — au sacriste de l'église Notre-Dame-des-Doms, pour présenter au nouveau docteur agrégé, un cierge allumé, 10 sous. — Droits dus par le bachelier en l'un et l'autre droit et par le bachelier en droit canon ou en droit civil (fol° 30). — Droits dus par le docteur en théologie (fol° 30). — Droits dus par l'agrégé en théologie (fol° 31). — Droits dus par le licencié en théologie (fol° 32). — Droits dus par le bachelier en théologie (fol° 32) ; — par le docteur en médecine (fol° 32) ; — par l'agrégé en médecine (fol° 33) ; — par le fils d'un docteur agrégé, s'il veut être reçu docteur ou agrégé en médecine (fol° 33) ; — par un docteur d'une autre célèbre Université qui veut être agrégé au collège des médecins (fol° 34) ; — par un bachelier en médecine (fol° 34) ; — par le maître ès-arts (fol° 35). — Formules : de certificat d'études (fol° 36) ; — d'immatriculation d'un docteur à l'Université (fol° 37) ; — de certificat de profession de foi (fol° 39) ; — d'un diplôme de bachelier en droit canonique et civil (fol°

39) ; — d'un diplôme de docteur en l'un et l'autre droit (fol° 42) ; — d'un diplôme de docteur en théologie (fol° 44) ; — d'un diplôme de docteur en théologie pour un étudiant ayant étudié pendant quatre ans, qui a soutenu des thèses, soir et matin, sans aucun président, dans l'Université, en présence du vice-légat (fol° 46) ; — d'un diplôme de bachelier en théologie (fol° 47) ; — d'un diplôme de licencié en théologie (fol° 48) ; — d'un diplôme de docteur en médecine (fol° 49) ; — d'un diplôme de bachelier en médecine (fol° 52) ; — d'un diplôme de licencié en médecine (fol° 53) ; — d'un diplôme de maître ès-arts libéraux (fol° 54) ; — d'un diplôme de bachelier ès-arts libéraux (fol° 55) ; — d'un diplôme de bachelier ès-arts libéraux, quand son grade est conféré par le primicier (fol° 56). — De la collation de l'office de greffier de la cour des appellations de Carpentras (fol° 57). — De la collation de greffier de Cavaillon (fol° 58). — De la collation de greffier de Pernes (fol° 59). — De la collation de greffier de Valréas (fol° 60). — De la collation de l'office du bedeau et secrétaire général de l'Université (fol° 61). — De la collation de l'office du coadjuteur du bedeau (fol° 62). — Des lettres de bejaunage pour les étudiants de l'Université (fol° 63). — Des lettres d'imprimeurs de l'Université (fol° 65). — De la collation de l'office de garde des clés de l'Université (fol° 65). — Des lettres d'attestation de doctorat (fol° 66). — Des lettres d'attestation de doctorat en théologie (fol° 68). — Des lettres d'attestation de doctorat en médecine (fol° 68). — Des démarches à faire par un docteur d'une autre Université, voulant se faire immatriculer à l'Université d'Avignon (fol° 70). — Diplôme de bachelier en médecine de l'Université, d'Aix pour Alexandre Gastaud (8 mai 1693 fol° 73). — Diplôme de licence en médecine de l'Université d'Aix, pour Jean-Baptiste Gastaud (8 mai 1693 fol° 73). — Lettres de comte ès-lois, délivrées par l'Université d'Avignon à François de Garcin, ré

113). — Bulle de Boniface VIII, fondant l'Université d'Avignon (1^{er} juillet 1303 fol° 117). — Lettres de Charles II, roi de Jérusalem et de Sicile, accordant des privilèges à l'Université d'Avignon (5 mai 1304, fol° 118). — Bulle de Jean XXIII, fondant la faculté de théologie (6 septembre 1413, fol° 119). — Confirmation par Louis XIV, roi de France, des privilèges de l'Université d'Avignon (juillet 1650, fol° 120). — Lettres patentes de Charles-Emmanuel, duc de Savoie, en faveur de l'Université d'Avignon (10 février 1652, fol° 124). — Bref d'Alexandre VI, sur la manière de professer à l'Université d'Avignon (13 septembre 1493, fol° 126). — Bref de Léon X, sur le même sujet (13 février 1513, fol° 127). — Bulle de Jean XXIII, portant que l'Université d'Avignon jouira de tous les privilèges accordés aux Universités de Toulouse et d'Orléans (6 septembre 1413, fol° 128). — Bulle de Sixte IV, assignant 600 ducats pour le traitement des docteurs de l'Université d'Avignon, professant dans la faculté de droit canon et civil (5 juin 1475, fol° 128). — Lettres de Julien de la Rovère, évêque de Sabine, cardinal de St-Pierre-ès-liens, portant que nul ne sera reçu dans les collèges d'Avignon avant qu'il n'ait juré de ne recevoir des grades dans d'autres Universités (8 juillet 1497, fol° 129). — Bulle d'Urbain V, rejetant la demande d'un recteur pour l'Université d'Avignon et maintenant le primicier (18 mars 1367, fol° 138). — Bulle de Grégoire XI, confirmant celle d'Urbain V, relative au primicier (23 août 1376, fol° 139). — Bulle de Jean XXIII, exemptant les docteurs, licenciés et étudiants de l'Université de toutes tailles, gabelles et autres impositions (6 septembre 1413, fol° 140). — Bulle de Jean XXIII, portant qu'aucun étudiant, bachelier, licencié ou docteur de l'Université ne pourra être jugé hors de la ville (6 septembre 1413, fol° 140). — Bulles de Sixte IV : confirmant les privilèges de l'Université et l'union des greffes du Comtat à l'Université (23 août 1479, fol° 144) ; — du même pape, contre les gradués de l'Université d'Orange et de toutes les autres Universités où les cours publics n'ont pas lieu (24 juin 1475, fol° 148). — Bulle d'Innocent VIII, confirmant les privilèges de l'Université ainsi que l'union des greffes du Comtat Venaissin (14 mars 1488, fol° 148). — Lettres de Julien de la Rovère, évêque de Sabine, cardinal de St-Pierre-ès-liens, au sujet de la préséance des primiciers et des docteurs de l'Université (20 juin 1481, fol° 151). — Brefs d'Alexandre VI : pour l'observation des statuts concernant les lectures et le salaire des docteurs (12 septembre 1493, fol° 154) ; — confirmant la réunion des greffes du Comtat Venaissin aux revenus de l'Université (14 septembre 1493, fol° 156) ; — autorisant les docteurs à lire par substitut, pourvu qu'il soit licencié ou bachelier (18 juin 1498, fol° 156). — Bulles : de Léon X, autorisant le primicier, s'il est laïque, à déléguer la juridiction à un clerc (27 mars 1514,

fol° 159) ; — de Clément VII, confirmant les privilèges de l'Université d'Avignon (6 janvier 1523, fol° 161). — Bulle de Jean XXIII, permettant aux étudiants de conserver, pendant sept ans, les bénéfices ecclésiastiques dont ils peuvent être pourvus sans être promus aux ordres et d'en toucher les revenus sans être astreints à la résidence (25 août 1413, fol° 161). — Bulle d'Urbain V, conférant à l'Université de Toulouse tous les privilèges dont jouit celle de Paris (21 janvier 1364, fol° 163). — Concession par Eudes, abbé de Cluny, au primicier et aux docteurs de l'Université, d'un local pour l'établissement de la bibliothèque, dans le collège de St-Martial d'Avignon (7 septembre 1427, fol° 168). — Accord entre le chapitre de St-Didier et l'Université au sujet de l'emplacement de la cloche de l'Université, et des heures des sonneries (7 janvier 1406, fol° 168). — Accord entre le primicier et les docteurs de l'Université et l'évêque d'Avignon, portant que le collège des docteurs a le droit de nommer le boteau, secrétaire général de l'Université, sans l'assentiment de l'évêque (29 décembre 1383, fol° 174). — Obligation de 700 florins d'or souscrite par la ville au profit de l'Université (17 septembre 1398, fol° 177). — Extrait du testament

examens (1536). — Règlement de l'Université d'Aix, pour la réception des docteurs aux facultés de théologie, jurisprudence et médecine (16 mai 1620). — Mémoire pour l'Université d'Avignon, demandant la confirmation des statuts qu'elle a dressés, conformément à l'édit du Roi, du mois d'août 1679, et pour faire rapporter le dernier édit royal la qualifiant d'étrangère (1680). — Procuration donnée par l'Université à Joseph François-Marie de Guyon, pour se rendre à Paris et partout ailleurs, à l'effet de poursuivre le maintien des privilèges de l'Université (9 avril 1685). — Lettres patentes de Louis XIV, roi de France, confirmant les statuts de l'Université d'Avignon et cassant le 26^e article des statuts de celle de Valence, dans lequel elle était qualifiée d'étrangère (avril 1698). — Mémoires sur la fondation et les statuts de l'Université, sur la préséance des docteurs, sur l'interprétation des statuts, sur le pouvoir de reformer les statuts, etc..

D. 16. (Liasse.) — 1 pièce, parchemin, 14 pièces, papier, 1 plan.

1409-1774. — Bâtimens et bibliothèque de l'Université. — Arrentement par Gabriel de Beau, primicier, à François Ferrier de Molard, pour six ans et moyennant une rente annuelle de 25 écus de 60 sous pièce, d'une des salles de l'Université, sise paroisse St-Didier et place des Etudes, à côté de celle où se trouvait jadis l'imprimerie (17 février 1611). — Estimation faite à la demande d'Antoine de Tonduty, primicier de l'Université, par de Valfenièrre, architecte, de deux pièces du bâtiment des classes, sises rue du Planet des Etudes et proche St-Eutrope (9 juillet 1638). — Bail par Antoine de Tonduty, primicier de l'Université, à Paul de Fortia, seigneur de Montréal, des deux pièces voisines (13 juillet 1638). — Reconnaissance par ledit de Fortia, pour ces deux pièces (13 juillet 1638). — Ordonnance de Frédéric Sforza, vice-légal d'Avignon, défendant de jeter, porter ou déposer des immondices sur la place des Études de l'Université et d'y jouer aux boules aux heures des cours, sous peine d'un écu d'amende (13 juin 1641). — Description des bâtimens du collège de Dijon, acquis par Jean-Baptiste Alexandre, chanoine de St-Didier, et détense faite à ce dernier de faire disparaître les armes dudit collège qui se trouvent encore en trois endroits dudit bâtiment, qui est un membre et une dépendance de l'Université (11 juillet 1681). — Estimation par Pierre Buis, maçon, pour un appui demandé par les religieuses de St-Eutrope, sur le mur d'une des classes de l'Université (30 juillet 1695). — Attestation de Maselli, notaire, de la vente faite, le 10 décembre 1727, par Gaspar de Fortia de Pol à Jean-Baptiste Franque, architecte, d'un terrain sous la directe de l'Université (1727). — Reconnaissance

dudit terrain par ledit Franque (18 février 1728). — Estimation de la plus grande partie de la maison, que le sieur Franque, architecte, a vendue au sieur Lacombe et plan des lieux (4 octobre 1764). — Reconnaissance par Jean-Baptiste-Pierre d'Armand d'Avignon, en faveur de noble Joseph de Poule, primicier, et de l'Université, pour une maison acquise de dame François-Gabrielle-Charlotte de Fortia de Pol Montréal, héritière de Gaspard de Fortia (21 mai 1774). — Extrait du testament du cardinal de Saluces, léguant une partie de ses livres pour la formation de la bibliothèque de l'Université d'Avignon (21 juin 1409), etc.

D. 16. (Liasse.) — 9 pièces, papier.

1534-1666. — Chapelle et cloche de l'Université. — Transaction entre le chapitre St-Didier et le corps des docteurs agrégés de l'Université réglant à 5 florins la redevance que celle-ci aura à payer annuellement pour l'emplacement de sa cloche et à 12 florins la rétribution à payer pour la sonner aux heures des cours (19 mars 1534). — Concession par les Cordeliers à l'Université de la première chapelle à main droite du maître-autel de leur église, pour y rétablir l'ancienne chapelle de Notre-Dame de l'An

précédente et unissant à l'Université d'Avignon les gregles des cours ordinaires de Carpentras, l'Isle et Valréas (17 septembre 1479). — Défense faite par le conservateur des privilèges de l'Université, Jean de Bourbon, abbé de Saint-André de Villeneuve, Pons de Sade, prévôt de l'église métropolitaine de Notre-Dame des Doms, et Louis de Frassenges, doyen de la collégiale de St-Pierre d'Avignon, au recteur du Comtat Venaissin de troubler l'Université dans la privation de ses privilèges, principalement en ce qui concerne la juridiction (4 août 1438). — Défense par le conservateur et le corps des docteurs de l'Université au chancelier de conférer le titre de docteur en l'un et l'autre droit (30 mai 1530). — Bulle de Benoît XIV, confirmant et définissant le privilège des conservateurs de l'Université (10 octobre 1745).

D. 18. Liasse. — 27 pièces, papier.

1689-1790. — Primicier de l'Université. — Élection. — Lettres de félicitations adressées à M. de Garcin au sujet de son élection comme primicier (juillet 1689). — Ordonnances de Sinibaldi Doria, vice-légat d'Avignon : prescrivant qu'il sera sursis à l'élection du primicier de l'Université jusqu'à ce que Sa Sainteté ait statué sur la question du maintien de la délibération du corps des docteurs de l'Université ; — du 27 mai 1675, portant que la même personne ne pourra remplir à la fois des charges ou magistratures à l'Hôtel de Ville et à l'Université (10 juin 1707). — Protestations de MM. Teste, d'Honoraty, Pezenas et Le vieux de La Verne, contre ladite ordonnance (1707). — Dispenses accordées par Sinibaldi Doria, vice-légat, à Marc-Antoine de Tache, dataire et bulliste de la légation, et à Joseph-François Marie Guyon, doyen de St-Agricol, d'accepter les fonctions de primicier dans le cas où l'un d'eux serait élu (4 juin 1707). — Ordonnances du même vice-légat : prorogeant les fonctions de M. le prévôt Tache, primicier en exercice (11 juin 1707) ; — prescrivant l'élection d'un nouveau primicier de l'Université (15 juin 1707). — Procès-verbal de la réélection d'Elzéar-Joseph de Guinrandy, comme primicier de l'Université, attendu les preuves de dévouement qu'il a données pendant la contagion et le besoin que l'Université a de ses services (18 mai 1722). — Lettre de Mgr de Manzi, archevêque d'Avignon, à M. de Guilhermi, primicier, en réponse aux souhaits à lui adressés par ledit primicier (29 décembre 1762). — Délibération du corps des docteurs agrégés de l'Université, composé de MM. de Spinardy, primicier, de Teste, Bruneau, acteur de l'Université, Levieux de Laverne, Reboulet, de Bruneau de Barthélemy, Augustin de Teste, acteur de l'Université, André Tempier, garde des sceaux de Sa Sainteté, Louis de Tellus, Esprit de Philip, Ignace-François de Philip, Joseph

Verger, Irénée Roux, Guillaume Dominique de Padon, Paul Bernard-Dubois de Cochet, Pierre-Joseph d'Hugues, Louis-Antoine de Pertuis, Esprit-Joseph-Aimé-Thibaud Bon, Michel de Vinay, Casimir Tempier, César de Teste, Maurice de Gaspert, portant que chacun des docteurs composant le corps pourra désormais être primicier (21 mai 1790), etc...

D. 19. Liasse. — 1 page, parchemin, 30 pièces, papier.

1728-17

meier de l'Université et Elzéar de la Beaume, prévôt de l'église métropolitaine et évêque d'Halicarnasse, *in partibus*.

— Mémoires adressés à la Sacrée Congrégation d'Avignon à Rome, contenant les allégations du primicier contre l'évêque d'Halicarnasse et les allégations de celui-ci contre le primicier, etc ..

D. 22. (Reçus-se.) — In-folio, 282 feuillets, papier.

1735-1745. — Primicier de l'Université — Préséances.

Mémoires, productions et correspondance pour les causes soutenues à Rome par l'Université d'Avignon contre M. de La Beaume, prévôt de la métropole et évêque d'Halicarnasse, au sujet de la préséance du primicier et contre l'auditeur général de la légation au sujet de la juridiction sur les docteurs. — Décision du cardinal ministre secrétaire d'État, concédant au prévôt du chapitre métropolitain, lorsqu'il est investi de la prélature, la préséance sur le primicier de l'Université (6 septembre 1735, fol° 1). — Mémoire de l'Université envoyé à Rome à M. le comte Guerra, pour obtenir la révocation de cette décision (19 septembre 1735, fol° 1). — Notoriété de l'ordre observé, pour la préséance, dans les conseils et assemblées de l'Hôtel de Ville (19 septembre 1745). — Attestation du secrétaire de l'Hôtel de Ville d'Avignon, concernant la préséance qu'avait le primicier de l'Université sur le prévôt de la métropole, lorsque cette charge était remplie par M. de Jarente (30 décembre 1735, fol° 14). — Mémoire adressé au Pape par François de Salignac-Fénelon, archidiacre de l'église métropolitaine d'Avignon et doyen de Tarascon, condamnant les prétentions de l'évêque d'Halicarnasse (fol° 14). — Attestation du secrétaire de l'Université sur son antiquité, sa réputation, la dignité du primicérial, le nombre de ses députés à la maison de Ville (27 février 1736). — Réfutation par le primicier des allégations du prévôt de la métropole, évêque d'Halicarnasse (fol° 26). — Lettre du primicier à M. Fabreti, avocat, agent de la ville d'Avignon à Rome pour le dissuader d'appuyer par ses démarches les prétentions de l'évêque d'Halicarnasse (29 février 1736, fol° 37). — Correspondance du primicier de l'Université avec le comte Guerra, avocat à Rome, au sujet des prétentions de l'évêque d'Halicarnasse (mai 1736, janvier 1737, fol° 46-67). — Lettre de l'évêque d'Halicarnasse à l'abbé de Fénelon, lui reprochant son ingratitude et l'accusant de trahir les intérêts du clergé en se joignant contre lui au primicier de l'Université (10 mai 1736, fol° 62). — Mémoire des honoraires et dépenses faites par le primicier et les docteurs agrégés dans leurs discussions avec Elzéar de la Beaume, évêque d'Halicarnasse, au sujet de la préséance du primicier (fol° 79). — Mémoires, lettres et instructions concernant la juridiction du primicier de l'Université contre l'au-

diteur général et la préséance dudit primicier (1737, fol° 102).

— Attestation des consuls et assesseurs au sujet de ce qui s'observe pour les préséances aux processions de la Fête-Dieu (27 mars 1739, fol° 134). — Lettre de M. de Guilhermi, primicier de l'Université, à M. d'Angevilliers, auditeur de Sa Sainteté, pour le remercier de l'intérêt qu'il porte à l'Université (3 octobre 1743, fol° 160). — Mention du départ pour Rome de Joseph Teste, comme député de l'Université pour l'affaire de la juridiction du primicier (3

jure academico, 30 livres pour étrennes, 20 livres pour part d'impression (17 août 1680). — Décret renvoyant devant la Congrégation du Concile de Trente la contestation entre l'auditeur général et le primicier d'Avignon, au sujet de la juridiction (17 février 1739), etc.

D. 23. (Liasse.) — 57 pièces, papier.

1740-1745. — Primicier de l'Université. Juridiction. — Mémoire pour le primicier de l'Université contre l'auditeur général au sujet de la juridiction (29 février 1740). — Brefs de Benoît XIV, confirmant la juridiction du primicier sur les docteurs, étudiants et suppôts de l'Université (24 mars 1741); — du même pape, fixant ladite juridiction (10 octobre 1745). — Lettres relatives à la juridiction du primicier, du sieur Castellin, avocat à Rome, à M. de Barthélemy, primicier de l'Université, le félicitant de son élection et lui promettant de s'employer au maintien des privilèges de l'Université (7 juillet 1745); — du même, faisant connaître au primicier qu'il a eu une audience du Pape et qu'il lui a soumis les revendications de l'Université pour la juridiction du primicier (15 septembre 1745); — du même, envoyant quatre exemplaires de la bulle du Pape en faveur de l'Université (16 octobre 1745). — Mémoires concernant le procès entre l'Université et l'auditeur général au sujet de la juridiction (1745), etc.

D. 24. (Registre.) — In-folio, 207 feuillets imprimés, papier.

1739-1745. — Primicier de l'Université. — Juridiction. — Recueil de titres concernant la juridiction du primicier et le procès de l'Université avec l'auditeur général de la légation à ce sujet. — Lettre du trésorier général à Mgr Lercari, vice-légat d'Avignon, lui annonçant qu'il a reçu le mémoire du primicier contre l'auditeur général (29 août 1739, fol° 5). — Mémoire du primicier et des docteurs de l'Université reproduisant les bulles de Jean XXIII, Sixte IV, Léon X, Alexandre VI, Innocent VIII, confirmant les privilèges de l'Université d'Avignon et la juridiction du primicier (1740, fol° 13). — Mémoire du primicier et des docteurs sur la juridiction du primicier (1740, fol° 82). — Mémoire reproduisant les bulles de Léon X, du 14 mars 1513, sur la juridiction du primicier, du même pape, du 13 février 1514, sur l'examen des docteurs enseignants (1745, fol° 86-94). — Mémoire adressé à la Congrégation du Concile sur le procès entre le primicier et l'auditeur général, au sujet de la juridiction (1740, fol° 95-115). — Nouveau mémoire adressé à la Congrégation du Concile pour le primicier, juges et conservateurs de l'Université (1744, fol° 136-207), etc.

SÉRIE D. — VAUCLUSE.

D. 25. (Liasse.) — 3 pièces parchemin, 5 pièces papier.

1383-1756. — Docteurs. Bédou. — Bulle de Sixte IV, contre les docteurs et gradués de l'Université d'Orange et les autres Universités où n'existe pas un *statutus generalis* (16 juin 1475). — Bref du pape Clément VII, retirant aux comtes palatins le pouvoir de conférer le grade de docteur en dehors de l'Université d'Avignon (20 septembre 1531). — Rescrit d'Antoine Trivulce

et mœurs et de la pureté de leur foi catholique et romaine (13 décembre 1698). — Mémoire de Vaubertrand, avocat, et Texier, pour les docteurs agrégés de la faculté de Paris contre les docteurs régents en la même faculté. — Transaction entre Faydit d'Aigrefeuille, évêque d'Avignon, et le primicier et les docteurs de l'Université, par laquelle l'évêque reconnaît que la collation de l'office de bedeau général de l'Université appartient au primicier et non à l'évêque (29 décembre 1383). — Nomination de Pierre Benielli comme bedeau de l'Université (20 septembre 1449), etc.

D. 26. (Liasse.) — 3 pièces, papier.

1512-1695. — Table des principales délibérations prises par le collège des docteurs agrégés de l'Université d'Avignon, sous le primicérial de Pierre Alberti (1512). — Admission au grade de docteur de Jean de Lazaro, gouverneur d'Avignon (14 novembre 1515). — Délibérations prises sous les primicérianats d'Olivier Rolandi (1517), de Pierre Alberti, docteur ès-droits (1519), de François Méruil (1520). — Délibérations: du 28 mai 1520 pour la révision des statuts des facultés de théologie et de droit; — du 15 juillet 1520 concernant la garde des clefs de la grande caisse des archives et prescrivant qu'une clef restera à l'ancien primicier, une au primicier nouveau et la troisième au plus ancien docteur. — Délibérations prises sous les primicérianats: d'Antoine de Castro (1522); — de Dragonet Girard (1523); — d'Olivier Rolandi, subrogé audit Dragonet Girard, mort le 6 novembre 1524; — de Jacques des Clarets (1533); — de Boniface des Garrons (1534); — de Jacques Nini des Clarets (1535). — Note des principales délibérations des docteurs de l'Université d'Avignon de 1512 à 1648. — Table des délibérations des docteurs de l'Université d'Avignon, comprises en trois livres, de 1512 à 1666, et concernant les principales matières, juridiction et création de primicier, imprimeur de l'Université, visites des collèges, fondation d'une chaire de philosophie, etc...

D. 27 (Registre.) — In-folio, 93 feuillets, papier.

1512-1545. — Délibérations du collège des docteurs agrégés de l'Université d'Avignon. — Délibérations: pour l'achat d'un livre pour y inscrire les délibérations de l'Université (7 juin 1512, fol° 1); — pour l'élection annuelle du doyen de théologie (4 janvier 1514), fol° 2. — Lecture des bulles obtenues par Olivier Rollandi, envoyé comme ambassadeur à Rome, du pape Léon X, confirmant l'union à l'Université par les papes Sixte IV, Innocent VIII et Alexandre VI des greffes de Valréas, L'Isle, Pernes, Monteux, Malaucène et Cavaillon; — du même pape, prescrivant aux recteurs des

collèges d'exiger des collégiés de recevoir leurs grades à l'Université; — du même pape, prescrivant aux docteurs d'occuper leurs chaires par eux-mêmes et non par des suppléants (10 juin 1514, fol° 4). — Délibérations prises: dans l'église de St-Pierre, «*In ecclesia Sancti Petri*», pour adresser des lettres de remerciements au pape pour les privilèges concédés (22 juin 1514, fol° 5); — dans l'église St-Pierre et dans la chapelle de St-Georges pour envoyer à Sorgues, en délégation le primicier et deux ou trois docteurs pour féliciter le vice-légat Alexandre Farnese sur son heureux retour (5 décembre 1514, fol° 6); — dans l'église St-Martial, ad

pendant la peste (22 octobre 1522, fol° 26); — autorisa le primicier à traiter au mieux avec le collège de St-Martial pour la garde de la bibliothèque (10 novembre 1522, fol° 26). — Délibérations prises pendant les primicierats de Dragonet Girardi (1523, fol° 32) et d'Olivier Rollandi, et concernant l'augmentation des redevances des greffes de Carpentras et de Montoux (21 février 1523, fol° 34); — prescrivant aux docteurs d'assister aux processions de l'Université (8 septembre 1523) fol° 38). — Délibérations prises pendant le primicierat de Guillaume Girardi (fol° 40), concernant une demande faite par les étudiants pour avoir des cours en dehors de ceux des professeurs « *more Tholozano* » (23 septembre 1526); — pour l'agrégation d'Antoine et de Nicolas de Tertulle, fils de feu Étienne de Tertulle, docteur agrégé de l'Université (23 septembre 1526, fol° 40). — Délibérations prises pendant le primicierat de Pierre Girardi, docteur ès-lois (1528, fol° 46); — pour l'envoi d'un mandataire à Rome, pour exposer au pape qu'Alciati (*Alciati*) et autres comtes palatins usent, en l'Université, de leurs privilèges de créer des docteurs au grand préjudice de celle-ci et pour lui demander d'interdire cet abus (20 mars 1528, fol° 46). — Délibérations prises pendant le primicierat de Jacques Teulerii (1529, fol° 49); — pour la régularisation des heures des cours (14 novembre 1529, fol° 50); — pour l'amodiation des revenus des greffes de Carpentras (23 mai 1530, fol° 53). — Délibérations prises pendant le primicierat de Pierre de Forlivio (1530-1531, fol° 56); — sur une réclamation de Manauld Fogasse au sujet de ses honoraires, et déléguant le primicier pour examiner sa réclamation (31 octobre 1530, fol° 56); — pour l'admission à l'agrégation du viguier d'Avignon (5 janvier 1531, fol° 57). — Délibérations prises pendant les primicierats de Jacques Nini des Clarets (1533, fol° 61) et de Boniface des Garrons (1534, fol° 63); — au sujet de la cérémonie des funérailles de Clément VII dans l'église des frères Mineurs et de la préséance que les consuls d'Avignon avaient disputée au primicier et aux docteurs de l'Université (21 octobre 1534, fol° 64); — pour déléguer six représentants de l'Université pour s'entendre avec les consuls au sujet des difficultés pendantes (12 novembre 1534, fol° 65). — Délibérations prises pendant les primicierats de Jacques Nini des Clarets (1535, fol° 67) et de Pierre Girardi (1537, fol° 72); — pour le remplacement, comme professeur de droit canonique, d'Antoine de Castro, mort dans un voyage à Rome (19 janvier 1537, fol° 73); — pour l'agrandissement du sceau de l'Université jugé trop petit (11 mai 1537, fol° 75). — Délibérations prises pendant les primicierats de François de Meruli (1537, fol° 77), et de Jacques de Novarins (1538, fol° 79); — pour donner un coadjuteur à Guillaume Masse, bedeau de l'Université, devenu paralytique (10 septembre 1538, fol° 79); — pour l'agrégation

de Perrinet Parpaille (15 avril 1539, fol° 81); — pour la coadjutorerie de greffier de la cour de Cavaillon, en faveur de Georges Jupini (24 avril 1539, fol° 80). — Délibérations prises pendant les primicierats de Pierre Girard (1540, fol° 82) et de Jacques de Novarins (1544, fol° 86); — pour l'impression des œuvres juridiques de Gilles de Bellamera et de Geoffroy de S

D. 29. (Registre.) — In-folio, 219 feuillets, papier.

1603-1618. — Délibérations du collège des docteurs agrégés de l'Université d'Avignon — Délibérations : pour l'acceptation faite par la ville de donner aux membres de l'Université la franchise du poids de la farine en remplacement des 30 écus que la ville donnait annuellement à l'Université en représentation de la franchise des gabelles (10 octobre 1603, fol° 1) ; — protestant contre les bacheliers, maîtres ès-arts et en médecine, que les Jésuites faisaient recevoir par l'archevêque en sa qualité de chancelier de l'Université (9 février 1604, fol° 2) ; — approuvant l'accord passé entre les consuls et l'Université pour l'exemption du paiement des nouvelles gabelles (2 janvier 1605, fol° 3) ; — prescrivant aux docteurs convoqués aux actes doctoraux d'y assister en robe et en bonnet serré et toute autre dignité doctorale requise, et d'accompagner le docteur avec le primicier jusqu'à son domicile, sous peine de privation des émoluments provenant desdits examens (2 janvier 1605, fol° 4) ; — accordant la coadjutorerie de la régence du droit canon de Louis Belli à Jean Garcin, docteur ès droits, son neveu (28 novembre 1628, fol° 6) ; — admettant à l'agrégation Joseph de Salvador et les sieurs Botin et Blanchetti (30 mars 1607, fol° 10) ; — pour la nomination du sieur de Laurens comme promoteur des maîtres aux arts (17 juillet 1607, fol° 14) ; — pour interdire aux docteurs de l'Université d'Avignon de faire passer des examens dans la ville d'Orange (14 novembre 1609, fol° 21) ; — laissant à chaque primicier la faculté de faire le banquet offert, de coutume, aux docteurs, ou de verser cent francs à la masse (14 novembre 1609, fol° 22) ; — déclarant que les émoluments payés à ceux qui assistent aux processions ne seront versés qu'aux docteurs présents (5 juin 1610, fol° 25) ; — pour l'élection de Melchior-Jacques de Joannis, comme député de l'Université en la maison de ville, en remplacement du sieur de Pol (11 décembre 1610, fol° 27) ; — pour l'admission à l'agrégation d'Antoine Barrier, Pierre Magnet et Gabriel Teste (29 avril 1611, fol° 33) ; — pour l'élection du primicier par scrutin secret (17 mai 1611, fol° 35) ; — pour l'élection de M. de Saint-Genest comme primicier (23 mai 1611, fol° 36) ; — pour le paiement de son salaire et de ses dépenses à Jacques Bramereau, imprimeur de l'Université (9 février 1612, fol° 40) ; — pour la nomination des députés de l'Université à la maison de ville et portant que, si l'un des députés entrait au conseil de ville, il cesserait d'être député de l'Université (3 juin 1604, fol° 51) ; — décidant que la régence en médecine sera, à l'avenir, conférée pour trois ans (1^{er} mai 1617, fol° 59) ; — portant élection du sieur Ribère comme régent de médecine pour trois ans (5 mai 1617, fol° 61. — Délibéra-

tions prises sous le primicierat de Melchior-Jacques de Joannis de Roussan (1620-1621, fol° 71) ; — pour la députation des sieurs Pierre de Guyon et Paul Ribère comme représentants de l'Université à la maison de ville (13 juin 1620, fol° 71) ; — décidant que le primicier et les régents feront la visite des collèges pour y faire observer les statuts des fondateurs (2 mars 1621, fol° 72) ; — portant « que lesdits primiciers « qui sont et

— Délibérations prises pendant le primicieriat de Barthélemy Desmarets (1632, fol° 132) ; — pour la députation de Henri Suarès et de René de Novarin, aux affaires de la maison de ville (26 juin 1632, fol° 133) ; — pour la réception de Jean Gaudibert, notaire, comme coadjuteur du greffe de Malaucène (10 juillet 1632, fol° 133) ; — portant que les docteurs enseignants ou non enseignants pourront être élus primiciers (28 avril 1633, fol° 135) ; — pour l'enregistrement d'une transaction passée entre la ville et les PP. Jésuites, le 24 mars 1632, pour des réparations à faire à leur collège et pour le paiement par la ville d'une somme de 7,000 écus pour ces réparations (f° 135). — Délibérations prises pendant le primicieriat de Henri de Labeau (1633, fol° 139) ; — pour l'élection de Robert et Teste comme députés aux affaires de la maison de ville (25 juin 1633, fol° 139) ; — pour l'établissement d'un lit garni à l'hôpital (20 septembre 1633, fol° 141) ; — pour la réception de Jean-François de Salvador à l'agrégation (2 janvier 1634, fol° 142) ; — pour la nomination de Jacques Bramereau comme imprimeur de l'Université (10 mai 1634, fol° 142) ; — pour la concession faite au doyen de théologie de porter le chapeau pour le distinguer des autres docteurs (fol° 145). — Délibérations prises pendant le primicieriat de Pierre de Payen (1634, fol° 147) ; — portant que le teston ne sera donné qu'aux docteurs qui assisteront aux processions (26 juin 1634, f° 148) ; — pour l'agrégation des sieurs Deslandes, Payen et Anglesy (30 octobre 1634, fol° 149). — Délibérations prises pendant le primicieriat de Pierre-Joseph de Salvador (1635, fol° 157) ; — pour limiter les pouvoirs des députés à la maison de ville (4 juillet 1635, fol° 157) ; — donnant pouvoir au primicier et aux députés de l'Université de passer une transaction avec les PP. Cordeliers au sujet de réparations à faire à la chapelle des docteurs (11 août 1635, fol° 160) ; — pour l'élection de Louis de Garcin, comme régent de médecine (28 février 1636, fol° 165). — Délibérations prises sous le primicieriat d'Antoine de Tonduty (1638-1639, fol° 166) ; — pour l'élection de Jean-François de Botin, comme régent de droit civil (12 mars 1639, fol° 168) ; — pour l'enregistrement du diplôme de docteur de Pierre de Garette (8 juin 1639, fol° 169). — Délibérations prises pendant le primicieriat de Pierre de Gouze, seigneur du Devez (1637-1638, fol° 174) ; — pour la députation de Henri Labeau et Pierre de Tulle, pour les affaires de la maison de ville ; — pour l'élection de Michel de Ribère, comme régent de droit canonique (4 janvier 1638, fol° 181). — Délibérations prises pendant le primicieriat d'Antoine de Tonduty (1638-1639, fol° 184) ; — pour réformer le mode d'élection du régent de médecine (26 juin 1638, fol° 186) ; — désignant les sieurs Jean-Baptiste de Tonduty et François Félix, comme députés aux affaires de la ville (26 juin 1638, f° 187) ; — pour la réception de François du Laurens à l'agrégation

(3 juillet 1638, fol° 188) ; — pour les réparations à faire aux bâtiments de l'Université (3 juillet 1638, fol° 190). — Délibérations prises pendant le primicieriat de François de Suarès, seigneur d'Aulan (163

nant un conflit de juridiction entre l'auditeur général et le primicier, à propos d'un écolier de Savoie accusé de viol et que l'auditeur prétendait poursuivre contre les privilèges de l'Université (30 avril 1649, fol^o 9); — consultation au sujet de ce conflit (f^o 10). — Délibérations prises pendant le primicérial de Jean-Baptiste Blanchety (1649-1650, f^o 16); — pour l'élection de François Blanchety et Georges de Sarpillou comme députés aux affaires de la maison de ville (28 juin 1649, f^o 16). — Au folio 16 on lit : *Nota* « que l'an que dessus « et le onze du mois de juillet, Monseigneur Dominique de « Marinis, de Gênes, religieux de l'ordre de St-Dominique, « archevêque d'Avignon et chancelier de nostre Université, « a fait son entrée, en laquelle M. le primicier a assisté à che- « val, avec sa robe de damas, estant au milieu d'entre M. le « viguier, nommé Gaspard de Seytres, de Verquières, seigneur « de Vaucluse, Chasteauneuf et Carri-lez-Martigues et M. « François Robert, sacristain de l'église parrochiale et collé- « giale de St-Didier d'Avignon, vice-gérant, M. le viguier « estant à main droite et M. le vice-gérant estant à main « gauche et le bedeau de l'Université portant la masse avec « sa robbe, à cheval, au devant dudict seigneur primicier, es- « tant au devant du dé ou baldaquin porté par Messieurs les « consuls et assesseur estant à pied ». — Délibérations prises pendant le primicérial de Jean de Payen (1650-1651, f^o 20); — pour la députation de Henri Félix et François Fabry pour les affaires de la maison de ville (2 juillet 1650, f^o 20); — concernant les lettres patentes obtenues du roi de France par l'Université par lesquelles les docteurs et gradués de l'Université d'Avignon jouiront, à l'avenir, des mêmes privilèges que les gradués des plus célèbres et fameuses Universités de France (6 octobre 1650, f^o 22); — pour l'enregistrement de la confirmation des privilèges de l'Université d'Avignon par lettres patentes de juillet 1650 (f^o 25); — pour l'élection de Gabriel Marie Crozet pour régent de droit canon (3 janvier 1651, f^o 28); — pour la réception à l'agrégation de Joseph Payen et de Jean-François d'Honoraty (14 février 1651, fol 30). — Délibérations prises pendant le primicérial de Jean-François de Salvador (1651-1652, fol 33); — pour l'élection de M. de Saint-Léger et de François Silvestre pour députés aux affaires de la maison de ville (26 juin 1651, f^o 34); — pour l'enregistrement du diplôme de docteur de noble Honoré Bouche (13 mars 1652, f^o 39). — Délibérations prises pendant le primicérial de Pierre Péregrin de Tonduty (1652-1653, fol^o 41); — constatant que les lettres patentes de Louis XIV, roi de France, de juillet 1650, ont été enregistrées aux parlements de Dijon et de Grenoble (1^{er} juillet 1652, f^o 42); — enregistrant l'arrêt du parlement de Bourgogne, du 31 juillet 1652, 26 août 1652, (f^o 43) et l'arrêt du parlement du Dauphiné (13 août 1652, f^o 44); — enregistrant les lettres patentes de Charles Em

et une lettre du premier président de Chambéry au primicier (9 août 1655, f° 71) ; — pour le rétablissement d'un service religieux à célébrer, le 26 mars de chaque année, dans l'église St-Didier, pour les docteurs agrégés défunts (23 février 1656, f° 75). — Visite faite par le primicier, du collège de St-Michel (11 décembre 1655, f° 76). — Mention de la fondation par Dominique de Marinis, archevêque d'Avignon, d'une chaire de théologie, à l'Université, et du don de 1000 écus, monnaie de roi, pour cette fondation (6 octobre 1654, f° 79). — Visite, par le primicier, du collège St-Martial (29 mai 1656, f° 80). — Délibérations prises pendant le primicérial de Melchior-Jacques de Tonduty de St-Léger (1656-1657 f° 81) ; — prescrivant que, sur les quatre régents, il devra y en avoir deux ayant au moins vingt ans d'agrégation et deux, au moins dix ans, sans que les agrégés de vingt ans et au delà puissent prétendre aux régences des vieux (2 octobre 1656, f° 84) ; — adhérent aux poursuites des médecins pour interdire aux apothicaires l'art de la médecine (27 novembre 1656, f° 89). — Visite du collège St-Michel (13 janvier 1657, f° 91). — Délibérations prises pendant le primicérial de Charles-Joseph de Suarès (1657-1658, f° 95) ; — prescrivant qu'Étienne du Laurens, d'Auxerre, docteur en médecine de l'Université d'Avignon, auquel les médecins, maire et échevins de ladite ville d'Auxerre, avaient interdit l'exercice de son art parce qu'il ne tirait point son grade d'une Université du royaume et qui avait obtenu un arrêt spécifiant que les docteurs de l'Université d'Avignon pourraient pratiquer dans tout le royaume, pourra figurer à l'Université avec sa robe de docteur et que ses enfants seront reçus gradués (2 août 1657, f° 98) ; — enregistrant les lettres du cardinal Spada à Dominique de Marinis, archevêque d'Avignon, au nom du Pape et de l'archevêque d'Avignon, à Joseph Suarès, primicier, au sujet des cinq propositions de Jansenius (18 décembre 1657, f° 101) ; — prescrivant que désormais nul docteur médecin ne pourra recevoir l'agrégation sans déposer auparavant les droits suivants : à l'archevêque et chancelier, 6 écus d'or d'Espagne, en déduisant 12 livres qu'il a données à son doctorat ; au primicier, 5 écus d'or d'Espagne, en déduisant 8 livres données à son doctorat au régent 9 écus d'or d'Espagne, en déduisant 16 livres reçues au doctorat, aux cinq vieux docteurs agrégés 5 écus d'or d'Espagne pour chacun, en déduisant 8 livres, à chacun des jeunes docteurs agrégés, 3 écus d'or d'Espagne, à l'Université 2 écus d'or d'Espagne, au bedeau 4 écus d'or, sans y comprendre les lettres d'agrégation pour lesquelles il paiera 2 écus de 60 sous pièce ; il paiera de plus une boîte de dragées d'au moins une livre à l'archevêque, au primicier, au régent, à chaque docteur agrégé et au bedeau, et, en outre, un festin à tous (16 janvier 1658, f° 102) ; — décidant que, dans toutes les élections de régents, les élus promettront et jure-

de Gabriel de Vedeau (1663-1664, f° 162) ; — pour la députation de Claude Teste et Jean Moyroux, comme députés aux affaires de la maison de ville (26 juin 1663, f° 162) ; — pour l'élection de Henri de Félix, comme régent de droit canon, et de Jean Crozet, comme régent de droit civil (26 juin 1663, f° 163) ; — pour l'élection de Michel Brun, comme régent de la faculté de médecine (3 décembre 1663, f° 167) ; — pour la réception du sieur François Bouyer au greffe de Montoux (4 avril 1664, f° 167). — Délibérations prises pendant le primicieriat d'Antoine de Gay (1664-1665, f° 169) ; — pour la députation de François Blanchetty et de Saint-Amant comme députés à la maison de ville (27 juin 1664, f° 169) ; — pour la coadjutorerie du greffe de Carpentras, en faveur de Henri Firmin (5 mars 1665, f° 173) ; — pour la réception de François Genet et Joseph-Marie de Ribière à l'agrégation (8 avril 1665, f° 175). — Délibérations prises pendant le primicieriat de Louis de Garcin (1665-1666, f° 176) ; — pour la députation d'Antoine de Gay et François d'Honoraty, comme députés à la maison de ville (15 août 1665, f° 177) ; — pour l'élection de Louis de Garcin comme régent de droit canon (23 septembre 1665, f° 181). — Mentions : de la bénédiction par Dominique de Marinis, archevêque d'Avignon, de la classe de théologie (29 septembre 1665, f° 184) ; de la fondation, par le même, d'une régence perpétuelle pour la philosophie suivant la doctrine de St Thomas (1666, f° 187). — Délibérations prises pendant le primicieriat de François de Tache (1666-1667, f° 191) ; — pour la réception à l'agrégation d'Antoine d'Honoraty, Louis de Tache, Jean-François de Tache, Joseph-Marie Guyon et Ignace-François de Guyon (10 février 1667, f° 194) ; — portant que tous les docteurs des Universités étrangères voulant exercer la médecine à Avignon ou dans le Comtat Venaissin seront obligés de produire leurs titres au primicier pour les faire enregistrer (10 février 1667, fol° 194) ; — enregistrant un bref d'Alexandre VII, du 26 mars 1667, portant que les personnes d'Avignon et du Comtat Venaissin, prenant le grade de docteur « en la prétendue Université d'Orange » ne seront point considérées comme docteurs à Avignon et dans tout le Comtat Venaissin (27 avril 1667, f° 195) ; — pour l'élection de François Fabri, comme primicier (30 mai 1667, f° 200). — Délibérations prises pendant le primicieriat de François Fabri (27 juin 1667, f° 201) ; — pour la réception à l'agrégation de Paul-Joseph de Salvador (14 mai 1668, f° 205) ; — pour l'élection de Gabriel-Marie Crozet comme primicier (21 mai 1668, f° 207). — Délibérations prises pendant le primicieriat de François Crozet (1668-1669, f° 207) ; — pour l'élection de François Fabry et Antoine Ruffi, comme députés à la maison de ville (30 juin 1668, f° 207) ; — pour la réception de Louis-François Bellon, à l'agrégation (9 mai 1669, f° 214) ; — pour l'élection de François Garcin à la ré-

gence du droit canon (14 mai 1669, f° 215) ; — pour l'é

tion de Joseph Micheau, comme régent de droit civil (11 juin 1673, f° 259). — Verbal de la pompe funèbre de Azzo Arioste, archevêque d'Avignon (19 novembre 1673, f° 264). — Délibérations : portant que nul ne pourra donner le bonnet de docteur qu'il ne soit agrégé (18 mars 1673, fol° 270); — portant que les docteurs non agrégés ne pourront, à l'avenir, être les promoteurs des docteurs simples (18 mars 1673, f° 269); — pour l'élection de Pierre Payen, comme régent de droit civil (23 mars 1673, f° 272); — pour l'élection de Louis de Garcin, comme primicier (22 mai 1673, f° 276). — Délibérations prises pendant le primicierat de Louis de Garcin (1673-1674, f° 277); — portant que la cloche de l'Université ne sera sonnée au décès des docteurs non agrégés ou de leurs femmes, que lorsque leurs héritiers auront payé 3 écus, un pour la masse de l'Université, un au campanier de St-Didier et un au bedeau (26 juin 1673, fol° 277); — pour l'envoi de M. Payen à Paris pour soutenir un procès contre l'Université d'Aix (24 septembre 1673, f° 284); — pour la réception de Jean Calvet à l'agrégation (20 janvier 1674, f° 287), etc.

D. 31. (Registre.) — In-folio, 249 feuillets, papier.

1674-1693. — Délibérations du collège des docteurs agrégés de l'Université d'Avignon. — Délibérations prises pendant le primicierat de Louis de Garcin (1674-1675, f° 1); — au sujet des discussions avec l'Université d'Aix et mentionnant un arrêt portant que les docteurs en théologie, en droit et médecine de l'Université d'Avignon jouiront des mêmes privilèges que s'ils avaient pris leurs grades dans l'Université d'Aix et autres fameuses Universités du royaume (7 mai 1674, f° 1); — pour l'élection de Pierre-François de Ribiers comme régent de droit (7 mai 1674, f° 2); — pour l'élection de Jérôme de Crivelli, seigneur de Villegarde, comme primicier (14 mai 1674, f° 3). — Délibérations prises pendant le primicierat de Jérôme de Crivelli, seigneur de Villegarde (1675, f° 4); — pour la députation à la maison de ville de Louis de Garcin et Joseph Teste (25 juin 1674, f° 5); — pour la députation de François de Payen, pour aller à Aix faire signifier l'arrêt obtenu contre l'Université de cette ville (30 août 1674, f° 8); — pour s'opposer à l'établissement des Pères Observantins dans le collège de St-Eutrope (24 octobre 1674, f° 11); — pour accorder aux régents et professeurs aux lois le titre de *nobilis et illustris*, et aux régents en médecine celui de *nobilis et egregius* (24 octobre 1674, f° 12); — pour la lecture et l'approbation des nouveaux statuts de la faculté des arts (26 janvier

gistrant une transaction, passée le 24 juin 1666 entre la ville, le clergé et l'Université pour les impositions à établir afin de subvenir aux frais de la guerre contre les Huguenots (f° 27) ; — pour l'élection de François de Silvestre comme primicier (3 juin 1675, f° 33). — Délibérations prises pendant le primicieriat de François de Silvestre (1675-1676, f° 34) : — pour la députation de Jérôme Crivelli et Elzéar Salières, comme députés de l'Université à l'hôtel de ville (27 juin 1675, f° 34) ; — au sujet d'un arrêt du parlement de Dijon déclarant l'Université d'Avignon étrangère et, comme telle, ne devant pas jouir des privilèges de celles de France, et protestant « que les habitants d'Avignon et du Comtat Venaissin sont estés de « tous temps déclarés regnicoles par les roys de France et « mesme que la volonté de Sa Majesté très chrestienne estoit « que les gradués de ladite Université d'Avignon fussent « recus dans tout le royaume de France tout ainsi que s'ils « avoient pris leurs degrés dans les plus fameuses Universités d'ailleurs » (27 juin 1675, f° 34) ; — pour l'enregistrement des lettres de docteurs accordées par l'Université de Valence à Joseph Bonnet, de Valréas (4 décembre 1675, f° 37) ; — pour l'élection de Thomas de Tonduty, comme régent en droit civil (16 avril 1676, f° 42) ; — pour l'élection de Jean de Gay, comme primicier de l'Université (25 mai 1676, f° 44). — Délibérations prises pendant le primicieriat de Jean de Gay (1676-1677, f° 45) ; — pour députer M. de Guyon à Paris, pour poursuivre le procès de l'Université contre celle d'Aix (1^{er} juillet 1676, f° 46) ; — pour l'exécution « *à l'unqu'un* » des statuts de l'Université contre « quelques « Messieurs advocats qu'elloient impudemment dans toutes les « rencontres contre lesdits statuts » (30 mai 1677, f° 49) ; — pour l'élection de François Barthélemy, comme primicier (7 juin 1677, f° 50). — Délibérations prises pendant le primicieriat de François Barthélemy (1677-1678, f° 51) ; — pour l'envoi de 30 pistoles à M. de Guyon, député de l'Université à Paris pour le procès contre celle d'Aix (24 juillet 1677, f° 51) ; — enregistrant une délibération de la faculté de médecine, réglant les formalités à remplir pour parvenir à l'agrégation (2 octobre 1677, f° 53) ; — pour l'agrégation de Joseph Pirelli à la faculté de médecine (2 octobre 1677, f° 54) ; — pour l'augmentation des droits de l'agrégation en médecine (23 octobre 1677, f° 58) ; — pour l'élection de Pierre Guisony, comme régent de médecine (5 mai 1678, f° 63) ; — enregistrant l'arrêt du conseil du roi du 18 novembre 1676, portant règlement entre les Universités d'Avignon et d'Aix (23 mai 1678, f° 65) ; — pour l'élection de François d'

dant le primicierat de François de Barthélemy (1684-1685, f° 161) ; — députant MM. de Vedeau et de Guyon, doyen de St-Agricol, à la maison de ville (23 juin 1684, f° 161) ; — pour l'élection de Balthazar Ruffi, comme régent des Instituts (1^{er} septembre 1684, f° 165) ; — approuvant les comptes de l'abbé de Tulle, envoyé à Rome, comme député (15 novembre 1684, f° 169) ; — enregistrant le décret de la Sacrée Congrégation du 7 septembre 1684, et le bref du pape Innocent XI, du 27 septembre 1684, en faveur de l'agrégation (15 novembre 1684, f° 170) ; — pour l'envoi à Paris de l'abbé de Guyon, pour obtenir du Roi un arrêt confirmatif des privilèges de l'Université (4 avril 1685, f° 172) ; — enregistrant le mémoire remis aux commissaires du Roi, nommés pour examiner le projet de lettres patentes présenté par l'Université (1685, f° 177) ; — enregistrant une lettre de l'abbé de Guyon au primicier au même sujet (8 juin 1685, f° 178) ; — pour l'élection d'Antoine Ruffy, comme primicier (11 juin 1685, f° 179) ; — Délibérations prises pendant le primicierat d'Antoine Ruffy (1685-1686, f° 179) ; — pour la députation de François Barthélemy et de Gabriel Teste, pour la maison de ville (28 juin 1685, f° 180) ; — enregistrant une lettre de l'abbé de Guyon, délégué de l'Université à Paris (20 juin 1685, f° 180) ; — pour l'élection de six députés qui, avec les régents, poursuivront criminellement les auteurs de faux diplômes de docteurs (11 janvier 1686, f° 183) ; — pour l'élection du R. P. de May, comme régent de théologie (9 mai 1686, f° 189) ; — pour l'élection de Jean-François d'Honoraty, seigneur de Jonquerettes, comme primicier (3 juin 1686, f° 192). — Délibérations prises pendant le primicierat de François d'Honoraty (1686-1687, f° 193) ; — pour la députation de Pierre de Guyon, chanoine de l'église métropolitaine, comme prochancelier (17 juin 1686, f° 193) ; — pour la nomination de Georges-Laurent Lemolt, comme imprimeur de l'Université (22 septembre 1687, f° 198) ; — pour faire chanter un *Te Deum* dans l'église de St-Didier « en bonne musique, qu'on tirerait après cinq « cens fusées et les boîtes, et que sortant de ladite église es- « tant précédé des aubois, on irait mettre le feu à douze ba- « lans qui seroient préparés à la place des Estudes pour faire « un feu de joie », en réjouissance de la victoire du Dauphin et de la prise de Philisbourg (15 novembre 1688, f° 203) ; — pour l'élection de Louis de Garcin, comme primicier (30 mai 1689). — Délibérations prises pendant le primicierat de Louis de Garc

D. 32. Registre. — In-f. no. 292 feuillets, papier.

1693-1718. — Délibérations du corps des docteurs agrégés de l'Université d'Avignon : — pour l'élection de de François-Ignace de Benoît, comme primicier (11 mai 1693, f. 1) ; — enregistrant la visite faite par l'archevêque au nouveau primicier (16 mai 1693, f. 2) ; — pour l'élection d'Agostino Ruffi et de Jean-Gilles Barthélemy, comme députés de la maison de ville (1^{er} juillet 1693, f. 3) ; — pour le règlement des droits à payer par les docteurs et par les agrégés et portant que, ceux qui voudront passer docteurs ès-droits et agrégés paieront au chancelier, six livres 12 sous grosse monnaie, au primicier et régents aux lois et à chacun d'eux étant mariés, 50 livres semblables et 49 livres 12 sous, étant prêtres ou non mariés, à chacun des docteurs ès-droits agrégés mariés, 25 livres et à chacun des docteurs ès-droits agrégés, prêtres ou non mariés 24 livres 16 sous, à la masse de l'Université, 31 livres et au secrétaire 50 livres, non compris 3 écus pour les lettres de docteur, 12 livres pour le droit du promoteur, 3 livres pour le droit du présentateur, 5 livres 14 sous au secrétaire de l'archevêque, 3 livres pour les six docteurs assistant à leur présentation, 27 livres pour les petits droits des jeunes docteurs ès-droits agrégés, 3 livres à partager, entre les deux argumentants, 10 sous au sacristain de Notre-Dame, 3 livres 10 sous aux estaffiers du chancelier, 15 sous à l'imprimeur de l'Université, 15 sous pour les haubois du primicier (7 mai 1694, f. 8) ; — pour le règlement des droits dus par les fils des docteurs agrégés pour leur agrégation portant qu'ils paieront 18 livres au chancelier, 7 livres 18 sous à chacun des docteurs ès-droits agrégés mariés, 7 livres 14 sous aux prêtres ou non mariés, et tous les autres droits accoutumés (7 mai 1694, f. 9) ; — fixant à 4 écus les droits de maîtres ès-arts en philosophie (7 mai 1694, f. 9) ; — pour l'élection de Jean-Baptiste de Blanchetty, seigneur de la Motte, comme primicier (30 mai 1694, f. 11). — Délibérations prises pendant ledit primicierat (1694-1695, f. 12) ; — pour la concession du greffe de Monteux au sieur Paget (22 juillet 1694, f. 18) ; — pour la cession d'une classe au P. Barbat, pour l'enseignement de la philosophie quatre heures chaque jour (23 décembre 1694, f. 24) ; — accordant au couvent de St Eutrope la permission d'appuyer une construction sur les bâtiments de l'Université (23 décembre 1694, f. 25) ; — pour l'élection des sieurs d'Honoraty, Rully et Barbier, comme régents (26 mars

Universités du royaume pourvu qu'ils soient naturels français ou natifs de la ville d'Avignon et du Comtat Venaissin (13 mai 1698, f° 100); — enregistrant le récit de la cérémonie ayant eu lieu, dans l'église St-Didier, à la messe chantée « avec une musique et symphonie où l'on chanta un motet à la gloire du pape et du roi, dont les paroles avaient été composées par M. Guinrandy, docteur ès-droits » (15 mai 1698, f° 108); — pour l'élection de Jean-François d'Honoraty, seigneur de Jonquerettes, comme primicier (19 mai 1698, f° 106). — Délibérations prises pendant son primicieriat (1698-1699, f° 107); — pour réformer les règlements sur les droits à payer pour les grades de bachelier, de licencié et de docteur (16 juillet 1698, f° 113); — accordant aux régents de médecine, l'autorisation de porter le chaperon (26 août 1698, f° 119); — pour l'élection de François-Camille Crozet, comme primicier (17 juin 1699, f° 133). — Délibérations prises pendant son primicieriat (1699-1700, f° 134); — prescrivant les réjouissances pour la promotion de Mgr Delplini, nonce en France au cardinalat (27 septembre 1699, f° 137); — enregistrant le procès-verbal desdites réjouissances, comprenant une messe « pendant laquelle il y a eu toujours une très grosse musique à deux chœurs, où il y avait tous les plus habiles musiciens de la ville, quantité de violons, les trompettes et deux cornets, » (6 décembre 1699, f° 138); — enregistrant le procès-verbal de la réception de Mgr Delplini dans la classe des lois à l'Université (24 février 1700, f° 140); — pour la création d'une régence de droit français (24 février 1700, f° 141); — pour la nomination de Jérôme Folard, régent de droit civil, à cette régence (24 février 1700, f° 142); — pour l'élection de Pierre de Tulle, comme primicier (31 mai 1700, f° 146). — Délibérations prises pendant son primicieriat (1700-1701, f° 147); — enregistrant la déclaration du roi, du 20 janvier 1700, concernant les études de droit (15 octobre 1700, f° 149); — enregistrant le procès-verbal de la visite faite par Philippe de Tulle, primicier, aux ducs de Bourgogne et de Berry, à leur passage à Avignon (23 mars 1701, f° 151); — pour la correction de thèses de théologie présentées à l'Université par les RR. PP. Dominicains et sur lesquelles ils avaient placé la faculté de théologie avant celle de droit, « quoique la faculté de jurisprudence soit en droit et possession de précéder toutes les autres tant à cause de son ancienneté que par plusieurs autres raisons connues de tout le monde » (18 avril 1701, f° 153); — pour l'élection de François de Garcin, comme primicier (16 mai 1701, f° 156). — Délibérations prises pendant son primicieriat (

« et mesme mettre tout en usage pour le faire augmenter, que
 « le seul expédient qu'il y avoit estoit de faire la prorogation
 « dudict sieur Gastaldy qui, outre son savoir et son habileté,
 « avoit des adresses merveilleses pour s'attirer les écoliers
 « et les conservers » (9 mars 1706, f° 191); — pour l'élection
 de Dominique de Tache, prévôt de l'Isle, comme primicier
 (21 mai 1706, f° 193). — Délibérations prises pendant son
 primicierat (1706-1707, f° 194); — pour l'élection de Guil-
 laume Teste, comme régent de droit français (2 juillet 1706,
 f° 195); — pour l'élection du sieur Bellon, confiseur, pour dé-
 pute de l'entrée du vin (30 octobre 1706, f° 198); — pour l'élec-
 tion des régents en droit sur l'invitation du primicier, représen-
 tant aux docteurs agrégés, « les soins qu'on prenoit autres fois,
 « dans cette Université, pour avoir d'habiles professeurs, ceux
 « qui vivoient dans ce temps heureux où l'Université d'Avi-
 « gnon estoit regardée comme la source des sciences et où l'on
 « accouroit de toutes parts pour écouter ses professeurs qui
 « estoient respectés comme les oracles du monde, jusques là
 « que les rois demandoient, comme une grâce singulière, aux
 « souverains pontifes, de leur donner un des professeurs de
 « cette Université pour enseigner le droit dans le royaume »
 (18 mars 1707, f° 200); — enregistrant un mémoire des étudiants
 du collège du Roure et d'Annecy, demandant à suivre les cours
 de l'Université (10 mai 1707, f° 202); — enregistrant un
 règlement d'Antoine Banchieri, vice-légat d'Avignon, au su-
 jet de la modération des dépenses de ladite ville (11 mai 1706,
 f° 205); — enregistrant une autre ordonnance d'Antoine
 Banchieri, pour l'administration de la ville d'Avignon (11
 juin 1706, f° 210); — enregistrant une ordonnance du vice-
 légat pour différer l'élection du primicier (10 juin 1707,
 f° 221); — pour l'élection de Gilles Barbier, comme doyen
 de la faculté de théologie (14 juin 1707, f° 222); — pour l'élec-
 tion de Balthazar de Ruffy, professeur en droit civil, comme
 primicier (16 juin 1707, f° 223). — Délibérations prises pen-
 dant son primicierat (1707-1708, f° 224); — enregistrant les
 visites faites

Philippe de Tulle, comme primicier (5 juin 1713, f° 317). — Délibérations prises pendant son primicérial (1713-1714, folio 318); — pour dresser un inventaire des archives de l'Université (14 décembre 1713, f° 321); — pour l'élection de MM. de Genès, Pierre de Tulle, de la Verne et Joseph de Garcin, comme députés (14 mai 1714, f° 328); — pour l'élection de François-Camille de Crozet, comme primicier (21 mai 1714, f° 329). — Délibérations prises pendant son primicérial (1714-1715, f° 330); — pour l'élection du P. Barbat, comme doyen et régent de la faculté de théologie (22 mai 1714, f° 331); — prescrivant que les droits de l'agrégation se paieront en grosse monnaie (13 novembre 1714, f° 336); — pour l'élection de Joseph-Dominique de Garcin, comme primicier (10 juin 1715, f° 344). — Délibérations prises pendant son primicérial (1715-1716, f° 346); — pour l'élection de Gabriel Derieux, comme régent de la faculté de théologie (11 juin 1715, f° 346); — pour l'élection de MM. Dominique de Garcin, primicier, Balthazar Ruffy, Esprit Provençal et Joseph de Crivelly, comme régent, en droit civil et canon (20 mars 1716, f° 348); — enregistrant un ordre du primicier à un chef d'une troupe de comédiens, de considérer le sieur Chapuis, comme abbé des escoliers, et de le laisser entrer et sortir librement dans la salle pendant la représentation, ainsi que six étudiants, munis d'une autorisation portant le nom du primicier (28 mars 1716, f° 362); — pour l'élection de Balthazar, Frédéric de Ruffy, comme primicier (1^{er} juin 1716, f° 363). — Délibérations prises pendant son primicérial (1716-1717, f° 364); — pour des réparations aux bâtiments (4 mars 1717, f° 368); — pour l'examen de Jean-Louis Fornery, comme greffier de la cour des appellations de Carpentras (1^{er} avril 1717, f° 369); — pour l'élection de François de Tulle, comme primicier pour la troisième fois (17 mai 1717, f° 373). — Délibérations prises pendant son primicérial (1717-1718, f° 375); — pour le règlement à imposer au sieur Malard, imprimeur de l'Université (4 août 1717, f° 376); — pour la réception à l'agrégation en droit de Claude-Ignace Poulle (2 décembre 1717, f° 382); — pour l'élection de Joseph Brun, comme régent de médecine (1^{er} avril 1718, f° 384); — pour l'élection de Joachim de la Verne, comme primicier (6 juin 1718, f° 388), etc.

D. 33. (Registre.) — In-folio, 464 feuillets, papier.

« septembre, environ le dix-huit du dict mois, les classes de
« l'Université n'ont pu s'ouvrir au temps marqué et que toutes
« les fonctions publiques ont été généralement suspendues ;
« qu'ensuite, par la grâce du Seigneur, la fureur du mal
« s'est un peu calmée vers le commencement du mois de mai de
« la présente année mil sept cent vingt-deux, on publia la
« quarantaine de santé, mais environ le milieu dudit mois
« y ayant eu dans cette ville une petite rechute, on fut d'obli-
« gation de renouveler ses attentions sur la liberté de com-
« muni-quer ensemble jusques à ce que on vit diminuer le
« nombre des malades, ce qui arriva après la feste de la glo-
« rieuse Ascension de Notre-Seigneur ». — Délibérations : pour
maintenir, pendant une année, le même primicier (18 mai 1722,
f° 63) ; — pour l'élection de l'abbé Domergue, comme doyen
de la faculté de théologie (27 mai 1722, f° 64) ; — pour l'élec-
tion de J. Gastaldy, comme premier régent de la faculté de
médecine pour six ans (4 novembre 1722, f° 67) ; — pour
l'élection de M. Brun, pour régent de botanique, et de M.
Gautier, pour régent d'anatomie (6 novembre 1722, f° 68) ; —
pour l'élection de MM. Ruffy, Provansal, Crivelly et Olivier,
comme professeurs de droit (5 mars 1723, f° 75) ; — pour
l'élection de Jean-François-Melchior de Fabry, comme pri-
micier (17 mai 1723, f° 79). — Délibérations prises pendant
son primicié-riat (1723-1724, f° 79) ; — pour l'élection du R.
P. Roussel, comme doyen de théologie (18 mai 1723, f° 81) ;
— pour l'élection de Joseph de Ribiers, Poule et Viau, com-
me députés de la table (29 mai 1724, f° 89) ; — pour l'élection
de Joachim Levieux de Laverne, comme primicier (5 juin
1724, f° 90). — Délibérations prises pendant son primicié-riat
(1724-1725, f° 90) ; — pour l'élection de M. Brun, comme
régent de botanique (28 août 1724, f° 97) ; — pour la gravure
d'une planche en cuivre des armes de l'Université, confiée
au sieur Pomarede, « très habile graveur, » pour le prix de
30 livres

tier, de la régence de botanique, et pour un an, à M. Gastaldy fils, de la régence d'anatomie (35 septembre 1733, f° 256 ; — pour l'élection de Joseph-Alexandre de Tolomas de Coppola, comme primicier (14 juin 1734, f° 263 ; — pour l'élection de MM. de Tolomas, primicier, et Crivelli, Olivier et Provençal, comme régents aux lois (22 mars 1735, f° 273) ; — pour l'élection d'Esprit-Veran de Ribiers, comme primicier (30 mai 1735, fol° 275 — Délibérations prises pendant son primicérial (1735-1736, f° 273) ; — au sujet de la préséance accordée à l'évêque d'Halicarnasse sur le primicier (10 septembre 1735, f° 283) ; — pour l'élection de MM. Gastaldy fils, comme régent de botanique pour deux ans, et Gautier fils, comme régent d'anatomie pour un an (21 septembre 1735, f° 285) ; — pour l'élection de Jean-Baptiste Levieux de la Verne, comme primicier (21 mai 1736, f° 296. — Délibérations prises pendant son primicérial (1736-1737, f° 298) ; — pour l'élection de Joseph Teste, comme régent des Instituts, *ad vitam* (28 décembre 1736, f° 306) ; — pour le paiement des frais occasionnés par la poursuite du procès intenté à Rome contre l'évêque d'Halicarnasse (1^{er} mars 1737, f° 310) ; — pour l'élection de MM. de Ribiers, Crozet et de Guilhermy, comme régents de droit canonique et civil pendant trois ans (21 mars 1737, f° 318) ; — pour l'élection d'Alexandre de Barthélemy, chanoine de St-Agricol, comme primicier (10 juin 1737, f° 321), — Délibérations prises pendant son primicérial 1737-1738, f° 323) ; — pour la réception à l'agrégation de droit de l'abbé de Jonquerettes (18 mars 1738, f° 338) ; — pour l'élection de Joseph de Poulle, comme primicier (26 mai 1738, f° 343. — Délibérations prises pendant son primicérial (1738-1739) ; — pour l'élection du R. P. Gaud, comme doyen de théologie (27 mai 1738, f° 345) ; — pour l'élection de Joseph-Dominique de Garcin, comme primicier (18 mai 1739, fol° 359). — Délibérations prises pendant son primicérial (1739-1740, f° 362) ; — enregistraut la réception dudit sieur de Garcin (23 mai 1739, f° 362) ; — au sujet de la révocation faite par l'Université de Paris de son appel de

« de reconnaissance à l'égard d'un si grand pontife, » d'un monument avec le buste en marbre de Sa Sainteté et une inscription par dessous (9 janvier 1746, f° 9) ; — décidant de faire agréer au pape deux manuscrits : « l'un contenant le « Décret de Gratien et l'autre, le corps du droit civil qui avoient « été légués à l'Université par le cardinal de Saluces avec « plusieurs autres manuscrits, dont il ne reste plus aucun vestige » (9 janvier 1746, f° 9) ; — pour l'insertion dans le registre des délibérations, de la bulle de Benoît XIV du 10 octobre 1745, f° 12) ; — pour la réception de Simon Reboulet à l'agrégation aux droits (17 janvier 1746, f° 23) ; — pour l'élection de Louis-Paul de Salières de Fosseran, comme primicier (30 mai 1746, f° 26). — Délibérations prises pendant son primicérial (1746-1747, f° 29) ; — pour l'élection de M. Goujon, chanoine, comme régent de théologie (31 mai 1746, f° 29) ; — pour l'élection de MM Olivier Lepère, de Tolomas, Viau, et Vernety, comme professeurs aux lois (15 mars 1747, f° 37) ; — pour le transport des archives de l'Université dans la maison de M. Folard, cinquième docteur en âge, au refus des quatre plus anciens (15 mai 1747, f° 42) ; — pour faire les réparations nécessaires à la cloche de l'Université (15 mai 1747, f° 43) ; — pour l'élection de Jean-Louis de Guilhermy, comme primicier (22 mai 1747, f° 44. — Délibérations prises pendant son primicérial (1747-1748, f° 47) ; — décidant de ne commencer à procéder à l'élection du primicier que cinq heures ne soient sonnées et pour que personne ne puisse voter dans un collège quand le vote sera commencé (30 juin 1747, f° 50) ; — pour l'élection de Jean-Baptiste Gastaldy fils, comme professeur et régent de la faculté de médecine, en remplacement de Jean-Baptiste Gastaldy, « dont « la mémoire sera toujours en grande vénération et qui a « occupé cette régence avec tant de capacité » (16 décembre 1747, f° 53) ; — pour l'élection de Joseph Teste, comme acteur de l'Université (28 décembre 1747, f° 57) ; — enregistrant la visite faite par le primicier à M. de Fosseran, nommé à l'évêché de Vaison (3 juin 1748, f° 62) ; — pour l'élection de Simon Reboulet, comme primicier (3 juin 1748, f° 63). — Délibérations prises pendant son primicérial (1748-1749, fol° 66) ; — pour l'élection de MM. Gautier, comme régent de botanique, et de La Font, comme régent d'anatomie (12 septembre 1748, f° 71

de ses ancoules soutenant les arcades de la classe de philosophie (30 juin 1751, f° 158); — pour l'agrégation aux droits du sieur Olivier, chanoine, 29 octobre 1751, f° 165); — pour l'arrentement du jardin botanique (29 mars 1752, f° 175); — pour l'élection d'Esprit Joachim de Guilhermy, comme primicier (22 mai 1752, f° 177). — Délibérations prises pendant son primicérial (1752-1753, f° 182); — accordant à Esprit-Véran de Ribiers le titre de comte aux lois pour avoir professé le droit civil pendant vingt années (17 octobre 1752, f° 184); — enregistrant les lettres de comte aux lois en faveur dudit de Ribiers (19 octobre 1752, f° 186); — pour l'élection de M. Vernety, comme professeur de droit canonique (26 mars 1753, f° 188); — pour l'élection de Gabriel Mounier, comme primicier (11 juin 1753, f° 190). — Délibérations prises pendant son primicérial (1753-1754, f° 194); pour l'élection de M. de Bonneau, pour exercer la juridiction du primicier dans les causes ecclésiastiques (30 juin 1753, f° 196); — pour l'ouverture d'une porte au salon attenant à la salle des actes (20 octobre 1753, f° 200); — enregistrant une lettre du primicier à Mgr d'Angevilliers, au sujet de sa promotion au cardinalat (20 octobre 1753, f° 201); — décidant de faire une fête aux frais de l'Université, au sujet de ladite promotion (15 décembre 1753, f° 202); — enregistrant une lettre du primicier au cardinal d'Angevilliers contenant le récit de ladite fête (29 décembre 1753, f° 203); — décidant de placer le portrait dudit cardinal dans la salle des actes de l'Université (23 janvier 1754, f° 205); — invitant le vice-légat à assister au panégyrique dudit cardinal (4 mars 1754, f° 208); — enregistrant une lettre du cardinal d'Angevilliers par laquelle il se déclare protecteur de l'Université (9 avril 1754, f° 210); — pour l'élection de Gabriel Viau, comme primicier (3 juin 1754, f° 214). — Délibérations prises pendant son primicérial 1754-1755, f° 217); — pour l'élection de MM. Mounier et Teste, comme députés à la maison de ville (1^{er} juillet 1754; f° 217); — enregistrant une lettre du cardinal d'Angevilliers au primicier, au sujet de son élection (10 juillet 1754, f° 220); — pour l

de comte aux lois en faveur dudit de Guilhermy (9 septembre 1761, f° 248) ; — pour l'élection d'Esprit Calvet, comme régent de la faculté de médecine pour six ans (3 mai 1762, fol° 352) ; — pour l'agrégation à la faculté des arts, de MM. Gastaldy, Calvet et Gastaldy fils (24 mai 1762, f° 353) ; — pour l'élection d'Esprit-Joachim de Guilhermy, comme primicier (20 juin 1762, f° 355). — Délibérations prises pendant son primicieriat (1762-1763, f° 356) ; — enregistrant un décret de l'assemblée Congrégation au sujet de l'examen des grades à la faculté des arts (2 juillet 1762, f° 362) ; — enregistrant les nouveaux articles pour l'examen de la faculté des arts (4 août 1762, f° 363) ; — pour l'élection du R. P. Fauque, comme doyen de théologie (24 mai 1763, f° 371) ; — pour l'élection de Louis-Joseph de Bonneau, comme primicier (19 juin 1763, f° 374). — Délibérations prises pendant son primicieriat (1763-1764, f° 375) ; — concernant les honoraires des régents de botanique et d'anatomie à la faculté de médecine (18 juillet 1763, f° 377) ; — enregistrant la délibération de l'académie royale des inscriptions et belles-lettres, nommant Esprit Calvet, correspondant (25 octobre 1763, f° 380) ; — concédant au sieur Chambaud, la coadjutorerie de bedeau et secrétaire de l'Université, en remplacement de M. Crivelli, qui s'est retiré (4 juin 1764, f° 383) ; — pour l'élection de Ignace-Gabriel-Marie Reboulet, comme prim

tion de cette salle : « *Francisco Mariæ de Manzi, patricio æ Cesenatensi, archiepiscopo Avenionensi, bis prolegato, cancellario emeritissimo, quod hanc aulam, ab imminenti occasu vendicaverit, muris ac fornice opere substructis muniverit et pavimentum in elegantiore formam restituerit, Universitas grati animi monumentum posuit, anno Domini MDLXXIII, primicerio Ludovico de Poule, prædicatore regio, abbate commendatorio Nostræ Domine de Nougueto* » (25 juillet 1773, f° 67) ; — pour l'élection de Joseph de Poule, comme primicier (31 mai 1773, f° 70). — Délibérations prises pendant son primiceriat (1773-1774, f° 73) ; pour l'élection de M. Joubert, comme professeur d'anatomie (21 août 1773, f° 74) ; — pour l'élection de Jean-Louis de Guilhermy comme primicier (23 mai 1771, f° 78). — Délibérations prises pendant son primiceriat (1774-1775, f° 80) ; — pour demander au pape et au roi de France la confirmation des privilèges de l'Université (13 juin 1774, fol° 81) ; — pour l'élection de M. Pancin, comme régent de botanique, et de M

minaire de St-Charles (19 août 1782), f° 197) ; — pour l'élection de M. Gastaldy, comme premier professeur de médecine (16 septembre 1782, f° 199) ; — portant que les docteurs agrégés en médecine qui se proposeront d'enseigner, prêteront le serment prescrit par la bulle de Boniface VIII sur la création de l'Université (21 septembre 1782, f° 301) ; — insérant les lettres de maître ès-arts libéraux en faveur d'Aymar de Las Combes à lui concédées par l'Université de Montpellier (18 octobre 1782, f° 302) ; — pour l'agrégation à la faculté de théologie des classes de théologie du séminaire de Notre-Dame de Ste-Garde (11 novembre 1782, f° 205) ; — concernant la nomination du sieur Gastaldy, comme premier professeur de médecine et sa déchéance du droit de lire réclamée par le primicier (20 novembre 1782, f° 211) ; — au sujet d'une requête présentée à l'archevêque de la part des RR. PP. Dominicains, demandant une dérogation à la clause de fondation de la chaire de philosophie obligeant le professeur à se faire agréer en théologie et que ledit professeur se fasse seulement agréer aux arts (22 novembre 1782, f° 212) ; — concernant la promotion aux différents grades de la faculté de théologie (3 décembre 1782, f° 215) ; — pour l'agrégation du R. P. Milhion, domin

bandon du privilège de la franchise des gabelles « dans les « circonstances où nous nous trouvons, produites par les « malheur du temps, il conviendrait que notre corps fit le « sacrifice complet de ce droit. Nous ne sommes pas les seuls « à avoir de pareils privilèges, je pense que c'est à nous à « donner l'exemple » (13 août 1789, f° 343) ; — pour l'élection de Joseph-Augustin de Teste, comme primicier (24 mai 1790, f° 359) ; — pour l'élection de MM. Vicary, comme premier professeur de médecine, Voulonne comme professeur d'anatomie et Joubert comme professeur de botanique (17 août 1790, f° 361) ; — pour la suspension de l'élection du primicier (11 juin 1791 f° 362), etc...

D. 36. (Registre.) — In-folio, 292 feuillets, papier.

1430-1790. — Livre contenant les noms et prénoms des primiciers, docteurs agrégés en droit canon et civil, en théologie et en médecine et gradués en chaque faculté depuis 1430 jusqu'en 1790. — Liste des primiciers de l'Université d'Avignon (1430-1790, f° 1)

« près d'Avignon : *Tunc temporis erat bellum contra Hugue-*
notes prope Avinionem ». — Au f° 84 on lit : *Vota* « que
 « cette année (1565), le roi très chrétien Charles étoit en
 « cette ville et lui fut adressé une requête, au nom du collège
 « des docteurs agrégés, pour obtenir des nominations en cette
 « Université, attendu que tous ceux qui y viennent sont regni-
 « coles, tant de Dauphiné que de Provence ». — Au f° 85 :
Nota « que le 3 avril 1556, illustrissime seigneur Félicien
 « Capiton fut créé archevêque d'Avignon par le pape Pie V. »
 — Admission au grade de docteur d'André d'Oraison, évêque
 élu de Riez 14 avril 1570, f° 88. — Au folio 90 : *Vota* « que
 « les docteurs agrégés ont envoyé des lettres au légat de
 « Bourbon, à la cour du roi de France, pour solliciter des
 « nominations aux bénéfices (juin 1571, f° 90). — Admission
 au doctorat de théologie de Pierre d'Urre de Ventorel,

— Collations : de la garde des clefs de l'Université à Jean Bernard, bedeau (26 juin 1623) et d'imprimeur de ladite Université à Jean Bramereau (26 juin 1623, f° 190). — Admission au grade de bachelier ès-droits de François de l'Étoile, de Paris, secrétaire de Mgr de Richelieu, archevêque d'Aix (8 mars 1628, f° 191). — Au f° 198 : *Nota* « O douleur ! ces « tobre, novembre, décembre, janvier, février 1630. En ces « mois, il n'y eut aucune promotion au doctorat à cause de « de l'épidémie de la peste qui commença le 14 août 1629 « et finit le 28 août 1630. Dieu l'éloigne pour toujours et que « cette cité soit à jamais préservée d'un tel fléau » — Élection, dans le couvent de Montfavet, à cause de la peste, du P. François de La Vigne, comme régent de théologie (31 mai 1630, f° 198). — Admissions : au grade de docteur en théologie dans l'église de Montfavet, d'Ange Melety (

x observations à lui adressées de la part de l'Université au sujet de certains articles en théologie qu'il avait contredits (Maison, 1^{er} janvier XV^e s.). — Concession par H. de La Roche, premier de l'Université, au doyen de la faculté de théologie, du droit de porter le chaperon en soie blanche (2 août 1633). — Fondation par Dominique de Marinis, archevêque d'Avignon, d'une chaire de théologie et achat d'une maison pour l'habiter au lieu de la dite chaire (6 octobre 1633). — Permission accordée par M. Guyon, primicier, au doyen de l'Université de Paris, aux docteurs agrégés en théologie, de porter le chaperon en satin blanc sur le bras (17 décembre 1633). — Nomination du P. Gilbert à la chaire de philosophie fondée par M. de Marinis (30 septembre 1671). — Permission accordée par M. Crivelli, primicier, aux docteurs non agrégés de porter sur le bras gauche, un chaperon de soie moirée de couleur noire, doubl

de Buisson, diocèse de Vaison (1783, f° 379) ; — de Joseph-Jacques Périn, d'Avignon (1783, f° 396) ; etc.

D. 39. Registres. — cartons, 224 feuillets papier.

1784-1790. — FACULTÉ DE THÉOLOGIE ET DE PHILOSOPHIE.

— Livre des inscriptions des étudiants, tant théologie qu'en philosophie, à l'Université d'Avignon. — Inscriptions : de Jean-Pierre Crozier, du diocèse de Lyon (1783, f° 1) ; — de Jean-Louis Espérandieu, de St-Gervasy, diocèse de Nîmes (1784, f° 3) ; — de Gabriel Niel, d'Avignon (1784, f° 8)

maire contre les docteurs de D. 20, refusant de reconnaître le diplôme de licencié en droit accordé par l'Université d'Avignon à Anne Pouchon, et l'ordonnance du Parlement de Flandre, admettant les gradués de l'Université d'Avignon, à jouir des mêmes droits que les gradués des Universités du Royaume (18 janvier 1734). — Mémoire du primicier de l'Université contre les avocats d'Avignon, voulant former un collège particulier contre les droits du dit primicier ayant juré, et de tous les autres agrégés (24 mai 1759). — Décret du pape Benoît XIV, portant qu'il n'y a pas à autoriser l'établissement dudit collège (8 août 1759). — Démission de M. Crozet, professeur de droit canonique, et de M. de Gabriel Braneau pour le remplacer (17 août 1759). — Attestation des services universitaires de noble Ignace-Joseph de Vernety (8 août 1778) et d'Esprit-Benoît-Jean-Baptiste Leveux de Laverne (3

sous-diacre de Tarascon, diocèse d'Avignon (10 février 1706, f° 52) ; — Jean-Baptiste de Barrême, d'Avignon (10 mai 1706, f° 56) ; — Pierre Suffren, d'Arles (10 mai 1706, f° 56) ; — Jean-Joseph Royère, de Bonnieux, diocèse d'Arles (10 mai 1706, f° 57) ; — Jean de Villèle, de Châteaurenard, diocèse d'Avignon (10 mai 1706, f° 58) ; — de St-Luce, de Lyon (10 mai 1706, f° 60) ; — Simon de Giraudy, de Roquemaure, diocèse d'Avignon (10 novembre 1706, f° 62) ; — Joseph St-Antoine, d'Avignon (10 novembre 1706, f° 63) ; — Paul François d'Andrée, de Carpentras (10 novembre 1706, f° 64) ; — François Empereur, de St-Saturnin-d'Apt, diocèse d'Apt (10 novembre 1706, f° 66) ; — Deydier de Beauvillard, de Val

Jois de Chabestan de Ribeyret, d'Avignon (10 mai 1713, f° 177); — Jérôme de Samnati de Ripa, d'Avignon (2 juin 1713, f° 180); — Thomas Hyacinthe Reboul, de Villeneuve, diocèse d'Avignon (10 novembre 1713, f° 183); — Esprit-Timoléon d'Argenvillier, de Villeneuve-de-Berre, diocèse de Viviers (10 novembre 1713, f° 186); — Gaspard-Ignace de Cussy, d'Uzès (10 février 1714, f° 190); — Isaac de Sautel, du diocèse de Uzès (10 février 1714, f° 191); — Guillaume-Antoine Dubarroux, de Caromb (10 février 1714, f° 193); — Etienne Megy, de Cabanes, diocèse d'Avignon (10 février 1714, f° 194); — Jean-Florentin Huart, d'Arles (11 mai 1714, f° 199); — Pierre Mignot, de St-Rémy, diocèse d'Avignon (11

Jean-Baptiste d'Allouis, de Latayette (10 février 1724, f° 14) ; — Pierre-Henri Granet, de Bollène, diocèse de St-Paul-Trois-Châteaux (10 mai 1724, f° 16) ; — Antoine du Roure, de Visan, diocèse de St-Paul-Trois-Châteaux (10 mai 1724, f° 17) ; — Jean-Jacques de Salva de Lazavin, diocèse d'Evreux (10 mai 1724, f° 19) ; — Joseph de Gisors de Nogaret, de Javense, diocèse de Viviers (10 mai 1724, f° 19) ; — François de Salignac de Lamothé-Fenelon, archidiacre d'Avignon et doyen de Tarascon (7 juin 1724, f° 20) ; — Marc-Antoine de Guast de St Gervais, diocèse d'Uzès (10 novembre 1724, f° 22) ; — Jacques-Pierre de Fab

de Forcalquier, diocèse de Sisteron (10 mai 1734, f. 136) ; — Joseph Raulx, de Carpentras (10 novembre 1734, f. 138) ; — Nicolas Deveyroles, d'Avignon (10 novembre 1734, f. 139) ; — Dominique de Robert, d'Avignon (10 novembre 1734, f. 140) ; — Pierre Jostamond, de Bollène (10 novembre 1734, f. 141) ; — Joseph Laugier de Beauconse, de Thoard, diocèse de Digne (10 novembre 1734, f. 142) ; — Joseph-Maxime de Ponte, d'Avignon (11 février 1732, f. 143) ; — Jean-André Suchet, de St-Amand, diocèse de Carpentras (11 février 1732, f. 144) ; — Pierre Jostamond,

gon, d'Avignon (10 novembre 1737, f° 274); — Gabriel-Augustin de Bouchardony, d'Avignon (10 novembre 1737, f° 275); — Jean-Jacques de Fagès, de Rochemante (10 novembre 1737, f° 276); — Jérôme-François de St-Véran, de Vaison (10 novembre 1737, f° 278); — Jean-François Barberoux de Givaudan, de Senez (10 novembre 1737, f° 280); — Joseph de Bouquier, de Maubec (10 novembre 1737, f° 281); — Pierre-Félicien de St-Pons, d'Apt (10 novembre 1737, f° 282); — Joseph-Raymond de Millet de Vilarg

Silhan, de Moularès, diocèse d'Albi (10 mai 1740, f° 88) ; — Joseph-François Parrocel, d'Avignon (10 mai 1740, f° 89) ; — Joseph-François Gasparin, de Cairanne, diocèse de Vaison (10 mai 1740, f° 90) ; — François-Marie Floret, de Carpentras (10 mai 1740, f° 91) ; — Baptiste-Joseph Guillaume de Régis, du diocèse d'Aix (10 mai 1740, f° 95) ; — François-Marie Ramex, de St-Étienne de Lyon (10 mai 1

cèse d'Apt (10 mai 1742, f° 220) ; — Claude-Charles de Polignac, de Montnéjous, diocèse de Rodez (10 mai 1742, f° 221) ; — Joseph Expilly, de St-Remy, diocèse d'Avignon (10 mai 1742, f° 225) ; — Antoine Teyssier de Silhac, de Moularès, diocèse d'Albi (10 mai 1742, f° 226) ; — Jean-Louis de Codur d'Ayglun, de Digne (10 mai 1742, f° 22

Alphonse de Tournon, diocèse d'Avignon (10 février 1745, f. 8) ; — Joseph-Pascal La Chaux, de Barcelonnette, diocèse d'Embrun (10 février 1745, f. 9) ; — Joseph Gros, de Cabriès, diocèse d'Avignon (10 février 1745

Dominique d'Aubignac, de Prat, diocèse de Viviers (10 février 1748, f° 196) ; — **François Pierre Meynard, d'Avignon** (10 février 1748, f° 199) ; — **Crespin-Joseph Brun, d'Avignon, curé doyen de la collégiale de St-Agricol** (10 février 1748, f° 201) ; — **F**

— Cavaillon (juillet 1751, f. 38) ; — Jean André Cappeau, d'Avignon (juillet 1751, f. 41) ; — Marie-Anne Prol de Zambas, de Bernes (diocèse de Carpentras) (10 novembre 1751, f. 43) ; — Placide Jacques-Gaspard Dupilon d'Angelle (10 novembre 1751, f. 44) ; — Valte de Roquemaure, d

cèse de Glandèves (10 mai 1755, f° 191)

— Louis de Viviers (juillet 1760, f

